



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMpte RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

47^e séance, mardi 5 mai 2009
48^e séance, mercredi 6 mai 2009
49^e séance, mercredi 6 mai 2009

► Séance plénière Parlement Benelux

Mères porteuses, énergie et liaisons ferroviaires

Le traité instituant l'Union économique Benelux modifié par le traité signé le 17 juin 2008 à La Haye qui doit encore être ratifié, apporte également quelques modifications à sa branche parlementaire, le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux. Les membres du Conseil Benelux ont décidé de soumettre une série de propositions aux trois gouvernements en vue de la modification de la Convention relative au Conseil Benelux visant essentiellement à son renforcement par rapport au Comité des ministres. Ainsi, il est proposé que les membres du Conseil Benelux puissent interpellier les ministres compétents sur des questions politiques importantes d'un intérêt commun; le texte prévoit un délai de réponse de deux mois à une question écrite ou une recommandation, passé ce délai, les ministres devront répondre lors de la prochaine séance; la majorité des 2/3 pour l'adoption d'une recommandation ne sera plus requise, la majorité absolue sera suffisante à condition que la majorité des membres soit présente et que chaque délégation nationale soit représentée.

Rapprochement

En matière d'extension de la coopération entre le Benelux et la Rhénanie du Nord-Westphalie, le rapporteur M. Schinkelshoek (Pays-Bas) a souligné dans son intervention que l'approfondissement de la coopération devrait continuer sans toutefois étendre le territoire du Benelux. La coopération sera principalement axée sur l'environnement, l'énergie et une approche commune pour combattre le chômage. Certains députés ont proposé une coopération

axée sur les mêmes principes avec les départements français voisins.

Lors de la session précédente le Conseil Benelux avait adopté une recommandation sur la maternité de substitution à des fins commerciales s'appuyant sur un cas concret où des Néerlandais ont cherché une mère porteuse en Belgique. Étant donné l'absence d'une législation en la matière en Belgique, la recommandation demandait à ce que le législateur belge agisse le plus vite possible et interdise cette pratique. Le Ministre de la Justice belge, M. de Clerck, a confirmé qu'en Belgique une loi interdisant cette pratique n'existait pas, mais que le dépôt d'une proposition de loi relative à l'accouchement dans la discrétion pourrait y remédier. M. de Clerck a déclaré qu'il appartenait maintenant au Parlement belge d'agir. Même si la question de réglementer ou d'interdire la maternité de substitution ne faisait pas l'unanimité, les intervenants étaient d'accord pour dire qu'une maternité de substitution à des fins commerciales devrait être interdite.

Énergie

Les députés ont alors procédé à un état des lieux des travaux du Forum pentalatéral et de Plate-forme gazière qui regroupe à côté des pays du Benelux, la France et l'Allemagne et qui a pour objectif l'amélioration de la coopération entre toutes les parties concernées en vue de la création d'un marché régional de l'électricité en Europe du Nord-Ouest, comme étape intermédiaire vers un marché européen unique de l'électricité. Aux yeux de M. Oberweis (Luxembourg) et de M. Verwilghen (Belgique), le Benelux pourrait étendre la coopération en matière énergé-

tique aux pays avec lesquels il entretient déjà une coopération plus étroite comme les États baltes ou les États Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) pour essayer de résoudre le problème de l'approvisionnement. Ils ont rappelé les objectifs fixés par l'Union européenne dans la lutte contre le changement climatique, notamment la réduction des gaz à effet de serre de 20%, l'augmentation de la part des énergies renouvelables à 20%, et l'augmentation de 20% de l'efficacité énergétique.

Après avoir pris connaissance d'un rapport sur les progrès dans le dossier de la candidature commune de la Belgique et des Pays-Bas en vue de l'organisation de la Coupe du Monde 2018, les membres du Conseil Benelux ont adopté trois recommandations à l'unanimité. La première lance un appel aux gouvernements belge et néerlandais de signer au plus vite le traité sur les transports en ambulance, la deuxième et la troisième concernent le domaine de l'enseignement et plus particulièrement la mobilité des étudiants et des salariés dans les métiers techniques. La recommandation demande aux trois gouvernements de faire le point sur la mobilité, la reconnaissance des diplômes et la mobilité de travail. Dans la deuxième recommandation, le Conseil Benelux demande à ce que les trois gouvernements procèdent à la comparaison des critères de formation et d'établissement dans les métiers techniques, de fixer des minimums de formation afin de permettre une plus grande mobilité et d'harmoniser les critères d'établissement.

(suite page 2)

► Auszerechnungen



Um Virowend vun Nationalfeierdag huet de Premierminister Jean-Claude Juncker aktuell a fréier Memberen aus der Chamber an aus dem Europaparlament ausgerechent.

sier dirigeant, e Fonctionnaire vum Greffe décoréiert; hie krut d'Médaille Vermeil de l'Ordre de la Couronne de Chêne.

Ordre de la Couronne de Chêne

Grand-Officier: Lucien Weiler.

Commandeur: Gast Gibéryen, Marcel Glesener, Jean-Pierre Koepf, Lydia Mutsch.

Officier: Xavier Bettel, Marie-Josée Frank, Aly Jaerling, Claude Meisch, Marco Schank, Claude Turmes.

Ordre de Mérite

Grand-Officier: Ben Fayot, Jos Scheuer.

Commandeur: Lucien Clement, Camille Gira, Jean-Pierre Klein, Laurent Mosar.

Officier: Claude Adam, Marc Angel, Félix Braz, Claudia Dall'Agnol, Françoise Hettogaasch, Aly Kaes, Henri Kox, Viviane Loschetter, Martine Stein-Mergen, Jean-Paul Schaaf, Romain Schneider, Roland Schreiner, Vera Spautz.

Bei där Geleeënheet gouf och mam Alain Bosseler, Premier huis-



La délégation luxembourgeoise présidée par M. Marcel Oberweis (2^e de droite) se composait de M. Roger Negri, Vice-président du Conseil Benelux (à gauche), Mme Lydia Mutsch et M. Félix Braz (à droite), membres effectifs, et de M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés (2^e de gauche).

DANS CE NUMÉRO

Réaction aux déclarations de M. Steinbrück p. 568

Harcèlement obsessionnel («Stalking») p. 582

Protection des victimes p. 585

Sommaire des séances publiques N°s 47-49 p. 598

Sommaire des questions parlementaires p. Q176

► Réunion d'anciens parlementaires

Le Bureau de l'Association européenne des anciens parlementaires – association présidée depuis mars 2008 par le Luxembourgeois Camille Dimmer – s'est réuni le 19 juin à la Chambre des Députés. Les anciens parlementaires ont abordé un certain nombre de points d'ordre interne et organisationnel. Ils se sont également penchés sur un sujet de l'actualité politique: le résultat des élections européennes. Dans ce contexte, c'est surtout le taux élevé d'abstention, «signe d'une inquiétante désaffectation des citoyens européens», qui a retenu leur attention. Au cours de la discussion, un participant a cependant souligné que la faiblesse du taux était essentiellement due au désintérêt des électeurs dans les douze nouveaux pays membres de l'UE. Il a constaté que dans les



Anciens députés luxembourgeois

quinze anciens pays, la participation avait même augmenté de 2 à 3%.

Retenons encore que le Bureau a entendu un exposé du Ministre luxembourgeois du Trésor et du Budget Luc Frieden sur «la crise financière et le Luxembourg» et qu'en 2010 le colloque biannuel de l'association, qui aura lieu à Kiev en Ukraine, sera placé sous le thème des politiques de migrations.

L'Association européenne des anciens parlementaires a été fondée en 1987 par les associations d'anciens parlementaires belge, allemande, française et italienne. Le Luxembourg l'a rejointe en 2003. L'Association est ouverte à toutes les associations nationales des pays membres du Conseil de l'Europe. À ce jour, 18 associations nationales ainsi que l'association des anciens membres du Parlement européen y ont adhéré.



Le Président de l'Association européenne des anciens parlementaires, M. Camille Dimmer

► Séance plénière Parlement Benelux

(suite de la page 1)

Liaisons ferroviaires

Suite à l'adoption d'une recommandation sur les dossiers infrastructurels transfrontaliers lors de la dernière session plénière, le ministre des transports belge, M. Vanackere, a tenu à rappeler que du côté belge et du côté néerlandais tout était mis en œuvre pour que la mise en service du TGV Sud reliant Bruxelles à Amsterdam se fasse au mois de décembre.

La recommandation adoptée demandait également l'amélioration de la ligne classique Bruxelles-Luxembourg. M. Vanackere a souligné que de nombreux travaux étaient nécessaires pour porter la vitesse sur cette ligne à 160km/h et réduire le temps de parcours de 20 minutes. La ligne doit rester en service durant les travaux, ce qui

prolongera les travaux jusqu'à la fin 2014. M. Lebrun (Belgique) a indiqué que certaines voix s'élevaient en France pour réinstaurer la ligne Dinant-Givet, ce qui pourrait entrer en concurrence avec des projets belges. M. Negri (Luxembourg) a rappelé l'importance de Bettembourg et de Lorry-Rail, qui est la première autoroute ferroviaire de plaine à longue distance en Europe, et qu'en contournant le Luxembourg, cette ligne nuirait au développement du Lorry-Rail. Aux yeux de M. Oberweis, la vitesse sur la ligne Liège-Luxembourg est comparable à celle du temps des diligences et mériterait également plus d'attention.

Des délégations de l'Assemblée balte ont également assisté aux deux journées de débats.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

COMPTE RENDU N°15 • 2008-2009

NOUVELLES LOIS

Navigation aérienne

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

Le projet de loi sous objet prévoit la modification à plusieurs égards de la législation concernant la navigation aérienne.

Un certain nombre de dispositions a pour objet d'actualiser des textes ayant trait à l'aviation nationale, soit en raison de l'évolution technique, soit en raison de l'harmonisation au niveau européen. Le projet de loi prévoit également

- les principes légaux quant à l'accès à la profession de pilote et donc la création de licences professionnelles luxembourgeoises du personnel de conduite d'avion et d'hélicoptère ainsi que quant à la validité des licences et qualifications afférentes. En effet, l'aviation civile luxembourgeoise ne connaît que le seul régime des licences de pilote privé et ne dispose pas d'un système aboutissant à la délivrance de licences luxembourgeoises de pilote professionnel ou pilote de ligne, mais recourt à la validation des licences étrangères en reposant sur les structures implantées dans les autres pays;

- une dérogation à la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues en énonçant la possibilité pour le Gouvernement de reprendre en droit national interne les règles techniques en matière aéronautique émises au niveau international, en utilisant à cet effet l'anglais usuellement retenu en la matière;

- un certain nombre de dispositions qui ont pour objet de pallier aux lacunes et carences mises à jour par des audits et inspections effectués par la Commission européenne et par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale en matière de sûreté et de sécurité aériennes.

Suite aux remarques en partie très critiques que le Conseil d'État avait formulées dans son avis du 22 mars 2005, le texte initial du projet de loi a dû être remanié. À part l'article 2 concernant l'ancienne administration de l'Aéroport, qui a été supprimé en vertu de la loi du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne, toutes les dispositions du texte initial se retrouvent dans le texte remanié, mais la plupart d'entre elles ont été modifiées, soit à la demande du Conseil d'État, soit pour tenir compte de l'évolution dans le secteur.

L'adoption de ce projet de loi revêt d'une certaine urgence étant donné que, d'une part, le Comité National de Sûreté de l'Aviation Civile a rappelé l'importance que revêt l'adoption du projet de loi pour la conformité du Luxembourg avec les exigences européennes et internationales en matière de sécurité aérienne et que, d'autre part, le projet de loi en question contient de nombreuses dispositions visant à pallier aux lacunes et carences mises à jour en 2006 et 2007 lors des audits et inspections de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et de la Commission Européenne en matière de sûreté aérienne.

En effet, le projet de loi sous rubrique transpose différentes directives, voire assure la mise en œuvre au niveau national de différents règlements européens, notamment la directive 2003/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2003 concernant les comptes rendus d'événements dans l'aviation civile, le règlement (CE) N°1107/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 concernant les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite et le règlement (CE) N°785/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 relatif aux exigences en matière d'assurance applicables aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aéronefs.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 14.01.2004

Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

11.05.2005 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Loi du 5 juin 2009.

Mémorial A 2009, N°146, page 2024

Marchés publics

5655 - Projet de loi sur les marchés publics

À l'instar de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics, les dispositions purement nationales se retrouvent dans le livre I du projet de loi. Quelques modifications ponctuelles ont dû être apportées au texte de loi du 30 juin 2003, ce notamment en raison des dispositions des directives qui interviennent tous les marchés, et de la jurisprudence récente de la Cour constitutionnelle et des juridictions administratives.

Les grands principes établis par la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics restent naturellement en vigueur. Il s'agit des principes relatifs à la transparence des procédures, l'égalité de traitement des participants, le recours à la concurrence, la gestion judicieuse des deniers publics, la prise en compte des aspects environnementaux et la promotion du développement durable.

En sus il convient de mentionner les principes directeurs des nouvelles directives en matière de marchés publics, que le projet de loi sous rubrique vise à transposer.

Les textes communautaires ont été simplifiés et clarifiés de sorte que les marchés publics sont désormais régis par deux directives. Cette simplification se répercute évidemment sur le projet de loi sous rubrique.

Les procédures de passation des marchés publics ont été modernisées et adaptées aux besoins de plus en plus variés des pouvoirs adjudicateurs. Ainsi la procédure du dialogue compétitif et les accords-cadres sont deux nouvelles procédures par lesquelles des marchés publics peuvent être attribués.

En plus, les directives définissent comment les pouvoirs adjudicateurs peuvent contribuer à la protection de l'environnement et à la promotion du développement durable tout en leur garantissant la possibilité d'obtenir pour leurs marchés le meilleur rapport qualité/prix. La dimension sociale dans les marchés publics est également renforcée.

Une autre priorité est l'importance donnée à la technologie électronique. En effet, l'évolution des technologies de l'information a révolutionné les attentes et les pratiques de ces dernières années. Les nouvelles directives comprennent des adaptations importantes à la technologie électronique tout en veillant à maintenir en place les procédures existantes.

Toutes ces améliorations et précisions contenues dans les deux directives 2004/17/CE et 2004/18/CE sont transposées par le présent projet de loi et le projet de règlement d'exécution.

Finalement le projet de loi sous rubrique tient encore compte du fait que le Gouvernement a décidé d'adopter un plan de relance de l'économie visant à maintenir à un niveau élevé les investissements publics.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 19.12.2006	
Rapporteur: M. Lucien Clement	
Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):	
17.12.2007	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
15.04.2009	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.04.2009	
30.04.2009	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 05.05.2009	

Droit des sociétés

5829 - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

- du Code du travail

Le projet de loi sous examen a pour objet la transposition en droit national d'une série d'instruments juridiques européens, à savoir plus précisément:

1) la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (ci-après la directive 2005/56/CE),

2) la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital et de la directive (ci-après la directive 2006/68/CE), et

3) la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et les directives 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes (ci-après la directive 2007/63/CE).

Ce faisant, il entend modifier tant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales que le Code du travail.

Il échet de décrire brièvement les directives en question avant de voir quelles sont les conséquences que la transposition de ces directives entraîne au niveau du droit national.

1. La directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux

Une coopération et un regroupement entre sociétés de capitaux d'États membres différents sont nécessaires. Cependant, les sociétés de capitaux éprouvent de nombreuses difficultés, au niveau législatif et administratif au sein de la Communauté, à réaliser des fusions transfrontalières entre elles. Il est donc nécessaire, pour assurer l'achèvement et le fonctionnement du marché inté-

rieur, de prévoir des dispositions communautaires en vue de faciliter la réalisation de telles fusions transfrontalières entre sociétés de capitaux de différents types relevant de législations d'États membres différents.

C'est précisément le but de la directive 2005/56/CE sous rubrique. Celle-ci propose un cadre législatif simplifié. Cette directive, qui est considérée comme constituant un pas important dans les efforts de l'Union européenne pour faire avancer la stratégie de Lisbonne, vise à identifier la loi applicable en cas de fusion à chacune des sociétés qui fusionnent. Selon le régime établi par la directive, une fois la nouvelle entité issue de la fusion créée, une seule législation s'applique, à savoir celle de l'État membre où elle a son siège.

La directive 2005/56/CE s'applique aux fusions de sociétés de capitaux constituées en conformité avec la législation d'un État membre, ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de la Communauté et si deux d'entre elles au moins relèvent de la législation d'États membres différents. Les sociétés dont l'objet est le placement collectif de valeurs mobilières (OPCVM) sont cependant exclues de son champ d'application. Par ailleurs, les États membres peuvent décider de ne pas appliquer la directive aux fusions transfrontalières auxquelles participe une société coopérative, même lorsque celle-ci entre dans la catégorie de société à capitaux. À noter dans ce contexte que le Luxembourg n'a pas pris une telle option.

Les organes de direction ou d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent doivent établir un projet commun de fusion transfrontalière. La directive définit une liste de douze éléments devant obligatoirement figurer dans ce projet qui doit être publié, selon les modalités prévues par la législation de chaque État membre conformément à la directive sur la publicité des sociétés de capitaux (directive 68/151/CEE), au moins un mois avant la réunion de l'assemblée générale qui doit se prononcer à ce sujet.

Selon ladite directive, l'organe de direction ou d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent établit un rapport à l'intention des associés expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la fusion transfrontalière et expliquant les conséquences de cette fusion transfrontalière pour les associés, les créanciers et les salariés. Le rapport est mis à la disposition des associés et des représentants du personnel ou, s'il n'en existe pas, des salariés eux-mêmes au plus tard un mois avant la date de l'assemblée générale. Un rapport d'expert indépendant est établi pour analyser la fusion. Ce rapport n'est pas nécessaire si tous les associés de chacune des sociétés participant à la fusion en décident ainsi. L'assemblée générale de chacune des sociétés qui fusionnent se prononce sur l'approbation du projet commun de fusion transfrontalière sur base du rapport sur le projet de fusion et du rapport d'expert.

Chaque État membre désigne l'autorité compétente pour contrôler la légalité de la fusion transfrontalière pour la partie de la procédure relative à chacune des sociétés qui fusionnent et qui relèvent de sa législation nationale. Cette autorité délivre un certificat attestant de façon incontestable l'accomplissement correct des actes et des formalités préalables à la fusion.

D'après la directive sous examen, chaque État membre désigne l'autorité compétente

pour contrôler la légalité de la fusion transfrontalière pour la partie de la procédure relative à la réalisation de la fusion transfrontalière et, le cas échéant, à la constitution d'une nouvelle société issue de la fusion transfrontalière lorsque la société issue de la fusion transfrontalière relève de sa législation nationale. L'autorité en question contrôle en particulier que les sociétés qui fusionnent ont approuvé le projet commun de fusion transfrontalière dans les mêmes termes et, le cas échéant, que les modalités relatives à la participation des travailleurs ont été fixées conformément aux dispositions de la directive.

La législation de l'État membre dont relève la société issue de la fusion transfrontalière détermine la date à laquelle la fusion prend effet, ainsi que les modalités de publicité de la fusion dans le registre public.

Les fusions transfrontalières entraînent plusieurs effets. Ainsi, p.ex. les sociétés absorbées, ou les sociétés qui fusionnent, cessent d'exister; l'ensemble du patrimoine actif et passif des sociétés concernées par la fusion est transféré à la nouvelle entité; les associations des sociétés concernées deviennent associées de la nouvelle entité.

En ce qui concerne les droits de participation des travailleurs, il échet de noter que le principe général veut que la législation nationale régissant la société issue de la fusion transfrontalière soit d'application. À titre d'exception, les principes et les modalités relatifs à la participation des travailleurs, fixés par le règlement et la directive sur la société européenne respectivement la directive complétant le statut de la société européenne, sont d'application dans certaines conditions.

2. la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital et de la directive

La directive sous rubrique a pour objet de faciliter et de simplifier le rassemblement de capitaux et la restructuration de l'actionariat dans les sociétés anonymes.

Certains aspects du système, établi par la deuxième directive en matière de «*droit des sociétés*» quant aux garanties minimales accordées aux actionnaires et aux créanciers lors de la constitution de sociétés anonymes ou de modification par ces sociétés de leur capital social, ayant été jugés trop rigides et coûteux, des modifications ont été proposées, notamment en 1999 par le groupe SLIM (Simpler Legislation for the Internal Market - simplification de la législation du marché intérieur) et en 2002 par le Groupe de haut niveau d'experts en droit des sociétés établi par la Commission européenne.

La directive met en œuvre certaines de ces recommandations portant, notamment, sur l'émission d'actions en contrepartie d'apports en nature et l'acquisition par une société de ses propres actions. En outre, les règles actuelles relatives à l'assistance financière qu'une société peut fournir à un tiers en vue de l'acquisition de ses actions sont assouplies.

La directive permet aux États membres, à certaines conditions, de dispenser les sociétés de certaines obligations spécifiques en matière de communication d'informations et de faciliter la restructuration de l'actionariat. À cet égard, dans l'esprit de la tradition de libéralisme économique qui caractérise le droit luxembourgeois des sociétés, le présent projet de loi a adopté une approche très libérale quant aux options offertes aux États membres. Enfin, la directive prévoit également des garanties harmonisées pour les créanciers dans le contexte d'une réduction du capital.

3. la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et les directives 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes

La directive 2007/63/CE permet, dans le cadre d'opérations de fusion ou scission purement nationales, un assouplissement de la procédure de contrôle du projet de fusion par des experts indépendants si l'ensemble des actionnaires conviennent que le rapport des experts indépendants sur le projet de fusion n'est pas nécessaire, à l'instar de ce que prévoit la directive 2005/56/CE.

4. Modifications résultant de la transposition des trois directives précitées

La transposition des trois directives précitées nécessitent, mais seulement en partie, des modifications de la législation actuelle en la matière.

En effet, il échet de relever que la directive 2005/56/CE a déjà été partiellement transposée en droit national, à savoir par la loi du 23 mars 2007 modifiant 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, 2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et 3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directeur et conseil de surveillance et la société unipersonnelle permettant expressément les fusions transfrontalières.

Elle a été aussi transposée par la loi du 23 mars 2007 portant modification des articles 271, 273bis et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales qui vise à assurer la sécurité juridique de l'opération de fusions transfrontalières par le biais des mesures suivantes: 1) réduction de la période de prescription de l'action en nullité de l'opération une fois que celle-ci a été réalisée, 2) introduction du point de vue procédural, d'une disposition prévoyant que le notaire luxembourgeois actant la fusion (en cas de fusion par absorption par une société luxembourgeoise d'une société de droit étranger) peut se fonder sur un certificat probant émis par une autorité ou un notaire de droit étranger attestant que les procédures nationales requises ont été respectées en ce qui concerne la société étrangère absorbée et que le projet de fusion soumis à l'approbation des actionnaires de la société étrangère est bien identique au projet soumis aux actionnaires de la société absorbante luxembourgeoise et 3) détermination du point de départ des effets de la fusion à l'égard des actionnaires et des tiers.

La transposition de cette directive n'étant pas complète, il échet d'en opérer la finalisation. C'est précisément le but du projet de loi sous rubrique. Il en est ainsi des articles relatifs au champ d'application, au projet commun de fusion transfrontalière, aux exigences en matière de publication ou encore à la notification sans délai par le registre de commerce et des sociétés au registre auprès duquel chacune des sociétés qui fusionne est tenue de procéder au dépôt des actes de la prise d'effet de la fusion transfrontalière.

À noter encore que les dispositions de la directive précitée relatives au volet participation des travailleurs sont transposées dans une nouvelle section 4 du chapitre VI du Titre II du Livre IV du Code du Travail.

À noter in fine qu'au projet de loi est annexé un tableau de transposition des directives 2005/56/CE, 2006/68/CE et 2007/63/CE et que le commentaire des articles signale pour chaque article quelle disposition de quelle directive est ainsi transposée.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.01.2008	
Rapporteuse: Mme Christine Doerner	
Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):	
01.04.2009	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 06.05.2009	
Loi du 10 juin 2009	
Mémorial A 2009, N°151, page 2268	

Assistance judiciaire pour mineurs

5848 - Projet de loi portant modification:

1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1^{er} du Code civil;

3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

Le projet de loi sous rubrique entend modifier la législation en matière d'assistance judiciaire afin d'assurer à tout mineur confronté à une procédure judiciaire le concernant le droit de se faire assister par un avocat, et ce indépendamment de la situation de fortune de ses parents ou des personnes qui vivent en communauté domestique avec le mineur.

Ce faisant, le projet de loi matérialise les déclarations faites par le Premier Ministre dans son discours sur l'état de la Nation du 9 mai 2007. En commentant la situation de détresse dans laquelle se trouvent de nombreux enfants, le Premier Ministre avait indiqué, lors du discours précité, que le Gouvernement envisageait la mise à disposition systématique d'un avocat pour les mineurs concernés. Les honoraires d'avocat seraient assumés par l'État, qui pourrait, toutefois réclamer ultérieurement le remboursement des coûts de cette assistance aux parents, si leur situation matérielle le permet.

Le projet de loi tient également compte des conclusions de la Commission spéciale «Jeunesse en détresse» émises lors du débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg qui s'est tenu à Chambre des Députés en novembre 2003. Celle-ci avait plaidé en faveur de la mise en place d'une assistance obligatoire dans tous les cas où l'intérêt du mineur l'exige, c.-à-d. dans les affaires graves. Une telle représentation participerait, aux yeux de la Commission spéciale, à la défense des droits de l'enfant. À noter, pour être complet, que la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse prévoit, en son article 18, que la désignation d'un avocat a lieu, outre le cas où un mineur se voit imputer des faits constituant une infraction pénale et du chef desquels une mesure de garde provisoire a été prise à son encontre, dans tous les autres cas lorsque l'intérêt du mineur le commande. Cette formulation a semblé toutefois trop vague et générale et ne pose pas le principe d'une représentation obligatoire par un avocat du mineur.

Il échet encore de relever dans ce contexte que l'assistance du mineur par un avocat constitue une revendication de «l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK)» selon lequel la neutralité et la présomption d'indépendance de l'avocat ne sont pas garanties

si un parent doit couvrir les honoraires de l'avocat de son enfant.

Le projet de loi vise également à modifier certaines dispositions du Code civil, afin d'assurer aux mineurs le droit d'être entendus dans toute procédure qui les concerne et afin qu'un administrateur ad hoc puisse être désigné par la juridiction saisie en cas d'opposition d'intérêts entre le mineur et ses représentants légaux, en principe ses parents, ou son administrateur légal. Il est ainsi également tenu compte des recommandations du Comité des Droits de l'Enfant, institué au sein des Nations Unies en application de l'article 43 de la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant, telles que formulées en 2005 dans le cadre de l'examen du rapport présenté par le Luxembourg en application de l'article 44 de cette Convention. Le Comité des Droits de l'Enfant avait recommandé à l'État luxembourgeois «de poursuivre ses efforts visant à promouvoir et à œuvrer (...) dans le cadre des procédures judiciaires et administratives, au respect de l'opinion de l'enfant et à sa participation dans tous les domaines qui ont un effet sur lui, conformément aux dispositions de l'article 12 de la Convention» des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant.

Il est rappelé dans ce contexte que ledit article 12 de la Convention précitée dispose: «1. Les États parties garantissent à l'enfant, qui est capable de discernement, le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité; 2. À cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un organisme approprié, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale.»

À noter encore que la reconnaissance du droit de l'enfant à être entendu, sans autre restriction que sa capacité de discernement, dans les procédures qui le concernent, figure également dans le Règlement communautaire N° 2201/2003 du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale. Selon ce Règlement, l'enfant doit avoir la possibilité d'être entendu, à moins qu'une audition ne soit inappropriée eu égard à son âge ou à son degré de maturité.

En créant un droit autonome en matière d'assistance judiciaire en faveur des mineurs et ce indépendamment de toute considération de ressources de l'entourage des mineurs ainsi qu'en reconnaissant aux mineurs le droit effectif d'être entendus dans toute procédure les concernant, le projet de loi sous rubrique vient renforcer les droits des enfants.

Luxembourg. Il vise, d'une part, à accorder une nouvelle assise légale au brevet de technicien supérieur qui sanctionne un cycle d'études d'une durée de deux ans et, d'autre part, à régler par le biais de l'accréditation, les conditions préalables à l'établissement au Luxembourg d'organismes d'enseignement supérieur publics et privés, luxembourgeois et étrangers et dispensant un enseignement universitaire qui conduit à la délivrance d'un diplôme.

Le domaine de la formation est devenu fort important au Luxembourg ces dernières années,

de sorte qu'il importe de réglementer les critères et les modalités d'organisation de formations d'enseignement supérieur au Luxembourg. En effet, l'évolution économique dynamique des dernières années - freinée brusquement par la crise financière et économique - marquée par une augmentation continue de l'emploi, en particulier au niveau des postes hautement qualifiés, tout comme la création de l'Université du Luxembourg, n'ont pas manqué d'attirer l'intérêt d'universités et établissements d'enseignement supérieur étrangers.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 28.04.2008

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):

25.03.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

22.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

29.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Qualification et formation des chauffeurs professionnels

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Le projet de loi sous rubrique vise un double objectif:

- transposer la directive 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs;

- s'inscrire dans le cadre du programme gouvernemental de lutte contre l'insécurité routière par lequel le Gouvernement entend «combattre avec fermeté le fléau des accidents de la route en renforçant de manière substantielle les mesures et actions en faveur de la sécurité routière».

La directive précitée vise à introduire, de façon harmonisée, une obligation de qualification et de formation pour tous les chauffeurs professionnels. Il s'agit notamment de professionnaliser le secteur du transport routier

et de sensibiliser chaque conducteur à la sécurité. Ainsi, la directive prévoit que les conducteurs devront obligatoirement suivre des qualifications initiales d'une durée respectivement de 140 ou de 280 heures, ainsi que des stages périodiques d'une durée totale de trente-cinq heures par période de cinq ans pour mettre à jour leurs connaissances et leur savoir-faire. Elle détaille en outre de façon explicite que cette formation devra comprendre des séances théoriques et pratiques couvrant, entre autres, la conduite sûre, les économies de carburant et les mesures d'arrimage de la charge.

Conformément aux objectifs de la directive en question d'améliorer la sécurité routière, le projet de loi sous rubrique fait abstraction de l'option de la qualification initiale comportant uniquement des examens sans la nécessité de suivre des cours de formation. Par conséquent, le projet de loi entend introduire le système de la qualification initiale comportant à la fois la fréquentation de cours et des examens.

Il est également laissé à la discrétion des États membres le choix d'introduire un système de qualification initiale accélérée, notamment pour les candidats plus âgés et pour ceux qui optent pour des véhicules de poids et de dimensions moindres. Cette option est reprise par le présent projet de loi puisqu'il est à prévoir que de nombreux candidats vont recourir à cette qualification initiale accélérée qui ne représente en termes de durée que la moitié d'heures à fréquenter par rapport à la qualification initiale.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.03.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

18.02.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

18.03.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2009

Loi du 5 juin 2009.

Mémorial A 2009, N°134, page 1889

BTS / enseignement supérieur

5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

L'objet du texte sous rubrique est de compléter la réforme de l'enseignement universitaire et supérieur luxembourgeois, réforme entamée par la mise en vigueur de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 18.07.2008

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

24.09.2008 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

23.03.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État et adoption d'amendements

27.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

29.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Sécurité routière

5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

Le projet de loi sous rubrique doit être mis en relation avec la loi du 18 septembre 2007 ayant modifié la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circula-

tion sur toutes les voies publiques et qui s'inscrivait dans le cadre de la lutte contre l'insécurité routière. Il s'est avéré depuis lors que certaines dispositions introduites dans ce contexte sont difficilement praticables. Par ce projet il est proposé de remédier à cette situation.

Les modifications apportées à la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques visent principalement les dispositions suivantes relatives

1. au **taux d'alcoolémie** pour les personnes en service urgent;
2. au **dépistage de drogues**;
3. aux **compétences des juges** en matière d'interdiction de conduire.

Deux autres modifications concernent l'article 179 du Code d'instruction criminelle, ainsi que l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement.

1. La loi précitée du 18 septembre 2007 a abaissé, pour toute une série de conducteurs, le **taux limite d'alcoolémie** de 0,5 à 0,2 g par litre de sang (ou de 0,25 à 0,10 mg par litre d'air expiré), parmi lesquels les conducteurs de véhicules en service urgent. Or, suite à la mise en œuvre de cette disposition, les auteurs du projet de loi en viennent à la conclusion que les volontaires, qui ne sont pas à considérer comme des chauffeurs professionnels et qui se trouvent 24 sur 24 heures en service de permanence pendant toute l'année, ne peuvent être soumis à un taux généralisé de 0,2 g d'alcool par litre de sang. Partant, le projet de loi prévoit de dispenser les volontaires des services de secours qui ne sont pas en période de stage du taux de 0,2 g/l (0,10 mg par litre d'air expiré), qui seront donc de nouveau alignés sur le régime général (respectivement 0,5 g/l et 0,25 mg/l).

2. En outre, le projet de loi procède à une refonte des dispositions liées au **dépistage des drogues**. Si les tests de la salive et de la sueur permettant un dépistage rapide n'ont pas encore été applicables jusqu'à présent pour des raisons pratiques, le projet de loi souhaite parer à certaines déficiences de l'ancien texte. Il s'agit notamment de reprendre une proposition de texte du Laboratoire National de Santé visant à remplacer le texte proposé à l'époque par le Conseil d'État concernant le dépistage de substances illicites dans le sang. Le projet de loi se propose encore d'alléger les procédures à observer par la police grand-ducale lors des contrôles routiers servant à détecter la conduite sous influence de substances illicites. Elle procédera en premier lieu à un examen comportemental et ensuite, si ce test est concluant, à un test de la salive ou de la sueur. Seulement si ce test est à son tour concluant, le conducteur devra se soumettre à une prise de sang.

3. Par ailleurs, il s'est avéré dans la pratique courante des affaires judiciaires que la **compétence des juges** de limiter en cas d'une interdiction de conduire la conduite d'un véhicule à certains trajets ou à certains jours de la semaine comportait un élément important pour assurer la qualité de vie des contrevenants. Par conséquent, il est proposé de ré-introduire la modulation de l'interdiction de conduire laissée à l'appréciation du juge dans des cas particulièrement graves; il s'agit des hypothèses de l'ivresse au volant, de la conduite sous l'emprise des drogues, de la récidive en matière de délit de grande vitesse, du défaut d'assurance et de la non-observation d'une interdiction de conduire judiciaire ou d'un retrait administratif du permis de conduire. En outre, le texte proposé prévoit d'abroger l'application ferme pendant le premier mois de toute interdiction de conduire prononcée qui porte sur une durée égale ou supérieure à six mois.

néanmoins être réprimé pénalement dans sa globalité ou à travers certains comportements constituant le harcèlement.

La France ne s'est pour le moment pas encore dotée de loi spécifique sur le «stalking» et fonctionne pour le moment selon le modèle suisse en le réprimant à travers certains comportements constituant le harcèlement.

L'Allemagne a introduit par une loi du 31 mars 2007 un article 238 au «Strafgesetzbuch» concernant le phénomène du «stalking» qui le définit de façon très précise en énumérant une liste des comportements qui tombent sous cette qualification.

Le législateur belge a introduit un article 442bis dans son Code pénal qui laisse une grande marge d'appréciation au juge.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 28.07.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner) et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

11.03.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2009

Loi du 5 juin 2009.

Mémorial A 2009, N°134, page 1889

Administration de la Nature et des Forêts

5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts

Le projet de loi 5934 a pour but de restructurer l'Administration des eaux et forêts et d'adapter son rôle aux défis actuels en matière de gestion et de protection de la nature et des ressources naturelles. La réorganisation proposée se fixe les objectifs suivants:

- confirmer la mission de l'administration comme principal instrument de mise en œuvre de la politique de la gestion et de la protection de la nature et des ressources naturelles;

- améliorer la mise en œuvre sur le terrain en assurant la cohérence des structures depuis la direction jusqu'au niveau local pour toutes les missions;

- renforcer la communication et le service au public en dotant l'administration d'une dénomination et des structures en adéquation avec sa mission.

Pour atteindre ces objectifs, les principes généraux suivants ont été appliqués pour la conception de la réorganisation:

- un cadre de taille similaire au cadre actuel, mais mieux adapté aux missions de l'administration;

- des entités comprenant un personnel suffisant pour assurer un service continu;

- des structures cohérentes assurant des liens hiérarchiques et fonctionnels efficaces à tous les niveaux;

- l'introduction des notions de qualité et de service au client.

L'application de ces principes aux objectifs précités ont conduit aux principaux changements suivants de l'organisation de l'administration:

- la fusion au niveau opérationnel de l'ensemble des missions. Ceci permet la création d'entités de taille plus importante en terme de personnel pour augmenter la flexibilité de ce personnel face aux diverses missions et permet de stimuler la communication interne et l'échange du savoir-faire;

- le renforcement du personnel au niveau régional et local;

- la spécialisation au niveau central des missions en fonction du milieu concerné.

Ceci garantit une meilleure conceptualisation par des experts et une relation plus aisée avec les autres organismes et acteurs spécialisés au niveau national et international;

- le renforcement des fonctions dirigeantes pour permettre une meilleure coordination entre les services en charge de la conceptualisation et ceux en charge de l'exécution sur le terrain;

- la création d'une nouvelle entité des relations publiques;

- une nouvelle dénomination pour l'administration qui est le reflet de ses missions.

L'administration est chargée des trois catégories de missions suivantes:

- la protection, la conservation, la gestion, le suivi et l'étude de la nature et des ressources naturelles;

- la gestion forestière durable, c.-à-d. économique, écologique et sociale, des forêts soumises au régime forestier ainsi que la protection, l'étude et l'amélioration du milieu forestier en général;

- la protection, l'étude et la gestion durable des ressources cynégétiques.

À côté de ces missions principales, l'administration se trouve de plus en plus au cœur d'enjeux directement liés au bien-être et à la qualité de la vie de la population. Dans cette optique, l'administration est confrontée à des nouveaux grands défis, tels que:

- la sensibilisation, l'information et l'éducation du public;

- la contribution au bien-être et à la qualité de vie de la population, grâce au maintien et à l'amélioration des fonctions récréatives et aux services écologiques assurés par le milieu naturel;

- la contribution à la politique énergétique et l'atténuation du changement climatique et de ses effets, grâce à l'utilisation des ressources naturelles renouvelables, notamment le bois;

- l'adaptation du milieu naturel et plus particulièrement des forêts au changement climatique;

- la contribution à la maîtrise des espèces invasives végétales et animales, grâce au monitoring et à la gestion active.

L'impact budgétaire annuel de la réorganisation est estimé à 2.830.000,00 euros. Ce coût résulte des décisions suivantes:

- la révision du calcul des frais de gestion et leur répartition entre les propriétaires de forêts publiques (1.500.000,00 euros);

- le renforcement du cadre du personnel (1.330.000,00 euros). Le coût des 36 personnes supplémentaires est calculé sur base des salaires en début de carrière.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 25.07.2008

Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

02.02.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'amendements

03.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

«Stalking»

5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

1. L'incrimination du harcèlement obsessionnel

Le projet de loi vise à incriminer la pratique du harcèlement obsessionnel, désigné plus communément par le terme anglais «stalking». Comme l'a relevé le Conseil d'État dans son avis du 17 février 2009, le terme «stalking» est emprunté du jargon de la chasse et signifie littéralement s'approcher à pas feutré.

Le Département fédéral de l'intérieur, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, Service de lutte contre la violence de la Confédération suisse définit dans sa feuille d'information 10 «Stalking: Harcèlement obsessionnel» l'harcèlement obsessionnel comme suit:

- le fait de persécuter et de harceler une personne à dessein et de façon répétée, menaçant ainsi son intégrité physique ou psychique et lui faisant du tort directement, indirectement, à court ou à long terme,

- le harcèlement obsessionnel englobe des faits de gravité très différente qui peuvent aller d'une recherche insistante d'attention jusqu'au terrorisme psychologique durable.

2. Les personnes qui harcèlent, leurs buts et motifs

Malgré que les auteurs du harcèlement obsessionnel, communément appelés les «stalkers», appartiennent en majorité au sexe masculin, toutes les constellations auteur-

victime sont possibles, à savoir: homme-femme, femme-homme, homme-homme, femme-femme.

Le plus souvent, il s'agit, quant à l'auteur, de soupirants éconduits ou de partenaires faisant face à une rupture amoureuse. Il est plus rare que l'auteur n'est pas connu de la victime ou appartient à son entourage personnel ou professionnel, mais agit dans un complet anonymat. L'auteur peut aussi être un voisin, un collègue de travail, un fan ou un client de la personne concernée.

Le harcèlement obsessionnel vise la plupart du temps à obtenir de la victime davantage d'attention ou de proximité ou à modifier son comportement (comme la reprise de l'ancienne relation, le retrait du licenciement prononcé).

Un *mobbing* sur le lieu de travail peut se transformer en harcèlement obsessionnel, même longtemps après que la victime ait quitté l'entreprise. La vengeance constitue parfois un autre motif. Le harcèlement obsessionnel a pour but essentiel de causer des dommages psychiques ou psychosociaux.

La Commission juridique estime utile que le rapport d'activité annuel de la Police grand-ducale mentionne expressis verbis le nombre des plaintes reçues pour harcèlement obsessionnel.

3. Droit comparé

La plupart des pays industriels répriment, soit par le biais de dispositions légales spécifiques, soit par l'incrimination de certains comportements, le harcèlement.

En Suisse, le harcèlement obsessionnel n'est pas une infraction en tant que telle. Il peut



Chambre
des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 15.10.2008 Rapporteur: M. Roger Negri
Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri): 23.04.2009 Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 30.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 07.05.2009 Loi du 5 juin 2009 Mémorial A 2009, N°142, page 1976

Établissements de crédit

5936 - Projet de loi

- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,

- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit

Le projet de loi a pour objet de transposer, en ce qui concerne les établissements de crédit, la directive 2006/46/CE modifiant les directives concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, les comptes consolidés, les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance.

La transposition est effectuée moyennant une adaptation de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit.

Le projet sous rubrique constitue une deuxième étape dans la transposition de la directive 2006/46/CE, étant donné que pour le secteur des assurances la loi du 5 décembre 2007 a déjà transposé la directive en question. Un projet de loi couvrant les sociétés commerciales complètera la transposition de la directive précitée.

La directive 2006/46/CE a pour objectif de faciliter l'investissement transfrontalier, d'améliorer la comparabilité des états financiers et des rapports de gestion dans toute l'Union européenne et de renforcer la confiance du public envers ces publications

par l'insertion d'informations spécifiques, de meilleure qualité et au contenu cohérent.

Elle introduit plusieurs modifications par rapport à la législation actuelle.

D'abord, elle vise à rendre plus transparentes les transactions avec les parties liées, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS), en imposant l'obligation de publicité non seulement entre un établissement de crédit mère et ses filiales, mais aussi vers d'autres types de parties liées, comme les principaux dirigeants et les conjoints des membres des organes d'administration, de gestion et de surveillance. Cette règle a pour but d'imposer aux établissements de crédit n'appliquant pas les normes comptables internationales les mêmes contraintes que celles pesant sur les établissements de crédit appliquant ces normes.

La directive impose ensuite à chaque établissement de crédit de produire dans l'annexe aux comptes annuels ou aux comptes consolidés une information exhaustive sur ses opérations non inscrites au bilan, lorsque les risques ou avantages découlant de ces opérations dites «hors bilan» sont significatifs et dans la mesure où la divulgation de ces risques ou avantages est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'établissement de crédit.

Par ailleurs, la directive renforce la gouvernance d'entreprise. Désormais, les établissements de crédit dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé, c'est-à-dire cotés à la bourse, et qui ont leur siège statutaire dans la Communauté sont tenus de publier une déclaration annuelle sur le gouvernement d'entreprise.

Le texte impose également des règles plus strictes et plus claires en matière de responsabilité des organes d'administration, de gestion et de surveillance de l'établissement de crédit en matière comptable, afin de contribuer à la lutte contre la fraude et de renforcer la confiance du public en ce qui concerne l'établissement et la publication des comptes annuels, du rapport de gestion ainsi que l'établissement des comptes consolidés et des informations non financières essentielles.

- le maintien respectivement la réhabilitation des capacités des pensionnaires devant leur permettre de mener une vie autonome seront promus;

- l'intégration des membres de la famille des pensionnaires dans la prise en charge de ces derniers sera favorisée;

- la prise en charge des pensionnaires sera adaptée à leur état de santé.

Le futur centre intégré sera un élément constitutif de la zone d'habitation du site des friches industrielles à Belval-Ouest.

Le financement du projet est assuré par la commune de Sanem à laquelle l'État accorde une participation financière à raison de 80% pour la construction du centre, alors que le projet répond à un besoin urgent tant au plan régional que national.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.10.2008 Rapporteuse: Mme Nancy Arendt
Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank) et de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank): 01.04.2009 Désignation d'un rapporteur 06.04.2009 Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État 30.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 07.05.2009 Loi du 28 mai 2009. Mémorial A 2009, N°130, page 1782

Centre de rétention

5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

L'objet du projet de loi

Le présent projet de loi a pour objet la création et l'organisation du Centre de rétention dont la construction a été autorisée par une loi du 24 août 2007 et qui est destiné à servir d'établissement approprié au sens des dispositions afférentes de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ainsi que de structure fermée au sens de l'article 10 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Le concept du Centre

Le but est d'accueillir d'une façon humaine et dans le respect intégral de leurs droits fondamentaux et de leur dignité les personnes faisant l'objet d'une mesure de placement.

Les retenus

Le Centre accueille deux populations distinctes:

- les étrangers qui lors d'un contrôle de police sont détectés comme étant en séjour irrégulier au pays ou qui sont connus pour être en séjour irrégulier au pays et

- les demandeurs d'asile qui soit sont placés afin de ne pas compromettre leur transfert dans l'État membre de l'Union européenne responsable du traitement de la demande (règlement Dublin II), soit sont déboutés de leur demande d'asile et refusent de quitter le Luxembourg.

Les personnes retenues ne sont pas des criminels de droit commun, mais leur situation administrative irrégulière appelle leur éloignement du territoire national.

Une attention particulière est accordée à la situation des personnes vulnérables, à savoir les mineurs, les mineurs non accompagnés, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs et les personnes qui ont été victimes de torture, de viol ou d'une autre forme grave de violence psychologique, physique ou sexuelle.

L'organisation structurelle du Centre

Le Centre est divisé en plusieurs unités dont une bénéficiant de mesures de sécurité et de surveillance accrues spécifiquement réservées aux retenus ayant un comportement à risque. Les retenus de sexe opposé sont séparés sauf en ce qui concerne les couples mariés et les partenaires au sens de la loi du

9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats. Les personnes ou familles accompagnées de mineurs d'âge placées au Centre en vue de leur éloignement séjournent dans une unité distincte qui leur est réservée. La durée de leur placement n'excède pas 72 heures.

L'organisation fonctionnelle du Centre

Le retenu fait l'objet d'une fouille corporelle réalisée dans le respect de la dignité humaine par au moins deux agents du Centre du même sexe que lui. Les effets personnels et bagages du retenu sont fouillés et inventoriés en sa présence.

Dans les 24 heures suivant son admission au Centre, le retenu est examiné par un médecin.

Les retenus ne peuvent pas être soumis à une obligation de travail. Ils peuvent toutefois effectuer de menus travaux d'entretien. Le Centre propose en outre des activités intellectuelles, artistiques, culturelles, éducatives, formatrices, récréatives et spirituelles.

Le retenu accède librement pendant la journée à l'espace sécurisé en plein air de l'unité dans laquelle il séjourne et peut correspondre librement par courrier postal, par téléphone, par télécopie ou par courrier électronique.

Un règlement grand-ducal établit un relevé des actes et omissions des retenus majeurs peuvent donner lieu à une sanction disciplinaire. La sanction est proportionnée à la nature et à la gravité de l'infraction et fait l'objet d'une décision écrite indiquant les voies et les délais de recours.

Les agents du Centre

Pour pouvoir œuvrer utilement et efficacement dans l'intérêt des retenus, il est essentiel de recourir à des spécialistes de divers horizons. Il importe que le Centre dispose d'un personnel multilingue et d'origines ethniques et culturelles diverses pour encadrer les retenus et les assister dans leurs préoccupations quotidiennes. Il est également nécessaire de pouvoir recourir à un personnel en nombre suffisant pour pouvoir assurer un encadrement psychosocial digne de ce nom.

Les agents du Centre doivent, en toute circonstance, se conduire et accomplir leur tâche de telle manière que leur exemple ait une bonne influence sur les retenus et suscite leur respect.

Toute violence et toute voie de fait à l'égard des retenus est défendue. La contrainte n'est autorisée qu'afin d'empêcher un retenu de porter préjudice à lui-même ou à autrui ou de causer des dégâts, mais en aucun cas, l'application des moyens de contrainte ne doit être prolongée au-delà du temps strictement nécessaire pour vaincre la résistance du retenu.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 16.10.2008 Rapporteur: M. Lucien Thiel
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar): 30.04.2009 Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 06.05.2009 Loi du 29 mai 2009. Mémorial A 2009, N°133, page 1882

CIPA Belval

5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Belval

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la construction d'un centre intégré pour personnes âgées par la commune de Sanem à Belval.

Les travaux dont il s'agit d'autoriser le financement par l'État sont ceux prévus dans la convention signée entre l'État luxembourgeois et la commune de Sanem en date du 14 décembre 2006. Cette convention prévoit la réalisation d'un centre intégré pour personnes âgées d'une capacité de 120 lits avec un centre psychogériatrique sur le site de Belval-Ouest.

Le centre intégré projeté fonctionnera sur un concept de prise en charge présentant les caractéristiques suivantes:

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 24.10.2008
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

01.12.2008 Désignation d'un rapporteur

02.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et de l'avis du Collectif réfugiés

09.04.2009 Amendements de la commission

29.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Loi du 28 mai 2009.

Mémorial A 2009, N°119, page 1708

Non double imposition

5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008

Le projet de loi sous rubrique approuve la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008.

Suite à des pourparlers qui ont duré plus de quinze ans, la Convention visée sous ru-

brique a pu être signée en juin 2008. La signature de la Convention s'inscrit dans le cadre des efforts entrepris par le Gouvernement en vue de compléter son réseau de conventions fiscales qui constitue un élément indispensable tant pour la diversification des relations économiques internationales que pour la place financière.

Lors de la signature de la Convention, les États contractants sont convenus de l'application de l'article 26 du Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune relatif à l'échange d'informations du moment que le Luxembourg s'engage à un échange d'informations selon le nouveau modèle OCDE (2005) avec un État membre de l'Union européenne. Aussi le fait que le Gouvernement luxembourgeois a déclaré en date du 13 mars 2009 vouloir appliquer dorénavant l'article 26 dans ses relations bilatérales dans le cadre d'une Convention n'entraînera-t-il pas d'amendement ultérieur au présent accord.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.10.2008

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

23.04.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2009

Loi du 5 juin 2009.

Mémorial A 2009, N°137, page 1912

Eaux usées de la Moselle supérieure

5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure

Le projet de loi sous revue autorise le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les localités de la Moselle supérieure. La dépense est à charge des crédits du Fonds pour la gestion de l'eau.

Le projet prévoit de collecter les eaux usées produites dans les communes luxembourgeoises de Schengen, Wellenstein et Remich et de la commune allemande de Perl-Nennig et de les acheminer en dessous de la Moselle vers le zoning industriel de Perl-Besch en Allemagne, où une station de dépollution commune sera construite.

La construction de la nouvelle station d'épuration est nécessaire pour répondre aux exigences de la réglementation européenne qui impose aux agglomérations supérieures à 2.000 équivalents-habitants au moins un traitement biologique des eaux usées.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 07.11.2008

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

19.02.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

06.05.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Loterie Nationale

5955 - Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

1. Objet du projet de loi

L'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte (ci-après l'Œuvre) et la Loterie Nationale occupent depuis leur création en 1944 respectivement 1945 un rôle de premier ordre dans l'organisation de la solidarité au Grand-Duché de Luxembourg. L'objectif initial de l'Œuvre, de venir en aide aux victimes de la Seconde Guerre mondiale, a depuis été complété par de nouvelles missions dans l'intérêt général identifiées au cours des décennies par son conseil d'administration. La traditionnelle Loterie Nationale consistant en un tirage mensuel a été supplantée par les billets à grattage et, plus récemment, des loteries d'envergure européenne. Le cadre légal et réglementaire dans lequel évoluent tant l'Œuvre que la Loterie Nationale est par contre resté largement inchangé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Avec la diminution progressive des interventions en faveur des victimes de la guerre, l'Œuvre a été chargée d'autres missions, notamment celles de participer au financement des activités des bureaux de bienfaisance communaux, du Fonds National de Solidarité et d'Œuvres sociales et philanthropiques.

À l'origine de l'initiative d'une refonte des textes légaux encadrant l'Œuvre et la Loterie Nationale se trouve l'Œuvre elle-même. Les réflexions de son comité de gérance portaient en particulier sur deux aspects.

Le premier concernait le conflit potentiel entre deux missions attribuées à l'Œuvre par les „arrêtés-lois“ de 1944 et 1945, en l'occurrence celle d'opérateur de jeux de loterie et celle de régulateur du marché luxembourgeois des loteries.

Le second aspect visait la définition des missions de l'Œuvre. La mission initiale, de venir en aide aux victimes de la guerre 1940-1945, n'est aujourd'hui, par la force des choses, plus qu'une activité marginale. La mission de dispensateur de fonds aux œuvres caritatives, culturelles, sportives et autres n'est en même temps que sommairement définie dans les arrêtés précités de 1944 et 1945. En même temps émergent de nouveaux besoins et de nouveaux acteurs qui devraient pouvoir entrer dans le champ d'action de l'Œuvre.

À ces deux réflexions s'est ajoutée la question de la conjugaison des dispositions de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto avec les activités de la Loterie Nationale, à partir du moment où cette dernière a élargi la gamme des jeux offerts et où elle a, par ailleurs, repris le rôle de mandataire à Luxembourg d'un opérateur de loto allemand.

2. Les principaux changements apportés

a) Le statut

Le statut de l'Œuvre en tant qu'établissement public placé sous la tutelle du Premier Ministre est confirmé. Tout en maintenant et en confirmant les missions antérieures de l'Œuvre, le projet lui donne la possibilité de soutenir d'une façon générale les organismes œuvrant dans le domaine de la pro-

tection sociale et des organismes œuvrant au niveau national dans les domaines de la culture, du sport et de l'environnement.

b) Les missions

Les missions et moyens d'action de l'Œuvre sont actualisés et complétés afin de permettre à l'Œuvre de maintenir un champ d'action large tout en lui assurant de nouveaux outils permettant d'identifier d'éventuels nouveaux besoins d'intérêt général. Le conseil d'administration continue en même temps à disposer d'une large marge d'appréciation dans la mise en œuvre de ces moyens d'action.

c) Abandon de la compétence de régulateur du marché luxembourgeois des loteries

La continuité avec les attributions et le fonctionnement actuels de l'Œuvre a par contre été abandonnée en ce qui concerne la compétence de régulateur du marché luxembourgeois des loteries accordée à l'Œuvre. Le règlement grand-ducal du 26 août 2005 l'avait déjà relativisée en remplaçant l'«avis conforme» de l'Œuvre pour toute autorisation d'une loterie publique dont la valeur des billets à émettre dépasserait un certain seuil par un simple avis consultatif. Eu égard au droit de la concurrence et à l'évolution du droit communautaire, il ne paraît plus concevable de continuer à faire intervenir un opérateur établi dans la décision d'autoriser ou non une nouvelle loterie. L'abandon de ces attributions rejoint les réflexions de l'Œuvre elle-même, qui estimait qu'elles comportaient le risque de porter préjudice à sa mission d'opérateur de loteries dans l'intérêt général.

d) Le statut fiscal

Sur le plan fiscal, il est précisé que la Loterie Nationale en tant qu'opérateur de jeux est exemptée de la taxe sur le loto tout en y restant soumise en tant que mandataire à Luxembourg d'autres opérateurs de jeux.

La loi modifie également la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu afin de permettre la déductibilité de l'impôt des dons en espèces faits à ladite Œuvre.

e) Obligations de transparence et de soutien de la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard

L'opérateur de la Loterie Nationale est tenu d'informer clairement le public des chances réelles de gain pour chaque type de produit proposé.

La loi impose qu'il organise des campagnes d'information sur les risques économiques, sociaux et psychologiques liés à la dépendance au jeu.

Enfin, le législateur lui impose de collaborer avec les autorités compétentes et les diverses associations œuvrant dans le secteur à une politique active et coordonnée de prévention et d'assistance en matière de dépendance au jeu.

f) Intégration des principes et des objectifs de la loi modifiée du 15 février 1882 sur les loteries dans la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

Il est proposé, afin de simplifier le cadre légal des jeux de hasard, d'intégrer les principes et objectifs poursuivis par la loi modifiée du 15 février 1882 sur les loteries dans la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives dans le projet de loi.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11.11.2008

Rapporteuse: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

22.04.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2009
Loi du 22 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°120, page 1714

Droit successoral agricole

5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

- 1) l'article 832-4 du code civil;**
- 2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé**

Le présent projet de loi vise à apporter deux modifications ponctuelles aux dispositions

légales en matière de droit successoral agricole. Ces modifications s'imposent suite à deux arrêts de la Cour constitutionnelle.

Le premier arrêt conclut à la contrariété à la Constitution d'une disposition de l'article 832-4 du Code civil en matière de partage successoral agricole et le second à l'inconstitutionnalité d'une disposition de l'article 10 de la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 19.11.2008
Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Marcel Oberweis):
22.01.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
30.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.05.2009
Loi du 26 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°128, page 1768

Infrastructure ferroviaire

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Ce projet de loi permet la construction d'un pont métallique de type WARREN à quatre travées qui franchit un grand nombre de voies ferrées à proximité de la gare de Luxembourg. Sa portée est de 119 m. Ce pont remplacera le viaduc actuel, sur la rue d'Alsace qui donne sur un lotissement du quartier de Gasperich.

Le coût est estimé à 19,25 millions d'euros (au niveau de l'indice des prix à la construction valable au 1^{er} avril 2008).

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 04.12.2008
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):
03.04.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.04.2009 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009
Loi du 5 juin 2009.
Mémorial A 2009, N°134, page 1888

Benelux

5970 - Projet de loi portant approbation

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation du Traité qui révisé le Traité instituant l'Union économique Benelux venant à échéance le 31 octobre 2010, ainsi que le Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux et la Déclaration.

Dans un souci de préserver l'acquis du Traité et afin de conférer une nouvelle dynamique à la coopération bénéluxienne, les Gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois ont décidé d'amender le Traité instituant l'Union économique Benelux.

Le nouveau Traité remplit quatre objectifs essentiels: la préservation de l'acquis du Traité de 1958, la redynamisation du Benelux et la coopération entre les trois partenaires, la réaffirmation de la vocation européenne du Benelux et le renforcement de la dimension externe du Benelux.

Le Traité comporte huit parties, dont des dispositions fondamentales qui définissent les principes et les objectifs de l'Union, qui traitent des institutions de l'Union, de leur organisation ou encore des relations extérieures

de l'Union. Les objectifs fondamentaux de l'Union Benelux, à savoir la coopération entre les signataires visant au développement continu de l'Union économique, au développement durable et à la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures. Ces objectifs sont mis en œuvre par le biais d'un programme de travail commun pluriannuel qui en définit les priorités.

Les institutions de l'Union Benelux sont le Comité des Ministres Benelux, le Conseil Benelux, le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, la Cour de Justice Benelux et le Secrétariat général Benelux.

Le Protocole sur les privilèges et immunités définit les privilèges et immunités à accorder par le pays hôte à l'Union Benelux et qui correspondent aux privilèges et immunités diplomatiques usuels (inviolabilité des locaux, des archives et des communications, immunité juridictionnelle et fiscale).

La Déclaration jointe au Traité détaille les aspects organisationnels, à savoir le programme de travail commun, la présidence du Comité des Ministres, la représentation au Conseil, le coordonnateur national, l'accord de siège et le budget.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
30.03.2009 Désignation d'un rapporteur
20.04.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009
Loi du 4 juin 2009.
Mémorial A 2009, N°139, page 1942

Soutien au développement rural

6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Vers la fin de l'année 2008 un accord politique sur le «bilan de santé» de la politique agricole commune a été conclu par le Conseil des Ministres de l'Agriculture et de la Pêche.

Suite à la réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole, il est par ailleurs proposé de modifier par le projet de loi sous rubrique les dispositions légales actuelles concernant le régime d'aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles.

Il est rappelé dans ce contexte que la réforme a introduit le paiement unique à la surface également pour les surfaces viticoles

de la Moselle luxembourgeoise à partir de l'année 2010.

D'autres modifications ponctuelles s'imposent par l'entrée en vigueur de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique.

En résumé, le projet de loi poursuit un quadruple but:

- il adapte les instruments d'intervention publics en place en vue de la restructuration du secteur laitier;
- il améliore les conditions d'octroi des aides à l'installation des jeunes agriculteurs;
- il prévoit des modifications dans le domaine des aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles;
- il procède à certaines modifications ponctuelles de la législation en vigueur rendues nécessaires par l'introduction du statut unique.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 10.03.2009

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Marcel Oberweis):

26.03.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
30.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.05.2009
Loi du 28 mai 2009.
Mémorial A 2009, N°124, page 1752

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

*mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un*

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
 - M. le Président
2. 6036 - Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004
 - Déclaration de recevabilité: M. le Président
3. Ordre du jour
 - M. le Président, M. François Bausch, M. Robert Mehlen
4. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling
 - M. Aly Jaerling
5. 6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural
 - Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: M. Marcel Oberweis
 - Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Romain Schneider, M. Henri Kox, M. Robert Mehlen, M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. 5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:
 - 1) l'article 832-4 du code civil;
 - 2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé
 - Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: M. Lucien Clement
 - Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Romain Schneider, M. Henri Kox, M. Robert Mehlen, M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. Motion de M. Robert Mehlen relative à la stabilisation du secteur laitier et aux quotas laitiers
 - Exposé: M. Robert Mehlen
 - Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Henri Kox, M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (à qui M. Robert Mehlen répond), M. Charles Goerens, M. Robert Mehlen
 - Vote (motion modifiée rejetée)
8. 5655 - Projet de loi sur les marchés publics
 - Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement (dépôt d'une motion)
 - Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Jos Scheuer, M. Jacques-Yves Henckes, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion (adoptée)
9. 6032 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007
 - Rapport de la Commission des Comptes: M. Camille Gira
 - Vote sur la résolution de la Commission des Comptes (adoptée)
10. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes et
Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes
 - Votes sur les résolutions (adoptées)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

» M. le Président. - Kolleginnen a Kollegen, d'Sitzung ass op.

Ech wëll den Här Minister Boden froen, ob d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen huet?

» M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. - Neen, Här President.

1. Communications

» M. le Président. - Ech wëll folgend Matdeelungen un d'Chamber maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés au Greffe:

6035 - Projet de loi portant approbation de la Déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais, faite à Paris, le 30 mars 2007

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 28.04.2009

6036 - Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004

Dépôt: M. Alexandre Krieps, le 29.04.2009

6037 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 30.04.2009

6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 30.04.2009

6039 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions du Code civil

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 04.05.2009

2. 6036 - Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 30. Abrëll 2009 huet d'Präsidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech hei ëm d'Proposition de loi vum honorabelen Här Krieps, wat ech virdrun ernimmt hunn, iwwert den Droit de succession bei Koppelen ouni Kanner.

Schléisst d'Chamber sech der Proposition vum der Präsidentekonferenz un?

(Assentiment)

Merci, Här Fayot. Dann ass et esou déci-déiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 30. Abrëll huet d'Präsidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen - an ech géif lech bieden, gutt opzepassen, well et ass substanzuell -:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt e Projet de loi, wat eng Ofännerung vum Agrargesetz ass; dann de Projet de loi iwwert den Travail agricole, de Rendement agricole an alles dat, wat mat där Problematik zesummenhängt, déi substanzuell ass; an de Projet de loi iwwert d'Marchés publics. A schlussendlech diskutéiere mer haut och nach d'Chamberskonte vum Joer 2007.

Da fänke mer muer de Moien um néng Auer u mat engem Projet de loi iwwert d'National-lotterie, duerno en Ofkommes mat Indien iwwert d'Duebelbesteuerung, an dann d'Orientierungsdebatte iwwert de Rapport d'activité vum Médiateur.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi proposéiert d'Präsidentekonferenz fir d'éischt e Projet de loi iwwert d'Iwwerwaachung an d'Infiltratioun duerch d'Police; dann e Projet de loi iwwert d'Assistance judiciaire vu Mannerjähregen. Den nächste Punkt ass e Projet iwwert den Harcèlement obsessionnel; duerno de Projet de loi 5156A souwéi d'Proposition de loi 4839 iwwert den Droit des victimes d'infractions pénales; duerno de Projet de loi, wat eng Direktiv ass, iwwert d'Comptes annuels de certaines formes de sociétés; duerno eng Ëmsetzung vum Direktiven am Beräich vun de Sociétés commerciales; e Projet iwwert d'Navigation aérienne; dann e Projet de loi iwwert d'Chauffeurs professionnels; e Projet de loi iwwer Alkohol an Drogen hannert dem Steier. Den zéngte Punkt ass e Projet de loi iwwert de Bau vun enger Bréck bei Gaasperech. An als leschte Punkt muer hu mer de Projet de loi, wat d'Schafe vun enger Administration de la nature et des forêts betrëfft.

En Donneschdeg de Moien, ebenfalls moies um néng Auer, de Projet de loi iwwert d'Stréibommen; e Projet de loi iwwert den Traité Benelux; duerno de Projet de loi iwwert d'Aide sociale, gefollegt vum Projet iwwert de Bau vun engem Centre intégré pour personnes âgées zu Belval.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi: d'Klärung an de Muselsgemengen;

duerno d'Fusioun vun de Gemenge Klierf, Hengescht a Munzen; de Projet de loi iwwert de Centre de rétention; iwwert de Brevet de technicien supérieur; an e Projet de loi iwwert d'Unerkennung vu professionnelle Qualifikatiounen. Als sechste Punkt hu mer den Institut national des langues. Punkt siwen: de Projet de loi, eng Direktiv iwwert d'Propriété intellectuelle. Den aachte Punkt: den Änderungsversuch 5864 vun eise Chamberreglement iwwert d'Propositions de loi; dann den Änderungsversuch vun eise Chamberreglement iwwert d'Zusammenarbeit tëscht der Chamber an der Regierung an der Europapolitik; a schlussendlech de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Schoulcampus zu Miersch.

Ech wollt lech drop opmierksam maachen, dass et e puer Ännerunge goufen tëschent dem Ordre du jour, wéi d'Präsidentekonferenz e virgeschloen huet, an deem, wéi ech en elo virgedroen hunn, an déi lech och schrëftlech zoukomme gelooss gi sinn. De Projet de loi iwwert de Compte général vum Exercice 2007 huet misse vum Ordre du jour geholl ginn, well de Rapport nach net fäerdeg ass. De Projet de loi, déi Direktiv iwwert d'Comptes annuels vu verschiddene Sociéiteiten, huet nach misse evakuéiert ginn. En ass also esou nach derbäikomm. An et goufen nach eng Rei vun Agence-menter, wat d'Reiefolleg vun de Projeten ubelaangt.

Et läit eng Demande vir fir eng Ännerung vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg. D'Madame Flesch huet mech drop opmierksam gemaach, dass d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2006 nach misst zum Vote bruecht ginn. Mir géifen dat direkt no de Chamberskonten op den Ordre du jour vun haut de Mëtteg setzen.

Ass d'Chamber mat deenen Änderungsverschléi averstanen?

Den honorabelen Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

» M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, meng Fraktioun huet selbstverständlech näischt géint alles dat, wat elo schonn an där laanger Lëscht vun lech virgelies ginn ass. Mir géife just wëllen nach eppes derbäi proposéieren, wann net eppes an deenen nächsten Deeg geschitt, fir dat ze évitéieren: an zwar d'Beäntwerte vu Question-parlementairen.

Meng Fraktioun huet nach eng ganz Serie vu Question-parlementairen, déi ausstinn. Dovu sinn der dräi vum Mount Januar, dat heescht, véier bis fënnf Méint hier, zwo vum Mount Februar, véier vum Mount Mäerz an nach eng Kéier dräi vum Mount Abrëll, wou den Délai och entre-temps scho virun engem Mount ofgelaf ass.

Ech géif lech wierklech bieden, Här President, bei der Regierung ze intervenéieren, dass all déi Froen do bis d'nächst Woch en Dënschdeg beäntwert ginn. Ansonsten, meng Fraktioun wäert vun hirem Recht Gebrauch maachen, fir an der leschter Woch soss déi - wivill sinn et der insgesamt? - véier, sechs, zéng, 13 Question-parlementairen hei op den Ordre du jour ze setzen. Dann hätte mer gär déi 13 hei um Ordre du jour vun de Regierungsmembere beäntwert.

Also wéi gesot, dat wär vu menger Fraktioun aus en Appel un lech, Här President. Ech ginn dervun aus, dass meng Fraktioun net déi eenzeg an deem Fall ass, an dass wahrscheinlech souguer all d'Fraktiounen an dem Parlament betraff sinn. Duerfir, d'Regierung soll wann ech gelift net nëmme hir wuelgemengte Pressekonferenzen ofhalen am Moment, déi der elo dräi den Dag entre-temps sinn, mä och op eis Froen äntwerten.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Bausch. Ech wäert selbstverständlech bei der Regierung intervenéieren, dass dat esou geschitt. De toute façon hu mer vun der Verwaltung aus e Bréif préparéiert un d'Regierung, dass all d'Question-parlementairen, déi gestallt gi sinn an dëser Legislatur, fir den Dag, wou dës Chamber opgeléist gëtt, vun der Regierung beäntwert mussen sinn. De Respekt vun der Regierung par rapport zum Parlament gebitt dat.

Ech denken, dass de Gros vun deene Froen, déi Der elo alleguerten opgezielt hutt, fir d'nächst Woch beäntwert sinn. Et muss ee gesinn, wéi eng Problemer sech stellen. Et sinn och verschidde Froen, wou d'Délaien un d'Regierung verlängert gi waren. Mä en tout cas halen ech drop, dass d'Regierung déi Froen alleguerte beäntwert, déi vun den Deputéierte gestallt gi sinn, ier mer hei auserneeginn.

(Interruption)

Jo? Den Här Mehlen huet d'Wuert, wann ech gelift.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, ech hat d'lescht Woch eng Motioun hei erabruucht, déi nëmme meng Ennerschréft hat. Ech hat gesot, ech géif se oploosse fir anerer, déi dat eventuell wéilte mat droen. Dat ass indépendamment vun deenen zwee Projeten, déi mer de Mëtteg diskutéieren. Dir hat zwar gemengt, et wär eng gutt Geleeënheet, fir dat da bei där Geleeënheet matzehuelen.

Duerfir ass meng Demande, deemno wéi d'Situatioun ass, datt een dat dann och nach géif op den Ordre du jour geholl kriéien.

» **M. le Président.** - Här Mehlen, ech kucke mer dat nach eng Kéier un. Mä ech denken, dass dat ze maachen ass.

Den Här Jaerling kritt d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

4. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. D'lescht Woch hu mer e Gesetz hei gestëmmt, fir d'mëttelstänneg Betriber an dese Krisenzäiten ze ënnerstëtzen. Elo ass et awer a Kontradiktioun zu deem Gesetz, a wat mer elo scho bal zwee Méint wëssen, datt d'Regierung geplangt huet am Fong déi biometresch Passbiller vun de Gemengen ofliichten ze loossen an dann déi deene professionnelle Fotografen ewechzehuelen, wat eng ganz Rei vu Fotostudioen an d'Précaritéit bréngt a wat och eng ganz Rei Aarbechtsplazen a Gefor bréngt. Et wäerten der esou ëm déi honnert sinn.

An ech mengen, all Member vun der Chamber heibannen huet Bréiwer kritt vun deene Leit, déi Angscht hunn, dass se am Hierscht, wann dat doten elo wierklech a Kraaft trétt, keng Aarbecht méi hunn. Dofir wëll ech an deem Sënn hei eng Motioun deponéieren, fir d'Regierung opzefuerderen, déi Décisioun, déi se do geholl huet, fir déi biometresch Passbiller vun de Gemengen ofliichten ze loossen, zréckzezéien an de professionelle Fotografen déi Aufgab ze iwwerloossen.

Motion

D'Volleksvertrieder kummer

- huet mam Gesetz 5975, dat den 30.4.2009 gestëmmt gouf, Méiglechkeete geschaf, fir de Mëtzelstand an dese schwéiere Krisenzäiten ze ënnerstëtzen;

- fénnt et dofir onverständlech, datt d'Regierung a Kontradiktioun zu deem Gesetz decidéiert huet, de Gemengen d'Ofliichte vu biometresche Passbiller ze iwwerdroen;

- gesäit an deser Mesure eng Prekarisierung vun de professionelle Fotostudioen a Fotografen an hire Mataarbechter;

- ass sech bewosst, datt d'Fotostudioe vill investéiert hunn, fir kënnen dem Besoin vun biometreschen Ofliichte vu Passbiller gerecht ze ginn;

- ass informéiert, datt d'Ofliichte vu Passbiller eng substanzuell Recette fir Fotostudioen duerstellt;

- stellt zudeem och fest, datt dem Stat an dese finanziell prekären Zäiten zousätzlech finanziell Laaschten operluecht ginn, fir Apparaten unzeschaffen, fir biometresch Passbiller ofzeliichten;

- fénnt et dofir méi opportun, datt de Fotostudioen an hire Fotografen, déi d'Ofliichte vu Passbiller bis elo op eng professionnell Aart a Weis bewierkstellet hunn, des Mis-sioun soll erhale bliewen;

fuerdert d'Regierung op,

- hir Décisioun, de Gemengen d'Aufgab vun Ofliichte vu biometresche Passbiller ze iwwerdroen, ze annulléieren an de professionelle Fotostudioen an de Fotografen des Aufgab ze iwwerloossen.

(s.) Aly Jaerling, Claude Adam, Eugène Berger, Félix Braz, Camille Gira.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. D'Conférence des Présidents schwätzt sech iwwer déi Motioun hei aus, an da kënnst déi wahrscheinlech d'nächst Woch op den Ordre du jour.

Ech géif proposéieren, déi Motioun, déi den Här Mehlen déposéiert hat iwwer eng Politik vu Stabilisatioun am Mëllechsecteur, dass mer déi géifen huelen haut de Mëtteg no der Debatt vun deenen zwee Agrarprojeten, déi mer hei hunn. Den Här Minister kritt déi Motioun nach eng Kéier. Ech denken, dass Der se hutt. An dann, wann Der domat d'accord sidd, huele mer déi no der Debatt iwwer déi zwee Projeten, déi mer elo hunn.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6002, wat eng Ofännerung vun Agrargesetz ass. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorablen Här Oberweis. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Goerens, den Här Schneider an den Här Kox. Den Här Marcel Oberweis huet elo d'Wuert.

5. 6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

» **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, d'Finanzkris an d'Wirtschaftskris sti permanent am Mëtzelpunkt vun eisen Diskussiounen. Och wann d'Suerg ëm d'Erhaltung vun den Aarbechtsplazen eis ëmdreift, esou dierfe mir net de Primärsecteur aus eiser Wirtschaft - d'Landwirtschaft - vergiessen. Si gëtt vun der Wirtschaftskris staark gebeidelt a si leit doriwwer eraus nach ëmmer ënnert den Auswierkung vun den héijen Äerduelechpräisser aus dem Joer 2008. An de leschte Wochen hunn d'Bauern op hir grave Situatioun higewisen. Si, déi Brout, Fleesch a Mëllech liwweren.

Dee virleiende Gesetzestext ass ee vun deene Gesetzesprojeten, déi an der Rumm vun der Lutte géint d'Wirtschaftskris op den Instanzewe geschéck si ginn. Dierf ech am Zesammenhang mat deem Gesetzestext drun erënneren, dass d'Europäesch Kommissioun den 20. November 2007 eng Proposition ënnerbreet huet, mat där den „health check“ verbessert sollt ginn?

Den 20. Mee 2008 sinn d'Modalitéiten an d'Verbesserungen dem Agrarconseil virgueluecht ginn, déi am Agrarconseil um Enn vun leschte Joer zréckbehale goufen. Mat deem Accord gëtt erlaabt, déi finanziell Hëllef fir d'Entwécklung vun ländleche Raum ze verstärken. Niewent dem Mëllechsecteur sollen am Speziellen d'Hëlfelefen un déi jonk Baueren erhéicht ginn.

Dierf ech drop hiweisen, dass no den Ënnerlage vun Eurostat d'lëtzebuergesch Landwirtschaft a Réckgang vun Duerchschnëttsakkomes vun 12,5% am leschte Joer erliden huet? De Réckgang louch am Duerchschnëtt an Europa bei 3,5%.

De virleiende Gesetzesprojet ass den 10. Mäerz dëst Joer hei an der Chamber vun dem Landwirtschaftsministère deposéiert ginn. Schonn de 26. Mäerz ass an der zoustänneger Kommissioun eng éischt Lecture vun dem Text gemaach ginn, an ech sinn zum Rapporteur genannt ginn. De Statsrot huet säin Avis den 28. Abrëll eragereecht, deen an der Sitzung am 30. Abrëll och analyséiert ginn ass. An de Rapport gouf dunn och uegoll.

De Gesetzesprojet verfollegt véier Voleten: Éischtens, mir ginn eis dësi öffentlech Interventionsinstrumenter, fir de Mëllechsecteur ze stäipen; de jonke Bauere wëlle mir entgéintkommen andeem mir d'Konditiounen bei de finanziellen Hëlfelefen fir d'Installatioun vun hiren Häff verbesseren; och sollen déi Hëlfelefen bei der Rekonversioun vun de Wéngerte modifizéiert ginn; an da sollen nach verschidde Modifikatiounen duerch d'Aféierung vun dem Statut unique virgeholl ginn.

An hirem Avis huet d'Chambre d'Agriculture besonnesch op d'Problematik vun de Mëllechquoten higewisen. Well déi bis zum Joer 2015 ofgeschaaft musse sinn, solle mir

haut schonn driwwer nodenken, eise Baueren déi néideg finanziell Hëlfelefen ze ginn, fir sech op deen Challenge virzebereeden.

A sengem Avis huet sech de Statsrot och mat de Mëllechquote beschäftigt. En huet drop higewisen, dass et grad déi Bauerebetriber sinn, déi sech der Mëllechproduktioun verschriwwen hunn, déi ganz besonnesch leiden ënnert deser Problematik. Hie recommandéiert duerfir, alles an d'Wee ze leeden, fir eise Land eng performant Landwirtschaft ze erhalen. Et muss allichten, dass mir eis fir eng méi effikass a konsequent Förderung vun den Agrarprodukter hei aus dem Land an aus der Groussregioun asetze mussen. Mä do musse mir och d'Konsumenten mat invitéieren.

Ech wëll elo vläicht an e puer Wieder op déi wichtegst Artikele vun dem Gesetzesprojet agoen.

Den Artikel 1 behandelt d'Auswierkung vun dem Statut unique an der Landwirtschaft, well d'Krankekeess an d'Pensiounskeess aus der Landwirtschaft sinn an déi nei Gesondheetskeess respektiv an déi nei national Pensiounskeess integréiert ginn. Déi gëlteg Kritäre bis dato vun der Affiliatioun sinn net méi applikabel.

A well een an der Landwirtschaft téschent dem Agriculteur à titre principal an dem Agriculteur à titre accessoire ënnerscheet, ass festgehale ginn, dass déi Aarbechtszäit, déi een ausser der normaler Bauereaarbecht verbréngt, 20 Stonne pro Woch net iwwerschreiden dierf. Dës Zäit dierf op alle Fall net d'Halschent vun der effektiver Aarbechtszäit vun dem Exploitant iwwerschreiden. De Statsrot huet et net esou gesinn, mä d'Chamberskommissioun ass awer bei dem virleiende Gesetzestext bliwwen.

Den Artikel 2 gesäit vir, dass d'Exklusivatioun vun den Hëlfelefen fir eng méi héich Mëllechproduktioun, déi iwwer dem Seuil vun den accordéierte Mëllechquote louch an déi an dem Artikel 3 vun dem Agrargesetz vum 18. Abrëll 2008 ausgeschloss goufen, net méi ze justifiéieren sinn. Dat ass an der Suite vun dem Agrarconseil vun dem 18. bis 20. November d'lescht Joer, an deem festgehale gouf, dass eben d'Mëllechquote bis 2015 auslafe sollen. All EU-Memberstat soll elo Mesuren ergräifen, fir de ländleche Raum nach méi ze dévoppéieren.

Den Artikel 4 ass ganz sympathesch, well hie sech mat deene jonke Bauere beschäftigt. D'Plaffong vun den Hëlfelefen bei der Installatioun gi vun aktueller 55.000 Euro op 70.000 Euro eropgehuewen. Des Weidere gëtt och d'Prime d'installation vu 25.000 op 30.000 Euro erhéicht.

Well et och an der Landwirtschaft net ouni eng gutt éischt Ausbildung, op déi eng permanent Weiterbildung grefféiert gëtt, geet, läit et op der Hand, dass all déi, déi sech weiderbilden, och belount musse ginn. D'Prime de formation agricole gëtt duerfir vu 5.000 Euro bis op 10.000 Euro eropgehuewen. Esou kann e jonke Bauer mat deem Diplom vun dem Technicien agricole 7.500 Euro kriéien; deejéinegen awer, deen de Meeschterbréif virweise kann, souguer 10.000 Euro. Och de Plaffong vun den Zënsonificatiounen am Zesammenhang mat Investitiounen am Bauerenhaff gëtt vu 25.000 Euro op 30.000 Euro eropgesat.

Den Artikel 5 weist drop hin, dass am Artikel 10 vun dem momentanen Agrargesetz d'Prime d'installation pro Exploitiatioun op 15.000 Euro fixéiert gëtt. Domat kann ee soen: De Plaffong vun allen zousätzlechen Hëlfelefen kann deemno fir e jonke Bauer bei der éischter Installatioun bis zu 70.000 Euro bedroen.

Den Artikel 7 traitéiert de Wäibau an d'Wéngerten, an dat an der Suite vun der neier Wäimaartorganisatioun. Bei der Restrukturierung oder der Rekonversioun vun de Wéngerte kann eng finanziell Hëllef vu maximal 12.000 Euro pro Hektar ausbezuelt ginn.

Am Artikel 9 gëtt drop higewisen, dass den 1. Januar vun deem Joer als Stéchdatum fir d'Ausbezuete vun den Hëlfelefen zréckbehale ginn ass. Dat fir d'Landwirtschaft an och fir de Wäibau. An der Chamberskommissioun ass och matgedeelt ginn, dass keng Demande aus der Landwirtschaft an aus dem Wäibau aus de Joren 2007 an 2008 virum dem 1. Januar dëst Joer ënnerschriwwen ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Madame Statssekretärin, no desen Ausféierungen zum virleiende Gesetzesprojet gëtt kloer, dass mir och dem liewenswichtige Primärsecteur - eiser Landwirtschaft - eng Rei vu finanziellen Hëlfelefen zougestoe mussen. Doduerch maache mir eis Betriber fit, performant, effikass, konkurrenzfähig an à la longue och iwwerliewensfähig. Nëmme wann hei dyna-

mesch Mënsche schaffen, da kann de Bauerestand eng Zukunft hunn.

Et muss dem Verbraucher awer erkläert ginn, dass des Hëlfelefen dem Bauer et erlaben, nei a modern Infrastrukturen opzebauen, fir esou déi héich Qualitéit vu senge Produkter ze garantéieren. Et sinn déi Produkter, déi de Verbraucher gären a sengem Glas oder op sengem Teller gesäit.

Als leschte Punkt wëll ech och dann d'Roll vun de Landwirten ervirhiewen, well duerch de Fläiss an d'Fachwësse vun eise Baueren erhale si déi schéin a gewuesse Landschaften an doriwwer eraus och eis Biodiversitéit.

Dat gesot, a mat der Hoffnung, dass d'Chambre deem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung gëtt, bréngen ech schonn den Accord vun der CSV-Fraktioun eran a soen lech Merci fir d'Nolauschten.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Oberweis. Den honorablen Här Goerens huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, ech wollt just d'Wuert ergräife fir den Accord vun eiser Fraktioun ze ginn. Ech wëll soen, datt déi puer Verbesserungen, déi den Här Oberweis elo hei exposéiert huet, a mat deene mir och d'accord sinn, doudsécher ze begrëisse sinn. Si wäerten awer net duergoen, fir déi schwierig Zäit, an där d'Landwirtschaft elo dran ass, a fir all déi Problemer ze léisen. Si kënnen se héchstens atténuéieren.

Compte tenu dovunner, wollt ech nach eng Kéier betounen, datt mir dat do matgedroen hunn, esou wéi mer dat och an der Kommissiounssitzung zum Ausdrock bruecht hunn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den honorablen Här Schneider huet d'Wuert.

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi, deen exzellent virgestallt gouf vum Marcel Oberweis, souwuel schrëftlech wéi och mündlech, ass op den Objet vun deem Gesetz agaang, dee sech resuméiere léisst, wéi de Marcel Oberweis et richtig erkläert huet, a véier Punkten.

Den éischte Punkt, d'Interventionsméiglechkeeten an der Mëllechproduktioun. Den zweeten, d'Bäihëlfelefen fir d'Jongbaueren. Deen drëtten, d'Bäihëlfelefen am Wäibau. An dee véierten, d'Modifikatioun am Bezuch op de Statut unique, wéi mer dat bei enger Rei vu Projets de loi an der leschter Zäit haten.

De Marcel Oberweis ass drop agaangen an deenen eenzelen Remarquen, duerfir géif ech mech drop beschränken, fir déi eenzel Mesuren eng Kéier kuerz ze beliichten a selbstverständlech drop anzegoen, datt dese Projet de loi sech och areit, wéi et richtig gesot gouf, an déi ganz Mesuren anticrise, déi de Moment an eiser Wirtschaftskris dobaussen ze behandle sinn, a wou et wichtig ass, datt mer och an deem Sektor, am Sektor vun der Landwirtschaft an am Sektor vum Bauer déi richtig Mesur geholl hunn, fir se elo grad ze ënnerstëtzen.

Et gouf grad nach gesot, datt virun allem d'Landwirtschaft de Moment net gutt drun ass, an datt ee ganz dacks dorëmmer héiert, wann een dobaussen ass, mat de Bauere schwätzt, datt et effektiv néideg ass, datt Bäihëlfelefen kommen. Esou wéi dat jo bis elo och ëmmer de Fall war, an esou wéi mer jo 2008 am neien Agrargesetz eng Rei vu Punkte virgesinn haten, an des Punkten... Am Prinzip complémentéiert dese Projet de loi dëst Agrargesetz.

D'Landwirtschaft ass, an ech mengen, d'äers si mer eis all bewosst, ee wichtige Bestanddeel vun eiser Vollekwirtschaft. Si ass de Garant fir eng gutt Produktioun vu gesonden an héichwäertegen Nahrungsmittelen hei zu Lëtzebuerg an och an der Groussregioun. Duerfir sinn esou Aktiounen, déi gestart goufen an där leschter Zäit, wéi zum Beispill „Esou schmaacht Lëtzebuerg“, och ganz gutt. Mir mussen awer oppassen, datt mer op där anerer Säit och Produzente fannen, déi des héichwäerteg Produkter produzéieren.

Dat fanne mer de Moment an der Landwirtschaft. Mä mir gesinn awer och dobäi, datt ëmmer méi Betriber ewechstierwen, datt ëmmer méi Betriber net méi iwwerholl ginn, an duerfir och d'Zuel vun de Betriber an deene leschte Joren zréckgaangen ass. Duerfir sinn och de Mëtteg déi Bäihëlfelefen, déi mer maachen, net eng Dréps op e waarme Steen, mä et sinn effektiv konkret Primen, virun allem fir d'Jongbaueren, fir den Nowuess, deen heimat ka gestärkt ginn.

D'Bauern, mengen ech wësse mer awer, mussen, an dat ass bedéngt, dass an dëser Zäit virun allem ganz vill muss investéiert ginn engersäits an Infrastrukturen, awer och a Maschinnen. Wat virun allem awer och d'Aarbecht net erlichtert, dass sinn déi eenzel Genehmigungsprozeduren, déi ëmmer méi schwéierfällg ginn. Hei mussen mer kucken - a mir si jo och amgaangen an der Regierung Léisungen ze fannen -, dass déi Genehmigunge méi einfach kënnen goen.

Ech géif mengen, dass een och an dësem Sektor d'Propos ka maachen, dass mer virun allem de Bauer müssen entlaaschte vun där ganzer Bürokratie, an och hei Guichet-uniquen an deenen eenzelne Regiounen schaffen, wou séier op enger Plaz d'Informatiounen, d'Berodung un de Bauer, un de Produzent kann eriwierkommen.

De Beruff Bauer, mengen ech, verlaangt hautdësdags vill. E verlaangt net nëmmen ee physischen Asaz, e verlaangt net nëmmen handwierklech Tätigkeet, mä e verlaangt virun allem och e groussen Know-how, deen och an der Bürosaarbecht viruget. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer och hei op eng gutt Schoul, an dësem Fall d'Ackerbauschoul zu Ettelbréck, kënnen zréckgräifen, déi d'Leit, déi d'Jongbauere virun allem exzellent ausbilden, mengen ech, och mat der Zäit matgaangen ass fir nei Beruffer auszubilden, fir se nei op de Beruff an op d'Défien hautdësdags virzebereeden.

Generell ass et awer och un eis alleguer dobaussen ze notzen, dass d'Mentalitéit vun der Bevëlkerung changéiert, dass mer effektiv vill méi op d'Produkte vun heimeem setzen, dass mer de Renouveau vun de Produkte aus eisem Land an de Vierdergrond stellen. Duerfir d'Sensibiliséierung mat der Aktioun, déi ech genannt hunn, mä och d'Sensibiliséierung an de Gemengen, an doduerch verbonnen an de Schoulen, an de Kantinen, dass mer effektiv do Produkte aus eiser Regioun benotzen. An och d'Iddi vun der Biolandwirtschaft virundreiwen. Och hei kann eng Nischepolitik entstoën.

Esou wéi mer och müssen Iwwerleeunge maachen, fir nei Recetten ze kréieren, dass virun allem duerch d'erneierbar Energien, an doduerch och Diversifizierungsméiglechkeete fir eis Bauere kënnen schaffen. Op där anerer Säit awer och d'Dépensé probéieren ze senken. An hei, mengen ech, virun allem beim Waassergesetz hu mer driwwer geschwat, dass ee soll de Waasserpräis, virun allem fir d'Bauern, adaptéieren an an enger gemoossener Rumm soll loosse.

E puer Wieder nach zu de Mëllechquoten, déi hei ugeschwat goufen. Ech mengen mir wëssen, dass d'Bauere selbstverständlech, a virun allem d'Mëllechproduzenten, beonrouegt sinn iwwert d'Präisser, déi de Moment um Marché sinn, déi de Moment esou ëm déi 25 Cents leien, wou ëmmer geschwat gouf, dass 40 Cents käschtdendeckend kënnen sinn. Och hei gouf opgrond vun dësem Projet de loi, selbstverständlech op europäeschem Niveau, probéiert Eforten ze maachen.

Mir gesinn awer, dass d'Betriben, d'Mëllechbaueren zréckginn, dass se an den Zuelen och virun allem zréckginn, an dass d'Iwwerlieue vun hinne wierklech eng Fro duerstellt, wou se sech ganz vill Gedanken de Moment doriwwer maachen. Mir wëssen awer, dass ganz kloer europawäit Léisungen hei mussen geholl ginn. An duerfir mussen mer och viru kucken, um europäeschen Niveau déi richteg Positiounen anzehuelen an och déi richteg Léisungen ze fannen.

Selbstverständlech gëtt et hei kuerzfristeg a mëttelfristeg Léisungen. Kuerzfristeg, mengen ech, ass et wichteg, dass een de Bierg vu Mëllech, deen de Moment do besteet, probéiert ofzebauen. Awer mëttelfristeg heescht et, dass ee muss kucke Léisungen ze fannen, wou effektiv och flexibel Quoten erëm kënnen spillen. Ech weess, dass dat net nëmmen hei zu Lëtzebuerg kann decidéiert ginn, dass mer um europäeschen Niveau mussen Léisungen fannen. Mä wa mer gesinn, dass och Länner wéi Däitschland, wéi Frankräich grouss Problemer heimat hunn, misst ee kucken an Zukunft och Alliéierter ze fannen, fir och vläicht op dese Piste kënnen virunzeschaffen.

Zum Schluss géif ech soen, dass dese Projet de loi wichteg nei Wäerter fir eis Landwirtschaft duerstellt. Virun allem ass d'Landwirtschaft de Garant fir gutt an héichwäerteg Produkte hei zu Lëtzebuerg. Si ass derniewent awer och de Garant fir en nohaltegen Naturschutz, wou mer kënnen stolz drop sinn, dass mer Leit um Terrain hunn, déi deen och an der Praxis kënnen uwenden.

Ech soen lech an deem Sënn Merci fir d'No-lauschteren, an ech géif och de Sukkurs vun eiser Fraktioun hei ginn an och mä perséinlechen, an duerfir géife mer dese Projet de loi och ganz gäre stëmmen. Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Schneider. Den honorabelen Här Kox huet d'Wuert.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG)** - Merci, Här President. Ech wëll et dann e bëssche méi kuerz maachen. Ech wollt dem Rapporteur awer nach Merci soe fir säi schréiftlechen a mëndleche Rapport. Och mir ënnerstëtzen hei déi Instrumenter, zweifelen awer, wéi den Här Goerens dat richteg gesot huet virun, ob dat heiten déi richteg Instrumenter sinn, fir d'Landwirtschaft aus der Kris ze féieren. Ech denken, dass heite geet bäi Wäitem net duer, fir an eisen Aen, aus eiser Sicht eng nohaltegen an zukunftsäeg Landwirtschaft opzebauen.

Ech ginn awer trotzdeem mäin Accord mat fir dëst Gesetz.

» **M. le Président** - Merci, Här Kox. Den Här Landwirtschaftsminister... Ah, pardon, entschëllegt, Här Mehlen!

» **M. Robert Mehlen (ADR)** - Ech war ugemellt, wollt ech just hei soen.

» **M. le Président** - Entschëllegt, Här Mehlen.

» **M. Robert Mehlen (ADR)** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut eng Ofännerung vum aktuellen Agrargesetz, eng Partie Verbesserungen. Wéi gesot, ech wëll och fir unzefänken dem Rapporteur Merci soe fir dat, wat hien hei un Erklärungen ofginn huet. Ech wëll awer gläichzäiteg mä fundamentalen Désaccord hei zum Ausdrock bréngen iwwert déi Approche, déi an deem Ganzen draläit.

Soulaang wéi ech mech zréckerënnere kann, gëtt iwwer Restrukturatioun, iwwer Verbesserung vun der Rentabilitéit, iwwer Verstärkung vun der Konkurrenzfähigkeit vun der Landwirtschaft hei am Land geschwat. Dat hei geet jo och an déiselwecht Richtung, wann een de Mëllechsektor zum Beispill kuckt, wou da solle méi héich Investissementer méiglech sinn, iwwert dat eraus, wat d'Mëllechquot am Prinzip autoriséiert, fir op d'Zukunft virzebereeden.

Wann een déi ganz Entwécklung an der Vergaangenheet verfollegt: Natierlech hu mer haut, mat deenen Agrargesetz vum der Vergaangenheet, eng Landwirtschaft, déi relativ modern ass, déi funktionell ass, déi och mat engem héije Produktivitätsgrad produzéiert. An trotzdeem muss ee feststellen, dass mer an engem Däiwelskrees dra sinn, dass dee Gesundschrumpfungprozess, dee sengerzäit vum EU-Kommissär Mansholt dekretéiert gi war, zu engem Iwwerschrumpfungprozess féiert, an deem Mooss, dass een haut wierklech muss fäerten, dass mer herno net méi Bauerebetriben genuch hunn, fir d'Land flächendeckend kënnen ze bewirtschaften. Dass ass eng onglécklech Entwécklung.

Ech hunn eng Kéier e Fachvirtrag héieren, wou ee gesot huet: Kuckt emol, wéi mer ugefaangen hu mat där Agrarpolitik, dunn hat en Duerchschnëttsbetrib zéng Kéi. Du sinn déi modern Maschinne kom, du ass gesot ginn: „Jo, mat zéng Kéi ka jo kee méi iwwerliewen. Jiddweree misst der op d'mannst 20 hunn.“ Do huet all Mensch gesot: „Dat ass richteg. Mat zéng Kéi, dat geet net méi duer.“ Wéi mer dunn d'Betriben bis op deem Niveau haten, dunn huet et geheescht: „Jo, wat sinn 20 Kéi schonn? Et müssen der 40 sinn.“ Dunn ass dann deen nächste Schrëtt komm. Wéi de Standard 40 bis erreicht war, du war dat erëm näischt, dunn hunn et der missen 80 sinn. Elo si mer bei e puer honnert. Et freet ee sech, wou dat soll ophéieren.

Et ass eng grondsätzlech Fro vu Philosophie, vun Agrarpolitik, ob mer nach Betriben wëllen, déi op Basis vu Familljebetriben funktionéieren, quitte, dass mer haut schonn op Hëllefkräften ugewise si respektiv dass villes iwwert de Maschinenring, Gott sei Dank, ofgewéckelt gëtt. Mä et stellt ee fest, dass an de Betriben ëmmer méi Murks entsteet, dass vill, souguer gutt situéiert Betriben, déi och an der Struktur gutt sinn, haut kee Successeur méi fannen, well déi jonk Leit net méi bereet sinn, dee Murks do matzemaachen.

Ech mengen, do muss een ufänken, fundamental d'Approche an d'Ausrichtung vun der europäescher Agrarpolitik a Fro ze stellen. Et ass eng Diskussioun, déi besonnesch an dësem Moment, wou mer gesinn, dass eng Partie Mäert total um Buedem leien, a wou ganz vill Bauerebetriben ëm hir Existenz fäerten, wann net geschwënn eppes geschitt, wierklech seriö muss driwwer nogeduecht ginn. Ech mengen, Här Oberweis, ech géif lech gutt genuch kennen, dass mer eis op deem Terrain géifen erëmfannen, dass mer net sollen d'Liberaliséierung a outrance dreiwen.

Ech ginn e Beispill wat d'Mëllechproduktioun ubelaangt: Ass et net verréckt, dass mer mat Hëllef vun Importsoja - wou an Drétt-Welt-Länner deelweis d'Natur zuschane gemaach gëtt, fir nach méi Soja ze produzéieren - hei Mëllech produzéieren, 20% méi Mëllech produzéieren an der EU wéi mer der brauchen, dann erëm mat Steiergelder probéieren déi Mëllech iergendwéi um Weltmarkt ofzesetzen, dann erëm an der Drëtter Welt mat deem Surplus Misär uriichten?

Duerfir wëll ech hei am Numm vu menger Partei soen, dass mir eng ganz aner Opfaassung vun Agrarpolitik hunn, dass mer absolut der Meenung sinn, dass ee misst - an dass ass och de Géigestand vun där Motioun, wou ech hoffen, dass mer kënnen e Wuert driwwer verléieren -, dass ee wierklech muss op eng Steierung erauskommen, an dass och de Bauereberuff fir déi jonk Leit, déi an hire Betriben sinn, iergendwéi awer nach muss och vun der mënschlecher Sait, vun der Sait vun der Aarbechtsbelaaschtung hier erträglech bleiwen.

Dat Zweet ass, dass fir déi jonk Baueren d'Primen erhéicht ginn, wa se de Betrib iwwerhuelen. Grondsätzlech ass dat eng gutt Saach. Ech mengen, mir freeën eis ëmmer dann, wann ee jonke Mensch am Betrib weiderfiert oder wann en an en anere Betrib erageet, fir dee weiderzeféieren. De Rapporteur huet gesot, wéi, a wat fir engem Mooss de Plaffong ugehewe gëtt. Dass ass eppes, wat ee vum Grondsatz hier ka begrëssen, mä do stécht och déiselwecht Approche dran.

Ech muss éierlech soen, mech huet et iwwer all déi Jore gestéiert, dass mer an der Politik probéiert hunn, mat alle Mëttelen déi jonk Leit ze lackelen, fir dach an d'Betriben eranzegoen. Well et ass och eng Politik vu lackelen, vun een dozou ze bréngen, fir dee Beruff ze ergräifen, och wann en da vläicht net gradesou dovun iwwerzeegt ass.

Et ass e Köder, deen déi jonk Leit, well meeschtens mam Generatiounswissel vill investéiert gëtt, an d'Verschëldung erandreit. A mer wëssen, wéi et ass: Wann ee bis eng Kéier do drastéiert, dann hânt ee fir de Rescht vu sengem Liewen dran, dass ass ee forcéiert weiderzemaachen, och wann een iergendwann eng Kéier fënnt, dass dat net dat Richteg war.

Duerfir géif ech et och méi richteg fannen, mir hätten eng Agrarpolitik, déi eis Betriben dauerhaft an eng Situation de revenu géif setzen, dass se sech normal kéinte finanzéieren an normal kéinte fonctionéieren, an net esou, wierklech op Däiwel komm eraus, op all méiglech Zorte vun Hëllefeng ugewise wieren.

D'Situatioun ass awer aktuell leider esou an der europäescher Communautéit, wéi se ass. Ech sinn awer trotzdeem der Meenung, dass Lëtzebuerg säi Standpunkt soll dättelech maachen a mat aller Konsequenz vertrieden. Op jidde Fall vum Grondsatz hier kënnen mir déi Agrarpolitik net matdroen. Well d'Situatioun awer ass, wéi se ass, wäerte mer dese Projet matstëmmen.

En allerlescht Wuert, Här President. Hei sinn eng Partie Ännerungen am bestehenden Agrargesetz. Mäi Wonsch wier, wann dat zur Publikatioun kënn, well mam Text vum Gesetz selwer ka keen eppes ufänken, dass d'Regierung soll derfir suergen, dass en neien Texte coordonné vum gesamten Agrargesetz do hannendru mat am Mémoiral géif publizéiert ginn.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président** - Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden.

» **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt emol Merci all deenen, déi hei un dësem Projet matgeschafft hunn, déi en approuvéiert hunn, an och hei dem Rapporteur.

Ech mengen, et ass jo eng Eestëmmegkeet iwwert déi Moosnamen, déi an dësem Gesetzesprojet virgesi sinn. Ech wëll och soen, dass dat hei eng Verbesserung ass vum aktuellen, vum bestehenden Agrargesetz. Dass bestehend Agrargesetz - ech mengen, domat ass och jiddwereen d'accord - setzt e ganz favorabele Kader, fir dass d'Bauere kënnen déi nei Erausforderungen, déi op se zoukommen, beschstens meeschteren.

Ech muss och soen, dass mer feststellen, dass d'Bauern nach un d'Zukunft gleewen. Et si ganz vill Investitiounen getäteg ginn. Mir hunn iwwer 1.410 Demandé fir Investitiounen schonn approuvéiert. Dass mécht eng Bähëllef vu ronn 35,6 Milliounen Euro, déi also an deenen zwee Joer elo approuvéiert gi sinn. Et gesäit een also, dass se weider investéieren. Mir wëllen dat och encouragéieren, an dese Projet soll och dozou bäidroen.

Mir wëssen natierlech, dass d'Wirtschaftskris och bei der Landwirtschaft ukomm ass, dass se Auswirkungen huet op d'Landwirtschaft, dass ass jo hei ënnerstrach ginn, besonnesch op d'Präisser am Mëllechsektor. Duerfir ass et wichteg, dass mer just och an dësem Moment eng Rei vu Verbesserungen vum Agrargesetz op den Instanzewee ginn hunn, déi haut solle gestëmmt ginn. Ech sinn d'accord domat, dass déi do Moosnamen eleng net duerginn, mä et gi jo eng ganz Rei vu begleedende Moosnamen parallel nach gemaach. Ech wëll do och e puer Wuert herno dozou soen.

Et ass hei e puermol ganz positiv ervirgestrach ginn, dass déi Bähëllef fir jonk Baueren an d'Luucht gehewe ginn, vu 55.000 op 70.000 Euro. Dass ass en Encouragement, fir e Betrib ze iwwerhuelen. Ech mengen net, Här Mehlen, dass déi dote Sue géifen een, deen net wëllt Bauer ginn, dovun iwwerzeegt fir wëlle Bauer ze ginn. Dass mengen ech net. Mä déijéineg, déi et wëlle ginn, sollen eng Starthëllef kréien, déi substanzial ass an déi ebe soll, wéi gesot, dem jonke Bauer an der éischter Etapp virunhëlfen.

Et ass hei och begréisst ginn, dass mer et differenzéiert maachen, jee no der Formatioun vum Jonken, deen de Betrib wëllt iwwerhuelen. Ech mengen, dass wier och e wichteg Signal fir jonk Leit, déi wëllen e Bauerebetrib iwwerhuelen, dass se sollen hir Formatioun iwwert de Minimum eraus weider pousséieren. Déijéineg, déi méi wéi e CATP agricole gemaach hunn, déi also en Technikerdiplom gemaach hunn, kréie 7.500 Euro weider wéi déi aner. An deen, deen e Meeschterdiplom gemaach huet oder deen eng Fachhéichschoul gemaach huet am landwirtschaftleche Beräich, dee kritt 10.000 Euro weider wéi déi aner, déi dat net gemaach hunn. Dass, fir d'jonk Leit ze encouragéieren, déi Formatioun do weider ze pousséieren an och domadder méi Chancen ze hunn, fir e Betrib kënnen erfollegräich ze féieren.

Et ass och hei drop higewise gi vum Här Rapporteur, dass am Kader vum Gesondheitscheck confirméiert ginn ass - an ech wëll och soen: „confirméiert ginn ass“ -, dass 2015 d'Quoten auslafen, ofgeschafft ginn. Déi Décisioun, dass d'Quote géifen 2015 auslafen, déi ass schonns 2003 geholl ginn. Et ass déi Kéier confirméiert ginn.

Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, dass d'Agrarkommissarin jo hei an der Chamber mat zwou Kommissiounen vun der Chamber zesummekommt ass, dass se ganz kloer an onzweifelhaft duergeluecht huet, dass si net drun denke géif, fir ënner iergendenger Form e Quotesystem weiderlafden ze loosse no 2015, dass ee muss domat rechnen, dass dann de Quotesystem wierklech ausleef, an dass een alles muss maachen, fir eis Baueren dorobber ze preparéieren, dass no der Zäit vun 2015 soll kommen, fir dass se wierklech gutt dorobber virbereet sinn.

Ech mengen, Investitiounen, Moderniséierung an hirem Betrib, déi droen dozou bäi. Et ass meng Meenung och, dass 2010, well da muss d'europäesch Kommissioun e Rapport virleeën iwwert d'Situatioun am Mëllechsektor, dass dann och déi begleedende Moosnamen zréckbehalen ginn, déi nach mussen bäikommen, déi mer och schonn deelweis virgeschloen haten. Mir wäerten eis asetzen, dass esou begleedend Moosnamen kommen, fir den Iwwergank esou harmonesch wéi méiglech ze maachen fir d'Zäit no de Quoten.

Hei am Gesetzesprojet ass virgesinn, dass mer, well d'Quote jo ofgeschafft ginn, elo schonns de Baueren erlaben, wa se wëllen an de Melléichstall investéieren, dass se déi Investitiounen méi grouss virgesi wéi déi Quot, déi se selwer elo hunn, dass se sech also kënnen op d'Quotenofschaffung preparéieren. Dass war bis elo net méiglech. Duerfir ass dat hei e weidere Schrëtt an d'Richtung, fir d'Mëllechbetriben, déi wëllen investéieren, ze encouragéieren, dass och ze maachen an och d'Zukunft esou besser ze preparéieren.

En drëtter Punkt, deen am Gesetz festgehalten ass, dass ass dee vum Wäibau. Dir wësst, dass mer eng europäesch Wäibaureform haten, dass mer et do fäerdeg bruecht hunn, dass déi traditionell önologesch Verfahre kënnen bäibehale ginn. Mir hunn et och fäer-

deg bruecht, datt am Kader vun der Ëmstrukturéierung vun de Suen, déi fir de Wäibau ausgi ginn, all Land eng gewëssen Enveloppe nationale kritt. Déi Enveloppe nationale wëlle mir komplett investéieren an de sougenannte Paiement unique, deen elo nëmme fir d'Bauere besteet, datt och d'Wënzer dee kréien. Am Joer 2012 maachen dat ronn 587.000 Euro pro Joer aus. Do kritt also all Wënzer - rechne mer - ongeféier 500 Euro pro Hektar als Prime dann zur Verfügung gestallt, wann e sech un d'Konditiounen vun der Konditionalitéit hält.

Mir hätten och an dem Kader vun där Enveloppe kënnen déi Ëmstrukturéierungs-moosname maachen. Mir hu gesot: „Nee, mir wëllen déi integral investéieren an de Paiement direct.“ Am Agrargesetz gesi mer elo vir, datt déi Ëmstrukturéierungs-moosnamen, déi och wichteg sinn, national finanzéiert ginn. Dat mécht pro Joer esou ronn 100.000 Euro aus. Och dat ass wichteg, datt mer permanent e Renouveaulement an eise Wéngerte kréien, datt Cépages dohinner gesat ginn, déi vum Client gewënscht ginn, datt anerer, déi net méi esou der Nofro vum Client entsprechen, ebe verschwannen, an datt an de Wéngerten och méi modern a besser ka geschafft ginn.

Zousätzlech zu deene Moosnamen, déi hei am Projet virgesi sinn, wëll ech soen, datt och eng Rei vun anere Moosnamen an d'Wee geleet gi sinn. Besonnesch, fir dem Mëllechsektor, wou jo Problemer sinn, iwwert dës schwierig Zäit ewechzehëllefen. Do ass zum Beispill virgesinn, datt d'Fettkorrektur vun dëser Campagne un halbéiert gëtt.

D'Fettkorrektur halbéieren, dovunner profitéiert am meeschte Lëtzebuerg - an e puer aner Länner nach. D'Belsch, Eisträich an Irland - mengen ech - profitéieren och nach e bëssen dovun. Mä d'Fettkorrektur ass eng Pénalisatioun bis elo gewiescht fir d'Lëtzebuurger Baueren. Duerfir si mer Demandeur gewiescht, fir déi ze halbéieren. Dat heescht, datt d'Lëtzebuurger Bauere kënnen an dësem Quotejoer 7,2 Milliounen Kilogramm méi strächen, ouni brauchen ee Frang Strof ze bezuelen.

An ech mengen, déijéineg, déi verlaangen, datt dat soll ausgesat oder ofgeschaf ginn, schueden domadder de Lëtzebuurger Baueren, well se mussen vill méi Strof bezuelen, wéi dat de Fall ass, wann déi Fettkorrektur kann halbéiert ginn. Och dat mécht e relativ substanziale Montant aus, deen do de Lëtzebuurger Baueren erspuert gëtt.

Mir wäerten herno och am Kader vun der Motioun nach e bëssen op déi Quoteproblematik zréckkommen. Mir kënnen nach dorüwer diskutéieren.

Mir hunn och virgesinn, datt d'Landschaftsfleegprime erhéicht gëtt, och am Kader vun den neien Défien, well do eng Rei vun Oplage gemaach ginn, déi ëmweltbewusst sinn. Do gesi mer vir, datt dee méi héije Plafong net op 50 ha begrenzt ass, mä op 90 ha eropgesat gëtt. 90 ha ass haut déi Duerchschnittsgréisst vun den Testbetriber, déi hir Kontabilitéit maache loosse. Dat heescht, mir sinn do gewuess, do sinn ech d'accord domat, d'Betriber si méi grouss ginn. Den Duerchschnitt ass also 90 ha vun den Testbetriber.

Dat sinn awer nach ëmmer Familljebetriber, Här Mehlen, an ech mengen net, datt mir hei zu Lëtzebuerg an d'Richtung amgang sinn ze goen, fir industriell Betriber ze kréien. Mir hunn nach typesch Lëtzebuurger Familljebetriber. Déi Betriber hu misse méi grouss ginn, fir kënnen en uerdentleche Revenu ze erwirtschaften. Mä mat 90 ha ass ee keng Industrie, do ass een nach e Familljebetriber. Mir wëllen eben, wéi gesot, deem Familljebetriber do Rechnung droen an déi héich Bähëllef op 90 ha eropschrauwen. Dat mécht och e Montant aus vum 515.000 Euro pro Joer, dee besonnesch elo an dëser schwieriger Zäit d'Baueren dann och weider kréien, net nëmme dëst Joer, mä och déi Joren duerno.

Dann hu mer virgesinn, fir eng Rei vun Aktiounen ze maachen - eng ass schon ernimmt ginn -, fir de Mëllechkonsum unzeeregen. Et ass, mengen ech, och wichteg, well mir hei zu Lëtzebuerg europawäit en ënnerduerchschnittleche Konsum vum Mëllechprodukter hunn. Duerfir ass et wichteg,

datt mer opmierksam maachen op de Wäert vun der Mëllech, datt mer d'Leit encouragéieren, Mëllech ze drénken, datt mer och, wéi gesot - an den Appel ass jo och gemaach gi vum Här Oberweis -, dem Konsument wëlle bäibréngen, datt mir Qualitätsprodukter hei hunn am Mëllechberäich, datt de Konsument och muss bereet sinn, vläicht e bësselche méi Suen dofir op den Dësch ze leeën.

Duerfir ënnerstëtze mer déi Aktioun vun der Landwirtschaftskammer a vun aneren, „Esou schmaacht Lëtzebuerg“, fir drop hinzeweisen, datt d'Lëtzebuurger Produkter wäertvoll sinn, datt se besonnesch an der Restauration collective solle méi staark agesat ginn, wéi dat bis elo de Fall war.

Mir hunn eng Campagne gemaach mat der Luxlait iwwert dräi Joer, fir de Mëllechkonsum unzeeregen. Dir gesitt eng ganz Rei vu Publicitéiten iwwert de Mëllechkonsum, iwwert de Wäert vun der Mëllech. Zesummen hu mer dat, wéi gesot, an och mat EU-Gelder mat der Luxlait gemaach. Mir hunn eng Campagne gemaach, fir d'Schoulmëllech ze promovéieren. 20.000 Kanner profitéieren haut vun der Schoulmëllech. Dat gëtt national finanzéiert. Mir hunn eng Campagne gemaach, fir Mëllechprodukter u ganz Aarmer auszedeelen. Och dat ass eng Campagne, déi ausgedehnt ginn ass.

Dir gesitt also, et gi schon eng ganz Rei Efforté gemaach, fir de Mëllechkonsum op d'mannst hei am Land unzeeregen an ze versichen, d'Produkter esou gutt wéi méiglech op de Maart ze kréien, dat zu rasonnable Präisser - dat wëll ech och soen -, well hei zu Lëtzebuerg gesäit een, datt d'Präisser nach e bësse méi héich sinn, wéi dat an anere Länner de Fall ass, well mer et ebe gutt valoriséieren, well mer och versichen, fir déi Produkter hei esou gutt wéi méiglech un de Mann ze kréien.

Dann hu mer och ebe wéinst der Kris elo kierzlech e Reglement op de Wee ginn, fir de Wäert vun de Jetonen ze erhéijen. Dir wësst jo, et kritt een e Jeton pro Hektar, deen een huet, an dofir kritt een e gewëssene Montant, wann een d'Konditionalitéit anhält. Dee Montant vum Jeton gëtt ëm 2,5 Euro an d'Luucht gesat. Och dat mécht 300.000 Euro aus, déi mer also de Baueren zur Verfügung stellen elo an dëser Zäit, déi se also méi als Akommes hunn.

An deem Kader wëll ech iwwerhaapt soen, datt déi Reformen, déi gemaach gi sinn, wat déi direkt Bähëllef ubelaangt, ebe just solle geduecht sinn, fir de Baueren iwwer schwierig Zäiten ewechzehëllefen.

Dir wësst, datt déi direkt Bähëllef ofgekoppelt si vum Präis, ofgekoppelt si vun der Produktioun. Et ass eng Bähëllef, déi de Bauer kritt, well e gewësse Kritären a Konditiounen erfëllt. Déi direkt Bähëllef mécht hei am Land e Montant aus vum 32,6 Milliounen Euro, dat war et d'lescht Joer. Dat geet erop bis op 36 Milliounen Euro. En Duerchschnittsbetrieb also, deen 90 ha huet, kritt ronn 25.000 Euro direkt Bähëllef. Dat ass also eng Bähëllef, op déi een ziele kann. Dat ass en Akommes, deen een huet, deen net vun de Präisser ofhänkt. Wann d'Präisser erofginn, mécht dat méi e grouss Montant vun engem sengem Revenu aus.

Dat ass also e wichteg Element vun de Reformen, déi gemaach gi sinn, datt och a schwierigen Zäiten d'Baueren en Deel vun hirem Akommes gesécheret hunn, fir hinnen iwwert déi Problemer do ewechzehëllefen.

Ech sinn d'accord domat, datt d'niement awer nach mussen aner Moosnamen kommen. E wichtige Problem schéngt mir, deen ugepaakt muss ginn an der nächster Periode, wann d'PAC soll reforméiert ginn, dat ass, datt doduerch, datt d'Produktioun méi op de Marché orientéiert ginn ass, méi eng grouss Volatilitéit vun de Präisser kënn.

Also, mengen ech, misst een niewent deem, wat d'Kommissioun scho mécht, fir de Maart ze entlaaschten, higoen an eng Assurance aféieren, fir déi Präisvolatilitéit ofzefiedere. Eng Assurance, wou dann zum Beispill de Stat oder d'Communautéit géifen d'Halschent dovun bäileeën, wéi dat och bei anere Problemer de Fall ass.

Dir gesitt also, mir maache schon Efforten, fir de Baueren an dëser schwieriger Zäit ze hëllefen. Ech mengen, dëst Gesetz dréit och e gewëssene Bäitrag dozou bäi.

Ech soen also, wéi gesot, nach eng Kéier deene Merci, déi dat ënnerstëtzen.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration.

Et feelen nach zwee Voten.

De Vote ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6002 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6002 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Thiel), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Lucien Clement), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum zweeten Agrarprojet vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi iwwert den Travail agricole. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Clement. Ageschriwwen sinn: d'Häre Goerens, Schneider, Kox a Mehlen - grad wéi virdrun. Här Clement, Dir hutt elo d'Wuert.

6. 5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) l'article 832-4 du code civil;

2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

» M. Lucien Clement (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de virleierende Gesetzestext beschäftegt sech mam landwirtschaftlechen Ierfschaftsgesetz. Konkret geet et do ëm zwou punktuell Modifikatiounen vun deem Gesetz, déi mer virhuele mussen, well d'Verfassungsgeriicht zwee Uerteeler gesprach huet, déi festhalen, datt verschidde Punkten net verfassungskonform sinn. Den éischten Arrêté betrëfft eng Dispositioun vum Artikel 832-4 vum Code civil. Deen zweete concernéiert eng Dispositioun vum Artikel 10 vum Gesetz vum 9. Juni 1964 iwwert den Travail agricole à salaire différé.

Här President, nom leschte Weltkrich war et eng vun de Suergen an der Landwirtschaft, Betriber als eng Unitéit, als ee Ganzt zesummenzehalen an net bei all Generatiounswiessel ze morceléieren. Aus dëser Suerg eraus ass dat sougenannte Landwirtschaftsierfschaftsgesetz vum 9. Juli 1969 entstanen. D'Haaptpunkte vun deem Gesetz sinn op där enger Säit, datt eng zäitlech begrenzten Indivisioun ka forcéiert ginn, an op där anerer Säit d'Attribution préférentielle vum Betrib no deem sougenannten Ertragswäert.

D'Gesetz huet awer deemools eng Konditioun gesat, ënnert där e Betrib engem méi jonke Bauer ka préférentiel zouerkannt ginn. Do ass d'Notioun vun der Unité économique viable an d'Spill komm, déi wéinst den Interpretatiounsschwierigkeeten awer eréischt am Gesetz vum 4. Juli 1989 méi genee definiéiert ginn ass. De Betrib huet misse grouss a performant genuch sinn, fir datt en op sech eleng gestallt och liewensfäeg ass. Dat heescht, de Betrib huet missen eng

Struktur hunn, déi et där Bauerefamill erméiglecht, fir och kënnen dovunner ze liewen.

Dëst Gesetz huet zu den allgemenge Prinzipien vum Ierfschaftsgesetz, wéi et am Code civil virgesinn ass, gefouert. Et ass mat dësem Gesetz e spezifesch Regime succursale fir d'Landwirtschaft agefouert ginn.

Dëse Regime hat dann en duebelt Zil. Eischtens sollten d'Landwirtschaftsbetriber als eegestänneg Produktiounsinstituten erhalte bleiwen, an zweetens kruten déi Leit, déi bereet waren, de Betrib ze iwwerhuelen, et erméiglecht, dat dann och a finanziell tragbare Konditiounen kënnen ze maachen.

Wat elo dat zweet Zil ugeet, esou gesäit den Artikel 832-4 vum Code civil vir, datt, wann den Attributaire préférentiel an engem gewëssene Délai décidéiert, alles oder Deeler vun den Immeubles agricoles ze verkafen, déi en nom sougenannten Ertragswäert zougesprach krut, da muss den Attributaire préférentiel aus Grënn vun der Gerechtegkeet téschent de Materben de Gewënn, dat heescht d'Plus-value vun dësem Verkauf, mat all senge Gesëschter deelen.

Et ass ënner anerem op dësem Punkt, wou d'Verfassungsgeriicht seet, datt den Text net konform zu der Verfassung ass. Genee gesot geet et ëm de Fait, datt dat aktuell Gesetz de Partage supplémentaire just am Fall vun engem Verkauf vun dësen Immobilié virgesäit. Aner Situatiounen, wou de Partage supplémentaire och nach kënn spillen, wéi zum Beispill bei Aliénatiounen, Désaffectatiounen, si vun deem Gesetz net virgesinn.

D'Konditiounen, ënnert deenen de Partage supplémentaire am Moment applizéiert gëtt, schafen dem Verfassungsgeriicht no eng Ongläichheet téschent dem Bénéficiaire vun dësen Attributions agricoles a vu senge Gesëschter.

Dës Situatioun ass net konform zum Artikel 10 vun eiser Verfassung, deen de Prinzip vun der Gläichheet téschent de Bierger virum Gesetz festleet. Fir de Partage agricole konform zum Artikel 10 vun der Verfassung ze maachen, gëtt den Uwendungsbereich vum Artikel 832-4 vum Code civil ausgeweit.

De Partage supplémentaire limitéiert sech net nëmme méi op den eenzege Fall, oder besser gesot, op déi eenzeg Hypothees vum Verkauf vun den Immeublen. E couvréiert an Zukunft och déi Fäll, wou den Attributaire - éischtens - alles oder Deeler vun den Immeubles agricoles, dat heescht Länneren, à titre onéreux et à titre gratuit cédiéiert, an - zweetens -, wann e Parzelle fir net landwirtschaftlech Zwecker exploitéiert oder exploitéiere léisst, e muss also d'Parzelle selwer bewirtschaften, an zwar och zu landwirtschaftlechen Zwecker, an - drëtens -, wa se vun Drëtte fir net landwirtschaftlech Zwecker verwent ginn, an - véiertens -, wa se verpacht ginn. Entsteet elo an all dëse Fäll eng Plus-value, kënn et zu engem Partage supplémentaire.

Ausserdeem gëtt nach präziséiert, wann d'Parzelle mat enger Soulte getosch ginn a wann den Attributaire dës Parzelle fir landwirtschaftlech Zwecker weiderhi benotzt, dann ass dës Soulte, déi jo eng Plus-value duerstellt, och Géigegand vun deem Partage supplémentaire.

Et gëtt des Weideren och vun der Situatioun profitéiert, fir en Délai unique fir all méiglech Dispositiounen anzeféieren. Dësen Délai, während deem esou e Partage supplémentaire muss duerchgefouert ginn, gëtt mat dësem Gesetz op 25 Joer festgeluecht.

Ausserdeem gëtt festgehalen, datt déi Dispositiounen, déi ech elo grad opgezielt hunn, net spillen am Fall vum Partage oder vun der Donation en ligne directe bei engem Remembrement oder bei engem Tausch ouni Soulte, wann déi getauschten Terrainen weiderhin zu landwirtschaftlechen Zwecker vum Bauer selwer exploitéiert ginn. Ginn dës Terrainen net méi zu landwirtschaftlechen Zwecker genotzt, steet selbstverständlech deen zousätzleche Partage un.

D'Landwirtschaftskummer hat an hirem Avis ee Fall opgezeecht vun engem Aussiedlerhaff, dat heescht eraus aus dem elterleche Betrib, deen den aktive Bauer zu engem préférentiell Präis krut, an eng Zone verte. Wann d'Plus-value, déi beim Verkauf realiséiert gëtt, vum Betrib erëm integral an deen neie Betrib an der Zone verte investéiert gëtt, dann ass d'Landwirtschaftskummer där Meenung, datt d'Méiglechkeet vun engem Partage supplémentaire misst ausgeschloss ginn.

De Statsrot hat och kee Problem mat esou enger Dispositioun an huet souguer deementsprechend eng Proposition de texte ge-

maach. D'Kommissioun huet dës Proposition awer net kënnen unhuelen, well se juristesch gesinn net prezis genuch war an et sécherlech zu groussen Interpretatiounsschwierigkeete komm wär.

Duerch de proposéierten Text vum Conseil d'État wär et nämlech méiglech gewiescht, déi Dispositiounen, déi de Partage supplémentaire betreffen, einfach ze ëmgoen. Dat allerding, denken ech, ass jo sécherlech net d'Zil gewiescht vun där elo eis virleieder Reform. Domadder hätte mer des Weideren erëm op en Neits riskéiert, beim Verwaltungsgericht veruerteelt ze ginn. Aus dëse Grënn huet d'Kommissioun dunn och decidéiert, den initialen Text vum Artikel 1 bäizehalen an net de supplémentairen Text vum Conseil d'État unzuhuelen.

Här President, den Artikel 2 vum virleieder Gesetzestext betrëfft d'Modifikatioun vum Artikel 10 vum Gesetz vum 9. Juni 1964 iwwert den Travail agricole à salaire différé. Laut dësem Gesetz hunn all Nokomme respektiv Kanner vun deem Bauer, legal oder adoptéiert, ab dem Alter vun 18 Joer d'Urecht op e Salaire différé, wa se haaptberufflech op d'mannst während engem Joer am elterleche Betrib matgeholfen hu schaffen.

Dat Ganzt kréie se natierlech nëmmen, wa se keng Pai, also keng Rémunéierung krute respektiv wa se weder um reelle Benefiss oder um der Perte vum Betrib bedeelegt waren. De Salaire différé gëtt nëmmen iwwer zéng Joer bezuelt, och wann déi betraffe Persoun elo méi laang am Betrib matgeholfen huet schaffen.

Wann et sech ëm eng Schenkung respektiv eng Deelung handelt, da gëtt de Salaire différé, dee mat berechent gëtt, vun deem Datum u réckwierkend berechent. De Salaire différé bedréit am Prinzip d'Halschent vum jährlechen Akomes vum engem Salarié, deen um Haff schafft, deen do schlofe kann an deen och do am Kascht ass. Dëse Montant gëtt all Joer duerch de Landwirtschaftsminister adaptéiert oder nei festgeluecht.

Dat aalt Gesetz hat eng Retroaktivitéit vum fënnf Joer virgesi fir déi Leit, wou d'Deelung schon ofgeschloss war. Dës Limitatioun vum fënnf Joer gouf vum Verfassungsgericht sanktionéiert, well se och verfassungswidrig war. De Problem gëtt elo aus der Welt geschaf, andeems d'Auer vun der Retroaktivitéit och op elo zéng Joer gehuewe gëtt.

Här President, nieft enger Remarque d'ordre rédactionnel hat de Statsrot awer weider keng Beanstandung zum Text ze maachen an approvéiert deemno och dëse Gesetzestext. Och d'Landwirtschaftskammer begréisst global gesinn déi nei Dispositiounen.

Duerfir, Här President, bidden ech d'Chamber, dëst Gesetz an där virleieder Form och ze stëmmen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a bréngt selbstverständlech den Accord och vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Clement. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, mir droen déi Dispositiounen do mat. Ech wëll allerding bemerken, datt dat, wat den Här Clement do explizéiert huet à propos vum Partage supplémentaire, Uwendung fënnt am Fall, wou e Betrib am Duerf verkaaft gëtt, fir en auszesiedelen. Am Fall, wou déi Suen integral reinvestéiert ginn, misst een am Fong kënnen do de Partage supplémentaire op der Sait loossen.

Ech weess, ass wat fir enge Grënn dat Gesetz muss gestëmmt ginn. Duerfir droe mer et och mat. Ech wollt awer hei betounen, datt mer awer en Intérêt drun hunn, datt mer an Zukunft déi do Dispositiounen preziséieren, an zwar esou och an deem Sënn wéi den Här Rapporteur et erkläert huet, fir kënnen awer méi konform ze gi mat der reeller Situatioun, déi sech um Terrain stellt.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den Här Schneider, wann ech gelift.

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Ech géif mech de Wierder vum Charles Goerens ueschlëssen. Ech mengen, an der Kommissioun hu mer déi dote Problematik duerch diskutéiert a sinn och dem Rot vun der Regierung suivéiert, fir an déi heite Richtung ze goen.

Ech géif dat an deem Sënn soen an och den Accord gi vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi, an dann och eben an Zukunft ku-

cken, datt mer hei déi Saach propper geregelt kréichen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Den Här Kox, wann ech gelift.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Et ass erëm alles gesot. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

» **M. le Président.** - Den Här Mehlen, wann ech gelift.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, e puer Wuert trotz allem. Merci un de Rapporteur. Ech mengen, mir wëssen, datt de Moment, wou de Betrib vun enger Generatioun op déi aner iwwerdroe gëtt, an enger Bauerefamill oder an enger Wënzerfamill ëmmer e wichtegen an e schwéiere Moment ass. Duerfir war et richtig, datt am Code civil speziell Dispositiounen agebaut gi sinn, fir deejéinegen, deen de Betrib iwwerhëlt, op eng gewësse Manéier ze schützen, fir beim Iwwerhuele vum Betrib d'Valeur de rendement an net d'Valeur vénale ze erméiglechen.

Elo sinn, wéi de Rapporteur dat richtig duergeluecht huet, Problemer entstanen, well d'Vefassungsgericht d'Gläichbehandlung vun de Geschwëster a verschiddene spezielle Fäll a Fro gestallt gesinn huet. Duerfir droe mir dat hei am Prinzip och mat.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, an deem Mooss, wat d'Terrainen dobaussen am fräie Verkauf méi Wäert kréien, wat d'Schwierigkeet oder d'Akzeptanz bei de Geschwëster, déi vum Betrib fort ginn, ëmmer manner grouss ass, an datt een duerfir wierklech muss iwwerleeën.

Soulaang wéi dat hält, ass et jo gutt. Ech ka mech erënneren, Här President: Dir selwer viru laanger Zäit an den honorabelen Här Georges Margue haten emol eng Kéier eng Initiativ geholl, fir och deene Situatiounen méi Rechnung ze droen, ganz besonnesch wou Bauterrainen am Spill sinn, wou no engem Oflaf vun engem gewëssenen Délai dat oui Partage supplémentaire ka verkaaft ginn; wat dann natierlech an der Famill ganz schwéier Situatiounen schafft.

Ech soen dat, well vun der Landwirtschaftskammer scho méi laang verlaangt gëtt, datt ee sech soll iwwerleeën e speziellen Typus vu landwirtschaftlecher Gesellschaft ze schafen, vläicht als Alternativ zum aktuelle Modell, deen et och géif erlaben, de Betrib als Entité viable ze erhalen, deemjéinegen, deen de Betrib iwwerhëlt, awer oui grouss finanziell Chargen d'Recht zouzegestoen, de Betrib weiderzuedreiwene, quitte, datt de Betrib an enger Form vu gesécherter Copropriété kéint viru bestoe bliwene.

Da muss een natierlech sécherstellen, datt d'Geschwëster am Fong geholl Urecht hunn op eng reglementéiert Pacht an och soss praktesch ni kënnen verlaangen, datt iergendeppes do misst an de Verkauf kommen. Ech wollt dat hei soen.

Et wär sech jiddefalls ze iwwerleeën an der nächster Legislaturperiod sech emol Gedanken doriwwer ze maachen. Et ass eng Forderung, déi iwwregens d'Chambre d'Agriculture scho länger Zäit opgestallt huet.

Dat gesot, wëll ech hei och den Accord vum eisem Grupp matbréngen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden, wann ech gelift.

» **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll et kuerz maachen, obschonn et hei ëm eng wichteg Problematik geet. Ech sinn also frou, datt dee spezifesch Regime fir d'Landwirtschaft beim Partage, dee wesentlech ass fir eng Betriebsiwwernahm ënner gënschtege Konditiounen, hei net a Fro gestallt ginn ass; am Contraire.

Och d'Vefassungsgericht huet de Prinzip vun der virranger Zouweisung zum Wäert vum landwirtschaftlechen Ertragswäert beim Partage net a Fro gestallt. Et huet dee souguer approvéiert, guttgeheescht. Dat Eenzegt, wat et a Fro gestallt huet, dat waren d'Konditiounen, ënnert deenen de Partage supplémentaire ka funktionéieren. An dofir ass et wichteg, mengen ech, datt mer schnell versichen eng Verfassungsconformitéit ze kréien, datt dëse Projet also elo schnell kann hei gestëmmt ginn. An ech mengen, ech hu jo och gemierkt, datt doriwwer Eestëmmegkeet besteet.

Et ass eng Fro opgeworf gi vum Rapporteur, dem Lucien Clement, deem ech Merci soe fir säi Rapport, an och vum Charles Goerens. Dat ass, datt an engem spezifesch Fall d'Landwirtschaftskammer gefrot huet, ob een net kéint do eng Derogatioun maachen zu dem Partage supplémentaire.

An dat ass de Fall, wou e Betrib, deen am Duerf implantéiert ass, datt dee soll transféréiert ginn an d'Gréngzon - dat ass mat gréisseren Investitiounen verbonnen -, an datt een do kéint déi Suen, déi ee kritt duerch de Verkauf vun dem Betrib, vum Haff am Duerf, notzen, fir ze investéieren an der Gréngzon, wou da jo och héich Investitiounen musse getätigt ginn.

Ech mengen, a priori ass dat iwwerleeënswäert. Et muss ee just en Text fannen, deen och just dat erméigëtt. De Statsrot huet eng Proposition vun engem Text gemaach, déi awer wierklech méi wäit geet. De Lucien Clement huet drop higewisen, datt ee mat deem Text vum Statsrot hätt kënnen de Partage supplémentaire praktesch ëmgoen.

Am Rapport sinn eng ganz Rei vun Argumenter virgestallt ginn. Et kéint een der nach e puer derbäifügen. Zum Beispill seet de Statsrot net, a wat fir enger Zäit ee muss erëm reinvestéieren. De Statsrot seet och, et misst ee reinvestéieren; dat heescht, do muss ee fir d'éischt verkaaft hunn an dann déi Suen investéieren. Heiansdo gëtt et awer och ëmgedréint gemaach, well een emol fir d'éischt eppes opriicht oder keeft an dann eréischt ka verkaufen. Dat wär zum Beispill ausgeschloss.

Jee, et sinn eng ganz Rei vu Froen, déi sech nach stellen. An et besteet jo eng Kommissioun tëscht dem Justizministère an dem Landwirtschaftsministère, deen dësen Text ausgeschafft huet. Ech mengen, mir ginn deem als Optrag, fir dat do nach eng Kéier ze iwwerkucken an ze iwwerleeën, ob een net bei enger nächster Geleeënheet kann dann och där Demande hei Rechnung droen.

Pour le reste soen ech Merci fir Är Ënnerstützung.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5958 ass, Här Minister Boden, eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Thiel), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz (par M. Raymond Weydert), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen zur Motioun, déi den Här Mehlen déposéiert huet. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

7. Motion de M. Robert Mehlen relative à la stabilisation du secteur laitier et aux quotas laitiers

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, ech kann et och relativ kuerz maachen, well mer et schon deelweis bei deem éischte Projet ugesprach hunn.

D'lescht Woch waren d'Mëlchbaueren hei an der Stad a si hunn op hir Noutsituatioun opmierksam gemaach. Fir déijéineg, déi sech fir déi Situatioun interesséieren, ass gewosst, datt et, nodeem datt d'Mëlchpräisser eng Kéier iwwer e puer Méint ganz staark an d'Luucht geschoss waren, duerno an de Keller gaangen ass an datt et de Moment wierklech dramatesch ass.

Deelweis ginn an Europa nëmme méi 20 Cent - dat sinn aacht där aler Frang - pro Liter bezuelt. Et ass onméiglech, datt een do nach eng rentabel Produktioun ka bedriewen. Wann dat elo nëmme kuerzfristeg wär, da kéint ee soen: Okay, jiddweree muss eng Kéier duerch esou een Dall derduerch an da kompenséiert dat sech erëm. Et ass de Moment awer iwwerhaapt keng Aussicht, datt et sollt besser ginn. An et si wierklech vill Betriber, déi ufänken un hirer Zukunft ze zweifelen an déi och wierklech Zukunftsangst hunn.

De Problem kéint dohier, datt um Weltmarkt insgesamt Mëlch ze vill ass, datt awer och Europa, d'europäesch Communautéit, minimum 20% ze vill produzéiert. Dir wësst, Här President, datt mer vun 1984 un e Mëlchquotensystem hei hunn, deen eigentlech ni esou richtig fonctionnéiert huet, well ëmmer d'Quoten eropgesat gi sinn, amplaz datt ee se benotzt hätt, fir de Marché ze stabiliséieren.

Et ass och esou, datt dat an der Landwirtschaft anescht praktesch net geet, well een eng Villzuel vu Betriber huet. Et ass net wéi an der Stolindustrie, wou effektiv déi puer grouss Stolproduzente sech kënnen entweder ofschwätzen oder fir sech decidéieren, hir Produktioun erfzeschrauwen. Wann hei den eenzelne Bauer dat mécht, da schuet e sech selwer an et kéint näischt derbäi eraus.

Duerfir hunn ech déi Motioun hei erabuecht, datt mer sollten eis fundamental driwwer ausschwätzen, a wat fir eng Richtung datt et sollt goen. Mir wëssen, datt mer hei vu Lëtzebuerg aus d'Welt net verännert kréien, och d'Politik vun der europäescher Communautéit net eleng bestëmmen kënnen. Mä de Minimum, wat ee vun eiser Regierung ka verlaangen, dat ass, datt se sech awer zu Bréissel derfir asetzt, datt an dëser Situatioun, wou d'Mëlchbaueren a ganz Europa extrem Nout leiden, Initiative geholl ginn. Soss brauche mer d'europäesch Communautéit net, da brauche mer och keng Europäesch Kommissioun.

D'Agrarkommissärin, déi hei war, huet effektiv entre-temps zouginn, datt se sech géiert huet, datt se d'Situatioun falsch gesehat hat an datt et ganz anescht komm ass, wéi si sech et erwaart hat. Et kann awer net sinn, datt mer d'Mëlchbetriber an dëser Situatioun einfach eleng loossen a soen: Ach, moderniséiert lech, baut nach méi grouss, investéiert nach méi. An da kucke mer, iergendwann eng Kéier wäerte mer jo erauskommen. Esou kann ee jo awer keng Politik maachen! Esou kann een de Leit net hir berufflech Perspektiven huelen!

Duerfir hunn ech probéiert, an dëser Motioun ze soen, à courte échéance soll ee probéieren, den aktuelle Mëlchquotensystem, dee jo do ass, well mer eréischt am Ufank vun engem Mëlchjoer stinn - dat fänkt den 1. Abrëll un - a jiddweree seng Mëlchproduktioun steiere kann, soll d'Europäesch Kommissioun derzou higoen a kuerzfristeg eng ganz rigid Applikatioun vum Mëlchquotensystem dekrétéieren, datt d'Produktioun zrëckgefuehert gëtt. An zwar, jiddweree soll sech u seng Quoten halen. Et soll och keng Mëlch méi ofgeholl ginn, déi iwwerstrach ass.

Laangfristeg soll ee sech iwwerleeën, ob déi Richtung a Liberalisatioun, esou wéi se elo virgezeechent ass, net awer déi falsch

ass. Här Minister Boden: D'accord, dass eng Beschlusslag virläit. Näischt hënnert eis als Lëtzebuurger drun, fir derfir ze kämpfen, fir an eng aner Richtung ze goen. Dat, wou et sech elo drop hibeweegt, ass a kengem sengem Intérêt.

Natierlech freet de Konsument sech driwwer, wann en niddreg Präisser huet. Et kann awer och net sinn, dass mer mat esou niddrege Präisser fueren, dass eng Produktioun total onrentabel ass an dat mat kënstlechen, mat héije Subventionen an der Riicht halen, wou herno och d'Akzeptanz beim Steierzueler oder beim Konsument net méi existéiert. Duerfir géif ech lech bieden, fir des Motioun ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Goerens, wann ech gelift.

» M. Charles Goerens (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Motioun hei kann eisen Accord fannen, wann den Här Mehlen bereet ass, en Zousaz ze akzeptéieren.

Ech wollt awer kuerz Stellung huelen zu sengen zwee Tireten am Dispositif vun där Motioun, wou en engersäits hiweist op d'Noutwendegkeet, fir kuerzfristeg eppes ze maachen, fir d'Produktioun ze maistréieren. Dat entsprécht am Fong dem Bon sens. All Secteur, dee méi produzéiert, wéi e kann ofsetzen, leit ënner falende Präisser, an dat setzt natierlech d'Rentabilitéit vun de Betriber a Fro.

Laangfristeg schléit e vir, fir e System vu méi flexibel Quotaen amplaz ze setzen. Elo kenne mer effektiv, wéi den Auteur vun der Motioun gesot huet, d'Beschlusslag vun der Europäescher Unioun. Ech ka mer awer och net virstellen, dass d'Europäesch Kommission déi Situatioun, wéi se elo ausgesäit, wann déi soll perduréieren, reaktionslos hinnéit. Dat kann ech mer wierklech net virstellen. Dee Moment misst een natierlech erëm eng Kéier déi Décisionen, déi elo geholl gi sinn, op de Métier huelen.

Elo soll ee se awer och drop virbereeden, dass dat eventuell net duerchgeet. Dass de Minister net deen ass, deen um laangen Hiewel hei sëtzt, wéll ech ganz kloer considéieren. Et ass d'Kommissioun. Déi muss e Virschlag maachen, an dee ka jo nëmme just émgeworf ginn, wa sämtlech 27 Memberstate bereet sinn, der Kommissioun hir Propositionen ze amendéieren.

Ech wollt am Fong virschloen, fir op laang Siicht aner Instrumenter an der Hand ze hunn, de Minister ze invitéieren: «à élaborer en étroite coopération avec les représentants des producteurs de lait une stratégie permettant au secteur laitier de mieux résister aux aléas du marché dès 2015».

Ech wollt lech och soen, wat sech derhantert verbiergt. Et kann ee sech effektiv eng Partie Moosnamen afale loosson, souwuel um europäesche wéi och um nationale Plang, fir déi Produktiounszyklen do ze atténuéieren, besonnesch dann, wa se ganz héich sinn a riskéieren terribel héich Präisverfäll no sech ze zéien.

Do gétt et doudsécher Mesuren um fiskalesche Plang, déi ee muss évoquéieren. Do gétt et och Moyenen um Niveau vun der Rentabilitéit, déi ee kann an d'Wee leeden. Jiddefalls, mengen ech, kënne mer, wann déi Moosnamen, déi den Här Mehlen virschléit, net géife berücksichtegt ginn, well Lëtzebuerg dat net géif wëllen oder well déi aner dat net géife wëllen, dat net reaktionslos hinnéien, wéi gesot.

Duerfir wollt ech à titre subsidiaire dat hanndrusetzen. Wann den Här Mehlen d'accord ass, da kënne mer déi Motioun matdroen.

» M. le Président.- Merci, Här Goerens. Freet nach een d'Wuert?

Den Här Kox, wann ech gelift.

» M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).- Jo, och ganz kuerz zu der Motioun. Also, a sech deele mer d'Considération vum Här Mehlen. Och mir sinn der Iwwerzeugung, dass déi exzessiv Mëllechproduktioun, déi mer de Moment hunn, baséierend op Importer aus Drëttlänner, net de richtige Wee ka sinn, dass mer sécherlech an dëser Situatioun de Bauere mussen entgéintkommen, fir hinnen an där Krisensituatioun ze hëllefen.

Duerch den Zousaz, deen och elo den Här Goerens gesot huet, dass ee längerfristeg probéiert ze kucken, fir dat ofzefiedere, dass déi Volatilitéit, déi de Moment do ass um Präis, opgefaange gétt.

Et ka jo wuel net sinn, dass mer Liberaliséierung op engem Secteur elo aféieren, wou mer am Bankesystem gemierkt hunn, dass eng total Liberaliséierung an eng falsch Richtung gefouert huet, an dass mer do erëm ufänken ze reguléieren. Also muss mer och kucken hei eng längerfristeg Ausrichtung opzerrichten.

Aus eiser Siicht ass et ganz kloer, dass e fundamentaalt Émdenke muss kommen, an dat hin zu méi enger nohalterger Landwirtschaft. Ech mengen, déi Landwirtschaft, déi mer de Moment hei bedriewen, ass aus eiser Siicht net esou nohalteg, wéi se deels hei duergestallt gétt. Dofir ënnerstëtzt mer trotzdeem des Motioun, fir och an dëser Krisensituatioun de Bauere kënnen entgéintze kommen.

Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden, wann ech gelift.

» M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu schonn a menger Interventiooun virdu bei der Motivatioun vum Agrargesetz drop higewisen, dass mer wëssen, dass de Moment d'Landwirtschaft a besonnesch de Mëllechsektor an eng ganz schwieriger Situatioun ass, weltwäit, europawäit, an och hei zu Lëtzebuerg, dass mer alles muss maachen, fir aus där Kris méiglechst gutt a méiglechst schnell erauszekommen.

Ech hunn eréischt eng Rei vu Moosnamen virgeluecht an erkläert, déi mer hei am Land gemaach hunn, fir de Mëllechsektor an och d'Landwirtschaft insgesamt ze stäerken. Ech mengen, den Här Mehlen huet erëm eng Kéier esou tëschent den Zeile gesot, dass d'Augmentatioun vun de Quote schold un allem wär. Dat ass net de Fall, wéll ech nach eng Kéier soen. Ech hunn dat schonn zweemol op Question-parlementairen och géantwert.

Do sinn Analyse gemaach ginn. Am Joer 2008/2009 ass manner gestrach gi wéi an deem Joer virdrun, europawäit. Just net hei zu Lëtzebuerg. Europawäit ass manner gestrach ginn. Wa mer elo de Moment kucken, ass d'Produktioun 1% manner, wéi dat dat Joer virdrun de Fall war, obschonn d'Quoten ëm 2,5% an d'Luucht gaange sinn.

An an deem Joer virdrun, do waren d'Präisser ganz héich. An et gétt elo manner produzéiert. Da kann also net d'Quotenerhéijung schold dorunner sinn. Wat de Problem ass, an dat seet eendeiteg all Analys, dat ass d'Problematik vun der Weltwirtschaftskris.

D'Weltwirtschaftskris huet derzou gefouert, dass d'Nofro no Mëllechprodukter drastesch erofgaangen ass, hei an Europa an och weltwäit. Eng ganz Rei vun Entrepreneuren, déi soss Mëllech verschafft hunn an hirer Produktioun, huelen elo Alternativen. Déi verschaffen net méi d'Mëllech.

Also, et ass eng Situatioun do, wou d'Demande drastesch erofgaangen ass, an d'Quote sinn net erhéicht ginn, mä si sinn erofgaangen; fir dat och nach eng Kéier kloerzestellen.

Et muss een natierlech alles maachen - domat sinn ech d'accord -, dass mer deen Enkpass, deen de Moment besteet, aus der Welt schafen. Ech hunn drop higewisen, dass d'Kommissioun eng ganz Rei vu Moosnamen ergraff huet, fir ze versichen de Maart ze entlaaschten. Dat ass net einfach, mä si hunn éischtens emol d'Interventiooun agefouert; ganz staark agefouert.

Et si vill a grouss Menge vum Maart geholl ginn. Si sinn an d'Interventiooun komm zu Präisser, déi akzeptabel waren - losse mer esou soen -, déi fixéiert waren. D'Interventiooun geet och nach virun, fir nach weider Quantitéite vum Maart ze huelen. D'privat Lagerhaltung, also d'Bäihëllef fir eng privat Lagerhaltung ass vum 1. Januar an agefouert ginn, fir dass d'Leit kënnen déi privat Lagerung maachen, fir och esou d'Mëllechprodukter vum Maart ze halen.

D'Exportrestitutioone sinn agefouert ginn. Dat gétt jo och heiansdo kritiséiert. Mä ech muss soen, dass et esou gemaach ginn ass, dass opgepasst ginn ass, dass de Weltpräis net erreecht ginn ass, dass en driwwer bliwwen ass. Dat heescht, mir hu versicht Efforten ze maachen, dass net aarm Drëttlänner géifen ënner eisen Exportrestitutioone, déi nëmme zäitweilig an temporär agesat ginn, leiden.

Woufir ass dat gemaach ginn? Mä well den Export komplett zesummegebrach ass, och duerch de staarken Euro par rapport zum Dollar. Dat heescht, wa mer den Export wëllen ukuerbelen, muss een onbedéngt eppes maachen, dass kann erëm exportéiert ginn. Den Här Mehlen huet selwer gesot: „Dat mécht e grouss Montant aus.“ Dat sinn, ech wëll net soen 20% vun der Produktioun, mä 10 bis 12% vun der Produktioun, déi ginn an den Export. Et muss een also alles maachen, dass den Export erëm ugereegt gétt. Dofir sinn déi Moosnamen ergraff ginn.

Ech sinn net d'accord mam Här Mehlen, dass een auf weiter Flur keng Besserung géif gesinn. Dach! De Präisverfall no ënnen ass opgehale ginn. An et gesäit een Unzeeche weltwäit an deelweis och hei an Europa, dass de Präis net méi weider erofgeet, mä dass Unzeechen do sinn, dass de Maart duerch déi Moosnamen do alleguer e bësse méi stabiliséiert ginn ass, an dass déi Tendenz no ënnen misst gebremst a gebrach ginn. D'Kommissioun huet versprach, déi Instrumenter do weiderhin anzesetzen, fir Efforten ze maachen, dass erëm méi e rasonnabele Präis kënnt.

Ech si mat jiddwengem d'accord, dee seet: „De Bauer muss kënnen e rasonnabele Präis kréie fir déi Mëllech, déi e produzéiert, soss mécht dat Ganz kee Sënn.“ Ech hunn awer och drop higewisen, dass Moosname bestinn, begleitend Moosnamen, fir d'Akomes vum Bauer iergendwéi awer besser ofzesécheren, wéi dat bei anere Secteuren de Fall ass, déi och ënner der Kris ze leiden hunn.

Elo zu de Moosnamen, déi den Här Mehlen proposéiert. Ech weess net, ob den Här Goerens an den Här Kox, déi dat jo ënnerstëtzen, dat richtig verstanen hunn, well den Här Mehlen huet dat net erkläert, wat e gären hätt. Hie seet, et misst een eng rigid Applikatioun maache vum Quotesystem. Wat heescht dat?

Ech weess, wat et heescht. Dat heescht, déi Fettkorrektur, déi elo halbéiert soll ginn, emol fir e Joer ausser Kraaft setzen. Dat heescht, déi Lëtzebuurger Bauere, déi dierfte 7,2 Milliounen Kilo méi produzéieren, ouni gestrooft ze ginn, déi dierften dat elo emol net maachen, mat dem Risiko, dass se zwou oder dräi Milliounen Euro méi Strof muss bezuelen, wéi dat de Fall wär, wann déi Fettkorrektur géif bestoe bleiwen.

E seet dat och net prezis, mä et ass jo gemengt, well dat gefrot gétt vun aneren, dass déi sougenannt Freimeng, déi besteet, misst ofgeschaf ginn. Dat heescht, e Bauer, deen ee Kilo Mëllech méi produzéiert wéi déi Quot, déi en huet, misst direkt eng Strof bezuelen. An dat och, wa landeswäit d'Quot ënnerstrach gi wär. Dat heescht, d'Bauere mussen eng Strof bezuelen, obscho mer landeswäit eventuell eis Quot net iwwerstrach hätten. Do sinn d'Bauere ëmmer radikal gewiescht. Sot eng Kéier genee, wat Der mengt mat där rigider Applikatioun vun de Quoten.

Ech wëll lech e puer Beispiller ginn. Am Joer 2007/2008 hu mir bezuelt u Quotestrof 541.108 Euro. Dat, well mer d'Freimeng konnten nutzen. Wa mer déi Freimeng net hätte kënnen nutzen, dann hätt fënnemol méi, 3.169.000 Euro hätte misse Strof bezuelt ginn. En fait hunn 178 Producteure Strof bezuelt. Wann d'Freimeng net utiliséiert gi wär, dann hätte 550 Mëllechbauere missen eng Strof bezuelen. Fir lech nëmme ze erklären, wat dat bedeit, déi rigid Applikatioun vun dem Mëllechquotestrom.

Am Joer 2008/2009, an deemem Joer, huet d'Luxlait 7,5% Freimeng, huet d'Ekabe 8,8% Freimeng, huet d'Procola 6,2% Freimeng. Wann Dir en duerchschnëttleche Betrib huet, dee kann also 20.000 Kilo méi strächen, ouni bestrooft ze ginn, well anerer ënnersträchen. Wa mer dat net méi erlaben, pénaliséiere mer nach just d'Lëtzebuurger Bauere.

Wie bezilt eng Quotestrof? Dat ass Lëtzebuerg, et ass Eisträich an et ass Holland an deemem Joer. Lëtzebuerg ass ëmmer derbäi. Déi aner Länner hu kee Problem mat der Halbierung vun der Fettquot. Duerfir froen déi Däitsch dat jo och, well si net drënner ze leiden hunn. Mä d'Lëtzebuurger mussen dorënner leiden. Dat ass dat, wat Dir am Fong hei frot. An d'Lëtzebuurger Bauere dierften eng ronn zéng Milliounen Kilo manner strächen, wann dat géif applizéiert ginn, esou wéi dat hei steet.

Déi zweet Saach...

» M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen!

» M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Jo, entschëllegt. Mä et ass awer eng...

» M. le Président.- Jo, ech verstinn lech och, well et eng Problematik ass, déi wierklech de Moment villen um Häerz läit. Ech sinn och ganz d'accord, dass den Här Mehlen oder den Här Goerens nach eng Kéier d'Wuert kréien, well et gi vill Leit, déi dobaussen op Explikatioune waarden. Duerfir, mengen ech, sollte mer hei d'Reglement net gradesou stramm applizéieren.

Här Minister, Dir musst lech zwar elo kuerzfaassen, mä fuert awer weider.

» M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Beim zweeten Deel, déi flexibel Mengesteierung: Dann hu jo d'Bauere keng Planungssécherheit méi. Et gétt ëmmer gefrot, dass d'Bauere solle Planungssécherheit hunn. All Joer gétt dann d'Meng changéiert. A wa mer dat géifen elo dëst Joer applizéieren? Den Här Mehlen huet selwer gesot: Et gétt 10 oder 20% ze vill produzéiert.

Wat wär also d'Konsequenz vun der Applikatioun vun deem, wat e freet, déi flexibel Mengesteierung? Elo missten 10% Quote gestrach ginn. Dat heescht, all zéngt Kou misst geschluuecht ginn. All zéngt Kou misst geschluuecht ginn, net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mä europawäit.

» M. Robert Mehlen (ADR).- Wa mer do bei 40 Cent géife goen, da wär de Problem geléist, Här Minister.

» M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Jo. A wat soen dann d'Fleeschbauere, wann elo op eemol all zéngt Kou hei an Europa op de Maart kënnt? Da geet de Fleeschpräis awer drastesch erof. Da gétt dat eng Katastroph fir déi Bauere. Also ech mengen, et muss een och e bësse rasonnabel sinn a versichen awer och dat, wat ee wëllt soen, eng Kéier ze erklären.

Ech weess net, wéi déi flexibel Mengesteierung soll fonctionnéieren. Wien décidéiert se dann? Ass et de Stat, dee muss decidéieren? Sinn et d'Bauere selwer, déi sollen decidéieren? Stellt lech emol vir, mir géifen elo soen, all zéngt Kou muss geschluuecht ginn. Da wär awer d'Land wierklech ze kleng, fir dat ze maachen!

Da kënnt derbäi, dass am Fong jo keen ee forcéiert fir 100% vu senger Quot auszuschaffen. A ville Länner gétt dat guer net gemaach. Also, wann do Accordë sinn tëschent de Produzenten an der Molkerei, da kënne se sech op eng Produktioun limitéieren. Dat ass ënner dem aktuelle System ganz gutt méiglech. Duerfir mengen ech, kann een dat, wat verschidde Leit gären hätten, ënner dem aktuelle System maachen, an do ass kee Problem derbäi.

Also, ech menge schonn, dass et wichteg ass, dass mer versichen awer rasonnabel ze kucken, dass een och agesäit a weess, dass europawäit - an d'Kommissioun huet dat och elo nach eng Kéier gesot, dass si net drun denkt fir erëm e Quotesystem anzeféieren -, dass een net de Bauere wëllt e falscht Signal ginn, mä dass een hinne seet: „Mä mir mussen elo alles maachen, fir lech op 2015 an duerno ze preparéieren.“

Wat den Här Goerens gesot huet, wann dat den eenzegen Dispositif wär, sinn ech ganz d'accord domat, dass mer mat de Bauere sollen zesummekommen, eng Strategie entwéckelen: Wéi kënne mer eis beschtens hei am Land op no 2015 preparéieren? Dat hu mer schonn e puermol mat hinnen duerchdiskutéiert. Ech sinn och gäre bereet, fir dat nach eng Kéier ze maachen. Mä déi zwou Dispositiounen, déi den Här Mehlen hei freet, dat wär menger Meenung no eng Katastroph fir d'Lëtzebuurger Landwirtschaft. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Bauere géifen op d'Strooss goen, wann dat géif duerchgezu ginn.

» M. le Président.- Här Minister, Dir musst wierklech zum Ofschluss kommen! Voilà. Gutt, dann huet den Här Mehlen nach eng Kéier d'Wuert.

» M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, ech mengen och, dass ech nach Riedezäit hat, well normalerweis huet den Auteur fënnf Minutten, a bei mir ass d'Luucht scho bei zwou an eng hallef ugaangen. Ech wëll awer just soen, Här Minister, Dir maacht eng total falsch Interpretatioun. Hei steet: «invite le Ministre de l'Agriculture à œuvrer au niveau européen». An dat ass dat Entscheidend.

Et geet hei drëm - net eleng ëm d'Lëtzebuurger Bauere, well déi kënnen den europäesche Mëllechmaart net retten -, dass um europäeschen Niveau à ce stade gesot gétt, wéinstens emol, dass dat Kommissioun soll ophéieren. Well et ass nämlech net nëmme hei zu Lëtzebuerg. An Däitsch-

land gëtt enorm profitéiert vun deem Kompenséieren, quité, datt - an do hutt Dir net ganz Onrecht - de Moment d'Produktioun e bësselchen ënnert där läit vum leschte Joer. Mä et ass strukturell ze vill um Maart. De Sträit ënnert de Baueren ass jo deen, datt déi Allermeesch awer gären hätten, datt soll manner produzéiert ginn an datt do d'uerch de Präis sech soll erhuelen. Dorëm geet et a wierklech ëm näisch anesch.

An dat anert, à longue échéance... Ech probéieren et méiglechst kuerz ze maachen. Selbstverständlech muss d'europäesch Communautéit dat net reglementéieren, mä si kënn de juristesche Kader stelle fir e System wéi en a Kanada existéiert, wou dann d'Bauerenorganisatioun mam Handel, mam Consommateur solle festleeën, wéi vill an engem Mëllechjoer soll gestrach ginn. An dat soll flexibel sinn. Ee Joer kann et 100 sinn, d'Joer duerno kann et 95 sinn, an deemno wéi de Maart et hiergëtt, kann et 105 sinn. Mä datt een eng flexibel Steuerung erabréngt, an datt de Maart am Équilibre ass, well de Problem ass wierklech déi strukturell Surproduction.

A gleeft mer et, déi meesch Mëllechbauere wiere frou, wa muer géif 10% manner gestrach ginn an hire Präis wier an der Rei. Well dee Wee, an deem mer elo dra sinn, féiert riicht an d'Sakgaass, an d'Gefor ass wierklech, datt et sech och an engem Joer nach net redresséiert huet. Et ass eng eenzeg Katastroph.

Här President, ech wollt kuerz sinn, d'uerfir halen ech elo op.

» **M. le Président.** - Den Här Goerens huet d'Wuert elo.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, ech wollt nach eng Kéier preziséieren, datt mer et mat engem Iwwerschoss ze doen hunn, deen och vun der Kommissioun nach encouragéiert gëtt doduerch, datt d'Quoten nach an d'Luucht gesat ginn.

Elo maachen ech dem Minister kee Virwurf, wann hien den éischten an den zweeten Dispositif vum Här Mehlen net kann d'uerchzieren, well ech weess, a wat fir enger Situation hien am Ministerrot zu Bréissel ass, vu d'Mécanismes décisionnels, déi virginn, datt d'Kommissioun e Virschlagsrecht huet, an datt dat nëmme kann ëmgeworf ginn, wann déi 27 Memberstaten unanimement dergéint sinn. Esou datt d'Kommissioun bis elo Recht hat.

Wann d'Kommissioun hir Attitüd net ännert, da kann een dem Här Boden kee Virwurf maachen, datt hien dat do net d'uerchritt. D'uerfir à titre subsidiaire...

» **Une voix.** - Hie kann et awer probéieren.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Hie kann et probéieren. Voilà, et ass jo dat, wat am Dispositif gefrot gëtt. An ech hunn ausdrécklech „à titre subsidiaire“ derbäigesat, de Minister opgefuerdert, wann deen éischten an deen zweete Punkt nëischt ginn, an et kritt een déi strukturell Iwwerproduktioun net ramenéiert op den Niveau vum Konsum an der Europäescher Unioun, fir sech dann eng Strategie afalen ze loosse, déi en étroite collaboration mat der Profession gemach gëtt, fir d'Aléa vum Marché ze atténueren.

» **M. le Président.** - Also den Ajout, deen den Här Goerens proposéiert, ass folgenden: «à élaborer, à titre subsidiaire et en étroite coopération avec les représentants des producteurs de lait, une stratégie permettant au secteur laitier de mieux résister aux aléas du marché dès 2015».

Den Här Mehlen huet och nach proposéiert fir am éischten Tiert de leschten Term ze strächen. Deen ass elo hei d'uerchgestrach. Ech kann net méi liesen, wéi e war.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - «marchés», dat war hänke bliwwen an der Textveraarbechtung.

» **M. le Président.** - «des quotas laitiers en place» ass den Text. Voilà, datt ass den Text, iwwert deen elo ofgestëmmt gëtt.

Ech denken, dass de Vote électronique gefrot ass?

(Assentiment)

Da maache mer dat.

Vote

De Vote ass amgaangen.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här President, ech muss mech enthalen, ech hunn nach ëmmer näischt verstanen.

» **M. le Président.** - Gutt, mir huelen Akt dovunner, Här Jaerling.

De Vote ass elo ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 34 Nee-Stëmmen, bei 23 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée avec 37 voix contre, 22 pour et 1 abstention.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, M. Norbert Hauptert, Mme Françoise Hettogaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers (par M. Norbert Hauptert), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz (par M. Lucien Weiler), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

S'est abstenu: M. Marcel Glesener.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Gesetz iwwert d'Marchés publics. Rapporteur ass hei och den honorabelen Här Lucien Clement. D'Madame Brasseur, den Här Scheuer, d'Madame Loschetter an den Här Henckes sinn ageschriwwen. Den Här Clement huet elo d'Wuert.

8. 5655 - Projet de loi sur les marchés publics

Rapport de la Commission des Travaux publics

» **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen lech elo a kuerzen Zich dat neit Marchés-publics-Gesetz vir. Et ass e Gesetz, dat schonns am Dezember 2006 vum Bauteminister, dem Här Claude Wiseler, déposéiert ginn ass. Am Laf vun de Méint duerno sinn eng Hällewull vun Avisé vum deene verschiddeenen Institutionen dozou erakomm.

Ech wäert awer elo net weider dorobber agoen, well ech dat a mengem schrëfleche Rapport en long et en large gemach hunn. Dowéinst verweisen ech ebe grad op dese Rapport, falls Dir wëllt wëssen, wat zu deem virleiende Projet dann och vun deenen eenzelne Chamberen gesot ginn ass. Just zum Statsrot sengem Avis oder, besser gesot, sengen Avisen, déi op den 31. März an den 28. Abrëll vun deem Joer datéieren, wäert ech herno awer nach e puer Wuert soen.

Här President, erlaabt mer, datt ech lech, éier ech zum Contenu vum Projet kommen oder dorobber aginn, nach kuerz exposéieren, wéi den Oflaf vun den Aarbechten an der Bautekommissioun war. De 17. Dezember 2007 huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt. Nodeems mir schonns ufanks 2008 de Projet eng éischte Kéier an der Kommissioun d'uerchdiskutéiert hunn, huet et awer bis zu de Sitzunge vum 15. a 16. Abrëll 2009 gedauert, bis mer an der Bautekommissioun nach eng Kéier iwwert de Projet selwer an iwwert den Avis vum Statsrot an iwwert déi aner Avisen dann diskutéiert hunn.

De 16. Abrëll hu mer eng Rei vun Amendementer ugehall, déi dunn och un de Statsrot geschéckt gi sinn. Virdrun hat och schonns d'Regierung verschidde Amendementer un de Statsrot geschéckt. De Conseil d'État sengersäits huet den 28. Abrëll 2009 säin Avis complémentaire zu deesen Amendementer ofginn.

Den 30. Abrëll huet d'Chamberskommissioun deesen Avis analyséiert a gläichzäitig och de Rapport ugehall. De Projet huet eng gewëssen Urgence, dofir och déi relativ

schnell Prozedur elo zum Schluss. Lëtzebuerg ass nämlech schonns condamnéiert vun der Europäescher Kommissioun, well mir d'Direktiv nach net ëngesat hunn. Esou vill zum Oflaf vun den Aarbechte vun der Chamberskommissioun. Elo awer zum Contenu selwer.

Déi öffentlech Ausschreiwunge sinn de Moment d'uerch d'Loi modifié vum 30. Juni 2003 geregelt. Dëst Gesetz ass an dräi Livré ënnerdeelt. Éischtens, de Livre eent mat den Dispositions générales. Zweetens, de Livre zween an dräi setzen europäesch Direktiven zu de Marchés publics an nationaalt Recht ëm. U sech ass d'2003er Gesetz eng koordinéiert a moderniséiert Versioun vum Marchés-publics-Gesetz vum 4. Abrëll vun 1974 gewiescht. Et gëtt och nach e Règlement d'exécution vum 2003, op dat ech op deser Plaz awer net wëll agoen. Mir haten dat allegueren zur Dispositioun.

Säit 2003 huet sech awer schonns erëm vill gedoen, esou datt mer elo séier mussen nozéien, fir mat den Ufuerderungen op EU-Niveau kënnen matzehalen. Dir wësst allegueren, an ech hunn dat scho virdrun ugedeit, datt d'Netanhalen an deenen zäitlechen Délaie vum virleiende Projet Lëtzebuerg ganz vill Suen, ganz vill Geld kascht. Notamment muss mer d'Direktiven 2004/18/CE an 2004/17/CE vum Europaparlament a vum Conseil ëmsetzen, déi allen zwou Prozeduren vun de Marchés publics als Objet hunn.

De virleiende Projet wéi och d'Reglement, dat dozou gehéiert, wäerten déiselwecht Struktur wéi d'Texter vun 2003 behalen, an och un de grouse Prinzipië vun deem Text gëtt net weider gerëselt. Nieft e puer Neierunge ginn éischter punktuell Modifikatiounen virgeholl, et gi Prozedure méi transparent gemaach, et ginn Texter vereinfacht a clarifiéiert. D'Procédures de passation vun den öffentlechen Ausschreiwunge gi moderniséiert an den heitege Besoinen ugepasst.

Zudeem definéieren déi grad genannten Direktiven, wéi de Pouvoir adjudicateur kann Aspekter vun Ëmweltschutz an nohalteger Entwécklung berücksichtegen. Dëst ass e ganz wichtege Punkt an deem Gesetz, iwwert deen ech dofir och nach e puer Wuert wëll verléieren.

Mat deem neien Text ass et méiglech, datt net nëmme de Präis den Haaptkritär vun der Vergab vun engem Marché ass, mä eben och ëmwelttechnesch an Nohaltekeetsaspekter mat a Rechnung gezu kënnen ginn. Dat spillt zum Beispill eng Roll, wann et ëm d'Kantin oder d'lessen an de Klinike geet, dat do gebraucht gëtt. Et ass jo definitiv méi sënnavoll a logesch, datt een zum Beispill Joghurt oder Mëllechprodukten, Flesch oder Uebst kritt, déi hei aus der Region sinn, amplaz vun engem méi bëllege Produit, deen awer dofir schonns uechtert d'hallef Welt transportéiert oder geflu ginn ass.

Mat deem Projet kënnen vill Marchés publics méi sënnavoll attribuéiert ginn. D'Chambre d'Agriculture hat an hirem Avis extra heirobber higewisen, a si hunn och Recht, wa se dorobber hiweisen. Jiddefalls ass et elo méiglech, datt déi öffentlech Hand, wann de politesche Wëllen dofir do ass, esou Qualités-, Sozial- a Nohaltekeetskritären an hir Ausschreiwunge mat erabréngt. Fir dese Kritären och kënnen Rechnung ze droen, muss een dann och net méi deem bëllesten Anbieter den Zouschlag ginn.

Och kann esou ee Marché iwwer en Accord-cadre ofgeschloss ginn, dat heescht, et ass ee sech eens iwwert de Präis, iwwert d'Qualitéit vun de Wueren, mä et leet ee sech net onbedéngt fest iwwert d'Quantitéit, déi muss zu verschiddeenen Datume geliewert ginn. Dat geschitt dann au fur et à mesure, esou wéi se grad gebraucht ginn. Dofir misste sech déi lokal a regional Lievensmëttelproduzenten awer op enger Plattform zesummeffannen, fir datt si ëmmer en mesure sinn, fir déi esou gebrauchte Produkter och zur Zäit, oder besser gesot, zu där Zäit kënnen ze liwweren, wou se da gebraucht ginn.

Et geet einfach net d'uer, datt mir ëmmer erëm Qualitéitslabelen hei zu Lëtzebuerg schafen, nei Lastenhefter ausschaffen, a mir ënnerloossen et gläichzäitig fir eis déi néideg Moyenen ze ginn, datt des Qualitésprodukter och Agank fannen an déi öffentlech Kantinen, Altersheemer oder Spideeler oder an aner öffentlech Institutionen.

Här President, ech wëll an deem Kontext dann och eng Motioun hei déposéieren. Déi Motioun huet zwou Ënnerschrëfte vun de Majoritéitsparteien. Wann awer nach aner Fraktiounen wëlle mat ënnerschreien, ass dat hinnen iwwerlooss.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'article 4 de la loi sur les marchés publics arrête que «lors de la passation des marchés publics, il soit tenu compte des aspects et des problèmes liés à l'environnement et à la promotion du développement durable»,

invite le Gouvernement

- à tenir compte de ces critères dans le cadre des services de restauration collective en donnant la possibilité d'intégrer également les produits du terroir luxembourgeois, voire de la Grande Région.

(s.) Lucien Clement, Anne Brasseur, Jacques-Yves Henckes, Marcel Sauber, Jos Scheuer.

E weidere Schwéierpunkt vum Text läit op den elektronischen Technologien, déi souwuel d'Ausschreiwungsprozedure wéi d'Prozeduren, fir den Devis eranzeschécken, vereinfachen an och verschnellere wäerten.

Dir gesitt, all déi grad opgezielte Mesurë wäerten dozou bäidrogen, datt de virleiende Projet d'uerch Vereinfachung a Verschnellere vun de Prozeduren och am Geescht vun deem Konjunkturpak, fir d'Wirtschaft erëm unzekuerbelen, steet.

An deemem Projet gëtt jo den Text vum Projet de loi 6010, deen Deel och vum Krisepakage war, iwwerholl. Doduerch, datt mir elo haut dat hei Gesetz iwwert d'Marchés publics kënnen unhuelen, gëtt den Text vum Projet de loi 6010 iwwerflësseg a kann deemno och zrëckgezu ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir awer, déi wichtegst Neierunge vum Text kuerz virstellen. Mir hunn do op där enger Säit d'Procédure restreinte an d'Procédure négociée. Am Geescht vun der Vereinfachung, fir öffentlech Gelder ze investéieren an domat d'Wirtschaft unzekuerbelen, gesäit de virleiende Projet des zwou Prozeduren vir, op déi onni Publication d'avis an onni extra Motivatioun kann zrëckgegraff ginn, an dat bei Ausschreiwunge bis 14.000 Euro, Valeur 100 vum Indice du prix à la consommation op den 1. Januar 1948, wat haut ongeféier 103.650 Euro sinn.

Bei Ausschreiwunge sans publication d'avis an där Gréisstenuerdnung vu 55.000 bis 103.650 Euro mussen awer op d'mannst dräi Kandidate kontaktéiert ginn, fir eng Procédure restreinte oder eng Procédure négociée kënnen ze entaméieren.

Laut deem neien Text ass et esou, datt fir Marchés publics, déi net iwwert de Seuil vu 55.000 Euro eraus ginn, iwwer keng Formalitéit méi erfuert sinn. D'Méiglechkeet, op des vereinfacht Prozeduren zrëckzegräifen, onni eng komplett Ausschreiwung ze organiséieren, erlaabt et, méi séier Investissementer ze lancéieren, soulaang se ënnert deem - wéi ech gesot hunn - aktualiséierte Seuil vun 103.650 Euro respektiv ënnert dem Seuil vu 55.000 Euro bliwen.

De Pouvoir adjudicateur, also den Optragegeber, kann des Weideren entweder déi Offer mat deem niddregste Präis unhuelen oder awer d'Offre économiquement la plus avantageuse. Och heifir setzt deen neien Text d'Modalitéiten an d'Kritäre fest. D'Bewäertung respektiv déi prozentual Pondéeratioun vun dese Kritäre mussen awer am Virfeld an dem Cahier des charges festgehale ginn.

Deen neien Text gesäit dann och d'Méiglechkeet vir, fir déi Opérateuren ze bestrofen, déi sech net un d'Spillregele gehalen hunn, andeems ee se vun zukünftegen öffentlechen Ausschreiwungen ausschléisse kann. Dat ka geschéie fir maximal eng Dauer vun zwee Joer an och nëmme fir Projeten, déi een an deeselwechten Optragegeber dann och betreffen. Bei Onregelméissegkeeten huet de Pouvoir adjudicateur och d'Recht, fir e Vertrag opzeléisen, ze résiliéieren.

E weidere wichtege Aspekt, an ech hat et schon uklänge gelooss, ass d'Matabezéie vun den elektronischen Technologien. Um Site vun Bauteministère kann een elo schonns des enorm Prozedurvereinfachung fannen. Déi elektronesch Technologie ginn elo mat den traditionellen Moyens de communication gläichgesat, sou datt alles vill

méi séier a vill méi einfach ka goen. En Internetportail vun de Marchés publics - ech hunn et elo grad ugedeit - ass installéiert ginn innerhalb dem Ministère des Travaux publics, op deem d'Avis de publication vun de Marchés publics esou, wéi mir se bis elo aus den Zeitunge kennen, kënne publizéiert ginn.

Ech denken, ech brauch kengem heibanen a scho guer kengem dobaussen aus dësem Secteur selwer dës Virdeeler ze erklären. Ech denken och, datt dës Mesure, déi u sech nëmmen eng vu villen ass, wesentlech dozou bäidréit, déi administrativ Chargen ze reduzéieren, an datt se alleguerten déi Lige strooft, déi ëmmer erëm vun dëser Tribün aus probéieren, d'Land gleewe wëllen dinn, dës Regierung hätt näischt a puncto Ofbau vun administrative Chargen ënnerholl.

Ech gi gären zou, datt nach munches ze maache bleift an deem Dossier. Mä ech kann net akzeptéieren, wa gesot gëtt, et wier näischt elei ënnerholl ginn.

Här President, den Text, iwwert deen...

(Interruption)

Wien dat seet, Madame? Ma dat war d'Iescht Woch nach op der Tribün den Här Etgen. Deen ass elo net hei. Deen huet en long et en large doriwwer referéiert, datt d'Regierung näischt gemaach hätt fir den Ofbau vun den administrative Chargen.

(Interruptions)

Gelif? Jo, grad deen Dag, wou en och nach dat Buch heemgeschéckt kritt huet vu 74 Säiten oder 75 Säiten, wou all déi Saachen drastinn, déi ofgebaut gi sinn.

(Interruptions)

Jo. Enfin!

(Interruption)

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Et steet awer näischt am Buch, dat ass de Problem!

» M. Lucien Clement (CSV), rapporteur. - Hutt Dir et gelies? Da waart Der jo séier fäerdeg.

(Hilarité et interruptions)

» Une voix. - Et ass komplizéiert.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Et stoung net vill dran.

» M. Lucien Clement (CSV), rapporteur. - Also, Här President, den Text, iwwert dee mer elo gläich...

(Interruption)

...ofstëmme wäerten, adaptéiert och d'Prozedure fir d'Passation vun de Marchés publics. Dat ass éischters den Dialogue compétitif. Och heibäi handelt et sech ëm eng spezial Prozedur, déi verschidde Gemeinsamkeete mat der Procédure restreinte an der Procédure négociée huet.

Beim Dialogue compétitif si bei der Procédure restreinte awer Verhandlungen iwwer sämtlech Aspekter vun der Ausschreibung erlaabt, wougéint bei der Procédure négociée d'Verhandlung sech just op eng bestëmmte Phas am Laf vun der Prozedur konzentréieren.

Dësen Dialog ass virun allem dann interessant, wann et ëm extrem komplex Projete geet, bei deenen de Pouvoir adjudicateur am Virfeld guer net weess, wat fir eng technesch, finanziell oder juristesche Leeschtunge gebraucht ginn. Et ass also eng flexibel Prozedur, bei där souwuel d'Konkurrenz respektéiert gëtt an awer och de Besoin, verschidde Detailler vun der Realisatioun mat verschidde Kandidaten ze beschwätzen, wou dat dann och erfüllt ka ginn.

Zweetens, den Accord-cadre. Beim Accord-cadre vergëtt den Optraggeber de Marché no klasesche Prozeduren an no objektive Kritäre wéi Qualitéit, Präis oder Quantitéit.

Et gëtt awer net onbedéngt nëmmen eng oder just eng Offer ausgewielt. Zum Schluss vun dëser éischer Phas kann de Marché entweder just un een Operateur attribuéiert ginn oder awer u méi Operateuren. D'Gesetz léisst déi Méiglechkeeten alleguerten

op. Si mussen awer alleguerten d'Konditiounen vum Accord-cadre iwwert déi ganz Dauer respektéieren.

Bei dëser Prozedur fënnt also no enger éischer Phas eng Remise en concurrence statt vun deenen Opérateuren, déi zréckbehalen gi sinn. Dës kënnen elo hir Offerté bäibehalen oder awer no hire Méiglechkeeten hir Offer nach eng kéier verbessern.

Drëttens hu mer d'Centrales d'achat. Laut dem virleienden Text kënne verschidde Optraggeber sech zesummendoen, fir hir Akeef ze zentraliséieren. Heibäi mussen selbstverständlech d'Prozedure vun de Marchés publics, wéi se am Gesetz virgesi sinn, respektéiert ginn. Duerch esou Centrales d'achat dierft et an Zukunft méiglech sinn, verschidde Produiten, well se dann a méi grouse Quantitéiten akaaft ginn, dann och zu engem bessere Präis kënnen anze-kafen.

Här President, erlaabt mer nach e puer Umierkungen zum Contenu vum Gesetz. De Livre dräi vum neie Gesetz enthält verschidde Dispositionen, déi spezifesch si fir d'Marchés publics an de Secteure vum Waasser, der Energie, dem Transport an de Postservicer. Dogéint gëtt de Secteur vun den Telekommunikatiounen net méi am Livre dräi opgefouert a fällt deemno ënner déi allgemeng Regele vun de Marchés publics.

Des Weidere gëtt d'Terminologie an eiser nationaler Législatioun där vun den Direktiven ugepasst. Dir hutt scho virdu gemierkt, ech hunn net méi vu Marchés oder Soumissionne geschwat, mä nëmme nach vu Procédure négociée oder Procédure restreinte oder Procédure ouverte. Dir kënnt dat alles gär nach méi am Detail a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Ofschlëssend awer nach e puer Wuert zum Avis vum Statsrot. Déi héich Kierperschaft fënnt et richteg, datt dat aalt Gesetz integral duerch dat neit Gesetz ersat gëtt. Doduerch bleift d'Kohärenz vun der Législatioun vun de Marchés publics erhalen, an eng kloer Linn ass erkennbar do, wat den Text dann och wesentlech méi lisibel mécht oder hält.

Ech wëll lech awer elo net verheemlechen, datt de Statsrot och e puer Problemer mam initialen Text hat, a mir duerfir, wéi ech schon am Ufank vu menger Ried gesot hunn, e puer Amendementer an der Kommissioun hu misse formuléieren.

Also, a sengem éischen Avis hat de Statsrot véier Oppositions formelles formuléiert, wouropshi verschidde Passagen am Text dann och gestrach oder reformuléiert gi sinn. Wat dat elo genau war, do verweisen ech och op mäi schrëftleche Rapport, do fannt Der déi Textpassagen alleguerten. Et bleift awer ze soen, datt mir dem Statsrot seng Oppositionen konnter aus dem Weeraumen an elo dësse Projet esou zur Ofstëmmung bréngen kënnen.

Här President, dat elei ass en extrem wichteg Gesetz, fir datt hei am Land weiderhi kënnen Investissementer vu méi klenger oder méi grousser Envergure realiséiert ginn, an dat méi einfach - géif ech soen - wéi virdrun, virun allem och méi séier wéi virdrun, a mat engem gehéierege Pak maner administrativem Opwand wéi bis elo.

Duerfir bieden ech d'Chamber, dësse Projet an där elo virleiender Versioun och ze stëmmen.

Ier ech elo d'Riednerpult verloossen, wëll ech awer nach de Responsable vum Ministère selwer Merci soen, grad wéi de Beamten hei aus der Chamber an och aus der CSV-Fraktioun fir déi Hëllef beim Ausschaffe vu mengem Rapport. Et war e komplexen an technesch Dossier mat bal 100 Artikelen, a wann een do net vun deenen néidegen Experten épauléiert gëtt, ass dat awer trotzdem e ganz schwieregt Unterfangen.

Ech soen lech alleguerte Merci, datt Der mer nogelasschert hutt, a bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem heite Projet.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Clement. Déi honorabel Madame Anne Brasseur huet elo d'Wuert.

Discussion générale

» Mme Anne Brasseur (DP). - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech schlësse mech selbstverständlech de Mercie vum Rapporteur un, an ech drécken dann och nach mäi Merci vis-à-vis vum Rapporteur aus, deen eng gutt Aarbecht hei gemaach huet als Rapporteur, mä deen dat och an der Kommissioun exzellent mécht.

Erlaabt mir, Här President, eng Virbemierkung ze maachen zum Text, an zwar zum Artikel 3, Paragraph 3. Ech hat virdu mam

Rapporteur doriwwer geschwat. An deem Text, deen eis am Rapport virläit - an dat ass jo och deen Text, deen d'Chamber hei stëmmt -, schéngt mer e Wuert ze feelen. Ech wollt d'Chamber dorop opmierksam maachen. An zwar steet an deem Text, deen ech a mengem Ennerlagen hunn - an ech zitieren: «La „concession de travaux publics“ un contrat présentant les mêmes caractéristiques qu'un marché public de travaux». Ech mengen, do feelt dat Wuert „est“, well et geet hei ëm Definitionen. Et kann awer sinn, dass an engem aneren Text vläicht en aneren Term dostoung, mä deen hunn ech net erëmfontt.

Op jidde Fall geet dee Saz net op, an ech mengen, wa mer hei Texter stëmmen, Här President, da muss den Text awer richteg a komplett sinn. Ech wollt lech just dorop opmierksam maachen, dass dat nogekuckt gëtt.

Här President, no där...

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Datselwecht steet beim Artikel 55-2 A.

» M. le Président. - Mir kucken dat, mir kontrolléieren dat elo direkt, fir dass d'Chamber herno en Text stëmmt, dee Kapp a Fouss huet. Merci, Madame Brasseur, fir Är Opmierksamkeet.

» Mme Anne Brasseur (DP). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et huet elo fënnef Joer gedauert, bis mer déi Direktiv vun 2004 iwwert d'Marchés publics konnter ëmsetzen. Déi Direktiv ass vum 31. März 2004, an alt do hu mer ons nees schwéiergedinn. Déi nächst Regierung muss awer mat Sécherheet do d'Prozeduren op de Leescht huelen, fir ze kucken, dass mer déi Direktive vill méi séier kënnen ëmsetzen. Dëst ëmsou méi, well d'Gesetz vun 2003 jo awer an der Applikatioun Onzoulanglechkeeten hat, an déi betraffe Milieuen - d'Handwerksbetriber, d'Entrepreneuren, d'Commercen - hu jo och dorop opmierksam gemaach.

Ech si frou, dass den Här Boden, dee jo en enormen Entfesselungsprogramm hei méi wéi eng kéier annoncéiert hat, elo ënnerstëtzt ginn ass vum Här Wiseler, an dass den Här Wiseler als Minister vun den Travaux publics deen hei Projet déposéiert huet, an dass mer elo duerch dësse Projet an duerch d'Applikatioun vun der Direktiv zu Simplificatiounen kënnen kommen.

Et si bei dësem Projet fënnef Haaptprinzipien bei der Attributioun vum Marché public. Deen éischen ass dee vun der Transparenz; deen zweeten dee vun der Gläichbehandlung vun alle Bedeelegten; deen drëtt ass, dass d'Spill vun der Konkurrenz mat abezu muss ginn; deen véierten, dass gutt mat de Steiergelder, mat den öffentleche Gelder ëmgaange gëtt; an dee fënneften ass, dass d'Ëmweltkritären och musse mat berücksichtig ginn. Mat deene Prinzipien kann ee selbstverständlech d'accord sinn. D'Procédure ass a bleift, egal wéi mer se hei simplifizéieren, awer komplizéiert.

Duerfir, Här President, musse mer wierklech derfir suergen, dass déi Kleng- a Mittelbetriber à même sinn, hei all déi Prozeduren awer ze respektéieren.

Aus der Praxis vun der Gemeng weess ech, an et sinn nach vill Kommunalpolitiker heibannen, déi dat och wëssen, wéi oft heiansdo ee muss écartéiert ginn, well d'Procédure net respektéiert ginn ass. Dat ass da kee schlechte Wëllen oder keng Inkompetenz, mä d'Procédurë sinn nun eemol komplizéiert.

Wann dëst Gesetz elo d'application gëtt, da géif ech déi betraffe Ministère, an zwar de Ministère des Travaux publics an de Ministère des Classes moyennes, bieden, zesumme mat de Chambres professionnelles, dat heescht, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, ze kucken, wéi een d'Betriber besser ka preparéieren, fir dass hinnen net Feeler an der Procédure ënnerlafen. Well et ass och net am Intérêt vum Steuerzueler, dass Procédurësfeeler virkommen, well ganz oft muss dee Bëllegsten écartéiert ginn, well iergende Certificat oder soss eppes vergiess ginn ass. Duerfir muss een dorop pochen, dass d'Formatioun vun de Betriber hei awer gemaach gëtt.

Et handelt sech ëmmerhi bei deene Kleng- a Mittelbetriber hei zu Lëtzebuerg ëm 20.000 Betriber mat 150.000 Beschäftegten, also en enorme Poids an onser Economie. Mir mussen deenen hëlfe, dass se et fäerdeg bréngen, déi Prozeduren esou ze respektéieren.

Wat ech bemängele bei all deenen Texter, déi mer hunn, an dat ass kee Virwurf un eng Regierung, mä dat ass, dass mer ons ëmmer méi a Prozeduren awer verstrécken a verhedderen. Et gëtt ëmmer méi Prozesser, et gëtt ëmmer méi Reklamatiounen géint Pro-

céduren, an da muss een écartéiert ginn. D'Administratiounen mussen op den Dibbelchen oppassen, well soss huet een direkt e Recours.

Ech zitieren hei eng Architektin vun der Stad Lëtzebuerg. Si huet mir gesot: „Et ass dach net normal, datt ech nëmme méi nach 10% Architektur ka maachen an 90% Droit a Procéduren.“

Do weess ech net, wéi mer zesummen do raus erauskommen, mä mir mussen ons awer bewusst sinn, dass mer ons am Fong vill ze vill do operleëen, an dass een, och wann déi Prozeduren hei vereinfacht ginn, am Fong dozou misst kommen, déi nach ze vereinfachen. Dat ass awer ganz schwiereg, wann een déi fënnef Kritäre vun der Transparenz, vun der Gläichbehandlung, vum Spill vun der Konkurrenz, vum gudden Ëmgang mat de Steiersuen a vun den Ëmweltkritären och wëllt berücksichtigten.

Mä duerfir nach eng kéier: Déi nächst Regierung muss wierklech, de Minister vun den Travaux publics an de Minister vun de Classes moyennes zesumme mat de Chambres professionnelles, kucken, dass d'Betriber beschtméiglech preparéiert ginn, net dass se écartéiert gi wéinst prozedurale Feeler.

Dann, wat de Projet selwer ubelaangt, wëll ech net an den Detail drop agoen. De Rapporteur huet dat gemaach. Mir hunn erliichtert Prozeduren. Mir hunn éischters elo d'Procédure, dass ouni Formalitéit bis 55.000 Euro Marchéé kënnen attribuéiert ginn, dass dräi Offere musse gefrot gi fir Marchéen tëschent 55.000 an 103.650 Euro, an dass iwwer 103.650 Euro d'Publicitéit obligatoire ass. Dat ass fir d'öffentlech Hand, ob dat Gemenge sinn, ob dat Etablissements publics sinn, ob dat de Stat ass, jo sécherlech eng Erliichterung. Dat accélériert d'Procédure, wat an dëser Zäit vu schwierere wirtschaftlechen Donnée bestëmmt wichteg ass, dass mer méi séier kënnen déi Marchéen attribuéieren.

Et ass och eng nei Terminologie am Text. Dat fannen ech dat mannt Komplizéiertst. D'Soumission publique heescht elo Procédure ouverte, d'Soumission restreinte heescht Procédure restreinte, an de Marché négocié heescht Procédure négociée. Ech mengen, doru kënnen mer ons relativ séier gewinnen.

Den Dialogue compétitif an den Accord-cadre - de Rapporteur huet dat explizéiert, esou dass ech net méi dorop wäert agoen. An och den Zougrëff op d'Informatiounstechnologien, wat wierklech eng Erliichterung ass.

Ech begrëissen, dass mer hei elo méi kloer Texter hunn iwwert d'Exklusiv, well et ass net normal, wann een als Optraggeber, dat heescht als Verwalter vun den öffentleche Gelder gesäit, dass ëmmer deeslechte Betrib dee bëllegsten ass, an dass een dann duerno mat deem Betrib enorm Schwiereregkeeten huet, well e sech net un d'Präisser hält, well ee mat him muss dauernd streiden. Dat kënnt da bis zu Procédurë viru Geriicht, an da bei deem nächste Marché muss een erëm op deeslechten zréckgräifen, wou ee weess, dass et erëm vu vir ugeet. Dass do d'öffentlech Hand eng Prozedur kann hunn, fir een ze excludéieren, schéngt mer ganz gutt ze sinn. Natierlech därfer dat net abusif sinn. Et si jo och dofir Restriktiounen am Text agebaut, an d'Commission des soumissions muss jo och do an d'Bild gesat ginn.

Wat ech och bei dësem Projet wichteg fannen, dat sinn déi zéng Kritäre vun den Attributiounen bei engem Marché, déi festgehale gi sinn. Et ass also net nëmme méi de Präis, mä et sinn aner Kritären, déi nommément opgefouert sinn am Gesetz. An dat sinn der zéng: 1. dat ass d'Qualitéit; 2. de Präis; 3. den technesch Wäert; 4. d'Ästhetik an d'Funktionalitéit; 5. Ëmweltconsidératiounen; 6. de sozialen Aspekt; 7. de Gebrauchspräis; 8. d'Rentabilitéit; 9. de Service après-vente, an 10. d'Exekutioun oder d'Liwwerungsdélaien.

Dës zéng Kritäre kënnen agebaut ginn, mussen awer net agebaut ginn. Si kënnen pondéiert ginn oder der Wichtigkeet no gestaffelt ginn. Et schéngt... Et ass wierklech gutt, dass mer dat elo esou kloer am Text hunn, well et ass net eleng de Präis, deen ausschlaggebend ass. Well déi bëllegsten ass jo net ëmmer déi beschten Offer. Dat muss natierlech ganz kloer am Cahier des charges präziséiert ginn.

Och ass erëm eng Dispositioun an dësem Text iwwert d'Präferenz, déi een engem lokalen Ubidder ka ginn, wat och eng positiv Saach ass. An zwar, ee lokalen Ubidder därfer net méi wéi 5% méi deier si wéi dee präisgëschtegen. Da kann een de Lokalbidders och virzieren, wat och ze begrëissen ass.

Als Konklusioun, Här President, géif ech soen, dass mer hei e Gesetz, e Projet de loi virleien hunn, deen am Intérêt ass vum Steierzueler, deen am Intérêt ass vun de Betriber, also vun onser Economie, deen am Intérêt ass vun den öffentleche Verwaltungen. Ech hoffen, dass déi Zilsetzungen awer, déi mer ons gesat hunn, och dat erfëllen, deenen Intérète gerecht ginn, déi mer mengen dass an dësem Text géife stiechen.

Dofir muss ee kucke bei der Applikatioun vum Gesetz, natierlech a Konformitéit mat der Direktiv, wéi dat sech an der Praxis auswierkt. A wa Schwierigkeeten do sinn, da misst déi nächst Regierung sech awer do engagieren, fir eng Evaluatioun ze maachen, an net sechs Joer waarden, bis den Text adaptéiert gëtt. Do muss mer eng néideg Souplesse hunn.

Nach ee Wuert zu der Motioun, déi den Här Clement eragereecht huet, wou e freet, dass ee bei de Services vun der Restauration collective kann op Produit vum nobäi zréckgräifen. Wann ech den Text verstinn, da kann een dat jo maachen ënnert der Dispositioun vun deene lokale Betriber, well een do jo awer schonn eng gewësse Präferenz kann hunn. Mä et geet vläicht besser, wa mer déi Motioun maachen. Effektiv soll een d'Produits du terroir favoriséieren, net nème weinst der Gesondheet, mä awer och weinst deene Betriber, déi hei usässeg sinn. An dofir géif ech och d'Ënnerschrëft vu menger Fraktioun ganz gäre bréngen.

No deenen Observatiounen, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun an der Hoffnung, dass dat Gesetz hei an der Applikatioun dat och bréngt, wat et um Pabeier verspricht.

Merci villmoos.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Den Här Scheuer, wann ech gelift.

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer am Joer 2003 dat neit Gesetz zu de Marchés publics diskutéiert hunn, do waren dat ganz laang a ganz haart a ganz intensiv Diskussiounen, déi derzou gefouert hunn, dass mer d'Gesetz vun 1974 reforméiert hunn. Dat war schonn eng grouss Aarbecht, an dat Gesetz vun 2003 ass e wichteg Reformgesetz gewiescht.

Mir hunn diskutéiert zum Beispill iwwert de Sënn, fir déi bëllest Offer missen ze huelen. Mir hunn de Rapport Präis-Qualitéit diskutéiert. Mir hunn iwwer all méiglech Ausnahm gschwatt, déi een zu deenen zwee grouse Prinzipien misst uwennen oder kéint uwennen. A mir hunn iwwert d'Differenzierung fir eenzel Secteuren och gschwatt.

D'Madame Brasseur hat och zu Recht d'Prozeduren ugeschwat an iwwert déi penibel Situatioun, an déi ee kënnt, wann opgrond vu Prozeduren da Leit, Submittenten eliminéiert ginn. Déi Prozeduren, déi ëmmer gepréift ginn, net nëmmen an enger Gemeng, net nëmmen an de Services techniques, mä déi awer och gepréift gi vun de Submittente selwer. Do besteet eng Rivalitéit, wou penibel opgepasst gëtt, dat jiddwereen no deeneselwechte Kritäre be- mooss gëtt.

An ech mengen och, dass mer am Beräich vun de Prozedure par rapport zu 1974 am Gesetz vun 2003 Fortschréttler gemaach hunn. Dat Gesetz ass deponéiert gi vum Minister fir d'Travaux publics. Et hätt och kënnen en anere Minister sinn. Mä Fait ass, dass de Minister vun den Travaux publics zoustänneg ass fir d'Marchés-publics-Gesetz.

Ech muss hei och de Beamten e Kompliment maachen. Si betreiën dee ganze Secteur. Si sinn och zoustänneg fir déi ominéis Kommissioun, déi fir de Marchés-publics-Secteur scho liewenswichtig ass, am richtige Sënn vum Wuert.

Ech soen och dem Rapporteur Merci, deen en exzellente schrëftleche Rapport virgueluecht huet an och e gudder mëndleche Rapport gemaach huet, an all deene Kollegen, déi an deene Sätzungen, déi mer hatten, mat diskutéiert hunn.

Just e puer Wuert zu deene wichtigsten Neierungen, a mengen Aen, déi an deem dote Gesetz stinn.

Fir d'éischt d'Procédure négociée, dat elo de Choix besteet, fir nient der finanziell beschter Offer och nach déi Offer ze huelen, déi wirtschaftlech déi beschst ass. An een, dee vill Ausschreiwunge gemaach huet, dee weess, wéi wichtig dat Beispill den Entretien ass, wann iergendwou gebaut gëtt, wéi wichtig och d'Liawendauer ass, déi déi eenzel Materialien hunn, etc. Och dat gëtt elo dem Submittent vill méi Flexibili-

téit, vill méi Souplesse, wéi dat virdrun de Fall war.

Zweetens, nach eppes, wat mer am Joer 2003 nach net konnten esou virausgesinn, wat awer och an déi Richtung geet, déi d'Madame Brasseur ugeschwat huet. Nämlech d'Informatiséierung vun de Prozeduren bei den öffentlechen Ausschreiwungen. Déi muss et elo méiglech maachen - an esou ass et gewënscht -, dat déi Prozedure méi liicht ze duerchkucke sinn. Datt déi, déi Offere maachen, méi liicht sech informéieren kënnen. Domadder gëtt dann och d'Feelerquell erfogusat. Eng Vereinfachung vu Prozeduren, déi ëmmer penibel bleiwen a Recherche mat sech zéien, déi och ëmmer penibel sinn.

Drëtens dann, och wëll ech erwähnen, dass mer eng ganz Serie vu Prozeduren upassen oder Prozeduren, déi nei an d'Gesetz eragesat ginn. Dat, wat mer am Joer 2003 och schonn ugeschwat hatten als eppes, wat géif feelen, mä wou mer am Terrain da kucken, wat eis feelt; nämlech den Dialogue compétitif tëschent de Parteien, dee munches aus de Féiss raume kann, eier et zum Accord kënnt.

Dann den Accord-Kader, dee vum Rapporteur exzellent duergestallt ginn ass. Wou een och soll erwähnen, dass de Marché u méi Submittente ka verdeelt ginn, dat d'Operatiounen kënnen opgedeelt ginn, an och de Fait, dass een elo Akafszentrale bilde kann.

Interessant bei dësem Gesetz ass och, dass vill Avisen erakomm sinn an dat déi Avisen och global positiv sinn. Mir setze jo zwou Direktiven ëm. Et huet relativ laang Zäit gebraucht; vun 2004 bis elo. D'Avisé vun de Chambre si positiv. Ech kucken dat emol aus dem Bléckwénkel vum Sycol, deen ee wichtige Saz schreift, nämlech méi Flexibilitéit an d'Bild matzebréngen.

Dann - dat steet och am Rapport - soen déi eenzel Chamberen, dass dat Gesetz hei sech situéiert um Hannergrond vun der Wirtschaftskris an en vue vun all deene Mesuren, déi am Kader vum sougenannte Konjunkturplang getraff ginn. Et ass en technesch Gesetz, awer net nëmmen en technesch Gesetz. Et ass och e Gesetz, wat a Rapport steet mat der Wirtschaftskris a wat e Secteur believe kann, an och vläicht net d'administrativ Prozeduren entfessele kann, mä awer trotzdeem munches erliichtert.

Natierlech stëmme mir och déi Motioun, déi den Här Clement abruecht huet an déi ech mat ënnerschriwwen hunn. Eng Motioun, déi och weist, dass dat hei iwwert dat erausgeet, wat just am Travaux-publics-Secteur leeft a bei de Gemenge leeft, wa Bauprojeten ustinn, mä dat ass e Beräich, dee gräift an d'ganz Wirtschaftsliewe vu Lëtzebuerg an. Domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Freet nach een d'Wuert zu dësem Projet?

Den Här Henckes, wann ech gelift.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och dem Rapporteur Merci soe fir sâ Bericht, well en eng etlech Introduktiounen hei ginn huet. Mä ech wëll awer och direkt soen, dass mer ons bei dësem Projet wäerten enthalten, well de Projet de loi eng etlech Saachen enthält um juristesche Plang, mat deene mer net kënnen d'accord sinn, respektiv wou et Feeler ginn. Dat ergëtt sech deelweis aus de Prozeduren. Ech wäert herno nach méi am Detail op déi ganz Saachen do agoen.

Mä et ass awer e wichteg Gesetz iwwert de Prinzip, well beim Stat all Joer 350 bis 400 Soumissiounen erauskommen; eng 80 bis 100 Marchés négociés pro Joer. Bei de Gemenge schéngt et datselwecht ze sinn. An et schwätzt een dovunner, dass 16% vum PIB, dat heescht eng ronn 9 Milliarden Euro, all Joer iwwert d'Marché-publicen un d'Betriber verdeelt ginn an an d'Economie afléisen. D'Travaux publics maachen eng 45% aus vun de Montanten, d'Fournitur 40% an d'Servicer 15%. Et ass net nâischt.

Wat eis feelt, Här Minister, dat wär e Site Internet, wou sämtlech Marché-publice vum Land, och déi vun de Gemengen, kéinte sech zesummefannen a wou ee kéint do och verschidde Statistiken noliessen, wou ee verschidde Informatiounen kéint kréien, wat wou wéi doruechter leeft. Dat schéngt mer een Deel vun der Informatioun ze sinn, déi ganz nützlich wär. An ech weess, Dir hutt do esou e Site Internet. Et wär also gutt, wann een dee kéint e bëssen auswäiten an zousätzlech Informatiounen an dat Ganz erabréngen, well et ass an deem Sënn e ganz wichteg Gesetz, speziell fir d'Handwierk an de Commerce.

Wat d'Form ugeet, esou muss ee soen, dass mer endlech highaange sinn, souwuel ënnert der viregter Regierung wéi ënnert dëser Regierung, fir d'Gesetzgebung iwwert d'Marchés publics ze änneren iwwert d'Gesetz. An de Joren 1994, 1996 wor do eng aner Method. Do ass d'Regierung highaangen a si huet déi Direktiven ëmgeännert, also an onst Recht agefouert, iwwer Règlements grand-ducaux. Dee System ass net deen allerbeschten, well doduerjer eng etlech lertëmer an och Imprécisiounen an d'Texter drakommen. Et ass besser, wann dat heiten alles iwwert de Wee vun der Chamber geet. A waméiglech soll ee sech och Zäit loossen.

Mä ech mengen, dës Gesetzgebung ass vun iergendengem Fluch belueden. Mä dat lescht Gesetz ass gestëmmt ginn am September 2003, wann ech mech gutt erënnere, an datselwecht Joer, am Juli 2003, hat d'Europaparlament schonn an zweeter Lecture déi Direktive gestëmmt, déi mer haut ëmsetzen. Just nuren, fir lech ze soen, dass den Décalage do ass.

Da muss een och soen, dass de Conseil d'État sech hei - d'Regierung hat de Projet de loi relativ an eenegermoosse mat Zäiten erabruecht - nach ganz vill Zäit gelooss huet. Dat hei ass net gutt, well een deen Ablack eng Dualitéit vu Gesetzgebungen huet; dat eent um nationale Plang. An déi europäesch Gesetzgebung spillt awer mat eran, ouni dass se awer iergendwéi an eist Nationalrecht ëmgesat ginn ass, an engem Text dosteet, mä awer ass se d'application.

Da stellt sech an dëser Fro awer och nach eppes Wichtige. Dat ass de Règlement grand-ducal. Ouni Règlement grand-ducal kann ee mat dësem Gesetz nâischt ufänken. Dofir wollt ech d'Regierung froen, ob se scho vläicht héieren huet, wéini de Conseil d'État wëlles hätt de Règlement grand-ducal ze aviséieren, well soss bleift dat Gesetz hei nees erëm Lettre morte.

Da muss ee sech och d'Fro stellen, wa mer an deem Gesetz hei e Règlement grand-ducal hunn, fannen ech, dass déi Aart a Weis, wéi de Règlement grand-ducal ausgeschafft ass, net déi allerbeschten ass. Woufir? Well mer keng Mesure d'exécution dran hunn, mä ganz oft Dispositiounen vum Gesetz mat dran hunn. An dat ass net déi allerbeschte Lecture.

Déi aner Saach, wou een eng Kéier misst dem Conseil d'État eng Fro stellen, ass iwwert d'Adaptatioun vun de Montanten, déi an dësem Gesetz stinn an déi periodesch vun der Commission européenne décidéiert ginn. Déi geschéien hei iwwert de Wee vu Règlements grand-ducaux oder anere Moyenë souguer nach. Mä mir hunn awer kierzlech och en Avis foudroyant vum Statsrot gelies, wou e gesot huet, esou Montanté missten iwwert d'Gesetz goen. Dat wor bei der Gesetzgebung de minimis, déi mer d'lescht Woch decidéiert hunn. Och do wär et heiansdo emol gutt, wann de Conseil d'État eng Linn géif an dat Ganz mat erabréngen, well et gëtt eng etlech Schwierigkeeten dodran.

Zum Fong selwer an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, esou ass, mengen ech, eppes wichtig. Dat sinn, géif ech soen, aacht Punkten, op déi ech wëll agoen.

Dat eent ass den Achat public. Dee muss méi grouss gemaach gi fir ons PMEen. Dat gëtt méiglech duerch dëst Gesetz iwwert d'Méiglechkeet, fir Loten ze schafen. Dat heescht, dass een e gréisseren Objet kann an e puer Loten opdeelen an deen Ablack un e puer Entreprisé verginn.

Wat mer awer feelt an dësem Gesetz, mä wat kann an engem anere Gesetz nokommen, dat ass d'Sous-traitance besser ze schützen. Et ass an där Welt, wou mer liewen, esou, dass ganz oft ganz grouss Entreprisen e gréisserer Marché kréien, a si soustraitéieren. An do misst eis Gesetzgebung iwwert d'Sous-traitance e bëssen de moderne Kritären ugepasst ginn, notament fir et de Sous-traitanten ze erlaben, bal déiselwecht Rechter ze kréie wéi d'Soumissionnairen, well soss, wann déi Gesellschaft a Schwierigkeete kënnt oder wa Streidereien tëschent dem Sous-traitant an dem Soumissionnaire entstinn, dann ass déi Situatioun net onbedéngt geregelt. Ech wär dofir och frou gewiescht, wann d'Regierung kënnt op dee Wee goen.

Dann, wichtig ass:

- d'Transparenz an de Prozeduren;

- d'Sécurité juridique fir Stat a Gemeng;

- méi Effikassitéit duerch nei Technologien am Gebitt vun der Informatioun an der Kommunikatioun. Dat schéngt vum Prinzip hier an dësen Direktiven, déi elo ëmgesat ginn, zréckbehale ginn ze sinn;

- méi eng einfach Législatioun. Do muss ech soen: Dat ass net de Fall an dat ass och ee vun de Bedenken, déi mer hei bei dësem

Gesetz hunn. Woufir? De Prinzip, wéi mir e gesinn, ass, dass mer eng eenzeg Gesetzgebung hätte fir déi national an déi europäesch Marché an dat déi eenzeg Differenz déi wär vun der Publikatioun vun de Marchéen um europäeschen oder um Weltplang, jee nodeem wéi héich de Montant ass.

Wann ee vu Simplification administrative fir d'Betriber schwätzt, an och fir d'Gemengen, fir de Stat: Wann een eng eenheetlech Prozedur huet, ass dat méi einfach, wéi wann een all Kéiers muss kucken, op wat fir ee Montant wat sech bezitt a wou ee sech da muss amüsieren.

Dann hätt ee sech och verschidde Saache wéi déi, déi mer elo hei hunn - déi Definitiven, wou d'Madame Brasseur virdu mat Recht drop higewisen huet, wou mer se an engem Artikel hunn an an engem zweeten Artikel och nach eng Kéier haargenau déiselwecht hunn, dann hätt ee sech dat kënnen spueren, an déi nuren an engem Artikel an op enger Plaz gehat, dann hätt een et weinstens do richtig gehat.

Deen anere Punkt, deen ons wichtig schéngt, ass natierlech, dass ee vun deenen Environnements- a Sozialklauselen, Konditiounen a Kritäre ka profitieren. Ech bedauere just, dass hei déi vum Commerce équitable net mat zréckbehale gi sinn. Dat ass eng Méiglechkeet, déi besteet. Do gëtt et eng Kommunikatioun vun der Commission européenne, déi et och méiglech gewiescht wär, hei ënner verschidde Kritären, fir verschidde Produit kënnen ze respektieren.

Wat hei nei ass a wat wichtig ass, ass, dass déi Kritären elo mussen hierarchiséiert ginn. Dat ass dat, wat nei ass. Virdu war dat an deem Gesetz net de Fall. Elo muss se hierarchiséiert ginn, an eng Pondéatioun muss geschéien.

Wat ech awer an dësem Gesetz dann nees erëm bemängelen, ass, dass déi Environnements- a Sozialkritäre fir déi normal Marché-publice spillen, um nationale Plang an um europäesche Plang, mä si spillen net fir déi Marché-publicen en matière vun Transport, vun Energie a vu Waasser an esou weider, well do an deem Artikel stinn déi Environnementskritären net dran.

(**M. Laurent Mosar prend la Présidence**)

Ech mengen, dat war vläicht e bësselche séier gaangen, mä et gesäit een nees eng Kéier: Wann ee Prinzipien festhält, ass et besser, et hält ee se fest fir sämtlech Livren, an net se limitéieren op deen éischten an deen zweeten. Do gesitt Der heiansdo, dass d'Technique législative och schwierig ass, an et ass heiansdo besser... Mä ech hoffen awer, wa mer nach e puer Direktiven ëmsetzen hunn, an och bei der Sous-traitance vläicht eppes änneren, dass mer dann d'Geleeënheet huelen, fir dee Problem do mat ze léisen.

En anere Punkt, op deen ech wëll agoen, ass dee vun der Sprooch. Wann een hei d'Sproochgesetzgebung huet, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, da kënnen elo d'Soumissions publiques an dräi Sprooch gemaach ginn, franséisch, däitsch a lëtzebuergesch. Et ka souguer esou sinn, dass e Soumissionnaire ka froen, dass en den Dossier Soumission iwwersat kritt. Ech wëll jiddweree just nuren drop hiweisen, wat dat kënnt gegebenefalls fir Amüsementer a fir Fraisë bréngen. Ech géif also och do d'Regierung bidden, dass mer ons mussen awer vläicht - grad wéi mer dat op aner Gebidder hunn - verschidde Kritäre ginn, wéi mer déi Sproochkonditiounen do kéinte regelen.

En anere Punkt, mat deem mer net d'accord sinn, ass, dass de Fonds du Logement nees eng Extrawerscht gebrode kritt am Artikel 20, grad wéi déi A.s.b.l.en, déi iwwer 50% subventionéiert gi vum Stat. Déi brauche sech och net de Soumissions publiques ze ënnerwerfen. Mir fannen dat net gutt. Dat ass eng relativ ongesond Situatioun.

En anere Punkt ass dee vun der Commission des soumissions. Déi bleift ënnert den Uerdere vum jeeweilege Bauteminister. Dat ass net gutt. Dat widerspricht och enger europäescher Kommunikatioun vum 11. März 1998, déi déi europäesch Regierungen opgefouert huet, dass déi Commissions des soumissions sollten alleguerten onofhängeg si vun deenen eenzelne Regie-

rungen a Ministère, fir justement eng gewësse Neutralitéit kënnen erbäizebréngen. Dat ass hei net de Fall.

Da muss een e puer Froen nach stellen. Ech wëll déi just nure kuerz nach ernimmen.

De Pouvoir adjudicateur ass ons Zentralbank. Ass dat e Pouvoir adjudicateur oder net? An anere Gesetzgebunge gëtt d'Zentralbank ernimmt, spezifesch, well déi e Statut particulier huet. Dat ass hei och e bës-selchen onkloer.

Da bedauern ech, dass d'Entreprises an d'Sociétés, déi an de konsolidéierte Joreskonte vun Entreprisë stinn, déi öffentlecht Kapital hunn, net hei dem Soumissionns-gesetz ënnerworfen sinn. Dat schéngt mer och en Oubli ze sinn.

Dann, bei deem drëtten Buch geet et ëm Entités adjudicatrices. Ech hu gekuckt, fir eng Definitioune vun den Entités adjudicatrices ze fannen. Ech hu keng fonnt. Do steet just nach eng Kéier „Pouvoirs adjudicateurs“. Et ass zwar méi oder wéineger datselwecht, mä ech mengen och, dass et hei e bës-selche séier gaangen ass, an dass een hätt missen esou eng Definitioune awer an ons Gesetzgebung mat erabréngen.

Dann hunn ech e Problem mam Artikel dräi 1.a), wou gesot gëtt, dass d'Marché-publice muss par écrit gemaach ginn. Ech muss mech do wonneren, well mer hu par ailleurs elo elektronesch Moyenë virgesinn, d'Enchères électroniques, système d'acquisition dynamique. An do ass alles virgesinn, mä keen Écrit. Elo kann ee vläicht soen, dass eng Signature électronique och eppes bréngt, mä et ass nach ëmmer keen Écrit. Duerfir mengen ech, dass mer och hei misste vläicht nach eng Kéier kucken, fir méi prezis op déi Saach do anzegoen. Ech fäerte soss, wann et eng Kéier zu Streidereien a Recoursë kënn, dass deen Ablack e Soumissionnaire sech kéint domadder amü-séieren.

Am Artikel dräi 13. geet Rieds vun engem Vocabulaire vun de Marché-publicen, an e verweist op e Règlement vun 2002. Mä dat Règlement ass awer de 16. Dezember 2003 geännert ginn. Duerfir mengen ech, dass et och besser gewiescht wier, wann ee gesot hätt „tel que modifié“, dass hätt een och deenen eenzelne Modifikatioune kënnen Rechnung droen.

Da feelen am Gesetz déi europäesch Normen, déi mussen respektéiert gi bei de Soumissions publiques. Ech ziele se net all op, well et ass eng ganz Abberzuel vu verschidde- denen Technologien, also vu verschidde- nen Normen, déi festgehale sinn.

D'Procédure ouverte schéngt mer och relativ, dass heescht, déi normal Soumission schéngt mer net genügend definéiert ze sinn. D'Soumission sur performance ass och net notéiert.

Bref, et ginn hei an deem Gesetz eng et-lech Saachen, wou ech d'Regierung wirk-lech géif bieden, respektiv de Successeur, deen dat an der nächster Legislatuur wäert maachen - vläicht ass et och deeselwech- ten, on se succède parfois à soi-même -, awer ze kucke fir do Léisungen ze fannen, fir éischtens e Marchés-publics-Gesetz ze hunn, wou ee fir déi national an déi euro-päesch Marché-publicen déiselwecht Ge- setzgebung huet, wou just nuren eng Diffe- renz ass mat der Publikatioun, wat staark Vereinfachunge fir d'PMEn an d'Verwaltun- gen an d'Gemenge wäert mat sech zéien.

Dat Zweet ass, dass mer d'Règlements grand-ducaux wirklech nuren an der Exe- kutioun gesinn, an dass mer net do wichteg Dispositiounen dran hunn, déi besser an e Gesetz komm wieren.

Dat Drëtt, wat néideg ass, ass, dass mer ver- schidde Texter vläicht preziséieren, vläicht revidéieren.

A last but not least wier et gutt, wa mer e Site Internet hätten, deen e bës-selche méi Informatiounen géif ginn, an och déi Marché- publicen, déi um europäesche respektiv um kommunalen Niveau ausgeschriwwen ginn, dass een déi och do kéint méi liicht fannen, wéi dat elo de Fall ass.

Dat gesot, si mir also d'accord fir déi Direk- tiv hei ëmzesetzen. Mä vu dass mer e puer juristeschen, technesch - loosse mer et esou nennen - Préoccupatioune bei deem Ge- setz hunn, wäerte mer ons aus deene Grënn enthalen.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci, an elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Bauteminister Claude Wi- seler.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Tra- vaux publics.** - Merci, Här President. Ech wëll och ufänken, andeem ech dem Rap- porteur Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass. Ech hu fonnt, dass mer an deem Dossier, wat e wichtegen Dossier ass fir d'Regierung respektiv fir all déi Aarbechten, déi och vun de Gemengen exekutéiert ginn, gutt a schnell eng kompli- zéiert Aarbecht konnte gemeinsam ma- chen.

Ech sinn och frou, dass mer haut deen Text hei hunn, well deen Text huet, wéi gesot, ganz vill Virbereedungsarbecht kascht. Deen huet och eng enorm Zuel u Réunioune mat alle Partner bruecht, fir e bis op dee Punkt ze kréien, dass mer en elo hei kënnen stëmme. Dass wierklech eng grouss Er- lichterung fir all déi, déi dorunner geschafft hunn.

Ech wëll eng Rei Explikatioune ginn, déi och virdu beim Här Henckes ugeklonge sinn, firwat déi Direktiv elo eréischt kënn. Dir wësst - an den Här Henckes huet et gesot -, wéi mer 2003 deen Text gestëmmt hunn, war déi nächst Direktiv, déi mer dann elo hei ëmsetzen, zu engem Deel schon an der Diskussioun an ass e puer Méint drop gestëmmt ginn. Den Text vun 2003 senger- zäit huet schon eng ganz Rei vun deene Punkten, déi sengerzäit an der Diskussioun waren, dass heescht, déi an der Direktiv vun 2004 eréischt komm sinn, mat integréiert.

Hei si mer an enger Matière, wou et awer enorm wichteg ass - an ech mengen, all d'Riedner hunn dat gesot -, dass mer eng Sécurité juridique brauchen. Et war also extrem schwéier, nodeem dass mer den Text 2003 haten, nodeem dass esou e kompli- zéierten Text vu sämtleche Betriber awer muss ëmgesat ginn, fir da schon 2004 erëm hinzugeen, andeem mer guer keng Er- fahrung domat haten, fir schon erëm alles op d'Kopp ze geheien.

Et war also wichteg, an dat war och esou mat deenen eenzelne Partner, mat de Betri- ber, de Chambers ofgeschwat, dass mer awer géife probéieren op deene wesent- leche Punkten emol e wéineg Erfahrung ze kréien, deelweis och eng Jurisprudenz ze kréien, well et si schon eng Rei Prozesser op deem alen Text gelaf, déi eis am Fong gewisen hunn, wou Schwächte wiere res- pektiv wou den Text kéint esou oni Problem applizéiert ginn.

E puer Joer, dass heescht 2005, 2006, sinn also déi Aarbechten hei richteg ugaangen, an déi hunn och am Ministère eng ganz Zäit gebraucht, well mer och drop gehalen hunn, dass ebe just déi Aarbechten hei net géifen am Ministère eenzeg an eleng ge- maach ginn, mä dass mer mat deene Be- rufschamberen, mat deenen eenzelne Ver- triedunge vun den Entrepreneuren och géife re- gelméisseg zesummekommen, fir Punkt pro Punkt, Artikel pro Artikel duerchzekucken, mat der Chambre des Métiers, mat der Chambre de Commerce; an ech soen hin- nen hei villmools Merci fir déi Kollabora- tioun, well dat war vill Aarbecht.

Et geet jo net nëmme drëm, dass d'Admi- nistratioun, de Stat oder d'Gemengen déi Gesetzgebung hei uerdentlech kënnen applizéieren. Et geet och drëm, dass d'Betriber se kënnen uerdentlech applizéieren, an dass mer net an e Gewulls hei erakommen, mä dass mer, déi eng Säit an déi aner Säit vun deem Spill hei, uerdentlech eens ginn a schnell virkommen. Dass ass och wat der Madame Brasseur hir grouss Suerg ass, déi si hei expriméiert huet. Duerfir huet deen Text e wéineg méi Zäit gebraucht, well mer mat de Betriber wollte kucken, dass et och fir si en Text géif ginn, deen kéint applizéiert ginn.

Mir hunn den Dépôt 2006 gemaach, Enn 2006. Mir hu virun e puer Wochen den Avis vum Conseil d'État eréischt kritt, duerfir konnten déi Aarbechten an der Chambers- kommissioun net méi schnell weidergoen, wéi dat elo de Fall ass. Et war awer och wichteg, hei d'Expertise vum Conseil d'État ze hunn. De Conseil d'État, deen eis d'ailleurs och op deenen haaptsächleche Punkte confirméiert huet, éischtens, dass mer konform zu der Direktiv wieren, an zweetens, dass eng gutt legislativ Aarbecht hei gemaach gi wier.

Weiderhin ass et esou, dass ech effektiv muss soen, dass dee Gesetzestext, deen mer haut stëmme, nëmme komplett ass, wann e kann ëmgesat gi mam Règlement grand- ducal d'application. Ech weess net genau, wéini de Conseil d'État elo mat deem Avis kënn. Ech ginn awer dovunner aus, dass de groussen Drock och elo vum Conseil d'État an deenen nächsten Deeg wäert fort sinn,

esou dass an deenen nächste Woche kann en Avis vun deem Règlement grand-ducal hoffentlech da kommen, an dass mer déi zwee gemeinsam kënnen publizéieren an an d'Realitéit ëmsetzen. Deen ee brauch deen aneren, fir kënnen ze fonctionnéieren.

Dat Eenzeg, wat positiv an deenen Délaien elo war, war, dass mer d'Méiglechkeet haten, am Fong ee vun deene Punkten, déi mer wollten ëmsetzen am Kader vum Paquet so- cio-économique - an zwar d'Eropsetze vun de Seuilë fir déi Marchéen op 14.000 Euro Index gebonnen, dass heescht 103.000 Euro reell -, kënnen an dese Gesetzestext direkt mat ze integréieren. E Gesetzestext, wou se och hi passen, a wat dann den Text 6010, deen mer an deem Paquet socio-écono- mique mat ofginn hunn, am Fong iwwerflës- seg mécht, well all déi Saachen an deem Text hei integréiert gi sinn.

Wichteg fir mech an deem Text ass, dass mer fir d'Procédure restreinte négociée elo kënnen aner Seuilen asetzen: 55.000 iwwer Gré à gré, a bis zu 103.000 mat enger Rei Offeren, déi dann déi eenzel Pouvoirs adju- dicateurs mussen froen. Dass geet sécherlech méi schnell, ass méi effikass a bréngt eis am Bau zolidd no vir. Wichteg ass, dass mer och elo relativ kloer an däitlech definéiert hunn, dass aner Kritäre kënnen hei mat- spillen, wéi d'Délais de livraison, wéi d'Quali- téit, wéi den Développement durable, den Environnement, den Aspect social, an dat steet explicitement am Text.

Duerfir sinn och all déi Saachen, déi mer kënnen dorënner lafe loosse, an Zukunft méiglech. Déi Kritäre vun dem Développe- ment durable, Här Henckes - ech mengen, Dir hutt se genannt -, kënnen mer, esou wéi den Text elo formuléiert ass, mat als ee Kritär froen, wann et dann drëm geet, eng Soumissioun oder eng Procédure hei ze maachen. Dass ass also elo juristeschen ofge- deckt, dass och juristeschen méiglech.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir kënnen och hei mat deenen neien Tech- nologien schaffen. Dass schéngt mer wichteg ze sinn. Et ass virdu gesot ginn, dass mer effektiv elo schon e Site vu Marchés pu- blics hunn, deen och relativ gutt fonction- néiert, deen vu staatlechen Administratioune benotzt gëtt, quasiment vun alle staatlechen Administratioune konsequent benotzt gëtt, och vun enger ganzer Rei haaptsächlech grouse Gemenge konsequent benotzt gëtt.

Wat mer net drop hunn, dass ass richteg, dass sinn elo einstweilen déi Statistiken, well mer se och vun der Benotzung vu méi klengen Entités adjudicatrices nach net alleguer drop hunn, an duerfir eis Statistiken och net aussagekräfteg wieren, well se net komplett wieren. Dass ass awer en Aspekt, wou Der muss wëssen, dass mer wirklech ganz zo- lidd, notamment am eGovernment, weider dru schaffen.

Do muss ech awer och soen, déi nächst Etapp ass eng ganz schwéier Etapp, well et haaptsächlech an den elektronesch Mar- chéen drëm geet, dass se, wa mer se als eenzege Wee hunn, wéi e Marché ka ge- maach ginn, och op all Etapp esou ofge- séichert sinn. Dir musst also kënnen elektro- nesch d'Erausgi vun dem Cahier des charges assuréieren. Dass geet schon haut.

Mä wann Der dann och wëllt assuréieren, dass dat, wat d'Entreprise lech elektronesch kann zréckschécken, bis den Datum selwer, wou d'Soumissioun opgemaach gëtt, och muss secret sinn, an Der och elektronesch muss kënnen garantéieren, dass et secret ass, dass Der och bei all Réckfro, déi d'En- treprise jo d'Méiglechkeet an d'Autorisa- tioun huet ze maachen, déi och kënn elektro- nesch da maachen, wou Der all Kéier muss nochecken, ëm wéi vill Auer dat ge- schitt ass, ob jiddweree se kritt huet, an dat och elektronesch noweisbar muss sinn, ass dat éischtens vun der Informatik hier e ganz schwierige Prozess, mä deen kéint mer nach oni Problem an de Grëff.

Mä um Juristeschen hier, dass et och hieb- und stichfest ass, dass déi elektronesch Sou- missiounen och zur selwechter Zäit elektro- nesch opgemaach ginn, an dass d'Opmaa- chen och ka bei den Entrepreneuren, net sur place, mä hei den Entreprisë selwer ge- kuckt ginn, ass dat net esou evident, an do si mer wirklech amgaangen zolidd drun ze schaffen.

En aneren Aspekt, deen fir mech wichteg ass, ass deen vum Dialogue compétitif. Dass gëtt eis, an et gëtt de Gemengen, eng ganz Rei nei Méiglechkeeten, fir Prozeduren un- zegoen. Et gëtt eis déi Méiglechkeet, dass mer, wa mer net d'Méiglechkeet hunn, e Ca- hier des charges esou kloer ze definéieren, wéi zum Beispill wa mer e PPP maachen, wou et net evident ass - wann s de wëlls iwwer 20, 25 Joer den Entretien beschreiwen, dann ass et net evident, dass schon elo an engem Cahier des charges virauszegesinn -,

wou een also kann an engem Dialogue compétitif, wou ee ka mat den Entrepreneuren dialoguéieren, wat bis elo an der normaler Prozedur net méiglech ass, wat dann awer an dem gesetzleche Kader eng Normalitéit gëtt. Dass ass fir mech eng ganz flott an eng ganz wichteg Prozedur, wéi ee grouss, komplizéiert Chantiere kann an Zukunft ugoen, an déi eis och vill weiderhëlft.

Den Accord-cadre ass d'selwecht: Wa mer d'Méiglechkeeten hunn, auszeschreiwen am Accord-cadre, erspuert dass eis eng ganz Rei kleng Ausschreiwungen an et gëtt eis d'Méiglechkeet, auszeschreiwen an dee Moment ofzerufen, iwwert de Laf vun de Méint, wa mer Aarbechte brauchen an och domat zu engem Deel besser Urgenzen of- zedecken.

Mir hunn och eng speziell Notioun hei dran iwwert déi Servicen an déi Associatiounen, déi mat handicapéierte Persoune schaffen, wou mer kënnen Marchéë reservéieren fir deen Typ vun Entrepreneuren. Dass ass net fir d'Entreprises sociales no der europäescher Direktiv méiglech gewiescht, mä et ass awer fir d'Entrepreneuren, déi Travail protégé maachen, méiglech. Duerfir hu mer an all deene Livren déi do Prozeduren mat dran iwwerhol.

Wat d'Madame Brasseur gesot huet, wat och fir mech wichteg ass, a wat eis säit 2003, well mer en Uerteel haten, dass eis Pro- cédure d'exclusion als anticonstitutionnelle considéiert huet: Hei hu mer elo eng Base légale, déi mer bis elo net haten, wou mer kënnen déi Procédure d'exclusion an d'ex- clusion temporaire an - mir hunn et elo an d'Gesetz nach derbäigeschriwwen - d'Rési- liatioun vun enger ganzer Rei vun esou Mar- chéë maachen, dann, wa ganz kloer Feeler bei der Entreprise sinn. Dass hëlleft souwuel de Gemenge wéi et dem Stat hëlleft, wa se mat Entrepreneuren ze dinn hunn, déi einfach net seriö sinn. Ech hoffen, dass mer dat esou mann wéi méiglech brauchen, mä ech si sé- cher, dass mer et déi eng oder déi aner Kéier brauchen.

Déi Motioun, déi erabruecht ginn ass vum Här Clement, mengen ech ass eng, déi een duerchaus ka matdroen. Et muss een natier- lech ëmmer kucken, dass ee seng Soumis- sioun esou formuléiert, dass se konform ass zu der Gesetzgebung. Op jidde Fall d'Pro- duits du terroir soll een net aus esou Sou- missiounen ausschléissen an d'Formula- tioun esou maachen, dass se deem ent- sprécht, wat ee wëllt.

Den Här Henckes huet eng Rei Saachen iwwert de Conseil d'État gesot. Ech muss soen, dass ech am grouse Ganzen iwwert den Avis vum Conseil d'État ganz zeifridde sinn, well en op där enger Säit juristeschen eis confirméiert, dass de richteg Wee hei gaange ginn ass, an op där anerer Säit also eng ganz Rei Remarque gemaach ginn, déi den Text schlussendlech wesentlech ver- bessert hunn.

Et ass nach ee Punkt opbliwwen gewiescht, op deen ech awer wëll agoen, well och deen Avis, deen mer haut nach nageschéckt krute vun der Chambre de Commerce, eng Remarque doriwwe mécht, deen doranner besteet, dass mer beim Artikel 85, dass heescht, do, wou de Conseil d'État eng Op- position formelle gemaach hätt, där Op- position formelle net Rechnung gedroen hät- ten, an déi nach ëmmer géif am Text stoen.

Dass ass net richteg esou. De Conseil d'État huet déi Remarque gemaach, well hie keen Amendement op den Artikel 85 vun der Chamberskommissioun krut. E krut awer keen Amendement, well mer direkt an der Chamberskommissioun décidéiert haten, dass mer d'Suggestioun vum Conseil d'État tel quel géifen direkt unhuelen, an domat d'Opposition formelle op déi Aart a Weis vi- déieren a guer keen Amendement hu bräi- chen ze maachen. Dass heescht, déi duebel Opposition formelle ass mat där éischer Reaktioun vun der Chamber op Basis vum Artikel 85, denken ech, vidéiert gewiescht.

Et ass mer och evident, dass déi Erreur ma- térielle, déi d'Madame Brasseur signaléiert huet, wou eis den „est“ feelt am Text, selbst- verständlech richteg ass. Deen ass ier- gendwou ewechgerutscht an deene quasi- ment 100 Säiten, déi mer hei haten.

Wat de Fonds du Logement ugeet, ech mengen, dass ass och vum Här Henckes hei ervirgetrach ginn. Mir hunn hei an der Chamberskommissioun och doriwwe ge- schwat. Mir haten 2003 eng zolidd Diskus- sioun doriwwe. An deem Text ass, wat de Fonds du Logement ugeet, näischt geän- nert ginn, a mir hunn déiselwecht Prinzipië bäibehale wéi soss.

Da war nach eng Remarque iwwert d'Com- mission des soumissions gemaach ginn. Elo muss ee wëssen, dass déi Commission des soumissions ënnert der administrativer Tu- telle vun dem Ministère des Travaux publics

fonctionnéiert, dass ech awer ëmmer dorop gehalen hunn, dass déi Independenz, déi déi Commission des soumissions muss hunn, och bewahrt ass, dass ech och dohin e President genannt hunn, deen net Fonctionnaire vun den Travaux publics ass, deen och a ganzer Independenz kann déi Aarbecht maachen, dass ech dovunner ausginn, dass d'Chambren op där anerer Säit dat och maachen, déi och Représentanten do hunn. Dat Eenzezt, wat de Ministère des Travaux publics haaptsächlech mécht, ass d'Sekretariat dovunner - déi materiell Aarbecht.

Ech hunn och elo an deene leschte fënnf Joer kee Moment esou Kritiken héieren, déi an deene Jore virdrun alt heiansdo waren, dass d'Commission des soumissions net hir Independenz agehalen hätt. Ech hu keng eng Kéier esou eng Kritik héieren, an ech fannen, dass déi Leit menger Appréciation no gutt hir Aarbecht maachen.

Da kommen ech nach eng Kéier op déi puer Saachen, déi den Här Henckes gesot huet. Deen éischte Prinzip, dass Dir sot, et géif ee méi eng einfach Législation kënne maachen.

Jo, et kéint een alles an d'Gesetz schreiwen, et kéint een alles an d'Reglement schreiwen. Mir hunn déi hei Opdeelung gewielt, well mer déi grouss Prinzipier wollten am Gesetz stoen hunn, eis an der Applikation awer méi Flexibilitéit am Règlement ginn. Dat obligéiert natierlech d'Leit, an deenen zwee Texter ze liesen.

Mir hunn och déi dräi Livres gemaach, obwuel Dir sot, et wär besser alles an engem Livre gewiescht. Elo hu mer verschiddelech Saache répétitiv. Mä eis huet et och geschéngt, oder 2003 deene Leit, déi den Text gemaach hunn, dat wär méi sénnvoll, well d'Leit dann, déi an engem Livre schaffen, alles an deem Livre zesammen hätten an net missten hin an hier goe fir dat eent oder dat aner.

Ech kann Är Reflexioun suivéieren, mä ech soen lech souwisou: Bei där Quantitéit vu Saachen, déi mer an deem Text hunn, ass et esou oder esou schwéier, inklusiv fir Juristen, dat alles ze integréieren an dat alles präsent ze hunn. Do muss een ëmmer mat den Texter schaffen. Mir hunn hei eng Forme de présentation gewielt, wou mir mengen, dass se gutt wär. Ech verstinn, dass een anerer Meenung ka sinn, mä ech hoffen, dass dat elo klappt, an ech mengen och, dass et klappt.

Da sot Der, dass mer eng Referenz falsch gemaach hätten op Basis vun enger Direktiv. Do muss ech soen, dass mer eis hei um Text un d'Grundreglement referéiert hunn, wat en Text vun 2002 ass, dass et richtig ass, dass d'Kommissioun deen Text do regelméisseg, all sechs Méint oder all Joer, modifizéiert, mä op Basis vum Grundreglement, op dat ee sech da ka referéieren, wat modifizéiert ass, sou dass et legal, mengen ech, okay ass, wa mer dat esou maachen.

Dat Zweet ass déi Geschicht vun den Entitéit-adjudicatricen, wou Der vun den Definitive geschwat hutt. Ech hunn dat elo nach eng Kéier an där kuerzer Zäit, wou ech hat, probéiert nozekucken.

Wann Der kuckt, steet an dem Artikel eng Definitive, also steet am Chapitre, dat intituléiert ass «Entités adjudicatrices», eng Definitive vum Pouvoir adjudicateur dran. Wann Der awer dann den Artikel 56-2 kuckt, gesitt Der, dass et esou definéiert ass, dass d'Entitéit adjudicatrice de Pouvoir adjudicateur ka sinn. De Pouvoir adjudicateur ass definéiert mat Stat, Gemengen oder Kollektivitéiten, Associations de collectivités locales. Mä da gëtt gesot, d'Entitéit adjudicatrice kann de Pouvoir adjudicateur sinn oder d'Entreprise publique, déi Adjudicationen op Basis vun den Artikelen 57 bis 61 mécht, wat also zwou verschidde Definitive vun der Entitéit an dem Pouvoir sinn. Sou ass et op jidde Fall am Text gemengt.

Wat dann de Livre dräi ugeet, wou Der sot, dass déi ekologesch, déi environmental Saachen net méi am Livre dräi zréckbehalen sinn - dat ass richtig an och net richtig. Et ass richtig, dass hutt Der gutt gelies, dass et net am Livre dräi drasteet tel quel. Well de Livre dräi och esou, wéi en hei figuréiert, d'Transposition exacte vun der Direktiv ass, a mer net wollten, sous risque, fir duerno eng falsch Ëmsetzung reprochéiert ze kréien, dat anescht dohinner schreiwen.

Par contre mengen ech, dass een awer muss higoen an och de Livre eent liesen. Dass ass deelweis, wat Der eis reprochéiert, dass een a verschidde Livres muss liesen. Mä wann een dat hei mécht, gesäit een, dass déi Notion vun Ëmwelt och fir de Livre dräi applikabel ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

Domat halen ech dann op. Just déi lescht Remarque hei: Wann Der nämlech den Artikel 1 liest, da liest Der do, dass...

(Coups de cloche de la Présidence)

... «sans préjudice des dispositions spécifiques prévues aux livres II et III», also oui dat, wat spezifesch an de Livres II et III ass, déi Dispositione vum Livre I «applicables à tous les marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs» sinn.

Dat heescht, alles dat, wat uginn ass a wat net anescht am Livre dräi steet vun de Principes généraux, déi sinn also valabel fir déi dräi Livres. A bei de Principes généraux steet am Artikel 4, dass d'Adjudicateuren «veillent à ce que lors de la passation des marchés publics, il soit tenu compte des aspects et des problèmes liés à l'environnement et à la promotion du développement durable», wat also och dee Moment applikabel ass a mengen Ae fir de Livre dräi.

Dann Är lescht Remarque, wou ech wollt probéieren drop ze äntwerten, quitte, dass ech mengen, dass se u sech näischt mat deem hei Text ze dinn huet, dass ass déi vun de Sous-traitanten.

Fir mech ass et wichteg, dass an deem Text, wa mer Marchéen ausschreiwen, et fir de Pouvoir adjudicateur ëmmer kloer ass, dass déi Sous-traitantë mussen definéiert sinn, dass se muss gemellt sinn, an dass mir als Pouvoir adjudicateur oder als Entitéit adjudicatrice muss wëssen, wie wou schafft, dass mer och kënne déi Kontroll korrekt maachen, ob dee Chantier uerdentlech ofsetzt.

Wat awer elo tëscht dem Soumissionnaire an dem Sous-traitant als Lien juridique besteet, ass awer net onbedéngt de Problem vun dem Pouvoir adjudicateur. Dee muss just wëssen, dass e Lien besteet. Wéi dee Lien en définitive awer genau ausgesäit, mengen ech, muss vläicht geregelt ginn, mä net hei onbedéngt an engem Soumissionstext geregelt ginn.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - ...e speziell Gesetz iwwert d'Sous-traitance.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*. - Jo, gutt, mä dat huet awer elo näischt mat deem Text en fin de compte ze dinn.

An de Schluss, dat Lescht, dat ass, wat Der gesot hutt iwwert d'Contrats par écrit. Hei huet de Conseil d'État, mengen ech, effektiv eis den Term „par écrit“ bäigefügt, mä dat empêcheiert awer net, dass d'Marchés publics an der Prozedur vum Marché duerch aus kënne elektronesch gemaach ginn, dass de Kontrakt, deen awer do e Contrat soll sinn, dass deen awer par écrit muss gemaach ginn. Dass ass awer nach eppes anescht. Wann dee muss par écrit gemaach ginn, kann d'Procédure vum Marché awer duerch aus eng aner Form nach ëmmer huelen.

Voilà, ech soen lech Merci fir déi Gedold, mat där Der mer nogelasschert hutt bis zum Schluss.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dese Projet, woubäi ech nach eng Kéier wëll soen, dass op der Säit 24 am Artikel 33 hannert den Termen „la concession de travaux publics“ dat klengt Wuert „est“ bäigefléckt gëtt. Mir hunn dem Statsrot dat an engem Bréif matgedeelt a gesot, dass et sech hei ëm eng Modification rédactionnelle handelt, well einfach dat klengt Wuert do verluer gaang ass.

Mir stëmmen dann also of iwwert deen Text esou, wéi en elo proposéiert ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Et feelt nach ee Vote. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5655 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Abstentionen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5655 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Christine Doerner), Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz (par M. Michel Wolter), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen).

Se sont abstenus: MM. Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Motion 1

Mir hunn d'Motioun, déi den honorabelen Här Clement déposéiert huet. De Moment huet se dräi Ënnerschrëften, well d'Madame Brasseur gesot huet, si géif se mat ënnerschreiwen.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech hu se och mat ënnerschriwwen.

» M. le Président. - Dann hu mer der véier.

(Interruption)

An den Här Sauber ënnerschreift mat. Da sinn et der fënnf.

Kënne mer iwwert déi Motioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Da sidd Der gebieden, d'Hand ze hiewen, déi domat d'accord sinn.

Ech gesinn, dass dat d'Unanimité ass. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour, dat sinn d'Konte vum Service intérieur vun der Chamber. Den honorabelen Här Camille Gira ass Rapporteur a presentéiert eis d'Konten.

9. 6032 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007

Rapport de la Commission des Comptes

» M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*), *rapporteur*. - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, ech därf lech am Numm vun der Kontekommissioun ganz kuerz de Rapport zum Exercice 2007 presentéieren.

Dir kënnt lech vläicht erënneren, et ass nach net ganz laang hier, dass mer hei den Exercice 2006 presentéiert hunn. Mir hate gesot, mir géife probéieren, alles ze maachen, dass mer nach virun de Wahlen den Exercice 2007 iwwert d'Bühn kréichen. Dass ass de Fall, dass ass awer net der Kontekommissioun hire Mérite. Dass ass de Mérite vum Büro, vum Greffe, vun de Leit aus dem Service Comptabilité. Duerfir wéilt ech deenen alleguerten hei ganz häerzlech Merci soen, dass dat elo méiglech war. Mä generelle Merci och fir déi exzellente Aarbecht, déi se d'ganz Joer maachen, an zousätzlech der Madame Biasini fir hir wäertvoll Hëllef fir d'Ausschaffe vun deem Rapport.

Ech wäert mech och, well awer guer näischt Aussergewöhnlech beim Exercice 2007 ze mellen ass a well Der alleguerten eng ganz elle Woch virun lech hutt, wierklech op de strikte Minimum hei limitéieren, fir lech ze soen, dass Der am Bilan gesitt, dass mer en Aktiv an e Passiv vu 16,5 Milliounen Euro hunn, dass aus de Comptes des revenus et charges erausgeet, dass mer 1,8 Milliounen Benefiss an der Chamber gemaach hunn 2007.

Mir haten eng Dotatioun aus dem Statsbudget vu 26,6 Milliounen kriit. Wann Der d'Tableau vergläicht, déi generell Tableauen, den Exercice 2006/2007, da gesitt Der, dass eng Augmentatioun vu 6,25% do erëmzeffannen ass tëscht dem Exercice 2006 an 2007.

Et ass evident, dass och d'Chamber dem Index ënnerläit, och dem Accord salarial, an dass do eng ganz Rei Dépenses automatesch an d'Luucht ginn.

Ech kann awer gradesou fir den Exercice 2007 dat soen, wat ech fir den Exercice 2006 scho gesot hat, dass hei an der Chamber och emol probéiert gëtt, eng ganz virsiichteg Politik ze maachen, dass mer probéieren, net all d'Kreditter voll auszuschöpfen. Sou ass et och, dass eigentlech d'Dépense 5,3% manner héich sinn, wéi eigentlech derfir d'Kreditter am Budget virgesi waren.

Ganz kuerz eng Kéier duerch déi eenzel Rubrike gaangen: Bei den Deputéierten ass et virun allem den Accord salarial mat der Prime vun 0,7% fir jiddwieren um Enn vum Joer, deen zu Buch läit. Bei der Rubrik B, Institutions parlementaires internationales, sinn 78.000 Euro manner erausgaangen. Et waren also manner Déplacement international.

Bei de Groupes politiques ass e bësse méi eng wesentlech Augmentatioun. Dass kënnt doduerch, dass de Büro decidéiert hat, all Fraktioun en Attaché zouzegestoen, dee sech géif spezialiséieren, fir sech méi anzeklinken an d'EU-Politik.

Elo ass et lech selwer iwwerlooss, de Jugement ze maachen an de Bilan, ob mat deem zousätzleche Personal eis dat gelongen ass. Ech mengen, dee Bilan ass deelweis op anere Plaze gemaach ginn, an déi nächst Chamber muss sech sécher nach eng Kéier intensiv mat där Problematik beschäftegen.

Bei der Rubrik D ass et evident, dass och eist Personal natierlech déi Prime vun 0,7% kriit huet. Ech kann ëmmer erëm nëmme widderhuelen, dass mer nëmme 56 Leit insgesamt, mat allem Drum und Dran, wann een esou salopp därer soen, hei schaffen hunn. Dass ass eigentlech weineng. Et kann een ëmmer nëmme widderhuelen, dass mer domadder awer capabel sinn, eng exzellente Aarbecht iwwert d'ganz Joer ze maachen.

Bei der Administratioun fällt op, dass mer e gudd Batz méi hunn. Do ass awer eng ganz einfach Erklärung. Do si praktesch 900.000 Euro am Beräich informatique Rechnunge gewiescht vun Aarbechten, déi am Joer 2006 exekutéiert si ginn, awer eréischt méi spéit erakomm sinn.

A bei der leschter Rubrik, dem Compte rendu, vu ronn enger Millioun, ass praktesch keng Differenz zu deem, wat am Joer virdu geschitt ass.

Voilà, dat ass en Total vu Fraisë vu 25,3 Milliounen. Dir hutt gesi bei de Konklusiounen, dass de Réviseur d'entreprises bestätegt, dass alles korrekt hei ofgaangen ass.

Sou dass ech zum Schluss eigentlech nëmme kéint recommandéieren, dat ze maachen, wat d'Kontekommissioun gemaach huet, nämlech déi Konte fir gutt ze befannen, se ze approvéieren an de President ze bidden, se mam Rapport un d'Cour des Comptes ze schécken, fir dass se do kënne enregistriert ginn. An ech géif lech domat bidden, déi Resolutioun mat mir och ze stëmmen.

Merci villmools.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Voilà, ech soen dem Här Gira Merci fir sâi Rapport. Ech gesinn, dass deen d'Zoustëmmung hei vum Haus fënn. An duerfir stëmme mer elo opgrond vum Artikel 164 vum Chambersreglement of iwwert déi Resolutioun vun der Kontekommissioun, déi dee Wortlaut huet:

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2007 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

Ass d'Chamber d'accord, fir par main levée iwwert des Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Jo, dat ass de Fall.

Vote

Ech gesinn, dass déi Resolutioun d'Unanimité mécht, an ech wäert dann der Cour des Comptes déi zoukomme loossen.

10. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes et

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach zwee Voten ze maachen iwwer zwou Resolutiounen, wat d'Konte vun der Cour des Comptes ubelaangt, an zwar d'Resolutioun iwwer d'Konte vum Joer 2006 an d'Resolutioun iwwer d'Konte vum Joer 2007.

Kënne mer direkt doriwwer ofstëmme? Fir d'éischt d'Resolutioun iwwer d'Konte vun der Cour des Comptes vum Joer 2006.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2006, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels»;

vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué lors de sa réunion du 27 avril 2009,

approuve

les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes.

Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisées directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

(s.) François Bausch, Lucien Clement, Colette Flesch, Robert Mehlen, Roger Negri.

Kënne mer dat och par main levée maachen?

(Assentiment)

Vote

Voilà. Ech gesinn och, dass dat d'Unanimité mécht.

An dann d'Resolutioun iwwer d'Konte vun der Cour des Comptes, wat d'Joer 2007 ubelaangt. Dat maache mer och par main levée.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2006, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels»;

vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué lors de sa réunion du 27 avril 2009,

approuve

les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes.

Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisées directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

(s.) François Bausch, Lucien Clement, Colette Flesch, Robert Mehlen, Roger Negri.

Vote

Och do hu mer eng Unanimité. Ech soen lech Merci.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Mir gesinn eis muer de Moien un néng Auer zrëck fir dee chargéierten Ordre du jour, dee mer eis ginn hunn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.58 heures)

SÉANCE 48

Mercredi, 6 mai 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

- Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens
 - M. Charles Goerens
- 5955 - Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:
 - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives
 - Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner
 - Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Marc Angel, M. Félix Braz, M. Aly Jaerling, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale
 - Exposé: M. Charles Goerens
 - Discussion générale: M. François Bausch, M. Michel Wolter, M. Ben Fayot, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Charles Goerens, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget
 - Vote (résolution adoptée)
- 5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Lucien Thiel
 - Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Roger Negri, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 5998 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008)
 - Rapport de la Commission des Pétitions: M. Camille Gira
 - Débat: M. Raymond Weydert, Mme Anne Brasseur, Mme Lydie Err (répond à Mme Anne Brasseur), M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Den Här Goerens huet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Resolutioun.

1. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens

» M. Charles Goerens (DP).- Merci, Här President. Déi Resolutioun hei ass eng Reaktioun op d'Propose vum Peer Steinbrück, den däitsche Finanzminister, gëschtter à propos vun der Transparence fiscale, wou e Lëtzebuerg mat Burkina Faso vergläicht.

Ech fannen, déi Propose sinn inadmissibel. Dat émsou méi, wéi d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an Däitschland sech säit 1945 permanent verbessert hunn, se hunn exemplaresche Charakter. Et ass wierklech net noutwendeg, fir esou Écart-de-langagen ze praktizéieren.

Ech wollt och duerfir d'Chamber invitéieren, fir eng ganz ferm Désapprobatioun an d'Verurteilung vun deene Proposen do auszespriechen, an och lech ze bieden, dem President vum Bundestag déi Resolutioun ze iwwerreechen.

Résolution

La Chambre,

- considérant les récentes déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale;

- rappelant que ces propos portent atteinte au caractère exemplaire des relations qui se sont développées entre la République Fédérale d'Allemagne et le Luxembourg depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale;

- condamne sans réserves les écarts de langage du Ministre Peer Steinbrück ainsi que l'absence de considération dont il a fait preuve à l'endroit du Burkina Faso;

invite son Président

- à transmettre la présente résolution au Président du Bundestag.

(s.) Charles Goerens, François Bausch, Ben Fayot, Aly Jaerling, Robert Mehlen, Michel Wolter.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Goerens. Mir kucken, wéini dass mer déi Resolutioun do debattéieren an zur Ofstëmmung bréngen.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Da komme mer direkt zum éischte Projet vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien. Dat ass deen iwwer d'Nationallotterie. D'Wuert huet d'Rapporteur, déi honorabel Madame Doerner.

2. 5955 - Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

Rapport de la Commission juridique

» Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte, och Œuvre genannt, oder an Abréviatioun ONS, an eis Nationallotterie si säit 65 Joer ganz enk matenee verbonnen.

Wouhier kënn dat? Am Dezember 1944 war d'Rundstedt-Offensiv eng grouss Katastroph fir den Norde vun eisem Land. Vill Familljen hu misse fortlafen an dat Wéinegst, wat se nach haten, zrëckloossen. Wéi se heemkoumen, louch an hiren Dierfer kee Stee méi op deem aneren; hir Häff, hir Haiser waren eng eenzeg Ruin, Leed, Aarmut an Trauer grouss.

De Süde vum Land huet direkt Hëllef organiséiert. Awer och eis Grande-Duchesse Charlotte war an hirem Exil déif betraff vun deesen Zoustänn. Direkt huet si d'Initiativ ergraff, dem Lëtzebuurger Vollek massiv ze hëllefen. An esou ass de 25. Dezember 1944 zu London duerch en Arrêté grand-ducal d'Œuvre Nationale de Secours an d'Liewe gehoff ginn. Et ass eng öffentlech Institutioun, déi dat exklusivt Recht huet, Gelder fir Krichsaffer ze sammelen, an dat duerch Spenden a Lotterien.

No deenen éischten öffentlechen Opriff, en Don ze maachen, wollt awer d'Œuvre net weider d'Lëtzebuurger Bevölkerung ëm Sue bieden. Dofir ass 1945 d'Nationallotterie gegrënnt ginn. An d'Œuvre konnt ouni Problemer hir Hëllefswierker weiderféieren.

Säit der Zéiung vun der éischter Tranche de la résistance ass dat néidegst Geld age-spillt ginn, fir de Krichsaffer an de Mannerbemëttelte säitdeem ze hëllefen, a säitdeem huet d'Œuvre eng ganz besonnesch Bedeitung an der Organisatioun vun eiser nationaler Solidaritéit.

Dëse Projet de loi, dee mir haut solle stëmmen, wëllt elo de gesetzleche Kader vun dësen zwou Institutione klären an op den neieste Stand bréngen. Den éischten Artikel qualifizéiert elo definitiv an ausdrécklech d'Œuvre als en öffentlech-rechtlechen Etablissement mat enger Personalitéit juridique, eng Onofhängegkeet finanziell, awer si steet ënnert der Tutelle, ënnert der Op-siicht vum Stat.

D'Gestioun gëtt gemaach vun engem Verwaltungsrat. Dee besteet aus mindestens aacht Administrateuren, déi vun der Regierung genannt ginn. De Mandat ass honorifique, ass éierenamtlech a gëtt net rémuné-riert.

D'Œuvre gëtt géréiert no den zivilrechtleche Formen a Methoden, an hir Kontabilitéit gëtt kommerziell gehalen a muss selbst-verständlech dofir vun engem Réviseur d'entreprises all Joer kontrolléiert ginn.

Well d'Œuvre ënnert der Tutelle vun eisem Statsminister steet, ënnerleien zum Beispill d'Schwéierpunkte vun hirer Politik, hire Budget, awer och d'Donen an d'„Leg“en, déi iwwer 30.000 Euro leien, brauchen d'Appro-batioun vun eisem Statsminister.

Dëse Projet aktualiséiert a compléiert och d'Aufgaben. Dat wëllt soen, hir Haapt-mission läit nach ëmmer dran, a si louch vun Ufank un dran, fir de Krichsaffer eng monat-lech Rent auszebezuolen. Mä déi, déi schwéier am Krich gelidden hunn, ginn ëmmer manner. Dofir geet en Deel vun dëse Recetten u karitativ, sozial, ökologesch, sportlech Wierker.

En aneren Deel vun de Recettë geet un d'Sozialbüroer vun de Gemengen an och un den nationale Solidaritéitsfong. Awer och d'Monument vun der Grënnerin, eiser Grande-Duchesse Charlotte op der Place Clairefontaine, ass zum Deel vun der Œuvre finanziert ginn, a schlussendlech läit den Hauptpunkt vun der ONS an der Organisatioun an an der Gestioun vun eiser National-lotterie.

Säit der Grënnung huet d'Œuvre als eenzeg Institution de Monopol an d'Recht, op lëtzebuergeschem Buedem Lotterien ze organiséieren respektiv zouzeloossen. Vun 1952 u bis 1997 sinn all Mount Tiragen organi-séiert ginn, Milliarde Frange konnten age-spillt ginn.

Mä och e Stéck Lëtzebuurger Kultur ass on-trennbar mat der Nationallotterie verbonden. All déi, déi am Lëtzebuurger Variété-liewe Rang an Numm haten, si jorelaang mat der Nationallotterie duerch d'Land ge-reest an hunn d'Publikum begeeschtert. Ech denken un d'Colette an de Fernand,...

(Interruptions)

...u Museker, un eng ganz Vague vu Komiker, Zauberer, Humoristen, awer och Contor-ionnistinné wéi d'Mariette Werckx, awer och Turnerin wéi d'Madame Flesch Yvi.

» Plusieus voix. - Ah!

» **Mme Christine Doerner (CSV), rap-portrice.** - Si hu fir eng éischtklasseg Ënner-halung gesuergt.

Un den Affichëconcoursen hu gutt Moler an Illustrateure matgemaach, an haut sinn déi Plakater vu grousser artistescher Valeur.

Mä d'Zäiten ännere sech, och fir d'Gléck-spiller, an d'Rubbellouse sinn agefouert ginn an der Gamme vum „Top a Flott“, dem Festival de la Chance, a méi rezent sinn och Lotterië mat europäescher Envergure organi-séiert ginn.

Dofir gesäit den Artikel 9 vun dësem Projet vir, dass d'Loterie nationale kompetent ass, éischtens, fir all Forme vu Lotterie- a Sports-wetten ze organiséieren, zweetens, fir en Distributiounsreseau vun alle Forme vu Lot-terien a Sportswetten ze bedreiwen. Zum Beispill ass d'Loterie nationale den Opéra-teur vum däitsche Lotto. An de Sportstotte kann hei zu Lëtzebuerg aktiv ginn, ënnert der Bedéngung, dass en Deel vum Netto-gewënn un d'Œuvre fléisst.

Mä och fir d'Deontologie dréit d'ONS eng sozial Verantwortung, dat wëllt soen deontologesch, a muss de Client iwwert déi reell Chancë vun deene verschiddenen Type vu Spiller informéieren, eng Opklärungscam-pagne iwwert déi ekonomesch, sozial, psychologesch Risiko vu Spillsucht lancéieren an an Zesummenarbecht mat diverser As-sociatiounen eng aktiv a koordinéiert Pre-ventioun an Hëllef bei der Ofhängegkeet beim Spill maachen, wat d'Ofhängegkeet beim Spill ausmécht.

Schlussendlech gi mam Artikel 10 vum Pro-jet déi grouss Prinzipien an Objektivitéit vun deem ale Lotteriegesez vum 1882 am Ge-setz iwwert d'Glécksspiller, wat elo 1977 erauskomm ass, integréiert. Dat wëllt soen, mir kënnen d'Gesetz vum 1882 abrogéieren.

Fir eng besser Lisibilitéit vum Projet ginn ausgeschloss vun de Glécksspiller d'Jeux concours an d'Tombolas publicitaires. An och d'Spiller organiséiert vun der Loterie nationale falen net ënnert d'Gesetz vum 1977. Dat wëllt soen, si brauche keng Auto-risatioun vum Ministère de la Justice.

Par contre wëllt d'Œuvre hir Reguléierungs-fonctioun um Lotteriesmaart, wou se bis elo de Monopol hat, net weiderféieren. An dat opgrond vun europäeschen Direktiven iwwert d'Libre concurrence. Domadder ver-schwënnt och d'Regulatioun, déi regulativ Roll verschwënnt aus dem Projet de loi.

Zu allerlescht ass den Artikel 8 iwwert déi steierlech Dispositiounen ze erwähnen. Fir d'alleréischte bezilt d'Œuvre keng Steieren a keng Taxen, weder un d'Gemengen nach un de Stat, à l'exception wat Lottotaxe betrëfft.

D'Akten zugonschte vun der Œuvre sinn dispenséiert fir Droits d'enregistrement ze bezuelen an och d'Geldspende si steierlech ofzesetzen. Fir méi Detailer verweisen ech op d'Travaux parlementaires, op de Rap-port, mä awer haaptsächlech op déi gutt Avisen, déi geschriwwen gi si vun der Chambre des Fonctionnaires publics, vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Salariés.

Well d'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte e Symbol vum nationale Solidaritéitswiesen hei zu Lëtzebuerg ass, bieden ech d'Chamber, dëst Gesetz ze stëmmen, well dëst Gesetz derzou bäidréit, fir deem Hëllefswierk en neie Cadre, en ak-tuelle Cadre juridique ze ginn.

Ech ginn och den Accord vu menger Frak-tioun.

» Plusieus voix. - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Doerner. D'Wuert huet déi honorabel Ma-dame Flesch.

Discussion générale

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här Pre-sident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischte wëll ech der Rapportrice Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rap-port, déi se an enger Rekordzäit iwwert d'Bühn bruecht huet. Mä an der Chamber ass et wéi beim Sport: D'Rekorder daueren oft net laang. De Rekord vun der Madame Doerner vun de Moie gëtt doudsicher muer de Moie gebrach,...

(Hilarité)

...wa mer de Projet 5895 diskutéieren. Do geet et nämlech nach méi séier, an et ass méi e komplizéierten Text.

Här President, wann et net hätt missen esou schnell goen, hätte mer vläicht nach kënnen deen een oder deen anere Schéinheits-feeler aus dësem Gesetz eraushuelen. Ech mengen, et wär awer net dramatesch, a mir wäerten als DP-Fraktioun dee Projet stëm-men.

Dee Projet ersetzt am Fong d'Arrêtés grand-ducaux vun 1944 an 1945 a gëtt der Loterie nationale an der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte eng - wéi soll ech soen? - méi klassesch Base légale a wäert dann och eng Partie Schwieregkeeten, déi an der Lescht opgetaucht sinn, aus dem Wee rau-men.

Här President, ech hunn zu deem Gesetz nëmmen eng Observatioun an eng Fro. D'Bemierkung ass déi folgend: Mir begréis-sen d'Dispositiounen vum Artikel 9, Para-graph 2, déi der Œuvre an der Loterie gewësse Responsabilitéiten iwwerdroen - d'Responsabilitéit, de Public kloer ze infor-méieren, wat d'Chancë vu Gewënn si fir all Produit, dee proposéiert ass, Informatioun-campagnen ze organiséieren iwwert déi wirtschaftlech, sozial a psychologesch Ris-ken, déi entstinn, wann een dépendant gëtt vum Spill, a mat den Autoritéiten an den zoustännegen Associatiounen, déi op deem Gebitt tätég sinn, ze kooperéieren, fir eng aktiv a koordinéiert Preventiounspolitik op d'Been ze bréngen.

Ech mengen, dat huet d'Loterie nationale souwisou ëmmer gemaach. Si war ëmmer an „responsible citizen“. Mä ech mengen, dass dat do elo an d'Gesetz ageschriwwen gëtt, ass wichteg an dréit och zu engem Deel jiddefalls de Suerge vun der Familie-kommissioun Rechnung, déi sech iwwert d'Risiko vun Zubito verschiddentlech ënnerhalen huet a gemengt huet, et missten do gewësse Mesurë geholl ginn. Déi do Dis-positiounen ginn an dee Wee.

Et bleift zwar nach e Problem iwwert d'Inter-pretatioun vun engem Artikel vum Gesetz vum 20. Abrëll 1977, mä ech mengen, dee Problem konnt net am Kader vun dësem Gesetz geléist ginn.

D'Fro, Här President, wenn sech un d'Re-gierung. An zwar ass et déi folgend: D'Rap-portrice huet dorop higewisen, dass d'Re-gulatiounskompetenz vun der Œuvre als Régulateur vum Lëtzebuurger Marché vun de Lotterien, déi d'Œuvre bis elo hat, aban-donnéiert gëtt. Dat ass och gutt an dat ass och richtig, well d'Œuvre nationale, déi d'Mamm ass vun enger Lotterie, ka jo net gläichzäiteg als Régulateur operéieren.

D'Fro, déi awer opbleift, an dat ass déi, déi ech der Regierung wëll stellen, ass: Wien ass dann elo de Régulateur vum Marché vun der Lotterien, wann d'Œuvre et net méi ass? Wie gëtt amplaz vun der Œuvre gesat, fir fir d'Regulatioun vum Marché ze suer-gen?

Déi zwou Bemierkunge gemaach, Här Pre-sident, géif ech nach eng Kéier den Accord vun onser Fraktioun confirméieren fir dëse Projet de loi.

» Plusieus voix. - Très bien!

» **M. le Président.** - Deen nächste Ried-ner ass den honorabelen Här Angel.

» **M. Marc Angel (LSAP).** - Här Presi-dent, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minis-ter, och e grouse Merci un d'Rapportrice fir hir schrëftleche a mëndleche Aarbecht. Si huet alles genau erkläert, ech wäert duerfir net méi dorop agoen.

Mir si frou als LSAP, dass de Statut juridique elo geregelt ass. Och déi Dispositions fis-cales sinn eng gutt Saach. D'Tutelle ass ge-regelt. Mir hunn also e Lifting gemaach vun enger Gesetzgebung, déi iwwer 60 Joer al ass. Dat ass eng gutt Saach, a besonnesch wichteg fir eis war och, dass déi Trennung vun Opérateur a Régulateur elo besteet.

Dëst Gesetz ass op d'Demande komm vun der Lotterie an der Œuvre selwer, déi no en-ger längerer Reflexioun sech zwou Froe ges-tallt hunn, a mat dësem Gesetz hu se déi zwou Froen och beäntwert. Dat war en-gersäits d'Missioun an anersäits déi Tren-nung vun Opérateur a Régulateur.

Niewent der Œuvre an der Lotterie hunn awer och nach eng ganz aner Rëtsch Leit sech Froe gestallt an Iwwerleeunge ge-maach an hu gefuurdert, dass vläicht d'Ge-setz vum 1977, wat d'Madame Flesch vir-drun zitéiert huet, och misst iwwerducht ginn.

Ech wollt do hiweisen op déi Aarbecht, déi vill Deputéierten, Fraktiounen gemaach hunn am Kader vun der Familljekommissioun mat der Santé a mat der Commission juridique zesummen. Mir haten hei eng Heure d'ac-tualité, déi vun der CSV aberuff gi war, vun der Madame Stein am Mee 2007. Do huet de Minister eis gesot, mir sollen innerhalb vun der Chamber nodenken, wéi een déi Problemer vum Zubito an och vu Spillsucht kéint regelen.

D'Madame Stein hat deemools och gefrot, ob et net eng gutt Iddi wär, eng Commission nationale iwwert d'Jeux de hasard anzese-tzen. Dat ass eng Fro, déi nach op ass, op déi mer och nach eng Äntwert fonnt hunn an un där mer an deenen nächste fënnef Joer vläicht muss schaffen.

An de Chamberskommissiounen hu mer d'Vertrieder vun der Œuvre a vun der Lotte-rie empfaangen. An enger anerer Sitzung hate mer och d'Vertrieder vun den Organi-satiounen, déi sech ëm d'Opfer vun der Spillsucht bekëmmern. Dat war ganz inter-essant. Mir hunn engersäits iwwert déi irra-tional Säit geschwat - de Besoin vum Mënsch, fir ze spillen -, an op där anerer Säit ass jo eng rational Finalitéit do, de Sou-tien vun den Associatiounen a sozialen Or-ganisatiounen.

Mir hunn eis Suerge gemaach, dass op där enger Säit Leit gehollef kréien an op där anerer Säit Leit vill Sue verléieren, ob dat eng gutt Saach wär.

Mir sinn do och gebiede gi vum President vun der Chamber, et ass all Fraktioun opge-ruff ginn, sech schrëftlech auszeschwätzen iwwert d'Nécessitéit, d'Gesetz vum 1977 ze iwwerdenken. Do huet och all Partei eng Äntwert ginn.

Ech wëll kuerz nach eng Kéier soen, firwat et fir eis Sozialiste wichteg wär, nach eng Kéier méi am Detail d'77er Gesetz ze änne-ren: Éischtens, well nach ëmmer déi On-kloerheeten am Artikel 3 bestinn, wou et déi Interpretatiounsschwieregkeete gëtt; zwee-tens wëlle mer och de Jugendschutz vläicht integréiert kréien, dass et en Âge légal gëtt - 18 Joer -, fir kënnen déi Spiller ze ma-chen, an drëttens muss ee vläicht och no-denken, am Intitulé vun deem 77er Gesetz

geet nach ëmmer vu Sportswette Rieds, mëttlerweil ginn och Wette gemaach a ganz aneren Domänen wéi dem Sport. Och dat misst ee vläicht considéieren.

Ech wëll nach eppes ervirsträchen. Et ass gutt, dass et nach ëmmer de Monopol vun de staatleche Lotterië gëtt. Dir wësst, dass am Kader vun der Direktiv «Service» um europäesche Plang dee Monopol sollt opge-huewe ginn. Ech fannen et gutt, dass vill Länner, an dorënner och Lëtzebuerg, an do-fir e Merci un déi Leit, déi eis an Europa ver-trieden, dass se et fäerdeg bruecht hunn, zesumme mat dem „lobbying group“ vun den „European Lotteries“ - dat ass den Daachverband vun deenen nationale Lotte-rien, dass se gesot hunn, dass et kee Sënn mécht, d'«libre prestation de services» an-zeféieren an engem Domän, wou den Ordre public esou eng wichteg Roll spillt.

An och d'europäescht Geriicht um Kierch-bierg invoquéiert justement ëmmer den Ordre public, fir dës Monopoler ze validéieren. Duerfir, déi Notioun vun Ordre public ass an deem ganzen Domän vum Spillen eng wichteg Saach.

Dëst Gesetz, wéi gesot, regelt elo eng De-mande - déi vun der Lotterie a vun der Œuvre -, fir hire Statut besser ze maachen, och hir Missiounen méi kloer ze definéieren.

D'Madame Flesch huet och deen Artikel 9 zitéiert, wou se eng Missioun kréien, ze in-forméieren, ze warnen. Dat maache se scho mat där Campagne «Pour que le jeu reste un jeu» oder «Fixez vos limites». Dat steet och op all Billjee drop. Dat misst nach verstärkt ginn.

Et wär och vläicht gutt gewiescht, wa mer hei am Artikel 9 nach derbäigesat hätten, dass Associatiounen wéi anonym Gléck-spiller solle finanziert ginn. Dat kënnen mer dann nohuelen, wa mer nach eng Kéier déi Aarbechten, déi mer ugefaangen hunn, déi mer bal fäerdeg gemaach hunn, an der Fa-milljekommissioun an där nächster Legisla-tur weiderféieren.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Angel. Den honorabelen Här Braz huet d'Wuert ge-frot.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wëll just fir déi gréng Fraktioun der Madame Doerner Merci soe fir hire mëndlechen an och proppere schrëft-leche Rapport. Déi gréng Fraktioun ën-nerstëtzt dësen Text, mä, wéi de Kolleeg Angel et och elo scho gemaach huet, weise mer och dorop hin, dass eng Rei Froen nach op eng Äntwert waarden.

Et gëtt Problemer wéi d'Spillsucht, an et gëtt och do eng Rei Froen hei am Parlament ze diskutéieren an ze beäntwerten. Dat war net den Objet vun dësem Text. Dësen Text ass an eisen Aen och, esou wéi mer en elo zum Vote kréien, kohärent, a mir ënnerstëtzen en och duerfir, mä wéi gesot net ouni dorop hin-zeweisen, dass nach eng Rei Aarbecht hei awer opsteet.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Et ass net e Problem mat dësem Gesetz, wou ech hunn, mä et ass dee battere Bäigeschmaach, deen am Fong dat Gesetz huet, well et am Fong d'Méiglechkeet schafft, mam Misär vu ville Leit Geld ze verdéngen.

Och, wann dat Geld do geholl gëtt, fir sozial Zwecker oder fir aner gutt Zwecker ze ën-nerstëtzen, esou bleift awer nach ëmmer de Bäigeschmaach, dass, wann een op där en-ger Säit wëllt Guddes maachen, an op där anerer Säit dann d'Suen do hält, wou ris-kéiert gëtt, duerch déi Mesuren, déi do sinn, duerch déi Spillméiglechkeeten, déi do sinn, vill Misär ze schafen, dann awer e bat-tere Bäigeschmaach bleift. Den Här Angel huet et schonn ugeschwat.

Ech spriechen do besonnesch dat Spill Zu-bito un, an ech spriechen och den Artikel 3 u vum Gesetz vum 20. am Fréileng 1977, wou einfach Kloerheet muss geschaf ginn, well dat Gesetz ass fir mech kloer, an ech hunn dat och geschriwwen. Et ass fir mech kloer: Et dierfen a kengem öffentleche Lokal Spiller stoen, wou direkt Geld ausbezuelt

gëtt. Dat war de Sënn vum Gesetz vum 1977, an dee Sënn an och déi Philosophie als Prinzip, déi ginn am Fong elo mam Aféiere vum Zubito violéiert. Et deet mer leed.

Ech kann lech soen - ech si vill an der Öffentlechkeet -, wat fir e Misär dat Spill do mat sech bréngt. Et wär héich Zäit, awer wierklech allerhéchst Zäit, dass mer do géifen agräifen an déi Spiller verbidden.

Et misst een emol elo eng Analys maachen, wéi vill Misär d'Spillen hei am Land iwwerhaapt mat sech bréngt. Et misst een och emol mat deenen Organisationsen ëmmer erëm Récksprooch huelen. Do gëtt et Organisationsen vum anonyme Spiller, déi genau datselwecht soen, an déi mussen gehéiert ginn, well déi si jo net vum Dommheet gegrënnt ginn. Ech mengen, déi si gegrënnt ginn, well do wierklech vill Misär ass. Ëmmer, wann esou eng Initiativ sech aus der Bevölkerung eraus grënnt, fir ze hëllefen, dann ass et sécher, dann ass de Misär schonn do an da gëtt et héich Zäit, dass do gesuergt gëtt, fir do eppes ze änneren.

Duerfir soen ech, och, wann et ass, fir gutt Zweck ze ënnerstëtzen, bleift ëmmer dee battere Bäigeschmaach, dass d'Suen do vum Misär vu ville Leit geholl ginn.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Luc Frieden.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, Merci och vun der Säit vun der Regierung un d'Rapportrice, d'Madame Doerner, fir déi Rapporten hei. Merci awer och, géif ech gären am Numm vun der Regierung soen, der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte, déi während Joren a Jorzéngte mat all deene Leit, déi sech do engagéiert hunn, eng exzeptionell gutt Aarbecht gemaach hunn, vun deene ganz vill Leit profitéiert hunn.

Dat Gesetz hei, dat ass eis ganz bewusst, ass kee Gesetz iwwert d'Spillen en général, kee Gesetz iwwert d'Problemer, déi d'Lotterien kennen no sech zéien oder esou Spiller wéi déi, déi hei genannt gi sinn, mä et setzt awer trotzdem e kloer Kader.

Ech deelen d'Meenung och, déi hei vum Här Angel gesot ginn ass, wou en déi Position ënnerstëtzt huet, déi ëmmer déi och vun der Regierung war, datt fir d'Spiller, fir d'Lotterie, fir d'Casinoen net d'Regele vum fräie Maart einfach spillen, mä datt dat e Gebitt ass, wou et muss kloer Rahmenbedingunge ginn, an datt déi ëmmer müssen Autorisationsen ënnerleien, och fir Problemer wéi déi vun der Spillsucht eenegermoossen am Griff ze behalen.

Woubäi ech zu där Problematik wëll soen, datt ech net mengen, datt d'Gesetz all déi Problemer ka léisen, mä datt do och ganz vill am Beräich läit vun der Responsabilitéit vun deenen, déi esou Spiller op de Maart bréngen, respektiv och enger ganzer Rei Initiativen, déi och gemaach gi vun der Loterie nationale, vum Casino, fir ze évitieren, bei deene Leit, wou besonnesch Problemer sinn, datt déi weider an hir Sucht, also och an hir Krankheet sech verdéiwen.

Ech mengen net, datt de Gesetzgeber all déi Problemer ka léisen, woubäi ech gäre bereet sinn als Justizminister, dee fir eng Rei Lotterien zoustänneg ass, déi net ënner d'Kompetenz vun der Loterie nationale fallen, fir ze kucken, datt dat net ausufert.

Ech mengen och, datt een dat regelméisseg muss iwwerkucken. Dat ass en Débat, deen ni fäerdeg ass. Et komme jo ëmmer erëm nei Spiller op de Maart, an duerfir sinn ech gäre bereet, och zesumme mat der Chamber déi Problematik do ze kucken.

Dëst Gesetz, wéi gesot, huet zum Zil, d'Œuvre an hiren Aufgaben ze moderniséieren, ze prezisieren. Duerfir sinn ech frou hei feststellen, datt dee Projet, deen d'Regierung abruecht huet, eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber féint.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote vum Projet de loi...

(Interruption)

Pardon. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Ech hat eng prezis Fro un d'Regierung gestallt, wien elo de Régulateur de marché ass.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - De Justizminister. Mat Ausnahm vun deene Spiller, déi vun der Loterie nationale an hirem Conseil autoriséiert ginn. Well d'Loterie nationale ënner der Tutelle vum Statsminister war a bleift, brauch ee keng zweet Autorisation. Mä aner Spiller iwwer e gewëssene Montant ginn autoriséiert vum Justizminister.

» **M. le Président.** - Voilà, mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi perséinlech Stëmme fir d'ëischt. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5955 ass mat 56 Jo-Stëmmen uegoholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Christine Doerner), MM. Ali Kaes, Laurent Mosar (par M. Norbert Hauptert), Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kënnen d'Resolutioun, déi den honorablen Här Goerens déposéiert huet, direkt huelen. Pardon. Jo. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

3. Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale

» **M. Charles Goerens (DP), auteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vum däitsche Finanzminister wësse mer, datt en, wann en iwwer gewëssen Theme schwätzt, mat wéineg Précautions oratoires auskënnert.

Elo gëtt et e puer Manéieren, fir Divergenzen auszedroen iwwer een an datselwecht Thema. Bis elo hate mer ëmmer d'Méiglechkeet, am europäesche Rahmen déi Problemer unzeschwätzen, sämtlech Länner vun Ufank un derbäi sinn ze loossen, datt jiddweree konnt seng Meenung exprimieren, an dat ass normalerweis zu engem Kompromëss komm.

Et gëtt eng zweet Manéier, fir sech mat deene Problemer auserneezenesetzen, dat ass op onfair Méttelen zrëckzegräifen an déi och nach begleet vum enger Degradiation an der Wuertwahl, déi der Léisung vun Dossierien net förderlech ass.

Drëttens, dat, wat den Här Steinbrück gesot huet, andeems en d'Transparenz fiscale vun eisem Land an och vun anere mat där vu Burkina Faso vergläicht, kann och net reaktiounslos higeholl ginn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Charles Goerens (DP), auteur.** - Ech hat selwer duerch verschidde Funktiounen, Här President, d'Méiglechkeet, mam Finanzminister vu Burkina Faso ze schwätzen, och mam Ausseminister vun deemselwechte Land. Ech kann lech soen, datt ech bei deenen ni déi Écarts de langage konnt percevéieren, déi mer elo gëschter erëm eng Kéier vum Peer Steinbrück héieren hunn. Ech géif éischter soen, datt et eng Source vun Inspiratioun wär fir gutt Behuelen am Émgang mat Anersdenkenden an och mat Vertrieeder vun anere Länner, déi een am Gespräch mat de Vertrieeder vu Burkina Faso kënn fannen.

Ech fannen och, datt et net verrietbar ass, vu d'Relatiounen, déi zäitweilg ganz delikat waren tëschent der Bundesrepublik Däitschland a Lëtzebuerg, mä déi sech op eng exemplaresch Manéier entwéckelt hunn, muttwëlleg Sensibilitäten an eisem Land ze heurtieren. Dat ass net noutwendeg.

Hei gëtt erëm eng Kéier appelléiert u Sentimeter, déi hir Originé fannen an enger Zäit, wou Lëtzebuerg an Däitschland wierklech näischt méi gemeinsam haben a wou mer ganz vill ënner Däitschland gelidden hunn.

Mir freeën eis net doriwwer, mä mir stelle fest, datt leider déi Sensibilitéit sech onwahrscheinlech heurtéiert fillen, an dat mierkt een an de Gespréicher mat praktesch alle Leit, déi een hei am Land begéint.

Mir fannen duerfir, datt déi Manéier, fir sech mat Lëtzebuerg auserneezenesetzen, an op déi den Här Steinbrück zrëckgegraff huet, blessant ass, erofsetzend, iwwerflësseg, muttwëlleg, an datt se absolut näischt bädréit zu dem noutwendegen Zesammenhalten, wat mer onbedéngt brauchen, fir an där Krisensituatioun, an där mer an Europa dra sinn, weiderzekommen.

Gewëss, a Virwahlzäiten ass et net anormal, datt gewëssen Aussoe méi pointéiert artikuliert ginn. Dat entschëllegt awer beileiwen net alles, a scho guer net déi Écarts de langage, op déi ech mech hei beruff hunn. Duerfir ass dës Resolutioun, déi vun de Vertrieeder vun alle Sensibilitäten hei am Haus gedroe gëtt, och am Dispositiv dorop aus, fir déi Praktiken do ze veruerteelen ouni Reserven.

Ech hat lech invitéiert, Här President, fir och Ärem Homologue vum Bundestag déi Resolutioun hei ze iwwermëttelen. Ech géif lech bieden - dat hat ech net an der Resolutioun verfaasst -, Dir sollt datselwecht maache mam President vun der Assemblée parlementaire vun Ouagadougou.

Ech soen lech villmoos Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Goerens a senger Fraktioun félicitéieren fir déi Initiativ, déi se hei geholl hunn. Ech mengen effektiv, datt dat absolut berechtigt ass.

Här President, meng Fraktioun weess och, wat et heescht, Wahlkampf müssen ze féieren. Mir wësse jo och, datt an Däitschland net nëmmen Europawahle sinn, mä och am September Bundestagswahle sinn. Mir stelle fest, datt an der Bundesrepublik Däitschland déi Wahle mat zimlech haarde Bandagen do gefouert ginn. Dat entschëllegt awer net, datt all Méttelen entre-temps bei verschidde Leit recht sinn, fir dee Wahlkampf ze féieren.

Et entschëllegt scho guer net, datt ee kleng europäesch Länner benotzt fir seng innenpolitisch Zweck. Kleng europäesch Länner, déi éischters emol bäi Wäitem manner Méiglechkeeten hunn, fir sech ze wieren an esou engem Stil wéi deem doten, an esou enger Ausenanersetzung wéi där doten op europäeschem Niveau.

Et entschëllegt nach manner, datt och elo net nëmme méi kleng europäesch Länner benotzt gi fir innenpolitesch Wahlkampfzwecker, mä carrément déi äermste Länner vun der Welt genotzt ginn, fir op d'Géigner ze schloen. Ech muss soen, dat ass e Stil, deen ass wierklech net immens - loosse mer soen: gutt.

Wéi gesot, et geet hei reng ëm innenpolitesch Ziler an Däitschland, déi heimadder bezweckt ginn, mat där Kraftmeierei, déi do zum Ausdrock bruecht gëtt.

Ech muss och soen, datt dat, wat eis extrem beonrouegt, dat ass, datt mer mengen, datt den Här Steinmeier sech net bewusst ass, dass en der europäescher Iddi onheemlech schuet...

» **Une voix.** - Den Här Steinbrück!

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Den Här Steinbrück - pardon - schuet onheemlech der Iddi vun der Europäescher Union. Well dat doten, dat schwätzt sech jo erëm an allen europäesche Länner, a virun allem kleng Länner fille sech ëmmer méi an den Eck gedréckt vun deene grouse Länner. Ech mengen net, datt dat dozou bädréit, datt méi Verständnis opkënnert fir d'Verdéiwung vun der Europäescher Union. Wéi gesot, dat ass wierklech äusserst bedauerlech.

Ech fannen et och absolut berechtigt, datt mer hei als Parlament endlech dorobber reagieren. Mir hoffen, datt déi Resolutioun hei wierklech eestëmmeg uegoholl gëtt an datt de President deementspreechend dee Bréif do soll schécken.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Bausch. Den Här Wolter huet d'Wuert.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun stellt sech total hannert déi Resolutioun, déi de Kolleg Goerens am Numm vun der DP hei hannerluecht huet an déi mer och mat ënnerstëtzen.

Ech hat d'Geleeenheet, am Kader vum Débat vum État de la nation ze soen, dass Europa nëmme ka funktionnéieren, wann et am Ausgläich tëschent deene groussen an deene kleng Länner funktionnéiert, wann dee Gescht, dee bis virun enger net allze laanger Zäit an Europa véhiculéiert ginn ass duerch eng ganz Rei vu Politiker - vum Helmut Kohl, vum François Mitterrand an aneren -, déi ëmmer dorop erpicht waren, och ze probieren, d'Meenung vun deene méi kleng Länner op d'mannst nozelauschteren an och bereet waren, Kompromësser ze maachen, wann dee bleift.

Et stellt ee leider fest, besonnesch an deene leschte Méint, dass ëmmer Politiker aus sougenannte grouse Länner eng Rei vun Écarts de langage maachen, déi - wéi et vu mengem Virriedner, dem François Bausch, gesot ginn ass - dem europäeschen Zesammenhalt net déngen.

Dat Europa brauch Zesammenhalt. Grad just a Krisenzäite muss et bewiesen, dass et géeeent ass. Et sinn, mengen ech, net nëmmen Écarts de langage, mä et ass System, besonnesch bei deem Minister, iwwert dee mer eis haut hei ënnerhalen, well et jo net fir d'ëischt ass. Et ass elo fir d'drétt oder fir d'véiert innerhalb vu kuerzer Zäit, wou déiselwecht Persoun, an dat ass jo net deen allerklengsten am Rang vun den däitsche Politiker, sech mat anere Länner huet an op eng Aart a Weis iwwert déi Länner schwätzt, déi einfach all Form vu Respekt och par rapport zu deene Länner vermësse léisst.

Et ass awer net deen Eenzegen. Wann ech kucken, wat vun der franséischer Säit an deene leschte Wochen och deelweis komm ass, och vun enger Rei vu ganz héichgestallte Politiker, esou stellt ee fest, dass och vun där Säit aus ëmmer manner opgepasst gëtt an ëmmer manner Rücksicht geholl gëtt op d'Meenung an op d'Gefiller vun aneren.

Dat ass de Grond, firwat mir als Partei, als Fraktioun déi Resolutioun hei ënnerstëtzen, an der Hoffnung, dass d'Leit sech bewusst ginn, dass, wann een ausschléisst, wann een ausgrenzt, wann een aner Leit un de Pranger stellt, ee riskéiert, iergendwann eng Kéier datselwecht mat sech selwer geschéien ze gesinn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Wolter. Den Här Fayot huet d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, selbstverständlech hu mer déi Initiativ vun Här Goerens matgedroen, fir géint déi Deklaratioun vum Här Steinbrück ze protestieren.

Et ass hei schonn duergestallt ginn, dass en anere Wand an Europa bléist, deen och dorop zrëckzeféieren ass, dass Europa net méi esou funktionnéiert, wéi et soll, dat heescht an enger partnerschaftlecher Zesummenaarbecht. Déi partnerschaftlech Zesummenaarbecht ass duerch zwee grouss Länner ganz besonnesch och mat Hëllef vu Groussbritannien a Fro gestallt ginn. D'Madame Merkel gradesou gutt wéi den Här Sarkozy hunn dorop gehalen, hu mat anere Partner am G20 dorop gehalen, dass verschidde Länner op eng gro Lëscht kéimen, déi, contrairement zu deenen Ofmachungen, déi viru getraff gi waren an net agehale gi sinn, sollte gebrandmarkt ginn.

Dat ass sécher fir e Land wéi Lëtzebuerg, mä och - an dat bedauern ech e bëssen, dass dat net op dëser Resolutioun ass - Länner wéi d'Belsch an Eisträich am Fong geholl net akzeptabel. Déi Deklaratioun vum Här Steinbrück, déi concernéieren net nëmme Lëtzebuerg, mä och d'Belsch an Eisträich an deem Verglach, deen e mat Burkina Faso gemaach huet.

Dat ass, wat mer hei brandmarken. Wa mer gären eng Europäescher Unioun hätten, déi anstänneg Finanzregulatioun géint d'Kris kann aféieren, da muss dat partnerschaftlech, gemeinsam gemaach ginn.

Duerfir begréissen ech och, dass d'Lëtzebuurger Regierung an deem Conseil ECOFIN ons Positioun ganz kloer duergestallt huet, déi de Minister Frieden jo d'lescht Woch och nach eng Kéier hei an dëser Chamber prezisiéiert huet.

Wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass net akzeptabel, dass d'Représentantë vu grouse Länner, ob et Finanzministere sinn, Statspräsidenten oder Kanzler, wien ëmmer, Länner aus der Europäescher Unioun brandmarken, well se net deem follege genee, wat si wëllen. Duerfir ass dës Resolutioun sécher och e Mëttel, fir onser Indignatioun Ausdruck ze ginn.

Ech muss allerdéngs awer och derbäifügen, dass ee sech an der Chamber muss iwwerleeën, wéi oft een dat mécht. Ech mengen, dat do mécht een net x-mol. Dat mécht een eemol, an et kann een net all Kéiers déi Saachen esou héichspillen, well et ass trotzdeem ee Parlament, eng Chamber, déi sech un en anert Parlament wrennt. Wa mer dat eng Kéier maachen, huet dat bestëmmt eng gewëssen Effikasitéit. Mä wa mer et x-mol maachen, huet et keng.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Duerfir fanne mer dat hei richteg. Mir sollen ons awer iwwerleeën, wéi mer an onser weiderer Strategie iwwert déi Zesummenaarbecht an Europa mat anere Länner, och an onse bilaterale Zesummenaarbechte virginn.

► **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Mir droe selbstverständlech déi Resolutioun och mat. Ech ka mech nëmme deene Wierder vu menge Virriedner uschlëssen.

Et schéngt sech hei haaptsächlech ëm Wahlkampf ze handelen, ëm - zum Deel - en Oflenkungsmanöver. Mir wëssen, dass déi däitsch Finanzen sech a kengem gudden Zoustand befannen, dass Däitschland en enorm héijen Undeel vu sengem Budget muss fir de Scholdendéngscht opréngen. Dat si Feeler, déi si bei sech selwer ze sichen hunn. Si probéieren elo am Wahlkampf, d'Schuld op aner Länner, an da woufir net och op e klengen Noper, dee sech net esou gutt wiere kann, ofzewälzen.

Wat mech och stéiert, dat ass, dass hei Burkina Faso als Knéppel geholl gëtt, fir op Lëtzebuerg dropzeschloen, wat och e Manktum u Feinfühlegkeet vis-à-vis vu Länner, déi vläicht an hirer Entwécklung nach net esou wäit si wéi mir, erkenne léisst.

Ech kann net hei referéieren iwwert d'Transparenz vun der Fiskaliteit a Burkina Faso. Op jidde Fall, mengen ech, hätt den Här Steinbrück sech dat do renglech kënnen spueren.

Et weist eng Geeschtshaltung, déi net gutt ass an enger Europäescher Unioun, déi op Solidaritéit opgebaut ass, wou een deen anere soll a muss respektéieren, egal wéi grouss en ass, egal wéi kleng en ass, egal wéi laang e scho Member vun där Europäescher Unioun ass. Lëtzebuerg ass ee vun de Grënnerstaaten. Ech mengen, mir hunn ëmmer Solidaritéit gewisen a mir hunn dat do wierklech net verdéngt gehat.

Et weist awer och, dass eng nei Generatioun amgaangen ass ze kommen, déi deelweis net méi dat Geschichtsbewusstsein schéngt ze hunn, wat ee sech géif wënschen. Vlächicht kéint een dem Här Steinbrück e Lëtzebuurger Geschichtsbuch schécken, dass en a méi rouege Momenter sech emol e bëssen iwwert dat informéiert, wat eis Relatiounen an der Zäit waren a wéi Lëtzebuerg énnert Däitschland an der Zäit ze leiden hat.

Ech hu mech awer och gefrot, ob net déi leschte Kéier, wéi déi Ugrëff scho waren, d'Lëtzebuurger Regierung net och méi däitlech hätt kënnen reagéieren, esou, wéi zum Beispill d'Schwäizer Regierung et gemaach huet, an zwar den däitsche Botschafter abestellen an him ganz klipp a kloer soen, dass dat doten en inakzeptabele Comportement ass.

Duerfir, ech deelen och dat, wat den Här Fayot seet, et kann een dat net all Kéiers maachen. Mä et wär och gutt, wann um Niveau vun der Regierung entsprechend géif reagéiert ginn.

Selbstverständlech droe mir dat hei mat.

► **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

► **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Ech mengen, déi Frechheeten, déi vis-à-vis vun eisem Land do vu sech gi sinn, dat ernnert esou e bëssen un e Buch vun engem eisträichesche Moler aus den 30er Joren. Deen huet mat deeneselwechte Methoden operéiert.

Ech mengen, wa mer och mussen higoen a kucken iwwer ëmmer méi Dialog ze versichen, d'Problemer elo an dësem Moment an an Zukunft ze léisen, esou ass et awer kloer, dass mer eis vu kengem Frechheete brauche gefalen ze loosse an dass mer et och net dierfen zouloossen, dass Frechheete vis-à-vis vun anere Länner vu sech gi ginn, besonnesch vun där anerer Säit vun der Musel.

Duerfir ass déi Resolutioun, déi hei haut deponéiert ginn ass, déi eenzeg richteg Äntwert op dat, wat do geschitt ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Den Här Goerens huet d'Wuert.

► **M. Charles Goerens (DP), auteur.** - Här President, ech wollt just als Äntwert op dem Här Fayot seng Interventioun soen, dass et richteg ass, dass een net soll ze dacks op dat Instrument hei zrëckgräifen.

Fir mech ass et och eppes Eemoleges, an et muss eng ganz massiv Riposte kommen. Et gesäit jo wuel esou aus, wéi wann d'Chamber dat hei géif eestëmmege matdroen. Ech mengen, et ka jiddwereen dozou bäidroen, dass et besser geet. Deen Alleréischten, deen dat ka maachen, ass den Här Steinbrück. Wann en déi Äusserungen do net méi répétéiert, wann en net méi récidivéiert an deemselwechte Sënn, da ginn och zukünfteg Stellungnahmen iwwerflësseg.

► **M. le Président.** - Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

► **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, mir sinn eis ganz bewusst, dass et eng Resolutioun ass, wou d'Chamber sech ausdréckt an d'Regierung net direkt zu eppes opgefuerdert gëtt. Trotzdeem ass dat hei e Virgang - dat, wat gëschter geschitt ass mam Finanzminister Steinbrück -, deen och vu Regierungssäit aus e Kommentar néideg mécht.

Ech wëll fir d'éischt prezisiéieren, dass den Här Steinbrück déi Remarque, ëm déi et hei geet, wou e gesot huet, hie géif op eng Sitzung am Juni d'Schwäiz, Eisträich, Lëtzebuerg a Ouagadougou invitéieren, an all aner, dass en déi net gemaach huet an dem Conseil vun de Finanzministere selwer, well den Här Steinbrück war dee Moment, wou dee wichtege Dossier vun de Steieren am Conseil diskutéiert ginn ass, wou d'Kommissioun fir Lëtzebuerg inakzeptabel Propositionen gemaach huet iwwert d'Bonne gouvernance fiscale, guer net am Sall vun Finanzministerconseil. Et wär also besser gewiescht, den Här Steinbrück wär dee Moment am Conseil gewiescht, en hätt sech iwwert dee Sujet ausgeschwat, deen do zur Diskussioun war.

Den Här Steinbrück schéngt déi Aussoe virun der Press gemaach ze hunn, wat awer allerdéngs guer näischt der Gravitéit an der Inakzeptabilitéit vun deenen Aussoen ewechhëlt.

D'Regierung condemnéiert déi, wéi ähnlech Aussoen, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, op d'Schäerfst. Mir hätte gären, dass eist Land respektéiert gëtt wéi aner Länner och, an duerfir ass dat heiten eng inakzeptabel Frechheet fir Lëtzebuerg. Mä et ass virun allem, mengen ech och, eng inakzeptabel Frechheet fir Afrika a fir all d'Afrikaner, well et jo am Fong eng erfloossend Remarque ass fir d'Afrikaner, déi esou e bëssen Zweet-Klass-Leit wäeren, an déi eis dann a sengem État d'esprit an déi nämlech zweet Klass setzt, zesummen iwwergens mat der Schwäiz a mat Eisträich.

Dat ass einfach net hinnehmbar, och wann ech awer weess - a mir hunn dat och gëschter am Gespréich um Rand vum Conseil matkritt -, dass all Kéiers, wann den Här Steinbrück esou Remarquë mécht, hie bei sengen Unhänger an Däitschland an op senger Parteikongresser ganz gutt ukënn. Sou dass en also och no dëser Resolutioun héchstwahrscheinlech sech e wéineg gebremst fillt a sengen inakzeptabele Remarquen.

Zum Inhalt géif ech nach gären ee Saz och hei derbäifügen. Et geet en fait, an dat war an deem Kontext, wou den Här Steinbrück geschwat huet, ëm eng Sitzung, déi den däitsche Finanzminister Steinbrück zesumme mam franséische Budgetminister Woerth wëllt am Juni zu Berlin aruffen als Nofolgesetzung vun enger Sitzung, déi d'lescht Joer am Oktober zu Paräis stattfonnt huet.

Ech wëll hei nach eng Kéier soen, dass Lëtzebuerg en där Sitzung net deelgeholl huet, no Concertatioun mat anere Länner, dont Eisträich an d'Schwäiz - aus zwee Grënn.

Éischstens, well et eng Sitzung ass, un där net eng Organisatioun, där mir ugehéieren, Organisateur war. Et war eng Sitzung, déi am Gebai vun der OCDE stattfonnt huet, wou awer net all d'OCDE-Memberen invitéiert gi sinn.

Zweetens ass et keng Sitzung gewiescht vun der Europäescher Unioun. Mir diskutéiere Steierfroen an der Unioun a mir diskutéiere Steierfroen an der OCDE, an net op Invitatioun, op Diktat vu Frankräich an Däitschland, déi eis convoquéieren op eng Sitzung op Paräis.

Déi zweet Ursach, firwat mer net dohinner gaange sinn, war, dass et eng Sitzung war, déi fir zwou Stonne geplangt war, wou d'Konklusioun vun der Sitzung scho virdu festgeschriwwen waren, wou eng Rei Saachen drastoungen, mat deene mir net d'accord waren, a wou et just dorëm gaangen ass, dass Däitschland a Frankräich op enger Pressekonferenz konnte soen, wat hir Meenung zum Steierdossier war.

Däitschland wëllt elo eng Folgekonferenz vun där Sitzung am Oktober maachen, an déi Sitzung hu se geplangt fir den 23. Juni 2009 zu Berlin. D'Lëtzebuurger Regierung, a besonnesch de Statsminister an ech selwer, deen an dësem Dossier jo concernéiert ass, sinn der Meenung, dass d'Plaz vun de Ministere, an ech géif soen och d'Plaz vun den Deputéierten, op eisem Nationalfeierdag am Lëtzebuurger Land ass, fir un deene Feierlechkeeten deelzehuelen, déi eisen Nationalfeierdag ausmaachen.

Mir hunn also duerfir net d'Intentioun, als Ministeren op deem Dag op Berlin ze fueren. Mir sinn awer der Meenung, dass, vu dass et sech ëm e wichtege Dossier handelt, a vu dass och schéngen déi aner Länner, wéi d'Schwäiz an Eisträich, un där Sitzung deelzehuelen, mer un där Sitzung deelzehuelen um Niveau vun héije Fonctionnaire respektiv Ambassadeuren, fir eis an déi Debat mat anzeklicken, woubäi ech awer nach eng Kéier kloer an däitlech wëll soen, et ass keng Sitzung, déi befugt ass, iergendeng Décisioun ze huelen, well dat kann eleng d'Europäesch Unioun.

Do hu mer schwierig Debatten, an ech kann lech soen, gëschter war fir Lëtzebuerg en désagrabelen Dag am Conseil, well d'Europäesch Kommissioun mengt, si hätt de Wand an de Segelen a kënnt elo d'Kalenneren an d'Inhalter no dem G20 an der OCDE accélérieren.

Mir ginn also dohinner, fir ze weisen, dass mer an dee Sujet eis wëllen abannen, mä d'Diskussiounen an d'Décisioun huele mer an der Europäescher Unioun, wou am Dossier vun der Fiskaliteit Eestëmmege ass. Mir wëssen, dass eis Positioun minoritär ass. Dat heescht awer net automatesch, dass eis Meenung falsch ass.

Déi Resolutioun hei fénn d'total Zoustëmmung vun der Lëtzebuurger Regierung. Mir brauchen net ze akzeptéieren, dass d'Ministere vun engem Nopeschland eis op déi doten Art a Weis blesséieren. Et ass blessant fir all d'Afrikaner, et ass blessant fir Lëtzebuerg, a mir wäerten och op eiser Säit op appropriéiert Art a Weis dorobber reagéieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Kënnen mer par main levée ofstëmme? Här Wolter, wann ech gelift.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech mengen, dass et wichtege ass an deem heite Moment, fir och ze dokumentéieren, dass d'Lëtzebuurger Parlament à l'unanimité vu senger 60 Memberen d'Resolutioun vum Här Goerens ënnerstëtzt.

► **M. le Président.** - Jo, da stëmme mer par appel nominal of. Ech wär awer frou, wann Der da géift alleguer d'Prokuratiounen huelen, dass mer och op den Totalchiffer komme vun de Membere vum Parlament.

Vote

De Vote ass amgaang. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass mat 60 Jo-Stëmme ugehall.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ech wäert dem Wonsch vun der Chamber nokommen a mengen Homologuen aus Däitschland a Burkina Faso dës Resolutioun iwwermëttelen.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum nächste Projet de loi. Dat ass deen iwwert d'Duebelbesteuerung mat Indien. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorablen Här Thiel.

4. 5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Mir bleiwe beim Sujet, an ech féierten, mir bleiwen nach relativ laang Zäit beim Sujet, well dat, wat ënnerwee ass, dat léisst een näischt Guddes vermudden.

Dat Duebelbesteuerungsofkommes, dat mir haut op der Lee hunn, huet scho bal historesch Zich. Et ass net nëmme eng Konvention tëschent engem vun deene klengste Länner vun der Welt an deem zweetgréissten, ëmmerhin iwwer eng Milliard Awunner. Et ass net nëmme en Accord, fir dee mir geschloen 16 Joer gebraucht hunn, bis hien ënnerdaach war; och dat ass wuel e Rekord. An et ass net nëmme e Steieraccord mat enger vun de féierende Wirtschaftsatiounen vun der Welt vu muer, déi an deenen dräi leschte Joren ëm 9% an der Moyenne gewuess ass an déi am Moment matzen an der Kris nach ëmmer iwwer 5% Wuesstum huet.

Historesch gëtt dëst Duebelbesteuerungsofkommes - et ass dat 55., dat eist Land ofgeschloss huet - fir eis wuel aus deem Grond, dass et, deemno wéi een d'Saach kuckt, dat lescht a sengem Genre oder dat éischt vun enger neier Serie ass.

Dat huet op där enger Säit och eppes domat ze dinn, datt mir esou laang dru gekoschert hunn, an op där anerer Säit, datt entre-temps a steierlecher Hisiicht eppes geschitt ass, dat eisen Accordë mat deenen anere Länner eng aner Nues gëtt.

Et geet, Dir hutt et geroden a mir hu jo elo scho genuch driwwer geschwat, em den Informatiouns Austausch a Steiersachen, géint dee mir eis esou laang gestriift hunn an dee mir schliesslech, genee wéi eis Konkurrenten och, hu missen akzeptéieren.

Et ware virun allem zwee Grënn, firwat déi Verhandlung mat Indien esou laang geschleift hunn. Deen éischten huet domat zesummegehang, datt Indien bis elo seng Duebelbesteuerungsofkommes no engem Modell vun der UNO gestréckt huet an net no deem vun der OCDE.

Bis elo huet sech déi gréissten Demokratie vun der Welt eben éischer zu den Entwécklungslänner geziel, iwwert déi d'Veereent Natioune jo bekanntlech d'Hand halen, an net zu den Industrienatioune, déi sech an der OCDE zesummegeschloss hunn.

Dat wäert sech awer wuel geschwënn änneren. Am G20, där autodeklarierter Weltregierung, déi elo kierzlech mat de sogenannte Steierparadäiser zimlech rabiit Schlittschong gefuer ass, setzen d'Inder op alle Fall elo schonn.

Deen zweete Grond, firwat et esou laang gedauert huet, hânt mat deem éischten zesummen. Déi sogenannt Duebelbesteuerungsofkommes dénge bekanntlech zwee Zwecker. Éischters verhënnere si, datt Akommes an Émsätz, déi an engem frieme Land gemaach ginn, do an dann och nach eng Kéier an der Heemecht vum Fournisseur besteiert ginn. Deen aneren Zweck ass deen ze verhënnere, datt dat Émgekéiert geschitt an datt bei Revenuen aus engem anere Land iwwerhaupt keng Steiere bezuelt oder carrément gestrépft ginn.

Et ass jo aus deem zweete Grond, datt an der Regel an den Duebelbesteuerungssacord d'Zesummenaarbecht téschent de Steierverwaltung geregelt gëtt, fir déi mir Lëtzebuerg bis elo allerdéngs, wéinst eise Bankgeheimnis, net ganz waarm waren.

Dorunner an och un den Énnerscheeder téschent dem UNO- a dem OCDE-Modell hu sech d'Inder gestéiert. An dofir kruten d'Verhandlungen, déi Lëtzebuerg ëmmerhi schonn 1992 ugefrot hat, och keen esou ee richtige Wach. Eréischt wéi d'Lëtzebuerg Säit sech mat enger spezieller Klausel d'Accord erkläert huet, déi den Inder d'Dier fir en Informatiouns Austausch opgemaach huet, konnten d'Verhandlung schlusslech ofgeschloss an den Accord virun engem Joer zu Nei Delhi ënnerschriwwen ginn.

Wat déi eenzel Dispositione vun der Konventioun ubelaangt, sinn déi meescht e Kompromëss téschent deem, wat de Modell vun der UNO, an deem, wat d'OCDE proposéiert. Nëmme ee Beispill: Den UNO-Modell, deen drop ausgeriicht ass, déi ekonomesch manner gutt gestiwelt Länner ze protegieren, ass méi fir eng Besteuerung am Zilland. De Modell vun der OCDE favoriséiert éischer d'Ursprungsland. Fir do d'Bir an der Mëtt duerchzeschneiden, gouf am Fall vun Indien decidéiert, datt d'Ursprungsland nëmme héchstens 10% op den Dividenden an den Zënsrevenue als Steieren abehale kéint an datt de Rescht dem Destinationsland zeguttkennt. Nëmme an Ausnahmefäll gëtt d'Besteuerung integral am Wunnland gemaach.

vläicht kënne mir vu Gléck soen, datt deesen Accord schonn d'lescht Joer ënnerschriwwen ginn ass, well an der Tëschenzäit ass d'politesch Stëmmung an Indien lücht émgeschloen. Déi rietsnational Oppositionspartei, déi hirersäits vun 2000 bis 2004 regéiert hat, an déi nom 16. Mee, dat heescht no de Wahlen, déi an Ablack an Indien lafen, erëm un de Pouvoir komme wëllt, huet d'Steierflucht zu hirem grouse Wahlkampfthema gemaach an de Wieler versprach, déi Suen, déi hir Landsleit uechtert d'Welt an de sogenannte Steierparadäiser verstoppt hunn - et geet Rieds vu 500 bis 1.400 Milliarden Dollar -, mat alle Mëtelen erëm heemzuelen. Zu deene Mëttele gehéiert wuel och den Informatiouns-

tausch, dee mir bis elo ëmmer refuséiert hatten an zu deem mir eis elo vum G20 breetschloe gelooss hunn.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Wuel steet och nach an deem Accord déi Restriktion par rapport zum OCDE-Modell, mat där eise Bankgeheimnis Rechnung gedroe gëtt. Mä d'Inder, déi alt schonn esou hir Erfahrung mat Offshorezentre wéi zum Beispill der Insel Mauritius gemaach hunn, hunn net labber gelooss, bis si en Zousazprotokoll zum Ofkommes duerchgedréckt hatten, an deem klipp a kloer steet, datt am Fall, wou Lëtzebuerg mat engem EU-Land en Informatiouns Austausch veraccordéiere géif, dann déiselwecht Regel och fir Indien ze gellen hätt. An anere Wieder, wa mir muer mat Frankräich oder Däitschland en Informatiouns Austausch ofmaachen, wat jo esou wäit net méi aus de Féiss läit, dann d'äerf och den indesche Fisk déi Informatiounen vun eiser Steierverwaltung verlaangen.

An deem zimlech onfaire Spill, Här President, dat säit dem G20-Sommét zu London mat eis a mat anere Finanzplaze gespilt gëtt, ass deesen Accord domat eng Jokerkaart ginn. Schliesslech ass een, wéisou och ëmmer, laut der OCDE kee Steierparadäis méi, wann ee mat zwielef Länner en Accord iwwert den Informatiouns Austausch ofgeschloss huet. An et ass een domat aus der Schosslinn vun de Sarkozyen, Steinbrücken an anere Steierparadäisjeeër.

Et geet also duer, wa mir elo nach zéng där Accorden ofschléissen - Amerika ass jo esou gutt wéi gelaf, wann ech dat richtig verstanen hunn, Här Minister; Frankräich an Däitschland sinn an der Maach -, a schonn hätte mir et iwwerstanen. Mat wéi enge Laangzäitblesen, steet allerdéngs op engem anere Blat.

Och wann de Statsrot e bedenkleche Précedent an deem Zousazprotokoll gesäit, deen automatesch den Informatiouns Austausch fir Indien bäifléckt, wa mir elo op dee Wee och mat anere Länner ginn, mengt Är Finanzkommissioun, Här President, dat géif kaum nach bei deenen nächste Verhandlung steieren. Dofir proposéiert d'Kommissioun der Chamber, den Accord mat Indien inklusiv dem Zousazprotokoll ze approuvéieren.

Där Meinung ass d'CSV-Fraktioun och, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. D'Wuert huet déi honorabel Madame Brasseur.

Discussion générale

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll den Accord vun der DP-Fraktioun och zu deem Projet de loi ginn. Ech mengen, de Rapporteur, deen huet all d'Facetten dovun belicht, mä ech wëll awer nach eng Kéier soen, dass bei deene vun der OCDE gefuerderten zwielef Accorden et net verständlech ass, wéi se op déi Zuel vun zwielef koum. Déi ass nëierens soss festgeschriwwen. Dat ass einfach en Hasard gewiescht.

Firwat hu se déi Dosen Accorden do virgeschriwwen? Ass et, well eng Partie Länner, déi verschidden anere Länner net genehm sinn, nach net dodru waren, dass se dat Spill, dat schrecklech Spill gedriwwen hunn?

Ech gesinn elo, dass mer mat deem hei Accord da kënnen an d'Richtung goen, fir weider Accorden dann duerno ofzeschléissen, an dass mer dann déi magesch Zuel vun där Dose relativ schnell kënnen erfüllen. Mä nach eng Kéier wéi gesot, dat ass eppes, wat einfach imposéiert ginn ass, an et weess een nach net, am Numm vu wat a vu wem.

Mä no deene Remarquen awer wëll ech den Accord vu menger Fraktioun selbstverständlech zu deem Projet de loi ginn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Den Här Negri hat d'Wuert nach gefrot.

» **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Mir ginn och den Accord zu deem Projet de loi. Villmools Merci.

» **M. le Président.** - Gutt, dann huet den Här Budgetminister Luc Frieden d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, d'ësst ass e wichtige Accord fir d'Lëtzebuergier Economie, well en eist grousst Netz vun Duebelbesteuerungsofkommes erweidert.

Duerfir mengen ech, ass den Hauptpunkt vun deem Accord en fait, fir der Lëtzebuergier Economie en général, der Lëtzebuergier Finanzplaz eng nei zousätzlech Chance ze ginn, well Indien ass eent vun deene groussen neie Länner, an deene sech enorm vill Méiglechkeete vu wirtschaftlecher Entwécklung bidden, an do ass et gutt a wichtig, datt Lëtzebuerg e Fouss an der Dier huet.

Duerfir hu mer an deene leschte Joren eng Rei Promotionsreesen an dat Land gemaach, well mer gesinn, datt dat e Land ass mat enger enormer Populatioun, mat engem enorme Potenzial fir Entwécklung, a wa mer en Duebelbesteuerungsofkommes hunn, da gëtt dat eisen Entreprises, eiser Finanzplaz vill nei Méiglechkeeten. Mir hu gesinn, och bei enger Visite, déi ech do virun zwee Joer gemaach hunn, datt och notament fir d'Lëtzebuergier Fongenindustrie e groussen Intérêt an deem Land ass. Dat ass déi grouss Chance, an duerfir muss mer weiterfueren, Duebelbesteuerungsofkommes ze maachen.

Ech géif gären dem Här Thiel Merci soe fir säi Rapport, géif awer am Kontext vun dem Informatiouns Austausch déi eng oder aner Remarque derbäisetzen. Mir hunn den Informatiouns Austausch op Ufro wëllens, zesumme mat anere Länner, mat deene mer a Konkurrenz sinn, an eist Duebelbesteuerungsofkommes anzubauen. Dat ass den OCDE-Modell. Mir contestéieren déi Ziffer zwielef, an duerfir kann ech der Madame Brasseur soen, datt mir och méi wéi zwielef där Accordë maachen, wann dat de Standard international ass.

Duerfir akzeptéiere mir och net déi Ziffer zwielef. Et ass héchstwahrscheinlech, datt een een Accord pro Mount ka maachen an an engem Joer se duerch huet. Déi Ziffer zwielef ass eng Kéier an engem Aarbechtsgrupp vun der OCDE als e rasonnabele Chiffer ugesi ginn, fir ze évitéieren, datt e Land mat engem Land esou en Accord mécht an da seet, mir sinn OCDE-konform.

Mir wäerten eng 15 bis 20 där Accorden négociéieren mat deene Länner, wou mer en direkten ekonomeschen Intérêt hunn oder wou mer wëllen nei Méiglechkeete maachen.

Ech hunn lech d'lescht Kéier gesot, datt mer no sinn un engem Accord, dat heescht d'Prinzipien alleguerten arrétéiert hunn, mat Amerika. Deen Accord muss an deenen nächsten Deeg ënnerschriwwen ginn.

Ech hu gëschter um Rand vum Conseil vun de Finanzministeren zu Brüssel och d'Négociatioun mat Frankräich kënne finaliséieren. Och deen Accord kann also geschwënn ënnerschriwwen ginn.

Mat Däitschland schéngt dat ganz schwieereg, voire onméiglech an direkter Zukunft ze sinn, well do eng ganz Rei zousätzlech Revendicatiounen op den Dësch kommen, déi also méi Zäit brauchen a sécherlech net kënne virun dem Oktober/November ofgeschloss ginn, sou datt mer also do mussen nach méi Zäit domat verbréngen.

Elo no deeser Chamberssitzung ënnerschreiwe mer en Accord mam Bahrain, wat eis och an der Golfregioun zousätzlech Méiglechkeete vun Entwécklung gëtt. Och dat ass wichtig fir d'Lëtzebuergier Economie an d'Lëtzebuergier Finanzplaz, sou datt, wa mer déi Négociatioun intensiv an deenen nächste Wochen a Méint weiderféieren, kucken all Kéiers: Wat sinn eis richtig Intérëten, wéi formuléiere mer déi Ufro a spezifesch Fäll? - dann ass dat och eng nei Chance fir Lëtzebuerg.

Mir hu schonn zu Feira 2000 gesot - et ass also näischt, wat eréischt nom G20 komm ass: Wann och déi aner Länner den Informatiouns Austausch op Ufro maachen, da gi mir och an déi Richtung. An duerfir hu mer och gëschter am Conseil ECOFIN gesot: Wann dat den internationale Standard ass, da muss deen iwwerall ugewannt ginn, och an der Europäescher Unioun. Net méi an net manner, mä virun allem och net méi. Dat war eis Positioun gëschter, déi net déi vun der Kommissioun war.

Ech sinn awer frou, datt deesen Duebelbesteuerungsofkommes och d'Zoustëmmung vun der Chamber féint. Wéi gesot, et ass eng Chance, an dat ass dat Wichtigst hei dobäi, datt mer mat Indien méi ekonomesch Relatiounen hunn.

Den Informatiouns Austausch op Ufro kennt esou, wéi den Här Rapporteur dat och erkläert huet - hei indirekt eran. Wa mer zum Beispill dee mat Frankräich ofmaachen, da kennt deen herno iwwert d'Clause de la nation la plus favorisée och an deesen Accord eran. Dat ass awer absolut kee Problem, dat schuet net der Finanzplaz. Der Finanzplaz notzt et, datt mer en Duebelbesteuerungsofkommes mat Indien hunn esou wéi aneren Industriebetrieb oder Fluggesellschaften, fir déi den indesche Marché enorm Chancé

bitt. Grad an der Kris gëllt et, dem Land nei Chancen ze ginn, an Duebelbesteuerungsofkommes sinn Instrumenter, fir datt mer eise Betriber méi Entwécklungsméiglechkeete ginn.

Duerfir soen ech der Chamber Merci fir déi Zoustëmmung, déi se wëllt deeser Konventioun ginn.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5948 ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5948 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Lydie Err), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Fernand Etgen), MM. Charles Goerens (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Rapport d'activité vum Médiateur. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Weydert, d'Madame Brasseur, d'Madame Err an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, fir eis de Rapport vun der Petitiounskommissioun ze maachen, den honorabelen Här Camille Gira.

5. 5998 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008)

Rapport de la Commission des Pétitions

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, ech d'äerf deeser Rapport hei presentéieren am Numm vun der Petitiounskommissioun, déi sech jo an der Tëschenzäit als Ulafstell fir de Médiateur an deem héijen Haus entwéckelt huet.

Bekanntlech gesäit d'Gesetz vum 22. August 2003 vir, dass de Médiateur all Joer e Rapport un d'Chamber reecht. Den Här Fischbach huet dat fir d'Period vum 1. Oktober 2007 bis den 30. September 2008 den 30. Oktober 2008 gemaach.

Dir wësst och, dass d'Presidentekonferenz decidéiert huet, dass éischters d'Chamber soll all Joer sech mat deem Rapport beschäftegen, an dass u sech am Prinzip d'Petitiounskommissioun den Optrag kritt huet, fir deesen Débat d'orientation ze preparéieren.

Dir kennt lech nach vläicht erënneren, dass mer deen Exercice eng éischte Kéier am Detail d'lescht Joer an Abrëll gemaach hunn, méi prezis den 22. Abrëll 2008. Et war kloer, do hu mer zréckgekuckt iwwert d'Ufäng vun deeser neier Institution. Mir hu véier Rapporten ënnert d'Lupp geholl. Ech menge kënnen ze behaupten, dass mer e

ganz gudden Débat haten, deen och relativ déif gaangen ass, och relativ breet war, a wou och eng ganz Rei positiv Konklusioone gezu si ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mir hunn awer och dunn direkt, wëll ech betounen, als Petitiounskommissioun net opgehale mat der Evaluatioun vun där Aarbecht, mä mir hu probéiert, och e Suivi ze ginn, deenen Debatten, intern an der Kommissioun. Notamment hate mer awer och de 25. Juni 2008 eng Réunioun zesumme mam Médiateur, fir eng Evaluatioun vun deenen Debatten ze maachen.

Et ass evident, dat kann ech elo scho soen, dass natierlech haut déi Diskussioun net wäert esou déif goen, net esou breet. Et ass nëmmen een Exerice vergaangen, a mir kënnen jo net all Joer erëm datselwecht hei verzielen. Sou vill schrecklech Neies ass net geschitt.

Mir waren awer ganz kloer der Meenung, dass mer solle beim Prinzip bleiwen, dass mer all Joer sollen en Débat d'orientation maachen an awer kucken, wat da vum Médiateur opgeworf ginn ass, a wéi souwuel - mengen ech - d'Regierung wéi mir selwer awer och mat deenen Donnéeën ëmgaange sinn.

Ech wëll och nach eng Kéier preziséieren, dass och während dem Joer eigentlech d'Petitiounskommissioun regelméisseg sech mat der Aarbecht vum Médiateur beschäftegt, nämlech wann en nei Recommendationen erausgëtt. Mir kréien déi d'office vum President zougestallt. Entweder beschäftege mer eis selwer domat, wa mer mengen, mir wäere kompetent. Wann dat net de Fall ass, dann adresséiere mer dës Recommendationen un déi sektoriell Kommissioun respektiv hake mer no enger gewëssener Zäit no bei deene jeeeweilege Regierungsmemberen, fir ze kucken, ob dann och e bësse Stulgank geschitt.

Ech mengen, elo scho kënnen virop ze soen, dass an der Tëschenzäit d'Relatiounen tëschent dem Médiateur an der Chamber ganz gutt rodéiert sinn. Souwuel déi formal wéi déi informell Kontrakter fonctionnéieren exzellent. Ech mengen, dat Vertrauen ass geschaf ginn, a virun allem - dorëms geet et jo - huet een dat Gefill, dass duerch déi gutt Zesummenaarbecht eigentlech och an enger ganzer Rei Dossiere konnt eppes Positives fir d'Bierger an d'Biergerinne vum Land, an ëm déi geet et jo schlussendlech, bei där ganzer Kollaboratioun erreicht ginn.

Just e puer Zuelen, fir an d'Debatt ze werfen. An där Period, déi hei ofgedeckt gëtt, also 1. Oktober 2007 bis 30. September, sinn net manner wéi 925 Reklamatiounen erakomm, vun deenen an Tëschenzäit 722 Dossiere clôturéiert sinn, deementspreechend der nach 203 opstinn.

Nodeem mir d'lescht Joer eis mat insgesamt 28 Recommendationen, déi bis dohinner vum Médiateur gemaach gi waren, intensiv beschäftegt haten, huet den Här Fischbach d'lescht Joer net manner wéi néng neier och erausginn.

Ech wëll se kuerz nach eng Kéier erwähnen, fir awer och ze weisen, wéi villfältig eigentlech d'Gebitt ass, wou Doléancen un de Médiateur eruedroen ginn a wou en awer och probéiert, nei Weeër ze weisen, dass Saache sech änneren.

D'Recommandatioun 29 handelt ëm d'Carte d'assignation vun den Demandeurs d'emploi, wou regelméisseg Problemer opgetaucht sinn. An dann, bei der Recommendation 30 geet ëm e Virschlag, fir eng nei Verdeelung vun de Kompetenzen am Beräich vun der Exekutioun vu Peinen, déi mat Fräiheitsentzuch verbonne sinn. D'Recommandatioun 31 geet iwwer d'Rectification an den Akte vum État civil vun den Transsexuellen. Eng Recommendation N°32 beschäftegt sech mat der Aschreibung vun de Leit am Registre de la population. Da war e punktuellen technesche Problem opgetaucht bei der Notifikatioun vum Congé parental consécutif op e Congé de maternité.

D'Recommandatioun 34 ass dann e ganz aneren - wéi soll ech soen? - Domän, och eng aner Envergue, do geet et ëm net manner wéi e Code de bonne conduite administrative. D'Recommandatioun 35 geet ëm eng Diskriminatioun vun den Enfants naturels par rapport zu de legitime Kanner am Kontext vu Familljenzoulagen. D'Recommandatioun 36 - ech mengen, do wëssen all déi, déi hei Gemengepolitik maachen, dass déi absolut pertinent ass - geet ëm déi ganz Problematik vun den Dierwiechteren. Mir musse kucken, dass mer do eng Kéier eng ganz seriö Diskussioun féieren, fir dass um Terrain do esou munches ännert. A schlussendlech nach d'Recommandatioun 37, do geet et ëm d'Zurverfügungstellung vun Nout-

logementer vu Gemengen, wann Noutsituatioune kommen.

Déi Panoplie, wéi ech gesot hunn, weist eleng, wéi villfältig op där enger Säit d'Doléance vun de Bierger a Biergerinne sinn, awer och wéi villfältig d'Tätigkeit vum Médiateur ass, weist awer och, dass et ka goe vu ganz punktuellen technesche Problemer, déi entstane sinn, well vläicht bei enger Aféierung vun neie Gesetze, neie Prozeduren dann awer iergendwou e klengen Detail iwwersi ginn ass, wéi awer och zu méi fundamentalen Iwwerleeungen, wann ech un d'Recommandatioun 34 denken, wou et ëm e Code de bonne conduite administrative geet. Dat ass wierklech eng grondleeënd Recommendation, wou et dorëm geet, wéi d'Verwaltungen sollen insgesamt mat hire Klienten ëmgoen.

Mir hunn am Ufank vun den Iwwerleeungen fir dësen Débat eis gefrot: Wat solle mer dann dëst Joer diskutéieren?

Elo war et esou, dass ee ganz grouse Beräich an och eng vun de Prioritéite vum Médiateur an deem Rapport d'Arbeitsamt war. Ech mengen, dat ass keen Zoufall. Mir hunn insgesamt an och an dësem Haus an deene leschte Jore ganz vill iwwer déi Verwaltung diskutéiert. Mir waren eis eens, dass mer selbstverständlech déi zoustänneg Kommissioun ëm e Rapport pour avis géife froen. Mir waren eis awer och eens, dass et net kéint sinn, dass dësen Débat d'orientation sech exklusiv iwwer dee Sujet géif résuméieren.

Éischtens hu mir als Petitiounskommissioun net déi Kompetenz, an och ass et evident, wann de Médiateur vu Joer zu Joer probéiert, deen een oder anere Schwéierpunkt ze setzen, kann et jo och net sinn, dass mer hei eis mat engem exklusiven Thema géife beschäftegen.

Mir hunn dunn, no enger Rei Diskussiounen innerhalb vun der Kommissioun, décidéiert, eigentlech eng duebel Démarche ze maachen, op där enger Säit niert der Commission du Travail et de l'Emploi awer och nach eng Rei aner Kommissiounen unzeschreien, wou awer och pertinent Sujeten a Recommendationen vum Médiateur opgeworf gi waren - also Travail et Emploi, Affaires étrangères, Affaires intérieures, Classes moyennes, Environnement, Famille, Finances et Budget, juridique a Santé et Sécurité sociale -, fir e Rapport pour avis vun deene Kommissiounen ze kréien.

Mir hunn awer och gesot, mir maachen awer och selwer nach eng Kéier de Point zesumme mam Médiateur iwwer déi Motioun, déi mer gestëmmt haten d'lescht Joer zum Schluss vun dëser Debatt, wou eng Rei Recommendationen notament erwähnt gi waren, fir ze kucken, dass do vläicht e bësse méi Drock géif gemaach ginn.

Éischtens Punkt: den Apport vun deenen anere Kommissiounen. Ech ginn net an den Detail do an. Mir hunn déi integral an de Rapport integréiert. Een, deen eng Kéier wëllt noliese goen, dee fënt am Detail, wat déi eenzel Kommissiounen do geschriwwen hunn.

Ech muss datselwecht soe wéi d'lescht Joer: All Respekt fir déi Aarbecht, déi an deenen eenzelne Kommissiounen gemaach ginn ass, wou am Detail gekuckt ginn ass, éischtens, wat de Médiateur geschriwwen huet a sengem Rapport, wéi eng Recommendationen en erausginn huet, mä virun allem ass och e ganz flotte Suivi an eenzelne Kommissiounen gemaach gi par rapport zu deenen Diskussiounen, déi an deene Jore virdu waren, an och zu deene Punkten, déi eventuell an deene Jore virdrun opgeworf gi sinn.

Ech kommen e bësse exemplaresch vläicht bei der Ëmweltkommissioun dorop zréck, wou jo dat Joer virdrun am Rapport vum Médiateur den Ëmweltministère e bësse - wéi soll ech soen? - schlecht ewechkomm war, wann ech dat emol esou salopp däreif soen.

Ech mengen, d'Ëmweltkommissioun huet sech zesumme mam Minister ganz vill Aarbecht gemaach a ganz vill Méi, fir do e Suivi ze ginn.

Well de Rapport pour avis vun der Commission du Travail et de l'Emploi wierklech ganz detailléiert war, hu mer doraus en extraen Document parlementaire gemaach, well et derwäert ass, deen och esou ze publizéieren. Ech ginn net nach eng Kéier an den Detail dorop an. Do ass jo an Tëschenzäit ganz villes geschitt. D'Reform vum Arbeitsamt, mengen ech, ass jo keen eidelt Wuert méi.

Bei der Commission des Affaires étrangères ass et eng Geschicht vu Kommunikatioun, wou d'Kommissioun och dem Här Fischbach seng Suerg deelt, dass ee vläicht e besseren Accueil mécht vun de Leit. Dat si

Leit, déi bei eis kommen, Immigranten, déi scho Schwieeregkeeten hunn, dass een do wierklech den Accueil vun de Leit besser organiséiert.

An der Intérieurskommissioun hu mer eis beschäftegt mat där Problematik, déi opgeworf ginn ass vum Här Fischbach an der Recommendation 32, an och do, mengen ech, kënnen all déi Leit heibannen, déi e kommunaal politescht Mandat hunn, bestätegen, dass do Handlungsbedarf ass, déi ganz Problematik mat dem Aschreien oder Netaschreien an de Registre de la population kombinéiert mat den Zonen am Bebauungsplang. Mir hunn och do schon eng Réunioun organiséiert gehat mam Innenminister, well mer ganz frou sinn, dass an der Tëschenzäit zwee Projets de loi eigentlech déposéiert sinn - eng Kéier den 5949 an den 5950 - iwwer déi ganz Problematik, wou mer dat Gefill hate schonn no enger éischer Sitzung, dass zumindest d'Basis geluecht ass, dass mer endlech eng Kéier déi Problematik do an de Grëff kréien.

Ech ginn net an den Detail vun deene Projets de loi, dozou kréie mer nach, oder déi nächst Chamber kritt do nach genuch Geleeënheet, dat ze maachen. Mä do geet Rieds vun engem provisoeresche Register, wou Leit kënnen ageschriwwen ginn, wou d'Gemeng mengt, dass wuel eng Rei Problemer sinn, mä wou da bannent enger gewëssener Zäit d'Situatioun esou oder esou muss gekläert ginn. Ech mengen, do gesäit een, dass eppes bougéiert.

An déi zweet Problematik, déi ëmmer erëm optaucht, och bei Reklamatiounen un de Médiateur, ass natierlech dat neit Gesetz vun 2004, wou een awer och muss soen, dass ganz vill Reklamatiounen net berechtigt sinn, well Leit awer och vläicht Schwieeregkeeten hunn, dat Gesetz richteg ze interpretéieren. Mä och do sinn, zum Beispill wat d'Interpretatioun iwwer d'Indemnité compensatoire ubelaangt, an Tëschenzäit jo och Saache geschitt a preziséiert ginn, notament am Gesetz iwwer d'Promotion de l'habitat et création d'un pacte logement.

An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ass notament mat Satisfaktioun festgestallt ginn, dass opgrond vum Awierke vun där Kommissioun zesumme mam Här Fischbach a mat der Petitiounskommissioun dee leidege Problem vun der Berechnung vum Loyer an de Mietwunnengen, notament vum Fonds du logement gekläert ginn ass. Ech weess net, ob duerno schonn en Echo komm ass, ob déi Schwieeregkeeten um Terrain sech definitiv geluecht hunn? Op jidde Fall huet een duerno näischt méi héieren.

An dem Département des Classes moyennes stellt een och fest, dass probéiert gëtt, wa Betriber sech wëllen nei etabléieren, dass do d'Rapiditéit, an där den Dossier beäntwert gëtt, sech wesentlech verbessert huet. Hei geet Rieds vu 17 Deeg; och wann den Délai visé siwen Deeg ass. Mä ech mengen, wann ee bannent 17 Deeg seng Äntwerten huet, dann ass dat schonn net schlecht. An notament, mengen ech, dass awer ëmmerhin den Département des Classes moyennes eng Certificatioun ISO kritt huet, wat awer och certifiéiert, dass do Efforté gemaach ginn.

Dann d'Commission de l'Environnement; vläicht ganz kuerz awer déi dräi Sujeten opgegraff. Ech hu gesot, dass dat Joer virdrun den Här Fischbach do eng Rei Saache relativ an d'Fenster gesat hat. Ee ganz leidege Problem war dee vun den Aides financières. Eng typesch Geschicht: Eng Regierung geet hin, stëmmt nei Aidë fir Leit a gëtt sech dann awer d'Moyenen net, haaptsächlech d'Moyens de personnel, fir dass déi Aiden och kënnen an engem verstännegen Zäitraum ausbezuelt ginn.

Dir kennt déi Problematik vun Demanden, déi laang dolouchen. Mir haten awer och technesch Diskussiounen, notament iwwer d'Fotovoltaikanlagen, déi tëschent 2001 an 2004 operéiert si ginn. Mir krute vum Ëmweltminister bestätegt, dass déi Dossieren an Tëschenzäit alleguerten esou oder esou evakuéiert sinn. Dat freet eis.

Mir kruten awer och gesot, dass, well all dräi Joer déi Reglementer nei gemaach gi sinn, eng 900 Leit praktesch tëschent zwee gefall waren an theoretisch keng Prime méi ze gutt gehat hätten, dass do och elo en Effort gemaach ginn ass an dass déi Leit awer alleguerten hiert Geld kréien. A virun allem ware mer ganz frou, dass den Ëmweltminister eis gesot huet, dass en net manner wéi néng nei Leit konnt astellen, fir déi ganz Subsiden am Alternativenenergieberäich kënnen ausbezuelen. Dat war eng gutt Norricht fir eis.

Et geet net duer, Subsiden ze stëmmen, et geet net duer, d'Leit ze sensibiliséieren. Wann da bekannt gëtt am Land, dass dat

dräi Éiwegkeeten dauert, bis ee seng Sue kritt, dann hu ganz vill Leit schonn d'Flemm, fir iwwerhaupt unzefänken. Duerfir si mer frou, dass hei awer d'Regierung sech déi néideg Moyennë gëtt, fir dat do ze maachen.

En zweete Sujet, dat ass vläicht e bësse méi e komplizéierten. Do geet et ëm d'Baugenehmung an der Zone verte. Dat ass en Thema, wat praktesch exklusiv d'Landwirtschaft interesséiert. Do gëtt et vläicht méi schwieereg, definitiv Léisungen ze fannen.

Natierlech ass de Fait, ze jugéieren, ob elo en Aussiedlerstall en Agréff an de Paysage, an d'Natur ass... Do bleift... Och wann den Ëmweltministère sech an Tëschenzäit eng Cellule d'évaluation ginn huet, och wann do probéiert gëtt no kloere Kritären ze schaffen, mengen ech, si mer eis eens, dass nach ëmmer e gewëssenen Arbitraire bleift.

Ech muss awer och soen, et muss awer och nach zu de Kompetenze vu Ministere gehéieren, dass ee selwer awer och ka jugéieren, ob dat dann elo en Agréff an d'Natur ass oder net. Soss bräichte mer jo eigentlech keng Politiker. Wann alles kéint um Niveau vun de Fonctionnaires décidéiert ginn, da géife mer eis jo selwer iwwerflësseg maachen. Dat wëlle mer jo éischters net, an zweetens mengen ech, dass dat och net gutt fir eis Gesellschaft wär, wa mer just nach vu Fonctionnaire géife regéiert ginn.

Een ähnleche Problem wéi am Ëmweltministère mam Personal existéiert bekannterweis zënter éiweg an der Caisse des allocations familiales. Mir krute vun der Familljekommissioun geschriwwen, dass anscheinend d'Familljeministesch 25 Posten zougestane kritt huet.

Ech weess awer net... Vläch kann een aus der Familljekommissioun eis de leschte Stand soen. Ech hat méi schlecht Norichten héieren, dass dat awer nach ëmmer net en place wier. Wann dat awer esou sollt sinn, da wiere mer frou, dass och hoffentlech endlech dee leidege Problem aus der Welt geschaf ginn ass.

Voilà! Dat e bësse exemplaresch zu deem, wat d'Kommissiounen eis geschriwwen hunn, fir lech awer ze weisen, wéi konsequent hei an der Chamber de Kritik vum Médiateur, de Recommendationen Rechnung gedroe gëtt, an dass d'Kommissiounen awer regelméisseg nohaken, wa se d'Gefill hunn, dass do wichteg Problemer sinn.

Ech wëll awer och betounen, dass op där anerer Säit vun alle Ministeren a Ministeschten awer och, mengen ech, an Tëschenzäit erkannt ginn ass, dass et eigentlech falsch ass, alleresch - wann ech emol esou däreif soen - op Recommendationen vum Médiateur ze reagéieren, mä dass et heiansdo souguer kann eng grouss Hëllef sinn, wann een notament zum Beispill méi Leit wëllt hunn.

Mir hu leider - muss ech soen - keng Prise de position kritt vun der Finanzkommissioun a vun der Commission juridique. Mir hunn awer ganz grousst Verständnis. Wann ee weess, wat déi zwou Kommissiounen an deene leschte puer Méint un Aarbecht hei ze bewältegen haten, dann hu mer vollt Verständnis.

Nach kuerz, ier ech zur Konklusiooun kommen, de Bilan vun deene Recommendationen, déi mer d'lescht Joer an der Motioun notament erwähnt haten. Och dat ass duerchweegs positiv. Bei deenen, déi transposéiert ginn, wëll ech no Récksprooch och mam Médiateur soen, dass een eng weider derbäi ka setzen, nämlech déi vun der ADEM.

D'Recommandatioun 22 ass an Tëschenzäit och erfüllt, esou dass mer der do am Ganze sechs hunn. Zwou sinn der amgaangen ëmgesat ze ginn, an 19 ass nach Aarbecht. Dat sinn emol éischters déi néng, déi de Médiateur d'lescht Joer gemaach huet. Et ass kloer, dass do nach net iwwerall alles konnt ëmgesat ginn. Da sinn eng Rei anerer, déi wierklech net esou einfach sinn, wou dat eent oder dat aner Gesetz muss gemaach ginn.

Mir gesinn eigentlech elo kaum eng, wou eng Opposition de principe vun der Regierung do ass. Esou dass een och do sécher ka sinn, dass mer d'nächst Joer bestëmmt eng Rei Recommendationen kënnen ofhaken.

Ech komme schonn zu de Konklusiounen, bei deenen et lech, nodeem wat ech lech bis elo gesot hunn, sécherlech net wäert iwerraschen, dass déi duerchweegs positiv sinn; no eenzelnen Ulaf- an Ufanksschwierigkeiten, mengen ech, déi awer ganz normal waren. Wann een an d'Statsgefüge eng nei Institutioun erabrängt, dat suert ëmmer fir Wellen. Dat suert fir eng Rei Reiwungen am Ufank.

Mir mengen awer, dass an Tëschenzäit de Médiateur eng ganz héich Crédibilitéit bei der Populatioun huet an awer och bei deenen eenzelnen Institutiounen an dass d'Relatioun souwuel mat der Chamber selbstverständlech, mä awer och mam Exécutif ganz gutt sinn. An et huet een dat Gefill, dass mer an deene Relatiounen op enger Vitesse de croisière ukomm sinn. Mir féliciteieren dem Médiateur an all Acteuren, dass déi nei Institutioun hir Plaz fonnt huet an en neien Équilibre fonnt ginn ass tëscht deenen eenzelnen Institutiounen.

Mir féliciteieren och - an dat ass jo glawierdeg aus dem Mond vun engem Oppositionspolitiker - d'Regierung, dass se konsequent awer och de Recommandatioun vum Médiateur noheet a probéiert esou séier wéi méiglech am Intérêt vun de Bierger a Biergerinnen eppes ëmzesetzen.

Mä och do mengen ech kënnen ze soen: Schlussendlech kënn dat jo och deene responsabele Ministeren a Ministeschene zéng. Ech mengen net, dass d'Familljeminitesch an Intérêt drun huet, dass d'Leit wochelaang probéieren an d'Caisse d'allocations familiales ze telefonéieren an emol net duerchkommen. Et ass och an hirem Intérêt, dass d'Leit duerchkommen.

E kleng Bémol, dat ass déi ganz Problematik en relation mat eiser Juristerei.

Mir stellen éischtens fest, dass do vläicht deen eenzege Beräich ass, wou d'Harmonie tëscht dem Médiateur an deenen, déi concernéiert sinn, nach net esou honnertprozenteg ass. Doduerch, dass och elo d'Commission juridique ganz vill aner Aarbecht ze dinn huet, konnt se sech eigentlech och net méi intensiv mat de Recommandatiounen 21/9 a 27 beschäftegen, wou et eng Kéier ëm de Conseil supérieur de la Justice geet an awer och ëm d'Vitesse, mat där eng Rei Prozesser ofgewéckelt ginn.

Mir bedauern dat e bëssen, wéi gesot. Et gëtt Erklärungen. Duerfir géife mer als Konklusioun awer soen, dass, wann déi nei Chamber bis constituéiert ass, déi nei Petitionskommissioun an déi nei Commission de la Justice, da soll een awer zesumme mam Médiateur kucken, dass mer och an deem dote Beräich weiderkommen an dass déi Recommandatiounen, déi absolut pertinent sinn, zu engem gudden Ofschluss kommen.

Och dat ass wichteg fir d'Glafwierdegkeet vun engem Stat. Et geet net duer, dass d'Regierung transparent ass a gutt fonctionnéiert an d'Chamber transparent ass a gutt fonctionnéiert, och d'Relatioun vum de Bierger a Biergerinne mat de Gerichter mussen novollzéierbar sinn. A keen am Lëtzebuerger Stat huet Intérêt, dass och do nëmmen dat Gefill kann opkommen, dass do eppes net transparent an net séier genuch géif virgoen. Duerfir, mengen ech, ass dat déi Konklusioun, déi mer zéien, dass déi nächst Chamber sech soll intensiv mat där Problematik do beschäftegen.

Ech wëll ofschléissend vun der Geleeënheet profitéieren, fir Merci ze soen. Merci dem Här Fischbach fir déi exzellente Zesummenaarbecht mat der Chamber insgesamt, mä speziell mat der Petitionskommissioun.

Ech wëll awer och vun der Geleeënheet profitéieren, well et sécherlech déi lescht Interventioun ass vun der Petitionskommissioun an dëser Legislatur, fir als President ganz häerzlech Merci ze soen all deene Memberen aus där Commissioun.

Et ass jo e bëssen eng speziell Situatioun, wann een aus der Opposition eng Présidence iwwer eng Commissioun ze féieren huet, wou ee keng Majoritéit zu senger Verfügung huet. Ech ka confirméieren, dass souwuel am Émgank mat de Petitiounen, déi mir direkt kritt hu vun de Leit, wéi jo awer och mat de Recommandatiounen vum Médiateur partiwwergräifend gutt Zesummenaarbecht existéiert huet. Mir haten nëmmen

een Zil: am Intérêt vun der Bierger a Biergerinnen ze schaffen.

Eng kleng perséinlech Bemierkung: Vläch wär et gutt, wa mer, wéi an anere Chamberen, méi oft vläch géifen ee vun der Opposition President vun där enger oder anerer Commissioun maachen. Vläch géif do och des Öfteren dat kllassescht Spill tëscht Majoritéit an Opposition manner zum Virschäi kommen. Dat als ofschléissend perséinlech Bemierkung.

Merci, Här President. Merci, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Gira. D'Wuert kritt elo den honorabelen Här Raymond Weydert. Här Weydert, wann ech gelift.

Débat

» **M. Raymond Weydert (CSV).** - Jo. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Här Camille Gira, Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Den Exercice vun haut geet op eng Initiativ zréck vun der Conférence des Présidents. Déi hat décidéiert, dass d'Chamber all Joer sechs Méint no der Veröffentlichung vum Médiateur sengem Rapport eng Orientierungsdebatte organiséiere soll. An de Rapporteur huet schonn drop higewisen, dass dëst déi zweete Kéier ass, dass mir als Chamber esou eng Orientierungsdebatte vum Médiateur sengem Rapport organiséieren.

Dobäi handelt et sech beim aktuelle Rapport awer mëttlerweile ëm insgesamt véier Bilanen, déi de Médiateur zënter der Schaffung vun der Instanz duerch d'Gesetz vum 22. August 2003 gemaach huet. A wann ee sech dee Rapport vum Médiateur ukuckt, dann ass een ëmmer nees iwwert de Volume vun deem Dokument beandrockt, a besonnesch iwwert déi Villfalt un Themen, déi doranner behandelt ginn.

Et ass e Querschnitt vun de Problemer a Suerge vun de Leit, déi des un de Médiateur am Laf vun engem Joer erugedroen hunn. De Rapporteur huet d'Ziel och scho genannt: Am Joer 2007/2008 sinn et eng 925 Biergerinnen a Bierger aus deem Land, déi sech beim Médiateur iwwer verschidde staatlech a Gemengeverwaltungen beschwéiert hunn.

Ech wëll drun erënneren, dass dem Médiateur seng Haaptufgab net dora besteet, fir de Verwaltungen Scholdzouweisungen ze maachen oder Mësstrauwe géintwärt hinne auszedrécken, mä fir d'Relatiounen tëscht de Bierger an den eenzelnen Verwaltungen ze verbesseren. De Médiateur fungéiert dobäi als neutral Vermittlungsinstanz, déi versicht en objektive Bléck ze maachen op déi Problemfäll, déi him virgeluecht ginn, fir da schlusslech eng Léisung derfir ze fannen.

Datt dëst keng einfach Aufgab ass an ee sech dobäi permanent op engem schmuele Grad beweegt, dat schéngt méi wéi kloer ze sinn. Datt de Lëtzebuerger Médiateur, den Här Marc Fischbach, dësen héijen Erwaardungen gerecht gëtt, huet sech an de leschte Joren daitlech gewisen. Säin Engagement spigelt sech och an den detaillierte Rapporten zréck. Rapporten, déi besonnesch fir eis als Volleksvertrieder vum groussem Virdeel sinn, well si zousätzlech Elementer enthalen, déi eis et erlaben, eis en nach méi prezis Bild dovunner ze maachen, wou genee de Schong beim Bierger a sengem alldeegleche Kontakt mat de staatlechen a Gemengeninstanzen dréckt.

Well de Rapport vum Médiateur esou vill Themen ofdeckt, hat d'Petitionskommissioun schonn d'lescht Joer décidéiert, op eng pragmatische Léisung zréckzegräifen, andeems als Virbereedung zu dëser Debatte déi eenzel parlamentaresch Commissiounen zu Rot gezu ginn. Esou kréie si déi Recommandatioun vum Médiateur geschéckt, déi an hir respektiv Kompetenz falen. An aus den Äntwerte vun de parlamentaresche Fachkommissiounen sinn dann an der Petitionskommissioun d'Schlussfolgerunge gezu ginn.

Här President, ech wëll mech net zu all Recommandatioun äusseren, déi de Médiateur a sengem Rapport an d'Adress vu bestëmmten Administratiounen gemaach huet. Éischtens gouf dat scho vun deenen eenzelne parlamentaresche Commissiounen gemaach, an zweetens géif dat och de Kader vun dëser Debatte sprengen.

Allgemeng gesi léisst sech och feststellen, dass schonn eng ganz Rétsch Recommandatiounen, déi de Médiateur gemaach huet, mëttlerweile vun der Regierung ëmgesat

goufen oder ëmgesat wäerte ginn. Ech wëll mech duerfir nëmme mat deem engen oder anere Kritikpunkt an zwou vun deenen nei Recommandatiounen vum Médiateur befaassen, wuelwësend, dass d'lescht Joer schonn déi 28 éischt Recommandatiounen vum aktuelle Rapport diskutéiert gi sinn.

Als Éischt géif ech gär op d'Recommandatioun N°29 vum Médiateur agoen. Dës Recommandatioun betrëfft d'ADEM, a méi genee de System vun den Assignatiounen. De Médiateur kritiséiert an deem Kontext, dass et net richtig vun der ADEM wär, fir am Fall, wou een Aarbechtslosen net op seng Assignatioun reagéiert huet, direkt säi Chômagegeld ze blockéieren.

De Médiateur ass nämlech der Meinung, dass een eng Netäntwert op eng Assignatioun net direkt mat enger Aarbechtsverweigerung gläichstelle kënn. Dat huet d'ADEM nämlech gemaach, an doriwwer hu sech eng Rei Leit beim Médiateur beschwéiert an als Erklärung uginn, dass d'Assignatioun si bei hinnen doheem ukomm wär, obwuel si déi Kéiere virdrun ëmmer drop reagéiert hunn.

Fir an Zukunft ähnlech Situatiounen ze verhënneren, hat de Médiateur dem Aarbechtsminister virgeschloen, dass d'ADEM d'Prozedur vun den Assignatiounen ännere soll, andeems d'Assignatioun an engem zouene Brëif per Commandé an Avis de réception vun der Post verschéckt gëtt a gläichzäiteg eng Kopie vun der Assignatioun a Form vun engem einfache Brëif un den Destinataire geschéckt gëtt.

An enger éischer Stellungnahme hat den Aarbechtsminister der Recommandatioun vum Médiateur nach net Rechnung gedroen, well e sech der Meinung vun der ADEM-Direktioun ugeschloss hat, déi fonnt huet, dass den aktuelle System genuch Garantie géif liwweren, fir dass d'Assignatioun och bei engem Demandeur d'emploi doheem ukéim. Mëttlerweile huet den Aarbechtsminister awer de Virschlag vum Médiateur, fir d'Assignatioun gläichzäiteg zweemol ze verschécken, an de Gesetzesprojet zur Reform vun der ADEM mat agebaut an an engem décidéiert, fir de System vun den Assignatiounen lues awer sécher ofzebauen.

Iwwerhaupt iwwerhëlt dee Gesetzesprojet, deen de 27. März vun der Regierung ugeholl gouf an nach an der Chamber déposéiert wäert ginn, eng ganz Rei vu Virschléi, déi de Médiateur schonn d'lescht Joer der ADEM gemaach hat. Esou wäert déi geplangte Reform dem Aarbechtsamt weider Moyenn ginn, fir en individuellen Encadrement vun den Aarbechtslosen ze erméiglechen.

Doriwwer eraus ass am Gesetzesprojet virgesinn, dass zum Beispill all déi Persounen, déi um Aarbechtsmaart direkt mat den Aarbechtslosen an de Patronen zesummeschaffen, alleguerten an engem eenzege Service regroupéiert ginn. An da sollen nient de bestehende lokalen Agencé vum Aarbechtsamt nach weider Agencen um regionalen Niveau geschaf ginn. Ausserdem wäert innerhalb vun der Aarbechtsverwaltung eng Schlichtungsstelle geschaf ginn, fir dass méiglech Konflikter tëscht de Verwaltungen an den Demandeurs d'emploi kënnen geléist ginn.

D'Reform gesäit och vir, dass, wéi ech dat scho virdrun erwähnt hunn, d'Praxis vun den Assignatiounen progressiv ofgeschaf wäert ginn, fir enger méi staark personaliséierter Vermittlung Plaz ze maachen.

Déi nei Beschäftigungsagence wäert schlusslech och méi finanziell Moyenn kréien, déi et erlaben wäerten, fir méi Personal a virun allem méi Placeuren anzustellen. Placeuren, déi an Zukunft eng verbessert an eng un de spezifische Besoin vum der Aarbechtsvermittlung orientéiert Ausbildung kréie wäerten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt also, dass sech am Dossier Aarbechtsvermittlung viles gedoen huet respektiv sech nach viles wäert doen. Jo, et gëtt nach eng Rei Problemer bei der ADEM, mä wéi ech dat schonn elo grad exposéiert hunn, sinn déi mëttlerweile behuewen oder si wäerte mam nei Gesetz iwwert d'Reform vun der ADEM behuewe ginn.

Ausserdem soll op dëser Plaz och emol eng Kéier drop higewise ginn, dass et evident ass, dass grad d'ADEM eng vun deene Verwaltungen ass, wou relativ vill Plainté beim Médiateur um Dësch landen, well et éischtens dausende vu Leit sinn, déi all Dag mat der Verwaltung a Kontakt stinn, an zweetens d'ADEM grad eng Verwaltung ass, déi sech mat engem ganz delikate soziale Phenomeen, deen de Chômage nun eemol ass, auserneeetze muss.

Et handelt sech also ëm eng Aufgab, bei där ganz vill Fangerspëtzegefill gefrot ass.

Wat net ëmmer evident ass, besonnesch wann ee bedenkt, dass wat fir enge Situatiounen d'Mataarbechter vun der ADEM all Dag konfrontéiert sinn. Dës Aufgabe ginn awer haut schonn, wéi de Médiateur a sengem Rapport och ausdrécklech schreift, vun den ADEMs-Mataarbechter mat ganz vill perséinlech Engagement gemaach a wäerten an Zukunft duerch dat nei Gesetz an déi doranner enthalte verstärkten Ausbildung vum Personal nach besser kënnen gemaach ginn. Dovunner sinn ech jiddfalls iwwerzeegt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an enger Noutsituatioun befanne sech awer net nëmmen déijéineg, déi hir Aarbechtsplaz verluer hunn, mä och déijéineg, déi duerch en trageschen Tëscheffall den Daach iwwert dem Kapp verluer hunn. An den Här Rapporteur huet och schonn dorop higewisen, d'Recommandatioun N°37 vum Médiateur, wou sech mat der Schaffung vun Noutënkunften an de Gemengen auserneeget gëtt.

Am Joer 2007/2008 hunn nämlech eng Rei Leit, déi hir Wunneng verluer hunn a sech dowéinst an enger onbequemer Noutsituatioun befannen, sech beim Médiateur beschwéiert, dass si an de Gemengen, wou si wunnen, keng Noutënkunfte zur Verfügung gestallt kréien.

Datt et sech hei fir déi betraffe Persounen ëm eng besonnesch dramatesch a penibel Liewenssituatioun handelt, schéngt jiddwengem anzeliichten. Datt verschidde Gemengen hiren Awunner an esou enger Situatioun awer net weiderhëlfe kënnen, steet engem modernen a räiche Stat wéi Lëtzebuerg sécherlech net gutt zu Gesiicht. Dofir appelléiert de Médiateur a sengem Rapport un d'Regierung, fir um Niveau vun de Gemenge respektiv um interkommunale Plang d'Schaffung vun Noutënkunften ze fördern.

Gläichzäiteg geet vum Médiateur awer och den Appel un d'Gemengen, fir sech genuch Noutënkunften zouzeleeën, fir dass si deene Leit, déi sech an enger Noutsituatioun befannen, op d'mannst fir eng Iwwergangszäit eng würdeg Ersatzwunneng mat engem minimale Komfort kënnen zur Verfügung stellen.

An deem Kontext sief drun erënnert, dass net méi spéit wéi des Woch nees eng Famill am Éislek zu Uewerwampech haart vum Schicksal getraff ginn ass, wéi hiert Haus komplett ofgebrannt ass.

Et handelt sech beim Médiateur senger Recommandatioun sécherlech ëm eenzel Fäll, mä déi si vu besonnescher Dramatik. Déi betraffe Leit erwaarde sech vun hirer Gemeng zu Recht Hëllef.

Datt awer net all kleng Gemeng e puer Noutwunnenge ka virweisen, huet och eppes mat hirer Gréisst an hire finanzielle Mëttelen ze dinn. Duerfir soll am Kader vun der Territorialreform gekuckt ginn, wann d'Gemenglandschafte reforméiert ginn, fir do dat am Bléck ze halen.

Här President, ier ech zum Schluss vu menger Interventioun kommen, wollt ech nach kuerz an e puer Kritikpunkte vum Médiateur senger Sait agoen, déi schonn d'lescht Joer opgeworf gi sinn.

Esou gouf de Médiateur 2007/2008 ënner anerem och mat Reklamatiounen befaasst, déi d'Gemengeprozedur vun de PAGen duerch déi betraffe Ministère betreffen. Sou hu sech eng sëllege Leit iwwert déi laangwiereg a schwierig Approbationsprozedur beklot. Kritiséiert gouf virun allem, dass et net kloer wier, wéini datt den Émweltministère bei enger PAG-Prozedur ëm Rot gefrot misst ginn a wéini net. Doduerch sinn d'Prozeduren, déi u sech schonn an de Gemengen ugeholl gi sinn, nees eng Kéier blockéiert ginn.

D'Hauptkritik adresséiert sech also virun allem un de Kommunikatiounsdefizit, deen tëscht dem Innen- an Émweltministère besteet. An och wann dës Kritik vun de Verantwortleche vum Émweltministère relativéiert gëtt, sou sief awer drop higewisen, dass aus dem Médiateur sengem Rapport kloer ervirgeet, dass déi parlamentaresch Émweltkommissioun darselwecher Meinung ass, dass déi aktuell Genehmigungsprozedur ze schwéierfällg ass.

Fir dës Situatioun ze verbesseren, gëtt virgeschloen, dass d'Gesetz vläch méi kloer formuléiert muss ginn, wéini den Émweltminister bei der Genehmigungsprozedur vun engem PAG vum Innenminister kann ageschalt ginn. D'Émweltkommissioun begreist dowéinst den Dépôt vum Gesetzesprojet, deen den Aménagement communal vum 19. Juli 2004 ännere wäert an domadder fir eng méi kloer a vereinfacht Genehmigungsprozedur suerge muss.

Als Gemeinverantwoortleche kann ech mech där Recommandatioun vum Médiateur a vun der parlamentarescher Kommissioun nëmmen uschléissen, well et fir d'Entwécklung vun de Gemengen an domadder vum Land vu gréisster Bedeutung ass, dass déi allgemeng Bebauungspläng esou séier wéi méiglech fäerdeg ginn.

Här President, onbedéngt ofgeschloss gi muss dann a mengen Aen awer och en aneren Dossier, op deen de Médiateur a sengem Rapport och hiweist an dee mir als Buergermeeschter vun der Gemeng Nidderaanwen besonnesch um Häerz läit, nämlech den Dossier vum Fliegeraccident vum 6. November 2002.

Och an dësem Fall huet de Médiateur sech beschwéiert, dass den Dossier esou laang schleefe gelooss géif. Esou insistéiert de Médiateur dann och a sengem Rapport drop, dass d'Instruktioun vun deem Dossier definitiv méi séier iwwert d'Bühn goe soll, fir dat dann, am Sënn vun de Famillje vun den Affer, an de beschten Délaien ofzeschléissen.

Leider muss ee feststellen, dass sech an deem Dossier bis dato nach net allze vill geden huet, sou dass et héich Zäit gétt, fir endlech Neel mat Käpp ze maachen.

Där Zort Neel wäerten awer par contre bei der Caisse nationale des allocations familiales gemaach ginn. De Rapporteur huet schonn dodrop higewisen, dass do d'Hauptkritik vu Säite vum Médiateur déi ass, dass do ni een op den Téléfon géif goen an d'Leit wéinst chroneschem Personal mangel gezwonge sinn, fir sech während de Bürostonnen op de Siège vun der Keess ze déplacéieren, wou si dann déi eng oder aner Stonn waarde mussen.

Et ass kloer, dass dat net esou geet an dat och net esou ka viruoen. E Mënsch, deen eng Fro un eng Verwaltung huet, muss déi anescht kënne stellen a beäntwert kréien, wéi doduerch, dass e bei e Beamten an de Büro fiert.

De Problem ass bekannt a sollt deemnächst enger Léisung zougefuert ginn. D'Kannergeldkeess brauch méi Leit, a si soll se och kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et stellt ee fest, dass dem Médiateur seng Aarbecht méttlerweil an deene verschiddenste politesche Beräicher jo schonn eng ganz Rei Steng an d'Rulle bruecht huet, mä dass awer gläichzäitig nach eng ganz Rei vu Recommandatiounen vum Médiateur net vun den zoustännegen Instanzen berücksichtig ginn.

Et bleift also nach eng ganz Stéck Iwwerzeegungsaarbecht vum Médiateur senger Sait hier ze leeschten, an dach ass hie fir vill Bierger an eng sëllegen Administratiounen ze enger Ulaftell ginn, wou si sech hiwenden, fir konkret Schwierigkeiten am Ëmgank mateneen aus der Welt ze schafen.

Nach gétt net op alles gelauscht, wat hie seet, an dach schonn op viles méi, wéi dat virun der Existenz vum Médiateur de Fall war. Ech, fir mäin Deel, wëll dem Médiateur, dem Här Marc Fischbach, mat senger Matarbechter Merci soe fir déi Aarbecht, déi si an deene leschte Jore geleescht hunn, an hinnen un d'Häerz leeën: Fuert esou weider!

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Weydert. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dëst ass den zweeten Débat, dee mer féieren hei an der Chamber iwwert de Rapport vum Médiateur. Wann ech drun denken, wéi beim éischte Rapport d'Opreegung grouss war, a wann ee kuckt, wéi schwierig d'Verhältnis tëschent verschiddene Ministeren an dem Médiateur war säit der Kreatioun vun der Institutioun vum Médiateur, da muss ee soen, dass sech munches geännert huet, a Gott sei Dank geännert huet, a wierklech munches verbessert huet.

D'Institutioun vum Médiateur ass jo am Ufank mat Skepsis gekuckt ginn: Wat soll dat ginn? Mä ech mengen, de But dovun ass jo, dass de Bierger vis-à-vis vun der Verwaltung net eleng gelooss gétt. De Verwaltungsapparat gétt ëmmer méi komplizéiert, well de Stat och ëmmer méi Missiounen erfëllt, well mer eng Reglementatioun hunn, déi ëmmer méi komplizéiert gétt, an déi, déi tëschent déi Rieder geroden als Bierger, déi wësse weder aus nach an. Dofir ass et gutt, dass eng Plaz geschaf ginn ass, wou de Bierger sech ka wenden, fir ze kucken, dass säin Dossier deblockéiert gétt.

Am Ufank war d'Opreegung grouss, an de Rapporteur huet elo grad gesot, et wieren allergesch Reaktiounen gewiescht. Ech ka mech erënneren, dass de Minister vum Lo-

gument, dat Mannst, wat ee ka soen: „He was not amused“, fir d'Kinnigin vun England ze zitieren, well hien huet et als Atteinte personelle emfonnt, well Reklamatiounen do ware wéinst der Fixatioun vum Loyer, wou d'Bierger sech benodeelegt fonnt hunn.

An ech ka mech erënneren un eng Sitzung, déi mer haten, fir deen Dossier ze deblockéieren. Dat war eng Sitzung, déi war och net flott fir d'Deputéierten. Et war wierklech bal esou, wéi wa mer do géife verschidde Leit accuséieren, an dat Eenzegt, wat mir wollten, dat ass, dass déi Instrumenter, déi mer hunn, applizéiert ginn, an dass deene Leit, éischtens, nogelauschtert gétt - well mir haten d'Impressioun, dass dat net ëmmer de Fall war -, an dass, zweetens, eng Léisung fir d'Leit fonnt gétt. Sāithier huet Gott sei Dank dat Ganzt sech calméiert.

Et ass och an de Medien elo anescht opgefaasst. Ech ka mech erënneren, déi éischt Deklaratioun vum Médiateur ware mediatesch enorm grouss opgezunn. An et ass mir e bësse virkomm, wéi wann de Médiateur eng aner Zort vun Nol op de Kapp wier, wou eng ganz Partie Problemer opgeworf gi sinn a wou da gesot ginn ass, deemno, *Affaire à suivre!*

Entre-temps gesāit een awer un der Evolutioun och vun deene Rapporte vu Joer zu Joer, dass d'Situatioun sech wierklech verbessert huet an dass dat Ganzt méi strukturiert ginn ass an dass mer elo op eng Vitesse de croisière komm sinn.

D'Ministeren hunn och zum Deel hir Hausaufgabe gemaach, wann och nach net ganz. D'Chiffere vun 2008 soen ons, dass et 925 Reklamatiounen gi sinn. Do sinn der 203 nach net ofgeschloss. Verständlech kann dat sinn, well et si verschidden Dossierien āusserst komplizéiert, mä dat sinn ëmmerhin 22%, déi net konnten ofgeschloss ginn.

Vun deene 722 ofgeschlossenen Dossierien konnten 200 eng komplett Léisung fannen, dat sinn 31%. Dat heescht also, dass mer do um gudden Wee sinn, dass awer Dossierien kënne positiv ofgeschloss ginn.

Eleng déi Zuele weisen, dass d'Institutioun vum Médiateur méi wéi justifiéiert ass. Mir haten d'lescht Joer ons mat verschiddene Punkte méi laang auserneegesat. Dat war mam Minister vum Logement wéinst den Aiden, wéinst den Délaien vun den Äntwerten, an dat huet sech effektiv verbessert.

Beim Ministère de l'Environnement war et a bleift et d'Bauen an enger Gréngzon. Māi Virriedner ass jo méi am Detail dorop agaangen, sou dass ech dat net muss maachen.

Et ass awer wichtig, dass d'Leit wëssen, wa se den Dossier eragin, wou se dru sinn, ob den Dossier komplett ass, a wéi verfuert gétt, net dass een d'Gefill huet, dass et wierklech à la tête du client geet.

Beim Ministère du Travail war d'Kritik jo wierklech à l'adresse vun der ADEM ganz grouss, an do war den Aarbechtsminister, den Här Biltgen, och deemools ganz opgereegt. Mā d'ADEM, endlech beweegt sech eppes, a mir sinn nach net um Enn vun Tunnel. Besonnesch, wann ee leider muss feststellen, dass d'Zuel elo vun de Chômeuren an d'Luucht geet, an déi mussen jo awer adequat Äntwerte bei der Administration de l'emploi kréien.

Dann de Ministere des Classes moyennes, do ware jo enorm Retarden, wat d'Handelsermächtungen ubelaangt. Am Rapport steet, dass 2.000 Appels téléphoniques den Dag do eragaang sinn. Wann ech dat awer liesen, da stëmmt eppes net an där ganzer Struktur, well wa Bierger esou vill mussen reklaméieren, da gesāit een, dass au départ schonn eppes falsch ass.

Dann ass et net de Standard téléphonique eleng, deen d'Léisung ka bréngen, mä et muss am Virfeld eng Léisung bruecht ginn. An och bei dem Erdeeel vun den Handelsermächtungen huet zum Gléck dat sech verbessert. Besonnesch jo elo an de Krisenzäite mussen mer derfir suergen, dass een, dee sech nach wëllt etabléieren, dat esou séier wéi méiglech ka maachen.

An da bei der Justice, déi Lenteuren, och māi Virriedner huet déi hei ugeschwat. Dat ass eppes, wou mer mussen zesumme mat de Gerichter kucken, wéi dat ass, quitte d'Onofhängegkeet vun de Gerichter. Mir sollen als Pouvoir, weder den Exécutif nach de Législature sollen do interférieren, mä mir mussen awer kucken, dass fir de Justiciable en Délai raisonnable do erauskënnt.

Vun de Recommandatiounen vum Médiateur sinn der 19 nach net transposéiert ginn, sou dass déi nächst Regierung eng ganz Rei vun Aufgaben nach ze maachen huet. Ech wëll der just erausgräifen. Dat ass d'Recommandatioun 21 iwwert d'Schafung vun en-

gem Conseil supérieur de la Justice. Ech hoffen, dass déi nächst Regierung dat awer ugeet.

Dann d'Recommandatioun 24 iwwert d'Kannergeldkeess, déi wierklech iwwerfuert ass mat Demanden. An et ass ee Minister hei, dee Rapport, dee mer maachen, wenn sech jo net direkt un d'Regierung. Et sinn d'Recommandatiounen un d'Regierung. Mā vlāicht well et de Minister vun der Fonctioun publique ass, kann en ons awer eng Äntwert ginn, ob dann déi Kannergeldkeess elo de Renforcement vum Personal kritt oder net. Well et ware jo, wéi de Rapporteur dat ervirgestrach huet a senger Interventioun, Zweifel opkomm. Dat muss awer onbedéngt geschéien, dee Renforcement, well soss d'Leit net d'Méiglechkeet hunn, iwwerhaapt telefonesch un déi Administratioun ze kommen, fir de Problem vun Kannergeld ze léisen. An dat si just déi Leit, déi op Kannergeld ugewise sinn. Vlāicht kann de Minister vun der Fonctioun publique der Chamber doriwier Opschloss ginn.

Dann ass et d'Recommandatioun 34 iwwert de Code de bonne conduite vun den Administratiounen. Dat ass eng gutt Recommandatioun vum Médiateur. Do si jo och Pisten opgezeechent ginn. Et ass awer net esou einfach, déi ëmzesetzen, dāers sinn ech mer bewosst.

Ech wollt soen, dass mer an der Stad Lëtzebuerg amgaang sinn, eng Chartre interne och auseschaffe fir eis Matarbechter. Dat muss een och mat de Matarbechter maachen. Well wann dat net vun deene gedroe gétt, dann huet dat Ganzt wierklech kee Sënn. Et soll am Intérêt si vum Bierger, et soll am Intérêt si vun de Clienten, vun den Administratiounen. De Bierger, dee muss wéi e Client vun der Administratioun och behandelt ginn, an ech wär frou ze héieren, ob et Viraarbechte scho gétt fir dee Code de bonne conduite. Dat wollt ech nach als Remarque maachen zu deene Recommandatiounen, déi net transposéiert sinn.

Ech wollt och hei, Här President, eng Proposition widderhuele vun der Demokratescher Partei. Mir sinn der Meenung, dass mer missten d'Institutioun vum Médiateur schaffe fir onst Schoulwiesen.

An de Schoule gétt et ganz vill Problemer. Et gétt ganz vill Litigen. Et gétt zwar Instanzen. Leider gétt et och an Zukunft keen Direkter an der Primärschoul, well dat net esou festgehale ginn ass am Gesetz, wat mir bedauern. Et gétt och den Inspekter, an dem Postprimaire gétt et Direkteren, mä et gétt Litigen tëschent Schüler, Enseignanten, tëschent Elteren.

An der Schoul, do kommen Tensiounen op. D'Leit, déi wëllen net onbedéngt direkt domat an d'Schoul goen, well se mengen, dat kréich dann eng Répercussioun fir hir Kanner. Dat kënnt och heiansdo vir, an dofir wier et gutt, wann e Médiateursposte géif geschaf ginn, extra fir Schoulfroen. Dat ass eppes, wat enorm wichtig ass. Well et si ganz vill Leit, déi fille sech och do, trotz all deene Stellen, déi et gétt, déi fille sech do eleng gelooss.

Wat de Rôle vum Médiateur ubelaangt, sou ass et och wichtig, dass mer an de Gemenge Prozeduren hunn, wéi de Bierger seng Reklamatiounen ka virbréngen. An do huet d'Stad Lëtzebuerg säit drāi Joer e System ageféiert, wou all Bierger kann all dënsches moies tëschent aacht an néng bei de Schäfferot kommen, bei e Member vum Schäfferot, ouni virdrun ugemellt ze sinn, ouni en extrat Uleies ze hunn, ouni dass muss en Dossier preparéiert ginn, an da gétt e gehéiert, an da gétt no sengem Uleies gekuckt. Dat ka si fir en Trottoir ze begradegen oder et kënne méi komplex Problemer sinn, Problemer, déi se mat der Administratioun hunn, esou dass an der Stad Lëtzebuerg de ganze Schäfferot d'Fonctioun vum Médiateur iwwerhëlt, an ech ginn dovun aus, dass dat an anere Gemengen och āhnlech ass.

Zum Ofschloss, Här President, wollt ech soen, dass mer als Demokratesch Partei mat Satisfaktioun, wéi déi aner Parteien och, feststellen, dass enorm Progrès gemaach gi sinn. Dat ass zréckzuféieren op déi exzellente Aarbecht vum Médiateur mat senger Collaborateuren. Ech wëll och dem President vun der Kommissioun a Rapporteur vun dësem Rapport, dem Camille Gira, e ganz grouse Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi mer an der Kommissioun hunn.

Et war hei eng Regel, dass de President vun der Petitiounskommissioun ee vun der Opposition war. Et ass elo den Här Gira. Et war d'Madame Err. Ech war et och emol. An ech mengen, dat ass och gutt esou, an do solle mer, iwwert d'Parteigrenzen eraus, Léisunge fannen am Intérêt vun Bierger, well et ass schliesselech fir de Bierger wou mer all zesummen hei sinn.

Ech soen lech villmools Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech direkt am Ufank Merci lass ginn, déi ech heiansdo vergiessen, wann ech mer se zum Schluss loosse: un de Médiateur fir d'éischt, un eise President vun der Kommissioun, un d'Sekretariat vun der Kommissioun an un d'Kolleegen.

Ech kann dat nēme bestätegen, an dat, mengen ech, confirméiert dat, wat eise President an och d'Madame Brasseur, dat heescht d'Oppositionsvertreider, hei gesot hunn, dass an där Kommissioun do absolut net ofgestëmmt gétt an net diskutéiert gétt no Parteiinteressen, mä no deem, wat jiddwer Member fir sech féint dass de virrangegen Intérêt vum Bierger ass. Ech denken, dass dat gutt ass.

Vun do bis ze soen, dass d'Opposition misst nach méi Kommissiounen presidéieren, ass eng aner Saach. Dat kënnt eventuell och ze vill des Gudde ginn, Här Gira.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Waart emol bis den 8. Juni, Madame Err.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Mir hu jo schonn zwou Kommissiounen, an ech denken, dass déi sech particulièrement gutt prétéieren. De Wieler decidéiert dat sécherlech méi wéi mir, gell. Mā mir hunn zwou Kommissiounen, déi vun Oppositionspolitiker presidéiert ginn, an zwar net nëmmen d'Petitiounskommissioun, mä och d'Exécution-budgétaires-Kommissioun, an ech mengen, dass dat zwou ganz wichteg Kommissiounen sinn, wou de Contrôle parlementaire essenziell ass.

Et gétt eng drétt, wou en essenziell wier, mä déi mer leider net hunn, obschonn ech dat ëmmer erēm reklaméiert hunn. Mir brāichten an eise Parlament, wéi an all normalem Parlament, wat sech respektéiert, eng Kommissioun vun de Mënscherechter. Esou eng Kommissioun misst och, mengen ech, vun engem Oppositionspolitiker presidéiert ginn, einfach fir no bause parteipolitesch Neutralitéit ze demonstréieren, déi een an esou Froe wéi an deenen an der Petitiounskommissioun natierlech muss praktizéieren.

De Médiateur a sāi Bericht si wichtig ginn am Oflaf vun eisen demokrateschen Institutiounen, an ech sinn ee vun deenen, déi sech ganz besonnesch doriwier freeën, well ech mer abilden, dass de Médiateur zréckgeet op eng Initiativ, eng Gesetzesinitiativ vu mir, déi zwar net war, fir e Médiateur anzeféieren, mä fir en Ombudsmann.

An där leschter Debatt hunn ech hei probéiert ze weisen, dass dat, wat d'Regierung wollt, effektiv eppes aneschter war, mā dass am Laf vun der Zäit d'Fonctioun vum Médiateur, dee sech leider vun Ufank un Ombudsmann genannt huet, awer sech esou entwéckelt hunn, dass hien haut sāin Titel, sāi selwer ginnen Titel eigentlech mat Recht dréit, well hien entre-temps aner Kompetenze kritt huet, déi sech an den Aktivitätsberāich vun engem Ombudsmann nom skandinavesche Modell erabrēngen. Dat weist, dass et net ëmmer nēmmen dat ass, wat um Pabeier steet, wat eng Fonctioun ausmécht, dass d'Fonctiounen sech mat der Zäit a mat der Praxis entwéckelen, an ech denken, dass dat gutt esou ass.

ler ech et vergiessen, dat riskéieren ech nämlech och, wann ech et wëll zum Schluss halen, zwou Remarquen zu deem, wat d'Madame Brasseur fir d'DP hei gesot huet. Éischtens mengt si, oder mengt d'DP, et wier gutt, an der Schoul och e Médiateur anzeféieren, fir de Leit ze hëllefen, hir Konflikter, hir Onrouen, hiren Informatiounsbedarf opzefëllen zwëschent den Elteren, dem Schoulpersonal an de Kanner.

(**M. Lucien Weiler reprend la Présidence**)

Ech ginn hir sécherlech Recht, wa se seet, do wier e Besoin fir esou eng Plaz, fir de Leit ze hëllefen, an deem Dschungel, deen heiansdo an de Formalitéiten, an de Reglementer an esou weider ass, de Wee ze fan-

nen. Ech denken awer, dass et an där Fonctioun do e Moyen gëtt, dee vill besser misst si wéi eng nei Fonctioun schafen, déi vun engem Schoulmédiateur: d'Schoulmédiatioun zum Pflichtfach an de Schoulen ze maachen.

D'Schoulmédiatioun, dat heescht virun allem net nëmme fir den Elteren ze hëllefen, mä virun allem fir d'Kanner vu klengem an dorun ze winnen, wéi se solle mat Konflikter ëmgoen - déi natierlech am deegleche Liewen, an zwar net nëmme vun de Kanner, mä och vun Erwuessenen ëmmer erëm virkommen -, fir op eng friddlech an eng dezente Aart a Weis un déi Problemer erunzegoen, amplaz, wéi et leider oft de Fall ass, einfach fir de léiwe Fridden déi Onzefriddenheeten oder Problemer ënnert den Teppech ze kieren, mat dem Risiko, se eventuell méi grouss erëmkommen ze gesinn.

Dofir denken ech, dass den Ustouss, den Denkestouss vun der DP scho richtig ass. Ech wëll awer hei en nom personnel soen - well mir hunn natierlech iwwer esou Saachen net diskutéiert -, dass et a mengen Aen an der Schoul net onbedéngt ëm de Médiateur geet, mä virun allem ëm d'Schoulmédiatioun, wou d'Kanner mat agebonne wieren.

» **M. le Président.** - Madame Err, erlaabt Der eng Tëschefro vun der Madame Brasseur?

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Gären.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech si frou, dass d'Madame Err dat opgegraff huet. Si seet, si géif hei an hirem perséinlechen Numm schwätzen, well si hätten an der Partei net driwwer geschwat. Ech wollt just der Madame Err soen, dass déi viregt Regierung an engem Projet de loi d'Schafe vun der Institution vun engem Médiateur an de Schoulen hat, an dass dës Regierung ënner enger LSAP-Ministerin och dat zréckgezunn huet, dee Projet de loi, an och net an deenen neie Projets de loi ersat huet, esou dass ech dovun ausginn, dass d'LSAP am Ganzen, an d'CSV dann och net mat der Schafung dovun d'accord ass. Mä ech hoffen, dass déi nei Regierung déi Iddi awer nach eng Kéier opgräift.

» **M. le Président.** - Wéi war dann Är Fro, Madame Brasseur?

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Uff, ech leie richtig, Här President.

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Här Scheuer, hutt Dir eng Fro? Et ass net fir elo Commentairen hei ze maachen, et ass un der Madame Err, fir hei hir Iddi...

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här President, ech wollt just...

» **M. le Président.** - Neen, also, ech mengen, Här Scheuer, d'Madame Err kann dat och. Si äntwert der Madame Brasseur elo.

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Ech wollt just froen, ob net gewosst ass, datt am Gesetz iwwert den Enseignement fondamental d'Fonctioun vum Médiateur drasteet?

» **M. le Président.** - Dat ass eng Fro, dat do.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Ech denken och...

» **M. le Président.** - U wien adresséiert se sech, Här Scheuer?

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Un d'Schoulministesch, an déi ass net hei. Ech mengen, da fuere mer weider, Här President.

» **M. le Président.** - Très bien. Dir hutt ganz Recht, Madame Err, fuert roueg weider!

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Ofgesinn dovunner ass et evident, dass d'Médiatioun als Instrument an de Schoule scho villfach existéiert, an dass et dofir am Fong net onbedéngt muss an engem Gesetz stoen. Et ass am Fong eng Form vun „bonnes pratiques“, déi all Gemenge kënnert interesséieren.

ren, déi hiert Schoulwiese wëlle méi demokratesch, méi ugepasst un d'Gegebenheete vun eiser Gesellschaft bréngen.

D'Opportunitéit vun der Debatt, an engem Moment wéi dësen hei, wollt ech ee Moment kuerz uschielen. Et ass kloer, dass e Rapport annuel nëmme dann e Sënn mécht, wann en öffentlech diskutéiert gëtt. Dat ass iwwerhaupt keng Fro. D'Fro ass iwwert d'Opportunitéit, a mengen Aen, fir zu dësem Moment, dat heescht e puer Woche virun de Wahlen, e Bericht ze kommentéieren an am Fong - normalerweis mécht een dat jiddefalls - eng Virausschau op dat nächst Joer ze maachen.

Dobäi ass jiddwer Einzelnen, deen haut hei steet, net sécher, ob e mat der Entwecklung vun der Institution oder mam Rapport d'actifitéit vum Médiateur nach eng Kéier gefuerdert ass op dëser Tribün Stellung ze huelen. Dofir einfach vläicht eng Suggestioun oder eng Fro an de Raum gestallt, ob een dee Moment, wou de Rapport vum Médiateur an d'Virwahlperiod fällt, net sollt probéieren, d'Diskussioun vun deem Rapport weinstens uganks des Joers ze maachen, fir dass d'Leit, déi zum Rapport schwätzen, net d'Impressioun hunn, si géifen am Fong hei just elo eng Stilübung maachen.

Zwou Remarquen oder dräi nach, ier ech zu de Recommandatiounen vum Médiateur selwer kommen: Mir haten an der Institutionskommission Diskussiounen, ob de Médiateur soll en tant que tel an d'Verfassung ageschriwwen ginn, gradesou wéi ob de Conseil supérieur de la Magistrature och soll do agedroe ginn.

Op déi éischt Fro hu mer geäntwert ganz am Ufank vun der Legislatur, dat heescht, wou mer am Fong nach net wossten, wat aus der Institution géif ginn. A mir si leider, obscho mer eréischt virun engem Mount definitiv déi Diskussiounen iwwert d'Verfassungsreform ofgeschloss hunn, net méi op déi Fro zréckkomm, well do ware mer schonn e ganz Stéck méi gescheit wéi dee Moment, wou mer fir d'éischt driwwer diskutéiert hunn.

Duerfir ass et och elo schwierig, eng Motivatioun ze ginn. Ech mengen net, dass an der Institutionskommission, wéi se bis elo existéiert huet, eng prinzipiell Opposition op deem Punkt bestanen hätt. Mä et ass just gesot ginn, d'Iwwerleeung war déi: Loosse mer emol kucken, wat draus gëtt, an da fanne mer och, an dat ass manner evident, d'Plaz, wou mer de Médiateur kéinten an eis Institutionen eraschreiwen, an och d'Manéier, wéi.

Bon, ech denken, dass dat Partie remise ass, well wéi Der alleguerten entre-temps wësst, ass eng global Verfassungsreform vun der Institutionskommission ënnert der Presidentschaft vum Paul-Henri Meyers ausgeschafft ginn, déi elo am Fong hire Wee eréischt ufänkt. Ech denken, dass bestëmmt am Laf vun den Avisen, déi dozou komme wäerten an der nächster Zäit, déi Fro erëm aktuell gëtt, an dat, wat elo nach net drasteet, ka sécherlech nach drakommen.

Eng aner Diskussioun war déi vum Conseil supérieur de la Magistrature. Do ass et manner evident, ob e soll an d'Verfassung, mä kloer ass et op jiddwer Fall, firwat mir et net dra proposéiert hunn: Well mer kee Gesetz driwwer hunn. An do si mer am Fong bei engem e bësselche méi wonne Punkt, an ech kommen dann direkt op de Fong vum Rapporteur, vum Médiateur sengem Bericht.

Mir hunn déi Recommandatioun iwwert de Conseil de la Magistrature d'lescht Joer schonn diskutéiert. Eigentlech war, sowäit wéi ech mech erënneren, an ech hunn déi Debatte vum leschte Joer eng Kéier kuerz iwwerflunn, kee Mënsch a keng Partei hei am Haus dergéint. Et gëtt wuel Divergenzen, wie soll doranner kommen, wien déi Leit, déi Membere soll nennen, wat genau d'Fonctiounen, d'Mandater, etc. solle sinn. Iwwert de Prinzip a sech ass awer allerdéngs keng Diskussioun.

An do, Här President, hu mir alleguerten an der Kommission am Fong net dat gemaach, wat mer d'lescht Joer an enger Resolution an der Chamber hei bei darselwechter Geleeënheet proposéiert hunn. Mir hunn nämlech eppes proposéiert, wat menger Meenung no immens wichteg wier, och fir d'Opwärtung vum Parlament, an zwar hu mer gesot, mir hätte gären, wëssend, dass d'Regierung amgaang ass sech Gedanken iwwert dee Conseil de la Magistrature ze maachen, eng Debatt an der Chamber, wou all Parteie kéinten am Detail hir Virstellungen an d'Explikatiounen vun hire Virstellungen, firwat se et esou an net aneschtens wëllen, sollen an enger grousser Debatt öffentlech hei virleeën, fir dass d'Regierung herno weess, op wat fir ee Wee se soll goen.

Elo kann ee soen, dat ass net onbedéngt noutwendeg, well wann de Regierungsprojet den Deputéierten net passt, dann hu se jo nach ëmmer d'Geleeënheet, iwwer Amendementer hir Vuen ze probéieren durchzusetzen. Ech denken awer, dass dat heiten e Problem ass, deen esou wichteg ass, well et ee vun eisen Haaptpouvoiren am Stat betrëfft, dass ee sollt probéieren e méiglechst grouss Konsens ze schafen. An zwar vun Ufank un, amplaz et herno iwwert de Wee vun den Amendementer op jiddwer Fall no baussen ausgesinn ze loosse, wéi wann do e Kompetenzgerangel wier zwëschent der Regierung an dem Parlament.

Op esou wichtige Froen, denken ech, huet esou eng Opposition kee Sënn, esou dass ech géif dorobber zréckkommen an da mäi Wunsch un déi nächst Chamber riichten, dee Virsaz, dee mir eis d'lescht Joer geholl hunn an dee mer am Fong elo net gepackt hunn - ech denken och, dass duerch d'Kris e ganze Koup Aarbechten, déi mer eis virgeholl haten, zweetrangeeg gi sinn, mä ech denken, dass et fir esou eng wichteg Fro net ze spéit ass -, dass dat soll nogeholl ginn, dass d'Chamber soll, an all Fraktioun an all Partei an all eenzelne Member an deem neien Haus dann hir Meenung soen, fir dass d'Regierung ka probéieren e méiglechst grouss Konsens vun Ufank un ze fannen.

Da kommen ech awer zréck op eng Remarque vum Médiateur, déi mer particulièrement pertinent schéngt. Déi steet op der Sait 94 an ass nach ëmmer zum Conseil de la Magistrature. Do seet de Médiateur: Wa fir Ursachen, déi him selwer net alichten - mir iwwergens och net -, de Ministère vun der Justice dee Conseil net wëllt weiderbréngen, an ech liesen elo, amplaz en op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen: «Le médiateur estime qu'il serait pour le moins indiqué de prévoir des modalités de recrutement des magistrats sur base de critères autrement plus transparents et plus pertinents que ceux du système actuel.»

Ech denken, dass dat e wichtige Punkt ass. An ech denken emol net, dass een dofir muss e Gesetz maachen. Wann de Médiateur vun haut, dee fréier selwer Justizminister war, dat heite seet, da weess hie méi wéi mir, dass et noutwendeg ass an dass et evident ass, dass et net duergeet, dass d'Magistraten a virun allem d'Leit vum Parquet no objektive Kritäre genannt ginn, mä dass d'Objektivitéit vun deene Kritären och dobausse muss novollzéibar sinn. An dat war bis elo, Här Minister, fir déi, déi net direkt domat befaasst sinn, ni de Fall.

Wann ee bei de Magistraten a bei deene vun der Magistrature assise à peu près konnt novollzéien, dass et Kompetenzkritäre waren an och Alterskritäre, dat heescht Anciennetéskritäre, déi zesumme sinn, esou war dat bei de Leit vum Parquet net de Fall. A wann een als Jurist oder och als Netjurist d'Relatiounen vum Parquet mam Justizminister weess, dann ass et noutwendeg fir eng Demokratie, fir dat Versteesdemech no baussen ze vermëttelen, dass och d'Nominatioun vu Leit vum Parquet, besonnesch de Procureur général an de Procureur d'État, muss kënnen dobaussen novollzéibar sinn.

Ech denken, dass dat eng Urgence ass, déi näischt mam Gesetz ze dinn huet an déi en attendant, well deen transitoiré Regime, an deem mer dra si bis mer de Conseil hunn, riskéiert mat allem gudden Wëllen nach eng Zäitchen ze daueren. Et ass eng grouss Urgence, an ech géif duerfir deen heitegen an deen nächste Justizminister vun hei aus wierklech opfuere, dësere méi wéi berechteter Recommandatioun provisorischer Natur - en attendant de Conseil - vum Médiateur stattzeginn.

Ech wollt dann nach op e puer Recommandatiounen zréckkommen, déi de Médiateur gemaach huet, an als éischte wollt ech den „Guide des bonnes pratiques“ uschwätzen. Ech freeë mech, dass net nëmme d'Fonctioun, déi ginn ass, déi ech eigentlech wollt aféieren, déi vun engem Ombudsman par rapport zum Médiateur, mä och, dass déi Suggestioun, déi ech d'lescht Joer op dëser Tribün gemaach hunn, net an daf Ouere gefall ass, an dass, nodeem déi Suggestioun bis um Dësch louch, mir dëst Joer e ganzen „Code des bonnes pratiques“ virleien hunn.

Ech denken, dass dat eng grouss Aarbecht ass. Dem Médiateur muss ee Merci soe fir déi Aarbecht, déi eigentlech net zu de primären Tâchë gehéiert, déi d'Gesetz him assignéiert huet, déi ouni Zweifel awer utile ass, mä wou vläicht Froe sech stellen, déi misste gekläert ginn, wéi: Wat ass d'Natur vun deem Dokument? Do ass sécherlech dee Minister, deen hei ass, un éischer Plaz interesséiert eis Oplklärung ze ginn.

Wéi ass et mat der Base légale a wat gedenkt d'Regierung mat där wichtiger Aarbecht vum Médiateur op dësem Punkt ze maachen? Well et ass jo kloer, dass iergendwou dat doten eng reglementär Aarbecht ass. Et kënn souguer op eng legislativ Aarbecht eraus, jee nodeem wat fir ee Charakter dee Code duerno soll kréien.

Dee Code kéint natierlech och an e Gesetz afléissen, an dee Moment hätte mer am Fong institutionell e ganz wichtige Moment doduerjer, dass et dee Moment kloer wier, dass déi Initiative législative, déi ech a mengem Text dran hat, an déi am Text vun der Regierung net iwwerholl ginn ass, an der Praxis sech awer entwéckelt huet, esou dass ech mech am Fong bestätegt fille mat deene Virstellungen, déi ech hat, ier mer d'Gesetz haten. Well och wann d'Gesetz meng Propositionen net iwwerholl huet, esou schéngt et esou ze sinn, dass an der Praxis sech dat dach esou entwéckelt, wéi ech dat proposéiert hat. Duerfir, Här Minister, wier ech lech dankbar fir eng Ébauche vun enger Äntwert op déi Fro.

Eng zweet Recommandatioun, op déi ech wollt kuerz agoen, ass déi vun den Experten. Et ass eng vun deene Propositionen vum Médiateur, déi net esou gutt ukomm ass, weder an der Kommission nach bei den Autorités judiciaires, an trotzdem huet se munches fir sech. Et kënn een eventuell awer och déi Iddi do zréckbehalen a se aneschtens awéckelen.

Ech erlabe mer, an dat passéiert engem, wann een an den Alter kënn, sech heiansdo selwer ze zitieren, dass ech virun engem Joer gesot hat... Ech probéieren et op e Minimum ze reduzéieren, Här President.

» **M. le Président.** - Fuert emol duer, Madame Err!

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Mir hunn e Problem mat Expertisen a mat Auditen am Land. Mir sinn e klengt Land, an dann, wa mer en Audit externe maachen, hu mer ganz oft Leit aus dem Ausland, oder wéi och ëmmer ass et net kloer, dass déi Leit, déi chargéiert ginn, prezis vun engem Minister, fir ee Gesetz ze evaluéieren, wéi et mat där hirer Impartialité totale ass par rapport zum Optraggeber vun engem Expert donné. Dat ass an der Praxis esou.

Ech wëll domadder kengem eppes ënnerschubsen. Ech wëll just nach eng Kéier ee vu menge Parteikolleegen zitieren, deen awer haut net méi hei am Haus sëtzt, mä deen et selwer misst wëssen. Hien huet ëmmer gesot: „So mir, wien en Expert chargéiert a bezilt, an ech soen dir, wat erauskënn.“

Dat ass net gutt, net, wann et ëm d'Evaluatioun vu Gesetzer oder vu Praxisse geet. Et ass och net gutt, wann een Experten um Gericht huet, déi ëmmer dëselwecht sinn, déi sech net erneieren, deenen hir Kompetenzen net geleeëntlech evaluéiert ginn.

Duerfir wollt ech nach eng Kéier zréckkommen op eng Iddi, déi ech schonn eng Kéier hei exposéiert hat an engem anere Kader, an zwar déi vun enger Cellule d'évaluation um Stat. Wa mer eng kleng Cellule d'évaluation hätte mat Leit, déi op verschiddene Punkte kéinten Expert si fir Auditen, Evaluatiounen vu Gesetzer, vu Praxisen, fir Calculen oder wat och ëmmer, dann hätte mer Leit mat engem feste Statut, déi kengem musse gefalen, fir déi nächst Kéier nach eng Aarbecht ze kréien, an déi op déi Aart a Weis sécherlech och censéiert wieren, hiert Beschte ze ginn, hiert Beschte Wëssen ze ginn, ouni dass se e Risiko hunn, fir en nächsten Optrag ze kréien.

Och dat, mengen ech, schéngt mer eppes ze sinn, wat wichtig ass, well mer brauchen, och, wa mer d'Experten net all am Land hunn, déi mer brauchen, sécherlech e Basisstack vun Experten, net nëmme um Gericht, mä och fir eis Administratiounen a Legislatiounen. Ech denken, dass et derwäert wär, besonnesch an dësen Zäiten nei Aarbechtsplazen ze schafen, andeem mer géife probéieren, Neel mat Käpp ze maachen a Saachen ze maachen, déi fir villes kéinte gutt sinn.

D'Dierwiechterkäschten - ech kann de Médiateur net méi wéi ënnerstëtze bei deem, wat e seet. Et ass inakzeptabel, dass fir kleng Créancen Exekutiounskäschte vun Dierwiechtere gemaach ginn, déi méi héich si wéi den Enjeu vun deene Suen, déi sollen agedriwwen ginn. Dat ass absolut net ze diskutieren um Prinzip.

Wann de Médiateur awer elo ënner anere d'Defiskalisatioun vun de Frais d'expertise vun den Dierwiechtere proposéiert, da mag dat zwar richtig sinn, mä menger Meenung no geréit et net déi richteg Leit, well déi, déi am meeschten ënnert den Dierwiechterkäschte leiden, dat sinn déi Leit, déi keng

Steiere bezuelen, an déi hätten am Fong vun esou enger Mesure näischt.

Ech froe mech, Här Minister, a leider muss Der déi Fro sécherlech un Äre Kollegee vun der Justiz oder Ären zukünftige Kollegee vun der zukünftiger Regierung weiderginn, fir ze froen, ob een den Indépendantstatus vun den Dierwiechtere onbedéngt muss bäibehalen.

Ech weess, dass mir an engem Aarbechtsgrupp an der LSAP, fir de Wahlprogramm auszuschaffen, vill Leit haten - an do waren derbäi: Juriste vun alle Kategorien, Fonctionnaires, Riichter, Leit vum Parquet, Afekoten, Deputéierten, etc. -, déi der Meenung waren, dat wär e Beruff, deen een eigentlech kéint och sech enger anerer Form virstellen, wéi iwwerengs och dee vum Notaire. Ech denken, dass dat eng Iwwerleeung ass, déi ee kéint weiderspannen.

En nächste Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun de private Failliten. Et ass an engem Zesammenhang ze gesi mat den Insolabilitäten an de Frais d'exécution vun den Dierwiechtere. Ëmmer méi Leit geroen, besonnesch a Krisenzäiten, a finanziell Schwierigkeeten, well se iwwerschëllet sinn a well se sech virun deene ville Créancieren, déi se hunn, net méi kënnen erwieren.

Ech weess, dass e Projet iwwert de Surendettement a privat Failliten ennerwee ass. Ech wär frou, wa mer eis géifen druginn, dee Projet esou schnell wéi méiglech duerch d'Chamber ze kréien, well domadder besonnesch an dësen Zäite verschidene Leit kéint gehollef ginn, aus enger schrecklecher Patsch erauszekommen.

D'Kannergeldkeess ass ugeschwat ginn. Ech wëll duerfir kee Wuert méi dozou soen.

D'Logements d'urgence, mengen ech, si bis de Moment nach schlecht ewechkomm bei där Diskussioun. Ee Wuert, an ech schwätzen do sécherlech och am Intérêt vun alle Responsabelen an de Gemengen, déi responsabel si fir d'Sozialpolitik an Hëllef fir déi Leit, déi finanziell Schwierigkeeten hunn: Et kann net sinn, dass an engem Land wéi deem heiten et u Plaze feelt, wou Leit kënnen d'urgence provisoiresch a kuerzfristeg ennerbruecht ginn, wa se, aus wat fir engen Ursaache vun Insolabilität och ëmmer, aus hirer Wunneng erausgesat ginn.

Dir wësst - an de President vum Syvicol, dee weess et an duebeler Qualitéit -, wéi schnell et op eemol ka goen, wann een de Loyer net méi ka bezuelen, dass ee seng Miwwelen eng Kéier, wann ee vun de Kommissiounen erëmkënn, um Trottoir erëmfënnt an dann net méi weess, wou ee mat senger Famill soll higoen.

Et kann net sinn, dass et zu Lëtzebuerg do keng Plaze gëtt, wou déi Leit provisoiresch vun de Gemengen, temporär wéi gesot, och kënnen ennerbruecht ginn.

Ech wëll dann nach e leschte Punkt uschwätzen, an zwar dee vun de Prisongen. D'Prisongspolitik ass eng Politik, déi net nëmme mir, mä der LSAP als Partei ganz um Häerz läit.

Ech erënnere just doran, dass den aktuelle Regime zréckgeet op de Robert Krieps an dass de Médiateur e wichtege Punkt ugeschwat huet, andeem e proposéiert, e Juge de l'application des peines ze maachen. Ech ka mech, an och den Aarbechtsgrupp aus der LSAP ka sech där Meenung uschléissen.

Mir sinn eis net eens iwwer all déi Detailler, déi de Médiateur proposéiert, mä och hei gëtt et eng Urgence, wou ech frou wär, dass et géif weidergoen a schnell an d'Praxis kéint ëmgeseat ginn, dass Disziplinarprozeduren, déi während der Exekutioun vun enger Prisongstrof kommen, e kontradiktorsche Charakter musse kréien. Wann dat bis agefouert ass, da si mer net méi preséiert, fir déi aner Prozeduren direkt mat ze regléieren, mä et kann net sinn, dass een, dee condamnéiert ass, doduerjer am Fong säi Matsproocherecht verléiert, well mer keen Droit de recours virgesinn en matière disciplinaire. Dat géllt besonnesch fir Leit mat laange Strofen, déi doduerjer gradesou vill kënnen leide wéi duerch hir Hauptstrof.

Eng allerlescht Remarque, an da kommen ech zum Schluss: Ech freeë mech, an ech hoffen, dass ech d'Geleeënheet kréien, op dëser Tribün deen nächste Rapport annuel vum Médiateur mat kënnen ze diskutieren an op seng eege Suggestiounen anzegoen, déi zu dësem Rapport nach net gehéieren, well se am Laf vun dësem Joer gebuer sinn, an zwar iwwert d'Médiation en milieu hospitalier.

Dat gehéiert leider net zum Bericht vum leschte Joer, dat gehéiert zu deem nächste Joer, well et dëst Joer am Fong an d'Welt gesat ginn ass. Ech hoffen, dass ech ka mam heitege Médiateur an enger nächster

Legislatur iwwert dëse speziellen Aspekt weiderdiskutieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. **(Interruption)**

Jo, déi Hoffnung, déi Der zum Ausdrock bruecht hutt, déi hege méi Leit heibannen. Ech mengen, dat ass och legitim.

Den honorabelen Här Mehlen huet elo d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, iwwert d'Noutwendegkeet an d'Nätzlechkeet vun der Institution vum Ombudsmann brauche mer net méi laang ze diskutieren, déi ass entretemps bewisen. Seng Rapporten weisen eis ëmmer erëm, wéi noutwendeg et ass, dass mer de Fonctionnement vun eise Ministère, Verwaltungen, awer och um Gemengenniveau iwwerpräiwen a entspreechend Verbesserungen am Intérêt vun de Bierger virbréngen.

Et kommen Défaillancen am Service public vu verschiddester Natur zum Virschäin. Ech wëll virop eng allgemeng Considération stellen. Dat ass déi, dass et fir de Fonctionnement vun engem Stat, fir d'Akzeptanz vun engem Stat immens wichteg ass, dass eng gutt Relatioun tëschent dem Stat sengen Administratiounen, de Gemengen an dem Bierger besteet.

De Respekt vum Bierger vis-à-vis vum Stat kann nëmme dann zum Droeg kommen, wann och de Stat vis-à-vis vun de Bierger deen néidege Respekt erkenne léisst.

Här President, de Médiateur gëtt senger Roll als Lëtzebuurger Knoutermann - ech fannen dat en immens flotten Ausdrock - gerecht. Dat Kompliment muss een him aussprieche, well all Kéiers dann, wann en heihinner an d'Chamber kënnt, fir säi Rapport virzedroen, da schwätzt en e ganz daitleche Langage, an dat ass och gutt esou.

D'Ursaache si ganz dacks, wa mer vu staatlechen Administratiounen schwätzen - ech wäert mech a menger kuerzer Interventioun dorop limitéieren -, e Manktem un Accessibilitéit, un Hëllefsbereitschaft, Dëngschlechtschungsberetschaft, un Transparenz, awer och u Rapiditéit an der Ofwäcklung vun den Affären.

D'Réforme administrative ass hei am Land en Dauerbrenner, soulaang wéi ech mech kann zréckerënnere. D'Politik mécht permanent Efferten, fir Prozeduren ze vereinfachen a fir se ze straffen.

Mä ech widderhuelen do eppes, wat ech scho méi dacks vun dëser Plaz aus gesot hunn: All Reformen, déi mer maachen um legislative Plang, um reglementaresche Plang, kommen net zum Droeg, wann d'Acteuren um Terrain, wann d'Beamten, déi domadder concernéiert sinn, net matspillen.

Duerfir ass an eisen Aen, an den Ae vun der ADR d'Recommandatioun 34 - a wéi gesot, ech wäert mech dorop limitéieren - iwwert d'Aféierung vun engem Code de bonne conduite eng ganz zentral a ganz wichteg Recommendatioun.

De Médiateur mécht eng ganz Partie Propositionen doran, déi engem, wann ee se liest, normalerweis als selbstverständlech virkommen. Ech huelen déi dräi Kapitele ganz kuerz duerch.

Dat Éischt - dat ass eigentlech de Kapitel dräi a sengem Rapport oder a senger Recommendatioun - geet iwwert d'Accessibilitéit, den Accueil an den Devoir d'information. Mä mir wëssen, dass sech do nach net ganz viles geännert huet. D'Accessibilitéit vum Service, ech mengen, wann do geschriwwen gëtt, dass de Beamte wierklech muss während deene Stonnen, wou dat indiquéiert ass, zur Verfügung stoen, dass e muss accessibel sinn, da mengt ee jo, dat misst eigentlech eng Selbstverständlechkeet sinn. Mä mir sinn, mir wëssen dat och, am Moment nach wäit dovun ewech.

D'Frëndlechkeet an d'Hëllefsbereitschaft, wann ee Problemer an engem Dossier huet, fir engem virunzehëllefen esou, wéi dat an engem gudden Dëngschlechtschungsbetrieb ass, dat misst eng Selbstverständlechkeet sinn. Dat een déi zoustänneg Persoun identifizéieren kann, dass ee weess, déi Persoun ass fir main Dossier zoustänneg, misst eng Selbstverständlechkeet sinn.

Dat Kapitel duerno, d'Instruktioun vum Dossier, dass een en Accusé de réception kritt. Wéi dacks héiert een, dass iwwerhaupt keng Réckmeldung kënnt. Och dat, mengen ech, misst eng Selbstverständlechkeet ginn. Dass ee weess, wien de Responsabelen ass. Dass den Dossier, wann en un déi falsch Adress gaangen ass, automatesch weidergerecht

gëtt, dass en net einfach zréckgeschéckt gëtt mat der Remarque, et ass halt un déi falsch Adress gaangen. Sou misst de Service public fonctionnéieren.

Wann en Dossier net komplett ass, dass een dann eng prezis Informatioun doriwwer kritt, wat ee muss ennerhuelen, fir e komplett ze maachen. Datt d'Sprooch respektéiert gëtt, déi ee gebraucht. Datt en Délai raisonnable muss agehale gi vun dräi Méint. Mir hate gëschter Owend nach d'Diskussioun doriwwer, ob een da wierklech soll op de Wee goen, dass, wann no dräi Deeg keng Äntwert kënnt,...

(Interruption)

...no dräi Méint keng Äntwert kënnt, dass dann dat soll esou considéiert ginn, wéi wann déi Demande accordéiert wär.

Datt dee Berteffende sech soll kënnen explizéieren virun der Prise de décision, wann en dat fret. Datt Drëtt, wa se betraff sinn, déi vläicht keng Ahnung dovun hunn, doriwwer informéiert ginn.

Dann d'Prise de décision selwer: Selbstverständlech muss déi geholl ginn am Respekt vum Prinzip vun der Legalitéit, och vun der Gläichheet - dass ee wéi deen aneren d'selwecht behandeléiert gëtt -, der Proportionalitéit. Datt d'Kritären objektiv sinn. Datt d'Motivatioun vun der Décisioun kloer an daitlech zum Droeg kënnt. Datt, wann en lertum passéiert ass, een deen lertum zougëtt an net probéiert, en ze vertuschen. Datt e redresséiert gëtt an dass och eng Entschëllegung ausgesprach gëtt.

D'Obligatioun fanne mer doran erëm, fir dem Médiateur all Dokumenter zoukommen ze loosse, déi hien als néideg ugesäit. Och dat, géif ech mengen, misst eng Selbstverständlechkeet sinn. Ech ginn emol dovun aus, dass et net ëmmer de Fall war, wann dat dann elo esou drasteet.

Här President, mir mussen hei als ADR eist Bedauern zum Ausdrock bréngen, dass d'Regierung nach net op dës Recommendation reagiert huet. Mir wëllen awer och soen, dass de Code de bonne conduite eent ass, d'Duerchsetzung dovunner an der Praxis en anert. Wéi een dat wëllt maachen, ech mengen, do muss mer eis Gedanken doriwwer maachen.

Mir si jiddefalls ganz derfir, dass dat do emol eng Kéier an eng reglementaresch Form gefaasst gëtt. An da muss ee sech effektiv Moyenen afale loosse, dass dat dann och wierklech zum Droeg kënnt.

Ech erënnere doran - et ass och net fir d'éischte Kéier vun dëser Plaz aus -, dass de Statsminister Jean-Claude Juncker an enger Debatt, déi mer 1999 hei haten no der Affär vun den Dysfonctionnement an der Santé, sech batter - an ech géif e gär hei zitieren, wann ech Zäit hätt -, batter doriwwer beklot huet, dass d'Regierungsmembere kee Moyaen hätten, zouzepräifen op Statsdenger, déi hirer Aarbecht net esou nokommen, wéi dat ze wënsche wär.

En huet hei wierklech bal Krokodilstréine gekrasch, dass kee Moyaen wär, an en huet reklaméiert, et misst e Ministergesetz kommen, wat d'Responsabilitéit géif festleeën, dass de Minister net all Kéier kéint opgehaange ginn, wann d'Beamten eppes falsch gemaach hunn, mä op där anerer Säit, dass de Minister awer och eng Méiglechkeet huet, fir ze intervenéieren, wann eppes net esou fonctionnéiert, wéi et sollt.

Ech hunn e virun e puer Méint hei an enger Question orale dorop ugesprach - dat si jo elo ëmmerhin zéng Joer hier -, an en huet mer gesot, hie geséich no reiferlecher Iwwerleeung keng Méiglechkeet, fir esou e Ministergesetz eranzebréngen, well e wierklech net wëisst, wéi en dat sollt upaken.

Ech stellen dann do fest, d'Kapitulation vun dem aktuelle Statsminister a vläicht dann och vu senger ganzer Regierung virun deem Problem.

Ech wëll awer och soen, dass d'Politik muss mam gudden Beispill virgoen. Et kann een net vun de Statsdenger verlaangen, dass se optimal fonctionnéieren esou, wéi mir eis an d'Leit dobausse sech et alleguer wënschen, wa mir net selwer als Politiker mam gudden Beispill virginn.

Ech kommen dobäi bei d'Nominatioun vu Leit op führende Poste bei Stat a Gemeng, an zwar no objektiv novollzëibare Kritären - dat ass jo och eppes, wat hei zum Virschäin kënnt -, an net no Parteikaart. Et muss objektiv sinn, déi Décisioun, an et muss transparent sinn, woufir se esou geholl ginn ass.

Mir hunn elo grad vun der Madame Err héieren ähnlech Wieder, wat d'Nominatioun vu Magistraten ubelaangt.

Ech erënnere hei doran, dass mer hei an der Chamber e ganz miserabelen Exempel presentéiert kritt hunn, wou e fréiere Kollegee, deen hei souz, seng Nominatioun als

Direkter vun enger Schoul schon hat, sécher an der Täsch hat, an dunn dee Posten eréischt öffentlech ausgeschriwwen ginn ass, wat zu engem öffentleche Protest vun de Proffen aus där Schoul gefouert huet. Dat kann een an den Zeitungen noliese vun där Zäit.

Sou kann et net sinn! Da kënnen mer net vun de Beamte verlaangen, dass si selwer sollen optimal fonctionnéieren.

Genausou schlëmm war et, dass hei e Projet de loi erabruucht ginn ass oder an engem Projet de loi Bestëmmunge festgeschriwwen gi sinn, fir engem anere politesche Personage eng Direkteschplaz zouzeschousteren, fir déi en net d'Qualifikatioun hat. Och dat kann net sinn!

Ech wëll hei doran erënnere, dass fäegte Führungspersonal an de staatlechen Administratiounen déi alleréischte Viraussetzung ass, fir dass et gutt fonctionnéieren kann. Datt déi Leit kompetent sinn, dass se capabel sinn, mam gudden Beispill virzegoen, dass dat Alleréischte, wann een e Betrib wëllt gutt féieren. Datt e gutt Betribsklima muss do sinn, dass deen eng staark Personalitéit ass, déi och capabel ass, hir Leit ze luewen, wa se eng Aarbecht gutt maachen. Luewen ass en immens wichteg Element doran. An dass se och capabel ass, Verbesserungsverschléi, déi vun ennen erop kommen, unzehuelen.

Den Hans Leyendecker, deen an Däitschland e ganz renommierte Mann ass, wat d'Recherche vu Korruptioun ubelaangt, seet, dass de Postenschacher no Parteibuch déi schlëmmste Form vu Korruptioun an engem Stat ass an och déi schlëmmste Form, an där een de Stat schiedege kann.

Duerfir wëll ech nach eng Kéier rappellieren: D'Politik muss fir d'alleréischte mam gudden Beispill virgoen, ier se vun de Beamte verlaangt, dass si d'selwecht solle fonctionnéieren.

Ech wëll ofschléissend, Här President, dem Rapporteur Merci soe fir seng Aarbecht a mech senger Wieder uschléissen, wou e gesot huet, dass d'Oppositioun eigentlech méi dacks sollt Presidentschafte vu Kommissiounen iwwerhuelen. Dat géif och vläicht zu méi enger grousser Onofhängegkeet vum Parlament vis-à-vis vun der Regierung bäidroen.

Ech soen lech domadder Merci.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach gefrot.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Dem Rapporteur och Merci fir säin ausféierleche Rapport, an ech mengen, och de Kollegeen alleguer virdrun, déi all déi Themen ugeschwat hunn, déi ech am Fong elo hei an zwou Minutten hätt missen iwwert d'Bühn bréngen. Ech hätt dat zwar gepackt, mä bon, ech soen hinnen awer Merci, dass se dat a menger Plaz gemaach hunn.

Ech wëll just kuerz soen: Wann iwwerall, wéi dat beim Médiateur de Fall ass, an der Regierung an och an den Institutionen dee richtege Mann op der richtege Plaz wier, ech mengen, da bräichte mer eis an dësem Land keng Gedanke méi ze maachen an da wier déi Diskussioun hei och iwwerflësseg.

Ech wëll just nach bäifügen, mir hunn een nationale Médiateur, mä menger Usicht no huet jo dat Instrument sech bewährt, an et wär net schlecht, wann een dat kéint och eventuell um Gemengeplang weider ausbauen, awer net esou, dass d'Médiatoren da Leit aus dem Schäfferot sinn, mä och dat missten dann do neutral Leit sinn, wou d'Leit am Fong fräi, esou wéi se dat beim nationale Médiateur maachen, kéinten hir Suergen hindroen, ouni Angscht ze hunn, dass se iergendwéi Répercussiounen...

(Interruption)

Gelift?

» **Une voix.** - Dat wier eng gutt Plaz fir lech, Médiateur!

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Neen, ech sinn net objektiv genuch. Do muss een...

» **M. le Président** - Här Hauptert, pro-voziert elo net!

(*Interruptions diverses*)

» **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*)- Do muss een Takt a Fäigefill hunn, an ech si jo awer éischer e bëssen als Ruppé bekannt. Also, ech wär vläicht do net dee richtege Mann.

(*Interruptions*)

» **Une voix** - Dir hutt eng schlecht Mee-ning vun lech.

» **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*)- Jo, ech kenne mech vu klengem un, duerfir kann ech jo awer eng Meenung iwwer mech äusseren, gell.

Ech géif op jidde Fall soen, dass awer dat Instrument, wat jo awer hei vu jiddwer-engem guttgeheescht gëtt, gutt fonctionnéiert. Dat ass nëmme ze begrëssen, an ech hoffen, dass dat och an Zukunft weider esou wäert fonctionnéieren.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président** - Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat ass d'Debatt ofgeschloss.

ler ech dem Här Minister Wiseler d'Wuert ginn, wollt ech vun dëser Plaz aus dem Médiateur, dem Här Marc Fischbach, Merci soen, dass en dëst Joer wéi all déi aner Joren dorop gehalen huet, fir eisen Debatten hei bäizewunnen. Dat weist, wéi en héije Stellwäert hien der Meenung vun der Chamber zoumoosst, an och de Stellwäert, deen hien de Relatiounen tëschent der Chamber a senger Institutioun bäimoosst.

Nach enger Kéier Merci, Här Médiateur!

Dann huet den Här Minister Wiseler d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* - Ganz kuerz, Här President. Ech wëll just soen, dass ech frou sinn, dass iwwert d'Parteien eraus hei dem Médiateur eng exzellente Aarbecht zougeschriwwé gëtt.

Ech soen och Merci fir déi Aarbecht, déi an der Petitiounskommissioun respektiv an anere Kommissiounen op eng ganz konstruktiv Aart a Weis gemaach ginn ass.

Et si vill Recommendatiounen ausgeschwat ginn. Et sinn der vill bei lech hei an der Chamber diskutéiert ginn. Et sinn der och vill vun der Regierung schonn ëmgesat ginn. Eng Rei sinn der nach net ëmgesat

ginn. Do ass amgaangen, dru geschafft ze ginn.

Eng Rei sinn nach net ëmgesat ginn, well de Problem zwar schonn erkannt ginn ass, mä well heiansdo aner Weeër gesicht ginn, fir dem Problem bäizekommen. Anerer, well technesch Schwierigkeete bei der Ëmsetzung sinn.

Ech wëll och mengersäits bäifügen, iwwert déi Relatiounen, déi ech konnt säit enger Rei Jore mam Médiateur hunn, well ech als Fonction-publique-s-Minister selwer direkt concernéiert si fir en Deel vun deene Recommendatiounen, dass mer ëmmer eng gutt Zesummenaarbecht haten an exzellente Relatiounen konnt mam Médiateur hunn.

Ech wëll och keng weider Remarque maachen iwwert deen Débat d'orientation hei vun der Chamber. Just op zwee Punkte kuerz eng Äntwert ginn, well ech direkt gefrot gi si respektiv dorop ugesprach gi sinn.

Dat Éischt, dat ass déi Fro, déi d'Madame Brasseur iwwert d'Caisse nationale des prestations familiales an d'Personalbesetzung ugeschwat huet. Dofir ass kloer d'Ausso ze ginn, dat selbstverständlech d'CNPF déi Renforcementer wäert kréien, fir déi d'Regierung sech engagéiert huet, dass et awer net dorëm geet, fir x Posten einfach bei enger Administratioun esou bäizesetzen, mä dass e grousst Renversement vun enger Administratioun och eng ganz Rei Organisationsfroe stellt, eng ganz Rei Rekrutementsfroe, eng ganz Rei Ausbildungsfroe stellt, déi et gëllt ze léisen, fir dee Rekrutement an déi zousätzlech Ausstattung vun där Administratioun och effikass ze maachen. Einfach esou Leit bäizesetzen, huet kee Sënn. Et muss ee se do bäisetzen, wou d'Administratioun se brauch, an et muss een déi richteg bäisetzen, fir dass d'Administratioun och kann effikass weiderschaffen. Dat si mer amgaang ze maachen.

Zweet Fro, déi vun der Madame Brasseur respektiv och vun anere Kolleegen ugeschwat gi war, dat ass déi vum Code de bonne conduite. De Médiateur huet do en exzellente Code de bonne conduite mat enger ganzer Rei vu Prinzipie geschriwwen. An der Fonction publique am Haus ass dat och mat ganz vill Suergfalt Punkt pro Punkt gekuckt ginn.

Mir sinn zu zwou Konklusione komm. Éischtens, dass quasiment sämtlech Punkten, déi do drastinn, selbstverständlech mussen zu enger Léisung kommen a selbstverständlech mussen och ëmgesat ginn an engem Pabeier, dass mer awer déi Ëmsetzung vläicht besser hätten net an engem Code de bonne conduite mat all deene verschiddene Recommendatiounen ze maachen, well hei geet et ëm Recommendatiounen, déi souwuel d'Accessibilité, den Accueil, den Devoir d'information wéi d'Instruktioun vun den Dossiere wéi deontologesch Froe wéi aner Froe vum Fonctionne-

ment vun der Regierung uginn, sou dass mer dat a verschiddene Weeër uginn.

Deen éischten, dat ass dee vun der Hierstellung vun engem Code de déontologie. Dee Code de déontologie mat all deene Froen, wat deontologesch Froe sinn, wäert och wahrscheinlech en anere Stellwäert kréie juristesch gesinn, well e sech kann ophänken op dem Statut vum Fonctionnaire, an deem Moment eng Explikatioun vum Statut hunn an och eng Obligatioun huet, fir mussen respektéiert ze ginn, well en eng Base légale duerch de Statut ka kréien.

Do hate mer net méi spéit wéi de 6. Abrëll an der Commission de l'exécution budgétaire schonn eng länger Diskussioun iwwer e puer wesentlech Punkten, déi an dee Code de déontologie mussen drakommen.

Ech wëll lech just soen, dass eng ganz Rei Froen och do net ganz evident sinn, well se juristesch Konsequenze kënnen hunn, déi mer ugefaangen hu mat der Chamber ze diskutieren.

Déi zweet Aart a Weis, wéi eng Rei aner Punkte vun deem Code de bonne conduite kënnen eriwwegeholl ginn, dat ass d'Ausschaffe vu Chartes d'accueil fir déi eenzel Administratiounen. Mir mengen, dass et e Grondsockel vu Prinzipie gëtt, déi beim Accueil vu jiddwer Administratioun selbstverständlech mussen respektéiert ginn, mä dass et do hannendrun och nach eng Rei Punkte gëtt, déi vun Administratioun zu Administratioun verschidde kënnen sinn. Verschiddene Administratiounen, well hir In-

struktionsdelaie méi kuerz sinn, kënnen soen, mir äntwerten a 14 Deeg. Verschiddene Administratiounen mussen awer en Délai vun zwee, dräi Méint kënnen hunn.

Duerfir menge mer, dass et méi sënnavoll wär, an dat hu mer amgaang mat verschiddenen Administratiounen - et ass elo eng, déi esou wäit ass, fir fäerdeg ze ginn -, fir e Beispill vun enger Charte d'accueil hinzesetzen, wou et kloer ass, wat fir eng Rechter de Bierger huet, wat fir eng Obligatiounen d'Administratioun par rapport zum Bierger huet.

Op deenen zwee groussen Dealer, mengen ech, dass mer 90 bis 95 Punkte vun deenen eenzelnen, déi am Code vum Médiateur opgezielt sinn, kënnen op eng effikass Aart a Weis ëmsetzen, an dorëms geet et jo.

Ech soen dem Médiateur Merci fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet. Mir hate schonn eng Rei Diskussiounen doriwwer. Ech fanne, dass dat heiten elo e gudde Wee ass, fir dat an d'Realitéit ëmgesat ze kréien.

Dat waren déi puer Punkten, déi ech wollt nach als Prezisioun elo dobäi bréngen.

» **M. le Président** - Merci, Här Minister. Domadder, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut de Moien ukomm. Mir gesinn eis haut de Mëtteg um hallwer dräi erëm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(*Fin de la séance publique à 11.46 heures*)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chambre aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président: M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution
 - M. Aly Jaerling
 2. 5588 - Projet de loi portant 1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche, 2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 3. 5848 - Projet de loi portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1^{er} du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'un amendement), M. Luc Frieden, Ministre de la Justice
 - Amendement 1: M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 4. 5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: Mme Colette Flesch, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 5. 5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification
 - du Code d'instruction criminelle;
 - du Code pénal;
 - de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;
 - de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;
 - de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse et

4839 - Proposition de loi renforçant les droits des victimes d'infractions portant modification

 - du Code d'instruction criminelle;
 - du Code pénal;
 - de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, et
 - de la loi du 24 juillet 2001 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire
 - Rapport de la Commission juridique (5156A): M. Laurent Mosar
 - Rapport de la Commission juridique (4839): M. Alex Bodry
 - Discussion générale: Mme Christine Doerner, Mme Colette Flesch, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Retrait du rôle de la proposition de loi N°4839: M. le Président, M. Alex Bodry
 6. 5936 - Projet de loi
 - portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,
 - et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 7. 5829 - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:
 - de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;
 - de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;
 - de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification
 - de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et
 - du Code du Travail
 - Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 8. 5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:
 - 1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
 - 2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;
 - 3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare
 - Rapport de la Commission des Transports: M. Roland Schreiner
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Lucien Lux, Ministre des Transports
 9. 5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet
 1. le développement et la diversification économiques, et
 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie
 - Rapport de la Commission des Transports: M. Roger Negri
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Félix Braz, M. Jean-Pierre Koepp, M. Lucien Lux, Ministre des Transports
 10. 5906 - Projet de loi modifiant
 - la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,
 - l'article 179 du Code d'instruction criminelle et
 - l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement
 - Rapport de la Commission des Transports: M. Roland Schreiner
 - Discussion générale: M. Ali Kaes, M. Eugène Berger, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes
 11. 5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
 - Rapport de la Commission des Transports: M. Roger Negri
 - Discussion générale: M. Félix Braz, M. Lucien Lux, Ministre des Transports
 12. 5934 - Projet de loi portant
 - a) création de l'administration de la Nature et des Forêts
 - b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
 - c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts
 - Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri
 - Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Félix Braz, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement
- Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.
- (Début de la séance publique à 14.32 heures)

» M. le Président.

D'Regierung ass nach net do, also ka se eis och keng Matdeelung maachen. Mä den Här Jaerling wëllt eis eng Matdeelung maachen. Duerfir kritt hien och elo d'Wuert.

Här Halsdorf, huet d'Regierung der Chamber...

» M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*. - D'Regierung huet näischt ze vermelden, Här President.

» M. le Président. - Dann huele mer Akt dovunner. Mir sinn dat an der Zwëschenzäit och gewinnt, an duerfir huet den Här Jaerling elo d'Wuert.

» M. Aly Jaerling (*Indépendant*). - Et ass elo näischt Neies.

» M. le Président. - Den Här Jaerling huet d'Wuert!

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

» M. Aly Jaerling (*Indépendant*). - Här President, d'lescht Woch hat ech eng Motion eragereecht, fir eng Lehrentscheidung am Secondaire technique a classique anzeféieren. Well déi hei jo ofgelehnt ginn ass a well ech awer der Meinung sinn, dass jiddweree muss déiselwecht Chancen hunn, fir kënnen seng Kanner an de Secondaire ze schécken, a well an eiser Verfassung draesteet, dass den obligatoresche Primärrecht gratis ass, wëll ech dann hei den Artikel 23 vun eiser Verfassung esou emännern, andeem dass ech draschreiw loossen, dass och d'Instruktioun am Secondaire technique a classique an d'Formation continue sollen an Zukunft gratis sinn, fir dass all Schüler an all Elteren déiselwecht Chance hunn, fir hir Kanner kënnen an de Secondaire ze schécken.

6040 - *Proposition de loi visant à réviser la Constitution.*

» M. le Président. - Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun där Proposition de loi, déi an déi parlamentaresch Prozedure geet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum éischte Punkt vun eiselem chargéierten Ordre du jour vun haut de Mëtteg an haut den Owend. Dat ass de Projet de loi iwwert d'Iwwerwaachung an d'Infiltratioun duerch d'Police. Den honorablen Här Roth ass de Rapporteur. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Klein an den Här Henckes.

Den Här Gilles Roth huet elo d'Wuert, fir de Rapport ze maachen.

2. 5588 - Projet de loi portant 1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche, 2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

» M. Gilles Roth (*CSV*), *rapporteur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5588 schafft hei am Land eng gesetzlech Rumm fir d'polizeilech Iwwerwaachung an d'verdeckt Ermëttlung. D'Noutwendegkeet, fir ze léigiféieren, drängt sech op. D'Kriminalitéit, besonnesch d'organiséiert Verbruechen, hëlt ëmmer nei Formen un. Si hält och net virun de Landesgrenze stall. Justiz a Polizei brauchen dofir angepassten Ermëttlungsmethoden.

Polizeilech Iwwerwaachung a verdeckten Ermëttlung sinn net nei, si sinn och net onbekannt bei eis am Land. Mat dem Gesetzesprojet lafen dës Operatiounen elo net méi an engem juristesche Vakuum of. D'Iwwerwaachung an d'verdeckt Ermëttlung ginn ënnert de respektive Begrëffer „Observation“ an „Infiltration“ an de Code d'instruction criminelle ageschriwwen. Doduerch gëtt déi néideg Rechtssécherheet geschäp.

Ee legale Kader spillt am Interessi vun der allgemenger Sécherheet. En ass awer och am Sënn vun engem wuelverstanene Schutz vun der Privatsphär an de Rechter vun dem Droit de la défense. An dësem Beräich ass d'Sich no deem richtegen Équilibrium téschent effikasser Kriminalitéitsbekämpfung a Schutz vun de Mënscherechter vun deem eenzelne Bierger en delikaten Exercice.

Et ass dat sécherlech och d'Ursach, firwat de Gesetzesprojet bal dräi Joer gebraucht huet, nodeems en déposéiert gouf, fir haut zur Ofstëmmung an de Plenum ze kommen. D'Commission juridique huet sech an där Zäit a ronn enger Dose Sitzunge mat dësem Gesetzesprojet ausenanergesat an den ursprüngleche Regierungstext gläich e puermol amendéiert.

De Gesetzestext, deen elo zur Ofstëmmung kënn, gouf no enger ganzer Rei vu gutt dokumentéierten Avisé vu verschiddene Gerichtsautoritéiten an och dem Affekotableau zesummegegestalt. De Statsrot huet a sengen dräi Avisen op ville Plaze konkret Textvirschléi gemaach.

Den Text moosst sech sécherlech net un, perfekt ze sinn. Et gouf versicht, praktesche Constrainté vun enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung a Schutz vun de Rechter vum eenzelne Bierger ënner een Hutt ze bréngen.

Här President, an der Substanz wäert eis Gesetzgebung an dësem sensibelen Domän an Zukunft sech enk un d'Reglementatiounen vun eisen Nopeschlänner ulehen. Fir d'Iwwerwaachung ass den Text vun der belscher Gesetzgebung inspiréiert, bei der verdeckter Ermëttlung war dat franséisch Recht d'Virlag.

All dëst huet de Virdeel, dass eis Gerichter an Zweifelsfäll kënnen op d'Erfahrungswäert an d'Rechtspriechung vun eisen Nopenen zréckgräifen. Ähnlech Gesetzgebunge bedeiten och en Avantage am Kontext vun der internationaler Rechtshëllef. An der Praxis wäert dat wuel den Hauptberäich sinn, wou dës zwou Ermëttlungsmethoden zum Asaz kommen.

Här President, mat dem Gesetzesprojet gëtt déi systematesch Iwwerwaachung vu Persounen, Géigestänn, Plazen oder Evenementer reglementéiert. Eng systematesch Iwwerwaachung gëtt et an dem Gesetzesprojet an dräi Fäll:

- éischtens, wann d'Iwwerwaachung méi wéi fënnf Deeg hannerenaner dauert oder wa si méi wéi fënnf Deeg laang verdeelt op engem Mount dauert;

- zweetens, wann d'Iwwerwaachung mat sougenannten technesche Mëttele gemaach gëtt. Esou en technesch Mëttele ass en Apparat oder eng Installatioun, déi Signaler kann detektieren, se opzezeichnen, se widerleeden, wéi zum Beispill eng Videokamera oder e Metalldetektor. Ginn dogéint Stëmme mat engem Mikro opgezeechent oder Telefoner ofgelauschert, muss respektiv déi duerfir speziell Prozedur agehale ginn, déi am Code d'instruction criminelle fir d'Iwwerwaachung vun Telekommunikatiounen virgesinn ass.

Dëst bedeit an der Praxis, dass e Fotoapparat, eng Videokamera een technesch Mëttele am Sënn vun dësem Gesetzesprojet ass, datt dat am Kader vun enger Iwwerwaachungsprozedur erlaabt ass. Wann d'Kamera awer zousätzlech een dréibare Mikro huet, da muss d'Prozedur fir d'Iwwerwaachung och nach d'Bestëmmung vun den Telefonsécoutes zousätzlech respektieren. Dëst praktesche Beispill ënnersträicht, datt net lichtfankeg mat dem Schutz vun der Privatsphär ëmgaange ginn ass.

- Eng systematesch Iwwerwaachung am Sënn vun dem Gesetzesprojet läit schliesslech an engem drëtten Fall nach vir, wa se am Kader vun enger internationaler Rechtshëllef op Ufro aus dem Ausland oder mat Bedeelegung vun auslännesche Polizisten gemaach gëtt.

Et gëtt deemno dräi generell Fäll, wou eng Iwwerwaachung kann ugeuerdnet ginn. Et gëtt och dräi Formen, wéi eng Iwwerwaachung am Sënn vun dem Gesetzesprojet ka gemaach ginn:

- Déi éischt Form ass déi einfach Iwwerwaachung. Si ka vun dem Procureur d'État oder dem Untersuchungsriichter ordonnéiert ginn. Dës einfach Iwwerwaachung dërf da gemaach ginn, wa se am Kader vun der Ermëttlung néideg ass, well aner Ermëttlungsmoosnamen net wierksam sinn, zum Beispill weinst der spezieller Natur vun den Tatbestänn.

- Deen zweeten Typ vun Iwwerwaachung ass déi mat Hëllef vun technesche Mëttele. Si ka vum Procureur oder dem Untersuchungsriichter ugeuerdnet ginn. D'Konditioun ass heifir nees déi, dass déi normal Ermëttlungsmoosnamen net duerginn; zousätzlech mussen et schwéier Indizié

ginn, dass op dem Tatbestand, deen ermëttelt sollt ginn, eng maximal Prisongsstrof vun op d'mannst engem Joer drop steet.

- Eng drëtt Form vun Iwwerwaachung ass déi mat technesche Mëttele vu private Plaze wéi d'Wunneng oder d'Aarbechtsplaz. Esou eng Iwwerwaachung kann nëmme vum Untersuchungsriichter ugeuerdnet ginn, wa grave Indizié bestinn, dass den Tatbestand, deen ermëttelt gëtt, mat enger Prisongsstrof vun op d'mannst véier Joer sanktionéiert gëtt. Schliesslech kann och nach de Procureur général eng einfach Iwwerwaachung oder eng Iwwerwaachung mat technesche Mëttele unuerdnen. Dëst geet am Fall, wou eng Persoun sech der Exekutioun vun enger Strof entzunn huet.

Här President, eng Iwwerwaachung muss schrëftlech ugeuerdnet ginn. Dës Décisioun muss och motivéiert sinn an eng ganz Rei vu Bestëmmungen enthalen. An der Décisioun muss zum Beispill den Numm oder d'Beschreibung vun der Persoun, déi iwwerwaacht soll ginn, drastoen, grad wéi d'Plaz oder d'Evenementer, déi sollen iwwerwaacht ginn. D'Décisioun muss och zréckbehalen, firwat déi Iwwerwaachung gemaach gëtt, wéi se soll gemaach ginn an ob technesch Mëttele kënnen agesat ginn.

D'Autorisatioun, fir eng Iwwerwaachung ze maachen, dërf net méi laang wéi ee Mount gi ginn. All dës Mentiounen muss schrëftlech an der Décisioun drastoen. Wann dëst net de Fall ass, dann ass d'Iwwerwaachung ongëlleg. An engem Noutfall kann d'Entscheidung, eng Persoun iwwerwaachen ze loossen, schliesslech mëndlech geholl ginn, quitte, dass se am kierzesten Délai da muss schrëftlech bestätegt ginn.

D'Iwwerwaachung gëtt am Prinzip vun engem Officier de police judiciaire ausgeféiert. Dese Beamte muss och e schrëftleche Bericht iwwer seng Missioun maachen. Eng Delegatioun un en Agent de police judiciaire, deen ënnert der Direktioun vun dësem OPJ agéiert, ass awer méiglech.

D'Iwwerwaachung, Här President, gëtt also an Zukunft ganz strikt an dem Code d'instruction criminelle geregelt. Et ass eng Ausnahmeprozedur. Si kann dann ordonnéiert ginn, wann aner Ermëttlungsmoosnamen net gräifen. Eng Iwwerwaachung kann nëmme vun der Justiz ugefrot ginn. D'techesch Mëttele, déi bei enger Iwwerwaachung kënnen agesat ginn, si strikt an dem Gesetzesprojet geschriwwen. Och d'Décisioun, fir eng Iwwerwaachung unzeuerdnen, ënnerläit strikte Konditiounen.

Mat all deem soll séchergestallt ginn, dass d'Rechtméissegkeet vun dëser Ermëttlungsprozedur kann noegepréift ginn. Den Agréff an d'Privatsphär vun dem Bierger soll op de Minimum reduzéiert ginn, deen néideg ass fir eng effikass Verbruechensbekämpfung.

Här President, nieft der Iwwerwaachung schafft de Gesetzesprojet eng legal Rumm fir d'verdeckt Ermëttlung. Dëst gëtt ënnert der franséischer Bezeechnung „Infiltration“ an de Code d'instruction criminelle ageschriwwen. De verdeckten Ermëttler gëtt sech als en aner aus wéi deen, deen en a Wierklechkeet ass. Hie versicht esou engem Täter méi no ze kommen, géint dee schwéier Indizié bestinn, dass en eng schwéier kriminell Handlung begaangen huet.

D'Strofdoten, bei deenen op eng verdeckt Ermëttlung kann zréckgegraff ginn, si limitativ an dem Gesetzesprojet opgeléicht. Eng verdeckt Ermëttlung ass an zwielf verschiddene Fäll méiglech. Dozou gehéieren: Ugréff géint d'Statssécherheet; den Terrorismus an d'Finanzierung vun dem Terrorismus; de Mënschenhandel; d'Zuhälterei; d'Wäisswäsche vu Suen; Falschgeld; Bestiehung; kriminell Organisatiounen, déi am Waffeberäich, am Drogenhandel, Schutzgelderpressung tätég sinn; Schleiserbande vun Auslänner, grad wéi d'Entféierung vu Mannerjähregen.

D'Verdeckt Ermëttlung ass eng Ausnahmeprozedur. Si ennerläit ganz strikte Konditiounen. Si kann nëmme vun engem Procureur d'État oder vun engem Untersuchungsriichter ugeuerdnet ginn, deen da selwer d'Kontroll dovunner muss maachen. Eng verdeckt Ermëttlung kann nëmme gemaach ginn, wann aner Ermëttlungsmethoden net duerginn an d'Enquête oder d'Instruktioun dëst verlaangen.

Den Opdrag vun der verdeckter Ermëttlung muss schrëftlech gemaach ginn. D'Entscheidung vum Procureur d'État oder dem Untersuchungsriichter, fir op dës Ermëttlungstechnik zréckzegräifen, muss speziell motivéiert ginn. D'Tatbestänn, déi dës Prozedur rechtfertegen, mussen opgeléicht ginn, grad wéi den Numm vun dem Officier de police judiciaire, ënnert deem senger Responsabilitéit dës Moosnam geschitt. D'Dauer vun der Operatioun muss och festgeluecht ginn. Si dërf am Prinzip net méi

laang wéi véier Méint sinn. Si kann awer verlängert ginn.

De verdeckten Ermëttler muss e Lëtzebuerger Officier de police judiciaire sinn. Eng verdeckt Ermëttlung kann hei am Land awer och vun engem auslänneschen Agent gemaach ginn, wann dësen a sengem Land habilitéiert ass, esou eng Ermëttlungsmessure duerchzuführen. An dësem Fall agéiert den auslänneschen Agent ënnert der Verantwortung vun engem Lëtzebuerger Officier de police judiciaire, deen déi ganz Operatioun da koordinéiert.

De verdeckten Ermëttler kann a senger Missioun op ee falschen Numm zréckgräifen. A wann et noutwendeg ass, dërf de verdeckten Ermëttler a senger Missioun eng Rei vu Strofdote maachen, ouni dofir stroferechtlech haftbar ze sinn. Dës Stroffrähheet zielt och fir Handlungen, déi de verdeckten Ermëttler no senger Missioun muss maachen, fir sech aus der Operatioun kënnen zréckzézéien, ouni dobäi seng eege Sécherheet op d'Spill ze setzen.

Nom Oflaf vun der Missioun zielt dat da fir eng maximal Zäitspann vu véier Méint, déi eemol verlängert ka ginn. Den Officier de police judiciaire, ënnert deem senger Verantwortung d'verdeckt Ermëttlung leeft, kann eleng als Zeien iwwer seng Operatioun gehéiert ginn.

Här President, de Gesetzesprojet gesäit hei vir, dass de Beschëllegten, deen duerch déi verdeckt Ermëttlung direkt belaauscht gëtt, eng Géintiwberstellung téschent him an dem verdeckten Ermëttler kann ufroen. Bei dëser Géintiwberstellung gëtt een techneschen Dispositif agesat, fir dass de Beschëllegten oder säin Affekot de verdeckten Ermëttler als Zeie kënnen héieren an him op Distanz duerfir kënnen Froe stellen, ouni dass se him begéieren.

D'Stëmm vun dem verdeckten Ermëttler gëtt technesch dann esou verännert, dass d'Identitéit vun dem verdeckten Ermëttler net opflitt. D'Froen, déi un de verdeckten Ermëttler gestallt gi bei der Géintiwberstellung, dërfen och net zum Zweck hunn, fir dass e seng reell Identitéit muss präisginn. Alles dat ass néideg, fir de verdeckten Ermëttler ze schützen.

Dës Protektioun ass néideg, well mir bewegen eis hei am Kontext vun der Schwéierkriminalitéit. Dofir gesäit de Gesetzesprojet och ausdrécklech vir, dass deejéinegen, deen engem verdeckten Ermëttler seng Identitéit präisgëtt, dofir mat enger Prisongsstrof vu bis zu fënnf Joer belangt ka ginn. Wann dat zur Konsequenz huet, dass de verdeckten Ermëttler bedroht gëtt, da stinn dorops bis zu zéng Joer Prisong. An der Contrepartie ass eng Veruerteelung vun engem Beschëllegten eleng opgrond vun den Aussoe vun engem Ermëttler net méiglech.

Här President, déi prinzipiell Fro, ob e verdeckten Ermëttler dërf ugehéiert ginn an ënner wat fir enge Konditiounen, ass politesch ouni Zweifel den ëmstriddenste Punkt an dësem Gesetzesprojet. Dat ass iwwerengens net nëmme bei eis de Fall. Et ass dat de generelle Problem vun dem...

(Coups de cloche de la Présidence)

...Équilibrium téschent engersäits enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung an dem Schutz vun der Persoun vun dem verdeckten Ermëttler, mä gradesou op där anerer Säit d'Recht vun dem Beschëllegten op e fairen a kontradiktöresch gefouerte Prozess, an dobäi ageschloss de Respekt vu senger Verteidigungsrechter.

Iwwert dese Punkt gouf och vill an der Commission juridique diskutéiert an den Text e puermol amendéiert. Am ursprüngleche Regierungstext war den Text aus dem franséische Code de procédure pénale iwwert d'Unhéierung vum verdeckten Ermëttler iwwerholl.

De Statsrot hat heizou an engem éischten Avis am Mee 2007 eng Opposition formelle gemaach. De Statsrot huet hei wuel d'Noutwendegkeet agesinn, fir de verdeckten Ermëttler ze schützen, andeems seng reell Identitéit muss verschwiege ginn. D'Méiglechkeet fir de verdeckten Ermëttler, ënner enger falscher Identitéit auszesoen, an dass dobäi seng Stëmm géif verännert ginn, huet de Statsrot zur Meinung verleet, dass do-duerch e Präzedenzfall vun Témoignage anonyme an eiser Gesetzgebung geschaf kéint ginn.

D'Commission juridique huet doropshin de Regierungstext amendéiert. Si huet sech dobäi un der belscher Gesetzgebung inspiréiert, fir d'Konfrontatioun vum Beschëllegten an dem verdeckten Ermëttler ze regelen.

An engem zweeten Avis huet de Statsrot doropshi kritiséiert, dass et net gutt wier, an esou engem sensibelen Domän Elementer vu franséischer a belscher Gesetzgebung mateneen ze verbannen. De Statsrot huet

och verschidden Inkohärenzen am Text opgeléicht.

De Procureur d'État huet och en Avis zu dem Gesetzestext gemaach. Hie bestätegt doran, dass zënter 1986 a ganzer dräi Fäll op d'verdeckt Ermëttlung hei am Land zréckgegraff gouf. Bei engem Fall wier souguer e Recours bei den Europäesche Mëschegeriichtshaff zu Stroossbuerg gemaach ginn. Dëse Recours wier awer als irreceivable zréckgewise ginn, wat géif ënnersträchen, dass d'Lëtzebuurger Autoritéiten deemools am Aklang mat der Europäescher Mëscherechtskonventioun gehandelt hätten.

De Procureur huet och drop higewisen, dass aner EU-Memberstate Gesetzgebungen hunn, déi eng Zeienausso vun engem verdeckten Ermëttler virgesinn.

D'Madame Juge d'instruction directeur huet och en Avis zum Gesetzesprojekt ofginn. Si verweist, dass duerch zwou UNO-Konventionen, an zwar d'UNO-Konvention iwwert d'Korruptioun aus dem Joer 2003 an d'UNO-Konvention iwwert déi grenzüberschreitend organiséiert Kriminalitéit aus dem Joer 2000, eist Land sech engagéiert huet, déi néideg Moossnamen ze huelen, fir verdeckt Ermëttlung kënnen ze maachen.

D'Chefuntersuchungsriichterin huet schliesslech geschriwwen, dass et sech bei der Zeienausso vun engem verdeckten Ermëttler ëm en Témoignage à statut particulier an net ëm e klassischen Témoignage anonyme géif handelen. De Procureur général huet schliesslech a sengem Avis am Kontext vun der Zeienausso vun engem verdeckten Ermëttler och vun engem Témoignage à statut particulier geschwat.

De Procureur général huet eng Analys vun der Jurisprudenz vun dem Europäesche Mëscherechtsgerichtshaff gemaach iwwert den Témoignage anonyme en général. Souguer den Témoignage anonyme ass deemno no Stroossbuerg net verbueden, wann d'Prozedur déi néideg Garantië fir de Schutz vun der Verteidigung gëtt. Dozou zielt eng Intervention vun dem Riichter während dem Interrogatoire vun Zeien an eng direkt Konfrontation vun den Zeien mat dem Beschëllegten, och wann technesch Mëttelen agesat ginn, fir d'Anonymat vun Zeien ze garantéieren.

Schliesslech verlaangt d'Jurisprudenz vu Stroossbuerg, dass den Témoignage anonyme net dat eenzegt Belaaschtungselement an dem Prozess duerstellt. De Procureur général stellt fest, dass souwuel de belsche Gesetzgeber wéi de franséische Gesetzgeber an de Joren 2003 an 2004 d'verdeckt Ermëttlung agefouert hunn. Déi zwou Législatiounen droen der Jurisprudenz vu Stroossbuerg Rechnung.

De Procureur général schléit dann och vir, fir déi franséisch Bestëmmung iwwert d'verdeckt Ermëttlung hei am Land ze iwwerhuelen. Dëst huet d'Commission juridique an enger leschter Serie vun Amendementer uganks dëst Joer gemaach. Dës goufen och eng leschte Kéier vum Conseil d'État aviséiert. De Statsrot huet keng Opposition formelle méi zum leschten Text gemaach, obschonn dee praktesch identesch mat dem ursprüngeleche Regierungstext op deem Punkt ass.

Här President, dëse ganze legislative Prozess beweist, dass d'Commission juridique et sech net einfach mat dëser däreger Fro gemaach huet. De Choix fir de franséischen Text ass opgrond vun enge sëllechen Avisen zréckbehale ginn. Et ass e pragmatésche Choix. En huet de Mérite, dass eis Gerichter sech op déi franséisch Jurisprudenz am Fall vu Schwierigkeete kënnen référéieren.

Här President, opgrond vun de verschiddene Contraintë gëtt et sécherlech keng Idealléisung, fir an dësem sensibelen Domän den Équiliber tëschent effikasser Kriminalitéitsbekämpfung a Schutz vun den Droits de la défense sécherzestellen. Mir schafen awer mat dësem Gesetzesprojekt e legale Kader fir dës zwou Ermëttlungsmethoden, op déi an Ausnahmefäll zréckgegraff ka ginn. Et gëtt Rechtssécherheet geschaf. D'Commission juridique recommandéiert deemno och, mat enger Majoritéit dëse Rapport ze stëmmen an d'Gesetz deemno och. Ech gi fir mäin Deel dofir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Flesch ageschriwwen.

Discussion générale

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, léif Kolleegen, wann ech onsen Ordre du jour kucken, da mengen ech, mir

hätten elo den éischten Akt vum Festival Gilles Roth de Mëtteg.

(**Hilarité**)

An ech wëll onsem Kolleeg, dem Gilles Roth, villmools Merci soe fir deen exzellente Rapport, deen e gemaach huet hei an engem awer wierklech ganz komplizéierte Projet, ganz ëmstriddene Projet, dee laang um Dësch louch, dee mer vill en long, en large et en diagonale an der Commission juridique diskutéiert hunn.

Et kënnt derbäi, dass den Här Roth och nach den Zuch en cours de route huet missen huelen, well au départ wor de Patrick Santer Rapporteur. An ech muss soen, a sengem schrëftlechen a mëndleche Rapport huet den Här Roth wierklech eng super Analys gemaach vum Projet, vun de Bestëmmungen, vun dem Hin an Hier tëschent der Commission juridique an dem Conseil d'État, vun den Iwwerleeunge vun der Commission juridique, d'Analys vun de verschiddene Rapporten an Avisen, déi hei gemaach si ginn. An ech mengen, en huet och wesentlech derzou bäigedroen, dass zu verschiddene komplizéierte Problemen effektiv Solutiounen konnt fonnt ginn.

Ech wëll och hei ënnersträchen, dass d'Diskussioun an der Kommissioun eng ganz offe wor an dass eng ganz Partie Suggestiounen vun der Opposition Afloss fonnt hunn an deem Projet. An ech mengen, de Projet, esou wéi en elo virun ons läit, ass besser wéi deen, dee mer au départ haten, wéi mer mat der Diskussioun ugefaangen hunn.

Här President, ech wëll mech op e puer ganz kuerz Remarqué limitéieren, well effektiv de Rapporteur am Detail op d'Dispositiounen vum Projet agaangen ass an ech mengen, et féiert zu näischt, wann ech dat elo erëm soll répétéieren.

Fir d'Alleréisch geif ech wëllen ënnersträchen, dass et mer wichtig schéngt, dass mer effektiv souwuel bei der Observatioun wéi och bei der Infiltratioun e Cadre juridique schafen.

Mir wëssen, dass an der Vergaangenheet schonn Observatiounen an Infiltratiounen, zwar wéineg, an ech kommen duerno drop zréck, duerchexerzéiert gi sinn, mä dat wor an engem Vide juridique. Dat ass ni gutt. De Procureur d'État a sengem Avis, deen de Rapporteur och schonn zitéiert huet, den Här Robert Biever, sträicht ervir, dass mir am Fong dat eenzegt Land sinn an der Union européenne, wat dozou keng Gesetzgebung huet. Also, et ass scho richtig, dass mer elo hei légiféréieren.

D'Commission juridique huet bei der Observatioun sech d'accord erkläert, dass d'Observation policière, dass mer do d'Solution vum Seuil de la peine sollen applizéieren. Mä huet awer gemengt, dass bei der Infiltratioun ee misst eng Lëscht opstelle vun den Infraktiounen, fir déi eng Observatioun, pardon, eng Infiltration policière kann ordonnéiert ginn. Dat schéngt ons eng wichtige Saach, a mir wëllen dat, mir haten dat geféiert, a mir sinn och frou, dass dat an d'Gesetz erakomm ass.

De Rapporteur huet och drop higewisen, dass wahrscheinlech d'Modalitéite vum Unhéiere vum Agent infiltré dee Punkt ass, deen zu deene gréissten an heftigsten Diskussiounen an der Kommissioun an och bei den Instanzen, déi en Avis zu dësem Projet ofginn hunn, geféiert huet.

De Conseil d'État hat dowéinst eng Opposition formelle gemaach zum ganze Kapitel 7 vum Projet de loi. Déi Opposition formelle schéngt elo opgehewen ze sinn. Mä nach mengen ech sinn d'Argumenter, déi de Conseil d'État ugeféiert huet, net vun der Hand ze weisen.

De Conseil de l'ordre fir säin Deel huet sech ganz kloer géint déi Modalitéiten ausgesprach vun der Auditium vum Agent infiltré. Woufir dat? Souwuel beim Conseil d'État wéi och beim Conseil de l'ordre, well gesot gëtt, iwwert dee Biais gëtt eng Modalitéit vum Témoignage anonyme agefouert, obwuel d'Regierung gesot hat, am Zesummenhang vun engem anere Projet, dee mer och nach haut wäerten diskutéieren an deen entretiens scindéiert ginn ass a wou den Témoignage anonyme sollt geregelt ginn, wou gesot ginn ass, d'Regierung huet gesot, mir ginn net un déi Affär erun, mir leeën dat op Äis a mir kucken, wat spéider kann eng Kéier domadder geschéien.

Souwuel de Conseil d'État wéi de Conseil de l'ordre féierten, dass duerch d'Institutioun vun deene Mechanisme vum Témoignage, wéi en hei virgesinn ass, den Témoignage anonyme ageféiert gëtt an doduerjer e Präzedenzfaktor kéint ginn.

Zu dem Témoignage anonyme wëilt ech och ervirsträchen, wat de Rapporteur gesot huet, dass no der Jurisprudenz vun der Cour européenne des droits de l'Homme

den Témoignage anonyme vun der Cour akzeptéiert ass, à condition, dass véier Elementer respektéiert ginn.

Éischstens, et dierf net deen eenzege Bewäis sinn. Den Témoignage anonyme dierf net deen eenzege Bewäis sinn. Zweetens muss e Riichter kënnen intervenéieren, fir d'Crédibilitéit vun den Témoins ze verifiéieren. Drëttens, d'Défense muss kënnen d'Declaratiounen vum Témoins anonyme a Fro stellen. A véiertens, et dierf keng Provocation policière am Kontext vu der Affär, déi zum Témoignage anonyme geféiert huet, stattfonnt hunn.

Ënnert deene Virzeechen huet d'Cour européenne des droits de l'Homme am Arrêt Dorsen an am Arrêt Van Mechelen gesot, kann een dat zouloossen, an d'Gesetzestext, déi de Moment a Frankräich an a Belgien bestinn, a mir hunn ons jo fir den Text vum Artikel, deen hei proposéiert ass, inspiréiert vun der belscher Législatioun, droen deene Konditiounen Rechnung. Dat ass jo och hei de Fall. An ech mengen, et misst een och kënnen ervirsträchen, dass d'Infiltratiounen eppes sinn, wat rar ass.

De Procureur d'État schreift a sengem Avis, säit '86 sinn et der zu Lëtzebuerg dräi ginn. Si si schwéier duerchzuféieren a si sinn an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg ganz besonnesch schwéier duerchzuféieren, well jo jiddweree jiddweree kennt. Also muss mir mat auslänneschen Agente verfuere. A mir wëssen och, dass et net einfach ass, auslännesch Agenten ze fannen, déi sech bereit erklären, bei esou enger Infiltratioun matzemaachen.

Mir verstinn also d'Suerg vun der Polizei a vun der Instance judiciaire, déi soen, mer mussen e Moyen fannen, dass dem Témoins, dem Agent infiltré seng Anonymitéit respektéiert gëtt.

Ech mengen och, dass déi Modalitéiten, déi hei proposéiert sinn, wuel eng technesch Hürd duerstellen, mä et kann een awer net soen, dass et eng Violatioun vum Principe du contradictoire ass, wann esou verfuert gëtt. Et sinn also hei eng ganz Partie Précautiounen geholl ginn.

Ech sinn en long et en large, Här President, op déi Fro agaangen, well dat mir schéngt eng vun de Kärfroen am Kontext vun dësem Gesetz ze sinn. An ech weess och, dass meng Kolleegen an der leschter Regierung de Projet de loi iwwert den Témoignage anonyme matgedroen hunn.

Nach muss ech soen, dass deen Aspect vum Projet de loi deen ass, deen ons am meeschte préoccupéiert. An deemools, wou d'Regierung gesot huet, mir leeën den Témoignage anonyme de Moment op d'Säit, froe mir ons och, ob een da soll iwwert dese Biais en Témoignage aféieren, un statut particulier, wéi de Rapporteur gesot huet, mä deen awer beim Conseil d'État, beim Conseil de l'ordre déi gréisste Suerge ervirbruecht huet. Dat ass och d'Ur-saach. Här President, fir wéinst dem Risque vu Präzedenzfall, deen dat do duerstellt, dass mir ons wäerte beim Vote vun dësem Projet enthalen.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Klein.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng Rapporten an dësem sensible Beräich.

Dëse Projet de loi schafft eng legal Basis fir zwee nei Instrumenter ze schafen, op déi d'Justice an d'Police kënnen zréckgräifen am Kampf géint déi organiséiert Verbrechen an den Terrorismus; et sinn dat d'Observatiouns- an d'Infiltratiounsmissiounen.

Infiltratiounsmissiounen klängt den éischte Moment abenteuerlech, mä méi wéi eng Kéier scho konntend duerch esou Aktiounen schwéier kriminell Banden an Terroristen d'Handwierk geluecht ginn. Heiansdo ass et dat eenzegt effikas Instrument fir géint déi organiséiert Verbrüche virzegoen.

Duerch dese Projet de loi gëtt e Vide juridique aus der Welt geschaf an e kënnt engem reelle Besoin vun der Justiz an de Polizeiautoritéiten no.

An der Commission juridique ass laang un dësem Projet de loi geschaff ginn. Vill Avisen dozou louche vir. Vill Instanze sinn ugehéiert ginn, déi sech zu Wuert gemellt hunn. Vill Bemierkungen an Ureegung si matgedeelt ginn. Domat konnt d'Kommissioun de Pro an de Contra géinteneen ofweien, ier se eng Décisioun getraff huet.

De Leitfuedem an den Iwwerleeunge war et ëmmer, fir en Équiliber ze fannen zwëschent

Effikasitéit a Rechtssécherheet. Effikasitéit an deem Sënn, dass Observatiouns- an Infiltratiounsmissiounen den néidegen Handlungsspillraum mussen hunn, fir erfollegräich kënnen ofzelafen. Rechtssécherheet, op där anerer Säit, fir net ze riskéieren, dass esou Operatiounen deelweis onni rechtlech Grondlag duerchgezu ginn.

Dat ass net einfach an net evident. Zumools bei Infiltratiounsoperatiounen, wou en Agent sech kann u kriminellen Aktiounen bedeelegen, onni sech duerfir selwer stroferechtlech schëlleg ze maachen, muss eng gewësse Rechtssécherheet bestoen.

D'Commission juridique huet duerfir eng ganz Rei Regeln opgestallt, wéini datt esou Infiltratiounsoperatiounen iwwerhaupt méiglech si respektiv wéi se mussen oflafen. Engersäits mussen all aner Ermëttlungsmoyenen épuiséiert si respektiv sech als inopérel erweisen. Et muss seriö Indizië bestoen, wat déi konkret Infraktiounen bei de Verdächtige ubelaangt.

Anerersäits huet d'Commission juridique eng Lëscht vun zwielef Infraktiounen opgestallt, wéini datt et zu esou Infiltratiounen ka kommen. Dorënner falen zum Beispill den Terrorismus, de Mënschenhandel, den Drogenhandel an d'Geldwäscherei. Dës zwou Konditiounen limitéieren schonn d'Uwendungsbereich vun Infiltratiounsmissiounen. Procureur respektiv Untersuchungsriichter mussen esou Operatiounen och speziell motivéieren an d'Faiten oplëschen, déi esou eng Operatioun rechtfertigen.

Ee vun de Punkten, dee fir am meeschten Diskussionsstoff gesuergt huet, ass den Témoignage anonyme gewiescht vun den Agenten, déi d'Infiltratiounsoperatiounen duerchféieren. De Statsrot huet duerfir ursprüngelech eng Opposition formelle op deem ganze Volet Infiltratioun ageluecht, well den Témoignage anonyme a sengen Ae géint den Droit de la défense verstéisst an och géint aner Rechtsprinzipien.

Doropshin goufe verschidde prozedural Dispositiounen preziséiert. Mat där exzeptioneller Solutioun, wat den Témoignage anonyme ubelaangt, kann een d'accord sinn.

Et muss ee bedenken, datt domat den Témoignage anonyme net generaliséiert gëtt. E geschitt ausnahmsweis a spezifeschen, prezis opgeluechtene Fäll, am Kader vun Infiltratiounsoperatiounen. Et dierf een net vergiessen, wéi enge Risike sech en infiltréierten Agent aussetzt, wann e seng richtig Identitéit bekannt géif ginn. Méi wéi eng Kéier si schonn am Ausland Agenten Affere vun esou Operatiounen ginn.

Den Témoignage anonyme eleng geet och net duer fir den Inculpéierten ze veruerteele. Aner Bewäiser mussen bestoe fir d'Verurteilung vun engem Ugekloten.

Wichtig ass et, dass an Zukunft dës nei Mëttele géint d'organiséiert Kriminalitéit an den Terrorismus an engem legale Kader verlafen. Dat ass am Interessi vun der Bekämpfung vun deene schwéiere Verbrechen, an d'Rechter vun der Verteidigung bleiwe garantéiert. Duerfir gi mer als Fraktioun eisen Accord zu dësem Projet de loi.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Klein. Den Här Braz huet als nächste Riedner d'Wuert.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt och fir déi gréng Fraktioun dem Rapporteur, dem Här Roth, Merci soe fir säi Rapport, deen, wéi scho gesot, d'autant plus Mériten huet, well en en cours de route an dësen awer relativ technesch a komplizéierten Dossier agesprongen ass.

Mat dësem Gesetz gëtt eng Gesetzeslacune combléiert. Dat kenne mer och scho vun anere Gesetzer an ähnelcher Matière. Wéi mer dat Gesetz gemaach hunn iwwert d'DNA-Databänken, hu mer am Fong datselwecht gemaach. Och do hu mer e Gesetz wëlle schafen, fir Saachen ze legaliséieren, déi et scho gi sinn, déi et gi sinn, well se noutwendeg sinn, déi awer onni Base légale stattfonnt hunn, a mir hu beim DNA-Gesetz, wéi mer fannen, e ganz gutt Gesetz gemaach, wat DÉI GRÉNG och konnte matdroen.

Hei geschitt datselwecht. Och hei gi mer op de Wee, enger Matière eng Base légale ze ginn, déi bis elo ouni Base légale fonctionnéiert huet. Och wann et nëmmen a rare Fäll fonctionnéiert huet, an dat soll jo am Prinzip och de Fall bleiwen.

Dat hei ass kee Gesetz, fir d'Application générale - am Sënn vun, dass et oft géif ugewannt ginn - ze ginn. Dat hei ass e Gesetz, wat soll weiderhin op rare Fäll kënnen applizéiert ginn, fir déi Verbruechen, déi et noutwendeg maachen.

Et ass och esou, dass déi Lëtzebuurger Agenten, déi fir dës Zort Interventiounen a Fro kommen, och an Zukunft wäerte rar bleiwen. Mir hunn an der Vergaangenheet schonn och op auslännesch Agenten zréckgegraff. Dat huet och domat ze dinn, dass Lëtzebuerg relativ kleng ass an dass een déi Leit, déi an dëser Matière kënnen agesat ginn, riskéiert relativ séier och ze kennen. A méi grouss Länner ass dat méi liicht. Zu Lëtzebuerg ass et mat Sécherheet net liicht, e verstoppten Agent a méi Affäre kënnen onverbrannt anzusetzen. Dat ass net liicht, esou dass mer och an dëser Matière an Zukunft weiderhi wäerten, en cas de besoin, op auslännesch Agente mussen zréckgräifen.

Et ass scho vu mengem Virriedner, dem Här Klein, gesot ginn, wat am Vierdergrond stoung. Et war engersäits d'Effikassitéit vun deene Mesures policières ze garantéieren, wa se da mussen ugewannt ginn, anersäits Rechtssécherheet duerch déi Base légale ze schafen. Dass also jiddweree weess, op wat e sech aléist a wat d'Konsequenze fir e kënnen sinn.

Eppes Drëttes géif ech awer gären derbäihänken. Et ass och dréms gaangen, an all de Fäll d'Droits de la défense am Prinzip vum Respekt vun der Présomption d'innocence ze respektéieren. Och dat ass ee vun de Punkte gewiescht, deen an der Kommissioun, mengen ech, bei ganz villen am Kapp war, wa mer déi heite schwiereng Matière diskutéiert hunn.

Zwou Neiegekeete ginn also agefouert: engersäits d'Observatioun, anersäits d'Infiltratioun. Fir dat eent, d'Observatioun, hu mer e Seuil de peine virgesinn, fir dat aner hu mer - bei der Infiltratioun also - eng Lëscht virgesinn. An ech wëll just eng Woch zréckkommen an de Justizminister drun erënneren, dee mer nach virun enger Woch gesot huet, e géif fannen, dass eng Liste des infractions eng schlecht Technique législative wär. Dat war an engem anere Gesetzestext.

Ech si frou, dass de Minister haut, eng Woch méi spéit, seng Zoustëmmung engem Text ka ginn als Regierung, déi ganz wuel eng Liste des infractions dran huet. Dat hei ass also e Beispill, dat weist, dass et duerchaus Matière gëtt, Här Minister, wou eng Liste des infractions ka Sënn maachen. Et ass also näischt, wat ee muss grondsätzlech reniéieren, wéi Der et nach virun enger Woch gemaach huet.

Hei, mengen ech, mécht et Sënn, dass mer déi Saachen do limitativement opgeléicht hunn. Woufir? Well mer dat jo och schonn an de leschte fënnf Joer bei enger Rei anere Gesetzer haten, dass mer Mesuren an Instrumenter aféieren, déi sollen op Ausnahmefäll ugewannt ginn, wou awer an der parlamentarescher Kommissioun dee Feinschliff gemaach ginn ass, dee schlussendlech och sécherstellt, dass et effektiv begrenzt a limitéiert bleift op déi dote Fäll.

Dat ass dat, wat mer och mat dësem Gesetz an der Kommissioun gemaach hunn, an doduerch, dass mer déi Lëscht opgestallt hunn, wollte mer sécherstellen, dass déi heite Méthodes policières effektiv och nëmmen an deenen Ausnahmefäll ugewannt ginn, wou se ubruecht sinn, wou se also am Respekt vum Prinzip vun der Proportionalitéit Sënn maachen. Dass also net mat Methode geschaff gëtt fir kleng Delikter oder Verbruechen, déi eigentlech an engem Rechtsstat, wou de Prinzip vun der Proportionalitéit ëmmer soll gëllen, net dierften op der Dagesuerdnung sinn. Mir mengen, mat dësem Text, wéi mer en elo formuléiert hunn, erreche mer dat doten Zil, dass mer also déi Méthodes policières do zur Uwendung komme loossen, wou se tatsächlech eng Plus-value géife bréngen.

Problematesch ass awer dee Volet, dee ronderëm den Témoignage anonyme oder dat Reschtstéck Témoignage anonyme bleift. Den initiale Gesetzestext war jo méi kohärent, wann och méi contestabel, mä war méi kohärent, well en huet engersäits de Prinzip vum Témoignage anonyme agefouert, an en huet och an dëser Matière dann e Recht oder eng Applikatioun dovunner drage-looss. De Prinzip war jo gekläert am initialen Text, an dëst war eng vun den Applikatiounen. Dat war zumindest kohärent.

Opgrond vun enger Rei vu Kritiken ass deen ee Volet erausgeholl ginn, woubäi den Témoignage anonyme per se jo net vum Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff contestéiert gëtt. Dat hunn eenzel Virriedner scho gesot. Wann eng Rei Garantien do sinn, ass et rechtens, opgrond vun der Konventioun, fir och Témoignages anonymes ze maachen. Dat, wat mer elo nach am Gesetz Rescht hu vum Témoignage anonyme, ass jo am Fong d'Auditioun vum Agent infiltré, déi no enger Rei vu Kritiken muss geschéien, an dat werft eng Rei Froen op.

Och wa mir als gréng Fraktioun eis mam Témoignage anonyme net kënnen ufürden, well et, och wann et en effikass Instrument ass, vläicht awer och dee lichtscht Wee ass, fir enger komplizierter Kriminalitéit wëlle bäizekommen. Trotzdeem hu mer deemools der Regierung an der Commission juridique gesot, wéi se dee Volet erausgeholl huet, dass mer doriwwer wuel frou wieren, dass mer et awer géife bedauern, dass d'Regierung sech net beméit hätt, eng Alternativ dozou ze elaboréieren.

Well et bleift, dass et eng Rei vu Crimé gëtt, notament am Crime organisé, wou et effektiv ganz schwiereng ass, mat deenen normale Methoden zu Resultater ze kommen. De Crime organisé ass mindestens esou gutt organiséiert wéi d'Justiz a wéi d'Police. An et bleift, dass et extrem schwiereng ass, am Beräich vum Mënschenhandel, vum Waffenhandel, vum Drogenhandel an aner Formen nach e Lach an déi Mauer gebuert ze kréien, duerch dat ee kann erakucken.

D'Regierung hat jo probéiert mam Témoignage anonyme eng Äntwert ze bréngen op déi dote spezifesch Problematik. Eng Äntwert, déi mir, wéi vill anerer, net als déi richteg ugesinn hunn, mä wou mer awer nach ëmmer der Meenung sinn, dass et eng Äntwert brauch. Ech hunn de Minister deemools - dat läit jo elo schonn eng Weilchen zréck, déi Scission vum Projet - an der Kommissioun och opgefuerdert: Wann Der dat dote macht - wat, mengen ech, déi meescht Leit begréisst hunn -, schafft awer eng Alternativ dozou aus. Et ass schwiereng, däärs si mer eis bewosst. Mä déi Froen, op déi et eng Äntwert sollt gi mat Ärem Témoignage anonyme, sinn awer nach ëmmer gestallt, a mir brauchen nach ëmmer Äntwerten op déi dote Froen ronderëm bestëmmte Forme vum Crime organisé.

Duerfir wäerte mir eis och bei dësem Projet enthalen, well dat lescht Stéck Témoignage anonyme, oder dat klengt Stéck Témoignage anonyme, wat mer elo nach dran hunn, esou verständlech et och ass - well deen Agent infiltré natierlech net kann, wéi all aner Zeien, vun A bis Z considéiert ginn -, dat fënnt awer elo op engem Hannergrond statt, deen et net méi gëtt.

De Prinzip, déi prinzipiell Fro, déi grouss Fro, déi hannendrustoung, bleift gestallt, a mir hu keng Äntwert dorop. Mir ginn elo just nach esou eng Reschtäntwert, déi am Fong keen Hannergrond méi huet. Dat ass de Grond, firwat mir als gréng Fraktioun mengen, dass d'Froen net alleguer beäntwert sinn, dass mer eis och duerfir bei där doter Fro wëllen enthalen.

Woubäi mer awer nach eng Kéier wëllen ënnersträichen, dass déi Fro vun der Lutte géint de Crime organisé net vollstänneg beäntwert ass, an dass an där nächster Mandatsperiod déi nächst Regierung an déi nächst Chamber sech mussen beméien, eng Alternativäntwert op den Témoignage anonyme ze ginn, ob dat ass mat Zeieschutzprogrammer oder wat et nach alles fir Instrumenter gëtt, déi och allegueren an engem klengen Land net ganz liicht ëmzesetze sinn. Do mussen mer zesammen driwwer nodenken, well déi Fro ass gestallt an d'Äntwert steet am Moment do nach ëmmer aus. Dat gesot, stëmme mer och net géint dëse Projet, well mer mengen, dass e par ailleurs ganz kohärent ass an och vill Input vun der Kommissioun konnt geliwwert ginn, esou dass mer mengen, dass deen Text par ailleurs e gudden Text ass, mä wéinst där doter grondsätzlecher Iwwerleeung wäerte mer eis beim Vote enthalen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou, dass, wann ee wëllt verschidde Krimineller virun d'Gerichter bréngen, da muss een heiansdo op nei Techniken zréckgräifen, fir kënnen déi Leit viru Geriicht ze bréngen. Ee vun deene Moyenen, dat ass dee vun der Infiltratioun, dat heescht wéi gesot, dat en Agent, entweder e privaten oder e Polizist, sech kann an e Réseau infiltréieren.

Wann een e puer Beispiller hei zu Lëtzebuerg kuckt, déi an der Diskussioun waren, war dat haaptsächlech um Gebitt vum Drogenhandel, wou ech aus menger beruflecher Erfahrung weess, dass eng Zivilpersoun sech an de Réseau integréiert hat, dat se do verschidden Identitéiten, falsch Identitéiten, falsch Pabeieren opgedeckt huet, an dat doduerch dann eng ganz Abberzuel vu Persoune konnt herno verhaft ginn. Woufir? Well falsch Identitéiten dohierter gelaf sinn an doduerch d'Aarbecht vun de Polizisten erschweert ginn ass.

Mir haten och ee Fall, deen och ganz vill an der Press diskutéiert ginn ass, dat war wéi de Responsable vun der Police judiciaire, vum Drogendezernat vun der Police judiciaire selwer am Drogenhandel war, well en Heroin a Kokain saiséiert huet, dann awer nëmmen een Deel ofgeliwwert huet an deen aneren Deel da selwer mat déckem Profit verkaaft huet. Do ass et evident, dass et huet missen zu enger Infiltratioun kommen, wou en auslännesche Policeagent sech mat deem Offizéier do a Kontakt gesat huet, a lues a lues konnt dann dee ganze Mechanismus opgedeckt ginn.

Et ass also eng Method, déi absolut wichteg ass bei schwéierer Kriminalitéit a bei enger Kriminalitéit, wou meeschtens e puer Leit implizéiert sinn. Dat ass natierlech beim Terrorismus, dat ass beim Proxénétismus, dat ass bei der Korruptioun, beim Blanchiment, beim Kampf géint illegal Immigration, bei der Entféierung vu Mannerjähregen, fir nëmmen déi Beispiller ze nennen. Do gesäit een, dass et ganz schwéier Infraktiounen sinn, déi duerch dëst Gesetz viséiert sinn, a wou mir och mengen, dass déi Infraktiounen wierklech eng Infiltratioun kënnen bedéngen an dass se do kënnen noutwendeg sinn.

Eng Fro, déi natierlech an deem Kontext ëmmer gestallt gëtt, dat ass déi, ob deen Agent, dee Polizist, dee sech esou infiltréiert, ob dee kann da verschidde kriminell Dote maachen. D'Äntwert ass ganz kloer. Als Coauteur oder als Kompliz oder och wéinst Hehlerei kënnent en theoretesch be-laangt ginn. Dat ass net méiglech duerch d'Gesetz. Dat gëtt ausgeschloss, well et ass jo evident, dass en iergendwéi aktiv muss ginn.

Wat ons wichteg schéngt - an dat huet den Här Rapporteur, den Här Gilles Roth, deem ech wëll félicitéiere fir säi gudden Bericht, awer och ervirgestrach -, dat eppes net ka méiglech sinn, an dat ass, dass de Polizist selwer kënnent aktiv eng Infraktioun bei enger Persoun provozéieren. Dat ass eng wichteg Differenz, déi ee muss maachen, well bei der Infiltratioun am amerikanesche Recht esou eppes zum Beispill awer méiglech ass. Dat ass eppes, wat mir hei zu Lëtzebuerg an dëser Gesetzgebung wëllen éviéieren.

Dann ass natierlech d'Problematik vum Témoignage, vun der Zeienausso vun deem Agent an der Diskussioun. Et ginn e puer Hypotheesen, déi een do muss gesinn. Dat eent ass, dass de Polizist, deen als Agent sech infiltréiert huet, Kontakt huet mat deene Kriminellen, dass dee seng Identitéit révéléiert. Dat ass méiglech deen Ablack, wou zum Beispill allegueren déi Leit vun engem Réseau konnt festgeholl ginn a keng weider Schwiergekeete bestinn. Deen Ablack, bien entendu, ass seng Zeienausso och absolut bindend, an déi geet eleng duer.

Wann awer elo aus Sécherheetsgrënn, well déi Persoun, deen Agent, dee sech infiltréiert huet, vläicht nach muss e puer Méint weiderschaffen, well verschidde Leit aus dem Réseau net konnt verhaft ginn, dann ass et evident, dass ee muss nach weider d'Protektioun fir deen Zeien do virgesinn. Duerfir hu mer och Verständnis dofir, dass een hei eng spezifesch Reglementatioun virgesäit, fir deen Zeien do ze schützen, andeem seng Anonymitéit, seng reell Identitéit, andeem déi verheemlecht gëtt. Dat heescht, e kënnent zum Beispill aussoen ënner deem Numm, wou e sech infiltréiert huet, mä ouni seng reell Identitéit.

Hie kann och eng Ausso maachen doduerjer, dass een en zwar net gesäit, mä dass en awer ka vun den Affekoten an och vum Beschëllegten oder de Beschëllegte gehéiert ginn. Mä an deem Fall geet awer déi Zeienausso net duer. Et mussen zousätzlech nach aner Bewäiser ginn. An dat schéngt

ons eppes ze sinn, wat wichteg ass, dass esou eng Zeienausso natierlech muss duerch aner Bewäiser erhäert ginn, dass een also do méi Rechtssécherheet huet.

Et ass also eng relativ komplex Matière, a mir mengen, dass mer et hei mat enger Situatioun ze dinn hunn, wou eng spezifesch Zeienausso-prozedur virgesinn ass, déi also näischt, oder net däärf mat engem Témoignage anonyme ze... d'Liaisoun misst gemaach ginn. Duerfir wëll ech och nach eng Kéier kloer folgend Attitud vun der ADR aus festhalen zu dësem Projet.

Mir sinn als ADR prinzipiell géint d'anonym Zeienausso. Mir mengen, dass mer mat dësem Gesetz eng Gesetzgebung geschafen hunn, oder wëlle schafen, déi eng spezifesch Zeieprotektioun virgesäit. Mir bedauern, dass keng generell Zeieprotektioun virgesinn ass an anere Gesetzgebungen. Dat ass eppes, wat bei ons feelt. Mir mengen awer, mir fäerten awer, mir trauen dëser Regierung net, dass se net e positive Vote zum Gesetz kënnent ausleeën als eng éischt Initiativ en faveur vun dem Témoignage anonyme. Duerfir wäerte mer ons bei dëser Gesetzgebung enthalen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Justizminister Luc Frieden huet elo d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, dëst ass am Fong e Projet de loi, deen de Rechtsstat verstärkt. E verstärkt de Rechtsstat, well en eng Rei Aktivitéiten, déi Gott sei Dank seele stattfannen, an eng kloer Rumm setzt, dass d'Police an d'Justiz net an engem rechtsfräie Raum schaffen, mä dass ganz kloer definéiert ass, a wéi enge Situatiounen, bei wéi enge Strofdote se wat däärfte maachen. Duerfir ass dëst e Gesetz, wat positiv ass fir d'Entwécklung vun eisem Rechtsstat.

Ech sinn dem honorabelen Här Roth dankbar fir all déi Erklärungen, déi Entwécklungen, déi hien hei de Mëtteg nach eng Kéier am Detail virgestallt huet, an op déi ech dofir net brauch zréckzegoen. Dëst ass net e Gesetz, wat aus der Theorie eraus entstanden ass, mä et ass entstanden, well mer der Meenung waren, dass um Terrain bei Polizei a Justiz e Besoin wier, an dass um gesetzgeberesche Plang d'Noutwendegkeet besteet, wann e Besoin um Terrain ass, fir deem dann och e gesetzleche Kader ze ginn.

Ech hunn aus dëser Debatt vun haut am Fong just zwou Remarquen nach ze kommentéieren. Dat eent, dass déi Remarque, déi den Här Braz gemaach huet, dass an dësem Gesetz eng Oplëschtung vu Strofdote wier, woubäi ech mech d'lescht Woch anscheinend géint esou eng Oplëschtung ausgeschwat hätt an engem anere Kontext. Meng Meenung huet par rapport zur leschter Woch net geännert, well ech dem Här Braz soen.

Als Jurist, a vun engem Standpunkt vun der Technique législative, fannen ech dat nach ëmmer schlecht, well herno kritt een eis Coden net méi gelies, wann een eng Ribambelle vun Opzielungen huet. Duerfir fannen ech et besser, et hëlt een eng Strofdot an et definéiert een eng Peine, wou een d'Gravitéit vun enger Strofdot festleet, fir ze kucken - par rapport zu där Strofdot, där Gravitéit vu Strofdot -, dass een eppes ka maachen oder net.

Ech weess awer, dass dat an der Chamber anescht gesi gëtt. Ech wëll lech just soen, dass, wann Der a 15 Joer de Code pénal liest an Der macht iwwerall esou Oplëschtungen derbäi, da gëtt dat en totalen Duerjernen, an et kann een dat net méi liesen an et feelen ëmmer erëm Saachen dobäi, well et komme jo och Strofdoten no. Duerfir wollt ech also dem Här Braz soen: Meng Meenung ass och haut nach, dass dat hei keng gutt Technique législative ass, mä dass et eng Äntwert ass op eng Suerg, déi d'Chamber huet, déi ech och verstinn, fir dass ee ganz kloer ofgrenzt, a wéi enge Fäll ee wat ka maachen. Mä als Jurist fannen ech et net gutt, an duerfir wäerte mer och keng esou Texter proposéieren, sollte mer der nach ze proposéiere kréien.

Dat Zweet sinn déi Remarquen iwwert déi Anonymitéit, déi dee verdeckten Ermëttler soll kréien. Wann ech richteg verstanen hunn, enthält sech d'DP aus genee där opopéierter Ursach wéi DÉI GRÉNG zu dësem selwechte Punkt. Fir déi eng geet et ze wäit, an déi aner, nämlech DÉI GRÉNG, déi soen: Do feelt nach e Stéck vun Zeieschutz.

Ech wëll lech hei nach eng Kéier soen, dass ech an där viregter Regierung, wou ech och Justizminister war, déi Problematik vum Zeieschutz e puermol vu Justiz- a Polizeiautoritéite virgeluecht kritt hunn a gesot hunn: Do ass e reelle Problem, wa Leit aussoen a

Fäll, wou hiert Liewen duerno a Gefor steet. An et ass duerfir, wou mer deemools déi Proposition gemaach hunn.

Mä erënnert lech un deen Tollé général, deen dat ginn ass, oft vu Leit, déi sech net am Detail mat konkrete Fäll auserneegeat hunn. Dorobberhin huet dës Regierung decidéiert, am Ufank wéi se komm ass, dass mer déi diesbezügliche Dispositionen, déi dee Moment an der Chamber scho louchen, net géife weiderdriewen. Ech soen lech awer gradesou kloer, dass mir trotz Sichen an dëse Jore keen adequate System fonnt hunn.

Et gëtt net siwe Méiglechkeeten, fir d'Anonymitéit vu Leit, déi an enger gewëssener Situatioun eppes aussoen, kënnen ze schützen. An duerfir hu mer keng nei Propositionen an deem Sënn gemaach, an ech gesinn och net, wéi een déi géif maachen.

Den Här Braz huet zu Recht op d'Gréisst vun eise Land higewisen. Ech mengen, dass dat ee vun deenen Haaptproblemer ass, déi een huet. Et ass méi einfach an Amerika ee vun New York op Los Angeles ze schécken an en anere Pass an en aneren Numm ze ginn, wéi dat vun der Stad bis op Maarnech ze maachen. Duerfir mengen ech, dass mer op deem Punkt net richtig weiderkomm sinn.

Hei huele mer jo nëmmen eng ganz spezifesch Kategorie vu Leit, déi nëmmen ënner ganz exzeptionelle Situatiounen intervenéieren. Ech weisen och nach eng Kéier drop hin - mir hunn dat awer och 2003 gesot, mä dat wollt deemools keen héieren -, dass den Témoignage anonyme net als solche meng Zoustëmmung fénn. E fénn meng Zoustëmmung nëmmen dann, wann en ënner deenen dräi ganz strikte Konditiounen agefouert gëtt, wéi en och an der Jurisprudenz vun Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff festgeluecht ass, an dass een nottamtlich och aner Preuvé brauch, dass keng Condamnatioun eleng kann op deen Témoignage opgebaut ginn, an dass och den Affekot ëmmer Méiglechkeete muss hunn, nach Froen ze stellen.

Mä nach eng Kéier, et ass net d'Intentioun vun dëser Regierung, fir an där dote Matière eng Gesetzgebung ze maachen. Mir hu kee richteg Instrument fonnt, an duerfir hätt och am Fong kënnen d'ADR dëst Gesetz stëmmen. Well ech kann lech soen, Här Henckes, dëser Regierung hiert Mandat leeft, esou ass dat an der Demokratie, aus, an d'Chamber kënn nëmmen nach eng Woch zesummen. Et ass also hei net, dass dës Regierung nach kéint nei Projets de loi erabréngen, déi kënnen an dëser Legislatur gestëmmt ginn.

Ech mengen, dass dëst e Gesetz ass, wat misst déi breet Zoustëmmung vun dësem Haus kréien, well et e wichteg Instrument ass, dass mer am Kampf géint d'organiséiert Kriminalitéit, an dass mer an der Opklärungsquot, déi sech verbessert huet, och weider eis nach kënnen verbesseren. Duerfir wëll ech déi konstruktiv Suggestiounen, och vun deenen, déi sech hei enthalten, där nächster Regierung mat op de Wee ginn. Et wäert ganz schwéier ginn, och fir eng nächst Regierung, am Zeieschutz en Instrument ze fannen, wat jiddwerengem Satisfaktioun gëtt.

Mä näischt maachen ass keng Léisung. Hei maache mer eppes, wat net e Précédent ass fir eppes anescht, hei ass eppes kloer Limitéiert. Mä de Problem vu schwierige Prozesser, graver Kriminalitéit, wou Zeienaussoe gemaach ginn, wou duerno d'Liewe vun deene Leit a Fro gestallt ass, bleift eng Problematik, wou ech frou wär, wann och déi nächst Chamber vläicht nach eng Kéier géif verschiddenen Texter zréckkucken, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn. Dat ass net den Objet vun haut. Ech hunn deemools gesot, dass ech net mordicus un deem Text festhalen. Un dësem halen ech fest, well et ass wichteg fir d'Police an d'Justiz, effikass kënnen um Terrain ze schaffen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo iwwert dëse Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispute du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha général)

Et feelen nach zwee Voten. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5588 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, bei 20 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fa-

bienné Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Eugène Berger (par M. Charles Goerens), Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen) et Carlo Wagner (par M. Paul Helminger);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Nächste Punkt vum Ordre du jour ass deen iwwert d'Assistance judiciaire vu Mannerjähregen. Och hei ass den honorabelen Här Roth de Rapporteur an huet elo d'Wuert.

3. 5848 - Projet de loi portant modification : 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil ; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission juridique

» **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 5848 kritt all mannerjähregt Kand e Recht, fir an enger Geriichtsprozedur, wou et dran implizéiert ass, vum Stat en Affekot bezuelen ze kréien.

Dëst Recht zielt fir all Kand, onofhängeg vun de Verméigensverhältnissen vu sengen Elteren. De Stat bezilt d'Affekotekäschten. Hie kann awer d'Sue bei den Elteren duerno zréckfroen, virausgesat, si hunn dofir déi néideg finanziell Mëttelen.

An der Praxis gëtt d'Décsioun fir d'Iwwerhuele vun den Affekotekäschten vum Bâtonnier vun den Affekote geholl. Well d'Elteren gegebenenfalls dës Käscht spéider mussen un de Stat zréckbezuelen, kréie si d'Décsioun vun dem Bâtonnier matgedeelt. Si kënnen bannent zéng Deeg dergéint e Recours bei dem Conseil de discipline vun dem Affekotbarreau maachen. Ass d'Décsioun vun dem Bâtonnier rechtskräfteg, dann ass d'Enregistrementverwaltung dofir zoustänneg, fir spéider d'Käscht bei den Elteren zréckzefroen.

Dozou eng Rei vu Prezisiounen. Éischtens: Dëse Gesetzesprojet regelt d'Iwwerhuele vun den Affekotekäschten vun engem mannerjähreg Kand, an net dat eigentlech Recht op en Affekot. D'Recht op en Affekot, jo souguer d'Flicht, fir an enger Rei vu Fäll engem mannerjähreg Kand en Affekot ze nennen, ass am Jugendschutzgesetz säit 1995 verankert. Et spillt bei Strofverfahre grad wéi an anere Prozeduren, all Kéiers, wann d'Interessi vun dem mannerjähreg Kand dat verlaangt.

Zweetens, bis elo konnten d'Affekotekäschten vun engem Kand opgrond vun dem Affekotegesetz och schonns vun dem Stat bezuelen ginn. De Problem bestoung awer doran, dass déi sougenannten Assistance judiciaire, also d'Iwwerhuelen duerch de Stat alt ofgelehnt gouf, wann d'Elteren déi néideg finanziell Mëttelen haten. Mat dem Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, huet d'Kand elo en eegestänneg Recht, fir säin Affekot vum Stat bezuelen ze kréien, an dat onofhängeg vun de Verméigensverhältnissen vun den Elteren.

Dës nei Bestëmmung gouf vun dem Statsminister an der Erklärung zur Lag vun der Natioun vum 9. Mee 2007 ugekënnegt. Si fousst derniewent och op enger Recommendation vum dem Ombudscomitée fir d'Rechter vum Kand.

Drëtens, d'Affekotekäschten vun dem Kand wäerte vun dem Stat gedroe ginn all Kéiers, wann et sech ëm eng Geriichtsprozedur virun den zivile Gerichter handelt. De staatlech bezuelte Rechtsbäistand spillt also net bei aussergerichtliche Verfahren oder Verwaltungsverfahren.

De Statsrot wollt hei méi wäit goen an d'Iwwerhuele vun den Affekotekäschten duerch de Stat och op aussergerichtlech Verfaahre grad wéi administrativ Prozesser ausdehnen.

D'Commission juridique huet awer op dësem Punkt um ursprüngeleche Regierungstext festgehal, mat dem Argument, dass dat eegestänneg Recht fir e Kand, seng Affekotekäschten vun dem Stat bezuelen ze kréien, virun allem do muss spillen, wou d'Interesse vun dem Kand an Opposition stinn zu den Interesse vu sengen Elteren. Do, wou keen direkten Interessenkonflikt mat den Eltere besteet, verhënnert déi bestehend Gesetzgebung net, dass d'Elteren als gesetzlech Vertrieeder vun hirem Kand gegebenenfalls eng Assistance judiciaire, also ee vum Stat bezuelte Rechtsbäistand ufroen, wa si selwer dofir net déi néideg finanziell Mëttelen hunn.

Véiertens, d'Commission juridique huet op Recommendation vum dem Statsrot den ursprüngeleche Regierungstext geännert, andeem se zréckbehalen huet, fir dass am Fall, wou de Stat dem Kand seng Affekotekäschten bezilt, béd Eltere géigeniwwer dem Stat solidaresch gehale sinn, fir dës Suen zréckzebezuelen. De Stat ka sech also souwuel un d'Mamm wéi un de Papp wënnen, déi da mussen fir dëst Zréckbezuelen opkommen. An deem Sënn huet och d'Commission juridique de Regierungstext amendéiert.

Här President, de Gesetzesprojet 5848 gesäit weider eng Rei vun Ännerungen vun eenzelne Bestëmmungen aus dem Code civil an dem Code de procédure civile vir. Den Artikel 388-1 aus dem Code civil gëtt an deem Sënn geännert, dass an Zukunft all Kand, wat fäeg ass, seng Meenung ze äusseren, also seng sougenannte Capacité de discernement huet, muss an enger Prozedur gehéiert ginn, all Kéiers, wann et dat fret. Bis elo konnt de Richter dës Unhéierung oflehnen duerch eng speziell motivéiert Décsioun.

D'Unhéierung vun dem Kand muss duerch de Richter selwer geschéien. Hie kann an Zukunft dës Unhéierung nëmme méi an Ausnahmefäll un Drëttpersounen delegéieren, wéi zum Beispill e Kannerpsycholog. D'Unhéierung duerch de Richter selwer gëtt deemno d'Regel, an d'Unhéierung duerch eng Drëttpersoun gëtt d'Ausnahm. Wann de Richter d'Kand net selwer héiert, muss en an Zukunft dofir eng speziell Décsioun huelen, déi am Interessi vun dem Kand motivéiert ass.

D'Recht vun dem Kand, fir ugehéiert ze ginn, huet als Géigepart och dat Recht, ofzelehnen. Dëst gëtt elo ausdrécklech an de Code civil ageschriwwen. Mä am Fall, wou e Kand net wëllt gehéiert ginn, behält de Richter awer d'Méiglechkeet, fir iwwert dëse Refus ze befannen an d'Kand opzefuerderen, fir virun him auszesoen.

Mat dësen neie Bestëmmungen dréit eis Gesetzgebung der UNO-Kannerrechtskonvention besser Rechnung. D'Kannerrechtskonvention gesäit nämlech vir, dass all Kand muss an all gerichtlecher oder administrativer Prozedur, déi et betrëfft, kënnen seng Meenung äusseren.

Här President, mat dësem Gesetzesprojet gi weiderhin eng Rei vu Prezisiounen an de Code civil ageschriwwen, déi sécherstellen, dass all Kéiers, wou d'Interesse vun dem Kand am Konflikt sti mat deene vu senger legale Vertrieeder oder Verwalter, d'Kand e sougenannten Administrateur ad hoc gestallt kritt, fir seng Interesse ze verdeeden.

Esou Interessenkonflikter kënnen an der Praxis zum Beispill bei Scheedungsfäll oder lerschaften optrieden. Hei kritt d'Kand dann en Administrateur ad hoc genannt, wat meeschtens en Affekot ass. D'Ernennung vun dem Administrateur ad hoc kann op Ufro vun dem Kand, dem Richter, dee mat dem Fall befasst ass, oder duerch d'Statsanwaltschaft geschéien.

Schliesslech sträicht dëse Gesetzesprojet zwee Paragraphen vun dem Artikel 1046 aus dem neie Code de procédure civile. Dës Bestëmmungen hu bis elo d'Prozedur geregelt, wann eng Ufro vun engem Kand, fir vum Richter gehéiert ze ginn, ofgelehnt ginn ass. Mä well dës Unhéierung vun elo

un net méi kann ofgelehnt ginn, ginn déi bestehend Prozedurbestëmmungen iwwerflësseg an duerfir ofgeschafft.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport, deen eestëmmeg an der Commission juridique ugeholl gouf an deen der Chamber recommandéiert, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. D'Madame Flesch huet d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, léif Kolleegen, och hei wéilt ech dem Rapporteur, dem Här Gilles Roth, Merci soe fir e ganz ausfierleche Rapport. Et geet also hei dorëm, de Kanner eng Assistance judiciaire ze ginn, wa se mussen a gerichtleche Prozeduren erschéngen, egal wat d'Situation de fortune vun hiren Elteren ass.

Ech muss lech éierlech soen, meng éischt Reaktioun, wéi ech dee Projet gesinn hunn, war ze soen: Woufir sollen d'Elteren, déi d'Moyenen hunn, net dozou ugehale ginn, esou eng Assistance judiciaire ze bezuelen?

Ech hunn awer duerno Kenntnis geholl vum Avis vun der Commission spéciale Jeunesse en détresse bei dem Débat d'orientation 2003 an notamment och vum Ombudscomitée fir d'Rechter vum Kand, déi d'Suerg haten, dass, wann d'Eltere géifen d'Prozedur bezuelen, d'Présomptioun vun Neutralitéit an Indépendance vum Affekot vläicht net voll a ganz gi wär. Ech hu mech dunn der Attitud ralliéiert, déi dësem Projet zugronn läit.

Mir hunn an der Commission juridique iwwert déi do Fro diskutéiert, a mäi Kolleg, de Xavier Bettel, hat och do suggéiert, dass ee vläicht kéint virgesinn, dass am Arrêt, dee vum Riichter bei esou enger Affär gesprach gëtt, de Montant vun de Käschten an d'Décsioun, ob d'Eltere sollen oder net sollen d'Käscht bezuelen, kéinten agebaut ginn. Alles dat, fir ze verhënnern, dass Leit, déi am Fong kéinten esou eng Prozedur bezuelen, géife versichen, sech hirer Responsabilitéit ze entziehen.

Dat ass och net vun der Commission juridique zréckbehal ginn, a mir hunn den Text vun der Regierung akzeptéiert esou, wéi en elo virläit, an esou, wéi de Rapporteur en hei op dëser Tribün elo nach eng Kéier explizéiert huet.

Ech wär awer frou, wann de Minister ons an deem Zesammenhang kéint d'Assurance ginn, dass effektiv d'Regierung wäert derfir suergen, dass déi Bestëmmungen, déi virgesinn, dass den Enregistrement duerno ka bei den Elteren de Remboursement vun deene Frais judiciaires beantragen, dass dat och effektiv applizéiert gëtt. Ech ginn dovun aus, dass dat soll esou sinn. Cela va sans doute sans dire, mais ça va peut-être mieux en le disant.

Här President, dat Gesetz hei ass am Fong och d'Suite vun enger Partie vun internationalen an europäeschen Décsiounen, bei deenen am Intérêt vum Schutz vum Kand esou Prozedur recommandéiert si wéi dat, wat mer elo amgang sinn hei ze maachen. Ech erwännen an deem Zesammenhang d'Recommandatioun vum Comité des droits de l'enfant an den Nations unies. Déi Recommendation sinn d'Konsequenz vum Artikel 43 vun der Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. Ech erwännen de Règlement communautaire N°2201 aus dem Joer 2003. Dat sinn alles internationalen Texter, déi an déi Richtung ginn, wéi dëst Gesetz elo Dispositionen an onst Recht transposéiert.

Mir wäerten also als DP-Fraktioun dëse Projet stëmmen. An ech wëll nach eng Kéier dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente Rapport.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Klein huet d'Wuert.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci

och dem Rapporteur fir dëse Rapport. Zil vun der Politik muss et sinn, déi néideg Rahmebedingungen ze schafen, fir dass Kanner a Jugendlecher zu selbstännegen a verantwortungsvolle Bierger eruwuesse kënnen. Eng Bildungspolitik, wou d'Kand am Mëttelpunkt steet, wou jiddwer Kand no sengen eegene Fäegkeete sech entwéckelen an entfale kann, eng sozial Familljepolitik, déi flächendeckend a gutt sozioéducativ Betreuungsstrukturen ubitt, sinn nëmmen e puer Elementer, déi an dësem Kontext eng wichteg Roll spillen an déi de Stat muss fördern.

Nieft bildungs- a sozialpoliteschen Impulser muss de Stat awer virun allem garantéieren, dass Mannerjähreger, falls se mat der Justiz a Kontakt kommen, hir Rechter och wierklech kënnen an Usproch huelen. International Konventionen an national Gesetzestexte, déi d'Rechter vun de Mannerjähreger schützen a stäerken, mussen respektéiert ginn. Kannerrechter dierfen net nëmmen um Pabeier stoen, mä si mussen an der Praxis och garantéiert sinn. Dat ass leider Gottes net ëmmer de Fall.

Den Ombudskomité fir d'Rechter vum Kand - ORK -, dee säit 2002 besteet, mécht eng ganz gutt Aarbecht a setzt sech onermiddlech fir d'Rechter vun de Kanner an. Den ORK huet sech och am Kader vun dësem Projet de loi méi eng kéier zu Wuert gemellt. Säit Jore mécht en dorop opmierksam, dass mir hei zu Lëtzebuerg kee sougenannte Kanneraffektot hunn. Den ORK weist zu Recht dorop hin, dass d'Neutralitéit an d'Onofhängegkeet vum Affektot net d'office garantéiert sinn am Fall, wou d'Elteren d'Affektotkäschen iwwerhuelen.

Wann d'Kanner oder Jugendlecher mam Gesetz a Kontakt kommen an enger Affär, wou se direkt implizéiert sinn, do muss se d'Recht op en Affektot hunn, onofhängeg vun de finanzielle Ressourcë vun den Elteren. Dat ass ee ganz wichtige Prinzip, deen duerch dëse Gesetzesprojet an eiser Légitimation verankert gëtt. De Stat iwwerhëlt enger éischer Phas d'Affektotkäschen, behält sech awer d'Recht vir, déi ugefale Käschen vun den Elteren zréckzufroen, falls d'finanziell Situatioun et erlaabt.

Mir hunn an der Commission juridique décidéiert, dass d'Eltere solidaresch fir d'Restitution vun den Affektotkäschen musse riichtstoen.

Duerch dëse Projet de loi ginn d'Rechter vun de Kanner also weider gestäerkt an ausgebaut. Sou mussen zum Beispill och d'Riichteren e Kand unhéieren, wann dat dem Wëlle vum Mineur entsprécht an hien dat och explizit beim Riichter ufreet. De Riichter ka sech net méi doriwwer ewechsetzen, wéi dat bis elo de Fall war.

Domadder komme mer och enger Opfuerderung vum Comité des droits de l'enfant vun der UNO no, déi Lëtzebuerg encouragéiert, weider Efforten ze maachen, wat d'Matbestimmungsrecht vun de Kanner ugeet esou, wéi et am Artikel 12 vun der UNO-Kannerrechtskonvention steet.

Ech wollt op ee spezifesche Punkt kuerz agoen, dee fir méi Diskussioun gesuergt huet, an zwar d'Fro, a wat fir enge Fäll de Rechtsbäistand fir Mannerjähreger dann elo garantéiert ass, a wéini net.

De Statsrot an den ORK hunn an dësem Kontext eng ganz kloer Positioun geholl. Béid fuerderen, dass de Rechtsbäistand sech net nëmmen op Gerichtsverfahre beziert, wou d'Kand direkt involvéiert ass. Si fuerderen, dass de Rechtsbäistand bei aussergerichtlechen a bei gerichtlechen Verfahren, wou Kanner nëmmen indirekt dovunner betraff sinn, och assuréiert soll sinn.

An der Commission juridique si mer de Fuerderung vum Statsrot a vum ORK awer net nokomm. D'Kommissioun huet à l'unanimité décidéiert esou, wéi et am Regierungstext och virgesinn ass, et beim Rechtsbäistand fir Kanner, déi direkt an enger Justizprozedur implizéiert sinn, ze beloossen. Mir mengen, dass domadder de gréissten Deel vun de Fäll ofgedeckt ka ginn an dass d'Gesetz säin Zil och domadder erreche wäert.

Mir sinn der Meinung, dass d'Kanner nëmmen dann de Rechtsbäistand vun engem Affektot wierklech brauche bei Prozesser, wou manifestement en Interessekonflikt tëschent dem Kand a sengen Eltere respektiv sengem Repräsentant légal besteet.

Wa mir de Champ d'application vun der Rechtshëllef doriwwer eraus ausdehnen, lafe mer Gefor, dass dëst Gesetz méssbraucht gëtt fir all méiglech Prozesser, och do, wou et am Fong guer net direkt ëm d'Interesse vun Kand geet a wou d'Kand net implizéiert ass.

Näischt verhënnert, no enger gewëssener Zäit e Bilan ze zéien an d'Uwendungsgebitt vun der Rechtshëllef fir Mannerjähreger auszudehnen, wann et sech sollt als sënnavoll an noutwendeg erweisen.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Klein. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henckes.

(**Interruption**)

Jo, ech muss soen, Här Braz, Är Fraktioun ass fir kee Projet haut de Mëtteg hei ageschriwwen, net fir een eenzeg.

(**Interruption**)

Jo, et ass keen ageschriwwen.

(**Interruption**)

Gutt, dann huet den Här Braz fir d'éischt d'Wuert, Här Henckes.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Just ee Saz. Ech mengen, mir hunn haut eelef Projete, an déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt de Projet, deelt alles, wat d'Virriedner gesot hunn. Ech brauch duerfir dat net nach eng kéier ze widderhuelen.

Mir soen lech Merci, dass mer d'Wuert awer esou kuerz konnte kréien.

(**Hilarité**)

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och meng Félicitatiounen a Remerciementen un de Rapporteur. Et ass hei e gutt Gesetz, wat mer prinzipiell och begrëissen.

Ech wollt awer nach op eng Problematik agoen, déi aus dem Artikel 1 ervirgeet, wou d'Konditiounen gesat ginn, ënnert deenen e Mannerjähreger kann eng finanziell Hëllef fir de Remboursement vun den Affektotkäschen kréien. Do steet an deem Artikel, dass dat nure méiglech wär deen Ablack, wou eng Procédure judiciaire engagéiert, dat heescht, wou eng gerichtlech Instanz ugefouert wär.

Ech mengen awer, an ech weess och, dass den Ombudskomité fir d'Rechter vum Kand och schéngt där Meinung ze sinn, dass dat awer e besse restriktiv ass. An de Conseil d'État, de Statsrot, huet och mat Recht dorop higewisen, dass et, niewent den eegentlechen Instanzen, wou Elteren a Kanner viru Geriicht viru Sträit stinn, awer och Fäll gëtt, wou zum Beispill an der Médiatioun d'Méiglechkeet misst bestoen, dass deen Ablack dem Kand en Affektot ka gestallt ginn.

Et gëtt där Saachen eng etlech, an dofir wollt ech en Amendement erabrénge zu dësem Gesetzesprojet, deen déi Formulierung iwwerhëlt, déi de Conseil d'État gemaach hat, fir justament déi Restriktioun, fir nuren Affektotkäschen a Geriichtskäschen ze rembourséieren, wann e Sträit viru Geriicht géif bestoen, dass mer dat och sollten zum Beispill op d'Médiatioun ausweiden.

(**Amendement**)

Art. 1^{er}. - 1. *Après le cinquième alinéa du paragraphe (1) est introduit un alinéa nouveau rédigé comme suit:*

«*Le bénéficiaire de l'assistance judiciaire est accordé au mineur d'âge indépendant de la situation de ressources des parents ou des personnes qui vivent en communauté avec le mineur.*»

(s.) Jacques-Yves Henckes, Colette Flesch, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Dat schéngt mer eng positiv Ännerung ze sinn. Dofir géif ech och d'Chamber bidden, fir dat ze stëmmen. Mä à la rigueur kënnen mer och mat deem ablacklechen Text liewen. Mä dat Eent wier manifestement eng Verbesserung.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Justizminister Luc Frieden, wann ech gelift.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, ganz kuerz. Merci och hei dem Här Roth. Ech mengen, et ass e Projet, deen d'Kannerrechter zu Lëtzebuerg verstärkt. De Statsminister huet am Nimm vun der Regierung an der Erklärung zur Lag vun der Natioun am Joer 2007 dëse Projet ugekënnegt. An dat, wat ugekënnegt ass, dat huet dës Regierung och gemaach. Duerfir hu mer schnell duerno dëse Gesetzesprojet op den Instanzewee ginn.

Et ass, wéi hei rappeléiert ginn ass, och eng Fuerderung, net nëmmen, mä och eng Fuerderung vum Ombudskomité fir d'Rechter vum Kand. An et ass gutt, dass mer hei eis Gesetzgebung ausgedehnt hunn. Woubäi een nach ëmmer kann hoffen, dass de Gros vun de Problemer net virum Geriicht a mat Affektot muss geléist ginn, mä dass een dat op engem anere Wee ka maachen an dass d'Kanner net ze oft musse viru Geriichter kommen, och net mat Affektoten.

Nun ass et awer esou, dass heiansdo esou Prozesser eben an deem Sënn stattfannen. An duerfir, mengen ech, ass dat heiten eng zousätzlech Garantie, fir dass d'Kannerrechter adequat geschützt ginn.

Ech wëll der Madame Flesch méi als Budgetminister wéi als Justizminister soen, dass et mer evident schéngt, dass mer beim Enregistrement wäerten ëmmer derfir surgen, dass déi Sue le cas échéant an deene Fäll, wou dat geet, kënnen erëm agedriwwen ginn. Duerfir ass déi Dispositioun an dësem Text gesat ginn.

Et ass net um Stat, fir dat alles ze bezuelen. Et ass um Stat, fir dat ze bezuelen, wann et anescht net fonctionnéiert, oder och fir et virzebezuelen. Duerfir wäert dat eng Dispositioun sinn, déi an där nächster Regierung besonnesch vun deenen, déi fir d'Statskeess zoustänneg wäerte sinn, muss suivéiert ginn. Mä nach ëmmer muss de Justizminister d'Prozedur déclenchéieren.

D'Gesetzter sinn do, fir ugewannt ze ginn. Hei ass e gutt Gesetz. An ech soen der Chamber Merci fir hir breet Zoustëmmung.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote.

» **Plusieurs voix.** - Den Amendement nach.

» **M. le Président.** - Pardon. Jo, den Amendement fir d'éischt.

(**Amendement 1**)

Mir stëmmen fir d'éischt iwwert den Amendement of vum Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wier frou, wann ech vun der Regierung kéint eng Stellungnahme kréien, well et schéngt mer awer eng nëtzelech Prezisioun ze sinn.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - E läit am ronnen Dossier.

» **M. le Président.** - Et ass alles e bëselche séier gaangen. Här Henckes, Dir hutt et jo och daitlech exposéiert. Ech hunn dem Minister den Text zoukomme gelooss.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Jo, jo. Här President, ech wollt just nure soen, dass dat den Text ass, deen de Conseil d'État proposéiert hat. Also, dat heescht, en ass also aviséiert. An et wier just deen Text, dee mer géifen iwwerhuelen.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, et ass mir esou, wéi wann an der Kommissioun iwwert déi dote Problematik des Laangen an des Breede geschwat gi wier, net opgrond vun engem formellen Amendement, mä dass mer deen Amendement an där Form och... Ech mengen, dat war och net... Ech kann net fir d'Chamber schwätzen. Mä iwwert déi Problematik, wéi d'Assistance judiciaire soll organiséiert ginn, doriwwer ass diskutéiert ginn, an deen Text, deen hei der Commission juridique virgeluecht ass, dat ass deen Text, deen d'Zoustëmmung vun der Regierung fënnt. An deen Amendement fënnt a contrario net d'Zoustëmmung vun der Regierung.

» **M. le Président.** - Très bien.

Sou! Mir stëmmen elo iwwert den Amendement of.

(**Vote**)

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement ass ofgelehnt mat 45 Nee-Stëmmen, bei 13 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM.

Charles Goerens, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Norbert Hauptert), Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Mir stëmmen dann iwwert dee ganze Projet de loi of, an där vun der Kommissioun a vum Rapporteur proposéierter Versioun.

(**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**)

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5848 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour: den Harcèlement obsessionnel. An eng drëtze kéier ass den Här Gilles Roth Rapporteur. Ech bidden hien, de Rapport vun der Kommissioun virzedroen.

4. 5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

(**Rapport de la Commission juridique**)

» **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir...

(**Interruption**)

Entschëllegt.

(**Hilarité**)

» **M. le Président.** - Jo, bei esou vill Rapporten do kann ee sech emol eng kéier am Text iren. Dat ass...

►► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Amstand, et wier emol net opgefall.

(Hilarité)

►► **M. le Président**. - Dat wier allerdéngs fir d'Chamber méi schlëmm gewiescht, net fir den Här Roth. Sou, Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

►► **M. Gilles Roth** (CSV), *rapporteur*. - Entschëllegt, ech hat dee falschen Text.

Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 5907 gëtt de sougenannte Stalking zu Lëtzebuerg...

►► **Une voix**. - Aaahhh!

►► **M. Gilles Roth** (CSV), *rapporteur*. - ...eng Strofdot. Dat Wuert „stalking“ staamt aus dem englesche Juegdjargon a bedeit do esou vill wéi „onbemerkt oder heemlech sech erunzeschläichen“. Op Däitsch schwätzt ee vun enger „Nachstellung“; am Franséische vun engem „Harcèlement obsessionnel“.

Wéi den Titel vun dësem Gesetzesprojet et seet, ass et ënnert dem Begrëff vun dem Harcèlement obsessionnel, wou d'Strofdot vum Stalking bei eis elo an de Code pénal, eist Strofgesetzbuch, ageschriwwen gëtt. Bei dem Wuert „Harcèlement obsessionnel“ mag vläicht deen een oder deen anere schmunzelen. Déi Leit, déi vun engem sougenannte Stalker nogestallt kréien, sinn awer an hirer perséinlecher Fräiheet, jo souguer an hirer physischer oder psychescher Integritéit staark beanträchtegt.

D'Affer fille sech belästegt duerch fortwährend Telefonsuriff, E-Mailen, SMSen, Bréiwer, déi se vun dem Stalker iwwer Wochen a Méint, heiansdo Jore kréien. Den Täter scheidt oft net dervun zréck, sengem Affer direkt ze begéinen, em nozogen, et ze observéieren, Cadeauen ze schécken. A verschiddene Fäll aggresséiert e säin Affer oder säi Besët. Dëst féiert beim Affer zu Stress an Angschtzoustänn, souguer zu Depressiounen, wat d'Affer alt derzou beweegt, seng ganz Liewensweis mussen ëmzestellen.

Här President, Statistiken aus angelsächseseche Länner, wou de Stalking als Strofdot schonn zënter 1990 besteet, hu festgestallt, dass 12% vun de betraffene Leit an hirem Liewe schonn eng Kéier Affer vun engem Stalking waren. Prinzipiell sinn all Konstellatiounen vun Täter/Affer méiglech: Mann zu Fra, Fra zu Mann, Mann zu Mann respektiv Fra zu Fra.

Dräi Véierel vun den Täter sinn an der Regel Männer. 80% vun den Affer si Fraen. An der Halschent vun de Fäll hat den Täter eng fréier Bezéiung zu sengem Affer, déi an d'Bréch gaangen ass. Doriwwer eraus kennt den Täter meeschtens aus dem perséinlechen Ëmfeld vun dem Affer: esou en Noper, en Aarbechtskolleeg, e Client. Et ass méi seelen, dass d'Affer den Täter net kennt. Hei sinn d'Affer virun allem Leit, déi an der Öffentlechkeet stinn: Sportler, Museker, Politiker, Televisiounsanimateuren.

Här President, an Amerika, England, Kanada, Australien gëtt de Stalking, wéi gesot, schonn zënter den 90er Jore stroferechtlech verfollegt. An Däitschland verbitt e Gesetz aus dem Joer 2007 dee sougenannte Phänomeen vun der „Nachstellung“. An der Schwäiz an a Frankräich gëtt et keng Strofbestëmmung fir de Stalking. Esou e Behuele kann awer duerch aner Gesetzesbestëmmungen stroferechtlech belaangt ginn. An der Belsch gëtt et zënter '98 ee speziellen Artikel an dem Code pénal iwwert den Harcèlement obsessionnel.

(**M. Laurent Mosar prend la Présidence**)

Här President, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, huet sech enk un dem belschen Text inspiréiert. De Stalking gëtt als Artikel 442bis an eist Strofgesetzbuch ageschriwwen. Déi nei Strofdot heescht Harcèlement obsessionnel. Et mécht sech demno schëlleg deejéinegen, deen duerch säi Verhalen eng aner Persoun widderhuelt bedrängt, si also harceléiert, obschonns e woussst oder hätt misse wëssen, dass dës Persoun sech staark an hirer Rou beanträchtegt fillt. Op dëser Strofdot steet eng Prisongsstrof vu 15 Deeg bis zwee Joer an/oder eng Geldstrof vun 251 bis 3.000 Euro.

D'Strofdot vun dem Harcèlement obsessionnel, wéi se elo offiziell bei eis bei dem Code pénal heescht, ass ginn, wann zwou Konditiounen festgestallt sinn: ee materiellen Tatbestand an e moralescht Element.

De materiellen Tatbestand setzt vun dem Täter e Verhale viraus, dass en d'Affer a senger Rou, senger Privatsphär stéiert. Dësen Tatbestand ass wëllentlech wäit gefächert, fir eng ganz Rei vun ënnerschiddleche Verhalen ze ëmfaassen. Den Ermies-

senspillraum vun dem Tatbestand ass also grouss. Et gëtt deemno net eng konkret Handlung viséiert, mä eng Hällewull vu Behuelen. Dëst ka vu Bréiwer, Telefonsuriff, SMSen, E-Mailen iwwer Cadeauen, engem nospionéiere bis zu verbalen Aggressiounen oder souguer handgräiflechen Ugrëff op d'Affer oder säi Besët zoen.

Den Text gesäit awer vir, dass d'Affer widderhuelt, also de façon répétée - wéi et geschriwwen steet - muss belästegt ginn. Eng eenzel Handlung geet also net duer. Mä et muss net ëmmer déiselwescht Handlung, zum Beispill systematesch SMSen sinn. Den Text inspiréiert sech un dem däitsche Recht, wou vun enger beharrlecher Nachstellung Rieds geet.

Bei dem moraleschen Element vun der Strofdot geet et ëm d'Fro, ob den Täter woussst oder hätt misse wëssen, dass en duerch säi Verhalen dem Affer geschuet huet. Bei der Appréciatioun gëtt am konkrete Fall dann d'Referenz geholl op dat sougenannte Verhale vun engem Bon père de famille. Dat moralescht Element ass an deem Sënn wichteg, well de rengen materiellen Tatbestand, wéi zum Beispill SMSen schécken oder E-Maile schécken, eleng oft duerchaus legal ass.

Schliesslech gesäit den Text vir, dass d'Strofdot nëmme ka verfollegt ginn, wann eng Plainte virläit. D'Affer vun der Strofdot muss also selwer d'Initiativ huelen, fir d'Verfolgung anzeleeden. De Parquet kann net selwer aktiv ginn. D'Ursach fir eng Plainte vun dem Affer ass déi, dass d'Verfolgung vun der Strofdot am Interessi vun dem Affer soll geschéien. Op dësem Punkt wäicht de Gesetzesvorschlag vun dem belsche Code pénal of, wou d'Poursuiten och op Initiativ vun dem Parquet kënnen ageleet ginn.

Mä wa bis eng Kéier eng Plainte déposéiert ass, kann d'Affer d'Prozedur net méi stoppen. De Parquet décidéiert dann eleng, wat mat der Affär geschitt. D'Commission juridique huet de Regierungstext an deem Sënn amendéiert, dass d'Plainte vun dem Affer selwer, sengem legale Verrieder oder engem Ayant droit ka gemaach ginn. Den Text gëtt hei op den Artikel 10 vun dem Gesetz vun dem 11. August '82 iwwert de Schutz vun der Privatsphär alignéiert.

Et sief zum Schluss nach gesot, dass d'Commission juridique engem Vorschlag vun dem Statsrot net nokomm ass, fir den Artikel 6 aus dem virgenannte Gesetz vun '82 iwwert de Schutz vun der Privatsphär ofzeschafen. Dës Bestëmmung bestrooft deejéinegen, dee wëssentlech eng Persoun mat widderhuelten Telefonsuriff oder anere Messagë belästegt huet.

D'Commission juridique war hei der Meinung, dass dës Gesetzesbestëmmung eng konkret Handlung bestrooft, wouriwwer de Gesetzesvorschlag iwwert den Harcèlement obsessionnel vill méi breet ass, an dass et esou zu kenge Konflikter tëschent deenen zwou Bestëmmunge ka kommen.

De Statsrot hat schliesslech nach virgeschloen, fir d'Wuert „obsessionnel“ an der Iwwerschrëft vun der neier Strofbestëmmung ze sträichen. D'Commission juridique ass deem net nokomm, well dës Strofdot sech kloer vun dem Harcèlement sexuel oder dem Harcèlement moral ofgrenzt. D'Commission juridique huet de Vorschlag uegholl, deem am Kader vun den Diskussiounen vun dem Projet de loi gemaach gouf, nämlech et als Circonstance aggravante unzegesinn, wann den Harcèlement obsessionnel duerch en Täter geschitt, dee bei dem Affer gewunnt oder geschafft huet.

Här President, mat dem Gesetzesprojet gëtt elo eng nei Strofdot an eise Code pénal agefouert. Mir hunn also elo an eiser Gesetzgebung Bestëmmungen an dem Code du Travail an am Statsbeamtestatut, déi den Harcèlement sexuel a moral op der Aarbecht verbidden. Derniewent bestrofen zwee Gesetzer aus de Joren 2006 an 2007 den Harcèlement an allen Domänen, all Kéiers, wann e Verhale vun enger Persoun virläit, dat enger anerer Persoun hir Dignitéit blesséiert an eng verbueden Diskriminatioun duerstellt.

Här President, d'Commission juridique huet de schrëftleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet eestëmmeg uegholl a recommandéiert dëse Projet ze stëmmen. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

►► **Plusieurs voix**. - Très bien!

►► **M. le Président**. - Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass am Prinzip den Här Bettel agedroen, mä ech mengen, d'Madame Flesch ersetzt den Här Bettel. Dann huet d'Madame Flesch elo d'Wuert.

Discussion générale

►► **Mme Colette Flesch** (DP). - Merci, Här President. Ech probéieren den Här Bettel ze ersetzen esou gutt wéi et geet.

(**Interruption**)

Ech wëll hei nach eng Kéier dem Rapporteur Merci soen. Ech mengen, en huet a sengem schrëftlechen a mëndleche Rapport alles zu deem gesot, wat muss zu dësem Gesetz gesot ginn. Ech wäert mech also dorop beschränken, den Accord vun onser Fraktioun ze ginn.

Merci, Här President.

►► **M. le Président**. - Ech soen der Madame Flesch Merci, déi den Här Bettel exzellent ersat huet. Als nächst Riednerin ass dann d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

►► **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP). - Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wéilt ech och dem Rapporteur Merci soe fir seng Aarbecht, an natierlech och säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wéilt dann awer ufänke mat engem kuerze Réckbléck, wéi et iwwerhaupt zum Projet de loi koom.

2006 schonns, nodeems ech Chiffer aus der Belsch fonnt hat, déi dovu geschwat hunn, dass bei hinnen am Land massiv d'Zuel vun de Stalking-Affer an d'Luucht gaangen ass. Si hu vu fënnemol méi Fäll an eng Rei vu Jore geschwat, a si hunn eigentlech nëmme déi gezielt, déi och Plainte bei der Police gefouert hunn.

Dunn hunn ech eng Question parlementaire un de Minister gestallt, wéi et dann hei am Land mam Stalking wär. An ech krut geäntwert, dass mer keng Chifferen hätten an dass mer géife waarden, fir ze léigiféieren, wa mer géife gesinn, wat sech an eisen Nopeschlänger géif doen.

Ech hunn du méi spët e bëssen nogehaakt, well och Däitschland léigiféiert hat mëttlerweil. Dat huet de Virriedner jo och scho gesot. Schlussendlech ass et awer dem Procureur Robert Biever ze verdanken, deen a sengem Rapport annuel 2007 eng Recommandatioun mécht, wat de Stalking ubelaangt ze léigiféieren. Am Juli d'lescht Joer gouf dann endlech de Projet de loi hei an der Chamber deponéiert.

Dass et wichteg ass, esou e Gesetz ze hunn, dat weisen d'Chifferen, wéi zum Beispill déi aus der Belsch, déi ech jo scho kuerz ugeschnidden hunn, déi dramatesch an d'Luucht gaange sinn zënter eben dem Anti-Stalking-Gesetz. Dat kléngt elo cocasse, mä et ass net esou, dass duerch d'Gesetz et méi Delikter gëtt. Mä et ass esou, dass elo déi Betraffe wëssen: Et ass e Gesetz do an et kann eppes gemaach ginn. Et kann hinne gehollef ginn. Si ginn net einfach nëmme méi vun der Police fortgeschéckt. Si hunn also elo de Courage a si féieren och Plainte.

Ausserdeem weist ee mat esou engem Gesetz och dem Affer, dass dat, wat him geschitt, Onrecht ass, an dass et net d'Affer ass, wat schëlleg ass, well dat Gefill kréie se leider nach vill ze vill dacks vermëttelt, mä dass et den Täter ass, dee sech eppes zuschëlle komme gelooss huet.

Natierlech ass et och wichteg, dass jiddweree weess, dass esou e Behuele strofbar ass. Dat wierkt - esou hoffen zumindest d'Spezialisten zum Thema Stalking - preventiv an hält Leit dovunner of, aner Leit ze belästegen.

Wie gëtt elo zum Stalker? Also, generell kéint ee soen, dass jiddweree vun eis heibannen zum Stalker kéint ginn. Zumools, well - an de Rapporteur sot et - och nach meeschtens d'Männer et sinn, déi stalken.

(**Interruption**)

Ech probéieren lech hei net ze stalken. Ech probéiere just mäin Discours zu Enn ze bréngen, wann Der erlaabt.

Dat bewiesen d'Chifferen aus den eenzelne Länner, Här Jaerling, dass et meeschtens Männer sinn. Ech hunn een erausgepickt, nämlech deen aus eisem Nopeschland Däitschland. Firwat? Ma well dat kulturell net esou ënnerschiddlech ass vun eise, an dass een eben domat kann dovunner ausgoen, dass d'Chifferen hei am Land net vill anescht sinn.

An zwar sinn no de statistesche Berechnungen an eisem Nopeschland vun aktuell gestalkte Persounen, déi bei zirka enger hallwer Milliouen leien, der ëmmerhin 80% weiblech.

Wann een elo weess, dass nëmme ronn 20% an Däitschland iwwerhaupt Plainte féieren, da weess een och, wéi héich d'Donkelziffer ass. Dass déi enorm ass. An an eisem No-

peschland gi se och dovunner aus, dass 12% vun hirer Populatioun wéinstens eemol an hirem ganze Liewe gestalkt ginn.

Elo kann een natierlech driwwer diskutéieren, wou Stalking ugeet oder wat Stalking ass. Abee, e fänkt domat un, wou eng Persoun sech belästegt fillt an net méi hire gewinnente Rhythmus oder hire Liewensstil kann oprechterhalen.

Och do e puer Chifferen aus Däitschland: 73% vun den Affer veränneren hiert Verhalen am Alldag, 17% plënnere a 5% wiessele souguer d'Aarbecht.

Kommt, mir huelen einfach emol e puer Beispiller, oder och nach zwee. Eng Fra kennt owes heem, mécht d'Luucht an d'Musek un a beweegt sech fräi an hirer Wunneng. Nodeems se elo gestalkt gëtt, mécht se, wa se heemkënn, emol fir d'éischt d'Rollueden erof. Se mécht och eventuell keng Musek méi un. Fir dass de Stalker net gesäit, dass se dobannen ass. Elo kann ee jo soen, dass se eigentlech vun Ufank an hätt sollen hir Rollueden erofmaachen an dass et sech ëm eng Klengegkeet handelt. Dat ass dann och leider d'Reaktioun, déi vill Affer nach ëmmer ze héiere kréien. An et gëtt dann ebe weiderhin esou gemaach, wéi wa si schëlleg wäeren, an net den Täter.

Kommt, mir huelen nach en anert Beispill. Dir hutt eng Duechter, déi Duechter huet 20 Joer, geet an de Supermarché a gëtt do am Rayon ganz fein vun engem gläichaltrege Mann ugeschwat, dee freet, op se keng Loscht huet, e Kaffi mat em drénken ze goen. Är Duechter seet neen. Doropshin dee jonke Mann: Ma mir kënne jo och eng Pizza iesse goen. D'Duechter seet nach ëmmer neen, an dee jonke Mann ëmmer nach ganz fein a manéierlech: Ma da kommt, ech lueden lech a fir e Weekend op Knokke.

Elo ass dat ganz individuell, wéi déi jonk Fra reagiert. Gereizt, se laacht, se réiselt de Kapp oder geet einfach weider. An déi Situatioun, déi kann dann och individuell als flirte beuerteelt ginn. Deen aneren, dee seet, fir hie wär et vläicht penetrant.

Wann Är Duechter elo heemkënn, da laacht Der vläicht gemeinsam an der Famill driwwer. Mä wat wär awer, wann den Dag drop ënnert dem Wischer vun hirem Auto eng Rous héing mat enger Kaart, wou dann dropstéing: Wëlls de nach ëmmer net mat mir Kaffi drénke goen? Den Dag drop géif et bei lech schellen an et kéim e Cadeau un. Dann ass ee vläicht nëmme genervt oder et muss ee sech awer och froen: Wéi kënnst deen do u meng Adress? Ass dee mer no-gaangen? Lauert dee mer op? Wouhier weess dee mäin Numm?

An d'Reaktiounen vum Stalking-Affer, déi sinn dann och genauso individuell wéi déi Situatiounen, wou ech elo beschriwwen hunn. Kappwéi, Mowéi, Angschtstéieren, wat awer net driwwer ewech soll täuschen, dass laut erëm eng Kéier eisen däitschen Nopere hir Chifferen, all fënneft Affer opgrond vu psychesche Problemer muss krankgeschriwwen ginn an dass et souguer zur Aarbechtsunfäegkeet, also zum krankheetshalber Pensionéiertgi ka kommen. An och de Suizid ass bei den Affer, leider, géif ech soen, verbreet.

Fir erëm eemol den däitschen Taux ze nennen, hei gi 24% vun den Affer wéinst gesondheetleche Problemer bei den Dokter respektiv bei en Therapeut.

Ech sot lech virun, jiddwereen, och jiddweree vun eis kann zum Stalker ginn. Et ginn eng Rei Recherché gemaach, wat den typesche Stalker eigentlech ausmécht. Mä et huet sech net vill erausfanne gelooss. Et geet een dovunner aus, dass net all Stalker psychesch oder psychologesch Problemer huet.

Nach eng Kéier Chifferen aus dem Nopeschland, déi soen, dass eigentlech nëmme 5% vun de Stalker psychesch krank sinn an nëmme 10% bezéiungsgestéiert oder narzisstesch. Dass ass eigentlech e ganz kleng Prozentsatz vun hinnen all.

Och fir d'Affer awer géllt, dass jiddweree ka gestalkt ginn, wann och, wéi ech schonns virdu sot, d'Chiffer weisen, dass et an der Majoritéit Frae sinn, déi gestalkt ginn, a Männer, déi stalken.

Et ass och laut allen internationale Statistiken, déi ech fonnt hunn, esou, dass et ganz oft den Expartner oder en ofgewisene Ve-

rehrer ass, dee stalkt. Op der zweeter Plaz awer, an dowéinst weist sech erëm, firwat jiddweree kann Affer ginn, sinn déi Leit, déi mat Clienten, Patienten a Kontakt kommen an ebe vun deene gestalkt ginn. Dat heescht d'Dokteren, Guichetsbeamten, Afekoten an esou weider. Nëmmen 10% kennen hire Stalker guer net. An dat ass da meeschtens de Fall, wa mer erëm an den Norrichten oder op der Tëlee héieren, datt e Politiker oder e Star belästegt ginn ass.

Mä mat deene Chifferen, déi ech lech elo genannt hunn, do gesäit ee méi wéi däitlech, datt et bái Wäitem net bei de Politiker respektiv bei de Staren ophéiert. A souguer bei de Staren ass et net ëmmer deen, dee belästegt gëtt, deen all d'Folge vum Stalking ze droe kritt. Als Beispill de Stalker vum Jodie Foster, der Filmschauspillerin, dat war den Attentäter vum Ronald Reagan. E wollt mat der Dot där Schauspillerin imponéieren, an hei weist sech och erëm, wéi fatal et ka sinn, wann een d'Drohungen net eescht hält. Wat an deemem Fall geschitt ass. Well den Täter seng Dot via Bréif un d'Schauspillerin am Virus ugekënnegt hat.

Experten no drohe 34,6% vun de Stalker mat kierperlecher Gewalt an 30,4% ëmmerhi setzen hir Drohungen dann och ëm, an dat geet bis zu Mord, och hei zu Lëtzebuerg. Wann Der lech un de Prozess ëm de Mord, deen 2006 zu Bierschbech geschitt ass, erënnert, deen Enn d'lescht Joer viru Geriicht koom, do gouf erausfonnt, datt d'Affer, des Kéier war et e Mann, net manner wéi 400 Stalkinguriff kritt huet. Dat konnt Der an der Press noliesen, ier et iwwerhaupt zum Mord koom.

D'Amerikaner ginn dovunner aus, datt bei all fënnfte Stalkingfall och Gewalt am Spill ass. Datt een déi Drohungen also ëmmer soll eescht huelen, dorop ass d'Police hei am Land och virbereet, a si si mëttlerweil geschoult, wéi ee mat deene Situatiounen soll ëmgoen.

Et ass och esou, datt, wann no deenen éischte Belästegungen e Polizist bei de Stalker heemgeet an deem seet, datt seng Dote kriminell sinn, an datt se wëssen, datt hien och déi Persoun ass, déi stalkt, eng ganz grouss Zuel vun de Stalker ophält. Alldéngs huet sech och gewisen, datt sech des Öfteren déi Stalker ganz einfach en anert Affer sichen.

Och um Affer ass et awer vun Ufank un, eng ganz kloer an däitlech Sprooch ze schwätzen, nämlech Nee soen, soubal wéi méiglech an ebe och soubal wéi néideg Hëllef sichen. Hëllef, déi wéi gesot d'Police bidde kann, mä och vill aner sozial Servicer oder och de Wäisse Rank wësse mëttlerweil, wat an esou Fall ze maachen ass.

Virun allem well Stalking net nëmmen esou eng Iwwergangerscheinung ass, wou een unhält, datt se no e puer Deeg oder no e puermol, datt een ugeruff huet, ophält.

Den däitschen „Weißer Ring“, deen huet Statistiken, déi mat der däitscher Police och iwwereneeklappen, an déi hunn erausfonnt, datt Stalking am Duerchschnëtt 28 Méint laang unhält. Also iwwer zwee Joer, wou d'Personen, op gutt Lëtzebuergesch gesot, emmerdeiert ginn.

Wéi gesot, Stalking ass näischt Neits, et huet just elo en Numm an d'Affer traue sech sech ze outen an Hëllef ze sichen, wa se terroriséiert respektiv belästegt ginn. Stalking kascht och net nëmmen d'Gesondheet vun den Affer, wou ech virdu jo schonn drop agaange sinn, mä et kascht och puert Geld. Laut enger Etüd an Amerika aus dem Joer 2005 hätt Stalking den US-État 1,2 Milliarden Dollar kascht duerch Krankmeldungen oder medezinesch Behandlung. Op Däitschland héichgerechent wäeren dat 340 Milliounen Euro. A wann et géiffe Chiffere fir Lëtzebuerg ginn, da wär sécherlech deen Aha-Effekt an der Bevölkerung, awer och an der Politik grouss gewiescht. Voilà.

Fazit bleibt, menger Meenung no, festzestellen, datt mer hei zu Lëtzebuerg richteg leien de Mëtteg, dat Gesetz ze stëmmen, datt awer och musse fir Lëtzebuerg Chifferen op den Dësch, datt et muss Behandlungskonzepter ginn hei am Land fir de Stalker an datt et och muss eng nach méi verstärkt Zesummenaarbecht tëschent der Police, dem Parquet, der Psychiatrie an och de psychosoziale Berodungsstelle ginn, fir datt Stalking och als Stalking erkannt gëtt, sou-

bal wéi méiglech, an datt déi Leit och gehollef kréien, ier d'Kand am Pëtz läit.

Domat ginn ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. An als nächste Riedner hu mer den Här Braz, dee sech agedroen huet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Wann ee bei deemem Projet iergendeppes ze bemängelen hätt, da wier et héchstens, dass de Projet eréischt am Laf vun Joer 2008 déposéiert ginn ass, wou aner Länner scho méi laang eng Léiglatioun hunn. Mir mengen awer, dass een hei sollt d'Regierung félicitéieren dofir, dass se de Projet déposéiert huet, an dass mer deen Text och esou séier duerch d'Instanze kritt hu wéi Statsrot a Chamber, well mer halen dese Projet fir e ganz wichtege.

D'Explikatiounen vun der Madame Dall'Agnol hu kloergemaach, wéi wichteg des Matière ass fir déi Leit, déi d'Ongléck hätten, bei esou enger Persoun ze vill Intérêt ze provocéieren. An dofir menge mer, dass et absolut utile ass, dass Lëtzebuerg elo déi dote Gesetzgebung kritt.

Deeselwechte Phenomeen féiert bei deenen enge Leit net dozou, datt se sech belästegt fillen, well et gëtt Leit, déi dat kënnen handelen, déi och déi Leit kënnen konfrontéieren a se och selwer an de Grëff kréien.

Dat ass awer bei villen net de Fall, well op där anerer Säit oft eng Rücksichtslosigkeit an eng Insistenz an eng Hartnäckigkeit virfonnt gëtt, déi iergendwann eng Kéier och déi stärksten Nerven un hir Limité bréngt, a spéitstens vun do u gëtt deene Leit hiert Liewe carrément zur Häll. Dat d'äerf ënner kengen Ëmstänn toleréiert ginn an et muss och beim Stat eng Äntwert dofir ginn.

Déi Äntwert muss awer eng duebel sinn. Et muss déi Äntwert sinn, déi mer haut hei an d'Gesetz schreiwen an déi mer mat deemem Gesetz haut schäfe fir Lëtzebuerg, nämlech déi, dass ee ka bei der Justiz oder bei der Police dergéint kloer. Dass een also Hëllef kritt vu policiären Instanzen an dass een Hëllef kritt vu judiciären Instanzen.

Mir hunn awer och unhand vun den Zuelen, déi de Mëtteg duergeluecht gi sinn, jo och gesinn, dass déi Leit sech oft kennen. Et si meeschtens Männer, déi Täter sinn, et si meeschtens Fraen, déi Affer sinn. Et sinn net ëmmer Männer, déi Täter sinn, et sinn net ëmmer Fraen, déi Affer sinn. Ganz, ganz oft kennen déi Leit sech awer. An dat weist och op ongeléiste relationell Problemer hin. Dofir ass et wichteg, dass als zweet Äntwert, nieft deem, wat mer haut maachen, och tatsächlech d'Bewosstsäin bei enger ganzer Rei vun Acteure muss fir des Problematik geschäert ginn, fir dass et och eng aner Behandlung gëtt an en anere Suivi gëtt fir déi dote Fäll vu Problemer.

Et muss och kënnen mat der Strengt vum Gesetz gehandhaabt ginn. Et muss awer och probéiert ginn, mat aneren Instrumenter dee Problem ze léisen. Deene meeschten ass gehollef, wann déi duerchschnëttlech Dauer manner wéi 28 Méint doduerch dauert, dass ee konnt geziilt deene Leit entgéintrieden, well dat ass bei deser Matière eigentlech de Fin mot.

An aller Regel maachen déi Leit et just mat deenen, déi sech net dergéint wieren. Si maachen et just mat deenen, déi sech et bidde loossen, déi net klipp a kloer soen: „Neen!“, a sech dann och hëllef loossen an doduerch d'Moyené kréien, fir kloer bei dese Leit kënnen sech ze wieren.

Dëst Gesetz ass e Bäitrag do derzou. Dofir wäert och déi gréng Fraktioun mat Sécherheet dëst Gesetz stëmmen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Braz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an en etlechen europäesche Länner gëtt doriwier diskutéiert, ob ee soll oder ob een net soll esou e Gesetz wéi dat vum Stalking oder vun den Nostellungen an déi national Gesetzgebungen abréngen.

Ech wëll drop hiweisen, datt zum Beispill d'Schwäiz esou eng Debatt hat an déciéiert huet, just keng stroferechtlech Pursuitt virzegesinn, mä nuren zivilrechtlech.

Et ass och esou, datt mer hei zu Lëtzebuerg net vill Statistiken hunn, fir net ze soen, datt

mer guer keng hunn. Dofir muss een da kucken, wéi et am Ausland ass, d'autant plus, wou mer eng däitsch Gesetzgebung iwwerhuelen, méi oder wéineger iwwersat, richteg iwwersat, an datt mer och da sollten emol kucke goen, wéi et an Däitschland mat deem Text do steet.

Do gesäit een, datt ongeféier nuren 10% vun de Plainten, déi gemaach ginn, effektiv eng Sanktioun kréien. Dat ass absolut wéineg. Woufir ass dat? Ma well et ganz einfach ganz schwéier ass, fir de Bewäis um stroferechtliche Plang ze bréngen vun deem, wat hei soll bestrooft ginn.

Eng Persoun, en Täter hätt misse wëssen, oder wosst, datt en duerch seng Aktiounen géif d'Rou vun där Persoun stéieren. Domadder kann ee villes interpretéieren. Et kann een zum Beispill à l'extrême souguer fannen, datt d'Wieler an desen Zäiten, wou se vun de Partei ganz vill Propagandamaterial zouggeschéckt kréien, Affichen a Spotten an d'Televisioun, dass richteg en Harcèlement obsessionnel vis-à-vis vun Wieler gemaach gëtt.

(Interruption)

Dat schéngt mer eng Debatt ze sinn; wann een d'Formuléierung just hei kuckt, kéint et dat doten och beinhalten.

Dofir muss ee soen, datt... Ech fäerten, datt déi Gesetzgebung hei wäert net vill zum Droen kommen. Mir hunn och dofir an der Commission juridique mat Recht drop gehalen, datt déi aner Infraktioun, déi an deeselwechte Sënn geet, dat ass déi, wann een oft Telefonsuriff oder SMS se schéckt, beispillsweis, datt dat lücht ze bewiesen ass an datt een do kann deen Ablack eng Strof virgesinn. Dat besteet also nach weider an do ass dat och absolut richteg.

Mä bei deem aneren ass dat relativ komplex. An ech fäerten, datt mer mat esou Gesetzgebungen ëmmer méi stroferechtlech Saache virgesinn, datt ganz vill Plainté kommen, datt Leit hanneno déi Plainté maachen einfach just nure fir engem aneren ze schueden. Bref, hei schéngt och ganz vill Dénonciatioun a Plainte calomnieuse kënnen virauszegesinn.

Mir mengen also, datt dat Gesetz hei net vill bréngt, an dofir wäerte mer ons och enthalten.

» **Une voix.** - Très bien!

» **Une autre voix.** - Oi, oi, oi, oi, oi!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci, an dann ass nach den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Ech si frou, dass d'Madame Dall'Agnol awer zouginn huet, dass et och Männer ginn, déi harceléiert ginn. Well ech kenne nämlech och Fraen, déi kënnen ganz schéi gehäsegg ginn. Mä ech wëll awer soen, dass Männer an der Regel e ganz douc Charakter hunn, bis zu deem Moment, wou se eben op déi falsch Fra falen, hä. Mä dat ass awer... Dat muss awer net onbedéngt sinn.

(Brouhaha)

Ech wëll awer bei deem Gesetz hei vläicht soen, dass mer awer mussen e bëssen oppassen, wéi wäit dass dat ka goen. Well et gëtt Leit, déi fille sech schonn harceléiert, wann ee sech zwee Deeg hannereneen am Bus niewent se setzt. Ech mengen, et gëtt och Leit, déi iwwerempfindlech sinn. Jo, wann ech mech niewent se setzen, da fille se sech souguer erdréckt, gell.

Mä ech mengen, et gëtt Leit, déi empfindlech sinn, an et ass vläicht awer e bësse wéi den Här Henckes gesot huet, dass et awer kann zu Exzesse féieren, wou d'Gerichter mat Saache belascht ginn, déi awer wierklech och aner Saachen ze dinn hunn.

Mä ech hunn awer eng konkret Fro un den zoustännegen Här Minister. Ech mengen, et ass lech jo net onbekannt, dass ech systematesch harceléiert gi vun engem Journalist, an elo stellt sech hei d'Fro: Fält dat dann ënnert dat Gesetz hei oder gehéiert dat zum fräie Journalismus?

Dat ass eng Fro. Ech mengen, ech hunn lech schonn e puermol déi Fro gestallt. Dir wësst dorop keng Äntwert. Dir sot, Dir géift esou Zeitungen net liesen.

Mä fir mech ass et awer eng Fro, net nëmme fir mech, mä et si jo nach aner Leit, déi systematesch harceléiert ginn, duerch den Dreck gezu ginn, an do stellt sech elo d'Fro hei: Wéi gëtt dat gehandhaabt, wann do an deem Sënn eng Plainte kënn opgrond vun deem Gesetz hei? Oder kann ee sech do nach als Journalist hannert der fräier Berichterstattung verstoppen? - Wat fir mech

scho laang keng fräi Berichterstattung méi ass, wat dee betreffende Journalist mécht, wann et iwwerhaupt e Journalist ass. Ech géif em déi Qualifikatioun schonn hei emol direkt offiziell ofspriechen, och wann ech net dat Recht dozou hunn.

Mä ech mengen, dat ass eng Fro, an ech géif mengen, dass dat awer interessant wär, ob een déi Persoun vläicht am Kader vun deemem Gesetz kéint e bësse bremsen, fir awer Leit géint esou Harcèlement ze schützen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Justizminister.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, ganz kuerz nëmmen. Ech mengen, fir d'Affer vum Stalking ass dat hei e Gesetz, wat sécherlech net all Problemer léist, well een de Phenomeen domadder net kann aus der Welt schafen. Mä et ass awer hoffentlech eng gutt zousätzlech Hëllef, fir datt och de Gesetzgeber der Justiz an der Police d'Instrument gëtt, fir beim Täter méi ze maachen.

Et ass jo net esou, wéi wa mer virdu guer näischt gehat hätten. Well verschidde Gesetzter, wéi iwwert de Schutz vun der Privatsphär, iwwert d'Protektioun vun der Vie privée, hunn och haut schonn Handhabe ginn. Mä dat hei ass eng méi kloer Handhab. Et ass e Phenomeen, dee mer an den 90er Joren, oder... jo, an deene leschte Joren an de Gesetzgebungen och am Ausland spezifesch fonnt hu fir de Stalker, an dofir mengen ech ass et gutt, datt mer eis an d'Rei vun deenen europäesche rezente Gesetzessännerungen agereit hunn.

Nach eng Kéier, mengen ech, datt ginn eng Rei Dispositionen, déi dann an der Hand si vum Parquet, fir ze kucken, wat en domadder mécht, jee no de Faiten, gradesou wéi an där Fro, déi elo grad den Här Jaerling gestallt huet. Ech mengen a priori, datt déi hei Dispositionen net op déi vun him beschriwwe Fäll zoutreffen. Mä et ass ëmmer um Parquet ze kucken, jee no prezise Faiten, wat ënner wat fält.

Mä ech soen nach eng Kéier, datt de Schutz vum Privatlieue muss vun jiddwerengem respektéiert ginn, ënnerschiddlech no der Situatioun, an där sech eng besonnesch Persoun befënt. Bei enger öffentlecher Persoun ass dat anescht wéi bei enger Privatpersoun, mä sécherlech ka keen engem säi Liewe fundamental duerch en ëmmer erëm widerhuelend Comportement onméiglech maachen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat ass d'Zil vun deser Gesetzgebung géint de Stalking. Duerfir och d'Iwwerschrëft vum Harcèlement obsessionnel. Ech weess, datt dat och net am Text steet, mä fir ze weisen, datt dat eppes ass, wat een op eng kontinuéierlech, dérangeant Aart a Weis muss maachen. Ech mengen et wier gutt, wa mer fir d'Affer vum Stalking des zousätzlech Handhab an eis Gesetzgebung, also an eise Code pénal géifen aschreiwen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5907. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5907.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht.

De Projet de loi 5907 ass ugehall mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5907 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Christine Doerner), Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Norbert Haupt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner

et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel? Wëllt nach ee virdu seng Abstentiuon begrënnen? Neen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum Projet de loi 5156A souwéi zur Proposition de loi 4839 iwwert den Droit des victimes d'infractions pénales. Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Doerner, d'Madame Flesch, den Här Henckes an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorebelen Här Laurent Mosar. Duerno kënn den Auteur vum der Proposition de loi, den Här Alex Bodry.

5. 5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

4839 - Proposition de loi renforçant les droits des victimes d'infractions portant modification

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, et

- de la loi du 24 juillet 2001 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi N°5156A

» M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, «dans la plupart des cultures on est coupable d'être une victime». Dëst Zitat vum Boris Cyrulnik aus dem Courrier vum der UNESCO vum November 2001 beschreift eigentlech op eng androcksvoll Manéier d'Astellung vum der Gesellschaft vis-à-vis vum den Affer.

Et ass dann och d'politesch Volontéit, fir genau géint déi Astellung virzegoen, déi d'Affer culpabiliséiert anstatt ze encadréieren, déi zu der Kaderdécisioun vum 2001 vum der EU-Kommissioun an zu enger Rei vum Affer-

schutzgesetzgebungen an eisen Nopeschlänner gefouert huet. Och hei zu Lëtzebuerg huet et laang gedauert, ier et zu engem Projet de loi komm ass, deen a sech eigentlech zrëckgeet op d'Regierungserklärung vum der vieregter Regierung vum August 1999.

No där Regierungserklärung ass eigentlech net vill geschitt, bis dann eise Kollege Alex Bodry am Joer 2001 seng Gesetzesproposition deponéiert huet, an de Statsminister a senger Erklärung zur Lag vum der Natioun vum 2001 e Gesetzesprojet an Ausiicht gestallt huet, deen dann och 2003 deponéiert ginn ass. Haut, zéng Joer no där éischer Regierungserklärung a sechs Joer nodeem de Projet de loi deponéiert ginn ass, hunn ech dann elo de Pléséier, lech mäi Rapport zu deem Projet de loi ze maachen.

Ech wëll dann aledend zwou allgemeng Observatioune maachen, ier ech zum Projet selwer kommen. Éischtens, als Rapporteur fannen ech et net normal, datt e Projet de loi sech sechs Joer an der parlamentarescher Prozedur befënn, ier en da schlussendlech zur Diskussioun an zur Ofstëmmung an de Plenum kënn. Sécherlech gétt et eng Rei vu plausiblen Erklärungen, firwat et bis haut gedauert huet, ier dës wichtege Gesellschaftsprojekt endlech zur Diskussioun kënn.

Eng vun deenen Erklärungen ass sécherlech déi gewiescht, datt besonnesch de Statsrot Problemer mat dem Volet Zeieschutz hat. Duerfir kann ech allerdéngs net novollzéien, datt, nodeem d'Regierung décidéiert hat, dës Volet aus dem Projet erauszehuelen, et dann nach méi wéi dräi Joer gedauert huet, ier de Statsrot schlussendlech säin Avis zu dësem ofgespeckten Projekt ginn huet. Duerch dës fir mech onakzeptabel Retarden um Niveau vum der parlamentarescher Aarbecht konnten an deene leschte Jore vill Affer vum deem fir si eminent wichtege Gesetz leider net profitéieren.

Zweet Observatioun, Här President: Dës Projet de loi ass och a senger ofgespeckter Versioun nach op vill Widdersproch an Opposition, net nëmme beim Statsrot, mä och um Niveau vum der Magistratur gestouss. Och wann eng ganz Rei vu Kritiken, déi souwuel aus de Kreesser vum der Magistratur wéi vum Statsrot virbruecht gi sinn, sécherlech berechtigt sinn, esou huet een dach d'Impressioun, datt dës Projet eigentlech a grouse Kreesser vum der Magistratur zumindest net gewënscht ass. Dëst bedauern ech, well et jo eigentlech an dësem Projet nëmme drëm geet, dem Affer eng Rei vu Rechter zougestoen, déi bis elo dem Täter virbehale sinn, ausser d'Affer huet sech da Partie civile constituéiert.

Ech wëll och heizou an Erënnerung ruffen, datt et an eisen direkten Nopeschlänner schonn zënter enger Rei vu Joren en Afferchutzgesetz gétt, esou datt mir an dësem Beräich relativ hannendrun hänken. Et ass och fir déi zoustänneg Kommissioun a fir mech besonnesch wicteg gewiescht, datt mat dësem Gesetz an Zukunft all Affer e regelrechte Statut kritt, wat jo ee vun deene Punkte war, dee staark contestéiert ginn ass an deene virgenanntenen Avisen.

Heibäi geet et virum allem em eng moralesch Unerkennung vum Affer, dat bis elo oft d'Gefill hat, datt dem Täter seng Rechter besser geschützt wiere wéi seng eegen. An ech wëll hei den Auteur Michel Reinette zitieren, dee gesot huet: «Quand on est victime, on a toujours l'impression d'être coupable.» Dëst Zitat beschreift op eng einfach awer andrénglech Aart a Weis, wéi ganz vill Affer sech no enger Strofdot, déi un hinne begaange ginn ass, fillen.

Mir haten an der zoustänneg Kommissioun eng Entrevue mat deene concernéierten Associatiounen an hire Vertrieeder, an déi hunn eis nach eng kéier bestätegt, wéi wicteg esou eng moralesch Unerkennung fir d'Affer ass. Unerkennung, déi him erlaabt, dat Verbrichen a seng Konsequenz fir seng Persoun besser ze verschaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech elo zum Projet selwer kommen, erlaabt mer awer nach ganz schnell e puer Mercié lasszeginn. Fir d'Alleréisch natierlech un d'Kolleginnen a Kollegen aus der zoustänneg Justizkommissioun, déi op eng äusserst konstruktiv Aart a Weis un dësem Projet matdiskutéiert a geschaff hunn, awer och ganz besonnesch un den Auteur vum der Gesetzesproposition, de Kollege Alex Bodry. Derniewent wëll ech awer och de Sekretär vum eiser Kommissioun net vergiessen, de Laurent Besch, deen zesumme mat der Mataarbechterin vum der CSV-Fraktioun, der Madame Rangan, eng formidabel Aarbecht geleescht huet. An de Merci wëll ech natierlech och d'Mataarbechterin vum Justizministère mat aschleissen.

Wat fir mech awer déi gréisste Satisfaktioun ass bei dësem Projet, ass, datt e wahr-

scheinlech herno wäert eestëmmeg vun dësem Haus gestëmmt ginn, an dat trotz deenen deelweis äusserst kriteschen Avisen, vun deenen ech virdu geschwat hunn. Ech wëll mech a mengen Ausféierungen op déi wesentlech Punkte vun dësem Projet beschränken. Fir den Detail verweisen ech wéi ëmmer op mäi schréffleche Rapport.

Ufänke wëll ech, andeem ech nach eng kéier drun erënneren, datt nom Avis vum Statsrot d'Kommissioun décidéiert huet, de Projet de loi nach eng kéier an zwee ze splécken: deen éischten Deel, dee mer haut diskutéieren: de Volet Afferschutz, an dann deen zweeten Deel iwwert den Zeieschutz, deen an engem separate Projet an der nächster Legislaturperiod wäert diskutéiert an dann och hoffentlech gestëmmt wäert ginn.

Wa mer eis an der zoustänneg Kommissioun fir dës Schrëtt entscheed hunn, ass dat haaptsächlech aus der Iwwerleung eraus gewiescht, op jidde Fall dee fir eis wictegste Volet vum Projet, nämlech den Afferschutz, nach an dëser Legislaturperiod gestëmmt ze kréien. Wa mer net esou verfuere wieren, hätte mer iwwerhaapt kee Projet de loi méi gestëmmt, well ganz besonnesch am Volet Zeieschutz de Statsrot eng ganz Rei vu formellen Oppositionen soulevéiert hat, iwwert déi mer eis net esou einfach hätte kënnen ewechsetzen.

Ech wëll dann och nach eng kéier ënnersträichen, datt op enger Rei vun Dispositionen, an ech mengen, datt ech och do am Numm vun alle Kollegen aus der Kommissioun schwätzen, mer léiwer e Schrëtt méi wäit gaange wieren, wéi dat an der Endversioun elo de Fall ass. Allerdéngs hätt dat da bedei, datt mer dës Projet net méi, oder zumindest net definitiv méi hätte kënnen an dëser Legislaturperiod stëmmen. Mä well awer esou vill positiv Elementer am Interessi vun den Affer sech am Projet ermënnen, ware mer eis eigentlech alleguerten eens, fir e bësselche Waasser an eise Wäin ze schëdden, an ech muss och agestoen, datt de Projet insgesamt doduerch sécherlech net méi schlecht, mä au contraire vläicht och méi kohärent ginn ass.

Déi zwee wesentlech Punkten, wou mer déi heftegst Auseensetzungen mam Statsrot haten, sinn op där enger Säit de Statut vum Affer, an dann d'Méiglechkeet, e Recours géint Klassementsdécisioun vum Parquet anzeleeën. Ech hunn et aledend scho gesot gehat, mir hunn am Projet de Statut vum Affer zrëckbehalen a mir hunn eis a sech heifir net op de Regierungstext, mä op déi belsch Législatioun, déi sougenannt „loi Franchimont“ baséiert, déi schonn 1998 an der Belsch agefouert ginn ass an déi eigentlech dozou geféiert huet, datt d'Procédure pénale souwuel um Niveau vum der Informatioun wéi der Instruktioun wesentlech verbessert ginn ass.

Mat dësem Gesetz gétt also de Statut vum Affer consacrééiert, dat heescht, datt d'Affer als solches unerkannt gétt. Domat ginn natierlech dann automatesch d'Konsequenz vum enger Infraktioun op d'physesch a psychesch Gesondheet vum Affer och unerkannt. De Statut vum Affer unerkennen, heescht awer och, d'Affer an de Mëttelpunkt vun enger Prise en charge stellen, op déi et e Recht huet. E Recht, dat op där enger Säit dorop erausleef, datt et a senger Affär gehéiert gétt a gläichzäitig informéiert gétt iwwert déi Suiten, déi de Parquet senger Plainte wäert ginn.

An Zukunft wäert et also esou sinn, datt all Mënsch, deen iergendwéi e Schued erliden huet duerch eng Strofdot, den Afferstatut accordéiert kritt. Et geet duer, wann d'Affer eng Plainte an deem Sënn déposéiert. Dës Plainte ka vum Affer selwer oder vu sengem Affekot gemaach ginn.

Ech wëll och heizou ënnersträichen, datt mer duerch déi Unerkennung vum Statut eis och der europäescher Législatioun elo upassen, déi jo scho säit enger Rei vu Joren déi doten Evolutioun anticipéiert huet, dat och ënner dem Drock vun deene villen Associatiounen, déi sech d'Verdeedegung vun de Rechter vum den Affer op de Fändel geschriwwen hunn.

Wat sinn elo déi Rechter, déi an Zukunft am Gesetz verankert ginn?

Fir d'éischt huet d'Affer d'Recht fir iwwerhaapt emol gewuer ze ginn, wat mat senger Plainte geschitt, wat bis elo jo net de Fall war, ausser d'Affer huet sech Partie civile constituéiert. An deem Kontext ass awer déi gréissten Neierung déi, datt an Zukunft d'Klassementsdécisioun muss motivéiert ginn an och d'Affer heiriwwer muss informéiert ginn. Ech sinn iwwerzeegt, datt dëst e wesentleche Fortschritt am Interessi vun der Verdeedegung vun de Rechter vum den Affer ass, well bis elo jo dës Affer weder gewuer gi sinn, wat mat hirer Plainte geschitt ass, nach iwwert d'Motiver vun enger Klassementsdécisioun ënnerriicht gi sinn.

Mir haten eng länger Diskussioun heiriwwer an der Kommissioun, mä mir waren eis eigentlech alleguerten eens, datt déi Décisiounen e Minimum vu Motivatioun missten hunn, och wann dat sécherlech mat zousätzlecher Aarbecht fir de Parquet wäert verbonne sinn. Fir mech ass awer d'Obligatioun, fir an Zukunft d'Klassementsdécisiounen ze motivéieren, ee vun den Häerzstécker vun dësem Projet. Doriwwer eraus wollte mer eng Rekursméiglechkeet géint déi Klassementsdécisioun vum Affer virgesinn. Allerdéngs huet op dësem Punkt de Statsrot seng formell Opposition net zrëckgezunn, esou datt, wa mer bei eisem ursprüngelechen Text bliwwen wieren, et net méi zu engem definitive Vote an dëser Legislaturperiod komm wier, wéi ech och scho virdu gesot hunn.

Mir hunn eis also dofir entscheed, fir déi Kompromissproposition vum Statsrot unzehuelen, déi dann elo virgesäit, datt d'Affer kann am Fall vun engem Klassement vum senger Affär sech un de Procureur général wenden, fir datt dee selwer de Procureur uweist, op d'Klassementsdécisioun le cas échéant zrëckzekommen an d'Affär virunzeféieren. Dëst ass also eng Zort vu Recours gracieux, déi d'Affer an Zukunft wäert géint déi Klassementsdécisiounen hunn.

Dëst ass sécherlech net dat, wat mer eis eigentlech alleguerte virgestallt haten. Nach ass et awer eng wesentlech Verbesserung par rapport zu der aktueller Situatioun. Ech wëll heizou allerdéngs betounen, datt elo schonn de Code d'instruction criminelle d'Méiglechkeet virgesäit, datt en Affer, iwwert de Wee vun enger Citation directe, ka säin Täter virum Strofergericht belangen, an un där Prozedur gétt jo och duerch dëst Gesetz a sech näischt geännert.

Dës Punkt ass wahrscheinlech deen ëmstriddesten vum Projet de loi gewiescht, an ech kann lech versécheren, Här President, datt mer eis et an der Kommissioun net einfach gemaach hunn. Fir eis ass et absolut virrange gewiescht, fir nach onbedéngt en definitiivt Gesetz virum Enn vun dëser Legislaturperiod ze stëmmen, an duerfir si mer dann och schlussendlech mat der Textproposition vum Statsrot averstane gewiescht.

Derniewent gesäit de Projet dann och vir, datt d'Affer an Zukunft d'Recht huet, verschidden Dokumenter iwwermëttelt ze kréien, an hei natierlech an éischer Linn d'Kopie vum senger Plainte. Och op dësem Punkt hate mer länger Diskussiounen, maner iwwert de Prinzip, wéi iwwert d'Ausféierungsbestëmmungen, well mer an der Kommissioun eigentlech der Meinung waren, d'Affer misst den Dag selwer, wou et seng Plainte formuléiert huet, och heivunner eng Kopie kréien.

Ganz besonnesch de Parquet hat awer Bedenken, well en der Meinung ass, datt dëst a verschiddene Situatiounen schwierig wier, ganz besonnesch, wann déi Plainte net um Parquet oder um Policebüro selwer gemaach gétt, mä zum Beispill direkt op der Plaz, wou d'Strofdot passéiert ass. Fir dës Bedenke Rechnung ze droen, hu mer dann awer d'Méiglechkeet vum enger Derogatioun virgesinn, awer nëmme dann, wann déi materiell Situatioun et net erlaabt, kann de Parquet och d'Kopie vum der Plainte eréischt e puer Deeg méi spéit un d'Affer verschécken.

Niewent dem Recht, direkt eng Kopie vu senger Plainte ze kréien, muss och an Zukunft d'Affer direkt iwwer seng Rechter an d'Méiglechkeeten, déi et huet, vun deenen zoustänneg Servicer, souwuel um Niveau vum der Police wéi vum Parquet, informéiert ginn. D'Affer huet d'Méiglechkeet, sech direkt eng Assistance judiciaire unzefroen, an et huet, wann et kenger vun deenen zu Lëtzebuerg geschwatene Sprooch mächtge ass, och d'Recht op en Interpret.

All dës Rechter schéng mer komplett an der Logik vum Afferschutz ze leien, wann ee weess, datt elo schonn am Kader vum Code d'instruction criminelle den Täter genau déi dote Rechter huet. Och bei dëser Neierung sinn ech mer bewosst, datt do vill an zousätzlecher Aarbecht, besonnesch op eis Policebeamten, wäert zoukommen. Ech géif dofir en Appel un de Justizminister riichten, fir esou schnell wéi méiglech nom Akraaftriede vum Gesetz déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Formatioun vun deene Polizisten ze verbesseren, déi an Zukunft

d'Plainté vun den Affer mussen entgéintheulen. An deem Kontext stellt sech dann natierlech och d'Fro, ob déi Servicer um Niveau vun den Effektiver net missten opgestockt ginn.

En anere wichtege Punkt, Här President, ass deen, dass d'Europäesch Mënscherechtskommissioun an hiren Dispositiounen virgesäit, dass all Mënsch d'Recht huet, dass säi Prozess an engem rasonnablen Délai kann iwwert d'Bühn goen. Duerfir gesäit dann och dësse Projet vir, dass de Procureur an Zukunft dem Agent oder dem Officier de police judiciaire kann Délai fixéieren, an deene si hir Enquête mussen ausféieren. Dësen Délai kann dann och, wann et sech sollt als noutwendeg erausstellen, verlängert ginn.

Derbäi kënnt, dass an Zukunft den Untersuchungsrichter, wann e sech an der Onméiglechkeet befënnt, fir selwer all Acte d'instruction ze maachen, dëst och kann iwwer eng Commission rogatoire un d'Officiers de police judiciaire virginn, déi da selwer dës Akte mussen exekutieren. Och dëst ass eng Moosnam, déi sécherlech zur Accélération vun de Prozedur féiert.

Wann ech bei de Prozedur sinn, dann erlaabt mer och nach derbäizefügen, dass an Zukunft bei Mannerjähregen a ganz spezielle Strofdote wéi Entféierung, Prostitution, sexuell Aggressiounen dësse Mannerjähregen hir Ausso kann enregistriert ginn. Dësen Enregistrement wäert dann och d'Regel ginn, mat der Ausnahm, dass et net zu esou enger Opnahm kënnt, wann de Mannerjähregen oder säi legale Vertrieeder dëst express refuséiert.

Här President, ech wëll dann nach op zwou lescht Neierungen agoen, déi dësen Text festschreift. Fir d'éischt, dass déi Persoun, déi Affer vun engem Verbräichen an Zukunft gétt, wou den Täter entweder onbekannt bleift oder insolvel ass, kann an Zukunft entschiedeg gi vum Stat bis zu engem Plaffong vun 125.000 Euro. Bis elo war dës Plaffong op 65.000 Euro festgeluecht, sou dass et hei praktesch zu enger Verduebelung kënnt.

Lescht wesentlech Neierung ass déi, dass bei verschiddene Verbräiche géint Mannerjähregen d'Verjährungsfrist eréischt ufänkt ze lafe vun der Groussjähregkeet vum Affer u respektiv, wann d'Affer géif duerch déi Strofdot verstierwen, vum Dag vu sengem Doud un.

Et ass nämlech gewosst, dass ganz besonnesch bei sexuellen Aggressiounen u Mannerjähregen dës Affer déi Dot am Ufank net ëmmer wëllen zur Kenntnis huelen an eréischt oft vill méi spéit gewëllt sinn, eng Plainte ze maachen, a ganz oft eréischt, wa se groussjähreg sinn.

Duerfir si mir och der Iwwerzeugung, dass dëst eng wichteg Neierung am Interessé ganz besonnesch vu Mannerjähregen ass.

Här President, wat elo d'Akraaftriede vum Gesetz betrëfft, si mer der Suggestioun vum Statsrot entgéintkomm, fir deene verschiddenen Administratiounen um Niveau vun der Justiz an der Police genuch Zäit ze ginn, fir dass se sech a kënnen mat deenen neien Dispositiounen vertraut maachen, sou dass dat Gesetz eréischt wäert deen nächste 1. Januar a Kraaft trieden.

Dat gesot, si mir eis awer an der Kommissioun eens, dass elo esou schnell wéi méiglech de Justizminister soll eng Informationsbroschür ausschaffen, déi op eng méiglechst einfach Aart a Weis de Leit dobaussen erkläert, wat an Zukunft hir Rechter sinn, wa se Affer vun engem Verbräiche ginn.

Dëst Gesetz ass nämlech eent, wat all Bierger kann direkt oder indirekt betreffen, well jiddwereen am Laf vu sengem Liewen eng Kéier Affer vun enger Strofdot ka ginn. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, dass jiddweree weess, wat an Zukunft seng Rechter sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, kommen ech och schonn zu menger Konklusioun. Dësse Projet de loi setzt eist Land net nëmmen op de leschte Stand vun der europäescher Législation a puncto Afferschutz, mä mat dësem Gesetz kritt dann an Zukunft all Affer eng Rei vu Rechter, déi virdu just dem Täter virbehale waren, wann d'Affer sech net selwer Partie civile constituéiert huet.

Och wann dësse Projet sécherlech net perfekt ass an deem engen oder anere vun eis op deem engen oder deem anere Punkt net honnert Prozent Satisfaktioun gétt, esou stellt en dach e wesentlechen a fundamentale Schrëtt a Richtung vun der Verbesserung vun de Rechter vun den Affer duer.

Mat der Ofstëmmung iwwert dësse Projet ass allerdéngs d'Missioun vun der Chamber nach net zu Enn, mä déi nächst Chamber muss sech nach mat deem anere Volet vum Projet befaassen, nämlech dem Zeieschutz a ganz besonnesch der Problematik vun anonymen Zeienaussoen.

D'Diskussioun iwwert dësse Volet wäert sécherlech méi komplizéiert a méi heftig ginn, well et hei ëm de Respekt vun zwee wesentleche Prinzipien geet: dem Schutz vum Zeien, ganz besonnesch, wat seng physesche Sécherheet ugeet; op där anerer Säit awer och d'Recht vun der Verteidigung, mat allen Zeien direkt konfrontéiert ze ginn a se och kënnen direkt ze befreien. Fir hei den Équilibrium tëschent zwee fundamentale Rechter ze fannen, wäert sécherlech net einfach ginn. Nach sinn ech awer iwwerzeugt, dass déi nächst juristesche Kommissioun et och an dësem quokelegen Dossier wäert fäerdeg bréngen, eng exzellente legislativ Aarbecht ofzeleeën.

Ganz zum Schluss, Här President, erlaabt mer dann awer och nach, e Merci ze soen un all déi Associatiounen, déi sech elo säit Joren, wann net Jorzéngte fir den Afferschutz op all sengen Niveaue setzen an ouni deenen hiert Engagement et wärscheinlech net zu dësem Gesetzesprojekt komm wär, an ouni deenen hiren alldéeglechen Asaz vill Affer et nach vill méi schwéier hätten, sech Gehéier ze verschafen.

Ech géif dann och ofschléisse mat engem Zitat vum Charles Issaoui, deen am Columbia Forum 1970 folgend Feststellung gemaach huet: «La plupart des gens attendent d'avoir mal aux dents pour aller chez le dentiste. La plupart des sociétés attendent d'être dérangées par les victimes pour entreprendre des efforts.»

Wann dann haut schlussendlech e Gesetz iwwert den Afferschutz gestëmmt gétt, ass dat net nëmmen, mä dach zu engem groussen Deel de Mérite vun all deene Leit, déi sech iwwer Jore fir e seriöse Statut vum Affer an eiser Gesellschaft agesat hunn an déi ëmmer erëm d'Politik virun hir Verantwortung an dësem Dossier gesat hunn.

Ech géif dann och wënschen, dass dësse Projet déi Unanimitéit an dësem Haus kritt, déi sech an der Kommissioun ugekënnegt huet, a géif lech dofir am Viraus e grouse Merci soen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

(*Interruption*)

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Da kënnt den Auteur vun der Proposition de loi 4839, den honorabelen Här Bodry, un d'Rei. Här Bodry, wann ech gelift.

Rapport de la Commission juridique sur la proposition de loi N°4839

» **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng seel Satisfaktioun als Deputéierten, dass een daerf bei engem ofschléissende Vote zu engem Gesetzestext als Auteur vun enger Proposition de loi och seng Propos nach eng Kéier virstellen. Dat ass an deem heite Fall méiglech, well gutt Dealer vun den Iddien, déi a menger Proposition de loi dra waren, hei iwwerholl gi sinn och an der Regierungsproposition an och Nidderschlag fannen an deem definitiven Text, deen d'Kommissioun hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung proposéiert huet.

Déi Gesetzesproposition iwwert d'Verbesse- rung vun de Rechter vun den Affer hunn ech viru knapp aacht Joer hei an der Chamber deponéiert gehat. Si hat sengerzäit dräi Ziler: éischstens, d'Verbesse- rung vum Accueil a vun den Hëllef fir d'Affer; zweetens, den Zougank zu de Strofdossieren an d'Informatiounen vun den Affer iwwert de Verlaf vun enger Instruktioun, an drëtzens d'Verbesse- rung vun der Entscheide- rung vu gewëssen Affer.

Ausgangspunkt vu menger deemoleger parlamentarescher Initiativ vun 2001 war eigentlech d'Feststellung, dass an de Lëtzeburger Strofprouzessregelen de Geschiedegten, d'Affer eigentlech nëmmen ongenügend berücksichtegt gétt. D'Affer huet bis dato zu Lëtzebuerg keen eegentlech rechtliche Statut. Eis Prozessregele sinn eigentlech op d'Uklo an op de verdächtigen Täter ausgerichtet. Dem Affer gétt, mat der Ausnahm vun Fall, wou et zu enger Constitution de partie civile kënnt, wéineg prozedural Beuechtung geschenkt.

Dat géllt virun allem fir den Zougank zum Dossier. E festgeschriwwent Recht op Informatioun besteet bis dato net fir en Affer hei zu Lëtzebuerg, och wann et awer eng Praxis gétt vum Parquet, fir gewëssen Informatiounen och un aner Parteien weiderzereichen.

Schon an enger Motioun vum 11. Mee 2000 hat d'Chamber opgrond vun enger Interpellatioun, déi ech deemools gemaach hat iwwert d'Justice pénale, eestëmmege d'Regierung opgefuerdert, fir eng Verbesserung vun der rechtlicher Stellung vun de Victimen duerchzuführen. A wéi annerhalft Joer no där Motioun do déi viregt Regierung nach ëmmer kee Projet de loi deponéiert hat, hunn ech selwer d'Initiativ geholl a probéiert, esou en Text an déi legislativ Prozedur eranzeginn.

Ech hu mech haaptsächlech inspiréiert gehat um belseche Gesetz vum 12. März 1988, der sougenannter „loi Franchimont“, wéi och vun eenzelne franséischen a Schwäizer Texten, déi allegueren am Virfeld schonn d'Rechter vun den Affer eropgesat haten.

Meng Proposition de loi huet sech also haaptsächlech dorop ausgerichtet, fir de Code d'instruction criminelle ofzeännere respektiv fir punktuell Ofännerungen um Code pénal respektiv um Gesetz vum 12. März 1984 iwwert d'Entscheidung vum verschidden Affer ze maachen.

Déi viregt Regierung haut 20 Méint méi spéit no mengem Dépôt, also am Mee 2003, hire Gesetzesprojekt zum selwechten Thema an der Chamber erabruucht. E Gesetzesprojekt, deen natierlech méi breet ausgerichtet war wéi meng Proposition de loi, wou awer d'Zilsetzung ganz ähnlech waren.

Et war awer esou, dass deemools d'Regierung relativ schnell schonn huet missen een Deel vun hirem ursprüngleche Projet oftrennen. Dat war deen Deel iwwert d'anonym Zeienaussoen, wou opgrond vun de relativ heftege Reaktiounen vun der Politik, mä haaptsächlech awer och aus dem Justizmilieu decidéiert gi war vum Justizminister, fir deen dote Projet lasszetrennen, fir dass kann deen aneren, deen iwwert den Afferschutz, eigentlech zügeg viruoen.

Et ass awer net zügeg virugaangen. Dat war dann do net méi d'Schold vun enger Regierung, dat war och net d'Schold vun der Chamber, déi sech ëmmer erëm fir deen dote Projet interesséiert huet, mä de Grond louch u sech haaptsächlech un negative Reaktiounen u ganz ville Justizorganen, déi hir Avisen zu Proposition de loi a Projet de loi eragereecht hunn.

Och de Statsrot huet sech, wahrscheinlech opgrond vun där negativer Grondhaltung vum Justizapparat - wann ech dat daerf esou soen -, zu eenzelnen Neierungen, déi proposéiert waren, ganz, ganz vill Zäit gelooss, ier en da schlussendlech en Avis virgeluecht huet - en Avis, deen och da ganz kritesch zu eenzelnen Aspekter vun der Proposition de loi respektiv vum Projet de loi war.

D'Aarbechten an der Kommissioun, dat wëll ech betounen - dat géllt fir praktesch sämtlech Projeten, déi mer an dëser Period an der juristescher Kommissioun duerchgaangen hunn -, hu mer am Fong virgeholl mat deem néidege Seriö, awer och mam Wëllen, fir virunzekommen an och praktesch en Text herno ze hunn, deen och ka schnell ëmgesat ginn, deen also och wierklech praticabel ass an der praktescher Auswärtung.

Lëtzebuerg - dat wëll ech soen - betrëtt hei kee juristescht Neiland. Et gétt eng ganz Partie vun Länner, déi scho méi laang deen dote Schrëtt gemaach hunn, dee mer elo maachen an deen eigentlech och keng Revolution duerstellt, well et Iddië sinn, déi och an enger ganzer Rei vun internationalen Texten verankert gi sinn, Texten op där enger Säit vum Conseil de l'Europe, wou et eng ganz Rëtsch vun Texten gétt, Recommendationen gétt, Resolutionen gétt vum Europarat zu deemselwechten Thema, awer och eng Kaderdecisioun vum Europäesche Conseil vum 15. März 2001 iwwert de Statut vun den Affer bei Strofvorfahren.

Ech hätt mer perséinlech gewënscht, dass mer op deem engen oder anere Punkt hätte kënnen e Schrëtt méi wäit goe wéi dat, wat mer schlussendlech gemeinsam festgehale hunn. Mä dat hätt sécherlech zu gréisserer Komplikatoune an de Prozedur gefuert an dat hätt et onméiglech gemaach, dass mer elo en Text nach virun Ofschluss vun dëser Mandatsperiod an der Chamber hei hätte kënnen definitiv diskutieren an och ofstëmmen.

Duerfir och d'Erkenntnis, dass et besser ass, vläicht e bësse manner wäit ze goen, mä dofir awer méi schnell virunzekommen.

Et ass awer och ganz kloer, dass fir mech selwer an och fir meng Partei dat Gesetz hei kee Schlusstrëch zitt enner eng legislativ Entwécklung, wat den Afferschutz ugeet. Och am Ausland geet déi Entwécklung steteg weider. A se geet ëmmer erëm a Richtung, fir de Geschiedegte vu Strofdote méi Rechter zougestoen am Virfeld an och während engem Prozess an och nom Prozess. Dat ass e Volet, iwwert deen een och nach eng Kéier muss hei zu Lëtzebuerg eng Diskussioun féieren.

Dëst Gesetz leet eng Rei vu minimale Regelen vir, déi awer, wann ee se zesummenhëlt, duerchaus engem regelrechte Statut vum Affer gläichkommen. Mä et ass richtig, et ass de wesentleche Punkt, d'Affer kritt ewell d'Recht, fir iwwer all decisiv Etappe vun enger Strofinstruktioun informéiert ze ginn.

Et ass awer diskutabel, ob een dat dote Recht net hätt sollen och op d'Urteil selwer ausdehnen. Zu Lëtzebuerg ass elo net virgesinn, och an deem heiten Text, dass een zum Beispill automatesch eng Kopie vum Urteil zougestallt kritt, wou ee selwer als Geschiedegte mat an deem Dossier implizéiert war. Och ass net virgesinn, dass de Geschiedegten an iergendenger Form mat implizéiert ass herno an de Strofvollzuch. Et gétt Länner, déi deen dote Schratt scho gemaach hunn, déi do méi wäit gaange sinn. Do sollt ee vläicht nach eng Kéier kucken, wéi an der Praxis an deene Länner d'Erfahrung ware mat esou Systemer, an dann iwwerleeën, ob een net och an enger zweeter Phase eng Ausweitung vun de Rechten vun de Geschiedegten, vun den Affer an deenen eenzelne Strofdossieren nach ka virhuelen.

Op jidde Fall mengen ech, dass déi nächst Regierung gutt berode wär, nach eng Kéier op méi rezent internationalen Texten ze kucken, wéi eng Recommendation a Resolution aus dem Joer 2006 vum Europarat an deem doten Domän, deem de Regierungsrot och nach net Rechnung gedroen huet, well deen Text hei ass schonn 2003 an der Chamber deponéiert ginn. Do sinn nach eng Rei vun zousätzlechen Ouverturen ugedéit, déi ee ka maachen, fir nach eng Kéier dat Statut vum Geschiedegten nach méi staark ze maachen, wéi dat elo schonn duerch déi heiten Texter geschitt.

Ech wollt och nach e puer méi prinzipiell Iwwerleeunge maachen. Ëm wat geet et eigentlech bei deem Afferstatut?

Ech mengen, et geet dorëm, fir en duebelt Zil ze errechen. Op där enger Säit geet et ëm de Schutz vum Affer, op där anerer Säit awer och ëm d'Bedelegung, ëm d'Participatioun vum Affer an engem Dossier, deen hien direkt eppes ugeet, well hien deen direkt Geschiedegten ass vun enger Strofdot.

Et ass natierlech net einfach, international eng Harmoniséierung vun deene Regelen ze kréien, well et völeg verschidde Strofsystemer gétt, Rechtssystemer gétt an Europa, déi zum Deel inkompatibel sinn ee mat deem aneren. Duerfir wäert ëmmer an deem heiten Domän eng relativ large Marge d'appréciation bestoen an deenen eenzelne Staten. An déi Marge, déi eis als Lëtzeburger Stat, als Lëtzeburger Chamber zusteet an deem dote Beräich, sollt mer och an deenen nächste Jore weider notzen.

Mir hunn dovunner ofgesinn, obwuel dat och ëmmer erëm gefrot gétt, och an der Doctrine gefrot gétt, fir eng legal Definitioun vum Affer ze maachen. An der Belsch ass dat gemaach ginn. A Frankräich gétt et och esou an der Introductioun vum Code d'instruction criminelle de Versuch vun enger Definitioun. Mir hunn dat si gelooss opgrond vun Awänn, déi och de Statsrot op deem dote Punkt gemaach huet. Sou dass zu Lëtzebuerg nach ëmmer sech hei op d'Jurisprudenz ka referéiert ginn, déi awer natierlech no an no och esou eng Definitioun vun där Notioun erausgeschafft huet.

Déi Fro, déi sech awer sécherlech wäert stellen, op déi mer och mussen eng Äntwert fannen - an aus där Fro do, oder villméi aus där Äntwert ergi sech eng Rei vu Konsequenzen, wat den Afferstatut ugeet -, ass déi Fro, ob d'Erëmguttmaachung sech ausschliesslech op eng finanziell Entscheide- rung beschränkt oder ob net och d'Veruerteilung vum Täter een Deel vun där Erëmguttmaachung fir d'Affer ass.

An der classescher Theorie, wéi se och sech haut an eise Regelen erëmspiilt, géllt nëmmen dat eent. Et ass u sech net d'Affer, wat an iergendenger Form matzeschwätzen huet an der Verfolgung vun enger Strofdot, déi ugesi gétt ausschliesslech als Atteinte à l'ordre public, an net als eng Atteinte à des intérêts privés.

Et gétt awer Länner, déi deen dote Schratt gemaach hunn an déi am Fong d'Erëmguttmaachung och gesinn deelweis als eng Fro,

déi och mat der Veruerteelung vum Täter ze doen huet. Doraus ergi sech natierlech eng Rei vu Konsequenzen, wat herno d'Rechter vum Geschiedegte sinn, wat eng pénal Instruktioun ugeet.

Déi Iddi, dass d'Affer och méi eng aktiv Roll soll spillen, dass mer a Richtung Ausgläich tëschent Affer an Täter musse kommen, dat ass am Fong och erëmgespigelt an der Iddi vun der Médiatioun. D'Médiatioun ass jo de Versuch, fir déi zwou Parteie beieeneenbréngen, fir en Ausgläich an iergendenger Form och ze fannen tëschent deenen zwou Parteien. Hei huet also schonn d'Affer vill méi eng aktiv Roll, wéi dat an engem klassischesche Stroprozess oder bei classesche Stroprozessregelen de Fall ass. Dat ass eigentlech eng gutt Saach. A mir mengen, et sollt een an deem dote Sënn och nach weider Iwwerleeungen an Zukunft ustellen.

Et ass awer scho positiv, sécherlech, och wann d'Affer net beim Stroprozess direkt awierkt an och am Stroprozess eigentlech bis elo guer keng Roll zu Lëtzebuerg huet, dass awer kloergeräit ass, dass d'Gericht bei der Festleeung vun der Stro schonn d'Situatioun vum Affer kuckt a schonn och muss kucken, dass d'Entscheidung vum Affer e wichtige Punkt ass, dass dee gekuckt gëtt. An och bei der Libération conditionnelle ass dat e wichtige Aspekt, dee muss vum Riichter gekuckt ginn, wann en eng Décision hält iwwer eng fréizäitig Entloosung vun engem Verurteilten.

Ganz zefridde si mer als LSAP doriwwer, dass eng laang Fuerderung vun eis elo och hei iwwerholl ginn ass, fir eng Verbesserung nach duerchzuführen vun der staatlecher Afferentschiedegung, déi, mengen ech, hir Preuve hei zu Lëtzebuerg gemaach huet, och wann net schrecklech vill Leit dovunner Gebrauch maachen.

Dat si keng riseg Zommen, déi eigentlech och do verdeelt ginn. Ech froe mech, ob do d'Informatioun un déi Betreffen déi ass, wéi se eigentlech misst sinn. Ech géif mengen - aus dem Gefühl eraus einfach -, dass eigentlech méi Leit missten awer an dee Beräich vun deene Leit fannen, déi theoretesch kéinten en Usproch op eng staatlech Entschiedegung kréien, well eben den Täter zahlungsonfäeg ass oder well den Täter, wat jo ëmmer nach oft virkënn, net bekannt ass. A wa keng aner Assurance oder eppes opkënn, da kann ee sech jo da bannent engem gewëssenen Délai, wann een e Schued hat, ënner gewëssene Konditiounen un déi staatlech wenen.

Ech froe mech, wéi gesot, ob do d'Informatioun esou ass, dass jiddwereen, deen an deem dote Fall ass, och wierklech vun där Méiglechkeet do Gebrauch mécht, déi zënter 1984 - Lëtzebuerg war deemools ee vun den éischte Länner, déi esou e System hatten - ënner dem Robert Krieps agefouert ginn ass, ob also jiddweree vun där Geleeënheet hei och Gebrauch mécht.

Positiv ass och ouni Zweifel, dass d'Zivilpartei beim Stroprozess eng prinzipiell en Usproch op eng Prozedurenentschiedegung kritt. Ech muss soen, do hat eist Geriicht dunn eng e bëssen - a mengen Aen - contestabel Interpretatioun gemaach. Si hu gesot, d'Indemnité de procédure, déi an all Zivilprozess ka vum Geriicht verhaange ginn, wa se mengt, dass et ongerecht wär, dass déi Partei, déi eigentlech gewënn, muss en Deel vun anere Käschten nach mat iwwerhuele wéi d'Affekotskäschtchen, dass d'Gericht gesot hunn: „Neen, dat do steet am Nouveau code de procédure civile an et steet net am Code d'instruction criminelle, an esou kann och bei enger Zivilklo vum Strofrichter de Strofrichter déi Indemnité de procédure net ginn.“ Dat ass déi gängig Interpretatioun, och vun den ieweschte Geriichter hei bestätegt entre-temps.

Duerfir ass et, mengen ech, wichtig, dass mer dat korrigéieren an dass, wann et sech ëm Zivilkloen am Kader vun engem Stroprozess handelt, déi d'selwecht behandelt ginn, wéi wann déi Zivilklo vum engem Zivilgeriicht virgedroe gi wär, an dass et méiglech ass also, dass do d'Affer en Deel vun den Affekotskäschtchen iwwer eng Indemnité forfaitaire kann eigentlech op d'Géigepartei ofwälzen. Dat ass, mengen ech, e ganz nützleche Complément, deen an deem Projet hei steet.

Eng Iddi, déi ech nach a menger Proposition de loi hat vun 2001, war och eng Verstärkung vum SCAS, de Service also vum Parquet, dee sech ënner anerem och mat der Betreuung vun den Affer befasst. Mir hunn och déi Vertrieederin an eisen Aarbechten an der Kommissioun gehéiert.

Et sinn 1,5 Poste vu Psychologe momentan besat. Dat schéngt a priori relativ wéineg ze sinn; ech muss et soen. Si hunn zwar net haart genuch geruff, fir eng grouss Opstockung ze kréien, mä - muss ech soen - an der Envergure trotzdeem vun der Problema-

tik schéngt mer dat awer den absolute Minimum ze sinn.

Et wär sécherlech och nützlich, wann de Stat, d'Regierung, géif drun denken, fir weiderhin déi dote Servicer mat genügend Personal ze versinn. Wéi et och wichtig ass, dass een iwwer d'Konventioun och d'Aarbecht vu gemengnützlechen Organisatiounen ënnerstëtzt, déi am Beräich Hëllef a Berodung fir Affer täteg sinn. Dat sinn der eng ganz Partie. Hei gëtt zum Deel eng immens wäertvoll an zu engem gudden Deel och eng bënëvole Aarbecht geleescht. Et ass och wichtig, dass do eng staatlech Unerkennung fir d'Aarbecht vun deenen Associatiounen kënn.

Interessant - dat wëll ech och soen - schéngt mer eng Suggestioun ze sinn, déi vun der Association des victimes de la route an eiser Kommissioun gemaach ginn ass, déi op eng Rei vun auslännesche Legislatiounen higewisen hunn a gesot hunn, dass et a Frankräich, an Däitschland, an der Belsch scho méi laang Regele gëtt, déi am Fong garantéieren, dass sougenannte vulnérabel Persounen am Stroosseverkéier bei engem Accident en absolut Recht op Indemnitioun hunn; dass also d'Scholdfro bei deenen net gekuckt gëtt. Dat gëllt fir Kanner, dat gëllt fir eeler Leit, déi also do e Recht op Entschiedegung hunn.

Dat gëtt et an anere Länner. Ech weess, dass den Assurancésektor net freedeg ass iwwer esou Bestëmmungen. Nach mengen ech, dass mer an der nächster Mandatsperiod sollten als Chamber och op déi dote Fro agoen a kucken do eng Regelung ze fannen, déi et méiglech mécht, fir esou besonnesch vulnérabel Persounen zu de Gruppen, déi e spezielle Statut bei der Entschiedegung bei Verkéiersaccidenten hunn, zoukommen ze loossen. Dat ass op jidde Fall och e Punkt, dee mir an eisem Wahlprogramm festgehalten hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass, also wann ech den Text kucken, wéi en elo virläit, eng Rei vu wesentlechen Elementer, och vu mengem Gesetzesvorschlag vun 2001, en Nidderschlag fonnt hunn an deem Text, deen elo hei vun der Chamber proposéiert ginn ass an deen de Rapporteur, den Här Mosar, hei virgedroen huet.

Ech mengen, dass effektiv eng ganz Rëtsch vu Neierungen dra sinn, déi e Fortschritt duerstellen, besonnesch wat déi Fro vun der Klasséierung vun den Dossieren ugeet. Ech wëll nach eng kéier soen: Dat ass jo kee Seltenheitsfall. Ech mengen, déi Leit, déi an der Commission juridique an der Vergaangenheet ëmmer derbäi waren, well mer déi eenzel Dossierer vun den Naturalisatiounen gekuckt hunn: Mir hu festgestallt, wivill Procès-verbaux vun der Gendarmerie eigentlech ouni Suite bliwwen sinn, a wou mer och op Nofro meeschtens gesot kritt hunn, dass et eigentlech net zu engem Prozess komm ass an deenen eenzelne Fäll.

Dat gëtt nach bestätegt duerch d'LECTURE vun deem leschte Rapport d'activité vum Ministère de la Justice, wou ech draus liesen, dass am Justizjoer 2007/2008 vum Parquet Dikrech knapp 1.800 Affäre klasséiert gi sinn, an am Parquet Lëtzebuerg waren et der bal 5.500. Et sinn also iwwer 7.000 Affären, déi an engem Joer klasséiert gi sinn.

Ech weess, dass den Här Frieden eng kéier virun e puer Joer gemengt hat, et dierft eigentlech a korrekturellen Dossieren net zu Klassementsdécisiounen kommen. D'Praxis beweist, dass sech dat net duerchzéie léisst, dass et oft sécherlech gutt Grënn gëtt, fir ze klasséieren.

Nach ass et awer wichtig, dass déi Leit, déi direkt mat där Affär ze dinn haten, notament déi Geschiedegte, awer gewuer ginn, dass klasséiert gëtt, a virun allem och gewuer ginn, firwat dass klasséiert gëtt. Dat ass immens wichtig. An Zukunft ass et jo och esou, dass och kloergemaach gëtt, wann d'Leit mat där Klassementsdécisioun net d'accord sinn, dass se sech fir d'éischt emol kënnen un de Procureur général richten, fir nach eng kéier vläicht eng aner Décisioun vum Parquet ze kréien. Respektiv si mussen dann iwwer eng Constitution de partie civile oder eng Citation directe probéieren dann hiert Recht op dem direkte Wee virun de Strofrichter ze kréien.

Wat wichtig ass, dat ass, dass et hei ëmmer méi kloer gëtt, dass en Affer an engem Strofdossier méi ass wéi en einfachen Zeien, e reng passive Sujet an esou engem Dossier. Eis Stroprozessregel war bis elo ausschlieslech täterorientéiert. An Zukunft gëtt se e bësse méi afferorientéiert. An dat ass, mengen ech, richtig esou. Mir kommen och domadder dem Zil e bësse méi no, eist Justizwieser nach e Stéck méi transparent, méi demokratesch an och méi zougänglech ze maachen.

Dat hei ass eng éischt, eng wichtig Etapp,

wat den Afferschutz ugeet. Et wäerten nach aner Etappe mussen nokommen. Ech drécken heimadder och den Accord vun eiser Fraktioun zu deem heiten Text aus.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Bodry. Da kënn als éischt Riednerin d'Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Christine Doerner (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi e Land an Spannungsfeld vun engem Stroprozess déi widderstriedend Interesse vum Affer déi eng Sait a vum Täter déi aner Sait ofgrenzt, ass e Barometer vu senger rechtlicher a vu senger politescher Kultur. De Bierger erwaart no enger Strofdot eng Reaktioun vum Stat respektiv vum Täter. Dat wëllt soen: D'Victime huet emotionell a materiell Erwaardungen. Et wëllt verstoen, wat geschitt ass. Et wëllt matschwätzen. Et wëllt sech matdeelen. Et wëllt informéiert ginn an informéiert bliwen.

Et erwaart selbstverständlech, dass den Auteur verfollegt a bestrooft gëtt. Net, well et sech wëllt rächen. Neen, well et am Fong geholl wëllt den Deuil mat där Attack maachen, mat deem, wat em geschitt ass, a selbstverständlech och aus Solidaritéit, fir aner potenziell Victimen ze schützen virum présuméierten Täter. De Beschëllegten déi aner Sait huet selbstverständlech an der Regel ëmmer den Intéret, sech géint déi Scholdvirwërf ze verteidigen.

Bis elo ass am Prozess selwer d'Victime éischter lénks leie gelooss ginn. Et muss een awer soen, an deene leschten 20 Joer ass awer sougutt international wéi national eng Tendenz ëmmer méi steigend ginn, déi zu enger afferorientierter Politik gefouert huet. Ech denken do haaptsächlech an Associatiounen wéi de Wäisse Rank, wéi d'Aide aux victimes de la route, déi villen Affer op eng schnell, gutt an och ganz onbürokratesch Aart a Weis hëlfechen.

Ech denken, wéi elo just den honorabelen Här Bodry gesot huet, un dat staatlecht Afferentschiedegungsgesetz vun 1984. Selbstverständlech zielt och derzou d'Médiation pénale an och de Service d'aide aux victimes vum Parquet général, de SCAS.

Ech muss awer derbäi soen, dass et awer och den Afloss vun der Fraepolitik ass, dass méi Opmierksamkeet op d'Affer gericht ginn ass. An dat zënter enger ganzer Rei vu Joren. Mir brauche just ze denken un d'Fraenhaiser, un d'Gesetz iwwer d'häusleche Gewalt, wou och d'Affer scho geschützt gëtt duerch dat Gesetz vun der Violence domestique, an zwar op eng ganz extraordinär an exceptionnel Aart a Weis, a selbstverständlech un dat ganz rezent Gesetz iwwer d'Protection des victimes de la traite des êtres humains, wou d'honorabel Madame Duval Rapportrice war viru 14 Deeg.

Mä niewent enger finanzieller a schützender Hëllef brauch d'Affer seng eegen unerkannte Plaz am Stroprozess selwer. Dofir kritt et elo, wéi dat elo virgefouert ginn ass vun deenen zwee Rapporteur, eng ganz Rei vun Informatiounsrechter an och Schutzrechter. Dat wëllt soen: Seng Stellung vis-à-vis vun der Polizei a vis-à-vis vun dem Riichter gëtt verstärkt, d'Affer gëtt seriö geholl an et brauch am Fong geholl... et gëtt em e bëssen déi Angscht geholl, fir sech an e Prozess eranzeméschen.

Zum Schluss wëll ech félicitéieren den honorabelen Här Laurent Mosar an Alex Bodry fir hiert Engagement, fir hir Ausdauer a fir hir exzellente Aarbecht an deemem Projet. Well duerch deenen neie Projet, wéi ganz rezent e bedeitende belsche Penalist gesot huet, niewent der Présomption d'innocence schafe mer och elo eng Présomption de victime.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Doerner. Dann huet d'Wuert d'Madame Flesch. D'Madame Flesch war elo just nach hei. Dann...

(Interruption)

Do ass d'Madame Flesch.

(Interruption)

Kee Problem.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, de Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, an d'Proposition de loi, déi den Här Bodry déposéiert hat, hunn am Fong datselwecht Zil. An ech géif soen, dass d'Proposition de loi vum Här Bodry, déi 2001 déposéiert ginn

ass, sécherlech de Mérite huet, dass se d'Regierung derzou bruecht huet, 2003 de Projet de loi ze déposéieren.

Mir wësse jo, wéi déi Saache ginn. Ganz oft muss fir d'éischt eng Proposition de loi kommen, fir dass dann d'Regierung e Projet de loi ausschafft, wat am Fong datselwecht Zil huet. An ech mengen, déi Aarbecht hei war ganz positiv, well, wéi de Rapporteur et gesot huet, et ass an der Commission juridique op deen een an op deen aneren Text zréckgegraff ginn. Mir hunn och, mengen ech, en definitiven Text hei virleien, deen dat Bescht ass, wat mer dëse Moment an deem Beräich kënnen errechen.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet de Mérite vum Rapporteur ganz besonnesch ervirsträchen. Wa mer nämlech haut kënnen iwwer dee Projet de loi ofstëmme, dann ass et, well hie sech net ginn huet. Meng Virriedner hu schonn drop higewisen, op wat fir Resistenze mer gestouss si bei den Instances judiciaires mat deem Projet; wat och derzou gefouert huet, dass de Conseil d'État sech Zäit gelooss huet, fir säin Avis ze ginn.

Et ass de Rapporteur, deen dunn dorop gedrängt huet, dass mer onbedéngt misste virumaachen a kucke Léisungen ze fannen, fir d'Opposition formelle vum Statsrot ze surmontéieren a fir kënnen nach virun Enn vun dëser Legislaturperiod dëse wichtigen Text ze stëmme. Ech mengen, et ass eng ganz gutt Saach, dass mer dat elo hei kënnen maachen. Ech wëll em dofir fir säin Asaz an och fir déi vill Léisungen, déi e proposéiert huet, Merci soen.

Ëm wat geet et hei? Et ass scho gesot ginn. Et geet drëm, der Victime e Statut ze ginn a Schutz ze offréieren, Zougank zu dem Dossier an eng Informatioun tout au long vun der Prozedur.

Et ass och scho gesot ginn, dass de Projet de loi verschiddene Recommandatiounen vum Conseil de l'Europe Rechnung dréit, an och enger Décision-cadre vun der Europäescher Unioun aus dem Joer 2001. Also, mir beschreiden hei keen neien Terrain. Aner Länner hu scho Gesetzgebungen an deem Zesammenhang. Et ass och Zäit, dass mer esou en Text hei kréien.

E Statut, do kann ee sech froen: woufir? An: Ass dat esou wichtig? Or, d'Associatiounen vun de Victimen an déi Leit, déi berufflech an deem Secteur täteg sinn, hunn allegueren drop insistéiert, wéi wichtig et fir en Affer ass, e Statut ze hunn, also eng Berechtigung, fir an esou engem Stroverfahren kënnen opzotrieden.

Da mengen ech ass eppes ganz Wichtiges an deemem Projet gemaach ginn: D'Aart a Weis, wéi d'Affer sech kann zu Wuert mellen, ass am Fong eng ganz einfach. Dat geet iwwer den Dépôt vun enger Plainte. An et gëtt nach weider gesot, dass d'Repressivautoritéit vun Ufank un d'Obligatioun hunn, d'Affer opmierksam ze maachen, wat seng Méiglechkeete sinn.

An ech mengen, dat ass e wesentleche Punkt an deemem Projet, dass déi Prozedur fir d'Affer esou einfach wéi méiglech gehale gëtt, geneesou wéi et wichtig ass, dass duerno an der Prozedur virgesinn ass, dass d'Affer tout au long vun der Prozedur informéiert gëtt, dass d'Affer eng Kopie vu senger Plainte direkt kritt.

Mir hu laang missen an der Kommissioun driwwer diskutéieren, an den Här Mosar huet drop higewisen. Et freet ee sech, wéi sou. An der Belsch, zum Beispill, ass et an alle Fäll esou, dass, wann een eng Plainte mécht, kritt een direkt, op der Dot eng Kopie vu senger Plainte. Dat huet geschéngt hei op oniwirwindlech Schwieregkeeten ze stoussen.

Bon, mir hunn awer do elo e Moyen fonnt. Entweder kritt d'Victime d'Kopie vu senger Plainte direkt, oder, wann dat net méiglech ass, wann dat an der Nuecht geschitt ass an et ass kee Computer disponibel an esou weider, da muss awer déi Kopie bannent engem Mount un d'Affer verschéckt ginn. Ech fannen, dat ass och eng ganz wichtig Saach.

Et ass och wichtig - dat ass hei och scho gesot ginn, mä ech wëll et nach eng kéier ënnersträchen -, dass, wann de Procureur décidéiert, eng Affär ze klasséieren, da muss d'Victime gewuer ginn, woufir. A si

huet d'Recht da beim Procureur général virzespriechen, fir ze froen, dass deen de Procureur enjoinéiert dach eng Suite ze ginn.

De Rapporteur huet drop higewisen, dass dat ee Punkt wor, wou mer mam Conseil d'État bis zum Schluss Difficultéiten haten. Mä schliesslech huet de Conseil d'État, mengen ech, selwer ons de Wee proposéiert, wéi mer aus där Difficultéit erauskommen. Anstatt do eng Institutionalisation vum där Prozedur virzugesinn, ass et elo einfach nëmmen eng Informatioun. D'Haaptsaach ass, dass d'Victime gewuer gëtt, wat geschitt.

De Projet gesäit och vir, dass bei Mineuren, wann déi Victime sinn, dass do en Enregistrement sonore oder audiovisuel zur Regel gëtt. Dat schéngt mer och eng gutt Saach.

Ech wëll, Här President, net op all déi Punkten agoen, op déi souwuel de Rapporteur wéi den Auteur vum der Proposition de loi am Detail agaange sinn. Ech wëll awer drop hiweisen, dass den Auteur vum der Proposition de loi a sengem Text eng Bemierkung gemaach huet, déi mer terribel wichteg schéngt.

En huet gesot: Et ass wichteg, dass mer léigiférieren, mä dat geet net duer. Fir dass dat do, déi Reform, wierklech den Impakt kritt, dee mer ons alleguete wënschen, muss och um Terrain ganz vill Aarbecht gelescht ginn, souwuel vun den Organes judiciaires wéi och vun all deenen, déi sech fir de Schutz vun den Affer asetzen.

Et mussen also mënschlech a materiell Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir dass dat do Gesetz effektiv kann op déi Aart a Weis ëmgasat ginn, wéi mir ons et alleguerten an der Commission juridique virgestallt hunn. Et muss also de politesche Wëllen do sinn op allen Niveauen, dass d'Victime eng Prioritéit huet.

Här President, de Rapporteur huet a senge Schlussbemierkungen nach drun erënnert, dass de Projet de loi am Fong en Deel ass vun engem méi grousser Projet, dee vun der viregter Regierung déposéiert sinn ass. Deen Deel iwwert de Schutz vun den Temoenen a vun Témoignages anonymes, deen ass zréckgestallt ginn. Dat ass schon en long et en large diskutéiert gi beim éischte Projet de loi, dee mer de Mëtteg diskutéiert a gestëmmt hunn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech géif mech dem Wonsch vum Här Mosar wëllen uschlëssen. Dës Regierung huet gesot: Dee Projet ass vun Dësch. Dee Wonsch ass respektéiert ginn. Nach mengen ech, muss déi nächst Chamber an déi nächst Regierung sech erëm eng Kéier dësem Problem unhuelen. Ech géif wënschen, dass dann d'Diskussioun kann an aller Serenitéit gefouert ginn an zu engem gudden Enn gefouert ginn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Of-schlëssend, Här President, wäerte mir selbstverständlech dee Projet stëmmen an droen domadder zu där Unanimitéit bäi, déi sech de Rapporteur gewënscht huet.

Ech soen Iech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Félix Braz huet elo d'Wuert gefrot.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wëll och fir déi gréng Fraktioun ausdrécklech dem Rapporteur an och dem Här Alex Bodry, dem Auteur vum der Proposition de loi, Merci soen. Dem Rapporteur, well en effektiv och perséinlech derfir gesuergt huet, dass mer dee Projet nach virum Enn vun dëser Legislatur kënnen stëmmen, och wann deen Text net honnert Prozent d'Meenung vun der Kommissioun erëmgëtt.

Ech mengen, et war eng Majoritéit an der Kommissioun, fir nach op deem engen oder aneren oder haapsächlech op deem enge Punkt den Text nach e bëssen anescht ze maachen. Mir wollten awer net deen Text net zur Ofstëmmung bréngen virum Enn vun dëser Legislatur. Duerfir hu mer dee Kompromëss mam Statsrot gemaach. E Kompromëss, deen ech awer fir akzeptabel halen, och fir déi gréng Fraktioun.

Dem Här Bodry wëlle mer Merci soen, well den Här Bodry och duerch seng Initiativ vun enger Proposition de loi maassgeblech dorunner bedeelegt ass, dass deen Dossier och un d'Rulle komm ass. Mir hunn dat bei anere Matièreen och schonn erlieft, dass do d'Parlament sech e bëssen emanzipéiert huet an deene leschte puer Joer, dass d'Parlament méi Initiativen hëlt. An ech mengen, et feelt net méi allze vill u Selbstvertraue fir d'Parlament, fir dass mer dat och nach méi konsequent an den nächste Jore maachen...

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - ...an dass mer an Zukunft och an deene Fäll, wou et eng Proposition de loi gëtt, wou d'Regierung dann - wéi soll ech soen? - e Géigeprojet de loi mécht oder e komplementare Projet de loi mécht, nawell an der Haaptsaach op eiser Basis solle weiderschaffen an de Projet de loi vun der Regierung als eng très utile a fouilléiert Aarbecht, als Hëllef zu eiser Aarbecht solle considérieren.

Ech mengen, dass d'Parlament dat roueg heiansdo sollt maachen. Et ass keng Geréngschätzung vun der Aarbecht vun der Regierung, mä et ass einfach, mengen ech, méi en Héichhale vun der Aarbecht vum Parlament. Dat hei ass am Fong e gutt Beispill, wat awer nach ka verbessert ginn an den nächste Joren. Dofir ausdrécklech dem Här Bodry vun eiser Säit aus och Merci, well dat hei ënnert dem Stréch fir eis awer e Beispill ass vu gudder parlamentarescher Aarbecht, wat mer haut hei diskutéieren.

Et héiert ee jo oft dee Saz, dass Täter méi Rechter hu wéi Affer. Dat héiert een net nëmmen zu Lëtzebuerg, dat héiert een och an anere Länner. Mir mengen net, dass dat onbedéngt de Fall ass, dass Täter, oder présuméiert Täter, well bis zur Verurteilung sinn et nëmme présuméiert Täter, ze vill Rechter hätten. Dat sinn normal Rechter vun der Défense an d'Présomption d'innocence, déi bréngt dat mat sech, dass een do ganz vursiichteg ass a Leit net an hire Rechter beschneit, wat quasi enger Virverurteilung géif gläichkommen.

Trotzdeem ass et esou, dass d'Affer effektiv an tatsächlech net genuch Rechter an net genuch beschriwwen Rechter zu Lëtzebuerg bis haut hunn. Soss bräichte mer dee Projet de loi haut net zur Ofstëmmung ze bréngen, wann an där doter Matière näischt ze verbessere wier.

Et ass awer munches ze verbesseren, an déi gréng Fraktioun ass och dofir bereet, dësen Text haut matzestëmmen, well mir halen deen Text fir e ganz akzeptabele Kompromëss a fir eng ganz dätlich Verbesserung aus der Vue vun den Affer vu Strofdoten.

Ech ginn net an den Detail an, dat hunn déi zwee Rapporteur scho gemaach; wëll just dräi, véier Punkten ënnersträichen, déi fir déi gréng Fraktioun wierklech besonnesch wichteg sinn.

Et ass natierlech engersäits de Fait, dass d'Affer vu Strofdoten e Statut kréien. Deenen engen ass net genuch an deem Statut, deenen anere war scho bal ze vill an deem Statut. Mä zumindest gëtt et elo e Statut, deen déi Rechter och kloer beschreift. An ech mengen, dass dat eleng deene Leit och e Stéck Réconfort an Halt virum allem ka ginn, besonnesch an deenen éischte Momenter, wou se Affer sinn, an an deenen éischte Wochen a Méint, wou se mat der Prozedur ze di kréien.

Dofir si mer der Meinung, dass dee Statut alles anescht ass wéi e Luxus, dass dat eng absolut Noutwendegkeet ass, besonnesch fir déi Leit, déi net esou doheem sinn an deene Prozeduren, besonnesch fir déi Leit, déi net gewinnt sinn, mat Juristen, mat Magistraten ze dinn ze hunn. Déi sinn ënnert dem Schock vun där Dot, déi hinnen ugedoe ginn ass, ganz oft och nach komplett ausgeliiwert virum der Prozedur, an dofir menge mir, dass déi Verbesserungen, déi mer haut bréngen, doduerch, dass mer se an dee Statut aschreiwien, ganz ville Leit wäerte ganz konkret a ganz wäertvoll Hëllefstellung ginn.

Wichteg ass den Zougank zum Dossier. D'Informatioun während der ganzer Prozedur hält jo am Fong missen eng Evidenz sinn. Mä dee Bléck, deen den Här Bodry scho beschriwwen huet, dee bis elo täterorientéiert war, geet eiser Meinung no och ganz zu Recht eriwuer och e bëssen op d'Rücksichtnahm op d'Affer; eng noutwendeg Entwécklung fir eis hei zu Lëtzebuerg.

Dass déi Leit eng Plainte kréien, eng Kopie kréien - pardon - vun hirer Plainte, soubal se se maachen, ass fir eis och e ganz wichteg Punkt. Doriwwer hu mer eis an der Kommissioun laang missen ënnerhalen. Et war, wéi et geschéngt huet, ee Moment bal onméig-

lech, fir esou en élémentaire Geste kënnen ze maachen. Et war e bëssen d'Angscht, notamment bei de Forces de l'ordre, dass se kéinten am Alldag un där Exigenz hei scheitern, well se net ëmmer, notamment wa se eng Plainte dobausse mussen ophuelen, direkt matériellement à même sinn, déi Kopie ausstellen.

Dat hu mer diskutéiert. A mir hunn awer, wéi mer mengen, e ganz akzeptabele Kompromëss fonnt. D'Regel ass a gëtt elo ganz kloer déi, dass een direkt nom Dépôt vun der Plainte eng Kopie kritt. Dat ass keng Ausnahm, dat ass elo eng Regel, an d'Regel wäert och an den allermeschte Fäll musse geschéien, soss ass et keng Regel.

Mä selbstverständlech do, wou et materiell net méiglech ass, wierklech materiell onméiglech ass, ass et bien entendu dann och net noutwendeg, där Exigenz direkt nozekommen, an et kann ee während den nächste véier Wochen déi Kopie de Leit nach noschécken. Mä wichteg ass, dass déi allermeschte Leit se direkt kréien an dass all déi aner Leit se och kréie bannent engem räsonnabelen Délai. D'Police huet eis och bestätegt, dass se mat deem Text do an der Praxis keng Schwierigkeete kritt an dass awer d'Finalitéit dovunner och erreecht gëtt.

Dätlich Verbesserungen och bei de Klassementer, ganz wichteg. Den Här Bodry huet och do rezent Zuele genannt. Et ass keen Epiphenomeen an der Lëtzebuurger Justiz. Et gëtt ganz vill Klassementer. An dass och do d'Leit Verbesserungen zougestane kréien, schéngt eis och absolut wesentlech ze sinn. All anere Kompromëss wär fir eis net akzeptabel gewiescht.

Deen, dee mer elo fonnt hunn an der Kommissioun, fir och dem Statsrot Rechnung ze droen, ass nach en akzeptabele Kompromëss, well en der Haaptfinalitéit aus der Vue vum Affer awer nach ëmmer gerecht gëtt. Ouni dee Kompromëss hätte mer wierklech gemengt, dass hei e wesentleche Punkt am Statut gefeelt hätt an e wär vu senger Substanz awer e bësse vidéiert gewiescht.

Ganz wichtige Punkt och nach, dee leschten, dee mer wëllen ënnersträichen, ass, dass et och bei de Mineuren an Zukunft soll d'Regel sinn, dass op Enregistrementer zréckgegraff gëtt. Och dat hale mer fir e Fortschrëtt. D'Regel muss Ausnahme kennen, do si mer eis eens, mä dass dat doten awer d'Regel ass, ass e ganz reelle Fortschrëtt fir déi dote besonnesch fragiliséiert Victimé vu Strofdoten.

Klunge Bléck no vir; well mer awer mam Vote vun dësem Text net alles gekläert hunn: Éischstens emol muss mer derfir suergen, dass deen Text och um Terrain ëmgasat gëtt. Dat heescht, dass bei der Police grand-ducale, bei all den Agenten, egal op wéi enger Schicht dass se schaffen, egal a wéi enger Regioun dass se schaffen, dësen Text och d'Realitéit muss ginn.

Do ass also e ganz seriösen Informatiounseffort vun der Regierung ze liwweren un d'Adress vun der Police grand-ducale, fir dass et an Zukunft esou ass, dass och déi Leit, wa se zum Beispill hir Plainte maachen, effektiv eng Kopie kréien. Well et ass net dovun auszegoen, dass d'Affer vun de Strofdoten an aller Regel dës Dispositioun wäerte kennen. Dee Moment wou se Affer gi vun enger Strofdot, wann dann also net d'Police déi ass, déi derfir suergt, d'Leit a Kenntnis ze setze vun hirem Recht, dee Moment selwer, wou d'Plainte déposéiert gëtt, da wäert et a ville Fäll esou sinn, dass d'Leit d'Kopie vun hirer Plainte net froen.

Dofir, d'Police spillt hei e ganz wichtige Rôle, och als Déngscht dee Moment un der Victime, fir dass dëst Gesetz ka Realität ginn.

D'personell Moyenen, notamment beim SCAS, hu mer och schonn op anere Plazen a bei anere Projekte gesot, muss verbessert ginn. Ech wëll dat haut net weider developéieren.

Lescht Stéchwuert, dat, wat ech awer virdu schonn developéiert hat vum Zeieschutz, wou mer och... Ech mengen, dass déi nächst Regierung gefuereert ass, fir ze probéieren hir Äntwerten ze ginn, déi zielführend sinn, vläicht awer anerer si wéi déi, déi d'Regierung ufänglech an dësem Kontext proposéiert hat.

An allerlescht Stéchwuert, wat de Virschlag betrëfft vum AVR, déi och bei den eenzelne Fraktiounen passéiert sinn. Och mir mengen als gréng Fraktioun, grad wéi déi sozialistesche Kolleegen, dass dee spezielle Statut bei der Indemnisation vu Leit, déi besonnesch vulnérabel sinn, eng Reflexioun wäert ass, a mir sinn der Meinung, dass an der nächster Legislatur et och misst méiglech sinn, bei deem dote Punkt zu engem Ofschluss am Parlament ze kommen.

Dat ass eng nützlich Präzisierung an eisen Aen, well grad bei deenen doten Affer, menge mer, muss d'Indemnisation dat éischt Resultat sinn. Iwwert de Rescht kann dann duerno nach diskutéiert ginn. Mä en attendant muss et ganz einfach, ganz rapid zu enger Indemnisation kommen.

Dat gesot, bréngt déi gréng Fraktioun och hir Zoustëmmung zu dësem Projet an, wéi gesot, nach eng Kéier Merci un de Rapporteur an un den Här Bodry.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den honorabelen Här Henckes huet d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer haut d'Geleeënheet hunn, fir eng Proposition de loi vun engem Deputéierten, en l'espèce vum Här Bodry, ze diskutéieren, wou ech och Merci soen, dass hien d'Initiativ hat, fir d'éischt, fir déi Problematik vun den Zeien opzebréngen iwwert de Wee vun enger Proposition de loi.

Ech wëll och dem Rapporteur zum Gesetzesprojet, dem Här Mosar, Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Bericht, well mir hunn haut e wichteg Gesetz ze stëmmen, wou et absolut noutwendeg ass, dass mer eng Reform duerchhuelen.

Woufir? Well jiddweree weess, deen eng Kéier eng Plainte gemaach huet, dass, wann en d'Plainte ofgemaach huet, de Polizist huet dat aktéiert, dann héiert een näischt méi an et weess een näischt méi, wat domadder geschitt. Wann een dann no enger gewässer Zäit vläicht als Zeie geruff gëtt oder esou, dann ass et vläicht nach gutt.

Mä ganz oft mécht een eng Plainte, da waart een ee Joer oder zwee oder e puer an da freet een eng Kéier, wat mat der Plainte geschitt ass. An da gëtt een da gewuer, ma si ass klasséiert ginn. Et wor just keen informéiert ginn. Et konnt ee kee Recours maachen. Et ass einfach klasséiert ginn. Woufir? Dat weess keen. Keng Motivatioun, näischt.

Dat ass eppes, wat äusserst frustrant ass. An dofir ass et scho richtig, dass mer elo op de Wee ginn, dass éischstens deen, deen eng Plainte féiert, eng Kopie vu senger Plainte an de Grapp kritt. Dat en och deen Ablack weess, dass déi Plainte dann net an der Tëschenzäit redaktionell geännert ginn ass. En huet also direkt en Dokument, wat dat alles kloer festleet.

(Interruption)

Dat Zweet ass, dass et wichteg ass, dass mer och, also d'Victime oder de Plaignant, dass deen eng Informatioun kritt, wat mat senger Plainte geschitt an dass e verschidde Rechter an deem Sënn zougestane kritt.

Dat ass fir ons eppes äusserst Wichtige. An dofir wollt ech och no deene villen Explikatiounen, souwuel vum Rapporteur wéi vum Auteur vum der Proposition de loi, just mech domadder begnügen, fir den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet ze ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Mir huelen dann Akt dovunner an ech ginn dann dem Här Justizminister Luc Frieden d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, meng Satisfaktioun ass en fait grouss, dass mer mat dësem Projet de loi all déi grouss Chantieren, déi ech mer gesetzgeberesch an deenen zwou Legislaturperiode virgeholl hunn, dass déi kënnen op en Enn goen.

Ech muss soen, dass dëse Projet zu deene ganz wichtige gehéiert, dee mer 1999 an der Regierungserklärung stoen haten. D'Regierungserklärung also vun der viregter Regierung, an där den Afferschutz e wesentleche Punkt war a wou iwwert d'Joren am Fong jiddweree sech zu der Wichtigkeet vun deem Sujet bekannt huet an och vill ënnerschiddlech Wahlprogrammen dëst zu engem Sujet gemaach hunn.

Ech hat awer bal, muss ech soen, dëse Projet fir dës Legislaturperioden schonn opginn, well ech mer geduecht hunn: De Projet ass 2003 déposéiert ginn, mir sinn 2009, ech weess net, ob en nach kënn. Ech sinn awer duerfir extrem frou, dass dëse grouse Chantier, dank och dem Asaz vun dem Rapporteur, dem Här Mosar, hei zu engem Enn komm ass.

Ech muss och soen, an ech huele vläicht dës Geleeënheet vun dësem Projet, dee mer extrem um Häerz läit an deen hei in extenso diskutéiert ginn ass, fir ze soen, dass ech déi gutt Zesummenaarbecht tëschent der Commission juridique a mir als Justizminister an deenen zwou Legislaturperioden extrem ze schätze weess. Ech hunn et ni als

e Problem emfonnt, wann d'Chamber eppes geännert huet u Gesetzesprojeten, och wann dat heiansdo gefeiert ginn ass wéi e Réckschrétt oder Récktrétt vu Positione vun der Regierung.

Ech mengen, datt et eng extrem kompetent Commission juridique och an dëser Legislaturperiode war an datt et grouse Pléséier gemaach huet, un esou engem Text wéi och un dësem mat der Kommissioun ze schafen. Ech huelen dat hei stellvertretend fir vill aner Texter.

An deem Sënn war och sécherlech d'Proposition de loi vum Här Bodry e ganz utile Instrument. Mir hunn eis op ganz ville Punkten iwwerschnidden. Ech mengen net, datt et esou ass, datt d'Regierung en Text dohinner setzt, fir géint en Text vun enger Proposition de loi ze stoen. Esou hunn ech dat ni verspuert.

Den Här Braz, dee jo sichtlech wëllt am nächste Parlament sëtzen an net an der nächster Regierung, huet gesot, mir musen an där nächster Chamber dëst an dat maachen. Ech mengen, datt béid Instrumenter...

(Interruption)

Neen, Dir hutt et op lech bezunn.

(Interruptions)

Ech sinn der Meinung, datt d'Regierung prinzipiell eng Initiativroll ze spillen huet, mä datt selbstverständlech der Verfassung no och aus dem Parlament kënnen Initiative kommen an datt, wann déi dat nämlech Zil hunn, dann ass dat extrem gutt.

Ech sinn op jidde Fall frou fir all déi Leit, déi als Affer vun dësem Gesetz kënnen profitieren. Afferschutz ass eppes Wichtige. Dëst Gesetz muss natierlech vun der Police an der Justiz applizéiert ginn. Dat wäert och net einfach ginn. Dat wäert och net vun haut op muer goen. An ech mengen, dat hei ass typesch e Gesetz, wou een och vläicht muss no e puer Joer kucken, wéi dat sech dann an der Praxis ausdehnt.

Dat wäert eng ganz Rei Ëmstellung mat sech zéie bei dem Comportement vun der Behandlung vun esou Dossieren. Mä grundsätzlech muss ech soen, datt déi grouss Zilsetzung, déi mer eis ginn hate bei deem Projet de loi an déi, wéi gesot, op grouse Strecken a bei den Haaptprinzipien deckungsgläich ass mat der Proposition de loi Bodry, datt déi sech am Endtext erëmfannen.

An duerfir kann ech ausser mengem Dank fir déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass, nëmme mäi Merci derbäisetzen, fir datt dee Projet hei eng Unanimitéit um Enn vun dëser Legislaturperiode féint.

Et ass eng grouss perséinlech Satisfaktioun. Net well ech an deenen zwou Legislaturperiode Justizminister war, mä well dat hei zu deene ganz grouse Gesetzer gehéiert vun der gesellschaftlecher Organisation. Dat ass och Gesellschaftspolitik, wann ee sech drëm bekëmmert, wéi d'Leit, a besonnesch d'Affer, virum Geriicht behandelt ginn.

A wann ech déi dräi Gesetzer zesummesetzen, déi mer de Mëtteg gemaach hunn, nämlech dat vun dem Stalking, wou et och ëm Affer geet, dat ëm d'Affekoten, déi d'Kanner a Prozesser zur Säit gestallt kréien, an dëst generell um Afferschutz, dann hu mer haut Wesentlech gemaach, fir d'Justiz weider ze moderniséieren a biergerfrëndlech an afferfrëndlech ze maachen.

Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen elo zum Vote iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'éischt. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5156A ass mat 58 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein,

Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mmes Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés de la proposition de loi N°4839

Ech wollt den Här Bodry froen, ob en dermat averstanen ass, dass seng Proposition mat dësem Projet elo als evakuéiert ka considéiert ginn?

» M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur. - Selbstverständlech!

» M. le Président. - Très bien. Da komme mer, Dir Dammen an Dir Hären, zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5936, wou den honorabelen Här Thiel Rapporteur ass. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

6. 5936 - Projet de loi

- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,

- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, zur vorgerückter Stunde kann ech lech net veriwuelen, wann elo Är Andacht noléisst. Däers zemoos, well dee Projet, ëm deen et hei geet, sech zimlech techesch ugesäit a wou net jiddweree schaarf drop ass, sech mat de Kontabilitéitsregele vun de Banken erënzeklapfen, ëm déi et sech hei dréit.

An dach geet dat Ganzt och eis heibannen eppes un. Well ëmmerhi kritt d'Politik e Stéck Schold un där Finanzkris uegahaangen, well si d'Acteuren aus der Bankewelt net genuch an der Gitt gehalen hätt an hinnen net méi op d'Fangere gekuckt hätt.

Woumat mer beim Thema vun der Reguléierung an der Opsicht vum Finanzsektor wieren, déi fir déi eng ze wäit geet a fir déi aner net wäit genuch.

Woubäi am Moment natierlech déi éischter Recht kréien, déi mengen, duerch méi streng Regeln hätt dee ganze Misär mat der Finanz- a Wirtschaftskris kënnen éviéiert ginn.

Grad well d'Bréisseler Kommissioun deemools schonn der Meinung war, et kéint een net genuch reguléieren - awer där Meinung ass Bréissel jo normalerweis ëmmer -, hat si virun dräi Joer eng Direktiv iwwert d'Opstellung an d'Präsentation vun de Firmkonten am Finanzsektor ausgeschafft,

déi derzou bäidroe soll, déi Kontabilitéit och fir den Netspezialist e bëssche méi transparent a verständlech ze maachen.

» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Wien ass Bréissel, Här Thiel?

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Dat ass d'Kommissioun.

» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - A wien ass dat?

(Interruption)

» M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Dat ass och d'Madame Reding.

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Jo, ech schwätzen net hei vun der Madame Reding. Ech schwätzen hei vun der ganzer Kommissioun.

» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Bréissel. Wien ass Bréissel?

» M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Mir hunn näischt domat ze dinn.

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Jo, wann Dir net wësst, wat ee mat Bréissel hautdësdags mengt, da kann ech lech...

» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Wien ass Bréissel?

» M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Neen, mä Dir maacht, wéi wa mir näischt domat ze dinn hätten, Här Thiel, oder Dir näischt domat ze dinn hätt. Dir hutt och eppes domat ze dinn.

(Interruptions)

Dir braucht eis keng Nohëllefstonn ze ginn, mä sot d'Saachen, wéi se sinn!

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Mä dat ass d'Kommissioun! Dat wësst Der jo awer!

» M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Majo, mä mir hunn awer eppes domat ze dinn, oder net?!

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Déi Direktiv 46 vun 2006 vun der Kommissioun, ëm där hir Ëmsetzung et haut geet, ass eigentlech en Triptyque, well si befaasst sech souwuel mat de Banke wéi mat den Assurancen a mat deenen aneren Entreprisé vum Finanzsektor.

Well awer den Assurancévolet schonn Enn 2007 bei eis ëmgesat ginn ass, a well déi aner Entreprises nach hiert eegent Gesetz kréie sollen, geet et haut nëmme ëm d'Konte vun de Banken.

Nieft enger Rëtsch technescher Modifikatiounen um Gesetz vun 1992, op deem d'Kontaféierung vun de Banke baséiert, dréit et sech an dësem Gesetz ëm dräi Haaptpunkten.

Fir d'éischt geet et dorëm, de gesetzleche Kader fir d'Betréibskonta am Finanzsektor an déi nei international Kontasnormen IAS, International Accounting Standards, Här Bausch, an IFRS, International Financial Reporting Standards, unzepassen, déi amgang sinn, sech als Weltnorm duerchsetzen, och wann der drënner sinn, déi nach e bëssche Kappzerbrieches maachen.

Esou ass zum Beispill den Artikel 39 vun den IAS-Bestëmmungen e gehéirege Problem, well hie virschreift, datt eng Entreprise hir Aktiva, dat heescht ënner anerem hiren Immobiliëbesëtz an hire Finanzportefeuille, mat hirem aktuelle Maartwäert amplat hirem Acquisitiounspräis, minus d'Ofschreibung natierlech, an de Bilan schreiwe muss.

Dat ass eng Obligatioun, déi wuel logesch, awer trotzdeem net rasonabel ass, well si a Kombinatioun mat der Trimesterbilanzéierung dozou féiere kann, datt duerch d'Boursenentwécklung zum Beispill eng an déiselwecht Entreprise bannent dräi Méint d'Halschent vun hirem Wäert verléieren oder awer derbäigewanne kéint. Déi Dispositioun gëtt net fir näischt als eng vun den Ursaache vun der Finanzkris ugesinn, an dat zemoos, well si geiereg Manager dozou verféiert huet, op kuerzfristeg Benefisier hinezschaffen, fir domat hir eege Bonusen opzeblosen.

Dëse sougenannten „fair value“-Prinzip, dat heescht d'Bilanzéierung vun den Aktiva zu hirem jeeweilige Maartwäert, ass a bleift e Problem, och dofir, well hien nieft senge schlechten och seng gutt Säiten huet an dofir net einfach ze verdamen ass. Jiddefalls ass et net ausgeschloss, datt am Kader vun der Reorganisatioun vun de Finanzmäert, mat där sech de G20 beschäftege soll, déi Dispositioun nach eng Kéier iwwerschaft gëtt. Dat war iwwegens och de Grond, firwat am Dezember d'Besteuerung op Basis vum IFRS aus dem Steierpak erausgeholl

ginn ass, dee mir deemools hei gestëmmt hunn.

Dëse Schéinheitsfeeler soll awer d'Virdeeler vun der Direktiv net verstoppen. Een dovun ass deen, datt si mat dem onsennege Hors-bilan-Cirque opzeraume versicht, deen eng ganz Rëtsch vu Finanzaktivitéite laanscht d'Bilane schleist an domat bewierkt, datt wesentlech Bestanddeeler vun den Aktivitéiten an den Engagementer vun enger Bank einfach net am Bilan opduuchen. Natierlech entsteet doduerch e grondfalscht Bild vun der Betribsituatioun. Wann awer schonn déi Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, dozou bäidroe soll, datt d'Bilanen e getreit Situationsbild vun den Entreprisé ginn, dat och international vergläichbar soll sinn - well dorëm geet et och -, da muss dat Bild och a jiddwer Hisiicht der Realitéit entsprechen.

Dat zweet Zil vun der Direktiv bezitt sech wuel nëmme op déi Entreprises, déi op der Bourse cotéiert sinn, kann awer och fir all déi aner vun Interessi sinn. Et geet hei ëm déi sougenannt „gouvernance d'entreprise“, déi no enger Rëtsch Finanzkandaler à la Enron, Parmalat an esou weider säit e puer Joer zur Regel ginn ass. Dës Direktiv prezisiéiert d'Regele vun der Gouvernance d'entreprise fir d'Banken a leet am Detail fest, wéi déi Gouvernance ze funktionnéieren huet.

Der Vollständigkeet hallwer sief nach erwähnt, datt eng Bank sech esou enger Autodisziplin net onbedéngt ënnerzéie muss, wa se dofir e plausible Grond uféiere kann. Allerdéngs déngt hir dat nëmme, déngt hir déi Hannerdier am Gesetz net vill, wa si cotéiert ass, well d'Boursen een nëmme dann akzeptéieren, wann een eng „corporate governance“ opzeweisen huet.

Dat drëtt a lescht Zil vun der Direktiv viséiert de Management an d'Kontrollorganer vun den Entreprises a virun allem deenen hir Responsabilitéit, wat déi korrekt Duerstellung no bausse vun all deem ugeet, wat elo grad explizéiert ginn ass. D'Direktionsorganer mussen kollektiv gruedstoen dofir, datt souwuel d'Konte wéi d'Gouvernanceregele total transparent, dat heescht verständlech fir de Public sinn.

Schliesslech geet et bei dëser Direktiv an alleréischer Hisiicht dorëm, d'Vetraue vum Client a vum Investisseur an d'Banken ze stäerken. An dat ass jo hautdësdags net grad vu Muttwëll. Duerfir huet d'Finanzkommissioun och kee Problem domat, der Chamber de Vote vun dësem Gesetz ze recommandéieren. D'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun huet et jiddefalls, a mäi Merci fir d'Nolauschteren hutt Dir och.

(Hilarité)

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Thiel. Net nëmme vun Ärer Säit un eis e Merci, mä och vun eis alleguerten un lech. Et ass mer signaléiert ginn, dass d'Fraktiounen alleguerten d'Ausféierung vum Rapporteur apprécieiert hunn a mat him d'accord sinn, mat senge Konklusiounen a mat deem, wat hie proposéiert. D'Regierung huet mer datselwescht signaléiert, an deementsprechend géif ech soen, dass mer direkt zum Vote kënnent kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5936 ass uegheoll mat 56 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5936 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia

Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mmes Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den nächste Projet ass deen iwwert d'Ëmsetzung vun Direktiven am Beräich vun de Sociétés commerciales. Déi honorabel Madame Doerner huet fir d'véierte Kéier haut d'Wuert, an ech géif si bieden, eis de Rapport vun der Kommissioun virzedroen.

7. 5829 - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

- du Code du Travail

Rapport de la Commission juridique

» **Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësse Projet soll d'Operatiounen vu grenziwwerschreidende Fusiounen vu Kapitalgesellschaften vereinfachen an huet als Zil, dräi Direktiven deelweis ëmzesetzen, an zwar an eist nationaalt Recht. Doduerch, duerch déi Ëmsetzung, gëtt eist Gesetz vun 1915 iwwert d'Gesellschaft geännert, mä och eisen Droit du travail. Ier ech elo op déi wesentlech Ännerungen ze schwätze kommen, déi effektiv bei eis am Code des sociétés respectiv am Code du Travail kommen, géif ech gär déi verschidden Direktive kuerz beschreiwen.

Bei den europäesche Kapitalgesellschaften besteet de Besoin vun Harmonisatioun, wéi iwwerall, mä haaptsächlech vu Kooperatioun a Reorganisatioun. Am Hibleck op eng Fusioun tëschent verschiddene Gesellschaften a verschiddenen EU-Länner stéisst ee schnell op rechtlech an administrativ Problemer, déi eng Fusioun kënnen erschwieren. Eng communautär Regelung ass dofir noutwendeg, déi d'Zil huet, grenziwwerschreidend Fusiounen vu Gesellschaften, déi alleguerte verschiddenen Texter, Rechtssystemer ënnerleien, ze vereinfachen. Esou eng Regelung géif zu engem korrektem Fonctionnement vum Bannemaart bäidroen.

An dëst ass genee den Objet vun der éischter Direktiv, déi vum 26. Oktober 2005. Dës Direktiv gesäit ënner anerem vir, dass, jee no dem festgesatene System, déi nei Entitéit, déi duerch déi Fusioun vun deenen zwou verschiddene Gesellschaften entstane ass, enger eenzeger Legislatioun ënnerleien, an zwar där vun deem Land, wou dës Entitéit hire Sëtz géif etabléieren.

Dës Richtlinn applizéiert sech op Fusiounen vu Kapitalgesellschaften, déi nom Recht vun engem Memberstat gegrënnt gi sinn an déi hire Sëtz, hir Haaptverwaltung oder awer hir Haaptidderloossung an der EU hunn, an esou wäit wéi zwou Gesellschaften op d'mannst dem Recht vu verschiddene Memberstate géifen ënnerleien. Dobäi muss nach gesot ginn, dass d'Memberstate beschlësse kënnen, wann eng Fusioun gemaach gëtt, wou eng Kooperativgesellschaft géif deelhuefen, dass do kënn aneschtens regléiert ginn. Lëtzebuerg huet sech awer net fir dës Optioun entscheed.

D'Direktioun an d'Verwaltungsorganer vun all Gesellschaft, déi fusionéieren, sollen elo no der Direktiv vun 2005 e gemeinsame Fusionsplang erstellen. Dës Plang soll verschidde Mentiounen enthalen. D'Direktiv huet der zwoelf identifizéiert, déi an dësem Plang mussen drastoen. De Plang soll mindestens ee Mount virun der Assemblée générale, déi iwwert déi Fusioun géif décidéieren, publizéiert ginn.

D'Direktiv gesäit awer och nach vir, dass de Conseil de direction an d'administration vun all einzelner Gesellschaft, déi fusionéiert, e Bericht soll erstellen. Dës Bericht ass fir d'Aktionäre bestëmmt. Hei ginn déi juristesche, mä och déi wirtschaftlech Aspekter vun der grenziwwerschreidender Fusioun belicht op d'Konsequenze vun der Fusioun, awer och op d'Konsequenze vun de Salariéien, wou déi opmierksam gemaach ginn. Dës Bericht soll spéitstens erëm eng Kéier e Mount virun der Assemblée générale den Aktionären an de Vertrieeder vun de Salariéien respektiv de Salariéien selwer zougänglech sinn.

Och d'Erstellung vun engem Rapport vun engem onofhängegen Expert ass virgesinn. Dës Rapport ass geduecht fir d'Fusiounen ze analyséieren, ass awer net noutwendeg, wann all Aktionären aus enger Gesellschaft - déi selbstverständlech och un där Fusioun deelhuefen - dorobber géife verzichten. D'Assemblée générale vun all Gesellschaft, déi fusionéiert, decidéiert iwwert d'Zoustëmmung vum gemeinsame Fusionsplang, an dëst op Basis vum Rapport iwwert de Fusionsprojet an den Experte-rapport.

All Memberstat nominéiert selbstverständlech och déi zoustänneg Autoritéit, déi kompetent ass, fir d'Rechtméissegkeet, also d'Legalitéit vun där Fusioun ze kontrolléieren. Et geet hei ëm d'Rechtméissegkeet vun der Prozedur, déi d'Gesellschaft betreffen, déi senger Legislatioun ënnerleien. Dës Autoritéit zertiféiert, dass d'Fusioun rechtméisseg erfollegt ass. All Memberstat nominéiert och déi zoustänneg Autoritéit, déi d'Legalitéit vun der Fusioun kontrolléiert, dat heescht op deen Deel, dee sech op d'Prozedur vun der Fusioun respektiv op d'Konstitutioun vun enger neier Gesellschaft bezieht. An dat, falls déi nei Gesellschaft, déi aus der Fusioun wäert ervirgoen, senger Legislatioun wäert ënnerleien.

Elo kann ee sech d'Fro stellen, wéini déi grenziwwerschreidend Fusioun wierksam gëtt. Dat gëtt vum nationale Recht vum Memberstat bestëmmt, deem déi nei Entitéit ënnerläit.

D'grenziwwerschreidend Fusioun bréngt bestëmmte Konsequenze mat sech. D'Gesellschaft, déi absorbéiert gi sinn oder déi fusionéiert hunn, éischters, existéieren net méi. Dat gesamt Aktiv- a Passivverméien vun deene betraffene Gesellschaften ass op déi nei Gesellschaft iwwerdroe ginn.

Wat d'Matbestëmmungsrecht vun de Salariéien ugeet, esou ass ervirzehiewen, dass am Prinzip hei déi nationale Legislatioun déi nei Gesellschaft, déi aus där Fusioun entsprongen ass, reglementéiert. Déi fënn hei Uwendung. Ausnahmsweis kënnen d'Rege-

len iwwert d'Participatioun vun de Salariéien, déi am Kader vum Reglement a vun der Direktiv vun der europäescher Gesellschaft fixéiert sinn, sech hei applizéieren.

Déi zweet Direktiv, déi de virleiende Gesetzestext ëmsetzt, an zwar d'Direktiv vum 6. September 2006, huet als Zil, d'Usammlung vu Kapital an d'Restrukturatioun vum Aktionariat ze vereinfachen. Déi Direktiv gëtt och „Direktiv slim“ genannt.

(Interruption et hilarité)

Déi Europäesch Kommissioun...

» **Une voix.** - Si mer nach an den Dé-laien, Madame?

» **Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice.** - Bei där heiter: Jo.

...déi zweet Direktiv am Kader vum Gesellschaftsrecht agefouert huet, moderniséiert a vereinfacht misst ginn. Dëst soll zu enger gréisserer Leeschtungs- a Wettbewerbsfähigkeit vun de Betriber féieren, ouni dass d'Aktionären oder d'Créancierien, eventuell Créancierien, dorënner géife leiden. D'Memberstate kënnen no der Direktiv, ënner verschiddene Konditiounen, d'Gesellschaft vu verschiddene Verpflichtungen entlaaschten. D'Direktiv gesäit och harmoniséiert Garantië fir d'Créancierien vir am Kontext wann d'Kapital géif reduzéiert ginn.

Dann hu mer d'Direktiv vum 13. November 2007, déi erlaabt, am Kader vun nationale Fusions- a Scissionsoperatiounen d'Kontrollprozedur vun Fusionsplang vun engem onofhängegen Expert opzelockeren, wann all d'Aktionären d'accord sinn, dass de Rapport vum Expert net noutwendeg ass.

Här President, d'Ëmsetzung vun deenen dräi Direktiven, vun deene mer elo just geschwat hunn, erfuerdert nëmmen deelweis Modifikatiounen an eiser Gesetzgebung. Firwat? Well d'Direktiv vun 2005 ass nämlech scho vum honorabele Patrick Santer am März 2007 ëmgesat ginn.

(Interruption)

Dat eent huet ënner anerem d'Gesetz vum 10. August 1915 iwwert d'Kapitalgesellschaften, awer och d'Gesetz iwwert d'Société européenne ëmgeännert. Dat anert huet verschidde spezifesch Dispositiounen vum Gesetz vun 1915 ëmgeännert.

Et geet hei drëms, d'juristesche Sécherheet vun de Fusionsoperatiounen ze garantéieren, ënner anerem duerch d'Reduktioun vun der Verjährungsperiod vun der Action en nullité vun enger Fusioun. Zweetens, d'Aféierung vun enger Dispositioun, no där de lëtzebuergeschen Notär, deen d'Fusioun aktéiert huet, sech op en Zertifikat baséieren däerf, deen en auslänneschen Notär him ginn huet oder awer eng aner Autoritéit dat ausgestallt huet an deen attestéiert, dass déi national Formalitéit respektéiert gi sinn. Dann hu mer d'Determinatioun, drëtens, vum Moment wou d'Fusioun den Aktionären an den Tiers kënn opposéiert ginn.

Vu dass déi Transpositiounen net komplett si vun allen Direktiven, ass et noutwendeg, déi national Gesetzgebung nees ze modifizéieren an ze adaptéieren. An dat geschitt elo am Kader vun dësem Projet. Ouni wëlen elo an den Detail ze goen, well dat alles e bësschen technesch ass, erlaaben ech mer awer déi eng oder aner Ofännerung ganz kuerz ervirzehiewen.

Éischters, esou brauch een an Zukunft, wann den Directoire oder de Verwaltungsorgan dat esou decidéiert huet, kee Rapport vun engem Expert méi, wann et sech ëm Rapporten handelt wéi Wäertpabeiere vu cotéierte Gesellschaften. Zweetens, d'Gültigkeit vun der Autorisatioun vun enger Gesellschaft, hiren eegene Rachat vun Aktien ze maachen, ass op ënnef Joer fixéiert ginn, an et gëtt keng Limite méi wat de Capital souscrit ugeet. Drëtens, eng Gesellschaft kann, ënner bestëmmte Konditiounen, elo selwer eng finanziell Hëllef oder e Prêt accordéieren, dee vun engem Drëtter gebraucht gëtt, fir d'Aktië vun der Gesellschaft opzekafen.

Do derbäi kënn, dass zënter dem Gesetz vum 23. März 2007 d'Fusioun mat Gesellschaften oder Groupementer souguer aus Drëttlandstaaten erlaabt sinn. De virleiende Projet preziséiert, dass auslännesch Gesellschaften sech hirer Gesetzgebung konforméieren müssen. D'Konditiounen, souwuel vun den nationalen an de grenziwwerschreidende Fusioun si gréisstendeels uniformiséiert ginn, e puer Ennerscheeder wäerten nach ëmmer bleiwen.

Den Notär ass déi kompetent Autoritéit, fir d'Legalitéit vun de Fusionsoperatiounen ze kontrolléieren, zumindst fir d'Deeler vun der Prozedur, déi sech op d'Gesellschaft bezéien, déi dem Lëtzebuergesche Regime ënnerleien. Dee Moment, wou d'Fusioun engem Drëtten opposéiert ka ginn, ass och ganz kloer preziséiert. Dat ass d'Publikatioun vun de Procès-verbaux vun den Assembléeën, déi d'Fusioun decidéiert, respektiv vun engem Zertifikat vum Notär.

Et gëtt aner Regele fir d'Fusiounen par absorption vun auslänneschen Gesellschaften. Wat ganz wichteg ass, dass d'Fro vun Transfert vun de Rechter an d'Obligatiounen vun den Aarbechtskontrakter, déi existéieren, och gekläert ass.

Elo komme mer scho bal zum Schluss. Opgrond vun engem detailléierten, exzellenten Avis vum Conseil d'État, huet eis Kommissioun eng Rei vu Redressementer an Upassung gemaach, esou wéi dee Projet elo hei virläit. Ech wollt awer ganz kuerz op den Avis vun der Chambre de Commerce agoen. An engem ganz gewëssenhaft ausgeschafften Avis bedauert d'Chambre de Commerce, dass d'Direktiv iwwert d'grenziwwerschreidend Fusiounen net nom Prinzip gefuert ass: «toute la directive et rien que la directive».

Effektiv gëllen no dësem Projet déi nämlech Regeln iwwert d'Verschmelzung an d'Spaltung vu Kapitalgesellschaften aus verschiddenen EU-Memberstaten, déi och fir Fusiounen mat Gesellschaften ausserhalb vun der Unioun gëllen. Wat ass hei den Hannergrond? Dir érnnerst lech, dass am Virfeld vun den Diskussiounen ëm d'Société européenne ëmmer erëm drop higewise ginn ass, dass hei net nëmmen d'Gesellschaftsrecht, mä och d'Aarbechtsrecht, d'Sécherheet, alles wat d'Sécherheet vun Aarbechtsrecht betrëfft, ausdrécklech geregelt musse ginn. Duerfir ass dem Reglement iwwert d'Société européenne och eng Direktiv iwwert den Droit du Travail richteg ugepecht ginn.

Och bei enger Fusioun geet et net nëmmen ëm eng puer intellektuell, abstrakt Applikatioun vu Gesellschaftsrecht, mä et geet och ëm konkret Acquisen, et geet ëm d'Koordinéierung vun Aarbechtsrechter, déi iwwerholl musse ginn, déi mat exportéiert ginn. An et ass d'Uleies vun eiser Regierung, dës Rechtsschutz anzebanne bei alle Fusiounen vu Gesellschaften, net nëmmen à l'intérieur, mä och à l'extérieur vun der EU.

Fazit: Nëmme esou kënnen héich problematesch aarbechtsrechtlech Fäll bei all Zort vu Verschmelzungen a Spaltungen évitéiert ginn. Fir den Detail géif ech mech rapportéieren op d'Travaux préparatoires. Am Numm vun der Kommissioun géif ech lech bieden, dësse Projet ze stëmmen, an ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Rapportrice. Ech ginn dovun aus, dass keen heibanne sech wëllt mat hir ueeën iwwert d'Diskussioun vun deem Projet hei, well ech wëll hir wierklech „Chapeau“ soe fir hire Rapport, mat deenen doten Detailler a mat där Technik, déi dee Projet mat sech bréngt, an dofir hir e grouse Merci vun eis allegueren. Ech ginn dovun aus, dass mer kënnen iwwert dee Projet ofstëmmen. D'Regierung ass och domat d'accord, dass mer kënnen elo doriwier ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5829 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mmes Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger,

Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger) et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Projet iwwert d'Navigation aérienne. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

8. 5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

Rapport de la Commission des Transports

» **M. Roland Schreiner (LSAP)**, rapporteur. - Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5273 iwwert d'Navigation aérienne, deen ech d'Eier hunn, lech am Numm vun der Transportkommissioun haut ze rapportéieren, huet eigentlech schonn eng ganz laang Geschicht a gouf deemzufolleg och am Laf vun der Zäit staark verännert.

Déposéiert gouf de Projet scho virun iwwer fénnef Joer de 14. Januar 2004, also nach énnert der viregter Regierung. De Projet de loi befaasst sech mat der Sécherheet um Flughaf an eisem nationale Flugwiesen am wäiteste Sënn vum Wuert.

Et geet ëm d'Perceptioun vun Taxen a Redevancen. Et geet ëm den Accès zum Flughafen. Et geet ëm d'Definitioun vun den Trajectoires d'approche et de décollage. Et geet ëm d'Opstelle vu Sécherheetspläng, de Konsum vun Alkohol an Drogen an der Enceinte vum Flughafen an esou weider.

D'Zil ass a war et, e puer Gesetzestexter, déi d'Navigation aérienne betreffen, an d'Realitéit vun haut unzepassen - virun allem um technesche Plang - an awer och gläichzäiteg d'europäesch Normen an deem Beräich vollstänneg ëmzesetzen.

Do besteet och dréngenden Handlungsbedarf, wann ee bedenkt, dass dat wichtegst Gesetz iwwert d'Navigation aérienne, dat haut nach a Kraaft ass, zrëckgeet op d'Joer 1948. Den zivile Flugverkéier vun deemools ass awer - ech mengen, dat wësse mer alleguerten - ganz sécher net méi mat deem vun haut ze vergläichen.

Et muss ee soen, dass de Secteur och an deene leschte Jore ganz schnell evoluéiert huet, sou dass de Gesetzesprojet e puermol en cours de route huet missen amendéiert ginn. Wéi schnell nei Besoinë sech bemierkbar gemaach hunn, weist sech eleng dorun, dass schonn e puer Wochen nom Dépôt vum Projet de loi, an zwar den 9. Februar 2004, en Amendement gouvernemental nokomm ass, well sech d'Geleeënheet gebueden huet, fir de System vum Ausstelle vum de Lizenz fir d'Piloten zousätzlech am Gesetz festzeschreiven.

Et koom ausserdem eng kleng Ännerung derbäi, déi et erlaabt, als Derogatioun vun eisem Sproocheregime international Virschrëften op Englesch kënnen ze veröffentlechen. Am Flugverkéier ass engersäits Englesch déi international unerkannte Sprooch, fir sech ze verstännege, an anersäits géif ee riskéieren, juristesche Problemer ze schafen, wann een dës komplizéiert

Texter op Franséisch iwwersetzt, well um Enn jo dach déi international unerkannten englesch Versioun déi ass, déi dann ausschlaggebend ass.

Eng komplett iwwerschrëft Textversioun vum Projet de loi louch der Chamberskommissioun awer eréischt de 16. August 2007 vir. Et hat och e puer Ursachen, firwat den Text huet misse remaniéiert ginn a firwat et esou laang gedauert huet. Éischtens hat de Statsrot a sengem éischten Avis dozou vum 22. März 2005 eng ganz Rei substanzuell a kritesch Remarqué gemaach, deenen huet misse Rechnung gedroe ginn. An en huet ausserdem gefrot, fir och dem Projet de loi eng ganz aner Struktur ze ginn.

Zweetens huet och den initialen Text, also dee vun 2004, e puer nei Dispositiounen erabruucht, déi zum Beispill och d'Administration de l'Aéroport betraff hunn. Wou deen neien Text virgeluecht gouf, war et awer scho kloer, dass dës Administratioun an där Form, wéi mer se kann hunn aus der Vergaangenheet, net kéint bestoe bleiwen.

Dir wësst alleguerten, dass mer am Dezember 2007 jo eng nei Administration de la navigation aérienne kreéiert hunn iwwer Gesetz, déi dann déi fréier Flughafenverwaltung ofgeléist huet. An dëst Gesetz sinn dann och all déi néideg Ännerungen agefloss, fir d'Gestioun vun eisem Flughafen kompatibel ze maache mat de Regele vum europäesche Ciel unique.

Ofgesi vun den Dispositiounen iwwert d'Administration de l'Aéroport sinn awer all Elementer aus dem initialen Text och an déi aktuell Versioun iwwerhol ginn, allerdéngs wéi gesot och oft a staark ofgeännerter Form.

Et sinn awer och vill nei Dispositiounen an de Projet de loi 5273 erakomm. Si betreffen, wéi ech scho gesot hunn, gréisstendeels alleguerten d'Sécherheet um Flughafen.

Dir erënnert lech, dass an de Joren 2006 an 2007 verschidden Inspektiounen vun der OACI, der Organisation de l'Aviation Civile Internationale, an och d'EU-Kommissioun effektiv eng Rei vu Mängel bei eise Sécherheetsmesuren um Flughafen festgestallt hatten, wat eis jo während e puer Woche seriö Problemer och gemaach huet. An deem Kader sinn dann och e puer vun den zousätzleche Bestëmmungen ze gesinn, déi an dësem Projet de loi elo erageholt gi sinn.

Et besteet duerfir och eng gewëssen Urgence, well mer nach ëmmer net ganz konform mat dem europäesche Recht sinn, soulaang dës Projet net ëmgesat ass.

Ech hu gesot, de 16. August 2007 gouf do déi remaniéiert Versioun déposéiert. Bis zum Avis complémentaire vum Statsrot huet et awer dunn nach eng Zäit gedauert. An zwar huet eréischt den 3. März vun dësem Joer, also gutt annerhaleft Joer duerno, de Statsrot seng Analys vum neien Text virgeluecht. Et ass, wann een d'Komplexitéit vum Sujet och bedenkt, net verwonnerlech, dass och hei dat punktuell huet nach eng Kéier missen nogebessert ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Transportkommissioun huet deemno nach zweemol Amendementer gemaach, ier de Statsrot mat allen Dispositiounen a Formulationen averstane konnt sinn.

Den Text, esou, wéi mer en dann haut hei diskutéieren an ofstëmmen, gesäit u sech da Modifikatiounen vun dräi verschiddene Gesetzer vir. Als Éischt wier dat dat modifizéiert Gesetz, wou ech éinescht schonn dovun geschwat hunn, vum 31. Januar 1948 iwwert d'Reglementéierung vun der Navigation aérienne. Dëst Gesetz gouf am Laf vun der Zäit e puermol licht ugepasst, mä net um Fong geännert, wat schonn e bëssen erstaunlech ass an engem Domän, dee sech an deene leschte 60 Joer esou enorm verännert huet.

Esou gëtt et ënner anerem eng Ännerung um Niveau vun den Definitionen an och vum Champ d'application vum Gesetz, wat d'Aéronefs d'État ugeet, déi bis elo net dorënner gefall sinn. 1948 war effektiv net virgesinn, dass de Stat eventuell e Fliger oder en Helikopter kéint ausserhalb vum militäresche Beräich hunn. Haut ass dat awer zum Beispill mam Polizeihelikopter de Fall. An déi deele sech jo awer och de Flugraum mat den zivile Fligere, sou dass do schonn eleng aus Sécherheetsgrënn eng Règlementatioun muss bestoen.

Ugepasst gouf och d'Bestëmmung iwwert d'Autoriséierung fir auslännesch Militärfliigere, fir hei ze landen oder iwwert d'Lëtzebuerger Hoheitsgebitt ze fléien.

Eng Rei aner Ännerunge betreffen dann och d'Redevancen oder d'Taxen, déi vun den Opérateuren, de jeeeweilige Fluggesellschaften, am Kader vun der Exploitatioun vun eisem Flughafen ze bezuele sinn, wat sech och zum Deel doraus ergëtt, dass déi

verschidde Servicer, déi um Flughafen geleeest ginn, no deenen neien EU-Regele méi transparent hu missen organiséiert ginn an zum Deel och solle käschendeckend fonctionnéieren.

Wéi scho virdu gesot, kommen och nei Bestëmmungen an d'Gesetz vun 1948 iwwert d'Ausstellen, de Retrait, de Refus vun de Lizenz fir d'Piloten oder d'Restriktiounen, déi domat verbonne sinn. Sou gëtt ganz genee festgeluecht, ënner wat fir Bedéngungen een eng Pilotelizenz kritt respektiv wéi ee se kann nees verléieren.

Bis elo sinn esou Froen iwwer groussherzoglecht Reglement geregelt ginn, mä aus Grënn vun der rechtlecher Sécherheet an och, fir dem Artikel 11 vun der Constitution gerecht ze ginn, ass et besser a méi richtig, dës Dispositiounen an d'Gesetz mat eranzehuelen.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mer herno ofstëmmen, féiert ausserdem nei Sanktiounen am Zusammenhang mat der Sécherheet um Flughafen an a viséiert do speziell déi Leit, déi duerch hiert Verhalen d'Sécherheet a Gefor bréngen. Sou gi Virschrëften iwwert d'Personnekontrollen an deene verschiddenen Zonen um Flughafen respektiv och d'Kontrolle vu Gepäck oder vu Gefierer, déi an Zone mat beschränktem Accès eraufieren, op dës Manéier renforcéiert.

Da sinn och Sanktiounen virgesi fir Leit, déi d'Kommunikatiounen um Flughafen stéieren, déi Kommunikatiounen, déi eigentlech fir de Flugverkéier reservéiert sinn.

Ganz nei Bestëmmung gëtt et dann, wat d'Sécherheetsproblemer a Relatioun mam Konsum vum Alkohol respektiv vun den Drogen an der Enceinte vum Flughafen ugeet. D'Iddi war et, fir sech dobäi méiglechst staark u Bestëmmungen ze orientéieren, déi am Code de la route fir de Stroosseverkéier bestinn, zumindest wat d'Prozedure vum Dépistage vun den Drogen ugeet. Dat war natierlech net ganz einfach, well grad dës Bestëmmung fir de Stroosseverkéier zënter dem Dépôt vum Projet de loi 5273 souguer zweemol geännert hunn.

An der Praxis ass den Dépistage vun illegalen Drogen eben net esou einfach wéi vläicht den Alkoholtest. Mir gesinn dat herno och nach am Kader vun engem anere Projet de loi, dee mer herno diskutéieren am Kader vun der Verkéierssécherheet op der Strooss. Wichtig war virun allem et, dass d'Pilote zu all Moment kënnen ouni Virwarnung op Drogen oder Alkohol getest ginn.

Net all Sanktiounen, déi de Projet de loi virgesäit, stinn an direkter Relatioun mat der Sécherheet. Fir d'éischte Kéier sollen och déi responsabel Fluggesellschaften respektiv hir Pilote kënnen bestrooft ginn, wa se sech net un déi virgeschriwwen Trajectoire beim Lande respektiv beim Starten halen.

Et muss een dozou soen, dass den europäesche Loftraum 2001 nei opgedeelt gouf, fir seng Effizienz ze verbesseren. Dobäi hunn och missen d'Trajectoiren hei zu Lëtzebuerg ugepasst ginn, an dorop haten eigentlech eis Autoritéiten net direkt vill Afloss. Et gouf awer dorop opgepasst, an dat ass och gutt esou, dass esou mann wéi méiglech vun deenen Trajectoiren iwwer Wunngebitt solle féieren.

Do derniewent gëtt et awer, an dat wësse mer, ëmmer erëm vun den Awunner vun deene betraffene Gemenge ronderëm de Findel och Kloen. Zum Beispill iwwert d'Sportfligerei, déi zu Übungszwecker Starta Landemanöver duerchféiert. Och dës Trajectoire sinn esou festgeluecht, dass d'Leit, déi an deem Gebitt wunnen, net méi Kaméidi ausgesat si wéi onbedéngt néideg.

D'Bekämpfung vum Kaméidi ass jo och an der Tëschenzäit, mengen ech, e ganz wichteg Zil vun der Regierung. Zu de Mesurë gehéiert ënner anerem och, dass de Kaméidi soll esou wäit wéi méiglech an der Quell verënnert ginn. Um Flughafen bedeit dat zum Beispill, dass d'Fligere sech musse un d'Trajectoiren halen, dass et Strofe gëtt, wa Pilote sech net un dës Trajectoiren an un dës Virgaben halen.

Den zweeten Artikel vum Projet de loi ännert d'Gesetz vum 19. Mee 1999 of. Dat ass d'Gesetz, dat den Accès zum Marché vun der Assistance en escale um Findel regelt, dat Regelen opstellt am Beräich vun der Sûreté vun der ziviler Aviatioun, an och dat d'Direction de l'aviation civile geschafen huet. Dës Modifikatiounen sinn eng direkt Suite vum europäesche Reglement 2320/2002, dat gemeinsam Regelen agefouert huet fir d'Sûreté am Beräich vun der ziviler Aviatioun. A Kraaft getrueden ass dëst Reglement schonn den 19. Januar 2003.

D'Haaptelement dovunner ass en nationale Sécherheetsprogramm, dee garantéiert, dass déi gemeinsam Normen an der ganzer

Europäescher Unioun ugewannt musse ginn. Am Gesetz vun 1999 ass esou e Sécherheetsprogramm och scho virgesinn. Et huet sech awer bei den internationalen Inspektiounen vun 2006 respektiv 2007 erausgestallt, dass dës Bestëmmungen net géifen duergoen, fir déi nei international Regelelen och lückenlos kënnen unzewennen. Dat neit Gesetz schléisst elo dës Lücken also och um Niveau vun eiser Législatioun an deem Beräich.

Dann den drëtten Artikel vun dësem Projet de loi gesäit nach Modifikatiounen vir vum Gesetz vum 26. Juli 2002 iwwert d'Iwwerwaachung an d'Exploitatioun vum Lëtzebuerger Flughafen an iwwert d'Konstruktioun vun engem neier Aérogare. Et handelt sech hei net ëm fundamental Ännerungen vum Text, mä ëm kleng Upassungen, déi néideg sinn, fir mat den Ännerungen an deenen anere Gesetzestexter dann erëm kohärent ze bleiwen.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mat dësem Projet de loi moderniséiere mer fundamental eis Règlementatioun am nationale Flugwiesen a ginn och gläichzäiteg eisen europäeschen Obligatiounen domadder gerecht.

An deem Sënn wier ech frou, wann all d'Fraktiounen dësem Rapport kéinten hir Zoustëmmung ginn. Ech wëll dat op alle Fall am Numm vun der LSAP-Fraktioun heimadder maachen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schreiner. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deenen Ausféierung vum Rapporteur, vum Roland Schreiner, dee mëndlech wéi och schrëftlech op all déi Problemer higewisen huet, wëll ech am Fong just nach zwou Sachen ergänzen.

Mir wëllen awer och vun dëser Plaz vun der Geleeënheet profitéieren, all deene Comitéen, déi mer do gesinn hunn, Merci ze soen. Wéi mer iwwert dee Projet de loi hei geschwat hunn, dee jo schonn eng laang Durée huet - de Roland Schreiner huet dorop higewisen -, hate mer och déi enzel Entrevuë mat de Beruffsorganisatiounen, wou déi Leit eis emol um Terrain konnten och erklären, well et, wéi oft bei esou engem techneschen Dossier, deen d'Sécherheet ubelaangt, och wichtig war fir eis, dat alles ze kennen.

Duerfir wëll ech och vun dëser Geleeënheet profitéieren, all deene Leit Merci ze soen, net nëmme dem Rapporteur an dem Ministère, mä och deene Leit, déi um Flughafen schaffen, fir hir Mathëllef, dass mer och domadder besser konnte verstoen, wat de Besoin a wat d'Importenz vun dësem Projet ass.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Berger.

» **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert och versichen, mech kuerz ze halen. Ech wëllt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Hei geet et ëm eng Rei Adaptatiounen an Neierungen, déi d'Loifahrt betreffen. Hien huet déi en détail erkläert. Dat sinn och zum Deel ganz komplex Matièreen.

Vläicht awer eng Remarque zur Form: Et wier vläicht interessant oder méi iwwersichtlech gewiescht, wann een hätt ënner iergendenger Form an de parlamentareschen Dokumenter och en Text coordonné kënnen derbäileeën, well hei jo zum Deel och Gesetzerartikel vu verschidde Gesetzer ëmgeännert gi sinn, dann hätt dat vläicht deenen Novicé respektiv deene Leit, déi net esou an där Matière dra sinn, e bësselche gehollef. Mä dat soll awer elo keen Ofstréch si vun deem gudde Rapport.

Ech wëll zwee, dräi Punkte ganz kuerz ervirsträchen. Zum engen ass dat eppes, wat

wierklech och eng Neierung ass, dat ass d'Aféierung vun enger Lëtzebuergescher Pilotlizenz fir professionell Piloten, déi op Linieflich fléien, wat also eng wichteg Neierung duerstelt, well bis elo hu Lëtzebuerg, déi eng Pilotlizenz wollten hunn, normalerweis missen op auslännescher zréckgräifen, déi dann hei oder am Ausland dat maachen. Ech mengen, datselwecht géllt och fir d'Aiguilleurs du ciel, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Zum anere wéilt ech och ervirsträchen, dat eng Rei Mesuren agefouert ginn, déi d'Sécuritéit betreffen, déi sech och opgedrängt hunn opgrond vun Inspektione vun der EU-Kommissioun a vun der OACI. Do waren eng Rei Mängel festgestallt ginn. Et ass jo och schon esou, datt och elo virum Vote hei vun dësem Projet de loi do eng Rei Mesuren ergraff gi sinn, fir deem ze remédiéieren. Also, et ass wierklech kloer, dat ass e wichtegen Aspekt, well Lëtzebuerg ass jo awer en internationale Flughafen a bei der Sécherheet dierfen do wierklech keng Lacunen entstoën, souwuel wat den Accès an de Fligere selwer wéi och dee ganzen Areal um Buedem vum Flughafen ugeet.

Dat ass am Intérêt vun de Passagéier, awer och am Intérêt vum Image vum Standuert Lëtzebuerg, well bekanntlech ass et jo och esou, datt de Flughafen eng vun deenen éischten Dieren ass, wann d'Ausländer heihinner komme respektiv och ganz oft wa Geschäftsleit heihinner kommen.

Dat gesot, nach eng lescht Remarque, dat ass déi vun den Trajectoirë vum Landen a Starte vum de Fligieren. Déi Couloirë si jo an Zesummenarbecht mat internationale Gremien ofgeschwat an opgestallt ginn. Et wier och wierklech elo wichtig, datt déi géifen agehale ginn. Et sinn och Reglementer virgesi ginn, fir eventuell do Strofe mussen ze bezuelen, wann dat net de Fall ass. Et ass ze hoffen, dass op alle Fall op déi Aart a Weis dann och déi Couloiren agehale ginn, well dat jo am Endeffekt och am Intérêt ass vun der Liewensqualitéit vun den Awunner ronderëm dat Areal vum Flughafen, well et jo hei haaptsächlech och ëm dee ganzen Dossier vun der Kaméidisbelästegung geet.

Dat ass eng ganz Problematik, wou ee vill méi wäit kéint aushuelen. Ech wéll dat awer elo haut den Owend net maachen, mä mir sollen awer den Dossier och net aus den Ae verléieren. Mir wäerte sécherlech, oder d'Chamber wäert an Zukunft och nach iwwert déi Problematik hei schwätzen.

Dës puer Remarquë gemaach, wéilt ech och den Accord vu menger Fraktioun abréngen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Den Här Henckes huet d'Wuert.

» **Une voix.** - Den Här Braz!

» **M. le Président.** - Den Här Braz ass vir. Här Braz, Dir sidd net ageschriwwen. Entschëllegt!

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Den Här Henckes kann awer stoe bleiwen, well ech si gradesou kuerz wéi den Här Spautz. Déi gréng Fraktioun gétt hir Zoustëmmung zu dësem Projet, net onni dem Här Schreiner Merci gesot ze hu fir säi Rapport.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Da kritt elo den Här Henckes d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och meng Merciën un de Rapporteur fir dat Gesetz, wat mer haut sollen an och wäerte stëmmen. Ech gesi just, datt de Projet de loi de 14. Januar 2004 déposéiert ginn ass. Et gesäit een, datt d'Gestioun e bësselche schwierig wor an datt munches dorunner geännert ginn ass an hin an hier gefuer ginn ass.

Dat bedeit natierlech, datt et awer och wichtig ass, datt mer endlech déi Direktiv ëmsetzen. Déi datéiert vun 2003. Dat ass also och, mengen ech, eppes, wat misst an Zukunft sech verbessern. Dat ass, datt mer Direktive méi séier ëmsetzen. Am Laf vun der leschter Woch a vun dëser Woch an och an deenen nächsten Deeg ginn elo massiv nach Direktiven ëmgesat, wou et ganz, ganz laang gedauert huet. Ech mengen, do

musse mer aner Weeër goen, well dat heiten ass eng Rechtsensécherheet a munche Fäll; well vill vun deenen Direktive si schon d'application um europäesche Plang, onni datt mir se hei ëmgesat hunn.

Da muss een natierlech awer och nach - an dat wor meng Iddi haut och - iwwert d'Trajectoires d'approche et de décollage des aéronefs schwätzen; dat heescht, wéi d'Fluglinnen an d'Landelinnen, d'Lignes d'atterrissage an de décollage vun de Fligere sinn. Mir wëssen alleguerten, datt déi bestehend Aart a Weis fir ze lande baséiert op zimlech alen historeschen - kéint ech bal soen - Fluglinnen. Déi baséieren och dorober, datt mer Fligieren haten, déi net konnten ofbremsen. Doduerjer si se relativ niddreg erageflunn iwwert den Haiser, da fréi gelant an dann hu se sech auslafe gelooss.

Et schéngt es esou ze sinn, datt awer eng Etüd vu Cargolux Boeing gemaach ginn ass - Här Minister, ech hat lech schon e puermol doriwwer interpelléiert -, datt et méiglech ass, fir déi Fluglinnen ze änneren, fir méi héich unzesetzen, wann ee lant, fir an der Mëtt vun der Pist ze landen, a fir deen Ablack d'Motorbremsen anzesetzen, fir da méi kuerzfristeg ze landen.

Dat hätt als Resultat, datt een eng Reduktioun vum Kaméidi fir d'Awunner ëm 50% kéint erbäifeieren. Mir wor du gesot ginn, Här Minister, an enger Question parlementaire, datt dat net méiglech wär, well déi Pist, déi hätt e Bockel an dofir géif dat net goen.

Ech hu mech dunn awer renseignéiert mat der Zäit, ob et dann net awer géif goen. An dunn ass mer gesot gi vun der Direktioun vum Flughafen, datt et méiglech ass, well elo schon e gudden Deel vu Fligieren esou lande mat där Approche, déi méi héich ass. Dat ass also technesch méiglech. Et si just verschidde Fligieren, méi almodesch Modellen, déi kënnen dat net.

Dofir mengen ech, Här Minister, wier et awer ubrecht, fir nach eng Kéier déi Problematik do ze kucken a fir vläicht iwwert de Wee vun Taxen déi Fligieren, déi Gesellschaften ze encouragéieren, fir dee Wee vun der Cargolux Boeing-Etüd ze notzen, an déi, déi deen net notzen, fir déi méi schwéier ze taxéieren. Dat wier och eng Incitatioun, fir eventuell méi nei a méi modern Fligieren, déi manner Kaméidi a manner Ëmweltverschmutzung maachen, och erbäifeieren. Dofir nach eng Kéier mäi Wonsch un d'Regierung, fir op dee Wee do ze goen.

Dann ass mer och gesot ginn, datt am Ëmweltministère - an ech huelen un, datt den Transportminister heiansdo mam Ëmweltminister schwätzt, wat de Flughafen ugeet - eng Étude publique bis den 30. Abrëll 2009 am Lafe war iwwert deen neie Plan d'occupation des sols, mengen ech, also iwwert déi ganz Reglementatioun vum Flughafen. Ech wollt do froen, wat déi Enquête publique bis elo erginn huet, well d'Awunner hu sech anscheinend doriwwer opgereegt, datt si bei där Enquête publique net d'Recht haten, fir d'Wuert ze ergräifen.

Da sinn och eng etlech Kritikë komm bei der Commission consultative aéroportuaire, wéi dat heescht. Déi Kommissioun soll en fait erméiglechen, datt en Dialog tëschent den Awunner an alleguerten den Interessenten ëm de Flughafe geschitt. Mä déi Kommissioun schéngt anscheinend nure méi um Pabeier ze sinn an eng Activité crépusculaire ze hunn.

Dofir wier et awer och interessant, Här Minister, ob Der net der Meenung wäert, datt just an engem Ablack, wou sech ganz vill Problemer stelle vun Ëmwelt, vu Kaméidi, datt een awer esou eng Kommissioun misst e bësse méi aktivéieren.

Déi Informatiounen, déi Diskussiounen, déi Froen, déi ech haut opwerfen, sinn déi, déi mer déi ganzen Zäit elo gestallt kréien. Fir déi, déi an de Géigende vun Hamm a Bouneweg, Houwald an esou weider Leit kennen: D'Interesseveräiner sinn dorun interesséiert. An et gesäit een, datt do nach munchen onzefriddene Bierger ass, well Verschiddenes sech net beweegt, well een nottamtend déi Etüd vu Cargolux Boeing net a Realitéit ëmsetzt.

Dat gesot awer, ass et noutwendeg, datt mer déi Gesetzgebung, dee Gesetzesprojet, esou wéi den Här Rapporteur en elo virgestallt huet, sollen unuelen. Mir sinn och domadder d'accord. An d'ADR wäert also dëst Gesetz stëmmen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. D'Regierung huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Merci, Här President. Merci virun allem dem President-Rapporteur fir déi Aarbecht, déi effektiv eng Zäit gedauert huet wéinst neien Agencementen, déi den Text jo praktesch nei gestallt hunn, an déi Diskussiounen, déi mer innerhalb vun der Kommissioun haten.

Ech mengen, bei deene Bemierkungen, déi gemaach gi sinn, wéll ech just agoen op déi lescht, déi vum Här Henckes gemaach gi sinn, pêle-mêle.

D'Commission aéroportuaire, dovunner sinn ech net selwer Member. Dofir weess ech net, wéini dass déi lescht Sëtzung war. Ech wäert mech awer informéieren iwwert d'Aart a Weis wéi déi Kommissioun schafft.

Bei där zweeter Fro sinn ech mer net sécher. Wann et sech ëm d'Enquête publique handelt beim POS, kann ech lech keng Informatioun ginn, well déi ënnerlät der Kompetenz vum Minister vum Aménagement du Territoire. Wann et awer d'Enquête publique wär iwwert d'Plan-d'actionen iwwert de Kaméidi, ech mengen...

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - De Kaméidi, jo.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Wann et déi sinn... Dir hat gesot, POS...

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - De Plan d'action vum Kaméidi.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - De Plan d'action vum Kaméidi, do kann ech just soen, dass an der Enquête publique eng Réunioun fir all betreffen Awunner zu Sandweiler - wa meng Erënnung gutt sinn - stattfonnt huet, un där och, mengen ech, bal 100 Leit deelgeholl hunn, fir mat de Responsabele vun Ministère a vun allen Autoritéite vum Findel iwwert de Plan d'action ze diskutéieren.

An natierlech sinn och déi eenzel Gemengegeréit am Rumm vun där Enquête amgaangen, hir Avisen zu deem Plan d'action ze verfaassen an dem Ministère zouzestellen. Dat ass an dësen Deeg amgaangen ze geschéien. An ech mengen, dass d'Gemeengegeréit dat och - sécherlech och dee Stater, natierlech, virun allem - da wäerte maachen, scho gemaach hunn oder amgaange sinn, et ze maachen.

Mä jiddefalls huet eng öffentlech Informatiounsversammlung an d'Méiglechkeet doriwwer ze schwätzen och stattfonnt, grad wéi natierlech och all interesséierte Bierger bei der Gemeng sech den Dossier kann ufroen an och do seng Stellungnahme kann eraginn. Den Dossier ass iwwerregens och um Internet op eisem Site, och selwer de Projet de plan d'action, mat alle Méiglechkeeten, och do Remarquen derzou ze maachen, drop virgesinn.

Zu der Fro vun den Trajectoirë wéll ech soen, dass meng lescht Informatioun iwwert d'Etüd vun der Cargolux nach ëmmer déi ass, déi ech lech schon eng Kéier ginn hunn, wat d'Boss ubelaangt, déi eis Pist huet. Ech sinn awer gäre bereet, wann et do nei Elementer sollt ginn, fir déi dann och nach eng Kéier ze kucken.

Dir sot, et géif der ginn. Ech wäert dat da kontrolléieren a wéilt awer nach eng Kéier soen, dass am Projet de loi, dee mer wäerte stëmmen, deen Dir wäert stëmmen, pardon, dass do jo am Artikel 24bis och virgesinn ass, eng Tax anzeféieren, fir déi ze sanktionéieren, déi d'Trajectoiren, déi festgeluecht sinn, verletzen, déi sech net dorunner halen. Ech mengen, dat ass och en neie Moment. Virdrun hate mer esou eng Sanktionsméiglechkeet net. Dat gétt dann och eng Méiglechkeet, fir wierklech ze sanktionéieren, wann ee sech un déi Trajectoiren, déi fixéiert sinn, och net hält.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann zum nächste Projet. Et ass de Projet de loi 5905 iwwert d'Chauffeurs professionnels. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Berger an den Här Braz - ginn ech dovun aus -, an dann den Här Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

9. 5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques, et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapport de la Commission des Transports

» **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Suessem niewent der Kronospan an der Zone d'activités Gadderscheier entsteht mat dësem Gesetz e Centre de formation fir Berufsschaffere. D'Aféierung vun enger Formation obligatoire et continue fir Berufsschaffere wäert den Transportsecteur nohalte an entscheedend verännere. Bei ville Chauffeuren an och a ville Betriber ännert d'Gesetz vun haut viles fir hir Ausbildung, an domat och fir hire Beruff a fir hir Zukunft.

Als Introductioun sief och gesot - an dat ass mer dat Allerwichtigst -, dass et sech bei dësem Projet de loi ëm d'Verbesserung vun der Verkéierssécherheet op onse Stroossen handelt. Do derniewent gët et och nach vill aner Considératiounen, déi d'Europäesch Kommissioun dozou bruecht huet, am Joer 2001 dës Direktiv ze proposéieren.

Mir hunn déi lescht Joren eng Rei vu Gesetzer gestëmmt, déi alleguer dozou bäigedroen hunn, Lëtzebuerg zum Spëttereider an der Reduktioun vun de Verkéiersdoudecher ze maachen. Als eenzeg EU-Land hu mer 50% manner Verkéiersaffer wéi nach am Joer 2001.

Et ass keen Zoufall, dass mer zënter dem Bestoe vun den offizielle Statistiken nach ni esou wéineg Verkéiersdoudecher ze bekloen haten. Ech erënnere dobäi nëmmen un d'Aféierung vum Retrait immédiat vum Führerschäin oder un d'Ofsenkung vum Alkoholtax op 0,5 Promille. Mat anere Wieder: Dëse Projet de loi reit sech nahtlos an de Package vu Mesuren an, déi nach méi Sécherheet op eise Stroosse bréngen sollen, an domat och d'Unzel vun den Doudechen a Schwéierverletzte reduzéieren sollen.

D'Formatioun, op déi ech gläich en détail wäert ze schwätze kommen, ass awer méi wéi e Gesetz fir d'Sécherheet op eise Stroossen. Dëst Gesetz wäert virun allem och eng Opwäertung fir den Transportsecteur bewirken, an domat eng direkt Auswierkung op d'Aarbechtskonditiounen vun de Berufsschaffere hunn.

Wann et bis elo duerchgaangen ass, fir dierfe mat engem Bus vun oft méi wéi 20 Meter mat iwwer 50 Passagéier oder op engem Camion vun oft iwwer 26 Tonnen a mat Vitesse bis zu 90 Stonnekilometer ze fueren, fir en Titulaire vun engem Führerschäin vun der Kategorie D oder C, esou wäert dat an Zukunft net méi eleng duergoen. Et ass scho verwonnerlech, wéi wéineg Qualifikatioun een huet misse matbréngen, fir esou e verantwortungsvollen an arbeitsintensive Métier vum Berufsschaffere auszeféieren.

Endlech soll duerch dëst Gesetz eng Professionalisierung vum Transportsecteur erreicht ginn, déi fir eis Economie a fir eis Politik esou wichtig ass. Zum enge sinn eis Transportfirmen, déi wäit iwwer eis Grenzen eraus aktiv sinn, op gutt ausgebildeten responsabel Chauffeuren ugewisen; zum anere wäerten och Berufsschaffere, an se beim TICE, beim städtesche Bus, dem AVL, bei der CFL oder de private Busentreprisë fueren, iwwer eng praktesch an theoretesch Formatioun verfügen.

Här President, wéi eng Elementer sollen duerch dës Formatioun awer vermittelt ginn? Am Vierdergronn steet natierlech d'Législation routière, ob dat d'Rechter a Flichten op der Strooss betrëfft, de Fonctionnement vum Tachygraphe oder eben de Prinzip vun de Fier- a Rouzäiten. Do derniewent sollen awer och d'Technique vun Arrimage vermittelt ginn.

Ee weidere Flichtdeel vun der Formatioun ass en Éischt-Hëlfs-Cours an Notiounen iwwer eng Vermeidung vu Konflikter, e sougenannte Cours vu Konfliktmanagement. Hei gétt zum Beispill e klengen Tunnel gebaut, deen op deenen zwou Säite ganz zougemaach ka ginn an dann ënner Dampf gesat ka ginn. Dobäi sollen dann d'Chauffere léieren, wéi een an esou enger Situatioun kann domadder ëmgoen an och wéi een dee Stress, deen engem do perséinlech entsteht, ka mat sech selwer behandelen.

De Projet de loi knäppt awer och u weider Aktiounen an Aktualitéitsthemen un, fir déi mer eis an deene leschte Jore staarkgemaach hunn. Esou ass ee vun deenen Haaptpillere vun der zukünfteger Formatioun d'Bäibréngung vun enger effizienter a spuersamer Fuertechnik. Dës Kenntniser sollen et dem Chauffeur erlaben, fir vill méi ekonomesch ze fuere wéi an der Vergaangenheet.

Ech brauch wuel kaum ze betounen, dass dësen Text och domat zwar e bescheide-

nen, awer e wichtege Bäitrag am Kampf géint de Klimawandel duerstelt. Wéi Dir gesitt, sinn d'Facetten an d'Auswierkung vum dësem Text méi komplex a méi bedeitend, wéi déi knapps Dosen Artikelen et à première vue vermute loosse.

Här President, wéi ech schonn ugangs erwähnt hunn, berout de Projet de loi op enger Direktiv 2003/59/CE, déi 2003 zu Bréssel ugeholl ginn ass an déi schonn 2006 hätt sollen an d'Nationalrecht ëmgasat ginn. Sécher, mir hu Retard, wat d'Transpositioun vum dëser Direktiv betrëfft, mä mir mussen ons awer net dowéinst schummen.

D'Regierung huet effektiv eng gutt Zäit gebraucht, fir e schlësseg Konzept ze presentéieren. Mä duerfir huet dëst Konzept de Virdeel, dass et am Aklang ass mat de Sozialpartner ausgeschafft ginn ze sinn, an och op zumindest zwee bedeitende Punkten, nämlech dem Finanzement an der Organisatioun vum der Formatioun, eng typesch Lëtzebuerger Léisung presentéiert.

Wat gesinn awer eigentlech déi Qualification initiale, beziehungsweise déi Formation continue vir, vun där an dësem Projet de loi Rieds geet? A wéi eng Berufsschauffeure sinn dovunner betraff?

Éischtens, de Champ d'application vum Gesetz. Et sinn all déi Berufsschauffeure concernéiert, déi am Besëtz vum engem Führerschäin vun der Kategorie D, also fir Busser, oder C, fir Camionen also, sinn; onofhängeg wéini si de Führerschäin gemaach hunn, onofhängeg dovun aus wéi engem Land se kommen oder a wéi engem EU-Land si ugestallt sinn.

Allerdéngs gesäit dat zukünfteg Gesetz awer eng Partie Exceptionne vir, an dat virun allem fir déi Persounen, déi bei der Police, bei der Arméi, oder am Rettungswiesen tätég sinn. Do doniewent sinn awer och déi Persounen vum der Formatioun ausgeholl, déi Gefierer vum enger Vitesse vu manner wéi 45 Stonnekilometer steieren, wéi zum Beispill d'Bauern.

Ausserdeem ass all Persoun net duerch d'Gesetz betraff, déi zwar am Besëtz vum engem C- oder D-Führerschäin ass, mä d'Aktivitéit als Chauffeur net berufflech ausübt, oder wou d'Fueren net d'Haaptaktivitéit vum sengem Métier duerstelt. Ech erkläre mech.

Eng Persoun, déi e Camionsführerschäin huet a bei der Renovatioun vum sengem Haus sech e Camion lount, fir säi Material ze transportéieren, ënnerläit net dësem Gesetz. Datselwech zielt fir e Steemetzer, dee bei engem Entrepreneur schafft an e Busführerschäin huet, dee moies mat den Aarbechter mam Bus op de Chantier fiert, anschléssend do selwer während aacht Stonnen als Steemetzer schafft, an dann erëm mat sengen Aarbechter an de Betrib zrëckfiert. Natierlech wäert et Grenzfall ginn, mä ech mengen, an engem Zweifelsfall soll dee betreffende Chauffeur ganz einfach eng Ausbildung maachen.

Zweete Punkt: Qualification initiale a Formation continue. Fir déi Leit, déi mussen esou eng Formatioun maachen, gesäit d'Gesetz Folgendes vir: All Persoun, déi bis zu der Entrée en vigueur vum dësem Gesetzestext Titulaire vum dem Führerschäin vun der Kategorie C oder D ass, muss all fënnef Joer eng Weiterbildung - formation continue genannt - vu 35 Stonnen absolvéieren. All déi aner Persounen, déi also nom Akraaftriede vum Gesetz eréischt de prakteschen Exame vum Bus- oder Camionsführerschäin maachen, mussen, fir dierfen de Beruff als Chauffeur auszeüben, nach eng Qualifikatioun initiale vun 280, beziehungsweise 140 Stonnen absolvéieren.

De Projet de loi gesäit och eng Qualification initiale accélérée fir déi Leit vir, déi e gewësenen Alter erreecht hunn an domat net mussen déi 280 Stonne Formatioun duerchlafen.

Déi Leit, déi méi jonk wéi 21 Joer sinn an awer gäre wëllen en décke Camionsführerschäin maachen oder gäre wëllen onbeschränkt Persounentransport fueren, mussen kënnen, fir dee Beruff auszeüben, eng Formatioun vun 280 Stonnen absolvéieren.

Drëtte Punkt, de Finanzement an d'Konstruktioun vum engem Centre de formation. D'Fro stellt sech natierlech: Wou soll déi Formatioun organiséiert ginn? A wie soll dës Formatioun iwwerhaapt bezuelen?

Hei wäere mer bei där typesch Lëtzebuerger Léisung, déi ech aganks erwähnt hunn. Wéi eis awer vun den Acteuren um Terrain verséichert ginn ass, esou ass no villen Diskussiounen a Réuniounen mat de Sozialpartner festgehale ginn, dass zu Suessem niwient der Kronospan e Centre de formation pour conducteurs professionnels soll entstoën, ähnlech deem wéi zu Colmar-Bierg am Kader vum der Formation complémentaire.

De Standuert Suessem bitt an dësem Fall exzellente Bedingungen, nämlech ass de

Site direkt un d'Collectrice du Sud ugebonden an ass do derniewent - an dat ass e grouse Virdeel - och a Statsbesëtz.

Entgéint ville Meenungen bréngt dëse Site awer Avantage fir d'Gemeng Suessem mat sech. Well zum enge war dësen Terrain fir Industriezwecker virgesinn an och esou klasséiert, an zum anere wäert d'Fueropkomme vu Camionen oder anere Gefierer bis zu 80% ënnert dem Verkéiersopkomme leien, deen d'Recyma - déi Firma, déi elo do ass - verursaacht huet, déi am Pafewee do läit.

Des Weidere soll an dësem Ausbildungszentrum e Verkéiersgaart integréiert ginn, deen dann de Kanner vun der Suessemer Gemeng soll zuguttkommen.

An der Praxis wäert dat dann esou ausgesinn, dass d'Formatioun ronn véier Deeg zu Suessem stattfënnt an een Dag zu Colmar-Bierg, wou d'Formatiounstester mat der Waasserberieselungsanlag gemaach ginn. Dëst aus technesche Grënn, well dofir d'Pist eng relativ staark Pente muss hunn, déi zu Suessem aus topographesche Grënn nëmme schwéier méiglech ze realiséieren wär an och zousätzlech héich Käschte generéiert hätt, bei enger relativ schwächer Gesamtaaschtung fir Suessem a fir Colmar-Bierg.

Wat elo de Finanzement vum der Formation continue, beziehungsweise vum der Qualification initiale betrëfft, esou ass eng Léisung fonnt ginn, déi am Intérêt vun de betreffende Chauffeure steet. Hei konnt eng gutt Léisung fonnt ginn, wou een an dësem Fall wierklech vun enger Plus-value op der ganzer Linn fir déi nei Bus- a Camionschauffeure ka schwätzen, déi Dag fir Dag e schwierigen Job maachen.

Entweder si se am öffentlechen Transport tätég a mussen sech niwient der Gefor op der Strooss nach munches gefale loosse, oder si schaffen als Camionschauffeuren an engem Beräich, deen internationale Wettbewerbskonditiounen ausgesat ass, déi alles anescht wéi gemitterlech sinn.

Duerfir sinn ech frou, dass dës Chauffeuren an Zukunft eng Formatioun kréien, oni mussen een Euro dofir ze bezuelen, beziehungsweise oni dass een Dag Congé dofir dropgeet. Während d'Käschte vum der Qualification initiale integral vum Stat solle gedroe ginn, esou sollen d'Fraisé vum der Formation continue zu engem Drëttel vum Stat an zu zwee Drëttel vum Patronat gedroe ginn.

Véiertens a leschte Punkt: Concertatioun a Konsens zwëschent alle concernéierten Acteuren.

Ech wëll heimat och all de Sozialpartner vum dëser Plaz Merci soen, dass si dësen Accord mat droen. An dësem Kontext wëll ech och op déi Aktivitéiten hiweisen, déi si an der Vergaangenheit schonns vun onsen Transporteuren oder Busentreprisen am Beräich vun der Formatioun gelescht hunn a weider leeschten.

Esou hunn déi meescht Betriber hire Leit periodesch e Fahrtraining an och Weiterbildung offréiert, deen zwar net esou komplett ass, wéi en elo virgesinn ass, mä ëmmerhin war dat den Ufank.

Dës Ausbildung gétt also elo harmoniséiert a verstärkt an och virun allem internationale Kritären ugepasst. Duerfir och d'Konstruktioun vum engem fuschnéien Ausbildungszentrum zu Suessem. Dëse Fuerzentrum soll vum Centre de formation pour conducteurs zu Colmar-Bierg gebaut an och bedriwwe ginn. D'Käschten, déi de Stat fir d'Erriichtung vun dësem Centre dréit, wäerte sech op 6,5 Milliounen Euro belafen.

Wat elo d'Ausféierungsbestëmmunge betrëfft, souwuel wat den Inhalt vum der Formatioun, den Déroulement, den Examen oder de Fonctionnement vum Centre de formation betrëfft, esou sinn d'Detailer an zwee Règlements grand-ducaux festgeluecht.

Och sief gesot, esou wéi mer vu verschidene Säite vermëttelt ginn ass, hunn d'Sozialpartner hei aktiv matgeschafft, ob dat de Contenu vum der Formatioun oder eben de Fonctionnement vum Centre de formation betrëfft.

Eng Kommissioun, déi sech aus Représentanté vum de betreffende Ministären an de Berufschamberen zesummesetzt, soll den Transportminister beim Oflaf vun der Formatioun beroden an d'Pläng fir d'Organisatioun vum der Formatioun ausschaffen. Domat ass garantéiert, dass déi interesséiert Acteuren, d'Gewerkschaften an och d'Patronat och hei hiert Matsproocherecht hunn. Dëse Prinzip assuréiert, dass eng Formatioun ugebuede gétt, vun där jiddweree kann och profitéieren. Eng Win-Win-Situatioun fir all déi Bedeelegt.

Här President, ënnerstrach gétt d'Richtigkeet vum dësem Konzept duerch déi ver-

schidden Avisé vum deenen eenzelne Berufschamberen, déi alleguer duerchweegs positiv sinn.

Ähnlech zielt och fir den Avis vum Statsrot, dee prinzipiell all déi Dispositiounen vum Projet guttgehalen huet.

Eis Aarbecht an der Transportkommissioun ënnersträicht och eise Konsens zu dëser wichtege Formatioun. Konstruktiv hu mir den Text amendéiert, fir op där enger Säit dem Statsrot senge Considérationen Rechnung ze droen a fir op där anerer Säit den Text vun der Regierung nozebesseren.

Ofschléssend wëll ech nach eng Kéier betounen, wéi wichteg d'Formatioun fir méi Verkéierssicherheit a fir d'Carrière vum Berufsschauffeur ass. Et ass elo um zukünftigen Exploitant vum Centre de formation, fir ze suergen, dass d'Coursen esou schnell wéi méiglech kënnen ufänken, fir dass an absehbarer Zukunft ausschliesslech Chauffeuren ënnerwee sinn, déi souwuel theoretisch wéi praktesch all fënnef Joer weidergebilt ginn.

Här President, als Konklusioun, a fir zum Schluss ze kommen, sinn ech an dësem Sënn optimistesches, dass mer eise Wee vun enger weiderer Reduktioun vun den Affer am Verkéier fortsetze kënnen.

Gläichzäitig stellt dëse Projet de loi awer och niwient der Gesetzgebung iwwert d'Fuer- a Rouzäiten oder d'Sécherheet am öffentlechen Transport e weidert Puzzlestück duer, fir d'Professioun vum Berufsschauffeur méi sozial a méi sécher ze maachen.

Zu gudder Lescht kann een dës Formatioun och als Instrument fir eng weider Reduktioun vun eisen CO₂-Emissiounen gesinn. D'Sécherheet, d'Gerechtigkeit an den Ëmweltschutz sinn domat an engem Projet de loi verbonden.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Den éischte Riedner ass den Här Spautz.

Discussion générale

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, de grouse Gewinner haut de Mëtteg sinn d'Berufsschauffeuren, an et ass d'Sécherheet am Stroosentransport, ob dat Camionen sinn oder Busser. An duerfir kann ech och selbstverständlech d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Berger.

» **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëilt dem Rapporteur Merci soen. En huet déi wichtegst Elementer hei erkläre.

Hei geet et och ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, mä virun allem muss een hei an éischer Hinsicht op d'Zilsetzung vun deem Projet de loi respektiv där Direktiv hiweisen. An dat ass hei, d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbessern, andeems mer och eng adequat Aus- a Weiterbildung vun de Bus- a Camionschauffeuren hei kënnen organiséieren a reglementéieren.

Dat soll also méi eng grouss Verkéierssicherheit bréngen, wat mir wierklech kënnen als DP mat zwou Hänn ënnerschreiwen an ënnerstëtzen, well, wéi d'Statistike weisen, sinn nämlech an de leschte Joren hei och negativ Tendenze festzustellen. Op där enger Säit hu mer et esou, dass am allgemengen Trafic positiv Zuelen ze verzechnen sinn. Dat heescht, dass do d'Accidenter zrëckginn. Mä awer, souwäit ech dat och an Dokumenter konnt feststellen, hunn d'Accidenter mat Camionen a Camionnetten ëm 35% an de leschte Joren zougeholl.

En aneren Aspekt, deen ech och nach ganz kuerz wëilt ervirsträchen, dat ass dee vun der Formatioun, wou hei och verbrauchsniddregt Fuerverhalten oder wou och déi Elementer mat abruucht ginn, wat sécherlech wichteg a sënnavoll ass, besonnesch am Hibleck op de Klimaschutz.

An dann ass och hei an dësem Gesetz jo dann de Centre de formation, deen hei an d'Liewe geruff gétt, dee soll op Suessem kommen.

Mir haten haut de Mëtteg scho virum Vote eng - Wéi soll ech et soen? - eng éischt Aféierung an der Mëttesstonn respektiv eng éischt Presentatioun vum Projet, eng Virstellung vum Terrain, deen do virgesinn ass. Ech mengen, wat do wichteg ass, dat ass, dass do och en Accord fonnt ginn ass mat

der responsabeler, mat der zoustänneger Gemeng Suessem, déi jo an der leschter Zäit déi eng oder aner national Projekte krut an do net ëmmer vläicht - wéi soll ech soen? - d'Schlagsahn vun den nationale Projekte vläicht krut.

Mä do ass en Accord fonnt ginn, an ech wëll och virun allem ervirsträchen, dass d'Nuisancen fir d'Anrainer, fir d'Awunner vun där Gemeng versicht gi sinn, esou déif wéi méiglech ze halen. Et ass souwuel dat, wat den eventuelle Kaméidi géif ubelaangen, wéi och dann zousätzlechen Trafic.

Et ass och erkläre ginn, dass hei am Fong geholl den Trafic wäert ofhuelen, well déi Leit, déi do an d'Formatioun kommen, déi kommen net mat hire Camionen oder mat hire Bussen, déi komme mat hirem Privatwun, an da sinn do Gefierer um Terrain, déi se da benotzen, fir hir Coursen ze maachen. Dat ass da sécherlech och en interessant an en - wéi soll ech soen? - gutt Element doranner.

Déi puer Remarquë gemaach, wëll ech awer och den Accord hei zu deem Projet abréngen, wou virun allem d'Verkéierssicherheit am Vierdergronn steet.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Berger. Den Här Braz huet d'Wuert.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Jo, Här President, dat bësschen, wat nach net gesot gi war vum Rapporteur, huet den Här Berger elo gesot. Duerfir bréngen ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

(Hilarité et interruption)

» **M. le Président.** - Duerno ass den Här Henckes ageschriwwen. Den Här Henckes ass net do. Den Här Koepp huet d'Wuert.

» **M. Jean-Pierre Koepp (ADR).** - Här President, ech wëll am Numm vun der ADR-Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Ech kann zwar net grad mat allem d'accord si vis-à-vis vun de Chauffeuren.

Dach, ech war dat selwer. Mä d'Patrone wäerte jo net ze frou domat sinn, well dat Meescht kënnt jo op si duer.

Mä ech ginn awer am Numm vun der Fraktioun eis Zoustëmmung zu dësem Projet.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Koepp. D'Regierung huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi ganz detailléierte Rapport. Merci virun allem der Gemeng Suessem an hire Responsabele fir déi couragéis politesch Attitüd a konstruktiv Attitüd, déi se an deem Dossier haten. Merci och de Sozialpartner, virun allem och den Entrepreneuren, déi en Deel hei matfinanzéieren.

Dem Här Koepp wëll ech allerdéngs soen, dass de gréissten Deel vun dem Invest an och vun de Fraisén, déi duerno vun der Formatioun generéiert ginn, vum Stat gedroe ginn. Nach ëmmer un éischer Stell ass dat deen, deen am meeschte wäert droen. Mä trotz allem hunn d'Sozialpartner och hei eng positiv Roll gespilt.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat ass och dës Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann zum nächste Projet, an dat ass de Projet 5968 iwwert de Bau vun enger Bréck bei Gaasperech.

(Interruptions)

Et huet sech...

(Interruptions et hilarité)

» **Une voix.** - Et geet ëm d'Verkéierssicherheit, net ëm den öffentleche Verkéier

(Interruption)

» **Une autre voix.** - 5906!

» **M. le Président.** - De Projet 5906.

(Interruption)

Deen ass verschwonnen.

(Interruption)

De Projet 5906 iwwer Alkohol an Drogen hannert dem Steier. D'Wuert huet dann de Rapporteur, den honorabelen Här Roland Schreiner.

10. 5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

Rapport de la Commission des Transports

» **M. Roland Schreiner (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. D'Verkéierssicherheit war elo grad en Thema. D'Verkéierssicherheit bleibt och an dësem Projet de loi en Thema.

Dofir, Här President, Här Minister, léif Kollegeginnen a Kollegen, de Projet de loi ass de 25. Juli 2008 vum Transportminister déposéiert ginn. En huet als Objektiv, d'Gesetz vum 18. September 2007 iwwert d'Verkéierssicherheit op e puer Punkten ze modifizéieren respektiv ze preziséieren, notament wat d'Bestëmmungen ugeet iwwert den Taux d'alcoolémie fir d'Leit, déi an engem Rettungsdéngscht tätég sinn, an iwwert den Dépistage vun den Drogen beim Autofueren. Doniewent preziséiert en och verschidden Dispositiounen betreffend d'Kompetenze vun de Riichter beim Erdee vum engem Fuerverbuet.

Här President, d'Gesetz vum 2007 hat zum Zil, duerch eng Rei vun neie Moosnamen d'Sicherheit op eise Stroossen daitlech ze verbessern. Et reit sech an d'Strategie vun der Europäescher Unioun aus dem Joer 2003 an, fir d'Zuel vun de Verkéierdoudeche bis zum Joer 2010 ëm d'Halschent ze reduzéieren.

All Joer stierwen op den europäesche Stroosse méi wéi 40.000 Mënschen; 1,6 Milliounen ginn duerch Verkéiersaccidenter blesséiert oder droen zum Deel bleiwend Kierperschied dovun. 90 bis 95% vun dësen Accidenter sinn op mënschlecht Versoen zréckzuféieren a kéinten deemno verhënnert ginn.

Dës Zuele sinn erschreckend a maachen daitlech, wéi noutwendeg a wéi dréngend Handlungsbedarf besteet an Europa an och hei zu Lëtzebuerg. Dat trotz alle Verbesserungen, déi an deene leschte Joren um Niveau vun der Technik vun den Autoen erreicht goufen an déi och e Bäitrag zur Verbesserung vun der Sicherheit am Verkéier duerstellen. An och trotz der positiver Entwécklung, déi mer an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg, grad hei zu Lëtzebuerg, matgemaach hunn. Wa mer gesinn, dass d'Zuel vun de Verkéiersdoudechen - et ass éinescht scho gesot ginn - bei eis zënter 2001 ëm 50% erofgaangen ass, an d'Zuel vun de Schwéierblesséierten an deemselwechten Zäitraum souguer ëm 69%.

Dee gréisste Risikofacteur ass a bleibt awer nach ëmmer de Mënsch selwer, de Chauffeur also. An d'Statistiken erginn, dass déi meescht Accidenter aus ze héijer Vitesse, staarkem Alkoholkonsum an neierdängs an Fueren ënner Afloss vun Drogen resultéieren.

Duerfir huet de Projet de loi oder besser d'Gesetz vum 2007, op dat ech éinescht Referenz scho gemaach hunn, och e puer Piste verfolgegt, nämlech déi, méi eng effikass Penaliséierung vun de Chauffeuren bei besonnesche Verstéiss géint d'Verkéiers-

uerdnung, dann d'Erofsetze vum erlaabten Taux d'alcoolémie an drëtens d'Afëiere vun Tester, déi et erméiglechen, d'Fueren ënner Afloss vun Drogen méi systematesch ze détectéieren an ze bestrofen.

An der Praxis huet sech awer ganz séier erausgestallt, dass d'Applikatioun vun eenzelne Mesuren aus dësem Gesetz problematesch ass, an dëse Projet de loi soll duerfir dës Problemer hëllefen aus der Welt ze schafen.

D'Gesetz vum 2007 huet fir eng Rei vu Chauffeuren, wéi déi, déi am Stage sinn zum Beispill, oder och Berufschaffueuren, den erlaabten Alkoholtax op 0,2 Promille erfogsat. Dorënner sinn och d'Chauffeure vun de Rettungsdéngschter, Ambulanzen a Pompjessgefiierer gefall.

Et ass awer gewosst, dass de gréissten Deel vun dëse Chauffeure sech am Kader vun engem Voluntariat an den Déngscht vun eiser Gesellschaft stellen, 24 Stonnen op 24, 365 Deeg op 365 am Joer quasi müssen op Opruff bereetstoen an duerfir net onbedéngt kënne mat Berufschaffere verglach ginn an och net mat deene gläichgestallt kënne ginn.

An deem Sënn redresséiert dann och dëse Gesetzesprojet dës Moosnamen an alignéiert den erlaabten Alkoholtax fir déi fräiwëlleg Mataarbechter vun de Rettungsdéngschter op de Régime général, dat heescht, erëm op 0,5 Promille; virausgesat, si ënnerleien net den Dispositiounen vun deene Leit, déi am Stage sinn.

Ech wëll awer och nach derbäi soen, dass de Statsrot heimadder Problemer hat a Schwierigkeiten hat ze verstoen, dass eng Rei vu Chauffeuren aus dem Rettungswesen elo a sengen Ae méi favorabel géife behandelt gi wéi anerer.

Ech mengen awer, dass mer mat dëser Mesure hei eisem Voluntariat hei am Land a speziell deene Leit, déi Dag a Nuecht ënnerwee sinn op den Ambulanzen an de Pompjessweenen, hei e ganz groussen Déngscht awer erweisen.

En anere Volet vun dësem Projet de loi betrëfft den Dépistage vun den Drogen. De Konsum vun illegalen Drogen ass e Fléau vun eiser Gesellschaft, dat wësse mer, dee sech leider och ëmmer méi verbreet, haaptsächlech bei deene jonke Leit. An et ass evident, dass dee Phenomeen och sän negativen Impakt op d'Verkéierssicherheit huet. Dat ëmsou méi, wéi sech ganz oft Drogen- an Alkoholkonsum och nach matenee vermëschen.

Statistiken aus Frankräich hunn erginn, dass de Pourcentage vu Chauffeuren, déi an e wierklechen Accident verweckelt sinn an ënner der Emprise vu Stupéfiants fueren, bei 15 bis 20% läit. D'Europäesch Kommissioun geet dovun aus, dass, wann net dréngend Moosnamen an deem Beräich ergraff ginn, à terme méi Accidenter aus Drogenkonsum wéi aus Alkoholkonsum kéinte resultéieren.

D'Gesetz vum September 2007 huet duerfir och prezis déi Substanzen definéiert, déi am Kader vun engem Dépistage getest ginn. Ech wëll dorun erënnere, dass dat déi meescht verbreeten illegal Drogen sinn, wéi THCen, also alles, wat mer ënnert dem Begrëff vu Cannabis verstinn, dann d'Amphetaminen, wéi zum Beispill Ecstasy a Kokain, oder och d'Opiaten, also Heroin, Morphium oder Kokain. Dann huet dat Gesetz och definéiert, wéi een Test beim Dépistage vun den Drogen ausschlaggebend ass, an et huet och de Seuil definéiert, ab wéini ee kéint dovun ausgoen, dass de betreffene Chauffeur net méi färduecht ass, well en ënnert dem Afloss vun Drogen steet.

An der Praxis sollt sech awer dann doraus erginn, dass d'Police, oder sollt et dann esou ausgesinn, dass d'Police op Ordonnance vum Procureur oder bei manifesten Unzeechen, déi festgestallt ginn, un éischer Stell emol en Test sollt maachen, bei deem de Spaut oder de Schweess sollt analyséiert ginn. A wann deen dann erweise géif, dass de Chauffeur eng vun deenen definéierte Substanzen konsuméiert hätt, da géif eng Blutanalys gemaach ginn, fir feststellen, ob eng vun deene Substanzen am Blut dran ass oder och net.

Dës Prozedur beinhalt awer eng Rei vu juristeschen Ongewëssheeten, esou dass d'Auteure vum Projet de loi an och d'Kommissioun, en accord mam Statsrot, eng nei Prozedur definéiert hunn, déi eigentlech dräi Etappe begräift, woubäi déi nächstfolgend Etapp nëmme d'äerf entaméiert ginn, wann déi vu virun och positiv war.

Et geet un, an dat ass déi éischt Etapp, mat dem Feststelle vun äusserlechen Unzeechen, déi e Verdacht opkomme loosse, méttels enger Batterie vu standardiséierten Tester. Déi Déroulementer, d'Kritärë vun deenen Tester ginn iwwer Règlement grand-

ducal definéiert. Wann déi Tester da positiv sinn, kënnt dann als zweet Etapp den Test an d'Analys vum Spaut oder dem Schweess, an erëischt dann, wann och deen Test positiv ass, muss de Chauffeur sech enger Blutprouff ënnerzéien.

Mat dëser méi preziser Prozedur, déi op engem duebele Contrôle jo da berout, menge mer, dass mer all Risque d'arbitraire eliminiéiert kréien a verhënnere, dass zum Beispill eng Persoun sech enger Blutprouff muss ënnerzéien, wa se nëmme, zum Beispill, Medikamenter geholl huet, well se krank ass.

Wichtig ass och ze soen, dass d'Agente vun der Police grand-ducale, déi déi Tester müssen duerchféieren, eng speziell an appropriéiert Formatioun kréien, grad wéi dat och an der Belsch, zum Beispill, haut de Fall ass. Ech wëll och nach derbäi soen, dass déi Method vun de standardiséierten Tester mat grousser Erfolleg an der Belsch an an Däitschland applizéiert gëtt. Si erlaabt virun allem, déi reell Influenz vun illegale Substanzen ze détectéieren an esou d'Zuel vun de Leit, déi sech ouni Justifikatioun engem Spaut- oder Schweesstest müssen ënnerzéien, op e strikte Minimum ze begrenzen.

En drëtte Volet an e leschte Volet, mat deem sech dëse Gesetzesprojet beschäftegt, ass d'Fuerverbuet, dat vun den zoustännege Riichter ausgeschwat gëtt. D'Gesetz vum 2007 hat do eng zimlech rigid Ausleeung virgeschriwwen, nom Motto: „Fuerverbuet ass gläich Fuerverbuet“, an dat an alle Fäll an ouni Ausnahm. Et huet sech awer an der couranter Praxis bei der Justiz erausgestallt, dass d'Méiglechkeet fir d'Riichter, d'Fuerverbuet op verschidden Trajeten oder verschidden Deeg an der Woch ze limitéieren, awer Sënn gemaach huet, net zulescht och, fir d'Liewensqualität vun deene betrafene Chauffeuren ze garantéieren.

De Gesetzesprojet vun haut proposéiert deemzufolleg, d'Modulatioun vum Fuerverbuet erëm anzeféieren, an déi der Appréciatioun vun Riichter ze iwwerloossen, déi dee vu Fall zu Fall ka festleeën opgrond vun der Gravitéit vum Vergehen, esou zum Beispill bei Alkohol an Steier, Fueren ënner Afloss vun Drogen, der Récidive beim Délit de grande vitesse, Défaüt d'assurance an Netbeuechte vun engem ausgesprachene Fuerverbuet respektiv och dem administrative Retrait vum Führerschäin.

De Riichter kritt also heimadder méi Spillraum, fir d'Fuerverbuetsstrofen ofzeschwächen, esou zum Beispill fir dem betrafene Chauffeur de Führerschäin ze loosse, fir op d'Aarbecht ze fueren. Eng Praxis an eng Méiglechkeet, vun där jo och an der Vergaangenheet, ënnert der viregter Gesetzgebung, ganz vill Gebrauch gemaach ginn ass.

Da schaaft dëse Gesetzesprojet déi Bestëmmung of, dass am Fall, wou e Fuerverbuet vu mindestens sechs Méint ausgeschwat gëtt, zumindest deen éischte Mount net mat Sursis ka verhaange ginn. Dat ass an Zukunft elo erëm méiglech.

Voilà, Här President, ech kommen domadder zum Schluss vu mengem Rapport. Ech hunn d'Impressioun, ech maache ganz vill Leit e grouse Plésier.

» **M. le Président.** - Dir hätt nach véier Minuten zegutt, Här Schreiner.

(Interruptions)

» **M. Roland Schreiner (LSAP), rapporteur.** - Jo, elo wier ech jo scho färdig, wann Der mech elo net ënnerbrach hätt. Fir alles dat, wat ech dann elo net méi konnt soen oder net méi ka soen oder scho bal mech net méi traue ze soen, verweisen ech dann op den...

(Interruption)

Merci, Här Huss.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Fir alles dat, wat ech elo net konnt soen oder net méi d'äerf soen oder mech net méi traue ze soen, verweisen ech op de schrëftleche Rapport, deen lech virläit. Ech mengen awer, dass mer mat dësem Projet de loi d'Gesetz vum 18. September 2007 esou komplettéiert a preziséiert hunn, dass dee ganzen Dispositif vu Moosnamen, deen d'Sicherheit op eise Stroossen daitlech soll verbessern, och wierklech an der Zukunft ka gräifen, am Sënn vun all deem, wat mer eis an Zukunft jo och op eise Stroossen da vu Verbesserungen erhoffen.

Ech hoffen, dass all d'Fraktiounen dat och esou gesinn. D'LSAP-Fraktioun gesäit dat esou, an ech ginn duerfir och am Numm vun hir d'Zoustëmmung.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schreiner. Den Här Kaes huet d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Ali Kaes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt emol dem Rapporteur, dem honorabelen Här Schreiner, villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Dee Projet, iwwert dee mer haut hei schwätzen, huet an der Öffentlechkeet net déiselwecht Brisanz a Resonanz wéi d'Gesetz vum 2007, wéi mer eben d'Promillegrenz vun 0,8 op 0,5 Promille erfogsat hunn.

An deem ganze Pak vu Moosnamen hu mer deemools och fir déi fräiwëlleg Services de secours, nämlech d'Pompjeeën an d'Protection civile, de Grenzwärt op 0,2 Promille erfogsat. Mir waren eis deemools a sech net de Konsequenze vun dëser Décisioun bewosst. Ech wëll elo op dëser Plaz net fir d'x-te Kéier op d'Diskussioun vum Alkohol- an Drogenkonsum am Stroosseverkéier agoen. Mir alleguerte wëssen, wat fir eng schlëmm Konsequenzen dat kann hunn, a jiddwereen heibannen an dobausse misst wëssen, wéi ee sech u sech ze verhalten an ze behuelen huet.

Mat alle Campagnen, déi ëmmer erëm lancéiert ginn, an der Opklärung, déi stattfënt, muss all Chauffeur wëssen, a wéi enger grousser Verantwortung hie steet, wann hie sech hannert d'Steier an engem Gefier setzt. Et muss een awer ëmmer bedenken, datt déi Leit, déi bei de Pompjeeën oder bei der Protection civile aktiv sinn, dat net haaptberufflech maachen, mä Bénévoler sinn. Leit, déi e ganz groussen Deel vun hirer Fräizäit investéieren, fir en Déngscht un der Allgemengheet ze leeschten.

Wéi grad scho gesot, wëll ech ganz kloer differenzéieren zwëschent engem professionelle Chauffeur, zum Beispill vun engem schwéiere Camion, an engem Fräiwëllegen, deen aktiv ass. Fir professionell Chauffeuren ass den Taux vun 0,2 Promille novollzëbar, well se eng sëlliche Stonnen all Dag op der Strooss ënnerwee sinn a vun hinnen nach emol eng aner Konzentrationsleeschtung gefuerdert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut schwätze mer, wéi gesot, just vun deene Leit an eiser Bevëlkerung, a leider Gottes gëtt et der ëmmer manner, déi sech fräiwëlleg zur Verfügung stellen, fir aneren an enger Noutsituatioun ze hëllefen. Ouni den Asaz vun eise fräiwëllege Pompjeeën oder vun der Protection civile wiere scho vill Haiser ofgebrannt oder Verletzter net zur Zäit an d'Spidol bruecht ginn. Natierlech muss een, wann een a senger Fräizäit esou enger éierevoller Aufgab noegeet, och wëssen, wéi eng Verantwortung ee fir sech, mä awer och virun allem fir anerer huet, an deementsprechend responsabel agéieren, wann een am Verkéier ënnerwee ass.

Trotzdem sinn all dës Leit Fräiwëlleger, déi och nach eng Famill an e Liewen niewent hirer Aktivitéit an de Pompjeeën an an der Protection civile hunn. Solle si net och emol een oder zwee Béiercher oder e gudder Patt Miseler Wäin bei engem gudden lessen drénken, an duerno trotzdeem nach d'äerfen op den Asaz fueren, wa se gebraucht ginn? Mir schwätzen hei vu Leit, déi de ganzen Dag schaffe ginn a sech an hirer Fräizäit dofir opopferen, fir eis all ze hëllefen, wann et verlaangt ass.

Ech weess, „opopferen“ ass u sech e staarke Begrëff, mä ech géif emol gäre gesinn, wéi schlecht mer dru wieren, wa mer si alleguerten net hätten. Et ass schonn eng ganz besonnesch Motivatioun an e staarke Wëllen, ze hëllefen, verlaangt, fir datt een niewent senger Aarbecht, éischens, a Formatiounen geet, fir den néidegen Know-how ze hu vum Rettungswesen a fir dat ze léieren, an zweetens, sech permanent, och wann et dräi Auer an der Nuecht ass, bereit hält, fir wann een op en Asaz geruff gëtt. Mat 0,2 bis 0,5 Promille ass ee weder voll nach soss eppes, an et soll ee folglech och nach d'äerfen en Asaz fueren.

Mir hu schonn enorm Problemer am Bénévolat, esou zum Beispill am Ambulanzdängscht, wou et net evident ass, zu alle Stonnen d'Ambulanzen iwwert d'ganzt Land ze besetzen, a mir sollen eis net mat esou enger niddreger Limite selwer beschneiden an deenen Déngschter, déi mer esou néideg an esou dréngend brauchen. Ech mengen, den Innenminister kéint eis hei e Lidche sängen. Ech mengen, jiddweree vun eis weess, wéi wichtig de Bénévolat an dësem Beräich ass, an duerfir ass et wichtig, datt mer dëse Fräiwëllegen zugestinn, datt se och emol e Pättchen d'äerfen drénken an trotzdeem hiren Tätigkeete kënnen nogoen, well se no deem engen oder, beschtefalls natierlech, zweete Pättchen nach absolut dozou amstand sinn.

Ech wëll awer zum Schluss vu menger Interventioun all menge Kollegeginnen a Kollegen am Pompjessweise respektiv an der

Protection civile, wou ech u sech stolz sinn, zu hinnen ze gehéieren, soen, datt mer, wa mer wëllen hëllefen, eis zu all Moment responsabel musse behuelen, well nëmmen, wa mer sécher a gesond op d'Asazplaz kommen an och erëm zréck an de Bau, kënnen mer u sech eiser Aufgab bescht-méiglech gerecht ginn.

An deem Sënn soen ech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Kaes. Den nächste Riedner ass den Här Berger.

►►► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, datt dës Regierung an och den Transportminister an de leschte Joren och Projeten der Chamber virgeluecht huet, déi net bis an déi leschte Konsequenz ausgeduecht waren, dat ass d'Ursaach, firwat mer haut de Mëtteg nach eng Kéier hei Zäit verléieren, och fir e Projet op de Leescht ze huelen. Well, wa mer hei dee Projet de loi diskutéieren, da musse mer wëssen, datt mer hei en Text, deen eréischt 2007 an der Chamber gestëmmt gi war, op de Leescht huelen, well hei eng Rei Onzoulanglechekeete sech an der Praxis erweisen hunn.

Och wann d'Ofsichte vun deem Text déi waren, fir méi eng grouss Verkéierssicherheit unzestriewen an domadder och keen e Problem hat an och huet, huet sech eben an der Praxis dobaussen um Terrain schnell erweisen, datt verschidde Mesuren, déi de Minister an den Text geschriwwen hat, guer net an der Praxis praktikabel waren oder awer zu Schwieregkeete bei verschiddene betraffene Leit oder Secteure gefouert hunn.

Dëst war zum engen déi Dispositioun, wat den erlaabten Alkoholpegel vu 0,5 Promille am Blut ubelaangt huet. Et war 2007 geschriwwen ginn, datt déi fräiwëlleg Pompjeeën, Ambulancierien, Secouristen d'office ënnert de Regime vun engem professionelle Chauffeur aklasséiert géife ginn, wou de Pegel jo verständlecherweis méi niddreg fixéiert gouf op 0,2 Promille. Dat huet awer dunn an der Praxis mat sech bruecht, datt déi concernéiert Leit demotivéiert goufen oder och net méi interesséiert waren, fir dann nach fräiwëlleg am Dénsgsch vum der Allgemengheet ze schaffen.

Dat sinn och sécherlech net déi Leit, et soll ee keng Karikaturen zeechnen, déi grad wa se am Standby sinn oder eventuell och an der Situatioun sinn, wou se kënnen geruff ginn, grad da géife mat Virléift vill drénken. Ech mengen, dat si Leit, déi duerch d'Bank dat seriö a gewëssenhaft maachen an hire fräiwëllegen Engagement och esou wëllen ausféieren. Mä déi wollten awer einfach net dofir engem potenzielle Risiko ausgesat sinn, fir eppes gestrooft ze ginn, wou se am Normalen, wa se net fräiwëlleg ënnerwee gewiescht wieren, net gestrooft gi wieren. Vill wollten aus där Ursaach duerfir net méi da prett stoe bei de fräiwëllege Secouristen a Pompjeeën, a mir brauchen awer déi Leit nach wie vor hei. D'Ëmännerung vun deem Gesetz huet sech opgedrängt, esou datt mer do net eng Rei Leit verluer hätten, déi mer eben awer hei zu Lëtzebuerg och nach brauchen.

Bon, gradesou ass och eng zweet Measure aus dem Gesetz vun 2007, déi vun de Kontrolle vum Drogegebrauch um Steier, déi sech an der Praxis och als net praktikabel erweisen huet. D'Experten hu schnell dorobber higewisen, datt déi Prozeduren, Methoden, déi Tester net an der Praxis ëmzeseetzen waren. Do hu sech eng Rei praktesch Schwieregkeeten ergi mat deenen Tester.

Ech wëll elo net op déi ganz Problematik agoen. Deemools waren och eng Rei öffentlech Diskussiounen, Leit hu sech zu Wuert gemellt, fir eben do déi eenzel Schwieregkeeten ze retracéieren, an eben och bis haut sinn déi Artikelen aus dem Gesetz vun 2007 Lettre morte bliwwen, well an der Praxis keng där Tester duerchgefouert ginn, well eben do eng Rei Schwaachpunkte waren.

En drëtten Punkt betrëfft dee vun den Dispositiounen vum Führerschäinentzuch, méi spezifesch am Kontext vun der Aarbecht. Do wollt am Fong geholl mäi Fraktiounskolleeg, de Xavier Bettel, och dozou schwätzen - ech wëll hien entschëllegen, hien ass krank a läit haut am Bett -, well hien och do déi eng oder aner Fäll aus senger Praxis hat. Nëmme fir awer dann ze soen, datt also virun 2007 e Richter konnt festleeën, datt een och bei engem Führerschäinentzuch kéint awer de Permis benotzen oder eng Autorisatioun hätt, fir kënnen op d'Aarbecht ze fueren.

Du war dat ganz limitéiert oder ganz restriktiv am 2007er Gesetz ageschriwwen ginn, wat awer fir verschidde Leit do wierklech

enorm Schwieregkeete bruecht huet, déi praktesch net méi konnten op hir Aarbecht kommen oder wierklech materiell an aner Problemer bruecht huet, déi riskéiert hunn, wierklech an de Chômage ze kommen. Et ass also och hei Remedur geschaf ginn, an déi Dispositiounen sinn also redresséiert ginn, esou wéi de Rapporteur dat gesot huet, deem ech och nach hei wëllt Merci soe fir säi Bericht.

Ech mengen, déi Remarquë gemaach, géif ech awer dann den Accord vu menger Fraktioun zu deene verschiddenen Ännerungen abrängen an och begréissen, datt déi Schwaachpunkten aus dem Gesetz vun 2007 domadder nogebessert gi sinn.

Merci.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Berger. Den Här Braz.

►►► **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt déi Ännerungen, déi proposéiert ginn, och. Et kann ee sécher doriwwer diskutéieren, iwwert d'Justifikatioun vun deenen Einzelnen. Mir hunn do total Adhésioun bei verschiddenen an e bësse manner Adhésioun bei aneren. Mä trotzdem wëlle mer de Projet ënnerstëtzen an awer och gläichzäiteg soen - och, wa mer dat Gesetz vun 2007 elo e bësschen ofänneren, da soll awer an eisen Aen de Message trotzdem net dee sinn, deen haut aus dem Sall erausgeet -, dass iergendeppes soll geännert hunn un der Politik vun dëser Regierung, wat d'Lutte fir d'Verkéierssicherheit betrëfft.

Mir hu wierklech virun e puer Joer mat deem neie Gesetz, wat dem Minister jo och vill Kritiken abruecht huet, net vun eiser Säit, mir hunn de Minister an där doter Schinn während der ganzer Legislaturperiod ënnerstëtzt, well mer wierklech der Meinung sinn, dass all Verkéiersaffer en Affe ze vill ass, dass d'Menscheliewen déi éischt Prioritéit muss sinn, de Schutz vum Menscheliewen déi éischt Prioritéit muss sinn op den öffentleche Stroossen, an dass et dofir ee fir allemol muss kloer sinn, dass Leit, déi sech beim Autofueren esou behuelen, dass se anerer a Gefor bréngen, dass dat net méi toleréiert gëtt.

Dat si keng Kavaliersdelikter, dat ass näischt, wouriwwer ee laache kann. Dat ass net ee Patt ze vill, et ass einfach eng komplett irresponsabel Haltung, eng komplett irresponsabel Attitud, wann ee sech esou hannert dem Lenkrad behält. Duerfir si mer d'accord, fir d'Upassungen ze maachen. Mä et soll awer an eisen Ae keen Zweifel do runner bestoen, dass ee Verkéierssicherheit net fir näischt kriit. Et muss ee sech mat deene beschäftegen, déi sech einfach net wëllen esou behuelen, dass anere Leit hiert Liewe respektéiert gëtt. An duerfir wäerte mer och déi nächst Regierung, wa se déi dote Politik wëllt weiderféieren, als gréng Fraktioun weiderhin ënnerstëtzen.

Merci.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert elo.

►►► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, d'Gesetz fénnst och den Accord vun der ADR. Ech wollt just dorop hiweisen, datt déi zwou Modifikatiounen, wat den Taux d'alcoolémie ueegt an d'Compétence des juges, datt dat eng néideg Adaptatioun ass, fir de Realitéit vum Terrain entgéintzekommen. Notamment ass et richtig, datt d'Riichter an Méiglechekeet kréien, fir verschiddene Adaptatiounen, wat de Retrait vum Permis ugeet, duerchzeseien.

Mir bleiwe relativ skeptesch fir net ze soen opposéiert zur Iddi, datt mer all Kéier elo vun 0,8 op 0,5 erfogaange sinn, a mir bedauern och déi Aart a Weis, wéi am Ablack d'Police heiansdo systematesch Kontrollen duerchzeit, wou et zu regelrechte Verkéiersstauen heiansdo ka kommen, well dat relativ laang Zäit dauert fir...

Ech mengen, do misst ee kucken, ech hoffe weinstens, datt d'Police vläicht do méi Arrangementer fénnst, datt et net zu esou laange Staue kënnst. Dat ass net an der Rei.

Deen anere Punkt, deen ugeet, dee wichteg ass an onsen Aen, ass awer dee vum Dépistage vun den Drogen.

Do war et esou, Här President, datt mer eng Gesetzgebung haten, mä déi war net applikabel. Woufir war se net applikabel? Well mer vergiess haten, dat a Relatioun ze setzen, déi Drogen, déi fonnt ginn, fir ze soen, datt dat a Relatioun misst si mam Blut. Duerfir sinn ech da frou, datt mer elo hei en Text fonnt hunn, wou da vum Taux sérique Rieds geet, deen ee muss hunn, fir datt effektiv eng Repressioun ka gemaach ginn. Well bis elo war et esou, datt se Leit fonnt

hunn, déi souguer Heroin oder Marihuana am Auto haten, déi och zouginn hunn, datt se sech eng Sprézt gemaach haten, mä déi konnten net sanktionéiert ginn, well d'Gesetzgebung net adequat war.

Duerfir, mengen ech, ass dat heiten eng absolut nützelech Präzisioun, déi hei gemaach gëtt, quitte datt ech och d'Impressioun hunn, datt de Ministère awer gutt berode wär, fir dem Parquet vläicht ze soen, wat den Taux sérique genau duerstellt. Dat ass d'Blutt minus de Plasma, wann ech dat richtig verstanen hunn. Mä et ass net onbedéngt à la connaissance vun all Polizist, wat genau dat ass a wéi dat Ganzt muss goen.

Mä dann nach eng Kéier gesot den Accord vun der ADR zu deemem Projet.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Debatt iwwert dese Projet ofgeschloss. Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert de Bau vun enger Bréck zu Gaasperech. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Negri.

Op Wonsch vun lech alleguerte géif ech jiddweree bieten, deen ageschriwwen ass, sech u seng Riedezäit ze halen.

(Interruptions et hilarité)

Den Här Negri huet d'Wuert.

11. 5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettigen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission des Transports

►►► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, déi aktuell Stroossebréck an der rue d'Alsace zu Holle-rech iwwert d'Eisebunn muss dréngend erneiert ginn. Dës Stroossebréck verbënt hei an der Stad Lëtzebuerg de Quartier Holle-rech vun der rue d'Alsace bei der Entreprise Paul Wurth iwwert d'Eisebunnsgleiser bis an d'rue de la Déportation Richtung Quartier Sauerwiss.

Dës Stroossebréck ass am Joer 1901 iwwert d'Eisebunnsgleiser gebaut ginn. Ënnert där Bréck verlafe vill Eisebunnsstrecken: éisch-tens d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten Richtung Arel, zweetens d'Streck vu Lëtzebuerg op Péiteng an drëtzens d'Verbinding vun Hollerech aus deenen zwou Richtunge Klengbetten a Péiteng iwwert de sougenannten Triage vu Lëtzebuerg, do, wou elo doniewent d'lescht Woch deen éischten Deel vun deem schéinen neie Centre de maintenance a Betrib geholl ginn ass a vu wou aus et a Richtung Eisebunnsstreck vu Lëtzebuerg op Beeteburg weiderféiert.

All dës dräi elo genannten Eisebunnsstrecke kräize sech ënnereneen duerch Wäichen, an dat zimlech genau ënnert där an deem Gesetz viséierter Stroossebréck. Ausserdeem ass dës Stroossebréck duerch dräi Mëttelepiliere gedroe ginn. Dat hat als Nodeel, dass d'Gleistracéierung relativ komplex waren, fir do dolaanscht ze kommen. Duerfir ass scho relativ fréi de Passage à niveau oder - wéi mer dat am Lëtzebuerg Sproochgebrauch nennen - d'Barrière suppriméiert ginn an duerch eng fir déi Zäit hei zu Lëtzebuerg relativ spektakulär Bréck ersat ginn.

Déi Bréck vum Typ Warren ass souzesoe vum Noper, der Entreprise Paul Wurth, gebaut ginn. D'Bréck ass vun der Statik hir eng sougenannte Fachwierkbréck. Dat erkennt een un de Stolverbänn, déi iwwert där Strooss d'Stabilitéit vun der Bréck garantéiert hunn an de Stroossebelag quasi an der Luucht gehalten hunn. Paul Wurth huet déi Bréck an der Schmelz zu Déifferdeng baue gelooss, well Paul Wurth zu där Zäit niewent dem Betrib zu Hollerech och nach d'Gestioun vun der Déifferdenger Schmelz assuréiert huet.

Et ass iwwregens och zu där Zäit, wou d'Déifferdenger Schmelz fir d'Lizenz vun deem weltbekannte Grey-Träger fir Déifferdeng mat den Amerikaner verhandelt huet.

D'Bréck ass och nach doduerch ganz speziell, well se net aus gewalzenen Trägeren assembleiert ginn ass, mä fir d'éischt stole Putteren zesummegeesat goufen, déi aus Flaacheisen, Wénkeleisen an U-Profilen assembleiert gi waren, an dat duerch dausende vu Nitten. Dëst war eng riseg Aar-

becht a ganz aarbechtsintensiv a wär hautdësdags aus Käschtegrënn net méi ze bezuelen. Mä dës Method ass gewielt ginn, fir Stol ze spueren, well déi Zäit d'Aarbechtsstonne vis-à-vis vum Stolverbrauch méi käschtegrënteg waren. Hautdësdags ass et just ëmgedréint.

Well déi Bréck, déi fir déi Zäit hei zu Lëtzebuerg och relativ héich war, an aus - tëschent Guillemets - „däischterem“ Stol a relativ imposant war, ass se am Sproochgebrauch „d'Schwarz Bréck“ genannt ginn.

Eng ähnlech Bréck mat manner Spannwaît ass e bësse méi wäit och iwwert d'Eisebunn am Millewee gebaut ginn an duerfir „d'Zwillingsbréck“ genannt ginn, an, zur Anekdot och heiansdo oder dowéinst matenee verwiesselt ginn. Esou wäit zur Geschicht vun dëser Bréck.

Här President, déi nei Bréck gëtt eng ganz modern a schéi Bréck vum Typ „bowstring“, esou ähnlech wéi déi Bréck, déi virun e puer Joer iwwert d'Autobunn bei der Cloche d'Or gebaut ginn ass.

Déi nei Bréck huet eng Spannwaît vun 119 m a brauch keng Zwëscheepiliere méi, wat jo och d'Charakteristik vun engem sougenannten „bowstring“ ass. D'Bréck kriit eng Stroossebreet vun zweemol 3,25 m. Op deenen zwou Säite kommen en Trottoir vu jeeweils 2 m Breet, an do doniewent...

►►► **M. le Président.** - Ech géif em Opmerksamkeit fir den Här Negri bieten.

►►► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Villmools Merci, Här President.

An do doniewent och op deenen zwou Säite komme Vëlospiste vu jeeweils 1,5 m Breet.

Dat mécht eng Gesamtbreet vum Ouvrage vun 13,50 m, wat scho ganz impressionnant ass.

Ënnert der Bréck bleift eng „lichte Höhe“, also e Fräiraum, bis op d'Uewerkantschinn vu 6,5 m amplaz deenen elo 4,94 m.

(Interruption)

Jo.

Domat gëtt et och méiglech, eng normal Stroumleitungshéicht, am Fachjargon „Caténaire“, ze realiséieren. Bei där aktueller Bréck huet sengerzäit, wéi d'Eisebunnsstrecken elektrifizéiert goufen - well, wéi déi Bréck ufanks 1900 gebaut ginn ass, huet nach keen un elektresch gedriwwen Zich denke kënnen -, d'Caténaire also missen duerch eng opwändeg Technik no ënne gezu ginn, fir ënnert der Bréck erduerchzekommen. Dobäi huet e spezielle Schutz un der Bréck missen ubruucht gi géint d'Electrocution.

Erschweierend koun och nach dozou, dass d'Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg no franséischem Muster huet misse mat 25.000 V Wiesselstrom, an d'Streck vu Klengbetten Richtung Arel op Lëtzebuerg an an den Triage Lëtzebuerg mat 3.000 V Gläichstrom hu missen équipéiert ginn. Dobäi hunn déi zwou Stroumaarte grad wéi d'Eisebunnsstrecken misse gekräizt ginn, wat tech-nesch ganz komplizéiert ass, well de Wiesselstrom an de Gläichstrom sech awer och guer net matenee verdroen. Duerch déi méi héich a méi breet Bréck mussen natierlech och d'Appuie vun der Bréck ronderëm ugepasst ginn.

Dir gesitt, dat gëtt e relativ opwändeg Projet a kascht duerfir och 19.250.000 Euro. De Projet gëtt finanziert vum Fonds du rail nom Gesetz vun 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukturen, wou all gréisser Eisebunnsprojeten, déi iwwert der Grenz vu 7,5 Milliounen Euro leien, au fur et à mesure, also no an no, bei jeeweils neie Projeten zousätzlech an dëst Gesetz ageschriwwen ginn, an domat d'Gesetz vun 10. Mee 1995 all Kéiers amendéiert gëtt.

Den neien „bowstring“ iwwert d'Eisebunn an der rue d'Alsace gëtt elo als Projet Nummer 24 an dat grad genannte Gesetz ageschriwwen mat engem Montant vun 19.250.000 Euro, baséiert um Index vun 1. Abrëll 2008 mat der Valeur vu 666,12 Punkten.

An deem Kontext vläicht just eng Umierkung: Wa mer d'nächst Woch de Montant vu 7,5 op 40 Milliounen hiewen, wou e Projet e Gesetz hei an der Chamber brauch, sollt ee

vläicht iwwerleeën, ob dann an Zukunft net och fir all Eisebunnsprojet e separat Gesetz erallt soll ginn, wat fir eng besser Transparenz suerge géif, well mer sollte bestehend Gesetze net permanent op dës Manéier ëmänneren. Da brauch dat Gesetz, wann all déi 24 ageschriwwe Projeten hoffentlech geschwé realiséiert sinn, och net méi amendéiert ze ginn.

Här President, duerch déi nei, schéin a breet „bowstring“-Bréck mat béidsäitegen Trottoiren a Vëlospisten tëschent Hollerech Gare an dem Quartier Gaasperech-Sauerwiss gëtt net nëmmen en dréngend erneierungsbedürftigen Ouvrage d'art realiséiert, mä och zugläich d'Liewensqualitéit zwëscht dëse Quartiere fir e puer dausend Leit verbessert.

A wann een un déi flott nei Gare périphérique denkt, déi eisen Transportminister Lucien Lux gëschter virgestallt huet, déi net wäit vun dësem Projet zu Gaasperech gebaut gëtt a Richtung op Klengbetten, Arel an op Péiteng a spéider op déi nei Streck op Esch an op d'Uni Esch, dann hält d'Liewensqualitéit, wat fir besser Mobilitéit duerch e performanten öffentlechen Transport steet, nach weider zou.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Voilà. Merci, Här Rapporteur. Ech denken, dass dat esou am Detail mat alle Finessen de Rapport presentéiert war. Merci, Här Negri, dofir, dass déi aner Fraktiounen deem kaum nach...

(*Interruption*)

» **Une voix.** - Do kënt Der näischt méi soen!

» **M. le Président.** - Also, Här Braz, wann Dir nach eppes dozou fannt, fir derbäizeflécken, dann hutt Dir elo d'Wuert.

(*Interruption*)

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Neen, net zum Projet, Här President. Ech mengen, et ass awer dee leschte Projet vum Här Transportminister an där Eegenschaft fir dës Mandatsperiod.

Ech wollt just dem Transportminister am Numm vun der grénger Fraktioun Merci soe fir déi fair Zesummenaarbecht, déi mer hate während deene fënnf Joer. Den Här Transportminister hat jo och keng schrecklech einfach Dossier mat Momenter. Notamment alles dat, wat ronderëm d'Thema Verkéierssicherheit gaangen ass.

Et gouf eng ganz Rei europäesch Direktive mat Liberaliséierungen ëmzesetzen, bei der Bunn an och ronderëm de Flughafen, wat politesch ganz schwierig Dossier waren. Ech mengen, dass de Minister Lux déi Dossier do, déi wierklech net evident waren, an eisen Ae korrekt gemeschert huet, och wa mer tëschenduerch déi eng oder aner Ausenanersetzung haten.

Ech wollt dem Minister just soen, dass mer déi Kollaboratioun och an der Kommissioun als gréng Fraktioun ganz konstruktiv a flott fonnt hunn. Mir sinn notament iwwer europäesch Dossier virbildlech informéiert ginn. Dat ass net an all de Kommissiounen de Fall vun de Ministeren. Duerfir, wa mer och déi eng oder aner Kéier net enger Meenung waren, déi eng oder déi aner Kéier vläicht méi en haart Wuert gefall ass, vun eiser Säit aus wollt ech lech soen, dass dat ni perséinlech gemengt war.

Mir fannen, dass Der dat bei dësen Dossier korrekt gemaach hutt.

(*Interruptions*)

» **M. le Président.** - Also, ech soen dem Här Braz Merci fir déi Interventioun. Ech denken, dat, wat den Här Braz ausgedréckt huet, ass dat, wat déi écrasant Majoritéit vun dësem Parlament denkt vun der Aarbecht vum Minister.

(*Brouhaha et hilarité*)

Voilà. Dir Dammen an Dir Hären, elo ass d'Diskussioun...

Den Här Minister wëllt nach eppes dozou soen - natierlech.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Ech wëllt just an engem Saz déi Meenung vum Här Braz gären zrëckginn a Merci soe fir eng virbildlech Zesummenaarbecht an där Kommissioun a fir déi Aarbecht, déi mer gelescht hunn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat ass dëse Projet och ofgeschloss.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer, an dat erfreet lech wahrscheinlech allegueren, zum leschte Projet vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass deen iwwert d'Schafe vun enger Administration de la nature et des forêts.

(*Interruption*)

D'Wuert huet elo de Rapporteur, an dat ass och an dësem Fall den honorabelen Här Negri.

12. 5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts

Rapport de la Commission de l'Environnement

» **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, Administration de la nature et des forêts: Esou heescht mat der Reform vun der Administration des eaux et forêts, oder am Sproochgebrauch d'Forstverwaltung, mat dem Projet de loi 5934 vun haut un. De Projet de loi 5934, deen de 15. Oktober 2008 vum Ëmweltminister deponéiert gouf, gesäit eng Reform vir, an där déi aktuell Forstverwaltung hiren neie Missiounen an Défié méi gerecht gëtt. An zwar gëtt mam Gesetz vun haut d'Forstverwaltung och nach Naturschutzverwaltung.

Mä loosse mer emol e Bléck zrëckgeheien op d'Evolutioun an der Zäit vun der Forstverwaltung, fir domat Sënn an Zweck vun der Reform zu enger neier Natur- a Forstverwaltung besser kënnen nozevollzéien.

Déi aktuell Administration des eaux et forêts ass eng vun deenen eelste Verwaltungen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. De Statsrot ass a sengem Avis op d'Originé vun dëser Verwaltung agaan an ass dobäi bis op d'Joer 1791 zrëckgegang. Och den Exposé des motifs zum Projet de loi geet op d'Geschicht vun der Administration des eaux et forêts an. Dat ass net nëmmen historesch interessant, mä et weist virun allem och, wéi staark d'Missiounen vun dëser Verwaltung am Laf vun de Jorzéngte geännert hunn.

Am 19. Jorhonnert huet dee gréisste Problem am Erhale vun de Bëscher an am enormen Holzverbrauch bestanen, dee virun allem op d'Industrialiséierung zrëckgeföhren ass. D'Eisen- a Glasindustrie war am Opschwung an huet onheemlech Quantitéit vum Holzkuele verbraucht, sou dass Mesuren hu missen ergraff ginn, fir d'Resource vun eise Bëscher ze schützen. Am Laf vun 20. Jorhonnert waren et virun allem d'Intensivierung vun der Landwirtschaft an d'demographesch Entwécklung, déi d'Ofholze vun de Bëscher mat sech bruecht hunn.

Stoung am Ufank virun allem d'Forstwirtschaft am Mëttelpunkt an domat d'Suerg, dass laangfristeg genuch Holz zur Verfügung stéing, esou ass am 20. Jorhonnert ëmmer méi de Schutz vum Bësch als Ökosystem an d'Erhale vun der Biodiversitéit an de Vierdergrond geréckelt.

Um Enn vum 20. Jorhonnert huet d'Forstverwaltung ëmmer méi dës Aufgab krit, well ee sech bewosst ginn ass, dass et net nëmmen duergeet, d'Aktivitéiten ze verbidden oder anzuschranken, déi de Bësch zerstëieren, mä dass aktiv Mesurë geholl an ergraff musse ginn, fir ökologesch Ziler ze erreechen. Parallell dozou huet d'Fräizäitverhale vun de Leit sech staark verännert, sou dass de Bësch als gréng Long och ëmmer méi eng Roll als Noerhuelungsgebitt erfëllt.

Zënter e puer Joer mutéiert an ännert dës Approche elo erëm. An Zäiten, wou déi fossil Energië knapp ginn, gëtt d'Holz als erneierbaren Energieträger erëm méi interessant. Et gëtt deemno ëmmer méi komplex Aufgaben, fir am Bësch éischtens den no-

haltegen Naturschutz, zweetens déi récréativ Roll als Noerhuelungsgebitt, drëttens de Bedarf un Terrain a véiertens de Bedarf un Holz fir erneierbar Energien, fir also déi véier genannte Besoinen an e Gläichgewicht ze bréngen an ze behalen.

Här President, de Wandel am Laf vun der Geschicht spigelt sech och an deene verschiddene legislativen Texter erëm. Eng éischte Kéier krut d'Forstverwaltung méi generell Aufgaben am Beräich vum Naturschutz iwwert d'Gesetz vum 29. Juli 1965 zum Erhale vun der Natur an den natierleche Ressourcen. De 4. Juli 1973 gouf d'Gesetz iwwert d'Forstverwaltung vun 1909 esou iwwerschaft, dass dës nei Aufgab besser konnt an där bestehender Struktur ausgefouert ginn. Deemoools ass en eegestännege Service fir den Naturschutz innerhalb vun der Forstverwaltung geschafe ginn.

Déi nächst Reform koum 1989, wou niewent dem zentrale Service fir d'Conservation de la nature dräi regionaler Servicer gegrennt goufen, an der Hoffnung, den Naturschutz ziler esou méi no ze kommen.

Zënterhier huet sech viles am Beräich vum Naturschutz gedoen hei zu Lëtzebuerg, awer och um internationalen Niveau.

Esou hu mer zu Lëtzebuerg zënter dem 19. Januar 2004 en neit Gesetz iwwert de Schutz vun der Natur, dat virun allem eng Basis fir d'Natura-2000-Schutzzone festleet. Kärpunkt vum Gesetz vun 2004 war de Schutz vun dem bedrohte Liewensraum an eiser Kulturlandschaft ze verankeren.

Mëtt 2005 gouf en Observatoire geschafen, fir d'Zesummenaarbecht tëschent allen Acteuren an dësem Beräich ze erliichteren.

Am selwechte Joer 2005 gouf och den éischte Programme forestier national arrétiert, deen d'Ziler vun der Forstwirtschaft fir déi nächst Joren definéiert huet an de Prinzipien vun der Nohaltegkeet an hire Mëttelpunkt gestallt huet.

2007 gouf den éischten nationalen Naturschutzplang festgehalen, deen en detailléierten Aktionsplang beinhalt.

Am Endeffekt besteet hautdësdays eng wichteg Aufgab vun der Forstverwaltung doran, an eisem Land éischtens den Naturschutz an Landschaftsschutz ze garantéieren an zweetens de Verloscht vu Planzen- an Déierenaarten an domadder de verbundene Verloscht vu bedrohte Liewensraum ze stoppen.

Här President, 34% vum Lëtzebuerg Land bestinn hautdësdays aus Bëscher. 47% vun de Bëscher sinn an öffentlecher Hand. Wann een déi rezent 1.500 Hektar aus dem Gréngwald a Kolmer-Bierg derbäihält, sinn dat am Ganzen 41.000 Hektar Bësch. Domat sinn 53% vun der Bëscher hei zu Lëtzebuerg a Privatbesëtz; dat si 47.000 Hektar Bësch. Vun deenen öffentleche 47% Bëscher gehéieren der 32,9% de Gemengen, 13% dem Stat an 1,1% de verschiddenen Établissements publics.

Am Beräich vun der Forstwirtschaft assuriert d'Forstverwaltung also d'Gestioun vun deene virgenannten 41.000 Hektar öffentleche Bësch. Am Naturschutzberäich géiert d'Forstverwaltung ausserdem 44.730 Hektar am Kader vun Natura 2000 an en plus 30 Réserves naturelles. Fir de Public iwwert dës Naturschutzprojeten informéieren ze kënnen, assuriert se och nach d'Gestioun vu véier Centres d'accueil.

Do derniewent bekümmert sech d'Forstverwaltung och ëm 420 Juegdsyndikater mat ronn 600 Juegdlosen. De Budget vun der Forstverwaltung beleeft sech op ëm déi 36 Milliounen Euro pro Joer. Bei der Forstverwaltung schaffen am Ganzen 386 Leit: 136 Fonctionnaires an Employéen an 285 Statsaarbechter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eleng aus dëser Opzielung geet ervir, dass d'Aufgaben, mat deenen d'Forstverwaltung hautdësdays konfrontéiert ass, ganz komplex sinn an nëmmen dann erfollegräich ëmgesat kënnen ginn, wann d'Strukture vun der Verwaltung un hir heiteg Missiounen adaptéiert ginn a wa se genuch Personal a Moyenë kréien, fir hir Aarbecht och dann duerchféieren ze kënnen.

D'Forstverwaltung gouf dofir auditéiert. An et huet sech effektiv erausgestallt, dass d'Organisatioun vun der Forstverwaltung hire Missiounen mat den aktuelle Moyenen net méi ka gerecht ginn. Et gouf enner anere festgestallt, dass et Inkohärenze gëtt, wat d'Strukturen engersäits vun den zentrale Servicer an anerersäits vun de lokale Servicer betreffen.

E gréissere Problem huet den Audit och bei der Kommunikatioun an der Zesummenaarbecht tëschent verschiddene Servicer festgestallt, an dat besonnesch tëschent dem zentrale Service an de Leit um Terrain.

Wat gebraucht gëtt, ass awer eng kloer Linn, fir dass ouni intern Hindernisser Projeten a Programmer kënnen ausgeschafft, geplangt an um Terrain ëmgesat ginn.

Derbäi kënt, dass 2004 d'Administration de la gestion de l'eau geschafe gouf, esou dass ee vun deenen zwee Aufgabeberäicher - d'Waasser - vun der Administration des eaux et forêts an de Ministère de l'Intérieur ausgelagert gouf. Och dëser Entwécklung muss den neie Projet wäitméiglech Rechnung droen. Aus der Administration des eaux et forêts gëtt deemno elo eng Administration de la nature et des forêts.

De Projet de loi, deen hei virläit, probéiert eng Äntwert op dës Erausforderungen ze ginn. En hält folgend Ziler fest:

Éischtens, déi nei Verwaltung gëtt verstärkt als wichtegst Element fir d'Emsetzung vun de Politiken am Beräich vum Naturschutz an der Gestioun vun den natierleche Ressourcen;

zweetens, eng Verbesserung vun de Verwaltungsstrukturen, esou dass e reibungsgläichen Oflaf vun der Konzeptioun bis zur Emsetzung um Terrain dank enger gudder Zesummenaarbecht vun de Servicer méiglech ass, an

drëttens, d'Verwaltung muss och d'Moyenë kréien, fir besser kënnen no baussen ze kommuniquéieren, fir dass d'Leit, an domat d'Öffentlechkeet, besser informéiert ginn.

Konkret gesäit de Projet de loi deemno vir, dass um Terrain an de regionale Servicer an an de lokale Servicer déi zwou Missiounen souwuel vum Ëmweltschutz als och vun der Forstwirtschaft zesummegefouert ginn. Domat ginn dës Servicer méi grouss an zugläich méi flexibel, fir d'Personal ganz cibléiert, also geziilt anzusetzen.

D'Kommunikatioun tëschent de Leit soll och doduerch verbessert ginn. D'Servicer um Terrain kréie konsequenterweis awer och zousätzlech Personal. Am zentrale Service gëtt d'Spezialisierung virgedriwwen, well d'Experten an deene verschiddene Beräicher besser a méi effizient hir Konzepter ausschaffe kënnen an och eng besser Relatioun zu aneren Experten am Ausland opbaue kënnen. Well e groussen Deel vun den Décisiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg ëmsetze mussen, um internationalen Niveau getraff ginn, besonnesch um Niveau vun der Europäescher Unioun, muss mer op EU-Niveau dofir gutt vertrauede sinn.

D'Fonctions dirigeantes gi verstärkt, fir dass d'Koordinatioun tëschent de Servicer, déi d'Konzepter ausschaffen, an deenen, déi se um Terrain ëmsetze mussen, besser klappt. Ausserdeem gëtt eng nei Entitéit geschafen, déi sech ëm d'Relations publiques këmmert.

Déi nei Verwaltung ass an Zukunft fir dräi Hauptberäicher zoustänneg: éischtens, den Naturschutz an den Erhalt vun natierleche Ressourcen; zweetens, d'Missiounen am Kader vun der nohalteger Forstwirtschaft, an drëttens, d'Missiounen am Beräich vun der Gestioun vum Wëld.

Här President, de Statsrot hat just eng Rei méi punktuell Remarquë gemaach, deenen d'Ëmweltkommissioun gréisstendeels Rechnung gedroen huet. Eng dovunner huet d'Missiounen vun der Verwaltung betraff. Am initiale Projet de loi war virgesinn, dass déi nei Verwaltung och Kompetenzen am Beräich vun der Fëscherei behält. Woubäi de Statsrot drop verweisen huet, dass dës Kompetenzen elo eigentlech bei der Waasserwirtschaftsverwaltung leien an een dat dofir aus dem Projet de loi sträiche muss.

D'Ëmweltkommissioun huet awer zrëckbehalen, dass, och wann d'Fëscherei grondsätzlich eng Kompetenz vun der Waasserwirtschaftsverwaltung ass, d'Servicer vun der neier Natur- a Forstverwaltung um Terrain zur Iwwerwaachung vun der Fëscherei bäidroen sollen. Dëst opgrond vu ganz konstruktive Consultatiounen mat allen implizierten Acteuren, dem Ëmweltminister Lucien Lux, der Waasserwirtschaftsverwaltung, der Direktioun vun der Forstverwaltung an och der Associatioun vun de Fierschter. Hinnen all wëll ech Merci soen, op der Sich no dëser rasonnabeler a pragmatischer Léisung. An esou ass et och elo am Artikel 2 festgeschriwwen.

» **M. le Président.** - Här Negri, Dir musst zum Schluss kommen!

» **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Här President, ech hätt nach fir zwou Minuten.

(*Interruption*)

Merci, Här President.

(*Interruption et hilarité*)

►► **M. le Président.** - Här Jaerling! Loosse mer kucken, dass mer hei an De-zenz den Dag ofgeschloss kréien.

Här Negri, zwou Minuten.

►► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Zur gudder Lescht mussen och déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir dass déi nei Verwaltung all hir Mis-siouenen erfëlle kann.

Der Rechnung no, déi de Ministère am Ka-der vum Dépôt vum Gesetzesprojet opge-stallt huet, géifen duerch dese Projet de loi zousätzlech Käschten entstoe vu ronn 2.830.000 Milliounen Euro, wouvun net grad d'Halschent Personalkäschte sinn.

Dobäi ass virgesinn, dass niewent dem Di-rekter dësem zwee Directeurs adjoints ën-nerstallt ginn, wou ee sech ëm déi zentral Servicer bekëmmert, déi haaptsächlech d'Konzepter ausschaffen, den zweeten Di-recteur adjoint assureiert d'Koordinatioun vun den Aussestellern, déi dës Konzepter an der Praxis dobaussen um Terrain ëmsetzen.

Et ass eng Viraussetzung, dass déi zwee Di-recteurs adjoints Hand an Hand als Team zesummeschaffe mussen an dann och kloer ënnerenee koordinéiert Décisiounen un hir Leit virginn.

Gesamt gesinn geschitt eng Opstockung u Personal vu plus 36 Leit an der neier Natur- a Forstverwaltung. Dovunner een Ingenieur mat der Qualifikatioun als Master en sciences naturelles, well an der Hierarchie jo en zweeten Directeur adjoint derbäikënn.

Et ass geplangt, vun deenen zousätzleche 36 Leit 21 Fierschter an deenen nächste Jo-ren anzustellen. Mat dëser Reorganisatioun kënnen sech an den Aussestellern um Terrain zéng Leit ëm den Naturschutz an ëm d'Forstwirtschaft bekëmmern.

Um lokalen Niveau bleift de Revéierprinzip bestoen, deen op der territorialer Kompe-tenz berout. Domat bleift d'Kontinuitéit ga-rantéiert an domat de Fierschteren et er-laabt, déi jo hir gutt Connaissance locale hunn, also an hirem Revéier kënneg sinn, d'Interventiounen an d'Evolutiounen am Bësch suivéieren ze kënnen an dann och deementspriedend agräifen, agéieren a reagéieren ze kënnen.

Dat legislativt Hauptinstrument, fir dës Aar-bechte maachen ze kënnen, muss dobäi d'Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 ginn a sinn. An deem Esprit ass d'Ëmwelt-kommissioun der Meenung, dass dat Ka-dergesetz vun der Natur- a Forstverwaltung, esou wéi et elo virläit, dësen neien Défië ka gerecht ginn an dobäi virun allem den Na-turschutz nohalteg stärke wäert.

Här President, ganz zum Schluss: Et ass mer eng besonnesch Eier gewiescht, zum Schluss vun dëser Legislaturperiod am Op-trag vun der Ëmweltkommissioun dëst wich-tiget Gesetz iwwert d'Reform vun der aktuel-ler Forstverwaltung zu där neier Natur- a Forstverwaltung rapportéieren ze kënnen. Domat verbannen ech als President vun der Ëmweltkommissioun, e grousse Merci un d'Membere vun der Ëmweltkommissioun fir déi gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht. Doran aschléisse wëll ech natierlech och déi exemplaresch Zesummenaarbecht mat eisem Ressortminister, dem Ëmweltminister Lucien Lux.

Villmools Merci.

►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►► **M. le Président.** - Merci.

►► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - E grousse Merci geet och un eis...

►► **M. le Président.** - Pardon. Entschël-legt, Här Negri, ech hat gemengt, Dir wäert fäerdeg.

Ech wöllt lech elo scho Merci soen. Kommt awer elo definitiv zum Schluss.

►► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - E grousse Merci geet och un eis Kom-missionssekretärin, d'Madame Rachel Moris, fir hir exzellente an expeditiv Aarbecht. Do-mat ginn ech den Accord vu menger Frak-tioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►► **M. le Président.** - Ech soen dem Rap-porteur Merci fir säin detailléierte Bericht. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Oberweis gefrot.

Discussion générale

►► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, Här Minister, erlaabt mer just am Ufank dem Ro-ger Negri, dem honorabelen Deputéierten hei Merci ze soe fir dann de leschte Rap-

port, deen e gemaach huet an dëser Funk-tioun, mëndlech wéi schrëftlech.

Ech hat mer e puer Saachen opgeschri-wen, mä no deem, wat de Roger Negri ge-sot huet, kann ech dat ganz kuerz ma-chen. An ech weess och, dass d'Leit ier-gendwann nach gären aner Saachen haut den Owend wëlle maachen.

Duerch d'Kreatioun vum Waasserwirt-schaftsamt, dat sech am Spezielle mat dem Waasser a senge sëllechen Niewefelder auserneeetzt, war et jo eng logesch Suite, d'Opspléckung vun der aktueller Verwal-tung vun den Eaux et Forêts an zwou Ver-waltungen mat hire respektive Kompetenz-beräicher an d'Wee ze leeden.

An de vergaangene fënnef Joer ass hei an der Chamber vill iwwert d'Biodiversitéit an iwwert d'Protektioun vun onse Liewensres-sourcé Buedem, Waasser a Loft geschwat ginn.

D'Politik ass sech eens, haut nach méi wéi viru fënnef Joer, dass déi nohalteg Entwëck-lung e Must fir ons Gesellschaft muss ginn. En aval wäert déi nei Verwaltung vun der Natur an de Bëscher ons déi Weeër weisen, wéi mir déi Entwëcklung dann elo ëmsetze sollen.

Notamment d'Bëscher si fir ons liewens-wichtig, banne si dach de Kuelendioxid, dee fir den Dreiwhouseffekt responsabel ass, a liwweren ons de Sauerstoff fir ze lie-wen.

Wann ee bedenkt, dass zwielef Milliounen Hektar Bëscher pro Joer vun der Landkaart verschwannen, da kann ee sech gutt virstel-len, wellech Liewensqualität ons Kanner a Kandskanner enges Daags wäerten hunn.

An enger Etüd, déi ech gelies hunn iwwert d'Koexistenz vun Déieren a Planzen an onse Bëscher, ass gesot ginn, dass do, wou eben déi meescht Bamzorten existéieren, eng grousse Biodiversitéit ass. Dofir kann een nëmmen deene Leit Merci soen, déi mëttlerweil amgang sinn, d'Nolebëscher duerch Bëscher mat Lafbeem ze ersetzen.

E Wuert zu der Verwaltung nach.

Duerch déi pyramidal Struktur, wéi ech se gesinn hunn, vun der neier Verwaltung vun der Natur an de Bëscher, vun uewe bis ën-nen op den Terrain, kann een dervun aus-go, dass déi eenzel Aufgaben, déi de Rapporteur opgezielt huet, bis an de leschten Detail vun de villen Acteuren um Terrain duerchgefëiert ginn.

Net nëmme gëtt Wäert drop geluecht, dass déi eenzel Naturresevater protegéiert ginn, mä, doriwwer eraus, och ons Bëscher musse vill méi nohalteg bewirtschaft ginn. An ech denken, et ass och wäertvoll, duerch munch Interreg-Projeten och bis an d'Groussregioun eranzegoen.

Vergiesse mer och net, dass ons Bëscher ëmmer méi engem grousse Stress ausgesat sinn. Dat net nëmme wéinst dem Klimawies-sel, neen, mä och duerch déi sëllechen Ak-tivitéiten, déi mir Mënschen doranner brén-gen. Ech denken hei am Speziellen an déi nowuessend Biomass Holz, déi mir eraus-zéien, fir eben ons fossil Energien ze erset-zen.

Fir dass awer keng dauerhaft Schied an onse Bëscher an an der Natur entstinn, gëtt déi nei Verwaltung mat där Kontrollaufgab befaasst.

Derniewent huet d'Waasserwirtschaftsamt déi wichteg Aufgab kritt, all ons Gewässer ze protegéieren. Mä - et ass elo grad gesot gi vum honorabele Rapporteur -: Et gëtt zwëschent dem Waasserwirtschaftsamt an der neier Verwaltung eng Schnëttstell, dat ass d'Fëscherei. De Rapporteur ass drop agaangen. Ech erspueren lech dat hei.

Dofir gesot, no deene Wieder hei bréngen eng den Accord vun der CSV-Fraktioun eran a soe Merci fir Äert Nolauschteren.

►► **M. le Président.** - Merci, Här Ober-weis. De leschte Riedner ass den honora-belen Här Berger.

►► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kollegeen a Kolleeginnen, alles geet zum Schluss vun der Legislatu-r elo e bësselche méi schnell, ze schnell. Den Débat iwwert d'Forstverwaltung ass e wich-tigen, an et hätt ee sech sécherlech kën-nen e bësselche méi Zäit loosse fir dësen Débat. Elo geet de Projet ënner an der La-win vun all deenen 30, 40 Projeten, an dat ass sécherlech net ganz flott. Dat ass elo och kee Reproche an déi wéineg Depu-téiert, déi nach hei sinn. Mir hunn alleguer-ten aner Verpflichtungen. Nëmme fir ze soen, dass deen Débat hei sécherlech méi grousse Opmierksamkeet verdéngt hätt.

Op all gudde Sonndesriede gëtt geschwat vun der Wichtigkeet vun Naturschutz, vun der Biodiversitéit, vun der Ëmwelt. A wa mer dann hei konkret eis an der Chamber domat

befaassen, da leeë mer dat dann esou, dass awer net genuch Zäit bleift, fir hei en uer-dentlechen a flotten Débat ze féieren.

►► **M. le Président.** - Jo, Här Berger, ech muss soen, dass all d'Fraktiounen zesum-men deen Ordre du jour hei festgeluecht hunn. Do war Är Fraktioun och derbäi.

►► **M. Eugène Berger (DP).** - Sécher-lech, Här President, ass eis Fraktioun och an deenen Diskussiounen derbäi. Mä si huet awer do net d'Majoritéit vun de Stëm-men, well soss wär vläicht eppes anes-chers derbäi erauskomm. Mä dat ass awer elo kee Reproche. Et ass einfach eng allgem-eng Remarque gewiescht.

Här President, mir wëllen haut den Owend enger vun deenen eelste Verwaltungen hei aus dem Land e Facelifting ginn, well d'Forstverwaltung, wéi se am Sproochge-brauch genannt gëtt, staamt vun 1840. Si ass also scho bal 170 Joer al. Hir Kreatioun deemools stoung och a Relatioun mat deem, wat een haut allgemengerhand och géif Naturschutz nennen.

An der Mëtt vum 19. Jorhonnert huet d'Land eng éischt Well vun der Industrialiséierung hei erlieft. An déi Aktivitéiten hu vill, ganz vill Holz an de Bëscher gebraucht. Dat huet och deemools e staarken Drock op de Bësch bruecht. D'Autoritéiten hunn och deemools hir Responsabilitéit geholl, fir dës Gefor fir de Bësch an domat och d'Gefor fir d'Natur an de Grëff ze kréien.

D'Missiounen vun der Verwaltung hunn u sech näischt un Aktualitéit verluer. Au contraire, et sinn nach eng Rei aner Aspek-ter am Beräich Natur, déi haut och staark ënner Drock stinn, derbäikomm. Dat sinn: oppe Landschaften, d'Waasser, d'Espëcen, d'Planzen, d'Déieren; all déi Elementer a Komponenten, déi een allgemengerhand eben ënnert dem Term vun Natur ka ré-su-méieren.

Am Laf vun de Jorzéngten, oder et kann ee scho bal soe Jorhonnerte sinn d'Défien zum Deel awer och neier ginn, d'Missiounen méi villfältig. Duerfir ass och schon an der Ver-gaangenheet d'Verwaltung punktuell refor-méiert ginn, fir den Erausforderunge vun modernen Naturschutz besser gerecht ze ginn. Déi lescht Reform war 1989, wann ech mech elo net an den Datumen iren.

Säit den Direktive vu Bréissel, ënner anerem d'Habitat-Direktiv an och dem neien Natur-schutzgesetz vun 2004, sinn nach nei an zousätzlech Aufgaben a Kompetenzen op d'Verwaltung geluecht ginn. Stéchwierder sinn hei: Ëmsetzung Natura 2000, Plan na-tional de la protection de la nature oder och nach de Programme forestier national.

Et huet sech also opgedrängt, d'Verwaltung op de Leescht ze huelen. Deem viraus-gang waren och zwee Auditen, dee vu Ba-seler an och dee vun Études et formations, deen ech a menger deemoleger Funktioun als Statssekretär d'Éier hat an Optrag ze ginn.

An der Suite sinn dann éischt Iwwerleeun-gen an der Forstverwaltung gefouert ginn, fir d'Recommandatiounen vum Audit an d'Realitéit ëmzesetzen. D'Philosophie war dobäi déi, dass d'Beamten net sollte vu virera viru e Fait accompli gestallt ginn, mä mat hinnen zesumme sollt an Etappen déi Reform ugaang ginn. An ech ka feststellen, dass dee Prozess vum Direkter mat vill Gefill an och vill Kompetenz weidergedriwwen ginn ass. Domat konnten dann och d'Basé fir de Projet de loi geluecht ginn.

Duerfir kann ech och an de ganz grousse Linnen an och a villen Detailler d'Reform guttheesche mat där Verwaltung, déi net nëmmen elo en neien Numm kritt, wou d'Na-tur un éischter Stell steet, och wa mer den Term Naturschutz vläicht nach besser gefall hätt - ech mengen, dat war och souguer eng Proposition deemools vum Audit -, mä wou och d'Aufgaben am Beräich Natur-schutz méi kloer definéiert ginn an déi nout-wendeg strukturell Reforme vun der Verwal-tung och Agank fonnt hunn.

Ouni elo an d'Detailler vun där neier Struktur vun der Natur- a Bëschverwaltung anze-go, wëll ech eng Ëmännerung ervirhie-wen, déi um Terrain awer besonnesch wich-tig ass, och am Sënn vun der Ganzheetlechkeet vun Naturschutz.

An der Vergaangenheet ass nämlech ëm-mer eng Distinction gemaach ginn op ad-ministrativem Niveau tëschent Bësch an Na-tur, wéi wann de Bësch net géif richteg zur Natur gehéieren. Dat hat och sécherlech domadder ze dinn, dass zum Deel d'ministe-riell Kompetenzen laang Joren ënner anerem beim Landwirtschaftsminister waren, wat d'Gestioun vum Bësch ubelaangt huet, res-pektiv ass jo och nach de Landwirtschafts-minister zoustänneg oder war och souguer zum Deel d'Autoritéit iwwert d'Verwaltung.

U sech war dat eng absurd Situatioun, déi elo berengelt ginn ass. Dat ass eng gutt

Saach. Well et liicht jo jiddwerengem an, dass de Bësch e wichtegen Deel vun der Na-tur ass an duerfir och vun der Saach hier zum Naturschutz gehéiert.

Duerfir gesäit elo d'Reform hei och eng Ze-summeleung vun de regionalen a lokale Verwaltungsstelle vir, vun de Cantonmen-ter, déi bis elo getrennt fir de Bësch zoustänneg waren, an den Arrondissement-ter, déi exklusiv fir den Naturschutz, dat wëllt soen d'oppe Landschaften zoustän-neg waren.

Dat ass eent vun den Häerzstécker vun dë-ser Reform, dass eng gemeinsam Ulafstell, eng gemeinsam Verwaltungsstruktur fir d'Natur an de Bësch geschaf ginn ass. Sécherlech bleiwen och nach speziell Auf-gabe spezifesch fir de Bësch, zum Beispill d'Gestioun vun den öffentleche Bëscher, mä si ginn awer ënnert dem Bléckwénkel vum Gesetz vun 2004 gesat. Dëst huet sech och vun dem europäesche Kontext einfach op-gedrängt, well jo eng Rei Natura 2000-Zone grousse Arealer vu Bëscher beinhalten.

Et ass e wichtegen Usaz, mä méi konse-quent wier et awer gewiescht, wann ee wierklech all Aspekter vum Bësch, och all déi aner Aspekter vun der Natur, ënner ee ministeriellen Hutt geholl hätt an och aner Aspekter vun der Natur an d'Verwaltung erabruecht hätt. Dat ass manifestement eng Schwaachstell vun dëser Verwaltungsre-form.

D'Zil hätt et misse sinn, wéi gesot, fir all d'Aspekter vun der Natur an dem Natur-schutz ofzedecken, mä hei feele weiderhin nach e puer Stécker am Puzzle oder wéins-tens ee wichtegt Stéck am Puzzle. Dat ass ënner anerem: Hei an deem Gesetz feelt d'Waasser bal ganz an deem Projet. Et ass souguer aus dem Titel vun der Verwaltung erausgeholl ginn.

Wesentlech bleift nach elo de Fierschter, dass se dierfen erëm eng Kéier déi net esou flott Aufgab vu Kontrolle maachen, wou se dann erëm eng Kéier déi Missioun hunn, wat oft an der Vergaangenheet de Fall ass, wou se da sanktionéieren. Si dierfen also nach Kontrolle bei der Fëscherei maachen.

Soss si guer keng Missiounen an Aufgaben, wat d'Waasser betrëfft, am Gesetz virge-sinn. Wéi wann d'Waasser am Fong geholl näischt mam Naturschutz ze dinn hätt. Dat ass vun der Saach hier net logesch a kohä-rent. Hei ass d'Geleeënheet verpasst ginn, fir erëm d'Waasser dohinner ze setzen, wou et gehéiert, nämlich bei den Naturschutz.

Hei ass jo och den Audit net suivéiert ginn. Deen hat nämlech och recommandéiert a gesot, dass wierklech alles, wat Naturschutz ass - oppe Landschaften, Bësch, Waasser -, ënner enger Verwaltung an ënner enger mi-nisterieller Tutelle sollt stoen.

Ech weess, all Partei freet dat regelméisseg an hire Wahlprogrammer. Och 2009 ass dat erëm de Fall. Wann ee kuckt, ech war och zesumme mam Ëmweltminister an anere Vertrieeder vun de Fraktiounen op enger Table ronde, wou dat och erëm vu prak-tesch all de Präsenten, ausser dem Vertrie-der vun der CSV, gesot ginn ass.

Wann een elo véier Woche virun de Wahlen dann hei d'Gesetz erabrängt, da kann ech froen, ob ee sech dann net Zäit gelooss hätt, vu dass jo eng Rei Parteie soen, d'Waasser misst an den Environnement kommen, dass och herno eventuell eng nei Regierung dat direkt an dës Verwaltungsre-form hätt kënnen mat erapaken.

Duerfir bedauern ech och e bëssen, dass dat elo dann hei esou um leschte Stéppel geschitt, well een do dann och vläicht eng Chance verpasst huet, an dass mer am Hierscht mussen erëm eng Kéier dëse Pro-jet op de Leescht huelen, fir d'Waasser dann och mat eranzeschreiwene.

En attendant kréie mer dann eng Verwaltung, déi also net optimal all d'Kompetenze vun Naturberäich regruppéiert, déi awer sécher-lech, muss ee soen, e Fortschrétt bedeit um Terrain, well elo besser d'Aarbechte kënnen koordinéiert ginn. Mir hunn hei en einfacht Kadergesetz, wat den Auditeur och recom-mandéiert hat. D'juristesche Base, déi mer elo hunn, setzt och an der Praxis d'Konditiounen, fir dass do eben déi Verwaltungsarbecht besser ka gemaach ginn, och d'konzeptuell Aarbecht ka besser gemaach ginn.

Wat elo de grousse Défi ass, dass muss ee kucken, wéi een dann elo déi Texter hei an

der Praxis ëmsetzt, wéi d'Verwaltung elo dann deen Défi ophëlt, fir dann och um Terrain kënnen en effizienten Naturschutz ze maachen. E wichtege Aspekt ass och dee fir d'Verwaltung, datt se soll ewechkomme vun där Missioun, wéi se esou oft gesi ginn ass, datt se eben nëmme kontrolléiert, sanktionéiert.

Dat waren déi haaptsächlech Aufgaben an der Vergaangenheet. Dat huet dann och leider heiansdo derzou gefouert, datt se dann déi positiv Aktiounen um Terrain net konnte maachen, an do dann aner Leit oder Syndikater oder aner Acteuren um Gemengeniveau, zum Beispill, d'Heft an d'Hand geholl hunn, an datt dann eben déi net esou flott Missiounen der Verwaltung iwwerlooss gi sinn.

Et ass also wierklech ze wënschen, datt och elo d'Verwaltung ka verstärkt e konzeptuelle Partner ginn am Naturschutz. Ech weess och, déi meescht Beamten, fir net ze soe bal alleguerten an der Verwaltung wëllen do mathëllefen. Do sinn och schon an der Vergaangenheet eng Rei Initiative geholl ginn. Mä duerfir brauche se och déi néideg Moyenen. Si brauchen dat néideg Personal an déi néideg Strukturen, déi se awer elo hei dann domadder kréien.

Eng aner Remarque, déi ech awer och nach wéilt hei maachen an déi an der Vergaangenheet och fir vill Konflikter mat de Bierger gesuergt huet, an déi och sécherlech an dem Kontext vun der Kris a vun all deene Mesuren, déi mer do huelen, kéint gesi ginn, a wou och ganz oft dann herno de Schwaarze Péiter op d'Verwaltung gefall ass: Dat ass déi vum Handling vun den Na-

turschutzautorisationen. Dat ass jo och e wichtege Deel vun där Verwaltung.

Et ware Problemer zum Deel, datt do grouss Délaien alt emol ze vermelle waren. Mä mat méi Personal, mat zesummegelechte Kompetenz kéint dat jo da besser goen.

Mä do muss een natierlech derfir suergen, dat dës Demanden exklusiv vun der zoustänneger Verwaltung an hire Mataarbechter solle gemaach ginn. Si sinn d'Spezialisten, souwuel d'Fierschtere wéi d'Uewerfierschteren, d'Biologen an esou weider.

An da geet et net, Här Minister, wéi dat an de leschte fënnef Joer de Fall war, datt e Redakter aus dem Ministère systematesch par dépassement de compétences dat lescht Wuert bei ville kontroversen Dossierien hat. Domadder sinn d'Verwaltung an hir Beamte carrément entmündegt ginn. Domat muss Schluss sinn. Déi integral Prozedur vun den Naturschutzautorisationen muss an déi nei Verwaltung erageluecht ginn. Si sollen och duerfir e Jurist kréien, dat ass jo och virgesinn, fir datt se dann och kënnen déi Froen am Kontext vun den Autorisationen behandelen.

Eng aner Remarque betrëfft déi vun der Carrière vun de Fierschteren. Ech mengen, déi verschidde Fraktiounen hate jo och Visité vun der Associatioun, wou se och hir Problematik duergeluecht hunn. Et ass ganz sécher, datt de Beruff vum Fierschter e ganz komplexen a schwéiere Beruff ass, datt se och nei Formatiounen hunn. Et muss een onbedéngt bei de Verhandlungen, déi ustinn, dann, wann d'Etüd dann endlech eng Kéier op den Dësch kënn - dat muss also déi nächst Regierung maachen -, wann do déi gesamt Verhandlungen iwwer nei Carrières, iwwer Gehälter gefouert ginn, muss onbedéngt och do déi Problematik vun de Fierschter seriö an Ugrëff geholl ginn.

Här President, mir wäerten dës Projéit de loi stëmmen, well en an déi richteg Richtung geet. D'Chamber wäert awer sécherlech och nach an Zukunft missen nobesseren, besonnesch fir awer enges Daags eng komplett integrativ Verwaltung am Beräich Naturschutz ze kréien, déi wierklech all Kompetenz fir all Elementer vum Naturschutz huet, an dorënner gehéiert och d'Waasser.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Berger. Den Här Braz huet d'Wuert nach gefrot.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wollt just am Numm vum verhénnerte Kollege Camille Gira d'Zoustëmmung zu dësem Projéit bréngen. Ech erspueren lech eng manner kompetent Ried ze halen, wéi de Kollege Camille se hätt kënnen halen. Duerfir just d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Här President, fir d'éischt wëll ech soen, dass all d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vun der Forstverwaltung fir hiren Asaz verdéngen, dass mer nach eng Kéier aus dem Suedel gaange sinn, fir déi Reform hei nach an dëser Legislaturperiode ze stëmmen, déi d'Forstverwaltung wäert stäerken, déi se wäert quantitativ stäerken, mä virun allem och qualitativ wäert stäerken. An dofir wëll ech der Kommissioun an hirem President Merci soen.

Eng zweet Remarque - laansch déi kommen ech net -, dat ass déi, dass ech an aller Kollegialitéit wëll soen, dass heibannen am Sall nëmme een ass, deen där Regie-

rung ugehéiert huet, déi der Forstverwaltung d'Waasser ewechgeholl huet: Dat ass den Här Berger. Duerfir ass schon e bësse Culot verlaangt, fir sech dohinner ze stellen an ze maachen, wéi wann en deen Eenzege wär heibannen, deen derfir géif suergen, dass déi wichtege Kompetenz erëm zrëck géif kommen, wou se higeheiert, nämlech an d'Forstverwaltung.

Jiddefalls hätt ech an dëser Legislaturperiode, wann d'Geleeënheet gewiescht wär, net zougelooss als Ëmweltminister, dass d'Forstverwaltung ëm déi wichtege Kompetenz beraubt gi wär.

(**Interruption**)

Duerfir ginn ech d'Hoffnung net op, dass mer an de Koalitiounsverhandlungen, wann d'Geleeënheet ass, fir dat ze maachen, eis dofir asetzen, dass d'Kompetenz vum Waasser erëm dohinner kënn, wou se higeheiert, nämlech an den Ëmweltministère a virun allem och an déi nei Natur- a Forstverwaltung.

» **M. le Président.** - Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Eugène Berger (DP).** - Da si mer eis jo eens do.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun engem ganz laangen Dag, deen haut de Moien um néng Auer ugefaangen huet an haut den Owend bal um néng ophält, ukomm.

Ech soen lech alleguerte Merci fir Är Gedold a fir Är Mataarbecht. Mir gesinn eis muer de Moien nees um néng Auer zrëck, fir dee leschten Dag vun dëser Woch unzegoen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(**Fin de la séance publique à 20.26 heures**)

Sommaire des séances publiques N^{os} 47, 48 et 49

Communications	page 555
6036 - Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004	page 555
Ordre du jour	pages 555-556
Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling	page 556
6002 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural	pages 556-558
5958 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:	
1) l'article 832-4 du code civil;	
2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé	pages 558-559
Motion de M. Robert Mehlen relative à la stabilisation du secteur laitier et quotas laitiers	pages 559-561
5655 - Projet de loi sur les marchés publics	pages 561-565
6032 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007	page 565
Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes et	
Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes	page 566
Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens	page 566
5955 - Projet de loi relative à l'œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:	
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;	
- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives	pages 566-568
Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale	pages 568-569
5948 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008	pages 569-570
5998 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008)	pages 570-576
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution	page 578
5588 - Projet de loi portant 1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche, 2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle	pages 578-581
5848 - Projet de loi portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1 ^{er} du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile	pages 581-582
5907 - Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel	pages 582-585
5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification	
- du Code d'instruction criminelle;	
- du Code pénal;	
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;	
- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté;	
- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse	et

4839 - Proposition de loi renforçant les droits des victimes d'infractions portant modification

- du Code d'instruction criminelle;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, et
- de la loi du 24 juillet 2001 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire

5936 - Projet de loi
- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,
- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit

5829 - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:
- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;
- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;
- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification
- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et
- du Code du Travail

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:
1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;
3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet
1. le développement et la diversification économiques, et
2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

5906 - Projet de loi modifiant
- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,
- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et
- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

5934 - Projet de loi portant
a) création de l'administration de la Nature et des Forêts
b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
3287	Claude Adam	Visites scolaires du parc de découverte d'une laiterie luxembourgeoise
3290	Claudia Dall'Agnol	Avantages liés à l'ancienneté de service en cas de maladie prolongée
3298	Marcel Oberweis	Risques auxquels sont soumis les travailleurs exposés aux poussières de bois
3302 cf. 3303 et 3338	Xavier Bettel	Photos pour les passeports biométriques
3303 cf. 3302 et 3338	Aly Jaerling	Photos pour passeport biométrique
3304	Fernand Etgen	Certificat de performance énergétique
3317	Aly Jaerling	Formation continue
3321	Marc Angel	Création d'un Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration (OLA)
3325	Claudia Dall'Agnol	Chèques-services accueil
3328	Roland Schreiner	Projet d'aménagement général
3329	Sylvie Andrich-Duval	Officialisation d'un nouveau traitement à l'attention des personnes atteintes de Parkinson
3334	Aly Jaerling	eSanté
3338 cf. 3302 et 3303	Aly Jaerling	Photos pour passeports biométriques

Question 3287 (8.4.2009) de M. Claude Adam (DÉI GRENG) concernant les visites scolaires du parc de découverte d'une laiterie luxembourgeoise:

Dans le cadre d'un reportage télévisé sur le site de la nouvelle laiterie Luxlait, il a été expliqué que l'entreprise avait également imaginé un autre débouché pour son usine en y associant un parc de découverte et de loisirs lié au lait. Cette initiative «pédagogique» fait partie de la nouvelle stratégie de communication de la laiterie luxembourgeoise. L'entreprise miserait sur près de 70.000 visiteurs par an venant essentiellement du Luxembourg et de la Grande Région. De nombreuses classes du primaire y sont également attendues, l'entrée serait d'ailleurs financée par le Ministère de l'Éducation nationale (MEN).

Dans ce contexte, j'aimerais avoir des réponses aux questions suivantes:

- L'information comme quoi le Ministère de l'Éducation nationale financerait le prix d'entrée des classes qui viendraient visiter l'usine est-elle correcte?

Dans l'affirmative:

- À travers quel accord cette initiative est-elle possible? Madame la Ministre peut-elle me donner des précisions sur le concept ou le programme pédagogique conclu avec cette laiterie?

- Est-ce que d'autres organismes ou structures (organisations, entreprises, associations, fermes pédagogiques, etc.) proposant également des visites pédagogiques pourront dorénavant compter sur le soutien financier du MEN?

- Sachant que les enfants sont une cible très prisée des professionnels du marketing, étant donné qu'ils sont souvent initiateurs de certains achats ou encore parce qu'ils restent assez longtemps attachés à une marque, n'est-il pas curieux que le MEN subventionne finalement une partie de la stratégie de communication ou de fidélisation d'une marque?

- Le MEN ne devrait-il pas prendre une initiative afin de réglementer les notions de publicité, sponso-

ring ou marketing dans le cadre des activités scolaires à et en dehors de l'école?

Réponse (12.6.2009) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Je n'ai connaissance d'aucune convention ou accord entre la laiterie Luxlait et mon département portant sur des visites de classes.

Question 3290 (7.4.2009) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les avantages liés à l'ancienneté de service en cas de maladie prolongée:

Suite à l'introduction du statut unique par la loi du 13 mai 2008, il paraît qu'en cas de maladie prolongée, les salariés n'ont plus droit aux avantages liés à l'ancienneté de service.

En effet, selon l'ancien article 10 du Code des assurances sociales (CAS) «l'indemnité pécuniaire de maladie est calculée par référence à la rémunération brute que l'assuré aurait gagnée en cas de continuation du travail pendant le congé de maladie». Ainsi, un salarié conservait tous les avantages liés à son ancienneté. S'il avait eu droit à un avancement à une date déterminée, il y aurait eu droit également en cas de maladie prolongée.

Or, l'article 10 du Code de la Sécurité sociale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009, prévoit que «l'indemnité pécuniaire de maladie est calculée sur la base de l'assiette cotisable définie aux articles 34 et 39 relatifs aux affiliations en cours au moment de la survenance de l'incapacité de travail». L'indemnité pécuniaire étant calculée dorénavant sur base de l'assiette cotisable déterminée au début de son incapacité de travail, le salarié ne peut apparemment plus profiter des avantages liés à son ancienneté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'implication de ces modifications et de leurs conséquences pour les salariés?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que ces changements sont justifiés? Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

Réponse (24.6.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Si l'ancien article 10 du Code des assurances sociales établissait le principe que l'indemnité pécuniaire était calculée par référence à la rémunération brute que l'assuré aurait gagnée en cas de continuation de la rémunération, l'article 10 nouveau du Code de la Sécurité sociale renvoie désormais à l'assiette cotisable, correspondant à la rémunération de base ainsi qu'aux compléments et accessoires à condition qu'ils soient payés mensuellement en espèces. L'article 10 précise encore que sont portés en compte séparément

1) la rémunération de base la plus élevée qui fait partie de l'assiette appliquée au cours de l'un des trois mois de calendrier précédant le début du paiement de l'indemnité pécuniaire par la caisse;

2) la moyenne des compléments et accessoires de la rémunération qui font partie des assiettes des douze mois de calendrier précédant le mois antérieur à la survenance de l'incapacité de travail; si cette période de référence n'est pas entièrement couverte par une activité soumise à l'assurance, la moyenne est calculée sur base des mois de calendrier entièrement couverts.

Cette modification dans le calcul de l'indemnité pécuniaire, qui ne tient plus compte des augmentations de la rémunération pouvant intervenir au cours de la période d'indemnisation à charge de la Caisse Nationale de Santé, reflète l'accord intervenu entre les partenaires sociaux au moment de la mise en place du statut unique et a conduit à l'harmonisation du droit de la sécurité sociale et du droit du travail.

Question 3298 (20.4.2009) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les risques auxquels sont soumis les travailleurs exposés aux poussières de bois:

Le bois, bien qu'étant un matériau naturel, n'est pas inoffensif. Les dépôts répétés dans l'organisme des poussières de bois produites lors de la transformation du bois, comme par exemple le ponçage, peuvent être responsables d'allergies, de lésions de la peau ou des muqueuses voire d'autres patholo-

gies plus ou moins sévères dont le cancer des cavités nasales et sinusales. Ainsi, en France en 2007, la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés a estimé que les poussières de bois étaient à l'origine de 87 maladies professionnelles reconnues.

L'Inspection du Travail et le Ministère de l'Agriculture français ont visité plus de 3.100 établissements l'année dernière. Il ressort de ces visites que la réglementation relative à la prévention du risque cancérogène des poussières de bois est insuffisamment appliquée dans les entreprises. L'évaluation des risques et la vérification des équipements d'aspiration ne semblent pas non plus être assez pris en compte, alors que la valeur limite d'exposition professionnelle contraignante n'est que rarement contrôlée.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser une série de questions à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et à Monsieur le Ministre de la Santé, à savoir:

1. Qu'en est-il de la situation au Luxembourg? Combien de personnes sont exposées aux poussières de bois et partant aux risques y liés?

2. Combien de maladies professionnelles sont reconnues au Luxembourg comme ayant pour origine les poussières de bois?

3. Quelle est la réglementation en la matière au Luxembourg?

4. Y a-t-il lieu de renforcer la réglementation en vigueur ou bien est-elle, de l'avis du Gouvernement, suffisante?

5. L'application de la réglementation existante est-elle contrôlée régulièrement? Dans l'affirmative, par qui et combien de fois par an? Ces contrôles sont-ils suffisants?

6. Quelles sont les conclusions que ces contrôles permettent de tirer au niveau de l'efficacité de la législation en vigueur, de son application et respect dans la pratique respectivement au niveau des contrôles proprement dits?

Réponse (9.6.2009) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Les poussières survenant à l'occasion de travaux sur le bois (chêne, hêtre, bois exotiques) peuvent se déposer dans les poumons et entraîner des inflammations au niveau du nez et des voies respiratoires supérieures et inférieures. Ces inflammations peuvent entraîner une rhinite chronique, de l'asthme et au pire un cancer des sinus.

L'Association d'Assurance contre les Accidents (AAA) considère dans son guide de sécurité qu'il y a un risque de cancer dans les entreprises spécialisées, où les travaux impliquent pour un seul poste de travail, du chêne et du hêtre constituant plus de 30% du volume total du bois traité.

Le cancer des sinus peut être reconnu en tant que maladie professionnelle par l'AAA, sous certaines conditions, et il est cité sous le code 42.03 «Adénocarcinome des cavités et des fosses nasales dû au poussières des bois» dans le Tableau officiel des maladies professionnelles.

Réponse ad question N°1

Au Luxembourg 3900 salariés (dont 414 femmes) sont occupés dans des entreprises travaillant et transformant du bois; 15% de ces travailleurs sont exposés directement aux risques d'inhalation.

À côté il ne faut pas oublier que des entreprises d'autres secteurs peuvent occuper également certains salariés à des travaux de transformation du bois.

Réponse ad question N°2

Au cours des cinq dernières années l'Association d'Assurance contre les Accidents a reconnu conformément au code 42.03 du

tableau des maladies professionnelles un adénocarcinome des fosses nasales par an; pour 2008 un cas est en cours d'instruction.

Réponse ad question N°3

Compte tenu du risque de cancérisation suite à une longue exposition professionnelle aux poussières de bois, la concentration maximum admissible sur le lieu du travail est réglementée par les dispositions du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérogènes ou mutagènes au travail.

Ce règlement prévoit une limite d'exposition professionnelle de 2 mg/m³ sur une période de référence de huit heures de travail et précise que si les poussières de bois durs sont mélangées à d'autres poussières de bois, la valeur limite de 2 mg/m³ sur une période de référence de huit heures de travail s'applique à toutes les poussières de bois présentes dans le mélange.

Cette limite d'exposition est identique à celle appliquée en Allemagne et est plus sévère que la limite d'exposition européenne qui est de 5 mg/m³.

En effet la limite de 2 mg/m³ correspond à la limite d'immiscions de nombreux appareils et machines utilisés typiquement dans l'industrie du bois (ainsi la norme allemande TRGS 553 relative aux poussières de bois contient une liste de machines et travaux respectant la limite préconisée) de sorte à ce que la limite de 2 mg/m³ est parfaitement acceptable pour les menuisiers et autres artisans travaillant le bois.

Réponse ad question N°4

La réglementation est à l'heure actuelle adaptée et suffisante.

Réponse ad question N°5

L'application de la réglementation en vigueur est contrôlée lors des visites dans les établissements concernés par les agents de l'Inspection du Travail et des Mines et ceux de l'Association d'Assurance contre les Accidents.

Ces visites ne peuvent pas être effectuées régulièrement à l'heure actuelle.

D'autre part, les examens périodiques prévus par les dispositions en matière de santé au travail sont l'occasion pour le médecin du travail pour effectuer un contrôle approfondi des sinus des personnes exposées.

Réponse ad question N°6

Les visites effectuées montrent que les problèmes d'application sont comparables aux problèmes rencontrés en France.

Question 3302 (21.4.2009) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les photos pour les passeports biométriques:

Dans le cadre de l'introduction des passeports biométriques conformément aux dispositions d'un règlement européen, il est prévu que les administrations communales prennent désormais les photos nécessaires en vue de l'émission du passeport. Cette mesure risque de provoquer des pertes de revenus estimées à 50% pour les photographes.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que dans ce contexte des discussions avec l'association des photographes professionnelles ont déjà été menées? Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions de ces discussions?

Question 3303 (21.4.2009) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant les **photos pour passeport biométrique**:

Ab dem Broochmount 2009 soll de Service fir Demandé fir Päss anze-reechen an de Gemenge reorganisieré ginn.

Ab 2011 sollen dës Servicer iwwer regional Passbüroen organisieré ginn.

D'Gemengeservicer sollen dofir mat sophistiquéiertem Fotosmaterial équipiert ginn, fir biometresch Fotoe kënnen ze maachen.

Dës Mesure provoziert menger Usiicht no zwee grouss Problemer:

Éischtens kascht dat de Stat an d'Gemengen en Heedegeld, an zweetens riskéiert dat d'Faillite vun enger Rei vun professionnelle Fotografen a Studioen, déi bis elo déi Fotoe gemaach hunn, a sech dofir schonn dat biometresch Fotomaterial ugeschaaft hunn, fir dem Besoin vun de Passbüroer gerecht ze ginn.

A wirtschaftlech prekären Zäite wéi haut ass et net ubruecht ze riskéieren, datt nach méi Betriber zoumaachen.

Och ass déi Mesure, wa se soll antrieden, eng onverantwortlech de-loyal Konkurrenz géint déi mëttelstänneg Betriber, déi bis elo déi biometresch Fotografie professionnell a gutt erleedegt hunn!

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Wat gedenkt d'Regierung genau am Kader vun der Ausstellung vu biometresche Päss an Identitéitskaarten an de Gemengeservicer ze änneren?

2) Stëmmt et, datt d'Gemenge solle mat biometreschem Fotomaterial ausgestatt ginn, fir selwer kënnen Passfotoen ze maachen?

3) Ass d'Regierung sech bewusst, datt vill Fotostudioer sech esou Material ugeschaaft hunn, fir der Demandé vun de Passbüroer gerecht ze ginn, an elo riskéiere Faillite ze goen?

4) Den 2. am Lenz huet d'Federatioun vun de professionnelle Fotografen den zoustännegge Ministere hir Bedenke matgedeelt, a bis elo nach keng Äntwert kritt, wéi sou?

Question 3338 (14.5.2009) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant les **photos pour passeports biométriques**:

D'Chamber hat fir den 13. Mee 2009 déi zoustänneg Ministere gebiede sech dem Parlament ze stellen, fir Opklärung ze ginn, wéi d'Regierung gedenkt d'Problemer vun de professionnelle Fotografen am Kontext mam lwwerdroe vum Oflichten vun de biometresche Passbillen un d'Gemengen ze léisen.

Des Weidere sollt d'Regierung Opklärung ginn iwwer déi Entrevue, déi se mat der Federatioun vun de professionnelle Fotografen deeselwechten 13. Mee 2009 hat.

Kee vun deene betraffene Ministère wäi present an den Här Mëttelestandsminister, dee jo eigentlech betrafft ass, wann et ëm mëttelstänneg Betriber geet, huet d'Chamber verloss ouni Stellung ze huelen!

Den Här Aarbechtsminister huet a voller Onkenntnis vun der Saach, der Chamber am Numm vun der Regierung matgedeelt, datt et de Bierger géif fräi bleiwen, awer bei e professionnelle Fotograf ze goen.

Op eng Rei Froen an deem Kontext huet den Här Aarbechtsminister net geäntwert!

Den 28. am Broochmount soll awer déi ganz Prozedur bei de Gemengen ulafen. D'Regierung huet dat néidegt Material scho bestallt an eng Rei Gemenge si schonn amgaang d'Apparaten ze installéieren, fir biometresch Passbillen ze maachen.

Kënnen déi zoustänneg Ministeren, well d'Chamber net méitragt,

d'Deputéierten awer e Recht op Opklärung hunn, besonnesch wann de Risiko besteet, datt eng Rei Betriber mussen zoumaachen, an ëm déi honnert Aarbechtsplazen a Gefor sinn, mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Wat fir eng Konklusioone sinn aus den Diskussioone mat der Federatioun vun de professionnelle Fotografen erauskomm?

2) Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir déi professionnelle Fotostudioen a Fotografen, deenen hir Betriber a Gefor geroden, ze ënnerstëtzen?

3) Wéi sou zitt d'Regierung hir Décisioun déi biometresch Passbillen vun de Gemengen oflichten ze loosse net zréck, dat am Interessi vum Erhalt vun de betraffenen Aarbechtsplazen?

4) Wéi sou ass, obwuel dat vun der respektiver EU-Direktiv guer net verlaangt gëtt, d'Oflichten vu biometresche Passbillen de Gemengen iwwerdroe ginn, wou dach aner Länner déi Aufgab bei de professionnelle Fotografe gelooss hunn?

Wann d'Regierung hir Décisioun net zréckzitt, stelle sech eng Rei Zousazfroen:

5) Wat ass de Käschtepunkt vun all deenen Apparaten, déi gebraucht ginn, fir biometresch Passbillen ofzeliichten a se de Gemengen zur Verfügung ze stellen?

6) Ass eng Ausschreiwung gemaach gi fir déi Apparaten unzeshafen?

7) Wivill Personal, respektiv esouguer zousätzlech Personal, ass noutwendeg fir déi Apparaten ze bedéngen?

8) Wat fir eng Formatioun mussen déi betraffe Beamte maachen, a wat ass de présuméierte Käschtepunkt vun der Formatioun?

9) Wéi verhält déi Virgoensweis, onqualifizéiert Personal mat Aufgaben ze befaassen, sech vis-à-vis vun der aktueller Gesetzgebung, opgrond vun där een e CATP muss hunn, fir duerfen am Beräich Fotografie aktiv ze ginn?

10) Wéi sou ass d'Chamber, respektiv déi zoustänneg Chamberskommissioun, net vu virop iwwer d'Absichte vun der Regierung informéiert ginn, fir d'Oflichten vu Passbillen vun de Gemenge maachen ze loosse?

11) Wat kascht d'Oflichten vu biometresche Passbillen de Bierger bei de Gemengen, oder ass dat gratis?

12) Wann et gratis ass, ass dat net als eng flagrant concurrence déloyale vis-à-vis vun de professionnelle Fotostudioen a Fotografen unzegesinn, mat der fataler Konsequenz vu Betriebsschléissungen?

Réponse (26.6.2009) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Les questions parlementaires N°3302, N°3303 et N°3338 de Messieurs les Députés Bettel et Jaerling me permettront de faire, ci-après, le point au sujet des passeports biométriques.

Il me semble utile de rappeler, en premier lieu, quel est le principal enjeu ici.

L'introduction du passeport biométrique de la deuxième génération a surtout pour but de combattre le terrorisme, en particulier celui qui a pour cible le trafic aérien. Le recours à des technologies nouvelles et sûres contribuera à rendre les passeports infalsifiables. Il en résultera une sécurité renforcée du transport international aérien dans son ensemble ainsi qu'un confort de voyage accru pour tous les voyageurs dans la mesure où les nouveaux passeports occasionneront beaucoup moins de tracas lors du passage d'une frontière internationale.

La sécurisation des titres de voyage a, par ailleurs, une base lé-

gale. Le règlement CE 2252/2004 du Conseil de l'Union européenne, adopté le 13 décembre 2004, enjoint les États membres de mettre à disposition de leurs citoyens les passeports biométriques de la deuxième génération, à partir du 28 juin 2009.

L'une des principales caractéristiques des technologies nouvelles utilisées dans la confection de ce passeport réside dans l'utilisation d'une puce électronique qui contient les empreintes digitales et la photo de son détenteur. L'incorporation de la signature électronique sera également rendue possible grâce à la nouvelle technologie.

La question qui s'est posée aux administrations concernées au Luxembourg, comme à celles des autres pays de l'UE, a été celle de savoir par quel biais assurer la saisie des photos, des empreintes digitales et des signatures. Je rappelle que le règlement laisse aux États membres l'entière liberté de choix quant à la façon d'organiser la saisie des données biométriques.

Pour éviter aux citoyens luxembourgeois des déplacements inutiles, voire répétés, il a été décidé par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de la Justice, qu'à l'avenir toutes les communes pourront, à côté du Bureau des passeports, visas et légalisations, saisir les demandes d'obtention en vue du passeport biométrique.

En vue «d'établir un lien fiable entre le détenteur légitime du passeport et le document lui-même» - ce sont les termes du règlement communautaire précité -, il a été décidé en outre d'utiliser un programme informatique, assorti d'un équipement technique, qui permet à l'agent de la commune de réaliser en une seule opération, rapidement et simplement, la saisie de la photo d'identité, des empreintes digitales et de la signature.

Le Bureau des passeports, visas et légalisations à Luxembourg-ville est équipé pour traiter également les photos d'identité biométriques réalisées par des photographes de métier. Par conséquent, les personnes ayant besoin d'un passeport nouveau peuvent s'adresser soit à leur commune de résidence, soit au Bureau des passeports, en fonction du type de photo qu'elles préfèrent.

Quant à la façon dont nos partenaires européens comptent mettre en œuvre le règlement, la Belgique, l'Allemagne et la France, mais également la Pologne, l'Estonie et Malte ont opté, comme le Luxembourg, pour un dispositif qui, pour l'instant, laisse le choix au citoyen.

Pas moins de sept pays (Danemark, Norvège, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède et République tchèque) ont totalement exclu le recours aux photographes professionnels, alors qu'en Espagne et aux Pays-Bas les citoyens sont autorisés à présenter des photos qu'ils ont réalisées eux-mêmes ou par un équipement type «photomaton». Seuls trois pays, l'Irlande, la Grèce et l'Italie, font exclusivement appel aux photographes professionnels.

En France, les personnes qui ont fait réaliser la photo d'identité par un photographe professionnel, bénéficient d'une réduction symbolique de un euro sur le prix du passeport (qui passe de 89 à 88 euros). Nous n'avons pas connaissance de modifications de tarifs des passeports biométriques dans d'autres pays en fonction de la provenance des photos d'identité.

Il ressort de ce qui précède que l'approche choisie par le Gouvernement luxembourgeois n'a rien de particulier. Ce sont, au contraire,

les pays n'envisageant, pour le moment, que l'utilisation de photos réalisées par des photographes de métier, qui font figure d'exception.

Concernant l'aspect financier, il faut savoir que les équipements installés dans les communes et le Bureau des passeports qui permettent la saisie des trois données que sont la photo, les empreintes digitales et la signature, forment un ensemble indissociable facturé en une seule somme. En moyenne 2.766,21 euros ont été dépensés en 2009, par commune, pour un équipement qui sera utilisé pendant plusieurs années. Par ailleurs, la possibilité de déposer les demandes pour l'obtention du passeport biométrique directement en commune n'engendra pas une augmentation de la charge de travail nécessitant le recrutement d'agents supplémentaires. Comme je l'ai indiqué plus en avant, le dépôt de la demande et la saisie des informations nécessaires est simple, rapide et sécurisé. La personne qui en assumera la responsabilité auprès de la commune a bénéficié d'une formation gratuite préalable.

Pour conclure, je tenais à réaffirmer qu'à aucun moment le Gouvernement, dans le cadre de la mise en place du dispositif des passeports numériques de la deuxième génération, n'a cherché à porter atteinte à un quelconque corps de métier.

Répondant aux craintes soulevées par un certain nombre de photographes, le secrétaire général du MAEI a, sur mon instruction, reçu une délégation conduite par le président de la fédération des photographes professionnels du Grand-Duché de Luxembourg, le 13 mai passé. À l'issue de cette réunion, il a été convenu que le projet prévu pour la réalisation des nouveaux passeports biométriques sera mis en place tel que prévu afin d'être prêt le 28 juin prochain. À l'automne de cette année, après quelques mois de fonctionnement de ce dispositif, il sera procédé, avec les représentants des photographes professionnels, à une évaluation exacte de l'évolution de la demande de photos d'identité réalisées par eux. Si un préjudice, susceptible de porter un tort grave à la profession et causé directement par ce nouveau système de traitement des demandes de passeports biométriques était constaté, des discussions seront entamées aussitôt pour déterminer les mesures de correction nécessaires.

En dernier lieu, je voudrais rappeler que les seuls passeports concernés par le nouvel équipement sont ceux qui arrivent à échéance après le 28 juin, ce qui représente quelque 10.000 unités pour le second semestre 2009. Depuis l'année 2000 la moyenne annuelle de passeports délivrés se situe à 21.606 unités. De même convient-il de souligner que des photos d'identité professionnelles restent exigibles pour les nombreuses autres formalités administratives, à commencer par les cartes d'identité et les permis de conduire.

Question 3304 (21.4.2009) de **M. Fernand Etgen** (*DP*) concernant le **certificat de performance énergétique**:

En date du 1^{er} janvier 2010 l'établissement d'un certificat de performance énergétique deviendra obligatoire. Il me revient toutefois que la mise en pratique de cette disposition cause certaines difficultés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire à quel moment du processus de vente un certificat de performance énergétique doit-il être établi? Un tel certificat doit-il d'ores et

déjà exister au moment de la signature du compromis de vente?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si un notaire saurait conclure un acte de vente en l'absence d'un certificat de performance énergétique dans les cas où celui-ci est obligatoire? L'absence du certificat, outre des sanctions pénales, est-elle susceptible d'engendrer des conséquences concernant la validité de l'acte?

Réponse (25.6.2009) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen concernant l'établissement d'un certificat de performance énergétique, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne la vente d'un bâtiment d'habitation, le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation différencie dans son article 11 suivant la consultation et la communication du certificat de performance énergétique.

À partir du 31 décembre 2009, un acheteur intéressé doit pouvoir consulter le certificat de performance énergétique du bâtiment d'habitation qui est destiné à être vendu. Il est donc clair qu'à partir de cette date, le certificat de performance énergétique doit exister au moment de la signature d'un compromis. Suivant le texte réglementaire, la communication de l'original du certificat de performance énergétique doit intervenir sans délai au moment où le changement de propriétaire devient effectif.

Sans vouloir me prononcer sur la pratique des notaires ni leur prescrire des lignes directrices, j'estime que le libellé du texte réglementaire permet certes le contrôle de la communication du certificat de performance énergétique par les notaires, mais ne les oblige pas à le faire.

Question 3317 (28.4.2009) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **formation continue**:

Mir stiechen an enger Wirtschaftskris an hu richtegerweis erkannt, dass mer eis op d'Bee setze mussen, fir eis Zukunft ze sécheren.

An der Ried iwwer d'Lag vun der Natioun huet den Här Stats- a Premierminister vun der Wichtigkeet vun der Fuerschung an der Educatioun hei zu Lëtzebuerg geschwat.

An och an Aussicht gestallt, dass der Recherche hir Mëttele op heitegem Niveau bleiwe sollen, fir eben der Erreechung vum Zil ze dengen eist Land op eng gutt Zukunft no der Kris virbereeden ze hëllefen, dann, wa sécherlech d'Parametere vum Wirtschafts- a Kompetitivitéitsmodell an Europa an der Welt evoluéiert hunn a mer vill méi bis elo eis Fäegkeeten a Kompetenzen ënner Beweis stelle mussen.

D'Aus- an d'Fortbildung hu ganz kloer eng herausragend Roll ze spillen, fir dës noutwendeg a fir Lëtzebuerg unabdingbar Bewegung vum Ausbau vun eisen eegene Fäegkeeten a Kompetenzen ze bewierkstelligen.

Awer och am Sënn vum Opbau vun neien an dynamesche Kompetenzzentren, déi eis zukünfteg Entwécklung als Wirtschaftsstanduert op engem héijem Niveau massiv a positiv beaflossen, doduerch datt se neit Wëssen ervirbréngen

an och ökonomesch valoriséieren hëllef.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Gëtt et am öffentlechen Déngscht, souwéi an de Beräicher, déi dem öffentleche Secteur zouzerechnen sinn, wéi och d'Uni, déi öffentlech Fuerschungszentren, d'Schoulen, an esou weider, haut, an als Reaktioun op d'Kris, gezielte Programmer fir Leit aus dëse Betriber a Formation continue ze schécken, fir méi Kompetenzen opzebauen a bestehend Wëssen ze erweideren?

2) Si mer haut verstärkt drunn, fir eis eege Leit weider opzebauen, amplaz ausgebildete Spezialisten aus dem Ausland op Lëtzebuerg ze drainéieren?

3) Si mer drunn, déi eege Leit, déi mer mat Boursen a Subsidie während hiren Unisstudie massiv mat Steiergelder ënnerstëtzt hunn, och elo an deene Sphären, wou eis Zukunft ugeduecht, modelliséiert a gestalt gëtt, produktiv zum Asaz ze bréngen?

4) Ginn eenzel Mataarbechter am öffentleche Secteur geziilt an individuell gefördert am Sënn vun «Investing in People»?

5) Gëtt et individuell Entwécklungspläng, déi dorobber viséieren, fir eenzel Mataarbechter no hirem Talent, hirem Erfahrung an hirem Motivatioun fir de Betriber mëttel- a laangfristeg opzebauen, andeems dës Mataarbechter a Formation geschéckt ginn an och duerno iwwer een individuell zougeschnidene Carrièreplang befördert ginn?

6) Wéi gëtt an öffentleche Beräicher drop geuecht, dass Talenter net verschlass ginn, onbeuecht bleiwen, eventuell virhande Kompetenzen, déi wichteg si fir d'Zukunft vun eisem Land, net brooch leie gelooss ginn, well zum Beispill d'Hierarchie dës Kompetenzen net gesäit, vläicht net wouer wëllt hunn, se net a Betruecht wëllt zéien, well se eventuell eng Konkurrenz kënnen ginn, an enger Aarbechtswelt, déi permanent wandelt a wou Bewegung misst sinn, awer net ëmmer gewollt gëtt?

7) Kann d'Regierung eventuell mat konkreten Daten an Informatiounen dengen, fir ze wisse wéi beim Stat an den assimilierte staatlechen Informatiounen d'Kompetenzen an d'Fäegkeete vun der Zukunft gefördert ginn?

8) Gëtt et Moossnamen, déi de Minister fir öffentlech Betriber, déi ënner senger Tutelle stinn, huele kann, wann et sech géif erausstellen, dass dës öffentlech Institutionen sech der Virbereedung vun der Zukunft duerch Erunzille vun neie Kompetenzen a Fäegkeete verweigere géifen?

9) Gëtt et e Programm mat konkreten Evaluatiounsindikatoren, esou wéi eng eegene Label (zum Beispill «Investor in People») an dem ugeschwate breede Beräich vun öffentlechen Déngscht, deen all déi Betriber auszeechent an ausdrécklech honoréiert, déi op konsequent an innovativ Aart a Weis a Mënschen, hir Talenter, Fäegkeeten a Kompetenzen investéieren?

Réponse commune (4.6.2009) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État, de **M. Claude Wiseler**, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de **M. François Biltgen**, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Aus der Sicht vum Ministère vun der Fonction publique ass, wat d'Weiterbildung vum Personal aus dem öffentleche Secteur ugeet, ze soen, datt den Institut National d'Administration Publique (INAP) säit 1983 systematesch d'Ausbil-

dung an d'Weiterbildung vum staatleche Personal, an zanter 2000 och vum Gemengepersonal, assuréiert.

Dem Institut säin Aktionsfeld begräift awer net d'Formatioun vum Schoulpersonal, déi vum Erziehungsministère organiséiert gëtt, an och net d'Formatioun vun der Magistratur, déi vum Justizministère gemaach gëtt.

D'Grondausbildung während der Stagezäit am Institut touchéiert all administrativ an technesch Carrièren an huet eng ënnerschiddlech Dauer jee no Typ vu Carrière.

Dës Grondausbildung viséiert eng Aféierung vun de Stagiairen an d'Lëtzebuurger Verwaltungskultur a vermëttelt Basisnotiounen iwwer Verwaltungsorganisatioun, Verwaltungsrecht, Beamterrecht, Finanzrecht, Émgang mam Bierger, Sproochentechnik (Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an Englesch) an esou weider. Doruwwer eraus kritt och all Stagiaire eng spezifesch Formatioun a sengem direkten Aarbechtsgebitt.

De Stagiaire muss, fir definitiv kënnen ugestallt ze ginn, een Examen an alle Matièreën ofleeën a packen.

Am Kader vun der Weiterbildung, offrëiert den INAP all Joer eng 600 Formatiounen an deenen ënnerschiddlechsten Domänen, wéi Organisatioun, Kommunikatioun, Émpfang an Émgang mam Bierger, perséinlech Entwécklung, néi Technologien, Europa an Internationales, souwéi eng ganz Rei vun technesch ausgeriichte Formatiounen.

Säit 2003 erstellt den INAP zesumme mat deene Verwaltungen, déi et wëllen, e prezise Formatiounsplang, dee spezifesch ausgeriicht ass op de spezielle Formatiounsbedarf vun der Verwaltung a vun de Leit, déi an dëser Verwaltung schaffen. Dës Virgehensweis erméiglecht eng vill méi prezis a kohärent Upassung vun de Formatiounen un den direkte Bedarf vun de Verwaltungen, a féiert domadder zu enger méi konsequenter Entwécklung vun de perséinlechen a professionnelle Kompetenze vun den Agenten.

An dësem Zesammenhang proposéiert den INAP och säit dem Joer 2007 sougenannt «cycles de compétences», déi et dem eenzelne Beamte méiglech maachen, iwwer eng Rei vun zesammenhängenden an openaner opbauende Formatiounen, sech an engem bestëmmten Domän ze perfektionéieren.

A folgende Kompetenzfelder gi bis elo Formatiounen ugebueden:

- Öffentleche Management
- Organisationsentwicklung
- Projectmanagement
- Empfangs- an Telefonsdëngscht
- Personalgestioun
- Finanzgestioun
- Chancëgläichheet
- Europäesch Politiken
- Nei Technologien
- Ausbildung vun interne Formateuren.

An den nächste Jore wäerten nach aner Kompetenzfelder dobäi kommen.

Den Institut forméiert all Joer eng 250 Stagiairen an organiséiert Weiterbildungscoursen, un deenen am Duerchschnitt 7.000 Leit all Joer deelhuefen.

Question 3321 (5.5.2009) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant la **création d'un Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration (OLAI)**:

La loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg prévoit la création d'un Office Luxembourgeois de

l'Accueil et de l'Intégration (OLAI).

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre si cette structure a déjà été mise en place? Dans la négative, à quel stade en sont les préparatifs et quand l'OLAI sera-t-il opérationnel?

- Madame la Ministre a-t-elle consulté des organismes externes, tels que le Conseil national pour étrangers ou les associations pour étrangers, au sujet de la mise en place de l'OLAI?

Réponse (24.6.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

La loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg prévoit dans son article 3 la création de l'Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration, en abrégé OLAI.

Ladite loi est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2009.

Le nouvel Office vient d'ouvrir ses portes à sa nouvelle adresse:

7-9, avenue Victor Hugo
L-1750 Luxembourg
Téléphone: 247-85700 (réception)
http://www.olai.public.lu

Dans le cadre de l'élaboration de ladite loi, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a consulté la société civile et bon nombre d'organismes externes, dont notamment le Conseil national pour étrangers.

Dans son avis du 27 mai 2008, le Conseil national pour étrangers n'a pas formulé de remarques quant à la mise en place de l'OLAI.

Question 3325 (8.5.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **chèques-services accueil**:

L'article 4 du règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le «chèque-service accueil» prévoit différentes sortes de «prestataires du chèque-service accueil». À part les maisons relais, crèches, foyers de jour, internats sociofamiliaux et assistants parentaux, ainsi que les activités de vacances reconnues par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, sont mentionnées également «les institutions d'enseignement musical dans le secteur communal, les écoles de sport et les services de formation informelle au niveau associatif reconnus à cette fin par leur ministre de tutelle respectif». D'après les informations fournies par le biais d'une brochure éditée par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, l'accueil éducatif fourni par les prestataires appartenant à cette dernière catégorie sera couvert par le système de chèque-service accueil à partir du 1^{er} septembre 2009.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Est-ce que ces prestataires - institutions d'enseignement musical dans le secteur communal, écoles de sport et les services de formation informelle au niveau associatif - ont été contactés et informés en vue de cette deuxième étape de l'introduction des «chèques-services accueil»? Si oui, à quel niveau se situe le contact?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait utile de définir plus succinctement les prestataires susmentionnés? Est-ce que les écoles de musique privées et les prestataires privés de cours de sport tombent sous le champ d'application du système du «chèque-service accueil»?

Réponse (19.6.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

À partir du 1^{er} septembre 2009, le réseau des prestataires du «chèque-service accueil» (CSA) est étendu aux institutions d'enseignement musical dans le secteur

communal ainsi qu'aux services d'animation et de formation sportives au niveau associatif.

Dans une première phase, ces nouveaux prestataires ont une mission subsidiaire. Conformément aux stipulations du règlement grand-ducal du 13 février 2009, pour bénéficié des avantages du CSA, l'accueil dans une institution d'enseignement musical ou dans un service d'animation et de formation sportives ne peut pas être cumulé avec l'encadrement dans une maison relais (MRE), un foyer de jour, une crèche, un internat ou auprès d'un assistant parental.

L'exception vaut au niveau des enfants exposés au risque de pauvreté, c'est-à-dire les enfants vivant dans des ménages bénéficiaires du revenu minimum garanti ou des enfants identifiés comme tels par les administrations communales.

1) Dans le domaine de l'enseignement musical et artistique, pour l'année scolaire 2009/2010, le groupe des prestataires reconnus dans le cadre du CSA se limite aux seules institutions d'enseignement musical dans le secteur communal, conformément aux dispositions des loi et règlement et telles qu'elles sont reconnues à cette fin par le Ministère de la Culture. La liste des prestataires reconnus dans le cadre du CSA est publiée (www.chèque-service.lu).

La participation de l'État, dans le cadre du CSA, est définie en fonction des modalités suivantes:

- Exception faite pour les enfants exposés au risque de pauvreté, elle ne peut être cumulée avec une participation aux frais d'accueil éducatif dans une MRE, un foyer de jour, une crèche, un internat ou auprès d'un assistant parental.

- Pour l'année scolaire 2009/2010, le montant maximal annuel est de 810 euros. Ce montant est fixé en fonction des critères suivants: 36 semaines d'enseignement musical par année scolaire, trois heures d'accueil éducatif gratuit par semaine, 7,50 euros de frais de fonctionnement par enfant et par heure d'accueil dans une MRE.

- La participation effective a deux seuils: le montant de 810 euros ne peut être dépassé; le montant ne peut être supérieur au minerval demandé aux parents pour l'année scolaire en cours. Dans le cadre du CSA, la participation de l'État peut considérer l'inscription parallèle d'un même enfant dans plusieurs institutions d'enseignement musical, sans que le plafond de 810 euros ne puisse être dépassé.

- La participation est versée aux parents à la fin de l'année scolaire 2009/2010. Au cas où les parents doivent changer d'option au cours de l'année scolaire et inscrire leur enfant dans une structure d'accueil éducatif, le montant de la participation aux frais d'inscription dans l'institution d'enseignement musical est proportionnel au temps pour lequel l'option est prise.

2) Dans le domaine de l'animation et de la formation sportives au niveau associatif, pour l'année scolaire 2009/2010, le groupe des prestataires reconnus dans le cadre du CSA se limite aux seules associations suivantes:

- demande formelle de l'association auprès du département ministériel des Sports,

- adhésion de l'association à une fédération sportive agréée par le département ministériel des Sports,

- organisation, au bénéfice de leurs membres de moins de 13 ans, d'activités d'animation et de formation sportives pendant au moins 30 semaines par an et pour une durée annuelle d'au moins 108 heures; les activités sont organisées sous la supervision directe d'un animateur faisant valoir une formation sportive et pédagogique formellement reconnue par l'École Nationale d'Éducation Physique et des Sports (ENEPS).

La liste des prestataires reconnus dans le cadre du CSA est publiée (www.chèque-service.lu).

La participation de l'État, dans le cadre du CSA, est définie en fonction des modalités suivantes:

- Exception faite pour les enfants exposés au risque de pauvreté, elle ne peut être cumulée avec une participation aux frais d'accueil éducatif dans une MRE, un foyer de jour, une crèche, un internat ou auprès d'un assistant parental.

- Pour l'année scolaire 2009/2010, le montant maximal annuel par service reconnu est de 405 euros. Ce montant est fixé en fonction des critères suivants: 36 semaines d'animation et de formation sportive par année scolaire, trois heures d'accueil éducatif gratuit par semaine, 7,50 euros de frais de fonctionnement par enfant et par heure d'accueil dans une MRE, 50% de ce montant.

- Dans le cadre du CSA, la participation de l'État peut considérer l'inscription parallèle d'un même enfant dans plusieurs services d'animation et de formation sportive, sans que le plafond de 810 euros ne puisse être dépassé. Au cas où les parents doivent changer d'option au cours de l'année scolaire et inscrire leur enfant dans une structure d'accueil éducatif, le montant de la participation aux frais d'inscription dans le/s service/s est proportionnel au temps pour lequel l'option est prise.

Ces dispositions ont été arrêtées en concertation avec les ministres compétents ayant dans leurs attributions respectives la culture et les sports. Les ministres se sont chargés, chacun dans son domaine de compétence, d'informer les prestataires et de préciser avec eux les modalités d'exécution. Les trois ministères impliqués organiseront, avant les vacances d'été, une campagne commune d'information au bénéfice des familles intéressées.

Question 3328 (12.5.2009) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant le **projet d'aménagement général**:

En date du 30 mars 2009, Monsieur le Ministre a fait parvenir aux communes une circulaire concernant la mise à jour des plans d'aménagement général (PAG). Cette circulaire attire l'attention des communes sur l'article 2 de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement qui exige que tout projet d'aménagement général soit soumis à une évaluation environnementale pendant sa phase d'élaboration et préalablement à son adoption.

La circulaire souligne encore que «la mise en œuvre de l'évaluation environnementale précitée ne constitue pas une étape engendrant des délais supplémentaires dans la procédure d'adoption d'un projet d'aménagement général. Les obligations d'ordre procédural résultant de l'application de la loi du 22 mai 2008 y seront complètement intégrées».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Étant donné que la loi du 22 mai 2008 prévoit l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales et une procédure de consultation du public avant l'adoption des plans et programmes visés, j'aimerais savoir si le vote provisoire du conseil communal, prévu à l'article 11 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, est à considérer comme «adoption» dans le sens de la loi de 2008. Dans l'affirmative, il est à noter que

la procédure d'adoption d'un PAG prévoit une consultation du public après le vote provisoire du conseil communal. Est-ce qu'il faudra dès lors organiser deux consultations consécutives du public?

- Pour éviter le double emploi, le rapport sur les incidences environnementales devrait avoir recours aux données élaborées dans le cadre de l'étude préparatoire. Comment est-il possible d'éviter des délais supplémentaires entre la réalisation de l'étude préparatoire et le vote provisoire du PAG si l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales et la consultation du public doivent être intégrées à ce stade de la procédure?

- Qu'en est-il des PAG de la nouvelle génération - donc réalisés sur base des dispositions de la loi modifiée de 2004 - qui ont déjà fait l'objet d'un vote provisoire de la part du conseil communal? Est-ce qu'il est prévu de réaliser une évaluation «ex-post» pour ces PAG?

- La directive 2001/42/CE est d'application directe depuis le 21 juillet 2004, date à laquelle la directive aurait dû être transposée en droit national au plus tard. Selon l'article 13, 3. de la directive, l'obligation de l'évaluation environnementale prévue à l'article 4, paragraphe 1 «s'applique aux plans et programmes dont le premier acte préparatoire formel est postérieur à la date visée au paragraphe 1 (le 21 juillet 2004). Les plans et programmes dont le premier acte préparatoire est antérieur à cette date et qui sont adoptés ou présentés plus de vingt-quatre mois après cette date sont soumis à l'obligation prévue à l'article 4, paragraphe 1, à moins que les États membres ne décident au cas par cas que cela n'est pas possible et n'informent le public de cette décision». Quelles sont les conséquences de cette disposition pour les PAG des communes dont la procédure d'adoption était en cours à cette date, respectivement entre le 21 juillet 2004 et la date de l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2008?

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2008 précitée, combien de conseils communaux ont voté un PAG? Est-ce que les autorités communales concernées ont été informées par la commission d'aménagement qu'elles devaient soumettre le PAG à une évaluation environnementale avant ce vote?

- Quelles sont les raisons du délai qu'on peut constater entre l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2008 et la circulaire du 30 mars 2009?

- La circulaire ne dit rien sur les modifications ponctuelles des PAG. Est-ce qu'elles doivent être soumises à une évaluation environnementale?

Réponse (19.6.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

ad 1) L'article 4 de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement dispose que l'évaluation environnementale des plans ou programmes est à effectuer pendant leur élaboration et avant qu'ils ne soient adoptés ou soumis à la procédure législative ou réglementaire.

L'évaluation environnementale précitée est, en raison des ces dispositions, intégrée dans le cadre de la procédure d'adoption d'un plan d'aménagement général (PAG.) d'une commune, telle que prévue par les dispositions de la loi modi-

fiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

En ce qui concerne les plans d'aménagement général dont la procédure d'adoption n'a pas encore été entamée par la saisine de la commission d'aménagement, le rapport sur les incidences environnementales - en tant que première étape de l'évaluation environnementale - devra constituer une partie intégrante du dossier soumis à la consultation du public, laquelle est consécutive au vote provisoire du projet de plan d'aménagement général par le conseil communal.

Est à considérer comme acte d'adoption par une autorité conformément aux dispositions de la loi du 22 mai 2008 précitée, le vote définitif du projet d'aménagement général par le conseil communal.

En effet, le vote définitif par le conseil communal met en vigueur le projet d'aménagement général, alors que le vote provisoire n'implique comme seul effet d'interdire tous travaux contraires au projet pendant la phase de transition.

Il résulte de ce qui précède que l'unique consultation du public prévue par la loi du 22 mai 2008 précitée a bien lieu préalablement au vote définitif du conseil communal portant approbation du projet d'aménagement général.

ad 2) Étant donné que, d'une part, le rapport sur les incidences environnementales est à élaborer préalablement à la saisine de la commission d'aménagement et consécutivement à l'achèvement de l'étude préparatoire et que, d'autre part, la consultation du public se déroule entre le vote provisoire et le vote définitif du conseil communal, la procédure d'évaluation environnementale d'un projet d'aménagement général ne génère aucun délai supplémentaire au cours de la procédure d'adoption d'un PAG.

ad 3 et 4) La directive 2001/42/CE est effectivement d'application directe depuis le 21 juillet 2004.

Ainsi, tout projet d'aménagement général dont le premier acte préparatoire est postérieur à la date du 21 juillet 2004 est d'office soumis à l'obligation d'une évaluation environnementale stratégique.

Partant, cette disposition concerne tous les PAG dont la procédure d'approbation est régie par les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

S'agissant de projets d'aménagement général dont la procédure a été entamée avant l'entrée en vigueur de la loi, il y a lieu d'adopter une approche pragmatique respectant par ailleurs l'esprit et le texte de la directive.

Lesdits projets d'aménagement général sont en effet fondés sur une étude préparatoire qui a procédé à une analyse des développements urbanistiques projetés par la commune par rapport aux objectifs de conservation de la nature et du paysage et ces projets d'aménagement général ont été dûment avisés par la commission d'aménagement dans laquelle siège un représentant du Ministère de l'Environnement.

Toutes les communes ayant entamé la procédure d'approbation après la mise en vigueur de la loi du 22 mai 2008, les projets d'aménagement général seront soumis à l'obligation d'effectuer une évaluation environnementale de leur projet de PAG.

ad 5) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2008 précitée, six communes ont procédé à l'adoption provisoire d'un projet d'aménagement général, trois d'entre elles ont procédé au vote définitif et un seul PAG a fait l'objet d'une approbation par le Ministre de l'Intérieur.

ad 6) La circulaire du 30 mars 2009 relative à l'évaluation environnementale des PAG a été rédigée suite au constat que les communes ayant entamé la procédure d'adoption de leur PAG n'ont pas pris en compte les dispositions de la loi du 22 mai 2008.

Elle avait par conséquent comme objet de rappeler aux communes les obligations leur incombant en vertu de ces dispositions légales.

ad 7) Les modifications ponctuelles des plans d'aménagement général ne sont pas visées par les dispositions de l'article 2.2. de la loi du 22 mai 2008 précitée imposant d'office une évaluation environnementale. Elles sont toutefois concernées par les dispositions de l'article 2.3. qui dispose que: «les plans et programmes ... qui déterminent l'utilisation de petites zones au niveau local et des modifications mineures des plans et programmes visés au paragraphe 2 ne sont obligatoirement soumis à une l'évaluation environnementale que lorsque l'autorité responsable du plan ou programme estime, le Ministre (de l'Environnement) entendu en son avis, qu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement».

En tout état de cause, seules les extensions majeures du périmètre d'agglomération ou celles susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement naturel ou le paysage et qui, par conséquent, auront une incidence sur le développement durable du territoire communal seront soumises à l'obligation d'une évaluation environnementale.

Question 3329 (12.5.2009) de **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV)** concernant **l'officialisation d'un nouveau traitement à l'attention des personnes atteintes de Parkinson:**

Ces dernières ont aujourd'hui la possibilité de pallier au manque de la substance dopamine au niveau du cerveau par des médicaments de substitution.

D'après les informations tirées d'un journal médical, il vient d'être développé un nouveau type de médicament qui est administré sous forme d'un patch cutané. Il contient la substance substitutive Rotigotine qui peut ainsi être libérée de façon continue pendant 24 heures. Dans un stade précoce, les personnes touchées par la maladie de Parkinson peuvent utiliser ce nouveau médicament sans l'administration supplémentaire de la substance L-Dopa, un acide aminé proche de la dopamine. Ce nouveau traitement facilite visiblement la vie quotidienne et améliore la qualité de vie des patients concernés. Or, il se trouve que le nouveau médicament n'est pas distribué au Luxembourg tandis que dans nos pays voisins, comme l'Allemagne, il est officiellement reconnu.

Vu les développements antérieurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ce médicament n'est pas officialisé au Luxembourg? Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la diffusion de cette nouvelle substance pourrait améliorer sensiblement la qualité de vie des patients en cause?

Réponse (15.6.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Le médicament auquel se réfère l'honorable Parlementaire, qui contient la substance active Rotigotine, dispose au Luxembourg d'une autorisation de mise sur le marché sous la dénomination de Neupro (Rotigotine D.C.I.)

En date du 18 août 2006 une demande d'inscription du médicament Neupro (Rotigotine D.C.I.) dans la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie a été introduite auprès de l'ancienne Union des Caisses de Maladie par la société Prophac pour le compte de la société allemande Schwarz Pharma. Pendant la phase de l'instruction du dossier, la société Schwarz a été rachetée par la société belge UCB Pharma.

La société UCB a été contactée à plusieurs reprises par l'UCM pour des renseignements relatifs à la structure de prix, au titulaire de l'AMM et au circuit d'approvisionnement. N'ayant pas eu de réponse de la part de la société UCB, la Caisse Nationale de Santé a finalement procédé à la clôture du dossier de demande de prise en charge en date du 20 janvier 2009.

Dans les conditions données le médicament bien qu'enregistré au Luxembourg, n'y est pas commercialisé en fait. D'après mes informations la société belge qui distribue le médicament connaît des difficultés pour approvisionner le marché européen.

D'autres pays que le Luxembourg seraient confrontés au même problème.

Question 3334 (12.5.2009) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant **l'eSanté:**

Lëtzebuerg gesäit an der Entwicklung vum engem eegenen a performante Standuert vu Gesondheitstechnologien eng wirtschaftlech Nisch, déi et an deenen nächste Jore géllt auszufüllen.

Säit geraumer Zäit ass den Internet-Site vum Gesondheitsministerium grondop erneiert.

Wann een duerch d'Säite vum deem Site, wéi och vun dem associéierte Portail de la Santé, bledert, da fällt op, datt d'Thema eSanté net durgestallt ze si schéngt.

Eleng op den iwver 1.500 Säite vun dem Site vum Ministère schéngt de Sujet net eng kéier grondlegend ugeschwat ze ginn.

Kann deen zoustännege Minister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Kann den Här Minister dës Impressionen bestätegen?

2) Oder gétt et dach awer op dem Site Informatiounen iwwer den nationale Programm eSanté?

3) Ass zum Beispill dat wichtegt Dokument «Plan d'Action eSanté» aus dem Joer 2006 op dem Site vun deem Ministère ze fannen?

4) Ass den Här Minister net der Meinung, dass esou een Dokument genauso op eism Ministères-Internet-Site sollt ze fanne sinn, fir all interesséiert Bierger, wéi dat och an anere Länner de Fall ass? (Als Beispill d'Schwäiz: www.bag.admin.ch «Strategie eHealth» mat Zwëscherreporter sou wéi se ugefall sinn oder Eisterräich, <http://ehi.adv.at/> (ehealth Initiative Oesterreich eHI).

5) Ass geplangt an der Zukunft een Internet-Site opzemaachen, fir allen interesséierte Parteien (Gesondheidsdengschtleescher, Wirtschaft, Professionnelle a Spezialisten, Associatiounen, Bierger, Konsumenten a Patienten) den Iwwerbléck iwwer dat ze erméiglechen, wat sech a Saachen eSanté deet, an dat, wat op eis an dëser Hirschicht duerkënn?

6) Wéi ass et ze erklären, dass hei zu Lëtzebuerg den Informatiounsfloss a Saachen eSanté esou «opaque» bleift?

7) Steet esou eng Ugangswies net am krasse Widersproch mat eise wirtschaftlechen Interessen, fir aus de Gesondheitstechnologien een neit ökonomesch Standbeen ze schafen?

8) Lait et eventuell dorunner, dass bei eis schonns alles a Saachen eSanté realiséiert ass (an näischt Neies méi ze verziele wier) oder awer hu mer op dësem Gebitt nach net allze vill ze kommunizéieren?

9) Wéi e Matsproochrecht kréien d'Patientevertrieder zu Lëtzebuerg an der Gestaltung vun der eSanté Strategie an hirer Ëmsetzung?

10) Wéi kënnen des Verriedungen haut schonns informéieren an um Lafenden halen iwwer dat, wat sech an dësem wichtige Dossier fir d'Patienterechter deet?

Réponse (15.6.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

An den Äntwerten op déi parlamentaresch Ufro N°2850 vum honorabelen Deputéierten iwwer de Stellenwert vun eSanté an der Modernisierungsstrategie vum nationale Gesondheitswesen an op seng Ufro N°3139 iwwer den nationale Plang am Beräich vun de Gesondheitstechnologie si schonns eng Rei Froen zu den ugesprachene Beräicher beäntwert ginn (cf. *compte rendu N°3/2008-2009 et N°12/2008-2009*).

D'Regierung ass beméit d'Ëmsetzung vun dësem Plang schrittweis, transparent, an am Dialog mat de Professionellen an de Patienten unzegoen.

An der Informatioun «Newsletter» Insight SantéSécu, Nummer 3/2008, goufen déi grouss Zich vun nationalen eSanté Plang virgestallt. An der Nummer 2/2009 an der Portail Santé an och de «Carnet Radiologique» méi am Detail belicht. Dës Publikatiounen si fräi verfügbar: <http://www.mss.public.lu/publications/infoletter/index.html>.

Och um Portail Santé ass eng Rubrik iwwer den nationalen eSanté Plang ageriicht ginn: <http://www.sante.public.lu/fr/systeme-sante/programme-esante/index.html>. Op dëser Säit kritt jiddwer Bierger weider Informatiounen.

Ënner anerem ass den «Plan d'action eSanté» aus dem Joer 2006 hei verfügbar.

Dës Beméiungen am Sënn vun där vum honorabelen Deputéierte gefuerdeter Transparenz ginn och an der Zukunft weidergefouert.

